Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-05

Nouvelles lois p. 06-07

Séances publiques nos 127 et 128 p. 07-61

Questions au Gouvernement p. 62-99

2023-2028

n°52

Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-05

Nouvelles lois ..... p. 06-07

Séances publiques ..... p. 07-61

127e séance du jeudi 12 février 2026 p. 07-30

128e séance du mardi 3 mars 2026 p. 30-61

Questions au Gouvernement ..... p. 62-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Droits d'auteur :
Sauf mention contraire,
les illustrations appartiennent
à la Chambre des Députés.

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
27/04/2026

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel
www.ecolabel.eu

FSC
www.fsc.org
RECYCLED
Paper made from recycled material
FSC® C223614

Visite en Mongolie : 50 ans de diplomatie et 25 ans de coopération

Les délégations luxembourgeoise et mongole

Enclavée entre deux grandes puissances, la Mongolie fait figure d'exception démocratique en Asie centrale. Vingt ans après une première visite parlementaire, une délégation luxembourgeoise s'est rendue du 24 au 28 mars 2026 au « pays du ciel bleu » pour marquer un demi-siècle de relations diplomatiques et un quart de siècle de coopération entre le Luxembourg et la Mongolie.

Dès son arrivée à Oulan-Bator, la délégation luxembourgeoise, conduite par M. Gusty Graas et composée par ailleurs de Mmes Nancy Arendt, Liz Braz et Alexandra Schoos ainsi que de M. Sven Clement, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, a été reçue au Grand Khoural d'État.

De la représentation féminine à la coopération financière

Lors d'un premier échange avec la Commission de la Sécurité et de la Politique étrangère, M. Graas a rappelé deux avancées concrètes du Parlement luxembourgeois en faveur des ressortissants mongols, à savoir l'adoption du projet de loi portant suppression de l'obligation de visa pour les passeports diplomatiques et officiels ainsi que du projet de loi portant approbation d'un accord sur la réadmission de personnes en séjour irrégulier.

La Présidente du groupe d'amitié parlementaire Luxembourg-Mongolie, Mme Baatarjavyn Munkhsoyol, a de son côté mis en avant la place croissante des femmes au Parlement mongol. Un amendement constitutionnel impose désormais un quota de 30 % du sexe sous-représenté. Aujourd'hui, un parlementaire mongole sur quatre est une femme, soit l'un des taux les plus élevés en Asie. Ce quota devrait passer à 40 % en 2028, puis à 50 % en 2032. Selon Mme Munkhsoyol, l'augmentation du nombre de sièges et l'alternance hommes-femmes sur les listes électorales ont été des leviers décisifs.

« La Mongolie veut devenir le Luxembourg de l'Asie »

Le Président de la Commission de la Sécurité et de la Politique étrangère, M. Ganzorig Temuulen, a par ailleurs ouvert une nouvelle piste de coopération dans le secteur financier. La Mongolie, qui ambitionne de se positionner comme hub financier régional, souhaite s'inspirer de l'expertise luxembourgeoise, allant jusqu'à se projeter comme « le Luxembourg de l'Asie ».

Du défi de la neutralité

La délégation a ensuite été reçue par M. Bukhchuluun Purevdorj, Vice-Président du Grand Khoural d'État. L'échange a porté sur la situation géopolitique singulière de la Mongolie, enclavée entre deux grandes puissances, à savoir la Russie et la Chine.

Dans le contexte du soutien ferme du Luxembourg à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le Vice-Président a été interrogé par les députés luxembourgeois sur la manière dont la Mongolie parvient à concilier son attachement au droit international avec le maintien de relations stables avec ses pays voisins. La réponse a mis en lumière une équation délicate, tout en sachant que le pays dépend à 100 % de la Russie pour ses fournitures en gaz et de la Chine pour plus de 90 % de ses exportations. Dans ce contexte, la Mongolie a fait le choix de s'abstenir lors des votes auprès des Nations Unies sur le conflit en Ukraine, une position présentée comme un équilibre entre solidarité de voisinage et défense de la souveraineté des États.

La délégation luxembourgeoise a salué la politique dite du « troisième voisin », par laquelle la Mongolie cherche à diversifier ses partenariats au-delà de ses deux voisins immédiats. Les parlementaires des deux pays ont enfin abordé les tentatives d'ingérence étrangère lors des campagnes électorales, qui pèsent sur l'opinion publique et fragilisent le processus démocratique mongol.

La cardiologie, vitrine de la coopération

La visite de travail en Mongolie s'est ensuite poursuivie par la visite du Third State Central Hospital, au sein duquel les députés se sont entretenus sur le futur Centre national de cardiologie, fruit de vingt-cinq années de coopération bilatérale, un hôpital de nouvelle génération en cours de conception.

La coopération bilatérale au développement entre le Luxembourg et la Mongolie dans le domaine de la santé, initiée en 2001, est l'un des piliers les plus aboutis de la relation entre les deux pays. Elle s'est d'abord concentrée sur la télémédecine en zones rurales avant de donner naissance au projet du Centre national cardiovasculaire d'Oulan-Bator.

M. Graas a salué cette initiative, qui mobilise une contribution luxembourgeoise de 22,5 millions d'euros, destinée essentiellement au financement des équipements, à la coordination et à l'assistance technique. À ce montant s'ajoute un prêt de 34,8 millions d'euros accordé par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), couvrant notamment les frais de construction.

Parmi les données présentées, il convient de retenir que 446.220 dossiers médicaux sont recensés dans une plateforme numérique faisant office de répertoire pour l'ensemble des patients atteints de maladies cardiovasculaires, avec la possibilité d'un diagnostic à distance via la télémédecine. Le droit à l'accès médical même en zone rurale est ainsi garanti. Au cours des deux dernières décennies, la coopération luxembourgeoise a contribué à réduire le taux de morbidité d'un facteur 7,5 et le taux de mortalité d'un facteur 4.

Interrogée sur les mesures de prévention mises en œuvre pour réduire le nombre de patients souffrant de troubles cardiovasculaires ainsi que sur les besoins les plus urgents à relayer auprès du Gouvernement luxembourgeois, la délégation mongole a plaidé en faveur d'un maintien du soutien au-delà de 2027 afin d'assurer la pérennité des activités de formation et de renforcement des capacités. Cependant, la transplantation cardiaque n'est actuellement pas pratiquée en Mongolie et les patients concernés doivent se rendre à l'étranger pour l'intervention, tandis que le suivi postopératoire peut être assuré à Oulan-Bator.

Lés députés ont pu visiter les locaux du Third State Central Hospital, qui héberge le Centre national de cardiologie.

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE)

Un scrutin historique en Hongrie – et trois députés luxembourgeois sur le terrain

Pour la quatrième fois, l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) a organisé une mission d'observation électorale en Hongrie, ceci dans le cadre des élections législatives du 12 avril 2026.

Ces élections ont attiré l'attention bien au-delà des frontières nationales et ont connu une forte médiatisation dans le monde entier. Afin de garantir le bon déroulement démocratique de cet événement, l'AP-OSCE a déployé 135 observateurs de 38 pays membres sur place du 10 au 13 avril 2026 – parmi eux trois députés luxembourgeois, à savoir MM. Gilles Baum, Emile Eicher et Claude Haagen, Président respectivement membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OSCE.

Après les briefings préparatoires, les trois députés luxembourgeois ont passé toute la journée électorale à faire le tour des bureaux de vote pour noter leurs impressions. Conclusion préliminaire commune de l'équipe de l'AP-OSCE : le jour du scrutin s'est déroulé sans encombre.

MM. Emile Eicher, Claude Haagen et Gilles Baum (de gauche à droite) ont représenté la Chambre des Députés au cours de la mission d'observation électorale en Hongrie.

Au-delà du bon déroulement technique, ce scrutin a été d'une importance politique particulière. Pour M. Baum, il s'agit d'un véritable « choix du destin » pour la Hongrie. Avec une participation record, les électeurs ont montré qu'ils reconnaissent la portée de cette décision. Les premiers résultats ont indiqué en effet une volonté de changement des Hongrois. « Reste à voir ce que cela impliquera pour l'Europe dans les semaines et les mois à venir », a encore commenté M. Baum.

5e Forum interparlementaire de l'AP-OSCE en Macédoine du Nord

Une vingtaine de parlementaires s'étaient réunis du 26 au 28 mars 2026 à Ohrid en Macédoine du Nord à l'occasion du 5e Forum interparlementaire de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE). Ce forum a servi de plateforme d'échange sur la cybersécurité en Europe du Sud-Est et au-delà. MM. Gilles Baum et Claude Haagen figuraient parmi les invités.

M. Baum a abordé le sujet de la forte augmentation des cyberattaques au cours des dernières années. Il a souligné que « le Luxembourg a fait de la cybersécurité une priorité nationale », se référant aux 250 millions d'euros que le Parlement luxembourgeois a attribués au développement du « Luxembourg Cyber Defense Cloud ».

Les participants ont reconnu qu'en cette période de transformations technologiques rapides, les parlements ont un rôle central à jouer. Le forum s'est conclu par l'adoption d'une déclaration commune réaffirmant l'engagement commun de l'AP-OSCE à approfondir la coopération régionale dans le domaine de la cybersécurité afin de renforcer la résilience de l'organisation.

70e session de la Commission sur la condition de la femme des Nations Unies

Faire perdurer les efforts dans le domaine de l'égalité des genres

À l'occasion de la 70e session de la Commission sur la condition de la femme (CSW70), qui s'est tenue au siège des Nations Unies à New York du 9 au 19 mars 2026, Mme Mandy Minella et M. Jean-Paul Schaaf, Présidente respectivement membre de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité, ainsi que Mme Barbara Agostino, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Union interparlementaire, ont accompagné Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, pour y représenter le Luxembourg.

Cette 70e session de la CSW était marquée par un contexte international particulièrement mouvementé et s'est avérée dès lors l'occasion propice pour la délégation luxembourgeoise de souligner son attachement à un ordre politique international fondé sur les principes de droit et une approche multilatérale.

Lors de la session de commémoration de la Journée internationale de la femme, des intervenantes comme Mme Annalena Baerbock, Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que Mmes Anne Hathaway, actrice et ambassadrice de bonne volonté d'ONU Femmes, et Malala Yousafzai, co-lauréate du Prix Nobel de la paix en 2014, ont souligné l'importance de faire perdurer les efforts dans le domaine de l'égalité des genres pour que l'accès des femmes à la justice soit une évidence et non un privilège.

Dans le cadre d'un événement parallèle au sujet de la santé et des droits en matière de sexualité et de procréation, coparrainé par le Luxembourg, Mme Minella a souligné l'importance de la protection des droits reproductifs en faisant référence au premier vote constitutionnel de la proposition de révision de l'article 15 de la Constitution visant à entériner la liberté d'avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse dans la loi fondamentale luxembourgeoise. La députée a évoqué plus spécifiquement les tourments médicaux auxquels font face les femmes atteintes d'endométriose en soulignant les délais de diagnostic, qui varient entre 4 et 12 années selon l'Organisation mondiale de la santé, ainsi que l'importance d'une conception intersectionnelle des droits en matière de sexualité et de procréation. En ce qui concerne les femmes migrantes, en situation de handicap, en situation de précarité ou encore les personnes LGBTIQ+ qui sont confrontées à des contextes dans lesquels une multitude de facteurs désavantageux viennent se cumuler, il est primordial, selon Mme Minella, de prêter une attention propre à la manière dont ce cumul affecte les personnes ainsi visées. « A global problem needs a global solution, so let's advance – hand in hand – to eliminate all forms of violence against women and girls, worldwide », a déclaré la députée lors

de la réunion de haut niveau sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

En parallèle, Mme Stéphanie Weydert, membre suppléante de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), a également participé à cette session en sa qualité de membre de la délégation de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (EGA APCE). Un événement autour de la thématique sur « la protection les droits des femmes face aux reculs » a été organisé par l'EGA APCE et son réseau en marge de la CSW70 pour le droit des femmes de vivre sans violence.

Au sujet du rôle de l'éducation dans la protection des droits des femmes et la lutte contre le recul des droits déjà acquis, les participants ont souligné que la politique sociale et l'éducation jouent un rôle essentiel, tout comme une plus grande participation des femmes à la vie politique. Cette dernière aurait, en effet, un impact significatif.

Il a également été relevé qu'il est crucial de corriger immédiatement les fausses informations propagées via les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle et d'autres technologies, qui servent à diffuser des discours haineux, des menaces et des actes de violence fondés sur le genre ainsi que des propos et stéréotypes misogynes. La violence numérique à l'égard des femmes a été particulièrement mise en évidence, ce qui a conduit les participants à souligner que l'aisance et l'impunité avec lesquelles de telles violences sont commises dans les espaces virtuels, tels que les réseaux sociaux, ne sauraient être justifiées par la liberté d'expression des utilisateurs.

La délégation luxembourgeoise devant « Le revolver noué », œuvre d'art connue sous le nom de « Non-Violence » qui a été offerte par le Gouvernement luxembourgeois à l'ONU en 1988 (Mme Stéphanie Weydert absente sur la photo)

Ils ont par ailleurs souligné que l'envergure et la virulence de ce phénomène connaissent une augmentation substantielle avec l'essor des outils d'intelligence artificielle. L'EGA APCE a dès lors appelé à l'adoption de cadres normatifs permettant d'endiguer ce phénomène en vue d'assurer la protection des femmes et filles qui subissent ou risquent de subir de telles violences.

Deux échanges avec le Landtag de Rhénanie-du-Nord-Westphalie

L'espace Benelux et les transports en commun

À l'occasion d'un échange avec le groupe d'amitié du Landtag de Rhénanie-du-Nord-Westphalie à la Chambre des Députés le 25 mars 2026, les liens économiques étroits entre les deux régions ont été mis en évidence, notamment en raison de la proximité – géographique et politique – de l'espace Benelux avec la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, plus proche que la capitale allemande.

Avant l'Europe unie, il y avait le Benelux – un précurseur qui continue d'exister et de jouer un rôle sur la scène européenne. Ensemble avec le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le Benelux représente l'un des espaces les plus dynamiques en Europe. Les membres allemands du groupe d'amitié ont souligné au cours des échanges que les États du Benelux restent pour l'Allemagne le premier partenaire économique, et ce avant la Chine. La reconnaissance automatique des diplômes au sein de l'espace Benelux est mentionnée comme un exemple concret et à suivre.

Les discussions ont mis en lumière l'importance des transports en commun. L'exemple du Luxembourg a été cité comme une bonne pratique et les parlementaires du Landtag se sont intéressés de près aux aspects pratiques alliant bus urbains, bus interurbains, gares périphériques et parkings relais. Les parlementaires étaient d'accord sur le fait qu'un véritable changement de mentalité s'impose pour offrir une mobilité attractive, liée à un réseau efficace.

Un partage de bonnes pratiques en matière de politique budgétaire

Le 26 mars 2026, les commissions en charge des finances et de l'exécution budgétaire des deux parlements ont échangé sur les questions relatives au budget, à l'imposition, aux réformes fiscales, aux transferts sociaux ou encore à l'évolution des prix du logement. Ces discussions étaient également l'occasion de thématiser l'impact des contrôles que l'Allemagne pratique à ses frontières.

Les parlementaires du Landtag de Rhénanie-du-Nord-Westphalie avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux

Les députés luxembourgeois des commissions en charge des finances et de l'exécution budgétaire et leurs homologues du Landtag de Rhénanie-du-Nord-Westphalie

Suriname et Belize : Réadmission des personnes en séjour irrégulier

8618 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025

Le projet de loi n° 8618 a pour objet d'approuver l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (ci-après l'« Accord ») et son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025.

L'Accord vise à renforcer la coopération dans la gestion des flux migratoires et à lutter contre l'immigration irrégulière, en établissant des procédures claires et efficaces pour la réadmission des ressortissants des Parties contractantes se trouvant en situation de séjour irrégulier.

8620 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Belize relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 6 mai 2025

Le projet de loi n° 8620 a pour objet d'approuver l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Belize relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (ci-après l'« Accord ») et son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 6 mai 2025.

L'Accord vise à renforcer la coopération dans la gestion des flux migratoires et à lutter contre l'immigration irrégulière, en établissant des procédures claires et efficaces pour la réadmission des ressortissants des Parties contractantes se trouvant en situation de séjour irrégulier.

Dépôt des projets de loi 8618 et 8620 par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 30/09/2025
Rapportrice : Mme Nathalie Morgenthaler

Travaux de la Commission des Affaires intérieures
(Présidente : Mme Stéphanie Weydert) :
14/01/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
28/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :
14/01/2026 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique : 12/02/2026

Augmentation générale du capital de la BAD et création du FAD

8621 – Projet de loi relatif à l'augmentation générale du capital appelable de la Banque africaine de développement et à l'approbation des amendements de l'Accord portant création du Fonds africain de développement

Le présent projet de loi poursuit un double objectif. D'une part, il prévoit d'autoriser le Gouvernement à participer à l'augmentation générale du capital appelable de la Banque africaine de développement (BAD) conformément à la résolution B/BG/2024/09 adoptée par le Conseil des gouverneurs de la Banque le 29 mai 2024, par la souscription du Luxembourg de 17.523 actions appelables de la Banque africaine de développement. D'autre part, il vise à approuver les amendements à l'Accord portant création du Fonds africain de développement (ci-après le « FAD » ou le « Fonds »), tels qu'adoptés par la résolution F/BG/2023/04 du Conseil des gouverneurs dudit Fonds le 23 mai 2023, lui conférant un accès autonome aux marchés des capitaux.

Le Luxembourg détient actuellement 30.207 actions attribuées dans le capital de la BAD. La souscription de 17.523 actions appelables supplémentaires porte le total d'actions détenues par le Luxembourg à 47.730 actions attribuées. Cette souscription permet au Luxembourg de préserver son droit de vote actuel se situant autour de 0,20 %. La valeur totale de ces 17.523 actions, soit 175.230.000 UC, correspond à 205,72 millions d'euros, au taux de change en vigueur au mois de septembre 2025 (1 UC = 1,1740 EUR). Ce montant est susceptible de varier en fonction de l'évolution du cours de change.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 30/09/2025
Rapporteur : M. Maurice Bauer

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
27/01/2026 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
30/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/02/2026
Loi du 3 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 116, page 1

Transposition de la directive AIFMD 2

8628 – Projet de loi portant modification :
1° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
2° de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/927 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs

Le projet de loi transpose la directive (UE) 2024/927 (dite « AIFMD 2 ») du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs.

La directive (UE) 2024/927 a été adoptée dans le cadre de l'Union des marchés des capitaux afin d'améliorer l'efficacité des régimes prévus par les directives 2011/61/UE (dite « directive GFIA » – gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs) et 2009/65/CE (dite « directive OPCVM » – organismes de placement collectif en valeurs mobilières). Le but est d'harmoniser, lorsque cela fait du sens, ces deux cadres légaux et de garantir un niveau uniforme de protection des investisseurs dans l'Union européenne.

En outre, la directive (UE) 2024/927 a pour objet de faciliter l'accès à des sources de financement alternatif sur les marchés. Ainsi, elle reconnaît expressément aux fonds d'investissement alternatifs (« FIA ») le droit d'octroyer des prêts et établit des règles harmonisées visant à créer un marché intérieur efficace pour l'octroi de prêts par les FIA.

L'introduction d'un cadre réglementaire uniforme au niveau européen est particulièrement intéressant pour le Luxembourg qui est déjà bien positionné sur le marché des fonds de dette privée. En effet, ce nouveau cadre permettra aux gestionnaires luxembourgeois de développer de nouvelles stratégies de dette privée et de structurer des FIA octroyant des prêts sur base d'un cadre européen harmonisé.

Dans un souci de protection des consommateurs, le projet de loi prévoit, au niveau national, l'interdiction pour les FIA d'octroyer des prêts à des consommateurs au Luxembourg.

Afin d'accroître l'efficacité des activités des gestionnaires de FIA et des sociétés de gestion d'OPCVM, la directive 2024/927 étend la liste des services autorisés et apporte des clarifications utiles quant aux services pouvant être fournis à des tiers.

La directive (UE) 2024/927 reconnaît l'importance de la délégation qui permet d'accéder à une expertise spécialisée et de renforcer l'efficacité opérationnelle.

Afin de permettre une réponse plus efficace en cas de tensions sur les marchés et d'assurer une meilleure protection des investisseurs, la directive (UE) 2024/927 met en œuvre la recommandation du Comité européen des risques systémiques (CERS) du 7 décembre 2017 sur le risque de liquidité et d'effet de levier dans les fonds d'investissement (CERS/2017/6).

Une autre nouveauté introduite par la directive (UE) 2024/927 est qu'elle autorise désormais les États membres confrontés à une insuffisance d'offre concurrentielle de services de dépositaire à permettre à leurs FIA locaux de désigner un dépositaire établi dans un autre État membre.

La directive (UE) 2024/927 vise également à renforcer la collecte des données de marché transmises aux autorités de surveillance, afin de mieux détecter l'émergence de risques et leur éventuelle propagation au sein du système financier.

En outre, les exigences de substance applicables aux OPCVM, aux sociétés de gestion d'OPCVM et aux gestionnaires de FIA sont précisées notamment par l'introduction d'un seuil minimal de ressources nécessaires à la conduite de leur activité. Il convient de noter que si des exigences de substance sont nouvellement introduites au niveau européen, elles existent déjà à l'heure actuelle au Luxembourg.

Enfin, la directive (UE) 2024/927 apporte d'autres modifications ciblées, notamment en ce qui concerne les règles en matière de coopération entre les différentes autorités compétentes et les exigences applicables aux pays tiers au sein de la directive GFIA.

Dépôt par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 03/10/2025
Rapportrice : Mme Diane Adehm

Travaux de la Commission des Finances
(Présidente : Mme Diane Adehm) :
14/11/2025 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
27/01/2026 Examen de l'avis du Conseil d'État
30/01/2026 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 12/02/2026
Loi du 3 mars 2026
Mémorial A : 2026, n° 115, page 1

127e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 08
M. Claude Wiseler, Président
2. **Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo** p. 08
Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
3. **Dépôt d'une motion par M. Laurent Zeimet** p. 08
Exposé : M. Laurent Zeimet
4. **Motion de M. Fred Keup relative au maintien des toilettes séparées pour les garçons et les filles dans tous les bâtiments scolaires**
Motion de M. Gilles Baum relative à une politique ambitieuse luttant contre toute forme de discrimination au sein des établissements scolaires
Motion de Mme Claire Delcourt relative à un plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+ p. 09
Discussion générale : M. Ricardo Marques | Mme Nathalie Morgenthaler | M. Gilles Baum | Mme Mandy Minella | Mme Claire Delcourt | M. Fred Keup (intervention de Mme Corinne Cahen) | Mme Joëlle Welfring | M. Marc Goergen | M. Marc Baum
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Vote sur la motion de M. Fred Keup (rejetée)
Vote sur la motion de M. Gilles Baum (adoptée)
Vote sur la motion de Mme Claire Delcourt (adoptée)
5. **8618 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025**
8620 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Belize relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 6 mai 2025 p. 14
Rapports de la Commission des Affaires intérieures : Mme Nathalie Morgenthaler
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8618 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8620 et dispense du second vote constitutionnel
6. **Question élargie n° 70 de M. Laurent Mosar au sujet de l'état des lieux de la situation concernant l'ouverture de comptes bancaires** p. 15
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Laurent Mosar | M. le Ministre Gilles Roth
7. **Question élargie n° 74 de M. Laurent Mosar au sujet de la dépendance structurelle de l'Europe aux réseaux de paiement américains** p. 16
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
8. **8621 – Projet de loi relatif à l'augmentation générale du capital appelable de la Banque africaine de développement et à l'approbation des amendements de l'Accord portant création du Fonds africain de développement** p. 17
Rapport de la Commission des Finances : M. Maurice Bauer
Discussion générale : M. Maurice Bauer | M. Guy Arendt | M. Claude Haagen | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Claude Haagen (parole après ministre) | M. le Ministre Gilles Roth
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8621 et dispense du second vote constitutionnel
9. **8628 – Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et
2° de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/927 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs p. 21
Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. André Bauler | M. Claude Haagen | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8628 et dispense du second vote constitutionnel
10. **Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la mise en œuvre du Plan national santé** p. 23
Exposé : Mme Paulette Lenert
Débat : Mme Françoise Kemp (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Laurent Zeimet) | M. Gérard Schockmel (intervention de Mme Paulette

Lenert) | Mme Alexandra Schoos | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Claude Meisch, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Dépôt d'une motion par M. Mars Di Bartolomeo

Éier mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach e puer Demandë fir Depote vu Motiounen. Ech hunn eng vum Här Mars Di Bartolomeo an eng vum Här Laurent Zeimet. Ech froen direkt: Sinn nach aner Demanden do fir Depote vu Motiounen, Resolutiounen, Projet-de-loien oder wat och ëmmer Der nach wëllt deposéieren?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Da ginn ech dem Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

Exposé

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), auteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, eisen Tripartitt-Modell huet sech iwwer Joerzéngte bewäert. An deene leschten 18 Méint huet en awer eng seriö Longenentzündung erwëscht. An de Sozialdialog huet ganz déck Téitsche kritt.

Et ass fir Lëtzebuerg onüblech, dass mer streckeweis eng seriö Sozialkris haten. A fir doraus erauszekommen, rennt eisen neien Aarbechtsminister elo vu Bipartitt zu Bipartitt zu Bipartitt a vu Bipartitt zu Bipartitt. An en huet hei och virun eis gesot, dass dat keng ideal Situatioun ass an dass e sech géif wënschen, dass den Tripartitt-Modell erëm géif fonctionéieren.

Elo bitt sech eng exzellent Geleeënheet – exzellent ass just d'Geleeënheet, net d'Ursaach – mat der Evolutioun an der Stolindustrie a mat der Evolutioun um europäesche Plang vun der Industrie tout court.

Mee fir d'éischt dat Éischt: Dir wësst, dass ArcelorMittal envisagéiert, eng Rei vun Aktivitéiten an enger ganzer Rei vu Länner outzesourcen, an dovu wäert och Lëtzebuerg betraff sinn. A wat fir engem Ausmooss steet bis elo net fest. Kierzlech ass eisen ..., ech wollt elo soe CEO, eise Premier mam CEO vun ArcelorMittal zesummekomm, fir gewuer ze ginn, wat da geplangt ass. An net méi spéit wéi gëschter hunn d'Gewerkschaften, d'Union syndicale, de Premier opgeruff, iwwer eng Stol-Tripartitt e seriöe Gest a Richtung Reanimatioun vum Modell Tripartitt ze maachen.

Ech wëll Iech soen, dass mir déi Demarche, fir erëm a Richtung Tripartitt ze goen, vun Ufank un ënnerstëtzt hunn an dass mer wëllen esou fréi wéi méiglech an esou schnell wéi méiglech zu deem bewäerte Modell zeréckkommen.

Dofir fuerdere mer d'Regierung an dëser Motioun op, d'Tripartite sidérurgie esou schnell wéi méiglech ze kontaktéieren an iwwert d'Tripartite sidérurgie eraus opgrond vun deem, wat um europäesche Plang och leeft a Saache Reanimatioun oder Redeploiement vun der Industrie, och driwwer nozedenken, eng allgemeng Tripartitt duerno anzeberuffen.

Ech mengen, wann ee gesäit, wéi vill Emploien am Moment zu Lëtzebuerg a Fro gestallt sinn an enger ganzer Rei vu Secteuren, dem Secteur vum Bau, dem Secteur vun de Servicer, dem Secteur vun der Industrie et j'en passe, déi am Moment mëtten an der Diskussioun sinn, wär et wichteg, sech zesummenzedinn an engem Tripartitt-Format, fir net nëmmen Emploien ze retten, mee fir zesummen am industrielle Beräich nei Aarbechtsplazen ze schafen. Well d'Industrie war traditionell ee vun de sougenannte Cornerstones vun eiser Ekonomie an ech mengen, mir mussen alles maachen, fir dass dat erëm esou gëtt, an net nokucken, wéi d'Industrie iwwer laang Zäit u Substanz verléiert.

Ech bieden also d'Chamber, dës Motioun esou séier wéi méiglech op den Ordre du jour ze huelen, an ech géif mer wënschen, dass mer e grousse Konsens hei géife fannen, fir eis fir d'Reprise vum Tripartitt-Modell anzesetzen.

Merci, Här President. An ech iwwerginn Iech d'Motioun, déi bis elo d'Ënnerschrëfte vun der LSAP dréit, mee wou awer aner Ënnerschrëften och ganz wëllkomm sinn. Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

– que la Conférence tripartite sidérurgie au Luxembourg a été instituée dans un contexte de crise profonde du secteur sidérurgique, alors pilier central de l'économie nationale jusqu'à la fin des années 1980, et qu'elle constitue un mécanisme de concertation spécifique au secteur de l'acier permettant de prévenir des licenciements massifs et d'atténuer les conséquences sociales des restructurations ;

– que le groupe ArcelorMittal a annoncé le lancement d'une étude portant sur une analyse des fonctions « support » qui pourrait impacter 1.150 emplois au Luxembourg ;

– que le Premier ministre a eu récemment un échange avec le CEO d'ArcelorMittal ;

– que les organisations syndicales OGBL et LCGB ont, par courrier adressé à Monsieur le Premier ministre, sollicité la réactivation de l'initiative gouvernementale visant à convoquer la Conférence tripartite sidérurgie afin d'examiner la situation et d'identifier des solutions concertées ;

– que des discussions sont actuellement menées aux niveaux européen et national en vue de renforcer et de relancer la compétitivité industrielle ;

– que le ministre du Travail a exprimé la volonté de reprendre les discussions relatives à ces dossiers avec les deux partenaires sociaux, dans un cadre commun,

invite le Gouvernement à

– convoquer la Conférence tripartite sidérurgie dans les meilleurs délais afin d'examiner, en concertation avec les partenaires sociaux et les acteurs concernés, les perspectives d'évolution du secteur, l'avenir des emplois menacés ainsi que les mesures susceptibles de garantir le maintien dans l'emploi et la pérennité des sites luxembourgeois ;

– relancer, par cette initiative, le dialogue tripartite dans son ensemble.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Taina Bofferding, Francine Closener, Georges Engel, Claude Haagen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

3. Dépôt d'une motion par M. Laurent Zeimet

An dann huet fir den Depot vun där nächster Motioun den Här Laurent Zeimet d'Wuert. Här Zeimet.

Exposé

M. Laurent Zeimet (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech maachen dat méi kuerz. Ech deposéieren déi Motioun och net aleng, mee ech hunn d'Éier, eng Motioun ze deposéieren, wou den Här Baum, d'Madamm Bofferding an och d'Madamm Tanson scho mat ënnerschriwwen hunn. An dofir schonn emol e grousse Merci.

Wéi Der wësst, hu mer op Wonsch vun dëser Chamber eis an der Institutiounskommissioun mat der Reform vum Walgesetz auserneegesat. Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen. An am Kader vun dësen Diskussiounen hu mer natierlech och driwwer diskutéiert, wann an Zukunft soll digital gewielt ginn, wéi dat kéint geschéien.

Dir wësst, datt am Accord de coalition drasteet, datt d'Optioun vun enger digitaler Wal am Isoloir soll prekoniséiert ginn. Mir sinn awer an der Kommissioun, nodeems mer eis och mat deene staatlechen Informatiker ausgetosch hunn, diskutéiert hunn an och op si gelauschtert hunn, zur Konklusioun komm, datt u sech d'digitaalt Wielen am Isoloir net déi beschten Optioun wier, mee datt mer et géife virzéien, dat iwwer Internet an Zukunft kënnen ze maachen, wëssend, datt dat natierlech muss sécher a fiabel sinn an datt och den Dateschutz muss garantéiert sinn. Also ganz vill Froen, déi nach op sinn. An déi Froe wëlle mer elo ganz gären och zesumme mat der Regierung weider verdéiwen.

An dofir wollte mer d'Regierung opfuerderen, op dee Wee eeben ze goen, esou e Projet pilote auszeschaffen. Och soll dat net direkt fir d'ganzt Land gëllen, mee mir wëllen dat emol iwwer en Echantillon probéieren ze definéieren. Bleift deen Echantillon nach? Och dat soll d'Missioun elo ginn, déi mer der Regierung gäre géife mat op de Wee ginn. Mir wollte se opfuerderen, dat innerhalb vu fënnef Méint ze maachen, fir datt mer och weiderkommen an deenen Aarbechten iwwert d'Reform vum Walgesetz, well et ass natierlech wichteg ze wëssen, a wéi eng Richtung et soll goen, fir d'Gesetz dann deementspriechend och kënnen unzepassen. Dat ass d'Opfuerderung, déi un d'Regierung geet an dëser Motioun.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, datt et net drëms geet, datt elo nëmmen nach digital soll gewielt ginn – mir wëlle schonn och beim Pabeier bleiwen –, mee datt dat eng zousätzlech Optioun fir d'Zukunft soll kënne ginn.

An an deem Sënn géif ech dës Motioun wëllen deposéieren. A wann déi aner Kolleege vläicht och nach kënnen iwwerzeegt ginn, kënne se se natierlech ganz gären och nach matdroen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– considérant les réflexions menées au sein de la Commission des Institutions relatives à la digitalisation des opérations électorales ;

– considérant que ladite Commission a examiné les systèmes de vote électronique existant à l'étranger, les technologies disponibles, ainsi que la complexité technique et organisationnelle qu'impliquerait leur éventuelle mise en place au Luxembourg ;

– considérant qu'un consensus s'est dégagé au sein de la Commission en faveur d'un système électoral permettant aux électeurs de choisir entre un vote digital et un vote sur bulletin papier, ouvrant ainsi la voie à l'instauration d'un modèle hybride ;

– considérant qu'un système de vote électronique à distance par Internet devra être conçu dans le respect absolu des exigences de sécurité, de protection des données, de transparence et de fiabilité du processus électoral ;

– considérant qu'un large accord s'est formé au sein de la Commission des Institutions pour privilégier une approche progressive avant d'envisager toute généralisation du vote électronique ;

– considérant enfin que la complexité du système électoral luxembourgeois constitue un argument déterminant en faveur d'une digitalisation qui pourrait réduire les risques d'erreurs lors du vote,

invite le Gouvernement à

– élaborer un projet de système de vote électronique à distance par Internet, garantissant la sécurité, la fiabilité, la transparence et la protection des données personnelles ;

– examiner les conditions nécessaires à la constitution d'un échantillon représentatif d'électeurs, en vue de la mise en œuvre d'un projet pilote destiné à tester le fonctionnement opérationnel d'un vote électronique ;

– présenter endéans cinq mois une feuille de route détaillant notamment les options technologiques envisageables, les coûts prévisionnels, ainsi que les exigences techniques et opérationnelles.

(s.) Laurent Zeimet, Gilles Baum, Taina Bofferding, Sam Tanson.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Elo hu mer d'Motiounen alleguer deposéiert, déi hu missen deposéiert ginn.

4. Motion de M. Fred Keup relative au maintien des toilettes séparées pour les garçons et les filles dans tous les bâtiments scolaires

Motion de M. Gilles Baum relative à une politique ambitieuse luttant contre toute forme de discrimination au sein des établissements scolaires

Motion de Mme Claire Delcourt relative à un plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+

(Motions déposées en séance publique n° 124 du 10 février 2026 – à consulter au compte rendu n° 51/2023-2028 en pages 19, 26 et 30)

An da komme mer zu deene Motiounen, déi virgëschter deposéiert gi sinn, an zwar deenen, déi mer och virgëschter op den Ordre du jour gesat hunn, d'Motioune vum Här Fred Keup, vum Här Gilles Baum a vun der Madamm Claire Delcourt iwwer separat Jongen- a Meedercherstoiletten an d'Bekämpfung vun der Diskriminéierung. Déi dräi Motioune ginn ënner engem Punkt vum Ordre du jour gemaach mat enger gemeinsamer Riedezäit, woubäi ech wëll soen, datt ech déi 5 an 2 Minutten, déi virgesi sinn, wäert large behandelen, wann déi iwwerschratt ginn, well et awer ëm dräi Motioune geet. Dofir soen ech Iech dat elo léiwer direkt, well et muss awer eng seriö Diskussioun kënne gefouert ginn. Et hu sech schonn ageschriwwen, an ech wollt se och der Reiefolleg no huelen, wéi mer klasseschermeis fueren: fir d'CSV den Här Marques an d'Madamm Morgenthaler, fir d'DP den Här Baum an d'Madamm Minella, dann d'Madamm Claire Delcourt, den Här Fred Keup, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. Et ass och hei eng ongewéinlech Aart a Weis, déi ech Iech proposéiere fir virzegoen, mee ech mengen, et ass en ongewéinleche Punkt um Ordre du jour, dee mer hunn, soudatt ech Iech proposéieren, esou ze verfueren. Wann Der domat d'accord sidd, da géing ech ufänken, andeem ech dem Här Marques fir d'éischt d'Wuert ginn. Här Marques.

Discussion générale

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. No der Kommissioun vum 27. Januar gouf et Onkloerheeten. De Minister huet selwer unerkannt, datt d'Kommunikatioun net optimal war. An ech wëll och soen: De Minister huet reagéiert, hien huet nogelauschtert an hien huet säi Konzept weiderentwéckelt.

An enger Gesellschaft ass jidderee wichteg. An dofir gesi mir an eiser Motioun niewent de Meederchers- a Jongentoiletten och inklusiv Toilettë vir. D'Konzept baséiert op Sécherheet, Intimitéit an Antidiskriminatioun an engem respektvolle Matenee fir all Schülerinnen a Schüler an et gëtt zesumme mat de Lycéeën an all den Acteuren um Terrain ëmgesat.

Hei hu mer awer eng Motioun vun der ADR leien, déi an der Woch vum 26. Januar an der Zäit stoe bliwwen ass. Säitdeem ass awer vill geschitt, a si schléisst domat komplett Minoritéiten aus. Eng Gesellschaft zeechent sech awer grad duerch den Ëmgang mat Minoritéiten aus. Genau déi inklusiv sanitär Beräicher wäerte fir verschidde Kanner eng wichteg Léisung sinn, ouni datt aner Optioune verschwannen. Fir Jonker, déi an enger Phas vu Selbstfindung sinn, fir Jonker, déi sech net sécher fillen, sech ze weisen, wéi se sinn, fir Jonker, déi no hirer Identitéit sichen a sech net ëmmer an hirem Kierper wuel fillen, fir si bedeit dee Raum Schutz, Rou a Respekt. Dat ass Preventioun géint Mobbing an Ausgrenzung. Dat ass konkreet Hëllef am Alldag.

An natierlech léisen d'Sanitäranlagen eleng net all Problemer. Et geet ëm Erzéiung, Preventioun, Toleranz an Zesummeliewen. Mee d'Raim, an deene Kanner sech beweegen, droen dozou bäi, ob si sech sécher fillen oder net. An all dës Elementer sinn an der Motioun vun der ADR net present, an dofir kënne mir dës Motioun net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Madamm Morgenthaler.

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Alles, wat an der drëtter Motioun vun der Madamm Delcourt steet, ass fir eis eng Selbstverständlechkeet. D'Rechter vun LGBTIQ+-Persoune si keng Spezialrechter, mee elementar Mënscherechter: Schutz géint Diskriminatioun, Gewalt, Ongläichbehandlung, Ausgrenzung oder Haass. Eng kloer Verdeedegung vun dëse Rechter setzt e gesellschaftlecht Signal géint Tendenzen, déi an déi falsch Richtung géife goen.

A well Rechter ni automatesch ofgeséchert sinn – dat gesi mer leider op ville Plazen –, huet d'Regierung eeben e PAN, e Plan d'action national, ausgeschafft. An natierlech ass et eist Zil, dëse Plang och ëmzesetzen, an natierlech och esou séier wéi méiglech. An natierlech ass och eng gutt an – et muss een et och kloer soen – eng besser Kommunikatioun elementar wichteg.

Dëst gesot, kann ech nëmme widderhuelen, dass mer all dës Feststellungen aus der Motioun deelen, an dofir kann d'CSV se och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP), auteur | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, eng Motioun muss zilfürend sinn. An dat erkennen ech bei där éischter Motioun net wierklech eraus. Déi hei Motioun setzt sech am Géigensaz zu der zweeter net wierklech mat enger Situatioun auserneen, déi an eise Lycéeën awer dach besteet an déi mer, mengen ech, alleguerte bedaueren. Ech schwätzen hei vu Vandalismus, ech schwätzen och vun Diskriminatioun a vu Mobbing. Déi éischt Motioun liwwert wierklech keen Unhaltspunkt, fir géint dës Phenomeener virzegoen. Nee, si proposéiert e Status quo.

Ech mengen awer, dass et d'Aufgab vun der Politick ass, dat heescht d'Aufgab vun eis alleguerten heibannen, eis op allen Eebenen anzesetzen, fir d'Liewe vun alle Leit ze verbesseren. An ech erkennen dat wierklech net an der Motioun Nummer 1. Dofir wäert ech menger Fraktioun proposéieren, d'Motioun Nummer 1 och net matzedroen.

An der Motioun Nummer 2, déi deposéiert ginn ass am Numm vun der DP a vun der CSV, vum Här Marques a vu mir, do steet awer ganz kloer, dass d'Lutte géint den Harcèlement a géint all Form vun Diskriminatioun e ganz, ganz wichtegt Element ass, fir och de Bien-être an der Schoul ze verbesseren. Do sollen d'Sécherheet an och d'Intimitéit vun de Schüler garantéiert sinn an den Infrastrukturen, dat heescht an de Vestiären, an den Duschen an an de sanitären Anlagen.

An och duerch eng besser Visibilitéit menge mer, dass d'Intimitéit vun deene jonke Leit besser geschützt ass. Dofir ass et wichteg, dass weider – an dat ass den éischten Invite – géint all Form vun Harcèlement a vun Diskriminatioun an der Schoul gekämpft gëtt, an dat och méi visibel ze maachen, ze begleeden a wierklech d'Kanner, déi deem ausgesat sinn, ze schützen.

Den 9. Januar ass e Konzept hei virgestallt ginn. Ech wëll awer soen, dass dat e Konzept ass, dat net a Stee gemeesselt ass. Nee, et ass e Konzept, dat muss au cas par cas a selon le besoin mat allen Acteuren an der Schoul – an ech mengen, dass do d'Schüler e ganz, ganz wichtegen Deel bäidroen – ëmgesat ginn, fir d'Risike vu Gewalt, Vandalismus a Mobbing ze bekämpfen an och fir deene Jonken, déi dat wënschen, méi Privatsphär ze garantéieren.

Wat hei feststeet, dat ass, dass déi separat Toilettë fir Jongen a fir Meedercher bestoe bleiwen, dass déi

garantéiert bleiwen an dass dozou nach Plaze geschaf ginn, wou déi Leit, déi dat wënschen, sech kënne méi op hir Intimsphär an op hir Privatsphär zréckzéien an dovunner Gebrauch maachen, wa se et wëllen. An och déi separat Organisatioun vun de Vestiären a vun den Dusche bleift bestoen. An och hei solle Plaze geschafe ginn, déi een individuell ka benotzen, wann een dat gären hätt.

An dofir proposéieren ech menger Fraktioun, déi zweet Motioun hei, wannechgelift, matzedroen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

M. Gilles Baum (DP), auteur | An ech géif dann, Här President ... A nee, ech loossen Iech d'Wuert weiderginn, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass immens gentil vun Iech.

(Hilarité)

M. Gilles Baum (DP), auteur | Uerdnung muss sinn!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minella, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mandy Minella (DP) | Merci, Här President. Och merci der Madamm Delcourt fir dës Motioun. Den nationalen Aktiounsplang ass amgaangen, mat alle concernéierte Ministèren ëmgesat ze ginn. An en ass och duerch de Regierungsrot gaangen an do och ugeholl ginn. Wat d'Kommunikatioun ugeet, si mir natierlech fir eng kloer Kommunikatioun. An de Ministère huet och an de leschten Deeg fir Opklärung gesuergt a sech och do net verstoppt. Dofir géif ech da menger DP-Fraktioun proposéieren, dës Motioun matzedroen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minella. Dann huet d'Madamm Claire Delcourt d'Wuert. Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Merci, Här President. Jo, ech sinn traureg, dass mer dës Debatt iwwert d'Toiletten dann elo awer hei musse féieren an eisem héijen Haus. Dës Diskussioun, déi ronderëm d'Theema vun dëse getrennten Toiletten entstanen ass, ass net zoufälleg esou opgelueden. Si gouf bewosst esou gefouert a kënschtlech opgeblose mat Schlagwierder, mat falsche Behaaptungen, déi d'Gefill vermëttelen, et géif eng akut Gefor bestoen, obwuel et grad d'Aufgab vun der Politick ass, Debatten ze berouegen a se ze versachlechen a se net unzeheizen. Hei féiert d'ADR bewosst e Kulturkampf. Si spléckt d'Gesellschaft a si stigmatiséiert Mënschen.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Trans- an intergeschlechtlech Persoune ginn hei stigmatiséiert, amplaz datt hir Grondrechter respektéiert ginn. A fir d'LSAP ass kloer: All Mënsch huet déi selwecht Würd, déi selwecht Rechter, dat selwecht Recht, ze liewen, wéi een ass. Et gëtt intergeschlechtlech Mënschen. Et gëtt trans an net binär Persounen. Dat ass keng Meenung, dat ass eng Liewensrealitéit vu ville Leit. D'Politick däerf ni dozou bäidroen, datt Leit sech ausgegrenzt fillen oder als Gefor fir anerer duergestallt ginn. Eng Demokratie misst de Géigendeel bewierken: Vertraue schafen, net Mësstrauen, Toleranz bäibréngen an net Intoleranz. Et ass einfach, géint eng kleng Grupp hei ze polariséieren. Et ass méi schwéier – et ass e gutt Stéck méi schwéier! –, Verantwortung ze iwwerhuelen an d'Gesellschaft beieneenzehalen. A mir, mir wielen hei déi schwéier Säit, mee déi richteg Säit!

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | An dowéinst wäerte mer dës Motioun natierlech net matdroen.

E puer Wuert zu der zweeter Motioun. Hei hunn ech mer d'Fro gestallt: Firwat hu mer dës Motioun iwwerhaapt? Et ass leider d'Resultat vun enger schlechter Kommunikatioun vun der Regierung. De Beweis ass eeben déi éischt Motioun, déi eis hei virläit, vun der ADR. An et ass speziell, dass hei elo gesot gëtt, datt de Minister elo verstanen hätt an datt d'Konzept erweidert gi wär. Dëst hätt jo awer och missen am Regierungsrot beschwat ginn. Elo froen ech mech: Hei ginn elo zwee Regierungsréit ... Also, déi ganz Diskussioun ass jo am Fong doduerjer elo komm. Heimadder weist d'Majoritéit, datt se un engem Strang zitt, erëm un engem Strang zitt, dass se sech eens sinn. Mee dee Chaos u sech, deen hu mer awer elo mol leider Gottes missen déi lescht Wochen erdroen. An ech mengen, d'Leit rëselen och d'Käpp dobaussen iwwert déi ganz Diskussiounen. An de Fait, dass dat heiten Theema vu verschiddene Majoritéitsdeputéierten opgegraff ginn ass, huet, mengen ech, dëse Chaos just nach amplifiéiert.

Bon, elo zum Fong vun der Motioun. Verschidde Punkten an dëser Motioun sinn absolutt richteg a wichteg. De Kampf géint Diskriminatioun, d'Promotioun vun engem respektvollen Zesummeliewen an eise Schoulen, dat si Prinzippien, déi mir ausdrécklech deelen, ganz kloer. Mir mussen awer festhalen, dass dës Motioun eis net wäit genuch geet. Si bleift hannert der Ambitioun zréck, kee Mënsch wëllen auszegrenzen. Et ass bedauerlech, datt d'Majoritéit séier vun hirem initiale Plang zréckgeruddert ass, an et ass ëmsou méi bedauerlech, well an der Kommissioun eng Rei wierklech ganz seriö a wäertvoll Educatiounsmesüren diskutéiert gi sinn, déi an dëser Debatt bal komplett ënnergaange sinn.

Ech denken do beispillsweis och un d'Fro vum didaktesche Material, dat mer an de Schoulen elo hunn oder virgestallt kruten, un d'pedagogesch Begleedung an u konkreet Instrumenter fir d'Enseignanten.

Mir hätten eis dofir e méi kloert a méi ambitiéist Bekenntnis gewënscht, net nëmmen zu eenzelne Mesüren, mee zu enger kohärenter Strategie. An eis Politick hätt hei misse virun allem eppes maachen: besser kommunizéieren. Ech hoffen, mir léieren dorauser. Vill Onsécherheeten a Mëssverständnisser wieren hei an deem Fall ze evitéiere gewiescht, wann een d'Leit vläicht méi fréi oder méi konsequent matgeholl hätt.

Bon, zu menger Motioun wollt ech och net méi vill soen. Ech bedaueren et just, dass d'Gläichstellungsministesch net do ass. An ech hätt déi Motioun warscheinlech iwwerhaapt guer net missen deposéieren. Et war an där Hinsicht just als Reminder geduecht, dass mer eis hei sollen un dës Mesüren halen, déi mer eis am Fong ginn haten an déi komplett ze ënnerstëtze sinn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. Deen nächste Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR), auteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech bedaueren effektiv och, dass d'Madamm Minister Backes, déi awer iergendwéi am Hannergrond de Mastermind vun deem Ganzen ass, haut net hei ass, an den Här Meisch erëm eng Kéier muss dann un der Front säi Mann stoen. Dat ass schued.

Fir e bëssen de Kontext ze setzen: Mir hate virun engem knappe Joer eng Petitioun, déi erakomm ass, déi en immensen Erfolleg hat fir Lëtzebuerger Verhältnisser: 10.000 Leit hunn ënnerschriwwe fir manner oder keng LGBTQ-Erzéiung méi bei de Kanner an der Schoul. Wat mécht d'CSV/DP-Regierung? Si maache genee de Contraire vun deem, wat déi Leit ausgedréckt hunn. Si maache méi LGBTQ-Erzéiung an der Schoul. Dat stellt schonn emol Froen iwwert d'Demokratieverständnis, dat mer iwwerhaapt hei an dësem Haus hunn an dat d'Regierung huet.

Une voix | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR), auteur | Ee vun deene Punkten, déi proposéiert gi sinn, an dat war ganz kloer an der Kommissiounssëtzung, déi schonn ugeschwat ginn ass, dat war, dass d'Toiletten, déi getrennt sinn zwëschent Meedercher a Jongen, solle verschwannen. Dat war ganz kloer kommunizéiert ginn! Et ass kee Feeler vu Kommunikatioun. D'Kommunikatioun war ganz kloer. A mir hunn déi jo och net duerno iergendwéi detournéiert. Mir hunn einfach e Video dropgesat, wou tel quel dat gewise ginn ass, wat dee Mann do gesot huet iwwert den Zukunftsprojet vun dëser Regierung. Dat Ganzt ass den Dag drop nach um Radio vun der Presidentin, der Madamm Agostino, bestätegt ginn, déi gesot huet: „Et kënnt ‚WC' dropstoen a ‚Meedercher' a ‚Jonge' verschwannen." Dat ass de Fall.

Méindes dunn ass den Här Meisch op de Radio gaangen. En huet gesot, d'ADR hätt falsch Behaaptungen an d'Welt gesat. Mir hunn am Fong just dat erëmginn, wat gesot gi war vun der Madamm Agostino an an der Kommissioun a wat och den Här Agostini vun der DP scho gesot hat.

Mir hunn dunn e Pressecommuniqué gemaach. An deem Pressecommuniqué fuerdere mer, datt d'Regierung hire Projet iwwert d'Ofschafe vu separate Meederchers- a Jongentoiletten zeréckzitt.

Dunn ass den Här Meisch erëm op de Radio komm an huet gesot, o, dat wier awer en adaptabele Pilotprojet fir 2032 an dat wier och net esou virgesinn. Et wier virgesi gewiescht, dass d'Schoulcommunautéit sollt driwwer decidéieren, wéi eng Toiletten am Gebai wäerte sinn. Dovunner war keng Ried!

Den 9. Februar ass den Här Meisch erëm op de Radio gaangen an huet du gesot, dass et an Zukunft net just nach Unisex-Toilettë sollt ginn, mee eng zousätzlech Offer. Dat wier am Fong och de Plang gewiescht an d'Kommunikatioun wier net gutt gewiescht. Mee d'Kommunikatioun war déi, déi se war. An déi war kloer! Dat heescht, do ware mer erëm eng Kéier e bëssen zréckgeruddert.

An elo koum eng Motioun vun der DP eran, déi erëm eng Kéier awer net ganz kloer ass. Well eis huet de Meritt, dass se wéinstens kuerz a kloer ass: Mir halen d'Toilettë separat bäi. Wann Der wëllt nach eng zousätzlech Toilette maachen, jo, wann dat néideg ass, da jo. Mee de Punkt ass deen: Bei der DP-Motioun steet dat net esou kloer dran. Elo gëtt erëm vun engem Pilotprojet geschwat. Dat ass erëm eng Kéier e bëssen zweedeiteg. Duerfir si mer do ganz skeptesch, wat déi Motioun ugeet.

Mir schloen dofir vir, dass d'Chamber sech hei kloer positionéiert, och fir d'Leit dobaussen ze berouegen, an déi Motioun soll unhuelen, déi mir proposéiert hunn, fir déi Toiletten, wéi se elo sinn, separat och an Zukunft an all Schoulgebai – an all Schoulgebai! – bäizebehalen, also och kee Pilotprojet an eng Richtung ze maachen, wou déi géifen ofgeschaaft ginn.

Ech hu gesot, et ass net eng Fro vu Kommunikatioun. Et ass eng Fro vun Intentioun. An Är Intentioun fir nei Toilettë kann op den éischte Bléck inklusiv ausgesinn, mee d'Reaktiounen an der Bevëlkerung weisen, datt

déi Politick nëmme fir nach méi Spaltung an eiser Gesellschaft suergt.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR), auteur | Et ass d'Intentioun vun där Politick, déi d'Gesellschaft spalt. An hei gi schonn erëm d'Schoulen als Testfeld fir déi ideologesch Experimenter benotzt an d'Schüler ginn e bëssen als Versuchskanéngercher dohinnergestallt. Bei deene kann een dat jo mol probéieren.

(Exclamations et brouhaha)

Une voix | Et ass awer esou!

M. Fred Keup (ADR), auteur | Jo. Dat ass esou, wéi d'Madamm Backes et warscheinlech wëll.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

M. Fred Keup (ADR), auteur | Här President, nach e puer Wierder zu der Motioun vun der LSAP zum nationale Plang vun der CSV/DP-Regierung iwwert d'LGBTQ, e Plang mat 80 Moossnamen, dorënner verschiddener, déi ganz, ganz, ganz ëmstridde sinn a ganz polariséierend an der Gesellschaft. Do gëtt zum Beispill gesot, d'Gendersprooch sollt benotzt ginn. Ech weess awer ganz genee, dass och heibanne ganz vill Leit scho geäussert hunn a gesot hunn, si wéilte keng Gendersprooch. Dat ass ganz polariséierend. Oder zum Beispill, dass ee säi Geschlecht einfach esou kann op Wonsch wiesselen. Och dat ass ganz polariséierend. Also, do ass et erëm eng Kéier d'Regierung, déi polariséiert, an net mir. De Plang ass do. Dee polariséiert. D'Leit reagéiere just. An duerfir leene mir dee Plang och esou of a stëmmen duerfir dat och net mat.

An da kann ee sech froen, wann een elo e bësse méi wäit denkt: Et gëtt ëmmer „LGBTQ-Community" gesot. Ass et net awer wierklech e Konstrukt? Well ganz vill Leit, déi anscheinend zu där Community solle gehéieren, soen awer selwer, dass se sech net dozou zougehéiereg fillen an dass se net domadder wëlle gelabelt ginn. An dat ass jo dat, wat hei gemaach gëtt. Duerfir géif ech en Opruff maachen: Haalt op, d'Leit ze kategoriséieren an ze labelen ...

Une voix | Très bien! Genau dat!

M. Fred Keup (ADR), auteur | ... an d'Gesellschaft doduerch ...

Une voix | Ganz gutt!

M. Fred Keup (ADR), auteur | ... nach méi ze splécken!

An, Här President, mir hunn hei am Land Meenungsfräiheet. An ech hätt der Madamm Backes dat och gär gesot. An dat heescht och, dass een d'Recht huet, dat LGBTQ-Konzept an dee Plang, a besonnesch och dat Bild, dat d'Madamm Ministesch Backes dovunner gëtt, an alles, wat domat dinn huet, ofzeleenen an ze kritiséieren. An Elteren a Kanner hunn och d'Recht, géint LGBTQ-Fändele virun der Schoul ze sinn. A si hunn d'Recht, géint d'Gendersprooch ze sinn. An d'Elteren a Kanner hunn d'Recht, géint LGBTQ-Erzéiung an der Schoul ze sinn. An d'Elteren a Kanner hunn och d'Recht, e Weltbild ze hunn, wou et zwee Geschlechter gëtt: Mann a Fra.

An duerfir ass ee weeder Hater nach diskriminatoresch. Dat sinn déi Elteren net. Dat sinn och déi Jugendlech net. Dat sinn déi Kanner net. Et ass e gutt Recht vun engem Bierger an engem demokratesche Land. An et ass doriwwer eraus och nach e Mënscherecht. Well wa mer schonn iwwert d'Mënscherechter schwätzen: An der Mënscherechtskonventioun steet dran, dass de Staat d'Rechter vun den Eltere respektéiert, déi hir Kanner no hire philosopheschen Iwwerzeegungen erzéie kënnen. Dat solle mer eis emol op de Fändel schreiwen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Ech hunn eng Wuertmeldung. D'Madamm Cahen wëllt Iech eng Fro stellen. Huelt Der déi Fro un?

M. Fred Keup (ADR), auteur | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, et ass un Iech.

Mme Corinne Cahen (DP) | Ech sinn net de Spriecher vun der Regierung an ech sinn och net de Spriecher vun der Madamm Backes. Mee well et elo dräimol gesot ginn ass, mengen ech, ass et awer wichteg ze soen, dass d'Madamm Backes zu Bréissel ass, dass se do op engem NATO-Sommet ass a gëschter d'EU-Defenseministeren do zesumme waren. Dofir, ech menge wierklech net, dass d'Madamm Backes net hei ass, well si sech där Diskussioun hei net wëll stellen, ganz au contraire. A well dat elo dräimol gesot ginn ass, wëll ech dat soen.

Fir de Rescht wëll ech Iech just froen: Mengt Dir net, dass eng Gesellschaft dorunner gemooss gëtt, wéi se mat de Minoritéiten ëmgeet? An och Dir wäert dorunner gemooss ginn.

Merci.

M. Fred Keup (ADR), auteur | Jo. Dass d'Madamm Backes elo net hei ass, well se op engem NATO-Sommet ass, dat war mir net bewosst. Da sinn ech do awer d'accord, dass se net hei ass ...

(Interruptions)

... an entschëllegen dat. Dat ass ok.

Fir de Rescht: Nee, et geet net hei drëms, iergendeen ze stempelen. Ech mengen, et geet drëms, d'Leit liewen ze loossen. A mir sollen d'Leit alleguerten esou liewe loossen. A gleeft mer, déi meeschte Leit liewen och ganz gutt esou, wann ee sech manner amëscht an hiert perséinlecht Liewen a se manner an d'Vitrinn setzt an hir Problemer net nach méi staark mécht dobaussen, wéi se am Fong sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. D'Wuert huet elo d'Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, do wäre mer alt erëm, matzen an enger Show, déi vu ganz riets erbäigefouert gouf, an dat, wéi gewinnt, net mat der Intentioun, Léisunge fir reell gesellschaftlech Problemer erbäizeféieren. Ganz am Géigendeel: Getrei enger laangjäreger ganz rietser Traditioun gëtt hei méiglechst vill Angscht, Ierger a Spléckung ënnert de Leit provozéiert.

An dës Kéier krute se et och nach denkbar einfach gemaach, well d'Zutate vun hirem Rezept direkt all beienee waren: d'Theema LGBTIQ+, en Theema, dat noweislech ëmmer nees instrumentaliséiert gëtt, fir Onsécherheeten ze schüren, eng schlecht preparéiert Regierung, déi eng u sech interessant Initiativ leider onkloer kommunizéiert huet, an drëttens Pirouetten, Zréckgerudders a widderspréchlech Aussoe vun de Regierungsparteien, déi de Chaoscocktail perfektionéiert hunn.

Mat enger kommunikativer Flucht no vir duerch Posts op de soziale Meedie vusäite vun der CSV, déi domat probéiert huet, op enger Well vun deene ganz Rietse matzesurfen ...

(Exclamations)

Jo, ben!

Doropshi koum et zu engem Revirement vusäite vum DP-Educatiounsminister, deen d'Konzept séier iwwerschaffe gelooss huet. Déi ursprünglech, fir Lëtzebuerger Verhältnisser innovativ Iddi, mat engem Pilotprojet Erfarungen ze sammelen, gouf fir d'éischt schlecht preparéiert, well d'Notzer, Schüler/innen an Enseignanten, net matagebonne goufen, an dunn zréckgestutzt op e Plang mat separaten Toiletten, bei deene weider wéi bis elo nees no Geschlecht getrennt gëtt, an enger onbestëmmter Toilette, déi riskéiert, zur „Queer-Toilette" ofgestempelt ze ginn, grad no der ganzer Opreegung ronderëm dëst Theema.

Resultat: besuergten Elteren, verwirrte Schüler, genervtent Lycéespersonal a jonk Transleit, déi duerch separat Sanitäranlagen awer riskéieren, sech ausgegrenzt ze fillen.

A wie profitéiert dovun? Ma déi, vun deenen ech ganz am Ufank geschwat hunn. An dofir ass et fir eis kloer: Mir wäerten dës éischt Motioun net matstëmmen, well se keng Léisung bitt, mee probéiert, d'Rad vun der Zäit zréckzedréien.

Villes vun deem, wat ech vun der éischter Motioun gesot hunn, gëllt leider och fir déi zweet vun der Majoritéit. Och si bitt keng wierklech duerchduechte Léisung fir den eigentleche Problem, mam eenzegen Ënnerscheed, dass duerch eng transparent Mauer, zoue Kabinnen, eng zweet Dier d'Sécherheet vun allen Notzer verbessert gëtt. Mee si verléiert d'Käriddi vun der Inklusioun.

A wann een et eescht mengt mat der Inklusioun, dann entwéckelt een e Projet, andeems een d'Notzer vun neien Infrastrukturen, an dësem Fall virun allem d'Schüler, an zwar Meedercher, Jongen an net binär Schüler an Transleit, mee och Proffen an d'Schouldirektioun, vläicht och eng ITM a vläicht esouguer och d'Botzpersonal vun Ufank u matabënnt. Et lauschtert een op hir Erfarungen a Suergen a passt d'Léisungen dorunner un, amplaz elo séier am Chaos zréckzerudderen.

Ech fannen net, dass et un eis heibannen ass, iwwert d'Zuel vun den Toiletten an engem Lycée ze diskutéieren.

Une voix | Très bien!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Mee d'Aart a Weis, wéi do Léisungen duerch d'Regierung agefouert ginn, huet eis awer ze interesséieren. Esou e Prozess soll fair an ergeebnisoffe sinn. Dat heescht, d'Resultater sinn net vun Ufank u scho kloer. A wann de Prozess eeben zum Schluss kënnt, dass et eng drëtt Zort Toilette soll sinn, dann ass dat eeben esou.

Wann esou e Prozess richteg gemaach gëtt, da steet d'Resultat och op méi séchere Féiss a gëtt och breet akzeptéiert. Leider gouf hei net am Virfeld mat alle Vertrieder vun de Lycéesschüler an Enseignanten un enger breet gedroener Léisung geschafft. An dat ass net nëmmen eng verpasste Chance vun dëser Regierung, mee se ass och geféierlech, well se sech vun der vu ganz riets ugeheizter Empörungswell dreiwe gelooss huet. D'Resultat kenne mer, wéi gesot: Chaos bei alle Bedeelegten an Hetz géint Minoritéiten.

Dës chaotesch Approche vun der Regierung an dësem Dossier ass de falsche Wee, dee fir vill Ierger gesuergt huet, souwuel an der breeder Gesellschaft wéi och an der queerer Zeen, an dat mat engem suboptimale Resultat. Dofir wäerte mer eis bei dëser Motioun enthalen.

Ech begréissen awer ganz ausdrécklech d'Motioun vun der LSAP, déi mir mat ënnerschriwwen hunn, well se de Fokus op dat eigentlecht Zil setzt: e bessert a respektvollt Mateneen, duerch an dësem Fall eng konsequent duerchduechten Ëmsetzung vun engem LGBTIQ+-Aktiounsplang a begleet duerch eng gutt geplangten an intelligent Kommunikatioun. Ouni

dëst riskéiere mir och an Zukunft, dass déi bescht gemengten Initiativen nees just Waasser op de Mille vun deene sinn, déi genee de Contraire wëllen erreechen: Onrou, Splécke vun der Gesellschaft, fir méiglechst einfach vill Stëmmen ze gewannen. Deem traurege Spill musse mir eis gëeent entgéintsetzen. An dofir hoffen ech op eng breet Zoustëmmung zu dëser Motioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, wou si mer hei gelant? An dofir hu mer och eng Question parlementaire gestallt, well ech hunn ...

Plusieurs voix | A!

M. Marc Goergen (Piraten) | Natierlech, do si mer Expert dran.

Mir hunn nämlech och fonnt, dass et komesch wär, dass den Här Meisch op eemol alles ofkritt huet, wéi wa keen eppes dovunner gewosst hätt. An do hu mer da mol nogefrot. Ma den Här Meisch ass de richtege Wee gaangen: En huet den 11. Juli 2025 dat doten am Regierungsrot presentéiert.

Bon, herno ass d'CSV komm mat schwéierer Social-Media-Campagne: „Nee, a jidderee plattgemaach, deen iergendwéi fir aner Rechter asteet!" Fair Game fir Iech. Et ass awer net konsequent, wat Der do gemaach hutt. Dir hätt dann och sollen deemools am Regierungsrot eppes soen. Dir hätt sollen eppes an der Kommissioun soen an net herno op Social Media.

Mir Piraten, mir sti ganz kloer derzou, dass d'Communautéit soll d'Méiglechkeet kréien, och kënnen ze liewen, an dass déi Communautéit respektéiert gëtt. Et gëtt awer e Problem, dee mer gesinn, mat deem Konzept, deen an der Kommissioun presentéiert ginn ass, well et ass genau dat, wat d'queer Community net wëll. Et sinn esou vill Leit aus der queerer Community, déi eis herno geschriwwen a gesot hunn: „Mee firwat drécken déi mech elo op eng separat Toilette? Firwat muss elo eppes geännert gi wéinst mir?"

(Interruption)

Do si queer Leit, déi hunn eis geschriwwen, ma si hätten eng transsexuell Ëmwandlung gemaach, fir kënnen herno op déi Dammentoiletten ze goen.

(Interruption)

Dat ass e Recht, dat se wollten. Mir Piraten sti ganz kloer derfir, dass eng drëtt Toilette, déi neutral ass, dierf kommen, virun allem och fir de Mobbing ze verhënneren. Mee op kee Fall „Unisex" nennen, wannechgelift! Wa mer esou Konzepter maachen, stempelt se net of! Dat ass dat Schlechtst, wat mat Der der queerer Community kënnt maachen. An dat ass dat, wat dës Regierung amgaangen ass ze maachen. Nennt se anescht, maacht et anescht a verhënnert, dass herno eng Community ofgestempelt gëtt, dass ee seet: „Du däerfs net emol op d'Jongentoilette, well s du zu där Community gehéiers! Et ass jo eng drëtt do." Dat muss anescht ugepaakt ginn.

Dës Regierung huet wierklech der ganzer Community ronderëm LGBTIQ+ keen Déngscht erwisen. Dat, wat Der do geleescht hutt, ass wierklech schlecht. Dofir wäerte mir och déi drëtt Motioun matstëmmen.

Mir stëmmen iwwregens och déi vun der ADR mat, well ech hu bei där Unisex-Toilette extra gefrot, wéi Dir se wäert nennen. An ech hoffen, dass et net esou wäert genannt ginn. Dir fannt nach en aneren Numm. Ech si ganz zouversiichtlech, Här Meisch, well Äert neit Konzept ass nämlech gutt. Dat heescht, mir wäerte bei Iech ...

(M. Marc Goergen pointe en direction du groupe politique ADR.)

... matstëmmen, dass weiderhi getrennt bleift tëscht Jongen a Meedercher, awer eng drëtt kann derbäikommen. Den Numm muss awer ganz gutt ausgewielt ginn!

A mir wäerten och déi zweet matstëmme vun de Majoritéitsparteien, ...

(Brouhaha)

... well och dat ass richteg – awer net mat esou engem Numm. Well, wéi virdru gesot, Dir hutt enger ganzer Community hei e Bärendéngscht erwisen. An déi huet immens Problemer, herno do akzeptéiert ze ginn. Grad am Lycée, bei deene Jonken, hutt Der Problemer geschaf, déi net néideg waren. An ech hoffen, dass d'Regierung an Zukunft op eng besser Kommunikatioun zeréckgräift. Well dat Eenzegt, wat Der domadder fäerdegbréngt, ass, riets ze stäerken.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Elo huet den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ech géif mer dës Diskussioun am léifsten erspueren, well se ass esou iwwerflësseg wéi de Schëssen.

(Hilarité)

Riets stäerkt een doduerch, datt een hir Proposen ënnerstëtzt, Här Goergen. Dat ass deen éischte Punkt.

Mir hunn et hei mam Ausdrock vun engem politeschen Armageddon ze dinn, dee mat der Kommunikatioun ufänkt, mat enger Presentatioun an enger Chamberkommissioun, déi net op der Héicht war, mat der Onfäegkeet vun zwee Ministeren, op Froen an der Kommissioun anstänneg ze äntweren, mat der politescher Recuperatioun duerch eng Partei, déi, wéi an der Vergaangenheet och schonn, op falsche Behaaptungen opbauend eng eege Kommunikatioun a Propaganda dorëmmer mécht, an dann dem Ëmfale vum Koalitiounspartner, deen Iech dann och nach an de Réck fält an der Form vu Poste vum Deputéierte Ricardo „Brutus" Marques.

(Hilarité)

Här President, den Här Minister huet dunn den eegene Projet zeréckgezunn.

Mee ëm wat geet et hei? Iwwer wat schwätze mer? Mir schwätzen hei iwwer eng baulech Moossnam beim Bau vun zukünftege Lycéeën, wou mer op Sammelraim fir Jongen am Meedercher verzichten an individualiséiert Toiletten hierstellen, individualiséiert Kabinne fir Leit, keng Jongen-, keng Meederchertoiletten, mee individualiséiert, wéi et der och op ville Plazen, a ville Länner op der Welt zënter Jore gëtt. C'est tout!

Doduerch ginn d'Jongen net ofgeschaaft, doduerch ginn d'Meedercher net ofgeschaaft, ...

(Interruption)

... mee mer schafen eppes fir jiddwereen, wat fir jiddwereen déi selwecht Zougänglechkeet huet. An Etüden hunn an der Vergaangenheet bewisen, datt iwwerall, wou déi do Konzepter applizéiert gi sinn, d'Sécherheet an d'Luucht gaangen ass, well d'Jongentoiletten – an ech sinn och an d'Schoul gaangen, Här Keup, a mir hunn ongefëier een Alter, virun 30 Joer –, dat ware Plaze vun Harcèlement. Dat hält elo op, och fir d'Jongen haut, déi am Teenageralter sinn.

Et ass eng erweidert Intimitéit, d'Intimsphär och vu Jongen, Meedercher. Aus wéi enge reliéisen, kulturellen oder genderverständnesméissegen Identitéite se och ëmmer sinn, gëtt d'Intimitéit an d'Luucht gesat, fir jiddwereen. Et ass virun allem e sanitäre Fortschrëtt par rapport zu der Situatioun, déi mer elo hunn.

Här President, ech komme mer es net zou! Mir schwätzen hei iwwer eng kleng baulech Moossnam, déi e sanitären an zivilisatoresche Fortschrëtt kéint sinn, deen de State of the Art duerstellt, wéi aktuell ëffentlech Gebaier geplangt a gebaut sinn. Duerfir, wannechgelift, haalt dach dorunner fest, un deenen individualiséierte Kabinnen! Kommt, mir kommen dach ewech vun deenen atavistesche Virstellungen, wéi Schoulen an den 20er-Jore vum leschte Joerhonnert gebaut gi sinn!

Also éierlech, duerfir ... Bon, iwwert déi éischt Motioun brauche mer net ze schwätzen. Natierlech si mer do dergéint. Bei der zweeter wäerte mer eis och enthalen, well do elo riskéiert, duerch déi drëtt Optioun eng nei Form vun Diskriminéierung ze entstoen, well d'Kanner da kucken: „A, ma wee geet dann op wéi eng Toilette? Wee versteet sech dann als ween?" A fir genau dat ze verhënneren, war dat net ausgeräiftent, mee awer zumindest ugeduechtent Konzept weesentlech besser wéi dat, wat mer elo hunn. An duerfir ënnerstëtze mer d'Motioun vun der LSAP.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, vläicht fanne mer als Ofschloss vun där doter Debatt no zwou mouvementéierte Wochen dann elo eraus a wëssen och, u wat mer weider solle plangen a schaffen.

Ech wëll, Här President, nach eng Kéier ënnersträichen, wat mer presentéiert hunn an der Kommissioun, virun zéng Deeg dorëmmer: Mir hunn e Plang presentéiert, deen ausgeschafft ginn ass fir en neie Lycée, deen als Echange vum Lycée technique du Centre soll gebaut ginn an dee viraussiichtlech am Joer 2032 soll opgoen. An do, als Pilotprojet, waren effektiv neutral Toilettë virgesinn.

Här Goergen, ech hunn ni dat Wuert „Unisex" derfir gebraucht. Duerfir wär ech frou, wann Der mer et net géift an de Mond leeën.

Neutral Toilettë ware virgesinn. A mir hu gesot, mir bauen dat esou, datt duerno eigentlech och eng Kéier ganz flexibel eppes kéint geännert ginn, andeem d'Schëlter géife geännert ginn. Mir hunn och gesot, datt mer net nëmmen deen doten Aspekt, nämlech jonke Schüler entgéintzekommen, déi op der Sich no hirer geschlechtlecher Identitéit sinn, mee och ganz vill aner Aspekter wëlle berücksichtegen, déi ganz reell Problemer haut an eise Schoulen, virun allem an de Lycéeën, sinn, wou Schülerinnen, Schüler am Pubertéitsalter sech all Dag begéinen, nämlech an eise sanitäre Raim.

An duerfir ass proposéiert ginn, datt déi Raim no bausse méi op sinn – déi Raim wuelverstanen, wou d'Lavaboe sinn, wou ee sech also begéint, wou een deem aneren och emol méi no ka kommen –, fir eng Transparenz ze schafen, fir datt een och vu bausse kann erakucken, fir datt ee baussen am Gank héiert, wat grad dobanne lass ass, awer op där anerer Säit méi Intimitéit ze bidden, andeems déi Kabinnen, déi haut uewen an ënnen op sinn, uewen an ënnen zougi vum Buedem bis op de Plaffong.

Dat war dat, wat mer do presentéiert haten. Jo, an natierlech wär et besser gewiescht, mir hätten eng ganz Lëscht vun Disclaimeren derbäigesat, wat mer alles net wéilte maachen. Dat hätt warscheinlech deen een oder aneren ... Nee, warscheinlech hätt et en net dovunner ofgehalen, awer seng Campagne ze lancéieren.

Dunn ass en Débat public declenchéiert ginn, dee vu vireran eigentlech ënner falsche Prämisse gefouert gouf, well, datt dat doten e Pilotprojet wär, deen a sechs Joer vläicht dann eng Kéier an d'Realitéit iwwerhaapt emol géif kommen an do géif getest ginn, dat war net esou gesot ginn dobaussen, well jiddereen huet matkritt, datt ee quasi deen anere Moien an der Schoul op egal wat fir eng Toilette kéint goen, egal wat fir e Geschlecht een hätt. Well wann ech mat jonke Leit geschwat hunn, war et dat, wat se gefaart hunn, an et war dat, wat se vermëttelt kritt hunn duerch déi Kommunikatioun, déi no där Chamberskommissioun do stattfonnt huet. An dat, mengen ech, ass ze bedaueren.

Wann déi Diskussioun do e Meritt hat, dann – an ech hunn et virdru gesot – datt mer vläicht e Stéckwäit méi Kloerheet hunn, wat mer da brauchen an eise Lycéeën. Mir brauchen Toiletten, déi sécher sinn. Mir brauche Plazen, wou mer net d'office dem Vandalismus permanent hannendrulafen. E sanitären Espace soll net en Espace sinn, wou eigentlech d'Diskriminatioun um Ordre du jour steet, wou een, jo, och Angscht huet eranzegoen.

An ech verstinn all jonkt Meedchen, dat an deene leschten Deeg gefaart huet, datt iergendwann an deene Raim, sou wéi se haut concipéiert sinn, dach awer och nach Jongen erakommen, well se sech dat eeben net konnte virstellen, well se och net matkritt haten, wéi mer eigentlech déi nei neutral Raim géife concipéieren, fir deem doten direkt kënnen entgéintzewierken.

Jo, mir brauche Raim, déi méi geschützt sinn, a jo, mir brauchen dann och offensichtlech Raim ... An dat ass ee Message, deen ech awer matkritt hunn. Hei ass gesot ginn: „Et muss ee mat de Leit schwätzen. Et muss een nolauschteren." Mir hunn och elo nogelauschtert an deene leschten Deeg. A mir hunn de Message kritt, datt et weiderhi soll Meedercher-Sanitärbléck ginn, Jonge-Sanitärbléck ginn, mee datt et och en neutralen Espace soll ginn.

An ech si mat all deenen d'accord, déi soen: „Dat däerf kee stigmatiséierenden Espace sinn." Dat soll och keen – an dat seet och keen – Espace sinn, wou just jonk Mënschen, déi op der Sich no hirer geschlechtlecher Identitéit sinn, sollen op d'Toilette goen. Dat soll eigentlech ee sinn, an dee soll esou positionéiert sinn am Gebai, datt eigentlech jiddereen och dohinnergeet, ganz onofhängeg vu senger geschlechtlecher Identitéit. Dat ass dat, wat ech als Konsequenz heirauser huelen.

Vläicht nach ee Wuert. Et ass de Mëtte glécklecherweis net méi dohi gaangen, mee d'ADR zitéiert jo ëmmer ganz genau aus deem, wat a Kommissiounssëtzunge gesot ginn ass: Et huet kee Mënsch dru geduecht, Jongen- a Meederchersvestiären an de Sportsbléck opzehiewen. Et bleiwe Jongevestiären, et bleiwe Meederchersvestiären. A wat derbäikënnt, dat sinn Eenzelkabinnen, wou ee sech kann un- an ausdinn, an Eenzelduschen, wou een dann och ka seng Dusch nom Sport huelen.

Et kënnt also eppes derbäi an et hélt do keen eppes ewech, och do, fir dem Bedürfnis no Intimitéit Rechnung ze droen, och do, fir deem, wat mer och aus deene Raimlechkeeten héieren a bericht kréien a wat leider eng Realitéit ass, op ganzer Front kënnen ze begéinen.

Dat, Dir Dammen an Hären, waren d'Intentioune vun dëser Regierung, dat sinn d'Intentioune vun dëser Regierung, a sécher war et zu kengem Zäitpunkt d'Intentioun vun der Regierung, um Bockel vu Minoritéite Politick ze maachen. Dat hunn anerer fäerdegbruecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësen dräi Motiounen dann ofgeschloss.

An da géinge mer zum Vott iwwert d'Motioune kommen. Ech huelen elo déi Motiounen esou, wéi se eragereecht gi sinn, an där Uerdnung. Déi éischt Motioun ass déi, déi den Här Fred Keup hei deposéiert huet. An ech stellen also d'Motioun vum Här Fred Keup elo zum Vott.

Vote sur la motion de M. Fred Keup relative au maintien des toilettes séparées pour les garçons et les filles dans tous les bâtiments scolaires

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 9, Nee: 51, Abstentiounen: 0. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 51 Nee-Stëmme géint 9 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Résultat définitif après redressement : la motion est rejetée par 7 voix pour et 53 voix contre.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Ricardo Marques), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da komme mer zu där nächster Motioun. Dat ass déi Motioun, déi den Här Gilles Baum hei deposéiert huet. Ech maachen de Vott zu dëser Motioun op.

Vote sur la motion de M. Gilles Baum relative à une politique ambitieuse luttant contre toute forme de discrimination au sein des établissements scolaires

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 37, Nee: 5, Abstentiounen: 18. Dës Motioun ass also ugeholl mat 37 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei 18 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par Mme Françoise Kemp), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An da géinge mer zur drëtter Motioun kommen. Dat ass d'Motioun, déi d'Madamm Claire Delcourt eragereecht huet.

Vote sur la motion de Mme Claire Delcourt relative à un plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+

Ech maachen och hei de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der wannechgelift nokucken, ob jiddweree gestëmmt huet an ob Der all d'Procuratioune geholl hutt? Gutt, da schléissen ech de Vott esou of.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ugeholl mat 54 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Stéphanie Weydert), Félix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusty Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

An domat wär dann dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

5. 8618 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la République du Suriname et les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 14 février 2025

8620 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas) et le Belize relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier et de son Protocole d'application, faits à Bruxelles, le 6 mai 2025

An da géinge mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen, an dat sinn d'Projets de loi 8618 a 8620, d'Ëmsetzung vun engem Accord iwwert d'Readmissioun vu Leit, déi keng Openthaltsgeneemegung hunn, tëschent de Benelux-Staaten a Surinam respektiv tëschent de Benelux-Staaten a Belize. Déi gemeinsam Riedezäit vun deenen zwee Projeten ass nom Riedemodell „avec rapport et sans débat" festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice, d'Madamm Nathalie Morgenthaler.

Rapports de la Commission des Affaires intérieures

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, mam Gesetzesentworf 8618 respektiv der Nummer 8620 sollen zwee Ofkommessen tëscht der Republick vu Surinam respektiv Belize an de Benelux-Staaten ugeholl ginn. D'Zil vun dësen Ofkommessen ass eng méi effikass Virgeeënsweis vun de Benelux-Staate géint déi onrechtméisseg Immigratioun, mat där Lëtzebuerg an och aner EU-Länner an de leschte Joren ze kämpfen haten. Et soll deemno eng kohärent Politick vun de betraffenen Acteuren an Actricë festgehale ginn, fir déi Leit, déi sech onrechtméisseg an de Benelux-Staaten ophalen, zréckzeféieren. Lëtzebuerg huet am Kontext vun der Readmissioun eng Rei Ofkommessen ofgeschloss, an dat heiten ass eent dovun. Et sinn doriwwer eraus och Protokolle fir d'Uwendung vun dësen Ofkommessen ënnerschriwwe ginn.

De Gesetzesentworf 8618 huet säin Ursprong an den Ofkommessen, déi de 14. Februar 2025 zu Bréissel tëscht der Republick vu Surinam an den dräi Benelux-Staaten ënnerschriwwe gi sinn.

Beim Gesetzesentworf 8620 sinn et d'Ofkommessen, déi de 6. Mee 2025 zu Bréissel tëschent Belize an de Benelux-Staaten ënnerschriwwe gi sinn.

Haaptzil vun den Ofkommessen ass et, d'Kooperatioun bei der gemeinsamer Gestioun vun de Flux migratoires nach weider ze verbesseren an esou besser géint déi onrechtméisseg Immigratioun virzegoen. Dobäi soll och d'Schafe vu kloren an effikasse Prozedure bei der Readmissioun vun de Leit aus de betraffene Länner, déi sech onrechtméisseg an deem anere Land ophalen, hëllefen.

Fir genee ze sinn, ginn d'Modalitéiten an d'Prozedur fir d'Identifikatioun vu Persounen, déi vun der Entscheedung iwwer eng Réckféierung betraff sinn, souwéi d'Prozedur fir d'Ausstellung vu konforme Reesdokumenter an d'Prozedur vun der Readmissioun festgehalen. Dobäi komme Bestëmmungen iwwert den Transit an de Schutz vun den Donnéeën.

De Gesetzesentworf ass natierlech kohärent mam internationale Recht, beispillsweis mam Artikel 12 Paragraf 4 vum Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dee beseet, dass all Land seng Staatsbierger a -biergerinnen erëm muss bei sech ophuelen, déi sech onrechtméisseg um Gebitt vun engem anere vun de Länner ophalen. Dat selwecht gëllt fir d'Bierger a Biergerinnen aus Drëttlänner, déi Beneficiaire vun engem Titre de séjour oder engem Visa aus engem vun deenen anere Länner sinn.

Här President, léif alleguer, déi zwee Gesetzesentwërf sinn den 30. September 2025 vum Ausseminister Xavier Bettel hannerluecht ginn an de 14. Januar 2026 an der Kommissioun vun de bannenzegen Ugeleeënheete behandelt ginn.

A punkto Avisen huet de Staatsrot déi zwee Gesetzesentwërf bis op eng legistesch Bemierkung bei deem vun der Republick vu Surinam guttgeheescht.

En zweeten Avis fir déi béid Texter gouf et nach vun der Handelskummer, déi dës integral begréisst huet.

D'Berichter sinn den 28. Januar an der Kommissioun ugeholl ginn.

An ech soen all de Kolleeginnen a Kolleege Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht. Déi zwee Ofkommesse sinn en Zeeche vun engem gemeinsamen Handele fir eis Sécherheet am gläichzäitege Respekt vun de Mënscherechter.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Morgenthaler Merci fir déi schréftlech an déi mëndlech Rapporten.

Ech froen d'Regierung, ob si wëllt eppes dozou soen. Här Finanzminister?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer direkt zum Vott iwwert déi zwee Projeten. Deen éischte Projet ass de Projet 8618. Den Text steet am Document parlementaire 8618[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8618 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der och hei nach eng Kéier kucken, ob jiddwereen ofgestëmmt huet? De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8620. Den Text steet am Document parlementaire 8620[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8620 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme géint keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt), Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies (par M. Alex Donnersbach), Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

6. Question élargie n° 70 de M. Laurent Mosar au sujet de l'état des lieux de la situation concernant l'ouverture de comptes bancaires

Da komme mer zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar där erweiderter Fro Nummer 70 vum Här Laurent Mosar iwwert déi aktuell Situatioun, wat d'Ouverture vu Bankkonten ugeet. Den Auteur huet 5 Minutte fir d'Fro a seng Zousazfro an d'Regierung huet 10 Minutten Zäit. An elo huet den Här Mosar d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, d'Problematik vun de Bankekonten ass eng, déi schonn e ganz laange Baart huet.

(M. André Bauler prend la présidence.)

Ech hunn e bësselchen a mengen Ënnerlage gestöbert an dunn hunn ech gesinn, datt ech zu deem Sujet schonn – lauschtert gutt no! – siwe Questionparlementairë gestallt hat. Ech hat och eng Kéier gefrot, e Punkt op den Ordre du jour vun der Finanzkommissioun ze kréien, an ech hat och eng Kéier eng normal Fro hei gestallt. Dat heescht, et ass a sech elo déi zéngte Fro, déi ech innerhalb vun e puer Joer an e puer Méint zu deem Sujet stellen.

Déi Thematik ass, wéi gesot, net nei. Si bleift awer weider ganz aktuell a schuet am Moment ganz staark eiser lëtzebuergescher Wirtschaft, mee net nëmmen der lëtzebuergescher Wirtschaft. Si schuet och ganz staark dem Veräinsliewen an eisem Land, dat eis och alleguerten um Häerz läit, well et net nëmmen Entreprisen, Startuppen, Fonge sinn, déi keng Konten opgemaach kréien, mee och ëmmer méi ONGen, ASBLe verzweifelen drun, datt se leider kee Bankekont méi opgemaach kréien. Dëst ass awer nëmmen eng Facett vun där ganzer Thematik.

Doniewent dauert et och schrecklech laang, iert Bankekonten opgemaach ginn. An zesumme mam Finanzminister ware mer virun engem knappe Joer an enger Table ronde, wou selwer de CEO vun enger grousser lëtzebuergescher Bank eis gesot huet, datt et an der Moyenne – lauschtert gutt no! – fënnef Méint dauert, ier e Bankekont opgemaach gëtt. Wann een an anere Länner kuckt … An ech hat selwer elo eng Kéier d'Geleeënheet virun enger Rei vu Méint, e Kont a Frankräich opzemaachen: Obschonn ech PEP (ndlr: Politically Exposed Person) sinn, huet dat just eng Woch gedauert. Et ass also iwwerhaapt net vergläichbar mat der Situatioun, wéi mer se haut hunn.

Wat een dann och ëmmer méi ze héiere kritt, ass, datt souguer traditionell Clienten, déi bei enger Bank sinn, déi scho laang e Kont do hunn an déi wëllen en zweeten opmaachen, well se zum Beispill eng Aktivitéit als Independant wëlle maachen, dann och do soubal kee Kont opgemaach kréien. An och do dauert et Wochen a Méint, iert se dann endlech en Accord kréien, fir dat kënnen ze maachen. Déi Situatioun féiert derzou, datt am Moment a Länner, déi mat eis a staarker Konkurrenz stinn, wéi Irland, elo schonn eng negativ Campagne gemaach gëtt an deem Genre: „Gitt net op Lëtzebuerg, well do kritt Der ni e Bankekont opgemaach!"

An dat ass wierklech eppes – an ech kann et net oft genuch betounen –, wat eis net nëmmen als Finanzplaz, mee awer och als Wirtschaft schrecklech schuet! Ech weess, datt an de leschte Méint a Jore scho ganz vill Efforte gemaach gi sinn, sief dat vun der ABBL, sief dat och vun der CSSF, sief dat vun der Chambre de Commerce. Ech wëll dat och hei ënnersträichen. Leider Gottes hunn all déi meritoire Efforten net derzou geféiert, datt mer de Problem awer geléist kréien. An ëmmer méi Clientë gi bei Revolut, bei N26, well dat déi eenzeg Banke sinn, wou se innerhalb vun e puer Deeg e Bankekont opgemaach kréien.

Ech weess, datt et net einfach ass. De Finanzminister gëtt sech ganz vill Méi, mee hien huet och wärend där Table ronde virun engem Joer eng Kéier gesot, wann déi Saach net endlech géif Stullgang kréien, da géif hie sech och iwwerleeën, awer méi contraignant Mesüren ze huelen. Well dat do ass einfach eng Situatioun, soen ech Iech, déi net méi akzeptabel ass fir eist Land, fir eis Wirtschaft a fir eis Finanzplaz!

Duerfir wëll ech net laang ronderëm de Bräi schwätzen, mee ganz einfach de Mëtten nach eng Kéier de Finanzminister froen, wat e gedenkt, u Schrëtt ze ënnerhuelen an deenen nächste Wochen a Méint, fir datt mer endlech erëm eng Finanzplaz hunn, wou och Entreprisen, Startuppen, ASBLen, ONGen, Fongen, Independanten an engem räsonabelen Delai hire Kont hei opgemaach kréien. Ech waarde mat Spannung op d'Äntwert vum Här Finanzminister.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Mosar. An dann hätt den Här Finanzminister d'Wuert, den Här Gilles Roth. Här Roth, allez-y!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här Bauler. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mosar huet de Problem eigentlech gutt beschriwwen. En ass villfälteg. Dat géing ech zréckbehalen. An ech wëll awer ponderéiert de gesamte Kader setzen, well, ech mengen, dat muss een och wëssen, fir dat richteg ze bewäerten.

Well den Zougang zu engem Bankkonto, dat ass kee Luxus. Et ass eigentlech eng Noutwendegkeet. Firwat? Well ouni Bankkonto oft kee Salaire a keng Investitiounen. An ouni Accès zu de Bankeservicer a Bankekonten huet een och kee wirtschaftleche Wuesstum. An ouni wirtschaftleche Wuesstum hu mer och keng Zukunft. Där Realitéit, mengen ech, sinn déi allermeeschte sech bewosst.

Dann zum Kader: Fir Privatleit – well et muss een en Ënnerscheed maachen zwësche Privatleit an Entreprisen – gëtt et an der EU e Recht op e Basisbezuelkonto. Dat ass, einfach gesot, e Compte courant – wéi mer dat am Sproochgebrauch soen –, wou een eigentlech ka Suen iwwerweisen, Suen ophiewen, sief dat mat enger sougenannter Debitkaart oder iwwer e Webbanking, an et ass keng Kreditlinn un dee Basisbankkonto gekoppelt.

D'EU-Direktiv iwwert d'Bezuelkonte vun 2014 – also ëmmerhi schonn zwielef Joer al – garantéiert den Zougang zu engem Basisbezuelkont an der ganzer EU. Déi Direktiv hu mer selbstverständlech och zu Lëtzebuerg ëmgesat. Mee et gëtt awer Aschränkungen, déi notamment mat dem EU-Geldwäschekader, also den Antiblanchimentsgesetzer, entstane sinn. An den EU-Kader iwwer Bezuelkonte gesäit kee vergläichbaart Recht – an dat ass och wichteg ze wëssen – op e Bankkonto fir eng Entreprise vir. Also, mir hunn e Recht op e Bankkonto fir Privatleit, mee kee Recht op e Bankkonto fir eng Entreprise.

Op där anerer Säit hu mer awer eng ganz Rei vu Bedruchsfäll: Phishing, Identitéitsklau – hate mer an der Finanzkommissioun –, Iwwerweisungsbedruch. D'Banke reagéieren dofir oft mat méi strenge Kontrollmechanismen. D'AML, also d'Geldwäschegesetzgeebung, leet de Banken dës Obligatioun och ganz no, fir sech selwer an domadder och hir Clientë besser ze schützen. An dobäi geet et och ëm de Ruff vun eiser Finanzplaz.

Mee dat bremst dann, an Dir hutt dat richteg gesot, och heiansdo ze laang d'Ouverture vu Bankkonten, besonnesch fir méi komplex Strukturen oder bei Aktivitéiten, déi vun engem AML-Standpunkt aus méi risikobehaft sinn.

An dës Problematik – dat muss een awer och soen – ass net spezifesch fir Lëtzebuerg. Mee dat heescht awer net, dass mer näischt sollte maachen oder awer, aneschters, dass näischt gemaach gouf. Dat muss een och soen!

Firwat? Well an enker Zesummenaarbecht d'CSSF mat der ABBL, also der Bankevereenegung, e Vademecum fir d'Ouverture vu Bankkonten ausgeschafft huet. Dat ass e sougenannte pedagogesche Guide, dee weesentlech Erklärungen zu der Obligatioun och fir de Banquier gëtt fir e verbessert Verständnis vun den Ufuerderungen. A speziell Guidë gëtt et doriwwer eraus och fir verschidde Segmenter, zum Beispill fir ASBLen. Dat gëtt jo och vill diskutéiert.

D'ABBL huet och Kontaktlëschte vu Banken opgestallt, déi fir spezifesch Segmenter Konten opmaachen, zum Beispill vu FinTeche bis zu PMEen, also kleng a mëttelgrouss Betriber. An och do gouf geliwwert. A mir wäerten – an dat soen ech och nach eng Kéier – u weidere Schrauwen dréinen, wann néideg, och andeems mir eis Gesetzgeebung adaptéieren, wou noutwendeg.

Mee eppes ass kloer: Déi grouss Majoritéit vun den Demandë fir Kontoouverturë kënnt awer zustan, wann d'Dossiere komplett sinn an et kee Problem gëtt. Schwiereg Fäll sinn och do méi rar. Si betreffen – dat muss ech awer elo leider och soen – oft onkomplett Demanden oder Profiller, déi manner vertraut si mat de Reegelen. Dat heescht, dass den Antragssteller net direkt dat liwwert, wat e vun der Bank gefrot kritt. Mir sollten duerfir och oppassen an net alles méi schlecht duerstellen, wéi dat eigentlech op der Plaz ass, well dat ass och net gutt fir den Image vun der Finanzplaz.

D'Zuele vun der CSSF weisen dat eigentlech och kloer, well ganz selte gëtt op e rechtleche Basiskonto, wéi ech gesot hunn, zréckgegraff. Zum Beispill 2022, do gouf ganzer 33-mol eng Ouverture vun engem Basisbezuelkonto vu Privatpersounen agefuerdert – 33-mol! 2023 waren et 39 där Ouverturen. D'Problematik bei de Privatpersounen ass eigentlech do am Endeffekt awer marginal.

Bei den Entreprisë gëtt et där Zuele keng. Firwat? Mee och well d'Banken hei zum Deel soen: „Dat ass eng Liberté contractuelle."

Elo ass d'Fro, déi Der och indirekt gestallt hutt: Sollen oder musse mer legiferéieren, andeems mer och e Recht op e Basiskonto fir Entreprisen aféieren? Well dat ass nämlech déi eigentlech rechtlech Fro.

Oder besser gesot: erëm aféieren. Well, Här Mosar, wéi Dir sécherlech alleguerten heibannen och wësst – et sinn der elo net esou vill hei –: Bis 2017 …

(Interruption)

Et ass roueg, mee …

(Interruptions)

Bis 2017 …

(Interruption)

Wann Dir dat sot, dann huelen ech dat gären un.

Well bis 2017, do gouf et e Recht op e Basiskonto fir Entreprisen. Bis 2017. An all Betrib hat deemools e Recht op e Basiskonto. Wou? Bei der Lëtzebuerger Post!

An 2017, Dir Dammen an Dir Hären, huet d'Chamber dëst Recht ofgeschaaft. An Dir frot Iech: Mat wivill Stëmmen? Mee mat 58 Jo-Stëmmen, an 2 Stëmme

waren dergéint. Dat heescht am Resümmee: Mir haten e Recht op e Basiskonto fir Entreprisë bis 2017 bei der Post. An dat ass deemools per Gesetz mat 58 Jo-Stëmmen ofgeschaaft ginn.

Elo ass d'Fro: Solle mer esou e Recht erëm aféieren? Well mat esou engem Recht géinge mer och de betraffene Banken zwar méi Obligatiounen operleeën – mee dat muss een och wëssen: Obligatiounen, deenen d'Banke sech dee Moment dann och net méi kënnen entzéien –, awer och Risiken aus enger Geldwäschperspektiv, déi se haut vläicht net wëllen an och net sollen agoen, well d'Banken oder e Bankegrupp, an deem se dra sinn, dat esou decidéiert hunn. Well oft hu mir jo hei Filiale vu grousse multinationale Bankegruppen an déi hunn natierlech eng Politick, déi vun uewe vun der Mammegesellschaft bis ënnen op d'Filial da gräift. Domadder géing eigentlech an Zukunft de Staat de Risikoappetitt vun enger Bank zum Deel matbestëmmen. An dat impaktéiert natierlech och d'Kompetitivitéit.

Mir kënnen och hei net d'EU-Recht, notamment am AML-Beräich, also am Geldwäscheberäich, a Fro stellen. An duerfir si mir um Volet législatif limitéiert. Mee ech soen awer nach eng Kéier, wat ech och scho rezent gesot hunn: Ech sinn oppen, wa muss legiferéiert ginn, an dat maache mer dann – mee mat de méiglechen an néidege Limitten. Ech sinn och bereet, dass mir eis mat där Saach nach eng Kéier befaassen, méiglech Pisten exploréieren an dann de Pro a Contra dovunner ofschätzen.

Ech géing Iech also proposéieren, dass mer am Ministère e klengt Dokument erstelle loossen, mam Resümmee vun deem, wat ech elo gesot hunn, nach eng Kéier: dee betreffende Passage, deen deemools d'Post eigentlech obligéiert huet, a bestëmmte Fäll e Basiskonto fir eng Entreprise och zur Verfügung ze stellen. Mee ech wëll, dass mer da souwuel d'Vertrieder vun der Bankenopsiicht wéi och vun de betraffenen Organisatiounen – an dësem Fall besonnesch d'Bankevereenegung, d'ABBL – dozou héieren.

Well, mat allem Respekt, mir musse sécherlech oppe bleiwen, fir nei Entreprisen unzezéien. Mir mussen awer och gläichzäiteg d'Lat héichhalen, natierlech virun allem a punkto Integritéit an och Compliance – well ech erënnere just un dat, wat lass war iwwert de Summer d'lescht Joer –, ouni awer Ofstrécher ze maachen a punkto Kompetitivitéit, souwuel vun de Betriber, mee och vun dem gesamte Bankesecteur.

Et gëllt also, dat richtegt Gläichgewiicht ze fannen. An deem Sënn wäert ech nach virun Ouschtere mat där Propos, déi ech gemaach hunn, an d'Finanzkommissioun kommen, fir dass mer doriwwer offe mat alle Facetten, wéi ech dat ganz am Ufank gesot hutt, vun där Problematik diskutéieren.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Finanzminister. Ech gesinn, den Här Mosar wëllt nach eng Zousazfro stellen. Dir hutt nach e bëssen Zäit.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci. Merci, Här President. Merci, Här Finanzminister. Ech begréissen natierlech déi Avance an Annonce, déi Der gemaach hutt. Ech fannen, dat ass dee richtege Wee, fir nach eng Kéier ze kucken, ob een do eng Eenegung fënnt, a soss eventuell op de Wee vun enger Gesetzesprezisioun ze goen.

Ech wollt awer nach eng zweet Fro stellen, well Der mat Recht hei gesot hutt, datt mer eis natierlech mussen un déi AML-Bestëmmungen halen – wat jo och keen a Fro stellt. Dat, wat een awer interpelléiert – an dat ass eigentlech och meng Fro –, ass, datt déi AML-Bestëmmunge jo am Prinzipp vun all europäescher Bank musse respektéiert ginn, notamment och vun deene Banke wéi Revolut an N26, déi och ënner europäescht Recht falen, déi also genau déi selwecht Obligatiounen hunn.

An ech hu jo och virdru gesot: Wann een a Frankräich geet, och Frankräich fält ënnert déi Legislatioun. Mir gëtt och gesot, wann een hei vir op Tréier géif goen, iwwerall do géif déi Prozedur vill, vill méi schnell goen. An duerfir awer nach eng Kéier meng Prezisioun: Gëtt net vläicht do vu verschiddene Banken awer eng Aart Goldplating gemaach?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Ech sëtzen net an den eenzelne Banken. Ech sëtzen och net an de Compliance-Autoritéite vun deene Banken.

Richteg ass – an dat ass net nei, ech widderhuelen dat, wat de Generaldirekter vun der CSSF an der Finanzkommissioun gesot huet –: D'Bankenopsiicht, d'CSSF, huet zesumme mat der ABBL eng Aart Vademecum geschaf. Firwat hu se dee geschafen? Well natierlech eng ganz Rei vu Circulairë vun der CSSF dat do am Detail reegeln. Et kënnt, gouf mir rapportéiert, natierlech de temps en temps vir, dass déi Compliance-Reegelen an deenen eenzelne Banken oder vun deenen Agente vun de Banken, déi se applizéieren, vläicht well déi Bank eng Kéier Problemer hat an aneren Dossieren an der Vergaangenheet, méi streng applizéiert ginn, wéi se eigentlech missten, och opgrond vun deenen Direktiven, déi d'CSSF erlooss huet. An duerfir, mengen ech, muss een dat hei zesumme kucken.

Richteg ass, dass et keng gutt Reklamm fir Lëtzebuerg dobaussen ass, wann et, wéi Dir gesot hutt, fënnef Méint dauert – dat, mengen ech, sinn awer extreem Fäll –, bis ech e Bankkonto op hunn als Privatpersoun. Dat ass net, fir d'Reaktivitéit vun der Finanzplaz ze stäerken.

En zweete Punkt ass awer deen, dass een all d'Facette muss kucken. Ech verstinn och, dass eng Bank wëllt sécherstellen, dass déi Compliance-Ufuerderungen, notamment um Niveau vun der Geldwäsch, wou jo och … Well d'Geldwäsch ass net nëmmen einfach eng administrativ Reegelung. Do stinn och Sanction-pénallen drop. An ech mengen, dass een dat kann novollzéien, dass d'Banken dat richteg streng kucken – dat ass jo och zum Deel vun der Gesetzgeebung esou gewollt –, mee dass ee virun allem dee richtegen Equiliber muss fannen.

Ech soen nach eng Kéier: Sollt dat eenzel, wann dat méiglech ass – beim Basiskonto ass dat eng Méiglechkeet –, gesetzlech Initiativen erfuerderen a sollte mir do e Konsens am Parlament fannen, da sinn ech dee Leschten, dee sech wëllt dogéint striewen. Nach eng Kéier: En Equiliber zwëschent Agilitéit, Reaktivitéit, mee och héich Standarden um Niveau notamment vun der Compliance a virun allem där vun der Geldwäsch.

Ech hunn hei d'fréier Justizministesch. Déi weess …

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Nee, nee, Madamm Tanson, Dir wësst, wéi schwiereg déi Dialogen notamment mat dem GAFI sinn. An et ware successiv Justizministeren, zesummen och mat de Finanzministeren, déi ëmmer gekuckt hunn, dass mer eis do international näischt kënnen erlaben. A mir mussen hei kucken, dass mer och déi Krittäre voll a ganz erfëllen.

Nach eng Kéier, meng Offer steet, virun Ouschtere mat der Bankenopsiicht, mat der ABBL an d'Finanzkommissioun ze kommen, an dass mer dann, opgrond vun deenen Texter, déi et fréier gouf – déi kann ee jo eng Kéier kucken –, en oppenen Dialog hunn. A vläicht ass dann déi eng oder aner Verbesserung och op dem prakteschen Niveau schonns erfollegt.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Finanzminister Gilles Roth.

7. Question élargie n° 74 de M. Laurent Mosar au sujet de la dépendance structurelle de l'Europe aux réseaux de paiement américains

Mir kommen dann elo zur erweiderter Fro Nummer 74 vum Här Laurent Mosar iwwert déi strukturell Ofhängegkeet vun Europa vun amerikanesche Bezuelungsnetzwierker. Den Auteur vun der Fro, den Här Mosar, huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn och hei nach eng Kéier 10 Minutten zou. Dann hutt Dir d'Wuert, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat hei ass e Sujet, deen e bësselche méi nei ass an deen eigentlech och elo eng gewëssen Aktualitéit kritt huet duerch dee gewëssene President mat där Administratioun, déi mer an de Vereenegte Staaten hunn an déi dozou féiert, datt zu Recht ëmmer méi Leit, awer och Acteure sech Gedanke maachen iwwer eis vill ze vill grouss Ofhängegkeet, wat international Bezuelsystemer betrëfft.

Just fir Iech do eng Zuel ze nennen: Déi zwee gréisste Bezuelsystemer sinn der, déi mer warscheinlech alleguerte kennen, well mer se an eisen Täschen hunn: Visa a Mastercard. Dir musst wëssen, datt an Europa 61 % vun alle getätegten Transaktiounen iwwert déi zwee Bezuelsystemer do gemaach ginn. Et muss een och doniewent wëssen, datt et zwëschent ganz villen europäesche Länner mol guer keng Méiglechkeet gëtt, eng Rechnung ze bezuelen, wann een net iwwer ee vun deenen dote Bezuelsystemer fiert, wat Iech also weist, wéi grouss eis Ofhängegkeet ass.

A wa muer den Här Trump eng Kéier déi schlecht Iddi huet, do op de Knäppchen ze drécken, da kéint et emol virkommen, datt bei eis grouss Deeler vun der Wirtschaft net méi kéinte fonctionéieren, well d'Leit einfach net méi kéinte bezuelen. Et ass also e ganz, ganz seriöse Problem. An hei stelle sech prinzipiell Froe vu Souveränitéit vun Europa, vu Resilienz vun Europa a schlussendlech och vu Kontroll vun Date vu ganz ville Mënschen, déi esou Kreditkaarten hunn.

Wat leeft am Moment vun Initiativen um europäesche Plang? An ech wollt de Finanzminister och e bëssen dorobber uschwätzen. Do gëtt et fir d'éischt dee sougenannten europäesche Bezuelsystem Wero. Dat ass eng Initiativ vu fënnef Länner, wou Lëtzebuerg och derzougehéiert. Dat soll iwwregens och nach ausgedeent ginn op zwee Länner méi. Ech mengen, datt dat eng ganz interessant Iddi ass. Wéi sou oft huet een awer d'Gefill, datt et e bësselche stockt, an ech wär och do frou, wann de Minister eis vläicht kéint soen, u wat dat hänkt. Ech soen awer och: Dëse System ka just fonctionéieren, wa mer do eng Akzeptanz och vun europäesche Banken hu respektiv och vun den europäesche Geschäftsleit, well nëmme wann déi dat akzeptéieren, kann dat och fonctionéieren.

Deen zweete Punkt, dat sinn déi direkt Iwwerweisungen – do hu mer virun nach net esou laanger Zäit och eng Kéier an der Chamber diskutéiert –, de sougenannte SEPA. Och dat ass eng Méiglechkeet, fir dat doten ze contournéieren, fir och do méi autonom ze ginn. Och do wollt ech vum Finanzminister wëssen, wou mer do dru sinn. Ech mengen, datt dat och e weesentleche Punkt ass.

An dann drëttens – an dat ass och schonn eng éiweg laang Diskussioun –: den digitalen Euro, deen och

scho säit Joren an der Diskussioun ass. Ech hunn allerdéngs elo gelies an héieren, datt do déi europäesch Banken ufänken, sech géint deen digitalen Euro, aus allméiglechen Ursaachen, déi ech elo net hei wëll resüméieren, ze wieren. An och zwëschent den EU-Memberstaate wär do net méi onbedéngt dee gréisste Konsens. An dofir wollt ech och do wësse vum Finanzminister, wou mer do dru sinn.

Ech mengen, datt sech hei wierklech Froe stellen, och vun zukünfteger … Dat hei ass och en Deel vun Industriepolitick. Hei brauche mer gemeinsam Standarden. An et freet ee sech eigentlech, firwat mer net hei esou eng Aart europäeschen Airbus vun de Bezuelungsmëttel kéinten en Place setzen? Ech mengen, do wäre ganz vill Leit ganz frou doriwwer.

A schlussendlech mengen ech och, datt et hei drëm geet – an ech huelen un, datt ech do ganz ville Kolleegen och aus dem Häerz schwätzen –, datt mer endlech déi Ofhängegkeet vun deene Big-Teche reduzéieren. Apple a Google, déi hunn och hei e Monopol. A léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass ongesond. Et ass also last but not least och eng geopolitesch Erausfuerderung. An dofir waarden ech mat Spannung op d'Äntwerten, déi ech elo wäert vum Här Finanzminister kréien.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Mosar. An da géif den Här Finanzminister Gilles Roth nach eemol d'Wuert kréien.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei mag vläicht technesch kléngen, mee et beréiert awer d'Leit, praktesch all Mënsch, an hirem gesamten Alldag. An duerfir erlaabt mer, kuerz op déi eenzel Punkten, déi Der zu Recht opgelëscht hutt, anzegoen.

Dir schwätzt natierlech vun enger struktureller Ofhängegkeet vun Europa. An ech mengen, dat ass richteg, well et en Theema ass, dat Europa als Ganzt betrëfft, grad wa mir an Europa, an der Europäescher Unioun, ëmmer méi iwwer Digitaliséierung, Innovatioun, Bezuel-Appen, Kryptoen a FinTeche schwätzen.

An dat betrëfft och Lëtzebuerg, well mir konsequent op Innovatioun, besonnesch an dem Finanzberäich, setzen. An dobäi stellt sech, wéi Der et richteg gesot hutt, natierlech d'Fro vun der Onofhängegkeet am Bezuelverkéier a virun allem och der Souveränitéit am Bezuelverkéier.

Nun zu den eenzele Froen: Wou steet Europa a senger Bezuelinfrastruktur? Europa huet eigentlech schonn en eenheetleche Bezuelraum mat gemeinsame Reegele geschaf, an dat ass net nei, well dat geet op 2002, also praktesch 25 Joer, zréck. Dat ass dee sougenannte SEPA-Raum, also en eenheetleche Bezuelraum mat deene selwechte Standarden. Haut maachen do 41 Länner mat bei deem SEPA-System, engem eenzegen europäesche Raum fir elektronesch Iwwerweisungen an och Lastschréften, de sougenannten Direct Debit.

Nun, eng Euro-Iwwerweisung vu Lëtzebuerg a Finnland, dat ass eigentlech sou einfach wéi eng national Transaktioun.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

Jo. An dat leeft iwwert dee SEPA-System, wat Der och an de Condition-générallen – dat liesen an der Reegel net vill Leit – vun all Bank derbäihutt. Dat ass, wéi Dir et sot, Här Cruchten, eng weesentlech Vereinfachung fir d'Leit, awer natierlech och fir d'Betriber, besonnesch zu Lëtzebuerg, well mer ganz vill grenziwwerschreidende Verkéier um Niveau vun de Betriber hunn. An de SEPA, deen organiséiert, wéi gesot, déi Bezuelungen.

Mee Europa huet och seng eegen Infrastruktur, an dat kléngt elo e bëssen technesch, mee dat ass dee sougenannten T2-System. Dat ass eng Bezuelplattform vun dem gesamten Eurosystem. An dëse System gëtt vun der Europäescher Zentralbank zu Frankfurt zesumme mat den nationalen Zentralbanke bedriwwen. Si garantéiert och, dass eng Bezuelung net nëmme geschéckt gëtt, wéi den Här Cruchten dat elo gesot huet, mee dass se och definitiv virun allem ofgerechent gëtt, dat heescht am Plus bei deem engen an am Debit bei deem aneren.

An dat ass den Zentralbankesystem, deen déi Sécherheet gëtt an och d'Banken do ënnertenee verbënnt. Well et sinn iwwer 1.000 Banken – iwwer 1.000 Banken! –, déi hei direkt ugeschloss sinn. Mat de Filiale sinn dat weltwäit iwwer 40.000 Banken an natierlech alleguerten hir Clienten. An da gëtt et natierlech och, wéi Dir gesot hutt, den Instant Payment, also Echtzäitiwwerweisunge vu Konto op Konto. Déi lafen och iwwert dës Systemer.

Dir erënnert Iech, dass mer zum Enn vum leschte Joer och hei am Haus iwwert déi Gesetzgeebung ofgestëmmt hunn. Den Instant Payment soll déi nei Norm ginn an Europa – ech mengen, dat gesitt Der all Dag, wann Der e Virement och zu Lëtzebuerg maacht –, an dat fir d'Leit an och d'Betriber, well déi froen dat. Duerfir kontrolléiert Europa eigentlech seng Kärbezuelungsinfrastruktur.

Wat musse mer elo weider ausbauen? Mee den Alldag, dee bleift d'Realitéit a vill Bezuelunge lafen nach ëmmer iwwer net europäesch Bezuelnetzwierker. An do komme mer dohinner. Dat ass zum Beispill Visa oder Mastercard oder déi sougenannte Big Techs, wéi Dir se och genannt hutt. Wou sinn déi? Ma an den USA an a China. Dat heescht, et feelt u sech un enger eegestänneger europäescher Bezuelléisung fir den Alldag. Europa schafft och drun, déi Lück do ze schléissen. An dat ass och eng vun den Haaptrecommandatiounen an dem sougenannten Draghi-Rapport fir déi Spuer- an Investitiounsunioun.

D'Banken hei an Europa hu sech och dofir zesummegedoen. An duerfir hutt Der zu Recht vum sougenannte Wero-System héieren, deen 2024 gestart ginn ass. Dat ass u sech eng europäesch Bezuel-App. D'Léisung hei sinn déi sougenannten Instant Payments, also Bezuelen an Echtzäit, direkt vun engem Konto op deen aneren. An dat geet och einfach iwwer eng App vun dem Handy. An dat geet och, well et gëtt ëmmer méi drop zréckgegraff, fir de sougenannten E-Commerce, dat heescht, wann ech eppes online bestellen, fir och domadder bezuelen. An duerfir gëtt och dru geschafft, doriwwer eraus nach dee sougenannte Wero-System och am Eenzelhandel anzeféieren.

An do sinn natierlech grouss Lëtzebuerger Privatclientsbanken, Retailbanken, wéi dat dann aneschters heescht, mat derbäi. Dat ass d'Spuerkeess. Dat ass d'Banque Générale. Dat ass d'BIL. Dat sinn dann doriwwer eraus nach virun allem d'Raiffeisen, déi haut 100 Joer feiert, an d'POST. An de Start hei zu Lëtzebuerg, deen ass dëst Joer am Juni. Dat weist: D'europäesch Banken an d'Déngschtleeschter hunn d'Infrastruktur an och déi néideg Capacitéiten, fir esou eng Léisung unzebidden.

Nun, wéi kommen dann elo déi digital Sue mat an d'Spill? Parallell dozou kréien déi digital Suen ëmmer méi Bedeitung, wéi Kryptowärungen. An duerfir hu mer och hei an der Chamber den EU-Kader mat der sougenannter MiCA-Reglementatioun geschaf, wou mer eigentlech als eent vun deenen éischte Länner an der Europäescher Unioun dat och an der Praxis ëmgesat hunn. An dee Kader färdert natierlech d'Innovatioun, schützt och de Benotzer. Dat sinn déi zwee Krittären: Innovatioun, anerersäits de Benotzer ze schützen. An duerfir gëtt en och déi néideg Sécherheet.

Da gi mer doriwwer eraus bei den digitalen Euro. Dat heescht, dass mer bei eiser europäescher Wärung och den digitale Wandel hunn. Mee ech soen nach eng Kéier ganz kloer, an dat ass och zu Bréissel ganz kloer bei de Finanzministeren oder den Eurozonministeren, nämlech dass d'Boergeld net doduerch ersat gëtt, mee dass den digitalen Euro complementaire zu dem Bezuele mat Boergeld ass. An duerfir steet och den digitalen Euro fir Innovatioun. A geopolitesch Veränneerungen hunn natierlech dozou gefouert, dass de Projet vun dem digitalen Euro, dee vun der EZB vu Frankfurt, der Europäescher Zentralbank, virugedriwwe gëtt, muss acceleréiert ginn.

Op politeschem Niveau hunn ech eigentlech bis elo nach ëmmer kënne feststellen, dass keen den digitalen Euro op politeschem Niveau esou richteg a Fro gestallt huet. Et sinn déi technesch Detailer, déi diskutéiert goufen, mee déi de Moment, zumindest Stand haut, wat déi Diskussiounen an den eenzelnen techneschen Aarbechtsgruppen zu Bréissel sinn, an déi richteg Richtung ginn. A mir stinn als Lëtzebuerger natierlech, selbstverständlech, do derhannert.

Nach eng Kéier: den digitalen Euro net als Ersatz zu dem Boergeld-Euro, mee complementaire zu dem Boergeld. An duerfir, mengen ech, muss een déi Aarbechte begleeden. Stand haut ass eng Aféierung definitiv 2029 geplangt. Dat heescht awer net, dass net virdru kéinte Pilotprojete lafen, fir déi Testphas vun dem digitalen Euro och virzezéien.

Dann nach e lescht Wuert: Dat ass iwwert d'Resilienz vun dem Bezuelverkéier, well déi ass ganz einfach essentiell. Do hu mer d'Kontinuitéit vun de Bezuelungen, déi hänkt natierlech vu geopoliteschen an och geoekonomesche Risiken of. Dofir musse mer eis och géint Cyberattacke virun allem schützen. An dofir hu mer op europäeschem Niveau déi sougenannten DORA-Reglementatioun. An ech mengen, déi hu mer och zu Lëtzebuerg ëmgesat. An dat ass eng gutt Schutzmauer, déi mer weider opgeriicht hunn. Europa mécht vill. Mir maachen och zu Lëtzebuerg vill. Mee déi Zännrieder, déi musse weider aneneegräifen, well dat ass néideg fir d'Stabilitéit vun deem gesamte Bezuelverkéier.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Finanzminister. Ech spieren, datt Der fäerdeg sidd. Merci.

(Hilarité)

Ech gesinn, datt den Här Mosar keng weider Fro méi huet. Hien hätt och nëmmen nach beschtefalls zéng Sekonnen zur Verfügung gehat.

(Interruption par M. Laurent Mosar)

Jiddefalls arrangéiert dat eis elo ganz gutt. Merci, Här Mosar.

8. 8621 – Projet de loi relatif à l'augmentation générale du capital appelable de la Banque africaine de développement et à l'approbation des amendements de l'Accord portant création du Fonds africain de développement

An da kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8621 iwwert déi

allgemeng Erhéijung vum Kapital vun der Afrikanescher Entwécklungsbank souwéi d'Zoustëmmung zu den Amendementer vum Ofkommes iwwert d'Grënnung vum Afrikaneschen Entwécklungsfong. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, d'Fraktiounen an d'Sensibilitéiten hu jeeweils 5 Minutten an d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Claude Haagen, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Maurice Bauer. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances

M. Maurice Bauer (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer haut eng grouss Freed, Iech als Rapporteur de Projet de loi 8621 ze presentéieren. De virleiende Gesetzestext huet zwee Bestanddeeler: Et geet engersäits ëm d'Banque africaine de développement, déi 1964 gegrënnt gouf a wou Lëtzebuerg zënter 2014 Member ass, an anerersäits ëm den Afrikaneschen Entwécklungsfong.

Wat d'Banque africaine de développement betrëfft, esou gesäit de Gesetzestext vir, dass Lëtzebuerg sech un enger Kapitalerhéijung wäert bedeelegen. De Grond vun dëser Kapitalerhéijung ass de Verloscht vum Triple-A-Rating am Joer 2023 duerch d'Ratingagence Fitch.

Dës Kapitalerhéijung ass e staarkt Zeechen un d'Kapitalmäert, fir ze weisen, dass d'Membere vun der Bank bereet sinn, d'Afrikanesch Developpementsbank weiderhin ze ënnerstëtzen. Opgrond vun enger Decisioun vum Conseil des gouverneurs vun der Bank vum 29. Mee 2024 gi bei dëser Kapitalerhéijung insgesamt 8,8 Milliounen nei Titren emettéiert.

Fir Lëtzebuerg bedeit dat, dass mir insgesamt 17.523 weider nei opruffbar Aktie bäikréie bei eisen aktuelle Stock vun elo schonns 30.207 Aktien, déi mir am Moment an der Afrikanescher Developpementsbank halen. Déi nei Aktien, déi mer kréien, hunn e Géigewäert vu ronn 205 Milliounen Euro. Trotz dëser Erhéijung wäert eise Prozentsaz vum Stëmmrecht bei 0,20 % bleiwen. Do wäert et zu kenger Ännerung kommen.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass et mat dëser Kapitalerhéijung zu kengem direkten Deboursement kënnt. Dat Kapital gëtt just an engem Noutfall op Demande opgeruff. Et ass also en Engagement, dat mir huelen. An dofir muss dës Kapitalerhéijung dann och duerch d'Chamber autoriséiert ginn.

Den zweete Punkt vun dësem Projet de loi, léif Kolleeginnen a Kolleegen, betrëfft den Afrikaneschen Entwécklungsfong, deen déi 37 äermste Länner vum afrikanesche Kontinent zënter 1972 zu vergënschtegte Konditioune mat finanzielle Mëttelen ënnerstëtzt. Am Moment kann den Entwécklungsfong keng Suen op den internationale Kapitalmäert sichen oder léine goen, fir sech ze finanzéieren. Dat wäert an Zukunft méiglech sinn. An deem Sënn huet den 23. Mee 2023 de Conseil des gouverneurs vum Fong en Amendement zum Kaderaccord iwwert den Afrikaneschen Entwécklungsfong guttgeheescht, dee mir dann och mat dësem Gesetz musse guttheeschen. Duerch den Accès zu den internationale Finanzmäert kritt de Fong nei a besser Konditiounen, fir Suen ze léinen, wat natierlech de betraffene Länner wäert zeguttkommen.

An der Finanzkommissioun war och d'Fro opgeworf gi vum Retour économique vun de Participatiounen an dëse Banken. An do huet de Finanzminister eis an deem Kontext interessant Informatioune ginn, andeems e sot, dass mer virun allem e Retour économique op eiser Bourse wäerten hunn, well insgesamt 109 Obligatioune vun der Afrikanescher Developpementsbank op der Lëtzebuerger Bourse cotéiert sinn, dovunner 7 gréng Bonds an 8 Sozialobligatiounen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mir, nach kuerz op d'Avise vum Staatsrot a vun der Chambre de Commerce zu dësem Projet de loi anzegoen:

D'Chambre de Commerce begréisst an hirem Avis vum 8. Dezember d'lescht Joer de Projet a lueft d'Regierung an hirer Politick, weiderhin d'Entwécklung um afrikanesche Kontinent ze ënnerstëtzen, dat iwwert d'Participatioun an dëser Banque africaine de développement an dem Afrikaneschen Entwécklungsfong.

De Staatsrot huet a sengem Avis vum 20. Januar 2026 och keng Beanstandung zum Projet de loi gemaach, ausser e puer Observations d'ordre légistique, deene mer als Finanzkommissioun absolutt Rechnung gedroen hunn.

De Projet de loi gouf den 30. September 2025 duerch de Finanzminister deposéiert. De 27. Januar dëst Joer ass de Projet de loi an der Finanzkommissioun presentéiert ginn an de Rapport gouf den 30. Januar an der Finanzkommissioun ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op de schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an erlabe mer, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo dann am Numm vun der CSV-Fraktioun och nach e puer Wuert zu dësem Projet de loi ze soen.

Discussion générale

An dësem Projet de loi geet et ëm nei Méiglechkeete fir eng sougenannte multilateral Entwécklungsbank, also d'Banque africaine de développement an de Fonds africain de développement, also eng Bank an hire Fong, déi Länner eng finanziell Ënnerstëtzung erméiglechen duerch Kreditter an esou haaptsächlech méi schwaache Länner kënnen hëllefen, Projeten ze realiséieren, mee awer och hir Memberen an aner Länner bei Projeten ënnerstëtzen. Ganz oft erlaben dës Banken och, nohalteg Standarden ze setzen, wann et ëm sozial, educativ oder ëmweltpolitesch Projete geet.

Als CSV begréisse mer, dass mer et heimadder, mat dësem Projet de loi, erméiglechen, dass dës Bank an hire Fong nach méi Méiglechkeete kënne kréien, fir nach méi ze hëllefen. Wann ee bedenkt, dass Amerika sech massiv aus der internationaler Entwécklungshëllef zréckgezunn huet, ass dëse Projet de loi ëmsou méi wichteg. An Zäite vu grousse geopoliteschen Onrouen an Onsécherheet mat Polykrisen ass et fir d'CSV ëmsou méi wichteg, an dëser Situatioun eng esou wichteg international Organisatioun ze ënnerstëtzen an ze erlaben, méi flexibel Prêten a Kreditter ze accordéieren.

Am Ganze gëtt et weltwäit ronn 18 esou multilateral Entwécklungsbanken, a Lëtzebuerg ass bei all deene Member oder wäert et hoffentlech an abseebarer Zäit ginn. Iwwert dëse Wee kënnen d'Banken hir Ressourcen ausbauen, fir och weiderhin op eng effikass an nohalteg Manéier kënnen ze hëllefen.

Esou vill zu dësem Gesetzesprojet, wou mir weisen, dass mir un d'Solidaritéit mat anere Länner gleewen, eis zum Multilateralismus bekennen, eise klore Wëlle bekräftegen, dëse Banken ze erlaben, méi finanziell Ënnerstëtzung u méi schwaach Länner ze accordéieren, a weisen, dass et och mat manner Nationalismus geet.

Ech ginn domadder d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Bauer. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Guy Arendt agedroen. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als DP begréisse mer natierlech dëse Gesetzestext, well e steet ganz am Sënn vun eisem Engagement fir de Multilateralismus, fir deen och ze stäerken. Déi Afrikanesch Entwécklungsbank spillt eng zentral Roll, fir nohaltege Wuesstum a soziale Fortschrëtt op deem genannte Kontinent ze förderen.

Mee ech wëll awer och ënnersträichen, dass Afrika net nëmmen als en Empfänger vun Entwécklungshëllef soll ugesi ginn. Et handelt sech ëm e Partner, mat deem mir op Aenhéicht bei verschidden Dossiere kooperéiere kënnen, esou wéi am Beräich vun de Finanzen, der grénger Transitioun oder der Blue Economy.

Dëse Gesetzesprojet erméiglecht et och dem Fonds africain de développement, selwer op de Finanzmäert ze agéieren, wat och eng gréisser Flexibilitéit gëtt.

An an deem Sënn gëtt d'DP-Fraktioun dësem Projet hiren Accord.

Une voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Arendt. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen agedroen. Här Haagen, elo hutt Dir d'Wuert.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. D'LSAP ënnerstëtzt dëse Projet de loi, sou wéi se och ënnerstëtzt huet, dass mer 2014, mengen ech, war et, als Lëtzebuerg der Banque africaine de développement an dem Fonds africain de développement bäigetruede sinn.

Ech hu just zwou Froen, wann Der erlaabt, Här Minister, un Iech, wat de Fonctionnement ubelaangt par rapport zu deene 17.500 Aktie mat enger Contrevaleur vun 205 Milliounen Euro, déi et, mengen ech, sinn. Sou wéi ech dat verstanen hunn a wéi dat erklärt ginn ass, sinn dat jo Aktie mat enger Calloptioun, also mat enger Kafoptioun drop. De Rapporter huet scho gesot, datt déi Prozedur, wann d'Souscriptioun géif gemaach ginn oder wann de Call géif gezu ginn, duerch d'Chamber géif goen. Et ass ongeféier esou gesot ginn. Mech géif interesséieren: Wat fir eng Prozedur géife mer do maachen, fir déi Optioun ze zéien? Dat ass déi éischt Fro.

Déi zweet Fro ass: Jo, wann d'Kapital géif vun der Banque africaine gefrot ginn ..., mee iwwert d'Calloptioun kann ee jo och selwer déi Optioun zéien, deemno wéi d'Valeur ass vun der Aktie par rapport zum Call, datt een dann Direktaktionär an der Bank gëtt. Hu mer do Leit um Niveau vun de Finanzen, déi d'Valeur vun den Aktien iwwerwaachen an dësem Fall, déi och da kéinten determinéieren, wéini mer déi Calloptioun kéinten zéien? Well ech awer trotzdeem wëll soen, datt, wa mer eis hei ... Ech verstinn, datt d'Banque africaine de développement engem Ratingprozess ënnerläit, mee wann do e méi schlechte Rating erauskënnt, da kommen Optioune wéi déi heiten iwwert de Call, iwwert d'Aktionariat, eran. An eng Kéier, wa se da gefrot ginn, wier dat jo de Fall, datt se da misste gezu ginn. Wéi wier déi Prozedur schlussendlech?

An dann déi lescht Fro: ob mir als Lëtzebuerg um Niveau vun de Finanzen aner Institutiounen oder Entreprisen hunn, wou mer där Kafoptiounen um Niveau vum Aktionariat hunn. Wann Der dat net direkt wësst, wat ech géif verstoen, da wier ech awer frou, wat mer dat nogereecht kriten, well et awer trotzdeem och ëmmer iwwert d'Finanzen an iwwert de Budget vläicht ka mentionéiert ginn, sou wéi mer

aner Saachen am Kader vun engem Budgetsdepot mentionéieren.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Haagen. Da wier et um éierewäerten Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Ech maachen et elo kuerz: Ënnert dem Strëch kënne mir dat heite matstëmmen an da wäerte mer dat och maachen. Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Keup. Da wier et un der éierewäerter Madamm Sam Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun deene Gréngen zu dësem Text, deen eis ganz wichteg erschéngt. D'Developpementsbank huet ganz vill gutt an interessant Projeten an der Géigend. An ech denken, dass et wichteg ass, dass mir och als Lëtzebuerg do eis Part nach weider spillen an och eebe gegeebenefalls elo erhéijen, och wann et a Form vun där Garantie ass. A mir ginn op alle Fall eis Zoustëmmung heizou. Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. Da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Dat heiten ass e Projet, wéi de Rapporter dat scho gesot huet, dee sech ganz kloer an de Multilateralismus aschreift. An de Rapporter huet et virdru gesot: Mir hoffen, datt mer da gläich bei all de multilateralen Entwécklungsbanke kënnen Aktionär respektiv Deelhaber sinn. Do feelt et da just nach drun, datt mer e Land musse fannen, dat eis Parte wëllt verkafen. Dat ass, mengen ech, do, wou et am Moment e bëssen dru krankt, firwat mer a Latäin- a Mëttelamerika nach net esou present sinn, wéi mer eis dat u sech wënschen.

Lëtzebuerg huet nach ëmmer e staarken Engagement an der Kooperatioun. Mir sinn dat Land, dat pro Kapp an awer och gemooss u sengem nationale Räichtum, dem RNB, am meeschte Geld an der Kooperatioun investéiert. An dat ass eppes, wou ee kann a soll houfreg drop sinn.

Dat heiten ass awer net einfach nëmme Kooperatioun. Dat heiten ass och Hëllef zur Selbsthëllef, well déi multilateral Entwécklungsbanken ... An dat ass eppes, wat een ëmmer erëm muss betounen: Hei ass et net esou, datt mer en Don maachen. Et ass net esou, datt mer iergendwéi Geld ginn an hoffen, datt eppes erauskënnt. Dat heiten ass eng Investitioun an d'Zukunft vum afrikanesche Kontinent. Dat heiten ass d'Méiglechkeet fir eeben och déi regional Banken, déi national Banken, dono déi Ligne-de-créditen ze zéien, fir dorauser dann nach eng Kéier méi ze maachen.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An ech mengen, dat ass dat Schéint bei deene multilateralen Entwécklungsbanken: datt mer mat engem Euro, dee mir als Lëtzebuerg investéieren, demesüréiert héich Resultater um Terrain kënnen erreechen. Do schwätze mer vu Levieren, déi wäit iwwert dat Zéngfacht vun deem Euro kënnen erausgoen.

An dofir ass dat heiten e Gesetz, deem ee wierklech ganz houfreg kann zoustëmmen, well mer souwuel eppes fir eis Kooperatioun maachen, mee virun allem de Länner an de Leit sur place hëllefen, nach méi Geld an hir lokal Ekonomië kënnen ze investéieren. An dofir gi mir mat ganz vill Freed eisen Accord zu dësem Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, ech wäert dann awer de Konsensus liicht briechen.

Plusieurs voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | Soss wier et jo scho bal ... Et ass sécherlech keen esou spannende Sujet, deen d'Masse beweegt, wéi d'Toiletten an engem Lycée. Dat heite betrëfft jo nëmmen 1,5 Milliarde Mënschen, déi um afrikanesche Kontinent liewen.

Et ass scho gesot ginn: Wourëms geet et hei? Den Aktionariat. Also, eis Bedeelegung un dem Aktionariat an der Banque africaine de développement geet an d'Luucht. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, datt de Fonds africain de développement och amendéiert gëtt. Dee kritt elo d'Erlaabnis, op Kapitalmäert Sue sichen ze goen, léinen ze goen. An duerno kann déi Bank déi Sue weiderléinen un afrikanesch Länner, awer mat engem differenziellen Taux. Dat heescht u sech: Déi Länner, déi manner schlecht dru sinn um afrikanesche Kontinent, wäerten en Taux hunn, deen e bësse méi héich ass – deen awer manner héich ass, wéi wa se géifen op den internationale Finanzmäert léinen. An domadder, mat där Plus-value, déi do entsteet, kënnen dann och nach déi méi aarm Länner Prêtë kréien zu engem nach méi schwaachen Taux.

Dat kléngt alles ganz gutt, ass prinzipiell net total falsch. De Problem ass deen – an dat hu mer oft gesot –, datt et net nëmmen drëms geet, datt d'Länner u sech Sue geléint kréien, fir duerno flott Projeten ze maachen, mee datt déi Projete gekoppelt ginn, datt déi Prête gekoppelt ginn u Reformen, déi déi Länner da gezwonge sinn ze maachen. Meeschtens ginn déi och zesumme mam Fonds monétaire international gemaach. A mir wësse jo all: Do, wou de Fonds monétaire international intervenéiert, wiisst normalerweis kee Gras méi duerno. An de Problem ass och dee vun der Banque africaine du développement, déi mer net prinzipiell a Fro stellen, mee wat mir a Fro stellen, dat sinn déi Strukturreformen, déi un déi Prêtë gebonne sinn. An ech ginn Iech da just e puer Beispiller:

Et kéint ee laang driwwer schwätzen, mee fir de Programm, deen d'République démocratique du Congo opgezwonge krut fir 2023 bis 2028 ... D'RDC, déi ass theoreetesch eent vun deene räichste Länner vun hire Ressourcen hier. Et kéint eng Supermuecht sinn a Wierklechkeet, mee mir wësse ganz genau, a wat fir engem katastrophalen Zoustand dat Land sech befënnt. Si kréien dee Prêt. En échange musse se hir ëffentlech Entreprisë privatiséieren. Si mussen och de Minnessecteur weiderhi privatiséieren an den Energiesecteur weiderhi privatiséieren. Mir wësse ganz genau, wat dat heescht, wat dat bedeit: Dat ass, datt si hir Souveränitéit iwwer hiren eegene Räichtum verléieren a sech deementspriechend dann och net kënne weiderentwéckelen.

Wësst Der, Saudi-Arabien, dat ass bei Wäitem kee Regimm, deen ech ganz gutt fannen, mee Saudi-Arabien ass eng Pëtrolsmuecht. An de Pëtrol a Saudi-Arabien, wiem gehéiert deen? Ma quasi zu 100 % dem Staat! Well esou domm si se net. Si wësse ganz genau, datt se dat net kënnen einfach esou privatiséieren. Domadder maache se Politick. A mir wësse jo och, datt et deene Leit meeschtens och materiell relativ gutt geet, op aneren Niveauen awer net esou gutt geet.

D'Beispill Ghana, zum Beispill, och: Ghana huet eng Schold vun 100 % par rapport zum PIB. Si hunn dann och e Programm verhandelt mat der Banque africaine de développement a mam FMI an dat war och u Reforme gekoppelt. D'TVA huet zum Beispill missen an d'Luucht gesat ginn: vun 12,5 % op 15 %. Hei géifen d'Leit zu Recht, deemno wéi, op d'Strooss goen. Mee dat ass dat, wat si opgezwonge kruten. Si hunn och missen den Taux vun den ëffentlechen Entreprisë senken. Si hunn och misse Gesetzer maachen, fir Defiziter ze limitéieren. Dat kléngt ëmmer esou ganz gutt, mee dat heescht, datt hir Investitiounscapacitéit erofgesat ginn ass. Dat huet natierlech engersäits derzou gefouert, datt d'Inflatioun erofgaangen ass, mee d'Aarmut ass eropgaangen.

Resultat: Déi Programmer schafen u sech Aarmut. Déi Programmer, déi u sech entstinn, well déi Länner verscholt sinn, Sue brauchen, frëscht Geld brauchen, schafen awer duerno Aarmut. An déi Aarmut schaaft Ënnerentwécklung. Déi Ënnerentwécklung wäert fir weider Scholde suergen et cetera, et cetera. Si kommen net aus där Logik do eraus.

Dat heescht – zwou Séilen an enger Broscht –: Mir sinn eis bewosst, datt déi afrikanesch Länner frëscht Geld brauchen, fir iwwerhaapt kënnen ze funktionéieren – fir iwwerhaapt kënnen ze funktionéieren! Mee de Problem ass anerersäits deen, datt dat heescht, datt se hir eegen Infrastrukture musse privatiséiere respektiv ofbauen, dat heescht, datt se net aus der Ënnerentwécklung kommen. Dat ass u sech de Problem, deen derhannertstécht.

Ech géif Iech och ..., ech hunn net méi vill Zäit, mee wann et Iech interesséiert, deemno wéi, ech sinn amgaang, en Artikel dozou ze liesen, vum Anne Theisen. Ech mengen, déi Madamm ass Belsch; Theisen mat engem „h". Dir gitt op Google, et ass beim Comité pour l'abolition des dettes illégitimes. Si huet e ganz laangen Artikel geschriwwen, deen heescht: „Quelles alternatives face aux fausses solutions promues par la Banque africaine de développement?" Et ass immens interessant an da kann een dat e bësse méi kritesch beliichten.

Ech hätt awer nach eng Fro, dat ass eng technesch Fro, un den Här Finanzminister: Inwiefern kann dann d'Lëtzebuerger Regierung, déi dann och Aktionär ass an der BAD, d'Politicken zum Beispill beaflossen oder net beaflossen, déi gemaach ginn – d'Lounpolitick, d'Präispolitick? Ob mir och heiansdo kënne versichen, d'Politick vun der BAD an deem Sënn ze beaflossen, datt se u sech net zu engem Ofbau vun den Infrastrukturen oder zu Privatiséierungen an deene Länner féiert, déi an de Genoss komme vun deene Prêten.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech soe fir d'éischt dem Rapporter, dem Maurice Bauer, Merci. Hien huet eigentlech ganz gutt resüméiert, wat den Objet vun dësem Gesetzesprojet ass. An duerfir brauch ech net méi dorobber anzegoen.

Nach eng Kéier de Kär am Resümmee: Jo, et ass d'Afrikanesch Developpementsbank. D'Wichtegkeet vum afrikanesche Kontinent ass hei genannt ginn. 2050 – dat ass laang, mee dat ass awer net esou laang – solle 40 % vun de Kanner, déi op der Welt gebuer ginn, op dem afrikanesche Kontinent gebuer ginn, wat eigentlech schonns déi demografesch Erausfuerderung vun deem gesamte Kontinent énnersträicht a firwat mer och als Lëtzebuerger gutt dorun dinn, an der Afrikanescher Developpementsbank associéiert ze sinn.

Den zweete Punkt ass deen: Direkt kascht dat hei eis näischt. Et ass en Engagement, dat geholl gëtt. Dat ass d'Äntwert op dem Här Haagen seng Fro. Mir hunn en Engagement, dass dat Kapital erhéicht gëtt. A mir huelen dann un där Kapitalerhéijung deel fir 205 Milliounen Euro, wat d'Engagement ass. Mee dat heescht net, dass dat à ce stade eng Belaaschtung vun dem Budget ass, well et ass en opruffbaart Kapital.

Wann – wann! – alle Stricke reißen an dat opruffbaart Kapital géing opgeruff ginn, da missten – an dat ass déi Fro, déi Der mer gestallt hutt – 0,20 % vun deem Kapital, dat insgesamt opgeruff gëtt, vu Lëtzebuerg bezuelt ginn. A selbstverständlech misste mer dann nach eng Kéier an d'Chamber kommen. Also, hei ass d'Engagement – „tout engagement" seet d'Verfassung – a wa mer bezuelen, musse mer selbstverständlech nach eng Kéier an d'Chamber kommen. Et ass awer, Stand haut, a priori net dervun auszegoen, dass dat onbedéngt wäert de Fall sinn.

Déi multilateral Developpementsbanken, déi hate jo schwiereg Situatiounen am Covid. An am Covid ass gekuckt ginn, dass déi hiren Triple-A-Rating géifen halen, soudass aner Instrumenter déi zäitlech gestäerkt hunn. Dat heescht, et ass net einfach esou, wann hei géing e Problem entstoen, dass dann automatesch dat Kapital géing opgeruff ginn, mee da gëtt mat aneren Instrumenter gekuckt, den Triple-A ze halen an och dass d'Bank hiren Engagementer kann nokommen.

Den drëtte Punkt ass dee vum David Wagner. Ech hunn dat opriichteg nogelauschtert. Et ass esou bei deene multilaterale Banken, dass jo d'Initiativ net vun der Bank kënnt, fir an deem Land dat an dat ze maachen. Dat zielt fir d'Afrikanesch Developpementsbank. Dat zielt fir d'Weltbank. Dat zielt fir den FMI.

Den FMI gëtt gefrot – Argentinien ass e gutt Beispill – ze intervenéieren. An et ass natierlech da kloer, wann ech dat Beispill vun Argentinien huelen, dass den FMI seet: „Ech maachen e Programm, fir Iech ze hëllefen", oder am Fall vun der Afrikanescher Developpementsbank oder vun der Weltbank: „Ech maachen e Programm, fir déi Hëllef, déi Der mech frot, ze maachen. Mee well ech Iech als Bank déi Sue ginn, jo, da muss ech awer och e Matsproochrecht hunn, wéi déi Suen agesat ginn."

Ech mengen, dat ass och esou, wann Dir hei als Client bei eng Bank gitt, wann Der en Haus wëllt bauen. Da gitt Der mat engem konkreete Projet dohinner. Dir kënnt net einfach soen: „Léint mer mol eng Millioun! Dat ass en Immobiliekreditt. Ech gedenken, vläicht iergendeng Kéier eppes domadder ze maachen." Ech mengen, dat ass an der Optik vun der Saach. An natierlech ginn déi Analyse vun deene Banke genauestens gemaach.

Dat zielt och hei bei enger Europäescher Investitiounsbank. Wann déi e Projet mécht, eng Transformation énergétique, zum Beispill, oder eng Infrastruktur, eng Stroosseninfrastruktur, eng Eisebunn, déi an iergendengem Land gebaut gëtt, jo, dann hätt déi och gären Ableck an Asiicht, wéi déi Suen, déi sous forme vu Prêt gefrot ginn, och genotzt ginn. Dat schéngt mer awer an dem Sënn vum System ze sinn. Well déi Bank ass drop beduecht, hiren Triple-A ze halen. An duerfir muss se sech natierlech och an hirer interner Gouvernance un déi Reegelen halen, déi eeben dofir néideg sinn.

An ofschléissend: Jo, Lëtzebuerg investéiert staark op dem afrikanesche Kontinent. Ech fannen, dat ass och richteg. An et huet een – den Här Arendt – gesot: „Et ass net nëmmen Entwécklungshëllef." Neen, déi Approche vun der Regierung ass net onbedéngt déi, ëmmer just e Retour économique ze hunn – jo, mir kucken och dono, dat schéngt mer legitimm ze sinn –, mee et gëtt och virun allem gekuckt, dass a Projeten investéiert gëtt, déi net einfach en Deboursement vu Sue sinn, mee déi och fir Lëtzebuerg en ekonomeschen Impakt hunn.

Ee vun deenen Impakter ass och deen, dass mer eng ganz Rei vun Obligatiounen – den Här Bauer hat dat ganz am Ufank gesot – op eiser Lëtzebuerger Bourse cotéiert hunn. Dat gëtt natierlech net de volle Retour économique, mee déi Kooperatioun, déi mer mat där Bank hunn, leeft gutt.

A besonnesch – ech hat dat schonn an der Finanzkommissioun gesot – deem neie President vun där Bank ass dru geleeën, dass Afrika iwwert dee Wee hei net als Empfänger vu Kooperatiounssue fonctionéiert, mee op Aenhéicht Finanztransaktioune mécht mat den eenzelnen Aktionäre vun der Bank, an dozou zielt och Lëtzebuerg.

Nun, wéi héich ass eis Kooperatiounshëllef? Och dat muss ee wëssen: Am Joer 2024 – dat si konteméisseg déi lescht Zuelen, d'Chamber huet déi jo – hu mer 551,71 Milliounen investéiert um Niveau vun der Kooperatioun, also der Entwécklungszesummenaarbecht. An dovunner si praktesch 42,9 % brutto bilateral Hëllef op dem afrikanesche Kontinent gewiescht.

An eng lescht Fro, dat war déi: Wéi ka Lëtzebuerg awierken op d'Politick vun der African Development Bank oder anere multilaterale Banken, wou mer Member sinn? Jo, de Finanzminister, dat ass traditionell esou zu Lëtzebuerg, ass an all deene Banken ex officio Gouverneur – also net, well et de Gilles Roth ass, mee well all Finanzminister vu Lëtzebuerg do ex officio Gouverneur ass. An anere Länner ass dat ofwiesselnd mol de Finanzminister oder den Zentralbankchef. Jo, do ass alljoers e sougenannten Annual Meeting an do gëtt een och gefrot, eng Interventioun ze maachen. Dat sinn an der Reegel zwou Minutten, wou da jiddweree seng Bemierkungen do mécht. Dat ass méi generell Politick.

Fir konkreet Projeten ze beaflossen, dat geschitt direkt oder indirekt iwwert dee Beamten – meeschtens hu mer nëmmen een –, deen an deene Banken ass. Mee do si mer oft als Lëtzebuerger, dat zielt besonnesch beim FMI a bei der Weltbank, héich ugesidelt, soudass mer do schonns en Afloss hunn an deene Kommiteeën, fir ze froen, wat fir eng Projeten aus eiser Siicht an den eenzelnen Empfängerlänner sollte verstäerkt ënnerstëtzt ginn oder net. An déi Politick, déi do vertruede gëtt, ass natierlech en ligne mat deem, wat mir hei soen.

A virdrun ass ugeklongen: Blue Economy, dat heescht alles, wat mat Waasser ze dinn huet; Green Economy; Transition énergétique – et ass natierlech kloer, dass Lëtzebuerg sech och an deene Gremie derfir staarkmécht, dass Suen zum Beispill a Solaranlagen um afrikanesche Kontinent, an der südlecher Hemisphär ganz oft an d'Blue Economy investéiert ginn. Firwat? Well – an ech kommen do erëm zréck – eis Fongenindustrie a virun allem och eis Bourse, d'Green-Exchange-Bourse, dora spezialiséiert ass a well mer op deene Felder éischter e Retour économique hunn.

Ech mengen, elo war ech komplett. Nach eng leschte Fro: Ass dat hei schonn eng Kéier geschitt bei enger anerer multilateraler Bank? Ech hu versicht, déi Informatioun séier aus dem Ministère ze kréien. Jo, anscheinend temporaire 2021 bei der Developpementsbank vun dem Conseil de l'Europe. Et gëtt jo eng Rei vu Leit, déi an dem Conseil de l'Europe vertruede sinn, an do huet d'Chamber … Ech hunn dat elo net, well …

(Interruption)

Do huet d'Chamber 2021 e Gesetz gestëmmt, fir och déi Méiglechkeet vun der Kapitalerhéijung ouni Abezuele bis 2023 ze hunn. Laut mengen Informatiounen, déi ech awer just iwwer WhatsApp elo kritt hunn, wier awer déi Autorisatioun vun 2021 bis 2023 net doriwwer eraus verlängert ginn.

Ech mengen, Här President, da wier ech relativ komplett gewiescht, mee selbstverständlech, wann nach Froe sinn, sinn ech gär bereet, déi ze beäntweren.

M. Claude Wiseler, Président | Ech gesinn, den Här Haagen huet nach eng Fro, wann Der erlaabt, Här Minister. Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, ech hunn eng kuerz Fro, Här Minister. Et ass richteg, iwwert d'Aktionariat, wa gefrot gëtt vun der Banque africaine de développement, d'Kapital ze erhéijen … Dat ass alles an der Rei, dat ass jo och mentionéiert. Meng Fro war e bëssen, fir op de Wee ze goen: Wann de Rating an d'Luucht geet – en ass jo elo erofgestuuft ginn –, dann hu mir jo och, denken ech, als Lëtzebuerg eng Optioun fir ze callen.

Dee Moment kéinte mir jo Actionnaire direct ginn, ouni datt d'Banque africaine de développement eng Augmentation de capital maache géif, well d'Valeur vun den Aktie jo an d'Luucht gaange wier. Wier dat méiglech? Ass dat esou virgesinn oder ass dat net esou virgesinn?

An dann ass jo d'Fro: Gëtt do déi selwecht Procedure geholl? Well da misst ee jo um Aktiemaart direkt aktiv ginn. Wéi muss een dat gesinn um Niveau vun der Bourse par rapport zu der Valeur vun deenen Aktien?

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Also, ech stinn hei virun der Chamber an der Ëffentlechkeet. Ech kann Iech op deen Detail do net äntweren.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Dat, woufir ech mech engagéieren, ass, dass mer déi Äntwert do an der Finanzkommissioun liwweren.

Generell ass awer d'Reegel bei alle multilaterale Banken, dass Der net einfach kënnt soen: „Ech wëll elo meng Part an dem Aktionariat erweideren." Do spillt déi Solidaritéit. Well zum Beispill an der latäinamerikanescher Entwécklungsbank, do wëlle mer en Deel vum Kapital. Dat kréie mer awer nëmmen, wa vun aneren, déi elo schonns Member sinn an deem Kapital, Deeler fräigi ginn. Dat heescht, och do spillt eng gewësse Solidaritéit, et spillt e gewëssenen Equiliber.

Wéi dat sech genau technesch ofwéckelt, dat wëll ech elo net hei ouni Fangnetz an der Ëffentlechkeet, dat musst Der verstoen, an engem Plenum soen. Ech liwweren awer gären no Récksprooch mat de Beamten déi Detailinformatiounen an der Finanzkommissioun no.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen och Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8621 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8621[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8621 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Checkt wannechgelift nach eng Kéier, ob jiddweree seng Procuratioune matgeholl huet an ob och jiddwereen ofgestëmmt huet. Voilà. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also

ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Corinne Cahen) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Liz Braz), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

9. 8628 – Projet de loi portant modification :

1° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et

2° de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs,

en vue de la transposition de la directive (UE) 2024/927 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les directives 2011/61/UE et 2009/65/CE en ce qui concerne les modalités de délégation, la gestion du risque de liquidité, les déclarations à des fins de surveillance, la fourniture de services de dépositaire et de conservation ainsi que l'octroi de prêts par les fonds d'investissement alternatifs

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour, dem Projet de loi 8628, der Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv, fir d'Reglementéierung vun Investitiounsfongen zu Lëtzebuerg ze moderniséieren. Et ass e Basismodell. Dir kennt de Modell. Ageschriwwe sinn: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn et hei mat engem zimmlech technesche Gesetzesprojet ze dinn, deen awer e groussen Impakt op eis Finanzplaz huet a virun allem och op eis Fongenindustrie.

Konkreet setze mir eng europäesch Direktiv ëm, déi sougenannten „AIFMD-2-Direktiv", déi u sech zwou Haaptfongendirektiven ofännert. Dëst geschitt an de Beräicher vun der Delegatioun, der Gestioun vum Liquiditéitsrisiko, den Deklaratiounen, déi am Kader vun der Iwwerwaachung gemaach ginn, de Services de dépositaire et de conservation esouwéi de Prêten, déi alternativ Investmentfongen accordéiere kënnen.

Duerfir ginn dann och zwee vun eisen Haaptgesetzer an dësem Beräich geännert: engersäits d'modifizéiert Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'OPCVMen, also d'Organismes de placement collectif en valeurs mobilières, an anerersäits d'modifizéiert Gesetz vum 12. Juli 2013 iwwert d'GFIA, also d'Gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs.

Wourëmmer geet et ganz konkreet an dësem Gesetzesprojet? Konkreet gëtt en harmoniséierte Kader geschaf fir europäesch Fongemanager, fir dass séchergestallt gëtt, dass d'Investisseuren iwwerall an der EU d'selwecht geschützt ginn. Hei gëtt nom Prinzipp verfuer, dass just d'Direktiv an nëmmen d'Direktiv ëmgesat gëtt.

Mat dëser Direktiv gëtt och den Zougang zu alternative Finanzéierungsméiglechkeete méi einfach gemaach. Fongen däerfen an Zukunft och Prête maachen. Duerfir ginn harmoniséiert Reegelen opgestallt, déi en effikasse Bannemaart fir d'Prête vun den alternativen Investmentfonge schafe sollen.

D'Direktiv huet d'Optioun virgesinn, dass eenzel Fongen och d'Méiglechkeet kréien, Kreditter u Privatpersoune kënnen ze verginn. D'Regierung huet awer op dësem Punkt decidéiert, dës Optioun net ze zéien, also dass keng Kreditter zu Lëtzebuerg vun engem Fong kënnen u Privatkonsumente vergi ginn.

Une voix | Ganz gutt!

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Dëst ass zum Schutz vum Privatkonsument geduecht. Retailbanke bleiwen hei weiderhi fir d'Consommatiounsprêten un d'Leit zoustänneg.

An der Finanzkommissioun sinn zu dësem Punkt eng Rei pertinent Froen opgeworf ginn, zu deenen de Finanzminister souwuel mëndlech wéi och schréftlech Informatioune ginn huet.

Weider gëtt mat dësem Gesetzesprojet och d'Lëscht vun de sougenannte „services auxiliaires", déi e Fongemanager kann ubidden, erweidert. Dëst ass e wichtegt Element an der Regierung hirer Strategie, fir geziilt Fongemanager op Lëtzebuerg unzezéien. Fongemanager wäerte Funktiounen an Aktivitéiten, déi se elo scho fir hir eege Fongen ubidden, an Zukunft och fir Drëttpersoune kënnen ubidden.

Da kënnt et bei enger sougenannter „Delegatioun" zu kenger fundamentaler Ëmännerung, mee et gëtt präziséiert, dass verschidden Informatioune betreffend d'Modalitéite vun der Delegatioun mussen esouwuel bei der Demande d'agrément wéi och periodesch duerno kommunizéiert ginn.

Eng weider Neierung duerch d'Direktiv ass, dass en harmoniséierte Kader fir sougenannte „Liquidity Management Tools" an der Europäescher Unioun geschafe gëtt. Dat sinn Outils de gestion de liquidité, also Instrumenter a Mechanismen, déi et de Gestionnairë vun alternativen Investmentfongen erlaben, d'Liquiditéit vun hire Fongen ze steieren an ze schützen.

Da gëtt et an Zukunft méiglech fir Länner, wou wéineg Offer un Depositairen ass, och op Depositairen an anere Länner zréckzegräifen. Zu Lëtzebuerg hu mir e ganz kompetitive Marché un Depositairen, mee elo kënnen alternativ Investmentfongen aus anere Memberlänner op Lëtzebuerger Depositairen zréckgräifen.

D'Kollekt vun Donnéeën, déi un d'Iwwerwaachungsautoritéite weidergereecht ginn, gëtt och verstäerkt. Dëst ass, fir méi séier eventuell Risiken ze entdecken a géigenzesteieren. Och d'Investisseure sollen an Zukunft méi Informatiounen zur Verfügung gestallt kréien.

Des Weidere präziséiert d'Direktiv dann och nach Substanzufuerderungen, déi souwuel fir d'UCITS, d'UCITS-Manager an d'AIFMe gëllen.

Schlussendlech ginn och nach verschidde cibléiert Ännerunge virgeholl, wéi d'Reegelen iwwert d'Zesummenaarbecht tëschent de verschiddenen zoustännegen Autoritéiten an d'Ufuerderungen un Drëttstaaten am Kader vun der Direktiv iwwert d'alternativ Investmentfongen.

Fir den Detail vun dëse Mesüren an doriwwer eraus verweisen ech op mäi schréftleche Rapport.

Une voix | Ganz gutt!

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice | Vun de verschiddene Beruffskummere loung keen Avis zum Gesetzestext vir. Wat den Avis vum Staatsrot betrëfft, sou huet hien zwou formell Oppositiounen ausgeschwat, déi mir awer einfach konnte léisen. Et ass konkreet ëm d'Formulatioun „peut fournir" gaangen, wou de Staatsrot no enger méi direkter Formulatioun gefrot huet. Deenen zwou Oppositioune konnte mir Rechnung droen, andeems mir „peut fournir" duerch „fournit" ersat hunn.

(Interruption)

Dann huet de Staatsrot nach zwou weider Remarke gemaach, wou d'Finanzkommissioun awer decidéiert huet, beim initialen Text ze bleiwen. Och hei verweisen ech fir d'Detailer op mäi schréftleche Rapport.

Domadder wier ech fäerdeg als Rapportrice vun dësem Gesetzesprojet an ech géing weiderfueren als mandatéiert Spriecherin vu menger Fraktioun.

Discussion générale

Här President, alternativ Investmentfonge sinn e wichtegt Standbee vun der Lëtzebuerger Finanzplaz, e Marché, dee sech weiderhi ganz staark entwéckelt. Am Dezember 2024 ware 36 % vun den Investmentfongen alternativ Investmentfongen. Si haten deemools e Volume vun 2,6 Trilliounen Euro (veuillez lire: 2,6 Billiounen Euro).

Lëtzebuerg ass féierend an dësem Beräich an der EU. A grad dofir ass et esou wichteg, dass eise legale Kader Schratt hält an nei Expansiounsméiglechkeete schaaft.

De Finanzminister huet an der Kommissioun präziséiert, dass mir no Rumänien dat zweet Land sinn, dat dësen Text ëmsetzt. Mir sinn also net grad First Mover, mee Second Mover.

Eng vun den Haaptzilsetzunge vun der Direktiv ass den Zougang zu alternative Finanzéierungsquelle fir d'Realwirtschaft. Dës Zilsetzung deele mir. Gläichzäiteg wäert d'Kredittvergab u Konsumenten zu Lëtzebuerg duerch alternativ Investmentfongen net erlaabt sinn. Doduerjer bleiwen dës Fongen zu Lëtzebuerg op professionell institutionell Clienten ausgeriicht. Innovatioun a Konsumenteschutz ginn also Hand an Hand.

Ënnert dësem neie Regimm ginn d'Reegelen zu Delegatioun a Substanz weider präziséiert. Dës harmoniséiert Reegele bedeiten am Allgemenge weesentlech méi Kloerheet, an dësem Fall éischter regulatoresch

Konvergenz wéi nei Contrainten, well si loossen nämlech manner Spillraum fir national Elenggäng. Fir Lëtzebuerg sinn déi nei Reegelen éischter eng Formaliséierung vu bewäerter Praxis wéi eppes komplett Neies.

E prezise legale Kader ass och ëmmer d'Viraussetzung fir eng gutt Iwwerwaachung. Lëtzebuerg huet op Iwwerwaachungsniveau eng zolidd Expertis, och am Hibléck op alternativ Investmentfongen. A grad dat schaaft Vertrauen.

Här President, mir beweise mat dësem Gesetzesprojet, dass mir a komplexe Sachverhalter fäeg sinn, schnell ze handelen, fir den néidege legale Kader ze schafen. Heimadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Madamm Adehm villmools Merci fir hire schréftlechen a fir hire mëndleche Rapport. An dann huet den Här André Bauler d'Wuert. Här Bauler.

M. André Bauler (DP) | Jo, merci villmools, Här President. Ech ka mech relativ kuerz faassen no deem explizitte Rapport vun der Madamm Adehm. Si huet et op de Punkt bruecht, andeems se gesot huet, datt d'Fonds d'investissement alternatifs hei zu Lëtzebuerg an eisem Finanzökosystem – oder -ekosystem – wierklech eng wichteg Roll spillen a se natierlech och zur Diversifikatioun vun dësem System bäidroen.

Duerch déi genannten Direktiv ass en harmoniséiert EU-Reegelwierk geschaf ginn, fir de Finanzement vun eiser Realwirtschaft och mat Hëllef dann eebe vun de Fongen ze encadréieren. Dëst kënne Virdeeler si fir Betriber, déi soss keng Finanzéierungsméiglechkeeten hunn. Dobäi handelt et sech jo dacks ëm jonk Betriber, déi awer ganz innovativ sinn an déi natierlech och bereet sinn, méi Risiken op sech ze huelen.

Datt si net esou einfach bei enger klassescher Bank Sue geléint kréien, dat huet sécherlech ënnerschiddlech Ursaachen. Entweeder ass et ze komplizéiert, Suen ze léinen oder de Risiko ass den traditionelle Finanzhaiser ze grouss.

Déi alternativ Investmentfonge kënnen och, wat a sou engem Fall ze verstoen ass, méi héich Zënse froen, déi déi betraffe Betriber awer prett sinn ze bezuelen, well se soss keng Alternativ hunn.

An deem Sënn ergänze sech d'Bankewelt an déi alternativ Investmentfongen an ënnerstëtzen esou eise wirtschaftleche System, deen nëmme laangfristeg iwwerlieft, wann en haut innovativ ass a bereet ass, nei, jo, dacks och méi risikoräich Weeër ze goen.

Op där anerer Säit ass et awer aus eiser Siicht nëmme richteg, datt d'Privatleit iwwert dëse Wee kee Prêt à la consommation kënne kréien, wat ganz am Sënn vum Konsumenteschutz ass.

Dat gesot, gëtt meng Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, hir Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet. Ech soen Iech Merci a wënschen Iech alleguer nach, sollt Der den Owend eppes virhunn, e schéine Fetten Donneschdeg.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Bauler. Dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. D'LSAP-Fraktioun gëtt hiren Accord zu dësem wichtege Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Haagen. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech mengen, et ass alles gesot ginn. A mir ginn och den Accord als ADR.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ginn och den Accord vun deene Gréngen zu dësem Text.

Mir haten an der Kommissioun op Ureegung vum Här Fayot och nach iwwert d'Prêten insgesamt geschwat. Ech denken, dass et wichteg ass, och dat vläicht am A ze behalen an ze kucken, wéi dat evoluéiert, an ech denken, dass mer jo souwisou am konstanten Austausch sinn an Der eis bestëmmt och nach kënnt soen, wann dat heite bis en vigueur ass, wéi eng Implikatiounen a Repercussiounen dat dann huet.

A fir de Rescht fannen ech et natierlech extreem positiv, dass Lëtzebuerg op de Wee gaangen ass, d'Prête fir d'Consommateuren, wéi et elo hei am Text virgesinn ass, auszeschléissen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. No deem ganz komplette Rapport an der nach méi kompletter Interventioun vum Här Bauler kann een u sech net méi vill dozou soen, ausser wierklech, datt et hei wichteg ass, datt mer de Konsumenteschutz nach eng Kéier gestäerkt hunn an och wierklech oppassen, datt deen och weider protegéiert wäert sinn, och bei grenziwwerschreidende Geschäfter.

Mir haten an der Kommissioun e puer Diskussiounen driwwer, wat geschitt, wann eng belsch Entitéit dat um belschen Territoire, awer fir e lëtzebuergesche Citoyen offréiert. Ech mengen, do musse mer einfach e bëssen oppassen, datt mer och mat eisen Nopeschlänner oppassen, wat si dann och fir Optiounen zéien, wa se et ëmsetzen, an deementspriechend dann och dat e bëssen am A behalen. Wéi d'Madamm Tanson gesot huet: Mir sinn do jo am permanenten Austausch. Dat fanne mer dann och séier eraus a kënnen eventuell nosteieren.

Dat gesot, gi mir eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Wa mir et richteg verstinn, erlaabt dëst Gesetz jo, eppes ëmzesetzen, wat mir fir eis selwer jo och net wëllen. Dofir hu mer jo justement och Lëtzebuerger Konsumenten ausgeschloss. Dat ass richteg. Mee schlussendlech gi mer jo an déi Richtung ze soen, datt d'Fongenindustrie, y compris déi alternativ Fongen, elo Prête ka verginn.

Et gëtt souwisou och warscheinlech vill Länner, wéi mer wëssen, déi dat och guer net wäerten erlabe fir hir eege Bierger. Mee et ass awer net auszeschléissen, datt dat geschitt. Mee mir protegéieren eis selwer mat dëser Mesür. Dat heescht u sech, et ass jo normal: Dat, wat een de Schwäin ze iesse gëtt, ësst ee jo selwer net! Ech interpretéieren dat e bësse méi esou an déi Richtung.

An et ass jo awer och eng Mesür, déi u sech a Richtung vun enger Kapitalmaartunioun geet, wou och schlussendlech d'Fongen ëmmer méi Afloss kréien an der ekonomescher Direktioun, wat de Risiko vu systeemesche Krisen nach erhéicht. An et ass net fir näischt, datt d'Lénks-Fraktioun am Europäesche Parlament als leider eenzeg Fraktioun géint dës Direktiv gestëmmt huet. An deementspriechend wäerte mir, esou wéi ech et verstanen hunn, och als eenzeg Sensibilitéit hei an der Chamber dergéint stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat ass dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da kéint d'Regierung d'Wuert huelen. D'Wuert huet elo den Här Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Ech mengen, d'Madamm Adehm huet ganz gutt preziséiert, wat d'Haaptpunkte vun dëser Direktivëmsetzung sinn. Ech wëll dat net verlängeren, mee dat hei ass e wichtegt Gesetz fir den Developpement vun eiser Finanzplaz. An duerfir sinn ech frou, dass dat eng large Zoustëmmung kritt.

Mir hu bal 8.000 Milliarden – 8.000 Milliarden Euro! –, déi iwwer Lëtzebuerger Fonge geréiert ginn. 8.000 Milliarden! An dat soll een ëmmer am An hunn. An en Deel vun eisem Wuelstand an en Deel vun eisem Lëtzebuerger Sozialmodell gëtt och iwwert deen hei Wee finanzéiert.

Nichtsdestotrotz heescht dat awer, dass ee bei der Ëmsetzung vun dësen Direktive sécherlech engersäits am Interessi vun dem Finanzstanduert Lëtzebuerg muss agéieren. Mee anersäits muss een, wat hei déi Fro ass, och de Schutz vum Konsument am An hunn.

Dat ass vun alle Fraktiounen, mat Ausnam vun déi Lénk, mengen ech, ënnerstrach ginn. Ech verstinn d'Approche, déi Dir politesch hutt. Ech deelen déi awer net. Nee, ech deele se net. Ech soen Iech och ganz kloer, firwat: Lëtzebuerg steet hannert där Spuer- an Investitiounsunioun, well et weesentlech ass fir d'Kompetitivitéit vun Europa. An dat geet wäit iwwert d'Finanzdéngschtleeschtungen eraus. Mat der Spuer- an Investitiounsunioun maache mer eppes, fir dass mer zousätzlech zu rengem Bankfinanzement och e Finanzement iwwert d'Bedeelegungen a Betriber, direkt oder indirekt, erwierken. An do hu mer e groussen Nachholbedarf par rapport zu Amerika notamment, zu anere Regiounen, zu anere Kontinenter vun der Welt, an duerfir musse mer dat verdéiwen. An dozou gehéieren natierlech och déi gesamt Suen, déi iwwert d'Fongen an, ech soen, eleng iwwer Lëtzebuerg lafen. Jo, mir sinn den zweetgréissten international ausgeriichte Fongestanduert, mee déi 8.000 Milliarden, déi hei an de Fongen zu Lëtzebuerg sinn, déi si jo net einfach nëmmen esou hei, mee déi ginn all Dag an d'Realwirtschaft investéiert.

Et ass eng Prezisioun, déi gefrot gëtt. An ech huelen dat Engagement vis-à-vis vun der Madamm Tanson hirer Fro. Jo, ech mengen, mir sinn, wann elo alles riichtgeet, déi Zweet no Rumänien, déi dës Direktiv ëmsetzen. Do kommen der also nach 25 no eis. Ech mengen, et ass richteg a wichteg, dass ee suivéiert, wat fir eng Klauselen an deenen eenzelne Memberstaaten, besonnesch dat, wat d'Konsumkreditter ubelaangt, ëmgesat ginn an net ëmgesat ginn. An ech engagéiere mech och dofir, reegelméisseg doriwwer Rapport ze maachen.

Mee nach eng Kéier, hei ass et kloer: Déi alternativ Fonge kënnen an Zukunft Prête maachen, mee fir d'Realwirtschaft. An dat sinn haaptsächlech och Kleng- a Mëttelbetriber, déi bei enger Bank, dat muss een awer och kucken, vläicht net onbedéngt méi an d'Eligibilitéit kommen, fir e Prêt ze kréien. Dat geschitt heiriwwer natierlech och vläicht dann zu anere Konditiounen, wéi dat bei der Bank ass. Dat ass also fir Acquisitioun vun Immobilien, et ass fir Infrastrukturprojeten, Immobilieprojeten, an d'Entreprisë kréien natierlech och déi Prêten, wa se doriwwer fueren, fir hir Gesamtaktivitéit ze stäipen.

Wichteg ass – an dat huet d'Madamm Adehm gesot –, dass mer och d'Attraktivitéit vun de Fongemanager an hir Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg stäerken. An ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck: Mir haten eng e bësse méi divergent Diskussioun iwwert dee sougenannte Carried-Interest-Regimm, wou, ech verstinn dat, net jiddweree mat der Approche vun der Regierung d'accord war. Dat war, fir d'Presenz vu Fongemanager zu Lëtzebuerg ze verstäerken. Firwat? Well mer dovun ausginn, dass de Fongemanager, dat heescht, deen den Haaptunterneemer am Fong ass, dee seet, wat fir eng Strategie implementéiert gëtt, deen och seet, wou de Fong sech weider etabléiert ... Fir déi op Lëtzebuerg ze zéien – an dat ass jo net ouni Succès, wéinstens am Ufank elo mol –, wëlle mer och d'Aktivitéite vun de Fongemanager méiglechst breet, sou wéi d'Direktiv dat erlaabt, hei zu Lëtzebuerg stäerken. Duerfir, och op deem Punkt, mengen ech, kucke mer, hei de Maximum aus der Direktiv erauszehuelen.

Fir de Rescht wëll ech mech deem uschléissen, wat d'Madamm Adehm gesot huet op dem Niveau vun der Presentatioun. An ech soen der Chamber Merci, dass mer dee Projet hei esou schnell wéi méiglech konnte verabschiden. De legislative Prozess huet inklusiv Conseil d'État gutt geklappt, och déi Diskussioun, déi mer de Mëtten haten. An ech freeë mech duerfir op eng breet Zoustëmmung. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi dann ofgeschloss.

An da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8628 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8628[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8628 et dispense du second vote constitutionnel

An ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Charles Weiler (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. André Bauler), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt (par Mme Corinne Cahen), Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Ben Polidori), Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. Heure d'actualité du groupe politique LSAP au sujet de la mise en œuvre du Plan national santé

An da komme mer nach zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour, dat ass eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Ëmsetzung vum Plan national de santé, déi d'LSAP-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass am Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. D'Auteure vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten, jiddwer Fraktioun a Sensibilitéit 5, d'Regierung 15. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Françoise Kemp, den Här Gérard Schockmel, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. D'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Paulette Lenert als Vertriederin vun der LSAP-Fraktioun. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Ech kommen zréck op e Plang, deen a sengem drëtte Joer ass. En ass adoptéiert gi vun der viregter Regierung am Juni 2023 no engem laangwierege Prozess. Et ware ganz vill Aarbechtsgruppen, Consultatiounen, Gesondheetsdëscher, an dat Ganzt huet gemündet an engem strateegeschen Dokument, dat d'Richtung sollt uginn, dat och à la base eng ganz kritesch Analys vun eisem System ass. Kritesch net als Selbstzweck, mee einfach fir ze gesinn, wou déi grouss Defie sinn, deenen de Gesondheetssystem an deene kommende Jore muss entgéintkucken, wëssend, dass mer grouss demografesch Erausfuerderungen hunn.

Mir si ganz vill gewuess, mir hunn eng Altersstruktur, déi sech ännert, ëmmer méi eeler Leit, mir hunn ëmmer méi Frontalieren, déi an eise System kommen, alles dat ass eng grouss Erausfuerderung. A parallell dozou wësse mer jo och, dass et beim Nowuess am Secteur, sief et bei de Medezinner, sief et bei deenen anere Gesondheetsberuffler, net esou gutt ausgesäit. D'Zuele leien oppen am Plang, wat do op eis duerkënnt.

Ech gi ganz bewosst net op den Detail vun deem Plang an, dat wär sécherlech keng Aktualitéitsfro. Firwat haut eng Aktualitéitsfro? Majo, well dee Plang u sech deemools hei am Haus presentéiert ginn ass an och vun der deemoleger Regierung ugeholl ginn ass a mer eigentlech ganz frou waren, op alle Fall op onser Säit, dass déi nei Regierung sech zu der Ëmsetzung vun deem Plang bekannt hat am Ufank, wéi Dir ugetruede sidd, Madamm Minister. A mir waren deemno ëmsou méi erstaunt, wéi déi viregte Sessioun, ech mengen, et war den 21. Januar, eis Motioun, fir dann ee Baustee vun deem Plang ëmzesetzen, grad an engem Beräich, deen eis prioritär an och aktuell schéngt am Moment, nämlech dee vun der Qualitéit vun de Soinen, verworf ginn ass.

An dofir haut déi Ufro, fir ze froen: Wou sti mer? Mir sinn an der Mëtt vun der Legislaturperiod, grosso modo, a vill vun de Projete loossen op sech waarden. Et si vill Saachen, déi duerchaus berechtegt an deem Plang do zréckbehale gi sinn. Ech erënnere just un d'Reform vun de Gesondheetsberuffer zum Beispill, ganz dréngend, wou wierklech vill Drock vum Terrain war, och scho Consultatiounen ugefaange gi sinn ënnert der viregter Regierung, fir déi Attributiounen ze aktualiséieren, fir déi Beruffer erëm attraktiv ze maachen an och d'Formatioune kënnen unzepassen. Do waarde mer. Mir haten ee Joer Zäit ginn, dunn hate mer nogefrot – ech mengen, dat ass elo och scho méi wéi e Joer hier, dat war am Januar d'lescht Joer –, wou dat drun ass. Da krute mer gesot: „Dat kënnt nach, dat kënnt nach." Elo si mer nach e Joer méi spéit an et freet ee sech esou lues: Ass dat elo awer nach eng Prioritéit? Also, duerch déi Zäit, déi vergeet, komme méi där Froen.

Et gëtt aner Beräicher, ech huelen der just e puer: Dat eent sinn d'Gesondheetsberuffer, déi natierlech ganz wichteg sinn. Wa mer wëllen attraktiv sinn, musse mer déi reforméieren. Dat hëlt jo och Zäit. De legislative Prozess hannendrun hëlt och nach eng Kéier Zäit. D'Abanne vun den Apdikten zum Beispill, och do ware vill Reflexioune ronderëm de Gesondheetsdësch, wéi een d'Apdikter ka mat abréngen. D'Carte sanitaire extrahospitalière, fir Beispiller ze ginn, déi eis Daten a Fakte géif bréngen, déi mer elo fir den Hospitalier zum Gléck hu mat der Documentation hospitalière, déi ganz wäertvoll ass. An nach där Saachen.

Ech maachen et relativ kuerz haut, well d'Fro ass eigentlech deen ëmgedréite Wee. D'Fro ass: Gëtt et aner Domänen an deem Plang, wou Dir haut net méi derhannertstitt? A wat sinn d'Grënn dofir? A wat sinn aner Prioritéiten, déi vläicht vun Iech gesat gi sinn? Wär et dann net de Moment, dee Plang ze iwwerschaffen?

Fir eis war et op alle Fall iwwerraschend ze héieren, dass grad am Beräich vun der Qualitéit eeben do vun deenen zwou Regierungsparteien ofgewonk ginn ass, wéi déi Motioun komm ass, well et eigentlech als konstruktiven Input geduecht war, fir grad an der aktueller Stëmmung, déi mer hunn, wou d'Patienten duerch aktuell Affären nun eeben emol extreem veronséchert sinn, do eppes eranzeginn an eng Pist ze ginn, wou ee kéint an de System eraninvestéiere fir méi Previsibilitéit, fir dem Patient och ze weisen: „Och Dir zielt an deem ganze System!" Egal wéi en Traitement ziilt drop of, dass et dem Patient herno soll iergendwou besser goen. A wann een dat systematesch erhieft an d'Patienten dat wëssen, mengen ech, schaaft dat wierklech Vertrauen. Voilà.

Ech faasse mech kuerz a sinn herno gespaant op Är Äntwert. Wéi gesot, fir eis ware sämtlech Punkten an deem Plang wichteg. Et hätt een en nach kënne méi ausbauen, ass deemools kritiséiert ginn, e géif net wäit genuch goen. Mee, jo, mir gesinn net richteg, firwat verschidden Deeler do elo net méi am Vierdergrond sti respektiv carrement net méi gewënscht sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Françoise Kemp. Madamm Kemp.

Débat

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt als Éischt de Kolleege vun der LSAP Merci soe fir d'Ufroe vun dëser Aktualitéitsstonn.

De sougenannte Plang war eng vun de leschten Aktioune vum Gesondheets- a Sozialversécherungsministère virun de Walen 2023. E faasst d'Resultater vum Gesondheetsdësch zesummen a setzt Zeechen an dräi Beräicher: éischtens, de

Gesondheetszoustand vun den Assuréen ze verbesseren; zweetens, de Behandlungsparcours vun de Patienten ze verbesseren; an drëttens, de Fonctionnement vum System ze verbesseren.

Dat war keng Revolutioun. Dat war einfach dat maachen, wat d'Gebot vun der Stonn war, fir dem Patient méi séier déi Soinen unzebidden, déi e brauch, aus dem Constat eraus, datt de Gesondheetssystem mat enger alternder Bevëlkerung an enger Penurie u qualifizéiertem Gesondheetspersonal viru groussen Erausfuerderunge steet.

Eent steet awer fest: D'Problemer, déi deemools an engem laange Prozess identifizéiert goufen, riskéieren, nach méi grouss ze ginn, wa mir näischt maachen.

E kuerze Rappell vun den Haaptproblemer: ze laang Waardezäiten, besonnesch an den Urgencen a beim IRM, eng ze stationär Hospitaliséierung, eng ongenügend territorial Couverture, keng Vernetzung vun den néidegen Donnéeën a vill Bürokratie. Kuerz gesot, de Gesondheetssystem, wéi mir en 2023 beim Opstelle vum PNS virfonnt hunn, war staark verbesserungswürdeg. Dem Patient seng Receptioun, déi mir reegelméisseg erugedroe kruten, war geprägt vun ze laange Waardezäiten an engem schlechten Accès.

An e bësse méi wéi zwee Joer huet d'Regierung mat der Gesondheetsministesch Martine Deprez éischt wichteg Schrëtt gemaach, fir dëst ze verbesseren: D'Offer un IRMe gouf erhéicht mat der Mise en place vun engem Site supplémentaire radiologique op der Cloche d'Or an am Zentrum vu Gréiwemaacher gouf kierzlech en neie Mammograf installéiert, am zweete Site supplémentaire, dee seng Dieren opgemaach huet. Hei kann de Patient ausserdeem op en Traitement de jour non chirurgical an op Traitements oncologiques zeréckgräifen.

Mat der Campagne „I love my Hausdokter" hu mir et fäerdegbruecht, de Beruff vum Generalist erëm an de Mëttelpunkt vun den Diskussioune ronderëm d'Soins primaires ze stellen. Sou konnte mir d'Bevëlkerung derfir sensibiliséieren, datt an deene meeschte Fäll den Hausdokter déi éischt Ulafstell ass an net d'Urgence. Dëst wäert mëttelfristeg zu enger Reduzéierung vun de Waardezäiten an den Urgencë féieren.

Mam Paiement immédiat direct, dee vun ëmmer méi Dokteren agesat gëtt, schafe mir eng grouss administrativ Vereinfachung fir de Patient a stäerken indirekt seng Kafkraaft, well en net méi muss op de Remboursement vun de Sue waarden, déi e virgestreckt huet.

Här President, mir hunn, wéi gesot, éischt Jalone gesat, mee et geet net ...

Une voix | Dir hutt elo lauter Saachen opgezielt, déi mir gemaach hunn. Mee dat ass ok. Maacht weider!

Mme Françoise Kemp (CSV) | Mir hunn, wéi gesot, éischt Jalone gesat, mee et gëtt nach immens vill ze maachen, well e System, deen de Patient wierklech an d'Mëtt stellt, brauch virun allem dräi Saachen: Accessibilitéit, Kompetenz a Koordinatioun. Do setzt dës Regierung d'Hiewelen un, well do ass d'Urgence am gréissten.

Här President, natierlech kann ee gären iwwer PROMs (ndlr: Patient-Reported Outcome Measures) a PREMs (ndlr: Patient-Reported Experience Measures) diskutéieren. Sécherlech hu si hir Meritten, well de Patient ëm Feedback gefrot gëtt. Si sinn awer subjektiv a schwéier ze vergläichen. D'Bewäertung vun der Péng, vun der Zefriddenheet oder vum Waarden empfënnt all Mënsch anescht.

(Interruption)

Dowéinst hu se en Deel vun engem Ganzen ze sinn. Si baséieren op engem funktionéierenden Echange vun Donnéeën. A genau dee Problem gi mir iwwert de Programm DigiSanté un, fir d'Digitaliséierung vun eisem System endlech virunzebréngen.

Här President, wann eng LSAP, déi iwwer Joerzéngten d'Gesondheetspolitick matgepräägt huet, eis elo Rotschléi wëll ginn, wéi mir dësen Duerjerneen nees an d'Rei kréien, da gesi mir dat éischter kritesch.

Bei eis steet de Patient am Mëttelpunkt a mir setzen alles drun, seng Experienz ze verbesseren ...

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

Mme Françoise Kemp (CSV) | Nee, war et net!

... mat faktebaséierter Politick a konkreeten Aktiounen. Et bleift nach vill ze dinn a mir paken et un.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gérard ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Den Här Di Bartolomeo wëllt der Madamm Kemp eng Fro stellen. Madamm Kemp, sidd Dir domat d'accord?

Mme Françoise Kemp (CSV) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo.

Une voix | Eng Fro.

M. Claude Wiseler, Président | Eng Fro, jo.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, eng Fro. Ech muss jo awer d'Introduktioun vun där Fro maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst se apaken, mee net ze vill.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech hat gemengt, mir kéinten de Mëtten hei eng Diskussioun féieren, wéi mer zesumme weiderkommen. Et erstaunt mech, dass déi nei Presidentin vun der Gesondheetskommissioun näischt Besseres bruecht huet wéi Poleemik an dem leschten Deel ...

(Interruption)

... vun hirer Interventioun a sech selwer op d'Schëller geklappt huet fir eng ganz Rei vun Decisiounen a praktesche Realisatiounen, déi nach ënnert där viregter Regierung geschitt sinn.

Ech wëll just drun erënneren, dass mer ganz laang Zäit vun där Period, déi Dir opgezielt hutt, LSAP-Gesondheetspolitick, zesummen an enger Regierung souzen ...

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... a ganz vill Saachen zesummen ugepaakt hunn, an déi net elo op de Mëschtekoup vun der Geschicht geheien.

M. Claude Wiseler, Président | Elo misst Der awer eng Fro stellen, Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech mengen, dass mer am beschten an der Gesondheetspolitick virukommen, wa mer eng Kontinuitéit ...

Une voix | Wou ass Är Fro?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | O, wësst Der, ech hunn et ganz gär, wann Der mech ënnerbriecht, well da schwätzen ech méi laang.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee ech hätt awer trotzdeem gär, datt Der géingt eng Fro stellen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Well et geet just dodrëmmer, et geet net nach drëm, eng Ried ze halen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech stellen der Madamm Kemp d'Fro, ob si der Meenung ass, ...

Plusieurs voix | A!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... dass Poleemik, wéi mer se an der Lescht méi wéi genuch an der ëffentlecher Gesondheet hunn, eis virubréngt, oder ob mer sollen un der Kontinuitéit schaffen, déi gutt Saachen, déi opgebaut gi sinn, versuergen a weider verbesseren an do, wou et Karenze gëtt, esou maachen, wéi déi viregt Regierung dat gemaach huet an och streckeweis déi jëtzeg Regierung dat mécht.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wollt d'Fro u si stellen, amplaz hei a bëlleg Poleemik ze verfalen.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Kann et sinn, dass dat eng rhetoresch Fro war?

Plusieurs voix | Jo!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Kemp, Dir kënnt drop äntweren, wann Der wëllt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Majo, dann ass et jo einfach, drop ze äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift, Här Di Bartolomeo an Här Zeimet! D'Madamm Kemp kann elo äntweren, wa se wëllt äntweren.

Mme Françoise Kemp (CSV) | Also, mir wäerte weider Akzenter setzen, en Deel an der Kontinuitéit, en Deel an eisen Iddien, déi mir gesinn, fir de Patient weiderhin an de Mëttelpunkt ze setzen, wat eis wierklech um Häerz läit. An dat wäert d'Zil sinn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dir wäert jo net un d'FindelClinic denken!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Domat ass dann elo d'Wuert fir den Här Gérard Schockmel.

Une voix | A! Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Also, fir d'éischt wëll ech der honorabeler Madamm Paulette Lenert Merci soe fir déi ganz pertinent Aktualitéitsstonn zu engem groussen a wichtege Sujet, wat den Nationalplang Gesondheet ubelaangt.

Also, wann ee kuckt, wéi déi verschidde Länner mat dem Gesondheetssystem kämpfen, dann ass een och schonn, virun allem wann een aus dem Domän kënnt, zu enger gewëssener Humilitéit ugehalen, well esou séier, wéi ee sech dat ëmmer géing wënschen, geet et natierlech net.

Dat alles steet a fält mat der Qualitéit. Ech mengen, dat brauch net weider gesot ze ginn. Mee wa mer vu Qualitéit schwätzen, musse mer och kënne Qualitéit moossen. A Qualitéit moossen heescht, datt mer iwwer Donnéeë verfügen, déi eis soen, wou mer stinn a wou mer nach musse besser dra ginn.

A wa mer also bedenken, datt eigentlech jo ëmmer gesot gëtt, datt Donnéeën d'Gold vum 21. Joerhonnert sinn – also, ech mengen, ee vun deenen Domänen, wou dat ganz besonnesch zoutrëfft, ass natierlech de Gesondheetssystem. Donnéeën erhiewen heescht emol fir d'éischt ze kucken, ob déi Akten, déi duerchgefouert goufen, och optimal duerchgefouert goufen. Dat heescht, wann e Patient operéiert gëtt, en no dräi Deeg erëm doheem ass an alles guttgeet, ass dat erfreelech. Wann et Komplikatioune gëtt an en ass amplaz dräi Deeg vläicht zwou Wochen am Spidol an e muss transfundéiert ginn, e muss Baxtere kréien, e muss vläicht nach wéinst enger Infektioun behandelt gi beziehungsweis e muss zwee Méint oder zwee Joer drop nach eng Kéier operéiert ginn, well déi éischt Operatioun net gutt war, dann ass natierlech deen Akt net korrekt gelaf. An heiriwwer brauche mer Donnéeën, fir ze wëssen, wou d'Problemer sinn, wéi gutt d'Resultater sinn. Well all déi Efforten, wann d'Patiente behandelt ginn, betreit ginn, kulminéiere jo letztlech am Behandlungsresultat.

An dofir, fir d'Behandlungsresultat systematesch ze erfaassen, gëtt et verschidde Méiglechkeeten. Mir hunn elo schonn eenzel Servicer an eenzelne Spideeler, déi fir eenzel Beräicher zertifizéiert sinn. Mee wat jo eigentlech dës Regierung proposéiert, ass, datt mer systematesch sämtlech Behandlungsresultater vun de Patienten zu Lëtzebuerg a Form vu strukturéierten Donnéeë sammelen an datt mer dat dann och mindestens eng Kéier am Joer vun de jeeweilege Spezialisten evaluéiere loossen an da genau do usetzen, wou mer gesinn, datt nach muss eppes verbessert ginn.

Ech géing soen, wa mer vun Donnéeë schwätzen, wann een zum Beispill de Value-based-Healthcare-System kuckt, ass do eigentlech eng Fuerderung, datt all déi, déi de Patient behandelen, och iwwert d'Donnéeë vum Patient verfügen. Dat ass eppes, wat mir op déi Aart a Weis net ugeduecht hunn, well wa mer zum Beispill eSanté kucken, do kann all Patient decidéieren, vu wellechen Donnéeën e wëll oder net wëll, datt se vun Therapeute gedeelt ginn. An dat mécht d'Saach komplizéiert.

Mir hunn natierlech och nach de Problem …, bon, d'Spideeler, si hunn hir Informatiksystemer, si hu verschidden Informatiksystemer, déi mussen awer natierlech capabel sinn, mateneen ze kommunizéieren an op eng gemeinsam Plattform Donnéeën ze transferéieren.

Dann hu mer natierlech déi Informatiksystemer an den Dokteschpraxen. Also, ech perséinlech sinn eigentlech éischter e Fan vun der Iddi, déi eebe vun der Value-based Healthcare propagéiert gëtt, fir ze soen: All Therapeut muss iwwert d'Donnéeën, iwwert de Patientendossier, kënnen zäitno verfügen. An dat géing natierlech bedeiten, datt mer fir eis Strategie awer vläicht emol missten driwwer nodenken, ob mer dat net e bësse méi opmaache fir de Partage vun den Donnéeën.

D'Donnéeën, wéi gesot, vun de Behandlungsresultater reegelméisseg ze evaluéieren, dat ass tatsächlech den Zweck, wéi dat am Koalitiounsaccord steet. Mir wëllen en Zentrum fir medezinnesch Exzellenz, well dat soll jo dann en onofhängegen Zentrum sinn, wou déi Behandlungsdonnéeë vun alle Patienten hikommen an dann och reegelméisseg evaluéiert ginn. A wa se evaluéiert ginn, da ginn dann do och déi entspriechend Mesüre festgeluecht. An déi Mesüre ginn natierlech suivéiert, soss huet et jo kee Wäert.

Iwwert déi Donnéeën, fir ze soen, datt e Behandlungsresultat gutt war, muss ee sech natierlech virdrun eens ginn. Et huet kee Wäert, à gogo Donnéeën ze sammelen. Dat ass dat eent. Et muss ee kucken, ob déi Akten technesch korrekt gemaach goufen. Mee souguer en Akt, deen technesch korrekt gemaach gouf, kann awer nach derzou féieren, datt de Patient letztendlech a sengem Liewen net wierklech weiderkënnt, datt em dat net wierklech weidergehollef huet.

Dat heescht, et brauch een och Indikatoren iwwert d'Patientenzefriddenheet, wat vläicht eppes e bësse méi Subjektives ass. All Patient huet säi Liewen, huet seng Erwaardungen. Mee fir all déi Informatiounen, wat do genau un Donnéeë gesammelt gëtt, fir ze soen, datt eng Behandlung erfollegräich war, do hu mer d'Méiglechkeet, wa mer dann en Zentrum fir medezinnesch Exzellenz kreéieren, wou déi ganz Behandlungsdonnéeën hikommen, déi do dran afléissen ze loossen. An do hu mer dat wichtegst Instrument, fir d'Qualitéit ze erfaassen. Well Qualitéit heescht, datt ee muss d'Qualitéit moossen. An et ass nëmmen, andeems een d'Qualitéit ka moossen, datt een och weiderkënnt a sech verbessere kann.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann …

(Interruption par Mme Paulette Lenert)

O pardon, ech hat … Ech gesinn, datt den Här Schockmel déi Fro wëllt unhuelen. Dann huet d'Madamm Lenert d'Wuert, fir eng Fro ze stellen. Awer, Madamm Lenert, eng Fro!

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, jo, jo.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Ok, dat ass an der Rei.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Jo, ech fannen d'Iddi natierlech och ganz gutt, esou en Exzellenzzentrum opzebauen, mee si musse jo awer agefiddert ginn, déi Donnéeën, déi ee brauch, wa mer wëllen d'Qualitéit evaluéieren. Dat sinn eebe justement déi, vun deene mer schwätzen, déi iergendwou da mussen erhuewe ginn an net just vereenzelter, wéi Dir et sot. Ech weess och, dass et schonn eng Rei Projete gëtt. Dat sollt jo generaliséiert ginn no engem selwechte System. An ech mengen, wa mer déi net hunn, weess ech net, wéi mer eis virstellen, dat ze maachen. Dat ass meng éischt Fro: Wat mécht Äre Centre d'excellence, wann dann net déi Donnéeën iwwert d'Qualitéit dora münden? Déi musse jo iergendwou erfaasst ginn.

An déi zweet Fro, wann Der erlaabt, ass: Mir schwätze vill dervun – an et ass och virdrun ugeschwat ginn –, dass dat alles subjektiv an net hei an net do wier. Mir schwätzen hei vun eppes, wat et an esou ville Länner op der Welt an och hei an Europa scho laang, laang gëtt. An ech mengen, Dir sidd gutt placéiert, fir dat ze wëssen. Mir brauche jo awer bei PROMs a PREMs wierklech net d'Rad nei ze erfannen. Do gëtt et, mengen ech, eng 19 Länner aleng vun der OECD, déi sech schonn alignéiert hunn op eng Methodologie, déi säit Joren an deem Pilotprojet sinn. Do wär et einfach, mat dranzegoen. Dofir ass déi aner Fro: Gesitt Dir et esou, dass mir eppes Eegenes hei fir eis mussen erfannen? A firwat net einfach dat maachen, wat et gëtt, a sech do uschléissen an dat generaliséieren op nationalem Niveau?

M. Gérard Schockmel (DP) | Jo, also zum éischte Punkt: Dat ass eigentlech selbstverständlech. Ech mengen, et muss een d'Donnéeë sammelen. Et muss een d'Donnéeë systeematesch sammelen. Et muss ee wëssen, wellech Donnéeën ee sammelt. Ech hat gesot: objektiv Donnéeën. Awer och gewësse subjektiv Donnéeën: War dat elo fir de Patient sënnvoll? War et net sënnvoll?

An ech hu gesot, vu mir aus gesi muss een dat méi opmaachen, wierklech am Sënn vun enger Value-based Healthcare, datt eeben all Therapeut och direkt Accès zu dem Patientendossier huet. Well wat mer am Moment hunn, ass, datt vill Analysen, vill Ënnersuchungen duebel, dräimol gemaach ginn, well iergendwou si se zwar scho verfügbar, mee wann ech keen Accès hunn op déi Resultater, wann d'Spidol zum Beispill net weess, wat am Informatiksystem vun der Privatpraxis schonn un Informatioune besteet, jo, da kommen ech net weider.

Also, et ass tatsächlech e ganz grousse Chantier. Duerfir hat ech e bësse vun Humilitéit geschwat ganz am Ufank. Mee et geet natierlech net anescht. A mir wëlle strukturéiert Donnéeën hunn. Also, ech denken, mir missten do sécherlech, vu mir aus gesinn, kucken, wéi mer kënne Gas ginn. Dat ass ganz kloer.

Dann deen zweete Punkt, vu mir aus gesinn: Also, firwat solle mer d'Polfer nei erfannen? Ech mengen, mir sollen eis och orientéieren un deem, wat anzwousch anescht gemaach gëtt, eppes, wat funktionéiert, wat fir eis Sënn mécht. Ech mengen, wann ech elo e Blinddarm operéieren an ech wëll wëssen: „Wat sinn elo d'Donnéeën, déi mer soen, datt déi Operatioun erfollegräich war?", da brauch ech elo keng nei Parameeteren ze erfannen, do gëtt et dat jo scho laang. Do gëtt et jo och Fachgesellschaften, déi esou Saachen definéieren.

Eigentlech si mir do wäitgeeënd op enger Linn, wat de grondsätzlechen Usaz ubelaangt. Herno läit natierlech den Däiwel am Detail. A wéi gesot, wann een da wierklech dofir verantwortlech ass, da muss ee mat all deenen Acteuren zurechtkommen – wou awer jiddwereen och e bësse seng Agenda huet an e bësse säi Virgäertche wëllt protegéieren. Dann ass et net grad esou einfach. Awer ech mengen, dat doten ass sécherlech d'Marschrichtung, vu mengem Verständnis hier, an déi mer eigentlech musse goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Merci, Här Schockmel. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner d'Madamm Alexandra Schoos. Madamm Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jo, mir hunn haut eng Aktualitéitsstonn – villmools merci dofir – iwwert de PNS, eng Strategie mat zwielef Achsen an enger ganzer Rei Aktiounen, déi deemools vun der LSAP ausgeschafft ginn ass.

Jo, elo hu mer d'CSV an der Santé um Rudder an als ADR stelle mir eis definitiv follgend Froen: Huet déi jëtzeg Regierung, bezéiungsweis de Gesondheetsministère, nach e Fuerplang fir eise Gesondheetssystem? Oder sinn elo d'Kaarten nei gemëscht, och ënner anerem no der Kënnegung vun der Konventioun tëscht den Dokteren an der CNS? Wéi ee Rôle spillt de PNS nach?

Ech mengen, et kënnt ënnert dem Strëch e bëssen och esou eraus, wat déi honorabel Deputéiert Lenert gefrot hat: Gëtt et e Wandel hei zu Lëtzebuerg fir eise Gesondheetssystem oder waarde mir bis déi nächst Walen?

D'Spideeler entlaaschten, dat ass definitiv eng Prioritéit fir d'ADR. D'Urgencë sinn iwwerlaascht an et waart een heiansdo stonnelaang. D'Leit ruffen deelweis schonn express d'Ambulanz an der Hoffnung, si kéime méi séier drun am Spidol. De PNS schwätzt

iwwert de Virage ambulatoire an iwwer organiséiert Sitten oder Antennen a Synergien tëscht Spidol- an Extrahospitalierversuergung. Do si jo elo déi éischt Grondsteng geluecht ginn.

Doriwwer eraus musse mer awer och méi Maisonmédicallen etabléieren an och d'Doktergesellschafte musse gefërdert ginn. Jo, méi Ambulanz ass gutt, awer strukturéiert. Dowéinst eng ganz allgemeng Fro: Wou ass Äre konkreete globale Plang drun, fir de Virage ambulatoire esou auszebauen, datt e wierklech entlaascht an net einfach nëmmen d'Nofro op aner Plazen dréckt?

Eng zentral Achs vum PNS ass och d'Preventioun. Als ADR hate mir schonn an eisem Walprogramm e Centre national de dépistage proposéiert, fir de Screening besser ze organiséieren a Spidolsressourcë fräizemaachen. Sidd Dir bereet, d'Preventioun net just ze kommunizéieren a Campagnen ze starten, mee och strukturell ze ënnerstëtzen, mat kloer definéierte Formater, Standuerter an enger Budgetslinn?

D'Preventioun geet jo net nëmmen iwwer Sensibiliséierung, mee och iwwer reegelméisseg Gesondheetsbilanen. D'Regierung huet sech an deem Kontext als Zil gesat, eng Offer fir Persounen iwwer 30 Joer anzeféieren, fir preventiv ze handelen a Gesondheetsrisike fréi ze erkennen. Gläichzäiteg goufen awer verschidden Analysen aus dem Katalog vun de Bluttanalyse gestrach, esou datt se nëmmen nach ënner bestëmmte Konditioune verschriwwe kënne ginn an och just an dëse Fäll vun der CNS iwwerholl ginn. Wéi ass hei de konkreete Fuerplang?

Als ADR wëlle mir och eng regional Gerechtegkeet, Versuergung am ganze Land. De PNS wëllt Offer a Besoine besser ofstëmmen, och mat Planifikatioun. Fir d'ADR ass regional Gerechtegkeet konkreet: Osten an Norden däerfen net lénks leie gelooss ginn. Als ADR gesi mir d'Noutwendegkeet vu Mesüren a Standuerter a vum Prinzipp, datt kee Bierger Patient zweeter Klass dierf sinn. Wéi garantéiert Dir regional Accessibilitéit, wann de PNS gläichzäiteg op de Prinzipp „net alles iwwerall" a „Kompetenze konzentréiere" setzt? Wou sinn Är Garantië fir den Norden an den Osten? Wéi gesäit et aus mat der Carte sanitaire?

No Covid: Jo, Resilienz muss operativ sinn, net nëmme juristesch, mee dofir musse mir Léieren zéien aus enger fir jidderee ganz schwiereger Zäit. An och de PNS setzt dat viraus: Evaluatioun, Preparatiounsplang, Noutfallplang an eng systeematesch Veille sanitaire. Mee wou si mer dru mat där Evaluatioun? Wou ass d'CSV-Fuerderung dru vun engem onofhängegen Expertegrupp, fir d'Covidzäit mat all senge positiven an negative Punkten opzeschaffen? Wou si mer drun am Kader vun der mentaler Gesondheet vun enger Jugend, déi staark ënnert der Covidzäit gelidden huet? Op wat baséiert Dir Iech an Ärer Loi santé publique?

Här President, jo, am PNS sti Saachen, ewéi elo grad genannt, déi der ADR och um Häerz leien a wou mir d'Iddien deelen. Dogéint ass d'ADR awer sécher net mat enger nach méi zentraliséierter Gouvernance vun eisem Gesondheetswiesen averstan. Koordinatioun? Jo, op jidde Fall. Mee mir wëllen net, datt Zentraliséierung am Resultat méi Distanz a méi Ongläichheet heescht, sief et tëscht dem ländleche Beräich an de Stied oder tëscht de Spidolsdokteren an den Dokteren ausserhalb vun de Spideeler.

Wou steet hei d'Regierung? Méi Zentralismus oder méi Liberalismus? Jo, Madamm Minister, Dir kënnt elo soen: „Mir maachen dach schonn eng ganz Rei Projeten, wéi zum Beispill dat elo mat de Societéite vun den Dokteren!" Mee d'Fro, déi sech stellt, ass: Ass et eng konsequent Linn mat enger Roadmap? Oder bleift et bei enger Mëschung aus Moossnamen ouni e kloert Zil? Wou wëllt d'CSV hi mat eisem Gesondheetswiesen a mat eiser Gesondheetsversuergung hei zu Lëtzebuerg?

Här President, d'ADR ass bereet, Iddien ze ënnerstëtzen, déi d'Spideeler entlaaschten, d'Preventioun konkreet maachen, d'regional Gerechtegkeet garantéieren an d'Resilienz stäerken. Mee mir verlaangen haut, wannechgelift, vun der Regierung kloer Äntwerten op déi heizou gestallte Froen. Well d'Leit moossen net un Dokumenter, si moossen um Accès zur medezinnescher Versuergung, u Waardezäite fir Rendez-vousen an u Sécherheet bei medezinneschen Agréff. D'Gesondheetspolitick gëtt net am Tirang gemaach, mee am Alldag vum Patient.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. An dann huet d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. De Plan national santé vun 2023 huet ganz sécher seng Meritten. Hien definéiert d'Gesondheet modern, an zwar als kierperlech, mental a sozial Dimensioun. Hien orientéiert sech u Recommandatioune vun der OMS an un der Économie du bien-être. En identifizéiert strukturell Schwächten am System a gëtt eng Visioun dovunner, wou mer an zéng Joer wëlle stoen, mat méi Qualitéit an de Soinen, mat méi Preventioun a mat dem Patient am Mëttelpunkt.

En huet awer och e puer offensichtlech Lacunnen, op d'mannst aus der Siicht vun der grénger Partei. Ech denken hei ganz konkreet un d'Erausfuerderunge vum Klimawandel fir de Gesondheetssecteur, mat méi Hëtztwellen an all de Problemer, déi dës mat sech bréngen, a mat Krankheeten, déi zum Beispill mat de Mustiken ëmmer méi an den Norde kommen. An ech denken un den Afloss vun Ëmweltgëfter op eis Gesondheet, u PFASen an aner Éiwegkeetschemikalien, u Pestiziden an u sëllegen aner schiedlech Substanzen an eisen Alldagsproduiten. All dës Theeme ginn am PNS u sech nëmme mat engem eenzege Saz ofgehaakt. De One-Health-Usaz feelt komplett. An dat ass eiser Meenung no eng verpasste Chance.

An de PNS 2023 huet och eng aner grouss Schwächt: E bleift gréisstendeels deskriptiv. Et feele chiffréierbar Ziler, en detailléierten Zäitplang, Indicateuren, fir d'Ëmsetzung ze moossen, an eng prezis Verdeelung vun de Responsabilitéiten. Kuerz gesot, et ass eng Strategie op Pabeier, mee nach kee konkreete Farplang.

Dowéinst ass et grad fir eis esou wichteg ze wëssen, wat dann déi aktuell Gesondheetsministesch mat dëser Strategie ze maache gedenkt. De sozialistesche PNS 2023 ass net emol am Koalitiounsaccord ernimmt, contrairement zu ville spezifesche Plan-nationallen am Santésberäich. An am Walprogramm vun der CSV stoung awer deemools nach ganz prominent d'Fuerderung, et bräicht een elo e Gesondheetsplang amplaz just e Spidolsplang. Jo, hei ass elo een. Et ass vläicht net Ären, mee wat gedenkt Dir, domadder ze maachen?

Am Walkampf 2023 huet d'CSV e Bild vun eisem Gesondheetssystem gemoolt, wou een hätt kënne mengen, mir géinge kuerz virum Kollaps stoen. D'sozialistesch Politick hätt de Gesondheetssystem futtigemaach, housch et. Wichteg Dossiere wären zanter Joerzéngte verschlof ginn, Gesetzestexter géifen net kommen oder net diskutéiert ginn, eSanté wier e Chaos, d'Waardezäite wären enorm a missten drastesch verréngert ginn. Dat ware staark Reprochen. Dir hutt ganz aggressiv Walkampf gemaach um Dossier Santé.

Haut sot och Dir, Madamm Ministesch: „Mee mir sti gutt do." A wat gutt wär, dat kéint ee vläicht nach besser maachen. Jo, esou vill opweises hutt Der nach net am Dossier Santé. Et bäisst sech also schonn e bësselche mat deem, wat Der de Leit virun de Wale versprach hutt!

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll op ee besonnesche Volet vum PNS agoen – an aner Virriedner hunn dat och scho gemaach –, an zwar een, deen an dësen Zäite besonnesch Relevanz huet: dee vun der Qualitéit. Qualitéit ass eng vun deene véier Kärvaleuren, op deenen de PNS opbaut:

Qualitéit am Sënn vum Patient: mat beschtméigleche Soinen, mat gréisstméiglecher Sécherheet.

Qualitéit am Sënn vum System: kontinuéierlech verbesseren, Exzellenz als Zil, Evaluatioun vun der Pertinenz an der Qualitéit.

Qualitéit am Sënn vum Personal: Attraktivitéit vum Gesondheetssecteur – well ouni genuch Personal, jo, keng Qualitéit.

A Qualitéit am Sënn vun de Suen: mat méi Effizienz, mat enger besserer Planung vun de Besoinen, mat Optiméierung vun der Artikulatioun tëscht de verschiddenen Niveauen an den Acteuren.

Wéi gedenkt Dir, Madamm Ministesch, dëser Kärvaleur, dësem esou wichtege Pilier vun eiser Gesondheetspolitick, gerecht ze ginn? Wéi kann een eng patientenzentréiert Qualitéitssécherung nach besser an eisem Gesondheetssecteur etabléieren?

Iwwert d'Qualitéitssécherung eraus wéilt ech gäre wëssen, wat dann insgesamt de Stellewäert vum PNS 2023 an der aktueller Gesondheetspolitick ass. Vun der CSV-Riednerin hunn ech do elo éischter wéineg héieren. Gëtt an Ärem Ministère un enger Ëmsetzungsstrategie geschafft? Oder déngt en op d'mannst als Basis oder Inspiratioun fir dat, wat Der am Koalitiounsaccord versprach hutt, nämlech eng kohärent Strategie mat kloer definéierten Ziler?

Vun der Presentatioun vun esou enger kohärenter Strategie si mer, esou schéngt et zumindest, nach e bëssen ewech. Och dat faméist Pandemiegesetz, dat dann elo e Santé-publiques-Gesetz soll ginn, léisst nach ëmmer op sech waarden.

Mir Gréng sinn awer iwwerzeegt, dass mer eng Gesamtstrategie fir eise Gesondheetssecteur brauchen, eng Carte sanitaire fir d'Entwécklung vum Extrahospitalier a besonnesch dem Ambulatoire brauchen, e Masterplang, fir d'Personal am Inland auszebilden a virun allem och hei ze fideliséieren, brauchen, eng Verbesserung vun der Attraktivitéit vun eiser Spidolsmedezinn brauchen an eng oppen Debatt iwwer Qualitéit a Patientesécherheet brauchen.

Léif CSV, Dir hutt d'Leit am Walkampf mat engem risege Menü gelackelt. A bis elo hänke mer awer nach ëmmer e bësselche bei den Häppercher. Et wier esou lues Zäit, de Plat de résistance ze zerwéieren!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. An deen nächsten ageschriwwene Riedner wär den Här Sven Clement. Dee gesinn ech elo net hei am Sall. Da ginn ech dem Här Marc Baum d'Wuert.

(M. Sven Clement entre dans la salle plénière.)

Plusieurs voix | A!

(Interruptions et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, Dir däerft awer, ausser Dir loosst den Här Clement vir.

(Interruptions par M. Sven Clement et M. Marc Baum)

Här Clement, et ass un Iech.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet ëm d'Santé. Ech sinn heihinner gesprint. Gitt mer eng Chance, eng Kéier Loft ze huelen!

(Interruption)

Genau.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà!

M. Sven Clement (Piraten) | Den 22. Januar 2026 war en Dag, deen eis all sollt ze denke ginn. Just zwee Deeg, nodeems de Skandal ronderëm e Chirurg public ginn ass, huet d'Majoritéit eng Motioun ofgeleent. Eng Motioun, déi näischt aneres gefrot huet, wéi dat ëmzesetzen, wat am Plan national de santé schwaarz op wäiss steet: en nationale System fir d'Moosse vun der Qualitéit an der Pertinenz vun de Soinen.

D'Piraten haten dës Motioun ënnerstëtzt, well se Sënn mécht, well se néideg ass a well de Refus, se unzehuelen, e politescht Signal schéckt, dat eis Suerge mécht.

Wat steet dann am Plan national de santé? D'Kolleeginnen an d'Kolleegen hunn et scho gesot. E gouf 2023 ugeholl, no laange Consultatiounen ënnert der viregter Regierung. En definéiert strateegesch Achsen a konkreet Moossname mat véier Grondwäerter: Qualitéit, Equitéit, Vertrauen an Attraktivitéit.

D'Achs 5, wann een iwwert d'Achse kuckt, ass kloer: Mir brauchen eng kritesch Evaluatioun vun der Pertinenz an der Qualitéit vun de Soinen. Dat heescht: PROM a PREM. Ok, ech spueren Iech elo d'Buschtawenzopp an ech soen dat dann nach eng Kéier op gutt „Lenglisch": Patient-Reported Outcome Measures a Patient-Reported Experience Measures. Dat si standardiséiert Questionnairen, mat deenen een d'Qualitéit soll moossen. A se fuerdert standardiséiert Vergläicher tëscht eise Spideeler, net fir Poleemik ze schafen, mee fir ze léieren, fir ze verbesseren, fir d'Patientinnen an d'Patienten ze schützen. Well Lëtzebuerg huet nach ëmmer kee richtege Qualitéitssystem. An dat ass net eng Kritick, déi mir aleng formuléieren.

Hei wëll ech och op zwou Recherchen hiweisen, déi am Hierscht 2025 publizéiert goufen. Am Oktober huet Reporter.lu am Kader vun enger internationaler Recherche „Bad Practice" vum OCCRP (ndlr: Organized Crime and Corruption Reporting Project) opgedeckt, datt a Groussbritannie suspendéiert Dokteren ouni Problemer hei zu Lëtzebuerg weider praktizéieren däerfen.

De Collège médical bestätegt selwer, hien hätt net déi néideg Mëttel, fir Kenntnis vun disziplinareschen Entscheedungen am Ausland ze hunn. Déi ganz OCCRP-Recherche vun iwwer 40 Meedien huet méi wéi 100 Fäll dokumentéiert, an deenen Dokteren nom Verléiere vun der Approbatioun an engem Land einfach an en anert Land gewiesselt hunn a weidergefuer sinn. Fäll, an deene Patiente verstümmelt goufen, gestuerwe sinn oder sexuell mëssbraucht goufen a wou d'Dokteren duerno einfach an engem anere Land weider praktizéiert hunn.

Den europäesche Warnsystem, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet einfach versot. De Kär vum Problem ass nämlech den europäeschen IMI-System (ndlr: Internal Market Information System). Tëscht 2016 an 2024 goufen iwwer 16.000 Warnunge verschéckt, mee d'Ënnerscheeder sinn dramatesch: 3 Länner hunn nach ni eng Warnung erausginn, 8 Länner, dorënner Lëtzebuerg, hunn a bal 10 Joer manner wéi 5 Warnungen erausginn.

Mir hunn an deene rezenten Diskussioune jo erausfonnt, wéi vill Doktere suspendéiert goufen an der nämmlechter Period. Et misst een u sech fir all eenzelne suspendéierten Dokter och eng Warnung erausschécken, well deen Dokter ka muer wärend senger Suspensioun einfach iwwert d'Grenz goen a weiderschaffen.

E System, deen existéiert, fir d'Patienten ze schützen, gëtt zu Lëtzebuerg also quasi net genotzt. „Firwat?", freet ee sech. Éischtens well de Collège médical net direkt un den IMI-System ugebonnen ass, well de Ministère d'Informatiounen net systematesch weiderleet – dat hunn ech elo grad bewisen – a well et manifestement u politeschem Wëlle feelt.

De Fall vum HRS-Chirurg huet zu enger grousser Veronsécherung gefouert. Mir hunn hei an der Chamber driwwer diskutéiert. Mee wat genee geschitt ass, wäert mussen objektiv opgekläert ginn. Dat ass net eis Aufgab als Politick. Wat awer politesch wichteg ass: Esou Fäll däerfen net am Donkele bleiwen. Si mussen opgekläert ginn am Interessi vun de Patienten, vun der Qualitéit an der Sécherheet vun de Soinen a vum Vertrauen an d'Medezinn. Dofir brauche mer Strukturen, fir esou Situatioune systematesch ze erkennen, net eréischt nodeem de Problem ëffentlech gouf.

An dofir hunn ech e puer Froen, Madamm Ministesch:

Éischtens: Wéini a wéi gedenkt d'Regierung, d'Achs 5 vum PNS konkreet ëmzesetzen?

Zweetens: Wäert de Collège médical systematesch un den IMI-System ugebonne ginn? A wäert d'Regierung dëst Theema um europäesche Plang upaken?

An drëttens: Wéi kënne mer Patientinnen a Patienten et méi einfach maachen, d'Qualitéit ze bewäerten an, wa se mengen, datt eppes net richteg gelaf ass, dat onkomplizéiert ze mellen?

Här President, de PNS sollt e Weeweiser sinn. D'Piraten stinn derfir, datt d'Qualitéit vun de Soine keng Optioun ass, mee eng Verflichtung. An dofir brauche mer déi néideg Strukturen, mee och de politesche Courage, national an op europäeschem Niveau.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Elo ass et un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir féieren eng Aktualitéitsstonn iwwert den nationale Gesondheetsplang. Ech soen der Madamm Lenert Merci derfir. An ech hunn hir nogelauschtert: Am Fong ass et esou eppes wéi eng Question élargie. Well dat, wat mer virun zwou Wochen hei an der Chamber erlieft hunn, datt nämlech d'LSAP-Fraktioun gefrot huet, datt een Element aus dem Plan national santé elo duerch d'Erfarung, déi mer aktuell maachen, soll privilegiéiert ëmgesat ginn, do hu mer als Reaktioun drop kritt, dat sollt net esou sinn, dat bräicht net de Fall ze sinn. An dat huet vill Froen opgeworf.

Den nationale Gesondheetsplang huet 3 Dimensiounen, 12 strateegesch Achsen, déi dann nach eng Kéier a 37 konkreet Aktiounen deklinéiert sinn, an e baséiert op 4 Kärwäerter. An ee vun deene Kärwäerter ass Vertrauen. An ech muss soen, déi Debatt, déi mer virun e puer Wochen hei ronderëm déi Motioun hate, huet d'Vertrauen net verstäerkt. Well och ech weess net méi, wou mer aktuell dru sinn.

Duerfir meng alleréischte Fro: Wéi steet dës Regierung zum nationale Gesondheetsplang? Steet se hannert deenen 3 Dimensiounen, deenen 12 strateegeschen Achsen an deene 37 konkreete Mesüren? Wou et certes derwäert wier, iwwer all eenzel ze diskutéieren. Verschiddener ginn eis och net wäit genuch. Anerer, mengen ech, si ganz wäertvoll an nëtzlech. Mee wat ass der Regierung hir Haltung zu deem eenzegen Dokument, dat mer am Moment hunn, dat iwwergräifend eng Virstellung an eng Visioun vum Gesondheetssystem duerstellt? Steet d'Regierung zu deem Dokument? Jo? Ok. Firwat setzt se et dann net ëm? A wa se net dozou steet, wat wëll se dann an d'Plaz setzen?

Den Duerjerneen an … Dat Vertrauen ass net méi grouss ginn, wéi ech d'Riednerin vun der CSV héieren hu soen, datt zum Beispill eng Aktioun bei de Soinprimären d'Achs 3 ass, wou drasteet: „Mise en œuvre conséquente du concept du médecin référent". Fir mech ass awer eng Sensibiliséierungscampagne mat Affichen eppes aneres wéi d'Mise en oeuvre vun engem Konzept. Dat sinn zwou verschidde Saachen.

An dat kéint ee fir all Punkt weider diskutéieren. D'Spriecherin huet gesot: „Mir brauche keng PROMs and PREMs", op der enger Säit. An op der anerer Säit seet se: „Mee mir setzen de Patient gär an de Mëttelpunkt." Jo, wéi soll dat goen, wann Der et net iwwert den Tool vu PROMs and PREMs wëllt maachen? Wat sinn dann déi Méiglechkeeten, déi Der Iech wëllt ginn, fir de Patient an de Mëttelpunkt ze setzen, och wat d'Qualitéitskontroll an d'Qualitéitsusprech ugeet? Dat si ganz konkreet Froen. An ech sinn, éierlech gesot, net méi weiderkomm duerch dat, wat ech bis elo héieren hunn, wéi d'leschte Kéier.

Den Dokter Schockmel huet ganz zu Recht gesot – an dat ass och en Element vun deem nationale Gesondheetsplang –, datt eis nach ëmmer Donnéeë feele respektiv datt déi Datenerhiewung, déi mer hunn, net matenee vernetzt ass, net matenee verbonnen ass.

An dat gëtt och bestätegt duerch de Rapport „Systèmes de santé en transition" vun 2024, aus deem ech mer kuerz erlabe virzeliesen: „Il n'y a pas de suivi régulier d'indicateurs rapportés par les patients, à l'exception des hôpitaux aigus, où des indicateurs relatifs à l'expérience rapportée par les patients (PREMs) sont collectés sur base individuelle. L'évaluation des PREMs est cependant compliquée par l'absence d'approche standardisée entre les hôpitaux. Chaque établissement conduit sa propre enquête auprès de ses patients et gère les plaintes de façon indépendante, ce qui donne une image fragmentée, sans données comparables accessibles au public."

Ech mengen, dat ass eng Risenerausfuerderung. A wann ech dann awer elo héieren, datt mer PROMs and PREMs iwwerhaapt net brauchen – mee wéi wëllt Der da virgoen? Wéi wëllt Der dann an engem nationale Gesondheetsplang de Patient an de Mëttelpunkt setzen? Well dat ass awer zumindest gesot ginn.

Duerfir, ech si ganz virwëtzeg op d'Äntwert vun der Madamm Minister, wat déi dote Froen ugeet, well et ass eng zentral Fro, mengen ech, och eng zentral Fro vun engem vun de Kärwäerter, nämlech dem Vertrauen, dat wichteg ass an dat et gëllt, erëm an eisem Gesondheetssystem opzebauen, an opzebaue ronderëm d'Erfarungswäerter vu Patienten.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da wär et un der Regierung. Ech ginn der Madamm Gesondheetsministesch d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President, merci menge Virriedner, merci der Madamm Lenert fir dës Heure d'actualité.

Villes ass scho gesot ginn a vill Aspekter vun eisem Gesondheetssystem sinn och hei de Mëtten ugeschwat ginn, sou wéi och an de leschte Wochen a Méint schonn. Heiansdo ware mer am Kader vum Plan national santé, heiansdo ware mer e bëssen ausserhalb vum Kader, wa mer ganz spezifesch Sujeten ugeschwat hunn, wéi zum Beispill den IMI. Den IMI: Mir haten an der Kommissioun gesot, mir hätte 26 Suspensions provisoires gesprach, mee déi Suspension-provisoirë ginn net an den IMI agespeist, well deen net dofir virgesinn ass. Do ginn déi definitiv Suspensiounen agespeist, an déi si menges Wëssens zu Lëtzebuerg normalerweis agespeist ginn.

Dat war elo ee Sujet, dee ganz spezifesch ugeschwat ginn ass. Ech wéilt gären, mee kann awer a 15 Minutten net op alles agoen, wat elo scho gesot gouf. Mir hate schonn eng Kéier eng Interpellatioun iwwert d'Gesondheetsberuffer, dat ass sécher derwäert, och nach eng Kéier drop zréckzekommen, mee ech kann haut net alles maachen.

E Gesondheetssystem ass och näischt, wat eemol figéiert ass a wat an engem Plang festgehalen ass, dee fir ëmmer besteet. Esou wéi d'Gesellschaft selwer muss och de Gesondheetssystem sech reegelméisseg a Fro stellen, evoluéieren a weiderentwéckelen. E muss sech u Krisen upassen, un demografesch Entwécklungen, un de medezinnesche Fortschrëtt, un de Wuesstem, d'Problemer beim Rekrutement, déi schonn ugeschwat gi sinn.

De Plan national santé ass jo 2023 publizéiert ginn, nodeem en, wéi mer héieren hunn, am Juni am Regierungsrot ugeholl ginn ass. An e besteet aus dräi groussen Deeler: en État des lieux, wat ronn 40 Säite sinn, dann e Kapitel „Valeurs, principes et vision" – „valeurs" a „principes" mat „s", „vision" ouni „s" – op véier Säiten an dann op ronn 20, 25 Säiten „Le système de santé dans dix ans", dat heescht vun 2023 bis 2033, dat heescht e Plang iwwer 10 Joer. An déi 3 Dimensiounen, déi dann an 10 Joer solle realiséiert sinn, sinn: „continuer à améliorer l'état de santé de la population", „poursuivre l'amélioration du parcours de soins des patients", a „continuer à améliorer le cadre général".

Dësen drëtten Deel mam Système de santé an 10 Joer ass eigentlech deen interessantsten. Déi 3 Theemeschwéierpunkten, déi opgezielt sinn, sinn dann ofgebilt an 12 Axes stratégiques mat dann esou villen Aktiounen, wéi scho gesot ginn ass. An déi 4 Valeuren, déi an deem Kapitel op deene 4 Säite „Valeurs, principes et vision" geflagget ginn, huet den Här Clement och schonn hei genannt. Ech widderhuele se nach eng Kéier: d'Qualitéit, d'Equitéit, d'Vertrauen an d'Attraktivitéit.

Mir kéinten elo natierlech och déi 12 Axes stratégiques duerchgoen an opzielen, wou wéi e Projet a wéi engem Stadium ënnerwee ass, mee dofir ginn, wéi gesot, 15 Minutten net duer.

Mäi Choix haut ass duerfir op follgend Sujete gefall, déi an eisen Aen an den nächste Méint a Jore mussen ëmgesat ginn an déi mat sech bréngen, datt automatesch vill aner Achsen och ëmgesat ginn. An et ass wierklech erstaunlech, mee et mengt een, mir hätten eis bal de Mëtten ofgeschwat: Mäi Choix ass gefall op d'Achs 5 an d'Achs 8. D'Achs 5, „Poursuivre l'amélioration du parcours de soins des patients" (veuillez lire: „Favoriser l'amélioration continue de la prise en charge par une évaluation critique de la pertinence et de la qualité"), ass vum Här Clement an de Mëttelpunkt vu senger Interventioun gesat ginn. An d'Achs 8, „Améliorer le cadre général" (veuillez lire: „Renforcer la digitalisation du système de santé"), hu mer e bësse generell ugeschwat, mee et huet elo kee spezifesch d'Achs 8 ugeschwat.

Zur Achs 5: Zur Verbesserung vum Parcours gehéiert natierlech d'Qualitéit, awer nieft der Qualitéit och d'Patientesécherheet. Laut internationale Standarden ass déi garantéiert, wann et am Zesummenhang mat der Gesondheetsversuergung net zu unvorhergesehenen Incidenten an zu potenzielle Schied kënnt. Momentan gëtt et bis dato keen nationale Programm a Krittären, fir d'Patientesécherheet ze moossen. All Établissement hospitalier ass do selwer an der Verantwortung, an dat iwwert d'Obligatiounen, déi am Spidolsgesetz stinn.

Dat Wuert „Qualitéit" kënnt 28-mol vir am Spidolsgesetz, awer ouni wierklech Standarden unzeginn. D'Gesetz verlaangt vun all Etablissement, datt et sech ëm d'Evaluatioun an d'Förderung vun der Qualitéit këmmert souwéi och ëm d'Preventioun vun onerwënschten Evenementer. Duerfir ass warscheinlech an deem Gesetz och de Comité de gestion interhospitalière agesat ginn, deen ënner anerem bei enger vu senge sechs Missioune follgend huet: „Définir [un] système d'assurance qualité des prestations hospitalières, [...] assurer la coordination nationale de la politique de promotion de la qualité des prestations hospitalières et [...] dresser un état dans un rapport annuel." Wéi gesot, eng vu sechs Missiounen, mee de Gremium krut awer iwwert d'Gesetz net onbedéngt déi néideg Moyenen, fir all dës Missiounen ze erfëllen. Hei wäerte mer mussen de legale Kader upassen, fir datt mer d'Qualitéit landeswäit d'selwecht kënnen evaluéieren a kontrolléieren.

Do, wou de Circuit de Moment wierklech gutt fonctionéiert, ass am Beräich vun der Gestioun vun den Incidenten, déi virdrunner ugeschwat gi sinn, vun der Patientesécherheet. Do schéckt all Spidol all Joer e standardiséierte Rapport an de Comité de gestion interhospitalière. Dës Rapporte gi strukturéiert analyséiert an erméiglechen dann e Retour fir de Risikomanagement.

Wann dann dëse Gremium esou opgestallt ass, datt en all seng Missioune ka valablement wouerhuelen, da kënne mer och en Outil, deen 2018 ugeduecht an en place gesat ginn ass, besser notzen, an dat ass dee vun der Documentation an der Classification des séjours hospitaliers. Well et ass net esou, datt mer keng Base légale hätten, fir Donnéeën ze erfaassen. Mir hunn déi vun der Documentation des séjours hospitaliers. Do gëtt alles agedroen, wat muss agedroe ginn, wat laut Gesetz muss agedroe ginn, fir eeben déi Documentation hospitalière ze fëllen.

Deen Outil gouf ëmgesat, fir d'Qualitéit ze evaluéieren op eng vergläichbar Aart a Weis tëschent eeben all de Spideeler. Ab 2022 hunn d'Experte confirméiert, datt déi Donnéeën elo exploitabel sinn, an déi ginn och exploitéiert. Dir kënnt d'Carte sanitaire kucken, déi ass deelweis dodrobber opgestallt ginn, déi ass publizéiert um ObSanté, an do kënnen dann déi Donnéeën och mat internationale Standarde verglach ginn. De Moment gi se hei am Land just fir statistesch Zwecker gebraucht, fir d'Planification hospitalière eebe via déi Carte sanitaire opzestellen, mee et läit e grousse Potenzial an deenen Donnéeën, an déi kënnen nach vill benotzt ginn, och fir Value-based-Healthcare-Medezinn opzestellen.

Dës zwee Outilen, de CGI an d'Documentation hospitalière, sinn en place, mee musse besser ëmgesat ginn. De CGI muss méi Moyene kréien, fir seng grouss Lëscht un Tâchen ze erfëllen, an d'Dokumentatioun, fir eng méi global Analys zur Verfügung ze stellen.

E grousse Schratt no vir wäert awer dann d'systematesch Erfaassung vu méi spezifeschen Donnéeë sinn a sougenannte Regësteren. Dat ass scho vum Deputéierte Gérard Schockmel ugeschwat ginn. An och do wäert ech elo net méi op den Detail agoen, mee déi Regësteren, déi hunn de Moment keng Base légale. Déi Base légale muss kreéiert ginn. An déi wäerte mer iwwert d'Loi santé publique schafen. An duerno kënnen dann iwwer Reglement all déi Regësteren en place gesat ginn.

Et gouf awer och net gewaart op dës Achs 5, fir schonn emol konkreet Dispositiffen en place ze setzen an der Vergaangenheet: De Programme qualité tëschent der FHL an der CNS. An den Antennen, Site-supplémentairë gëtt elo e Pay for performance en place gesat. D'Spideeler hunn eegestänneg hir Akkreditatiounen en place gesat. A mir sinn iwwer eis national Implikatioun am Programm PaRIS vun der OCDE implizéiert an engem PROMs-PREMs-System.

Well den éischten Zyklus do huet eebe PROMSs a PREMs vu Patienten erhuewen, déi chronesch Krankheeten hunn. An deen zweeten Zyklus wäert elo PROMs a PREMs erfaasse vu Leit, déi un enger Kriibskrankheet leiden. An am éischten Zyklus sinn d'Resultater ganz villverspriechend, mir leien an allen Indicateuren iwwert der Moyenne vun der OCDE. An déi vum zweeten Zyklus, déi ginn elo erhuewen a wäerten dann Ufank 2027 zur Dispositioun stoen.

Jo, et ass richteg, mir hu keng systematesch PROMs-PREMs-Erfaassung an d'Réseaux de compétences sinn à ce stade amgaangen, driwwer nozedenken, dat op d'mannst an de Réseaux de compétences en place ze setzen. Do wäerte mer Projet-pilotten en place setzen, déi dann ausgeweit kënne ginn op déi aner Réseaux de compétences.

Wat mer awer och schonn en place hunn, ass eng systematesch Concertatioun um Niveau vu Kriibsdiagnosen, Kriibsbehandlungen an de sougenannten RCPen. Déi fannen um Niveau vum Spidol statt an och um nationalen Niveau. An d'Pertinenz vun esou pluridisziplinäre Concertatiounen ass souwuel duerch d'Réseaux de compétences bestäerkt gi wéi och duerch déi existéierend RCPen. Souvill zur Achs 5.

Da komme mer zur Achs 8. Déi dréit sech ronderëm: „Renforcer la digitalisation du système de santé". An d'Digitalisatioun war scho vun der Deputéierter Kemp ugeschwat ginn. Ënner anerem misst do eng Mise en place vun enger Gouvernance pour la santé numérique virgesi ginn, steet am Plan national santé. Ben, mir hunn am Dezember 2025 no Virbereedung mat allen implizéierten Acteuren aus der Sécurité sociale an der Santé eise Gouvernanceprogramm DigiSanté en place gesat. En ambitiéise Programm, deen all Initiativen aus dem Secteur Santé a Secu soll zesummeféieren an deen als Zil huet, den europäesche Gesondheetsdateraum ëmzesetzen.

Um Enn vum Prozess sollen alleguerten d'Acteuren, déi Donnéeën iwwert d'Gesondheet vum Patient oder Assuré hunn, dës op enger gemeinsamer Plattform kënnen zur Verfügung stellen, fir datt de Resümmee, deen all EU-Bierger misst am ganzen EU-Raum kënnen zur Verfügung hunn, och wann e sech deplacéiert, kann opgestallt ginn.

Um Wee dohinner hu mer 25 eenzel Projeten identifizéiert, déi erstrecke sech iwwert den DSP nouvelle génération zur komplett strukturéierter Digitalisatioun

vun Dokumenter wéi Krankeschäin oder Medikamenterezept bis bei d'Zertifikatioun vun de Sécherheetsdispositiffen an der Upassung vun de legalen Texter.

De But ass kloer: All d'Schnëttstelle matenee verbannen, wéi scho Virriedner gesot hunn, fir datt all Patient ka sécher sinn, datt déi Leit, déi sech ëm seng Gesondheet këmmeren, ëmmer iwwerall all Infoen hunn, déi se brauchen, fir hie beschtméiglech kënnen ze versuergen.

Besonnesch Leit mat ville Pathologien a villen Acteuren, wéi zum Beispill Awunner aus engem Fleegeheem, wäerten hei méi sécher, méi séier a besser kënne versuergt ginn. Des Weidere wäert natierlech eng komplett Digitaliséierung vum Parcours vum Patient och kënnen onnéideg duebel an dräifach Analysen, Imagerie verhënneren, de Parcours verkierzen, d'Waardezäit erofsetzen a medikamentös Sécherheet iwwer Verhënnerung vu Contre-Indicatiounen eropsetzen.

Dir gesitt, déi Fro, déi Dir Iech gestallt hutt, ob mir hannert deem Plan national santé stinn oder net, déi ass beäntwert: Mir sinn um Wee. Unhand vun deenen zwee Beispiller vun Achsen aus dem Plan national santé gesitt Der, datt mer net stoe bliwwe sinn, mee datt de Plan national santé nach ëmmer aktuell ass, och ouni en offiziellt Gouvernancegremium just fir dëse Plang.

De Plang gëtt, laut sengem Sommaire, eng Visioun. Mee Pabeier ass gedëlleg. Fir mech ass dat, wat do drasteet, keng Visioun, mee eng Richtung, an déi mer solle viruschaffen.

Um Wee dohinner musse mer awer jidderee mathuelen a konkreet Projeten definéieren, all Acteur do implizéieren, wou seng Plaz ass, am Interêt vum Patient a vum Assuré a vun all deenen, déi hei zu Lëtzebuerg musse kënnen drop zielen, datt eise Gesondheetssystem gutt opgestallt ass a permanent dorëms besuergt ass, déi beschte Leeschtung an aller Transparenz, Sécherheet a Qualitéit unzebidden – net méi, awer och net manner.

Ugeschwat op de Klimawandel: Jo, dat ass vläicht ee Punkt, deen am Plan national santé net wierklech direkt ugeschwat gëtt, mee do si mer och zesummen ënnerwee mat der Santé environnementale, mat der Santé alimentaire vun der ALVA, mat der Santé agraire an esou weider. Do hu mer Aarbechtsgruppe lafen. Déi wäerten an der Loi santé publique ofgebilt ginn. A wa mer do mussen en Zousaz zum Plan national santé eng Kéier publizéieren, wäerte mer dat och maachen.

A fir de Rescht stinn ech natierlech zur Verfügung, wann Nofroe sinn. Mee ech mengen, ech hunn däitlech gemaach, datt dës Regierung hannert den Iddie vum Plan national santé steet. Awer mir sinn u konkreeten Aktiounen interesséiert an net um Pabeier.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ech gesinn, datt d'Madamm Lenert Iech nach wëllt eng Fro stellen. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Madamm Minister, fir d'Erklärungen. Ech gesinn dat e bësselchen anescht. Ech hu Schwieregkeeten, eng richteg Äntwert erauszegesinn op déi Fro, déi ech gestallt hunn.

Dir schwätzt eis vun der Carte sanitaire hospitalière. Dat ass effektiv e Projet, deen nach ënnert der viregter Regierung en place gasat ginn ass. An do waren unisono um ganze Gesondheetsdësch sämtlech Acteure sech eens, dass et genau do muss weidergoen. Dat heescht, ech hunn elo keng Ausso héieren. Wéi stitt Der zu der globaler Carte sanitaire och fir den Extrahospitalier? Well dat ass jo déi nei Pist.

Ob een dat elo eng Visioun an der Einzal oder Meerzal nennt, ech mengen, dat ass e bësselche Formsaach hei. Mee et ass eng ganz konkreet Bestandsopnam. Mir hunn eng ganz gutt Carte sanitaire mëttlerweil, ganz gutt Donnéeën. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Mee dat ass Fakt, dat ass den Istzoustand. An d'Visioun oder wéi och ëmmer Der et wëllt nennen … Mir hunn dat eeben esou genannt. Dat war da vläicht e bësse pretentieux an net ganz korrekt an Ären Aen. Mee dat, wou mer drop hi wollten, war dat Ausweiten op den Extrahospitalier. Do hunn ech vun Iech keng Äntwert elo héieren. Ass dat fir Iech aktuell? Sinn dat Aarbechten, déi amgaange sinn? Well dat si ganz opwenneg Aarbechten. Do brauch ee Joren. A wann ee se net ufänkt, kann een net hannen ukommen. Mee dat war ganz kloer dee Step an net deen, dee scho gemaach ass. Deen, dee gemaach ass, dee kenne mer jo an dee steet jo och am Historique.

Dann awer nach eng Kéier, fir op d'Achs 5 zréckzekomme mat de PROMen an de PREMen: Mir si justement an der PaRIS-Etüd punktuell derbäi, wou mer e Questionnaire kréien. A wann een dorëmmer liest, da kritt een eebe grad …, dann ass dat esou aliichtend, dass een dat eigentlech soll generaliséieren, well all Spidol säin eenzelne System huet. Et wär einfach fir Lëtzebuerg, op e standardiséierte Qualitéitssystem eriwwerzegoen. An dat si genau déi Länner, déi sech an deem dote Grupp fannen, wou mir wierklech Schlussliicht sinn. Déi meescht sinn do scho vill méi wäit avancéiert, si schonn an enger zweeter Phas a se deele sech hir Best Practices op.

Dofir, do gesinn ech et och nach net richteg, wann Der sot, Dir stitt dohannert. De Plang, dee wëll weidergoen. Et ass zwar just um Pabeier, wou et steet, mee et schéngt mer relativ kloer. Et geet drëms, ewechzekomme vun deene punktuellen Etüden, déi mer elo hunn, déi zwou. Ech mengen, déi lescht war 2024. Déi zweet schéngt ze kommen. A mir wëllen eebe justement méi wäit goen, an eng nächst Etapp goen, déi mer, mengen ech, relativ kloer och do ausgedréckt hunn.

Bei der Digitalisatioun, muss ech och soen, war ech net op dat agaangen, well mer dat schonn eng Kéier hei thematiséiert hunn. Do kann ech wierklech nëmme feststellen, dass dës Regierung e Schrëtt gemaach huet, awer e Schrëtt zréck. Dat, wat ugeduecht war, dat war ee System fir eist Land. Dat war eng ambitiéis Visioun oder Deel vun enger Visioun, déi awer net esou absurd ass, wéi se hei gären duergestallt gëtt. Well dat hu mer gerode kritt vun anere Länner. Dat hu mer an Dänemark gesinn, an Amerika gesinn, an der Belsch gesinn. An all déi Länner oder Regiounen, déi dat ëmgesat hunn, déi haten duerchaus komparabel Gréissten zu Lëtzebuerg. Si hunn ons gesot: „Dat ass méiglech. Dat ass eng Agenda vu fënnef bis aacht Joer, deemno wéi schnell Der et hikritt." Mee do hutt Dir e Schratt zréck gemaach. Dir sidd zréck op déi Vernetzung komm. An dat ass fir mech och elo net onbedéngt déi Visioun, déi ugeduecht war, quitte dass déi sou explizitt net doraus erauszeliesen ass.

Ech ginn och gären zou – mir haten effektiv an deene fënnef Joer eng kleng Kris dertëschent –: Dat heiten ass zum Schluss gemaach ginn. Et war ganz opwenneg. Dat ass redaktionell sécher net d'Perfektioun. Mee ech mengen, dass vill Konkreetes dran ass. Et ass sécherlech e Pabeier. Äre Pabeier hunn ech bis elo nach net gesinn. An eng Kris hat Der och net dertëschent. Dofir mengen ech, dass déi Kriticken elo e bësse vun uewen erof komm sinn.

Ech hunn net wierklech eng Äntwert kritt. Ech hat d'Fro och eebe justement ëmgedréit gestallt, fir net all Achs elo duerchzegoen an der Heure d'actualité, mee ze héieren: Wou wëllt Der net matgoen? Dat ass dat, wat eis interesséiert hätt, fir dass dat kloer ass, fir dass mer wëssen, wou mer do dru sinn. An dat ass mer elo, muss ech soen, och nach net esou kloer. Et ass eng generell Ausso: „Mir stinn hanner allem." An déi zwee Beispiller, déi Der gitt, déi weisen, dass et eigentlech net de Fall ass.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat war elo net eng Fro, dat waren der elo schonn e puer. An do kéint ech och erëm eng Kéier eng Véierelstonn brauchen, fir op déi dräi Froen ze äntweren. Ech probéieren, et kuerz ze maachen.

D'Carte sanitaire extrahospitalière: Dir wësst gradesou gutt wéi ech, datt d'Donnéeën, déi an de liberale Cabinete leien, net onbedéngt direkt disponibel sinn. Dat heescht, dat ass net esou evident. Mir sinn awer ënnerwee dohinner bei d'Carte sanitaire extrahospitalière, andeems mer déi Donnéeën, déi mer an der Secu hunn … Duerfir hu mer Secu a Santé zesummegeluecht, fir dat kënne besser ze fusionéieren. An den Observatoire de la santé schafft dorunner. Wéini déi kënnt, wësse mer net. Dat hänkt och vun de Moyene vum Observatoire de la santé of. An Dir wësst gradesou gutt wéi ech, datt d'budgetär Moyenen och ëmmer limitéiert sinn. Dat heescht, et ass elo keen Akzent-Akzent.

Mir sinn der Meenung, datt mer iwwert d'Digitalisatioun déi Donnéeë vill méi schnell kréien. Wa mer alles, wat Rezepter ass, wat Ordonnancen ass, digitaliséiert hunn, dann hu mer eng Base an der CNS, wou mer déi Donnéeë vill méi séier kënnen erfaassen. Do hu mer d'Adresse vun den Dokteren, do wësse mer, wéi eng Akten ofgerechent ginn. Do wësse mer, wéi eng Apparate wou zur Verfügung stinn. An da kënne mer déi Carte sanitaire extrahospitalière vill méi séier iwwert d'Digitalisatioun ofbilden.

Zur Digitalisatioun: Firwat elo net méi deen ee System HISL (ndlr: Health Information System Luxembourg), deen eng Kéier am Regierungsrot och am Mee 2023 prinzipiell ugeholl ginn ass? Ma wéi mir ukomm sinn am Ministère, hu mer dann eis dat ugekuckt, an dat war just eng HISL-Nott, do ware keng Aarbechten hannendru gemaach ginn.

Dunn hunn ech d'Acteuren nach eng Kéier gechallenget. Ech hunn d'Acteure gechallenget! An dee Moment, well eeben esou vill Acteuren da selwer aktiv gi waren – verschidden Dokteren hunn hire Logiciel, verschiddener hu souguer verschidde Logiciellen, d'Apdikter hunn hir eege Logiciellen, d'Spideeler hunn net alleguerten dee selwechten –, hu mer gekuckt: Wat ass dee beschtméigleche Wee, fir elo virunzekommen? Well et geet net nëmmen ëm d'Spideeler, et geet net nëmmen ëm d'Dokteren. Et sinn nach vill aner Acteuren do. Mir mussen d'Fleegeheemer mat erakréien. Mir mussen d'Strukture vum Handicap mat erakréien, fir alleguerten d'Leit an deem System dran ze hunn.

An dee Moment, wéi mir dat diskutéiert hu mat all den Acteuren, ass d'Decisioun geholl ginn, datt vill Acteure scho sou wäit fort sinn, datt mer deenen elo net kënnen imposéieren, en neie System ze implementéieren. An duerfir hu mer déi Diskussioun net méi opgeholl, mee mir sinn op de Wee gaangen, datt mir eng Gouvernance vun der Digitalisatioun maachen, an denken, datt mer an deenen nächste Joren do Richtung EHDS (ndlr: European Health Data Space) eebe systematesch eppes aneres kënne matgestalten. Dat ass dann eeben ee Punkt, wou mer anescht ënnerwee sinn. Dat ass awer kee Punkt, wou mer eis

am Plan national ënnerscheeden, well do steet just, datt mer an eng Digitalisatioun eraginn.

A fir de Rescht weess ech elo net, ob ech nach e Punkt vergiess hunn. Mir stinn hannert dem Plan national santé, mee mir setze vläicht d'Prioritéiten anescht, wéi se geduecht waren. Meng Prioritéiten hunn ech haut gesot, dat ass d'Qualitéit, dat sinn d'PROMs, d'PREMs – d'PROMs, d'PREMs awer global, national, direkt. Mee mir probéieren, se a verschiddene Réseaux de compétences opzestellen an iwwert déi Erfarung, déi mer an der PaRIS-Etüd hunn, vläicht eng Kéier ze globaliséieren. Mee dat ass net déi éischt Prioritéit. Déi éischt Prioritéit ass, dat esou opzestellen, datt mer kënnen dee Centre d'excellence médicale opstellen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Villmools merci. Ech gesinn, datt do keng weider Wuertmeldung ass. Also ass heimadder d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

An da wäre mer och um Schluss vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si fir den 3., 4. a 5. Mäerz virgesinn.

D'Sëtzung ass elo opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.31 heures.)

128e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 31
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 31
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 31
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Déclaration gouvernementale de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur la situation au Moyen-Orient, suivie d'un débat** p. 32
   Déclaration : M. Luc Frieden, Premier ministre | M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
   Débat : M. Laurent Zeimet | M. Gusty Graas | M. Yves Cruchten (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (interventions de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur) | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. David Wagner | Mme Lydie Polfer (parole pour fait personnel)
   Motion 1 : M. Gusty Graas | M. Laurent Zeimet | M. Marc Goergen | Mme Sam Tanson | M. Fred Keup | M. David Wagner | M. Yves Cruchten
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
5. **Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard** p. 39
   Exposé : Mme Djuna Bernard (intervention de M. Luc Frieden, Premier ministre)
6. **Dépôt d'une motion par Mme Claire Delcourt** p. 40
   Exposé : Mme Claire Delcourt
7. **Heure de questions au Gouvernement** p. 40
   Question n° 318 du 3 mars 2026 de M. Ricardo Marques relative au débat sur la santé mentale juvénile à la suite de l'altercation entre deux jeunes filles mineures, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 40
   M. Ricardo Marques | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   Question n° 319 du 3 mars 2026 de M. Dan Biancalana relative à la criminalité juvénile et aux structures de placement pour mineurs, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 41
   M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Question n° 320 du 3 mars 2026 de Mme Carole Hartmann relative au classement du Luxembourg dans l'indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 41
   Mme Carole Hartmann | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Question n° 321 du 3 mars 2026 de M. Dan Hardy relative à l'état des réserves stratégiques de gaz et de pétrole du Luxembourg face à la crise au Moyen-Orient, adressée à M. le Premier ministre p. 42
   M. Dan Hardy | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Question n° 322 du 3 mars 2026 de Mme Françoise Kemp relative au KI-Dësch, adressée à M. le Premier ministre p. 42
   Mme Françoise Kemp | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Question n° 323 du 3 mars 2026 de Mme Sam Tanson relative à la fermeture des comptes de la Cour pénale internationale par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances p. 43
   Mme Sam Tanson | M. Gilles Roth, Ministre des Finances (interventions de Mme Sam Tanson)
   Question n° 324 du 3 mars 2026 de M. Marc Hansen relative aux annonces du Président de la République française sur la nouvelle doctrine de dissuasion nucléaire de la France, adressée à M. le Premier ministre p. 43
   M. Marc Hansen | M. Luc Frieden, Premier ministre
   Question n° 325 du 3 mars 2026 de M. Maurice Bauer relative à la mission financière en Inde, adressée à M. le Ministre des Finances p. 44
   M. Maurice Bauer | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
   Question n° 326 du 3 mars 2026 de M. Yves Cruchten relative à la position du Gouvernement concernant la situation des réfugiés ukrainiens, adressée à M. le Premier ministre p. 44
   M. Yves Cruchten | M. Claude Wiseler, Président
8. **8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution** p. 45
   Rapport de la Commission des Institutions : M. Marc Baum
   Discussion générale : Mme Nathalie Morgenthaler | Mme Carole Hartmann | Mme Taina Bofferding
9. **Dépôt d'une proposition de loi par Mme Taina Bofferding** p. 50
   Exposé : Mme Taina Bofferding
10. **8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution (suite)** p. 50
    Discussion générale (suite) : Mme Taina Bofferding | Mme Alexandra Schoos (intervention de Mme Corinne Cahen) | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum | M. Fred Keup (dépôt de la motion 1) (interventions de M. Marc Baum, Mme Sam Tanson, M. David Wagner et Mme Corinne Cahen) | M. Laurent Zeimet (interventions de M. Fred Keup)
    Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
    Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de l'article 15 de la Constitution 8379
11. **Question élargie n° 71 de M. David Wagner au sujet de la mise en œuvre des projets de logements abordables** p. 56
    M. David Wagner | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire| M. David Wagner | M. le Ministre Claude Meisch
12. **8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution (suite)** p. 58
    Motion 1 : M. Fred Keup | M. Marc Baum | M. Marc Goergen
    Vote sur la motion 1 (rejetée)
13. **Motion de M. Fred Keup relative à l'élaboration d'une étude sur l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans les crèches** p. 59
    Exposé : M. Fred Keup

Discussion générale : Mme Barbara Agostino | M. Ricardo Marques | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Marc Goergen | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur la motion (rejetée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. André Bauler, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Elisabeth Margue, M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Aus verständleche Grënn an op Wonsch vun der Regierung a mam Accord vum Auteur, dee gefrot ginn ass, ass d'Motioun vum Här Mars Di Bartolomeo iwwert d'Aberuffung vun der Stol-Tripartitt, déi als leschte Punkt vum Ordre du jour vun en Donneschdennomëtte virgesi war, elo als zweete Punkt no der Motioun vum Här Laurent Zeimet virgesinn.

Ass d'Chamber mat dëser Propositioun a mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert. An ech soen Iech Merci dofir.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 3 mars 2026

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8702 – Projet de loi portant création d'un lycée à Schifflange et portant modification :
1° de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ;
2° de la loi du 19 décembre 2025 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11/02/2026

8703 – Projet de loi concernant la promotion de la formation professionnelle et portant modification
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire général

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11/02/2026

8704 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire en vue de constituer une nouvelle chambre pénale au sein de la Cour d'appel et de créer les postes de magistrat nécessaires

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 11/02/2026

8705 – Projet de loi portant :
1° transposition partielle de la directive (UE) 2024/1619 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2024 modifiant la directive 2013/36/UE en ce qui concerne les pouvoirs de surveillance, les sanctions, les succursales de pays tiers et les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance ;
2° modification de :
a) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
b) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
c) la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 13/02/2026

8706 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 avril 2000 transposant la directive 92/29/CEE du Conseil du 31 mars 1992 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé pour promouvoir une meilleure assistance médicale à bord des navires

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 18/02/2026

8707 – Projet de loi relatif à la contribution de l'État dans le cadre du mécanisme de compensation pour l'année 2026

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 18/02/2026

8708 – Projet de loi portant modification :
1° du Code de la consommation ;
2° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; et
3° de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2023/2225 du Parlement européen et du Conseil du 18 octobre 2023 relative aux contrats de crédit aux consommateurs et abrogeant la directive 2008/48/CE

Dépôt : Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, le 19/02/2026

8709 – Projet de loi portant modification de la loi du 1er août 2018 portant création d'une représentation nationale des parents

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25/02/2026

8710 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés modifiant le statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés

Dépôt : M. Gilles Baum, Mme Taina Bofferding, M. Sven Clement, M. Fred Keup, Mme Sam Tanson, M. David Wagner et M. Laurent Zeimet, Députés, le 26/02/2026

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3978 – Demande de pétition publique : Pour la fin de l'utilisation d'animaux à la Schueberfouer – respect du bien-être animal

Dépôt : Mme Jessica Simões Coelho, le 10/02/2026

3979 – Demande de pétition publique : Flexibilité de la pause repas pour améliorer mobilité et qualité de vie au Luxembourg

Dépôt : Mme Margot Robinet, le 12/02/2026

3980 – Demande de pétition publique : D'Nationalmuséeën an der Stad Lëtzebuerg sollen nees gratis ginn

Dépôt : M. Cédric Stemper, le 13/02/2026

3981 – Demande de pétition publique : Mandat de dépôt Donald Trump

Dépôt : M. Luc Fernand Gaston Pazzaglia, le 14/02/2026

3982 - Demande de pétition publique : Instauration d'un « Capital de natalité » substantiel sous forme de versement unique pour le deuxième enfant et les suivants

Dépôt : Mme Olga Brim, le 16/02/2026

3983 – Demande de pétition publique : Lëtzebuergesch als Pflicht am Alldag

Dépôt : M. Micael Da Costa Vital, le 17/02/2026

3984 – Demande de pétition publique : L'introduction du féminicide dans le Code pénal

Dépôt : M. Theo Stammet, le 16/02/2026

3985 – Demande de pétition publique : Schutz der Gesundheit und faire Arbeitsbedingungen im sozialen Sektor

Dépôt : Mme Tina Lempereur, le 20/02/2026

3986 – Demande de pétition publique : Demande d'étude officielle de faisabilité pour l'organisation d'un Grand Prix de Formule 1 au Luxembourg dans une perspective de développement économique, touristique et d'innovation durable

Dépôt : M. Carlos Manuel Boucinha Pereira, le 21/02/2026

3987 – Demande de pétition publique : ADEM-Services nëmme fir d'Residenten

Dépôt : Mme Isabel Homa, le 23/02/2026

3988 – Demande de pétition ordinaire : Financial Choice and Ethical Alternatives

Dépôt : M. Hasham Ul Haq, le 23/02/2026

3989 – Demande de pétition ordinaire : Loi du 16 mai 2023 : caractère intimidant quant à la transposition de la Directive UE 2019/1937

Dépôt : M. Adrian Leica, le 25/02/2026

3990 – Demande de pétition ordinaire : Pétition concernant le stationnement scandaleux aux abords de la gare

Dépôt : Mme Edyta Potalska, le 26/02/2026

3991 – Demande de pétition publique : Käschteniwwerhuelung vun der Liposuktioun bei Lipödem duerch d'Krankekeess

Dépôt : Mme Sally Eiffes, le 28/02/2026

3992 – Demande de pétition publique : De Slogan „Vum Floss bis bei d'Mier" als antisemittesch unerkennen

Dépôt : Mme Tatiana Retunskaia, le 01/03/2026

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Déclaration gouvernementale de M. Luc Frieden, Premier ministre, sur la situation au Moyen-Orient, suivie d'un débat

An dann héiere mer haut de Mëtten eng Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Situatioun am Noen Osten. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt, bei där all Fraktioun an all Sensibilitéit fënnef Minutten zegutt huet. D'Wuert huet elo den Här Premierminister. Här Premierminister.

Déclaration

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, déi reegelbaséiert Welt ass an Onuerdnung. De Fridden ass net eng Selbstverständlechkeet. D'Welt steet zënter e Samschden an engem neie militäresche Konflikt mat direkte Repercussiounen op de Mëttleren an Noen Osten, mee och op eis an Europa. An der direkter Noperschaft vun der Europäescher Unioun, an der Ukrain, am Gaza an elo am Iran an an der ganzer Golfregioun ass elo Krich. Déi Situatioun ass grav a stellt villes a Fro, fir wat eist Land steet.

Lëtzebuerg an Europa stinn zu de Prinzippie vun der UNO-Charta, egal wou dee Konflikt ass. Lëtzebuerg steet ëmmer op der Säit vun der Diplomatie, dem Fridden an dem internationale Recht. Lëtzebuerg steet och fir d'Fräiheet a Mënscherechter. Duerfir si mir haut, a vläicht haut méi wéi jee, fir e staarkt Europa, en Europa, wat d'Wäerter vu Fridden, Fräiheet, Demokratie a Wuelstand verteidegt.

Et ass kloer: Deen neie Krich am Iran a ronderëm werft eng ganz Rei vu Froen och am internationale Recht op. War den diplomatesche Wee tëscht Iran an den USA iwwert den Atomwaffeprogramm ënnert der Vermëttlung vum Oman wierklech um Enn? Wéi imminent war d'Gefor vun enger Attack vum Iran op Israel? Wivill Ënnerstëtzung huet d'iranescht Vollek gefrot, fir endlech kënnen a Fräiheet ze liewen? Mir wëssen dat net, well Europa war net Deel an ass net consultéiert ginn iwwert d'Opportunitéit an den Zäitpunkt vun deenen Attacken op den Iran de leschte Samschden.

Dëse Krich am Mëttleren Orient ass um Ufank, net um Enn. En ass am véierten Dag a villes deit drop hin, datt e länger wäert daueren. Mir si besuergt iwwert d'Extensioun vun dësem Konflikt iwwert déi ganz Regioun. Mir wëssen awer och, datt de Regimm am Iran zënter Joerzéngten dat internationaalt Recht ignoréiert a mat Féiss getrëppelt huet an eng Gefor fir seng Noperen an d'ganz Welt ass, virun allem duerch d'Entwécklung vun nukleare Waffen an doheem duerch d'Repressioun vu senge Leit a Minoritéiten, duerch d'Erdrécke vun all Oppositioun, duerch d'Ënnerstëtzung vun terroristeschen Organisatiounen an anere Länner.

Dës Entwécklunge verlaangen eis vollsten Opmierksamkeet. Dëst ass e regionale Konflikt mat enger internationaler Dimensioun. An duerfir hunn zënter dem Ufank vun dësem Krich e Samschden den Ausseminister an ech esou munch Gespréicher geféiert, heiheem tëschent eis, mat auslännesche Partner, fir ze kucken, wat mer kënnen a musse maachen.

Et ass och duerfir, firwat d'Regierung gëschter Moien zu engem extraordinäre Regierungsrot zesummekomm ass. Well dëse Konflikt, ech soen et nach eng Kéier, betrëfft eis, direkt an indirekt, virun allem mënschlech, mee och ekonomesch a geopolitesch.

Déi éischt Prioritéit vun der Regierung ass et, fir d'Sécherheet vum Land a senge Leit ze garantéieren, heiheem an am Ausland. Mir stinn alle Staatsbierger a Lëtzebuerger Residenten, déi den Ament an der Regioun blockéiert sinn, zur Säit. Nach e Samschden hunn den Ausseminister an ech déi noutwenneg Instruktioune ginn, fir de Concernéierte beschtméiglech ze hëllefen. Den Ausseminister wäert a senger Interventioun op déi Pisten agoen, déi gekuckt ginn, fir eise Leit an der Regioun ze hëllefen.

Mee och d'Sécherheet heiheem ass eng vun eise Prioritéiten. Eis Sécherheetsorganer, virun allem d'Police an de Geheimdéngscht, sinn alertéiert an am enken Austausch mat eise Partner, fir eventuell Menacen ze identifizéieren an dëse virzebeugen.

D'Situatioun ass grav an ongewëss. Mee d'Realitéit ass: Den iranesche Regimm ass zënter Joerzéngten eng Quell vu Repressioun no bannen a vu grousser Instabilitéit no baussen. Dat eegent Vollek gëtt ënnerdréckt, gefoltert, agespaart, ëmbruecht. Aleng an de leschte Wochen a Méint si grouss Protester brutal niddergeschloe ginn. Den Nuklearprogramm an d'Finanzéierung vun terroristesche Milizen am Libanon, Gaza, Jemen an op anere Plaze bréngen eis Partner an Alliéierten an Onsécherheet. A loosst eis net vergiessen: Et sinn och iranesch Dronen, déi Russland all Dag am Krich géint d'Ukrain ënnerstëtzen.

Lëtzebuerg an d'Europäesch Unioun stoungen a stinn duerfir op der Säit vum iranesche Vollek. Mir ënnerstëtzen hiert Recht op Selbstbestëmmung, op Fräiheet an op fundamental Rechter. Dat ass och internationaalt Recht. An dat heite kann e Moment vun Hoffnung fir dat iranescht Vollek sinn, och wa se fragill bleift.

Den Dout vum Leader vum Iran ass vläicht eng néideg Konditioun fir Verännerung. Mee et ass sécherlech net déi eenzeg. Et ass ze fréi, fir virauszesoen, wéi sech d'Situatioun am Iran selwer entwéckele wäert, engem Land vun ëmmerhin 90 Milliounen Awunner mat enger komplexer gesellschaftlecher Struktur.

Gläichzäiteg weist d'Geschicht vun der Regioun, datt extern erzwonge Regimmwiesselen net ëmmer automatesch zu Stabilitéit a Fridde féieren – leider, géing ech soen. E Vakuum ka séier gefëllt ginn, an dat net ëmmer am Sënn vu Fräiheet a Reform.

Wat mir awer haut scho wëssen, ass, datt déi aktuell Situatioun wäert gréisser Impakter hunn, op den Iran, op déi ganz Regioun an och op Europa. De Mëttleren Osten ass net just vun zentraler Bedeitung fir d'Energieversuergung an der ganzer Welt. D'Strooss vun Hormus ass och ee vun de wichtegste Mierespassagë fir allméiglech Gidder. A wann de Mëttleren Osten a Brand steet, dann huet dat direkt Auswierkungen op d'Energiepräisser an domat op d'Inflatioun, op d'Kafkraaft vun de Bierger an op de Fonctionnement vu ville Betriber, besonnesch déi, déi vill Energie brauchen.

D'Erhale vun oppenen Handelsweeër an engem stabillen internationale Wirtschaftsëmfeld steet am direkten Zesummenhang mat den Aarbechtsplazen an dem Wuelstand heiheem. Duerfir schwätzt Lëtzebuerg sech och als Land vum Dialog a vum Fridde kloer fir e militäresch Zréckhale vun alle Säiten an dësem Konflikt, och elo nach, aus.

Mir verurteelen op dat Däitlechst all Attack op d'Territoirë vun eise Partner a Frënn an der Regioun. Mir drécken eis voll Solidaritéit aus mat Staate wéi dem Kuwait, dem Katar, de Vereenegten Arabeschen Emiraten, dem Oman, Bahrain, Saudi-Arabien a Jordanien. Ech sinn amgaangen, gradesou wéi och den Ausseminister, dee Message och un eng Rei vu Staats- a Regierungscheffen an Ausseministeren an der Regioun ze vermëttelen.

Well et si grad dës Länner, déi aktuell an der éischter Linn vun der Eskalatioun stinn, déi iwwert déi lescht Joren och eng zentral Roll an diplomatesche Prozesser haten. Verschiddener vun hinnen hu souguer eng wichteg Roll als Gespréichspartner a Vermëttler vis-à-vis vum Iran, och an de leschten Deeg, iwwerholl. Si kënnen net d'Affer vun dësem Krich sinn.

A mir stinn an der Solidaritéit och op der Säit vun eisen EU-Memberen, eise Frënn an Zypern zum Beispill, wéi och all anerem EU-Land, wat attackéiert gëtt oder wat riskéiert, attackéiert ze ginn. Och déi Solidaritéit hunn ech an engem Gespréich dem zypriotesche Staatspresident an deene leschte Stonnen ausgedréckt.

Och wann dës Situatioun hir eegen Nuancen an Ënnerscheeder huet, ass et awer e weidere Rappell, no der Ukrain, no Grönland och, fir d'Wichtegkeet vun engem gëeenten a souveränen Europa. Och dee Message wëll ech muer dem President vum Europäesche Conseil, dem Här António Costa, iwwermëttelen, wann en op Visitt zu Lëtzebuerg ass.

Här President, mir hunn e Bild vun Instabilitéit, vun Onsécherheet an och zu engem Deel Ongewëssheet beschriwwen. Mee dat bedeit nach laang net, datt mir eis op d'Roll vun engem Spectateur limitéiere sollen, limitéiere kënnen. Et ass un eis, déi richteg Lektioun ze zéien an eis op eng Welt anzestellen, déi an engem déiwe Wandel steet. An d'Regierung geet genau deen Defi un.

Et ass grad, well d'Welt méi rau gëtt, dass mir eis Investissementer an eis eege Sécherheet heiheem an am Ausland musse steigeren. Et ass grad, well d'EU-Länner, all d'EU-Länner, aleng keng staark Stëmm hunn, dass mir eis fir eng gemeinsam EU-Aussepolitick staarkmaache mussen. Et ass grad, well mir ofhängeg si vu fossillen Energien, dass mir eis fir e massiven Ausbau vun den erneierbaren Energië mussen asetzen. Et ass grad, well den internationalen Handel méi ongewëss gëtt, datt mir eis Partnerschafte mat anere Regiounen an der Welt stäerken. Dat ass dat, wat mir als Lëtzebuerg maache kënnen. An dat ass dat, wat d'Regierung mécht.

Mee d'Zukunft vum Iran soll net zu Washington, net zu Jerusalem, net zu Bréissel an och net zu Lëtzebuerg decidéiert ginn. D'Zukunft vum Iran läit an den Hänn vun den Iraner – a just vun den Iraner! Et ass ëmmer derwäert, sech fir Fräiheet a Fridden anzesetzen, heiheem an am Ausland. An dat maache mir, grad an dësen onstabillen an onsécheren Zäiten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun Ärer Deklaratioun, Här Premierminister, a ginn dann dem Här Ausseminister d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dofir, der Regierung d'Occasioun haut ze ginn, fir iwwert déi Situatioun am Noen Oste kënnen en Echange mat Iech ze hunn. Ech wëll och

dem Premierminister an der Transportministesch hei extra e grousse Merci soe fir hir Disponibilitéit zënter den éischten Evenementer do an der Géigend, den Echangen, déi mer hunn. Et ass keen Dag, wou ech net op d'mannst zéngmol deen een an deen aneren um Telefon hunn. An och de Servicer wëll ech hei e ganz, ganz grousse Merci soe fir hir Disponibilitéit an och enger Rëtsch vun anere Beamten, déi sech spontan gemellt hunn, fir bei eis an der Cellule de crise ze hëllefen. Hinnen e ganz, ganz grousse Merci.

Et sinn zwou grouss Froen, déi ee sech stelle muss, an et sinn och zwou Suergen, Här President, déi mer hunn. Déi eng – do ass de Premierminister elo laang drop agaang – ass: Wéi geet et weider? D'Geschichtsbicher soen eis meeschtens, dass dat net ëmmer gutt ausgeet, wann ee vu baussen decidéiert, e Regimmwiessel ze organiséieren. Ech weess net, ob et méi schlëmm ka gi wéi dat, wat se am Moment haten. Mee et ass just, dass ee sech och net ka freeën, andeem ee seet, dass muer elo alles do an der Rei ass. Mir wëssen net, wéi et weidergeet.

An ech muss Iech soen, dass ech och net e groussen Optimist si fir elo eng Solution rapide, wann ech mer dat erlabe kann ze soen, well mat deene Gespréicher, déi ech och hat mat de Kolleegen do aus der Géigend, aus de Golflänner, déi wëllen net nokucken, wéi all Dag hir Installatioune bombardéiert ginn an hirem eegene Land. An do riskéiert och elo eng Reaktioun ze kommen. An dofir, mir wäerten net méi spéit wéi en Donneschden och eng Reunioun hunn zu 27 mat de Golflänner zesummen, fir do och en Echange ze hunn. An de Wonsch vun enger Rëtsch vun europäesche Länner ass, dass e Waffestëllstand soll gemaach gi vun 48 Stonnen, fir dass ee wierklech all Evakuatioun sans risque och kéint organiséieren, par route oder par les airs. Dat ass op jidde Fall eng Demande, déi vun den Ausseministeren och wäert kommen.

Zu de Länner, déi drënner leiden: Eent hu mer eent elo nach net zitéiert, an dat ass indirekt duerch den Hezbollah. Dat ass de Libanon. Mir sollen net vergiessen, dass am Libanon wierklech ganz, ganz vill Onroue sinn, an net nei, an dass se elo och vun der israeelescher Arméi bombardéiert ginn an am Fong eng grouss Mass vu Leit sech deplacéieren am Libanon, fir awer och eng sécher Heemecht ze fannen.

Här President, ech si virun allem haut bei Iech, fir iwwert d'Service-consulairen ze diskutéieren, well mir hunn eng Rëtsch vu Lëtzebuerger, déi och do an der Géigend sinn. Mir hunn am Moment um LamA (ndlr: Lëtzebuerger am Ausland) matgedeelt kritt, dass eng 300, iwwer 320 Leit, an den Emirate wären, am Oman 29, a Saudi-Arabien 19 an am Katar 16, an Israel 9, a Jordanie 4, am Bahrain … Ech kéint d'Lëscht nach weiderféieren. Mee dat heescht, dat dote sinn déi Leit, déi sech gemellt hunn.

Mir hunn och déi Leit gekuckt, déi sech bei der Luxair gemellt hunn. Mee ech wëll dès le départ soen, dass mer net dierfen en Ënnerscheed maachen tëschent Leit, déi mat der Luxair geflu sinn an de Leit, déi aneschters geflu sinn. Et si Leit, déi dohanne kucken, esou séier wéi méiglech heemzekommen.

Ech wëll de Servicer och Merci soen, well eis Servicer hunn och Kontakt opgeholl mat all de Leit, also do, wou mer eng Telefonsnummer haten an een, deen dropgaangen ass. Soss ass och eng E-Mail verschéckt ginn, fir mat de Leit Kontakt opzehuelen, fir si ze informéieren, wat am Moment d'Regierung ka maachen.

Mir kënnen net, wann … Et sinn tatsächlech gëschter Flich vun Abu Dhabi zréckkomm, mee dat war dann d'Etihad, déi selwer mat hire Flich, déi se geplangt haten, hir eege Clienten nees an Europa bruecht hunn. D'Emirates ass amgaangen ze kucken, lues a lues och vläicht deen een oder anere Vol ze organiséieren. Ech weess, dass d'Luxair amgaangen ass ze kucken, wéi se kann an deenen nächsten Deeg do, wou da Slotten och op sinn, ob dat muer, iwwermuer oder iwweriwwermuer … Et sinn esou vill Incertituden do. Frot mech elo net, wéini wat genau kann organiséiert ginn. Dofir sinn ze vill Incertituden do. Mee d'Luxair kuckt an huet souguer eng Maschinn, déi se elo erofbréngt, fir méi no an der Géigend ze sinn. Dat hunn ech zesummen nach mat der Transportministesch virdru beschwat, mat der Madamm Backes, dass de Fliger elo eroffiert an de Süden, fir dass en, wann en duerno kann e Slot kréien, direkt bannent deenen nächsten zwou Stonne kann dann och aktiv do sur place sinn an och eng Rëtsch vu Leit zréckbréngen.

Mir hu gekuckt, wat et vun Alternative gëtt. An den Emirate gëtt et nach, wéi gesot, Abu Dhabi an Dubai. Mee do sinn d'Certitudë fir eng Ouverture zimmlech kleng. Virun dräi Deeg hate mer d'Info och kritt, e Sonnden, dass de Wee an den Oman en zimmlech onséchere Wee gewiescht wär, well deemools och nach Infoe waren, dass och nach Aktioune géint den Oman kéinte stattfannen. Déi hu sech net bestätegt. Mir hunn och Informatioune kritt, dass am Oman eng Rëtsch vu Fligeren all Moment kënne fortgoen.

A mir sinn dofir och amgaangen ze kucken, wann …, duerch d'Echangen, an ech sinn do ganz transparent mat Iech, déi mer och mat der Belsch hunn, ob dat d'Madamm Backes ass mat hirem Defenseministerkolleeg oder ech selwer och mam Ausseminister, dee mer haut schonn e puermol um Telefon haten, d'Madamm Backes, den Här Francken, ech selwer an den Här Prévot. An den Här Prévot ass amgaangen, an hirer Chamber och op déi Situatioun ze äntweren an ze soen, dass mer do a Kollaboratioun zesummeschaffen.

Mir hunn nämlech verschidde Moyenen, verschidde Fligeren, déi mer kéinte benotzen, wann d'Belsch och averstane sinn. Et gëtt och nach aner Servicer, déi mer gëschter och an der Kommissioun beschwat haten: dee vum MRTT. Do brauch een awer Gréng Luucht vun all de Länner. Wann ee Land seet: „Et ass awer risky, dofir wëll ech net dohinner goen", muss een Alternative sichen. Mir sinn amgaangen ze kucken, ob mer net kënnen als Regierung e Fliger affretéieren, deen da vläicht an den Oman kéint goen, wou mer dann och missten den Transport organiséiere vun Dubai oder vun Abu Dhabi, muer oder iwwermuer, wa mer bis genau wëssen, wéini dee Fluch och méiglech wär. A selbstverständlech en cas de force majeure misst en annulléiert ginn. Mir kënnen net Risken do ophuelen. Mee wann do eng Méiglechkeet wier, dass een dann den Transport géif och organiséiere vun Dubai an Abu Dhabi op Maskat a vun do aus dann e Fliger hätt, dee muer am spéiden Nomëtte kéint fortfléien.

Ech soe „kéint fortfléien". Firwat? Well d'Demande ass grouss. Mir hunn am Moment scho bei e puer Gesellschaften och Demandë gemaach. Mir hu positiv Äntwerte kritt, wou mer dann eng hallef Stonn drop gesot kritt hunn, dass aner Länner se awer kritt haten. Déi wäerten da méi gebueden hunn. An dat soll awer net eng Ursaach sinn. Mir hu gesot, et kascht dat, wat et soll kaschten, fir dee Vol och ze kréien. Mee dat si keng Leit, mat deene mer onbedéngt och schonn elo en Antecedent hunn, wou mer se och géife kennen, wou eng Vertrauensrelatioun och opgebaut ginn ass. An déi wäerten dann am Moment och kucken, hire Business ganz héich do och op der Skala ze halen.

Et ass keng Mussesaach, well et ass ganz gutt méiglech, dass muer oder iwwermuer, wéi gesot, den éischte Fliger vun der Luxair kéint zréckkommen. Dat ass ee vun de Punkten. Et ass och méiglech, wann dat net de Fall wier, dass ee mat der Luxair kuckt, ob een net alternativ Fluchhäfen an der Géigend kéint kréien, fir do d'Leit och zréckzekréien.

Déi Alternativen, déi et gi sinn, ass eng Kéier Maskat. Maskat si fënnef Stonnen Auto. Am Moment ass och en Délai d'attente op der Grenz, deen tëschent zwou a fënnef Stonne ka sinn. Da gëtt et Riad. Mee Riad, dat si ganz, ganz vill Stonnen Auto. Do ass ee bal bei engem Dag Auto. An dat wier och vläicht net unrisky, well awer och a Saudi-Arabien eng Rëtsch vun amerikaneschen Infrastrukture sinn, déi net wäit vum Fluchhafe sinn.

Dat heescht, de Ministère ass amgaangen, elo nach iwwerall Kontakt opzehuelen, ob mer kënne fir muer e Fliger fannen – wann net muer, dann ass et fir iwwermuer –, wou mer kënne kucken, e Fluchhafen ze fannen, dee sécher ass. D'Leit, déi sech iwwert de LamA ugemellt hunn, an dat huet sech wierklech verdräifacht, vervéierfacht, verfënneffacht déi lescht Deeg, wëlle mer och da kënnen informéieren. Mir froen och do eng Flexibilitéit. Mir wäerten do och Leit hunn, déi net ganz, ganz happy sinn. Well wann ee muss mam Bus fueren, da muss een och en Deel vun der Wallis … Ech si ganz éierlech mat Iech, fir einfach déi konkreet Problemer …, dass net jiddwereen eng riseg Wallis ka mathuelen, well déi och net an de Bus … Et si lauter esou technesch Problemer, technesch Punkte vläicht éischter, well de Problem, deen ass sur place, fir kënne fortzekommen. A wa mer dee geléist wëlle kréien, da musse mer vläicht och eng gewësse Flexibilitéit bei de Leit hunn. Mir wäerten och ganz transparent mat onse Bierger sinn an, wéi gesot, mat de Belsch kucken, wann et do nach aner Méiglechkeete gëtt iwwert den A400M oder iwwert den MRTT, fir do och nach zousätzlech Plaze kënnen unzebidden.

Dir wësst, dass mer och um europäeschen Niveau kucken, mat de Kolleegen do och eng Solidaritéit ze hunn, dat heescht, wann nach Plazen do sinn, och deenen anere Länner der kënnen unzebidden, mat dem Horaire vum Fliger, wéini e fortflitt a vu wou, fir do och d'Leit kënnen ze rapatriéieren.

Här President, also wann Noriichte sinn, wäert de Ministère déi direkt och kënne kommunizéieren. Am Moment war et net méiglech, aner Weeër ze hunn, fir kënnen ze fléien, well Dubai eis matgedeelt huet, dass se all déi Fligeren, déi dohanne blockéiert waren, géife fir d'éischt erausloossen, ier nei Fligere kéinten erakommen. An dowéinster ass awer proaktiv schonn, wéi gesot, eng Luxairs-Maschinn ënnerwee fir an de Süden, fir dass se, soubal se ka gebraucht ginn, och kann déi éischt Leit mat eropbréngen.

Mee et geet net duer. Dofir siche mer och alternativ Weeër. Et gëtt och eng Reaktivitéit gefrot vun de Leit, déi elo doënne sinn. Mee ech weess, dass eng Rëtsch vu Leit och wëllen esou séier wéi méiglech heemgoen. An ech wëll hinne just soen: D'Regierung huet iech net vergiess a wäert iech och net vergiessen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Regierung.

An da komme mer zur Debatt. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Gusty Graas, den Här Yves Cruchten, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här David Wagner. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Zeimet agedroen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun fir d'éischt dem Premierminister an dem Ausseminister Merci soe fir hir Deklaratioun an natierlech och fir hir Beméiungen iwwert de Weekend an déi lescht Stonnen.

Eis Gedanken an dëser Situatioun, déi sinn awer fir d'éischt beim iranesche Vollek, a besonnesch bei deene ville jonken Iraner, déi am Dezember an och nach am Januar op d'Strooss gaange sinn, fir fir hir Fräiheet ze demonstréieren, déi dee Courage haten, e Courage, dee mir enorm respektéieren. Well ech mengen, jidderee vun eis ka sech d'Fro stellen, ob en dee Courage gehat hätt.

An d'Äntwert vum Regimm war grausam. Si hunn op hir eege jonk Leit geschoss, geziilt an de Kapp, tëschent d'Aen, fir se dovun ofzehalen, nach weider ze demonstréieren. Mee si hu sech net decouragéiere gelooss. Si sinn no de 40 Deeg, déi fir d'Trauer agehale ginn am Iran, erëm op d'Strooss gaang, hunn demonstréiert op den Unien, hunn och demonstréiert, sech manifestéiert op Begriefnisser.

Ech froen Iech: Hätte mir dee Courage gehat, fir eis Fräiheet esou d'Liewen u sech ze riskéieren? An ech mengen, datt déi haut och eng Äntwert vun eis erwaarden, nämlech déi: „Ënnerstëtzt der eis an eisem Wëllen no Fräiheet, no engem demokrateschen Iran?" An eis Äntwert op déi Fro ass kloer: „Jo."

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Mir héieren net vill aus dem Iran am Moment, well de Regimm natierlech derfir suergt, datt weeder Journaliste sech kënnen do fräi beweegen nach iergendwellech Neiegkeete kënnen aus dem Iran erauskommen. Dofir sollte mer virsiichteg vläicht sinn an den Appreciatiounen, wat am Iran am Moment sech deet oder net deet, a mir sollte virun allem net alles gleewen, wat den Iran a seng Proxyen eis doriwwer erzielen.

De Premier, mengen ech, huet gutt op de Punkt bruecht, wat eis alleguerte geheit, nämlech dat, datt mer an dëser Situatioun et schwiereg hunn, et ze appreciéieren, well mer natierlech och net dat Vertrauen an eisen eelsten Alliéierten hunn, wat et vläicht bräicht an dëser Situatioun, well mer och net alles gleewen, wat d'Wäisst Haus erklärt a seet, a well mer net alles kënnen novollzéien, wat se maachen. Och dat mécht et eis an dëser Situatioun net einfach.

Natierlech si mir och – an do si mer eis, denken ech, heibannen alleguerten eens – fir eng reegelbaséiert Weltuerdnung. Déi baséiert natierlech op Vertrauen an déi baséiert och op Respekt vun alle Säiten. De Premier huet et gesot: Den Iran huet sech net als grousse Verfechter vun der internationaler Weltuerdnung a vun de Mënscherechter ervirgedoen.

Den historeschen Ament erkennt ee seelen direkt. Et gëtt eenzelner dovun: de Fall vun der Mauer an den 11. September. Mee de Februar 1979 vläicht net, wéi de Regimm vum Schah – och en ongerechte System – an e Koup gefall ass an ersat gouf duerch de Mullah-Regimm, deen eis iwwer 50 Joer d'Liewen op der Welt zur Hell gemaach huet. An deem Regimm kann een net notraueren. An et kann een nëmmen hoffen, datt dëst och eng Chance ass, datt dëse Regimm vun der Welt verschwënnt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Internationaalt Recht, jo. Mee mir kënnen eis och net dohannert verstoppen, fir eis Verantwortung ze iwwerhuelen. Wann d'Volleksrepublick China mam internationale Recht argumentéiert, da musse mer eis froen, ob eis Argumentatioun nach stéchhalteg ass – China, wat bis haut nach net ee Wuert gesot huet zur Invasioun vun der Ukrain! Mir stinn zum internationale Recht. Mir wëllen eng reegelbaséiert Weltuerdnung. Mir mussen awer och zur Kenntnis huelen, datt mer haut vläicht erëm méi wäit dovunner ewech sinn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, mir ënnerstëtzen d'Regierung selbstverständlech an hire Beméiungen, fir eis Kompatrioten zréckzebréngen an a Sécherheet ze bréngen. Mee ech denken, mir mussen hei alleguerten och un eis Eegeverantwortung appelléieren a wëssen, wou mer hifueren. An d'Recommandatioune mussen dann och an Zukunft kloer sinn, well déi Situatioune wäerten net vun haut op muer op en Enn kommen. An ech denken, datt jo nach verschidde Leit hir Vakanze scho wäerte gebucht hunn.

Wichteg ass awer och, an och do kann d'Regierung op eis Ënnerstëtzung zielen, datt all Konflikt net seng Plaz op eise Stroossen huet an datt d'Leit hei am Land musse sécher sinn an datt déi Beméiungen, déi Der do wëllt huelen, och eis Ënnerstëtzung fannen, fir sécherzestellen, datt den Noostkonflikt net op eise Stroossen ausgedroe gëtt an datt besonnesch och eis jiddesch Matbierger sech sécher hei an der Heemecht kënne spieren.

An deem Sënn hutt Der eis Ënnerstëtzung. Mee virun allem huet d'iranescht Vollek, wat seng Fräiheet wëll, eis Ënnerstëtzung.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Zënter enger Rei Jore kënnt d'Welt net méi zur Rou. D'Ukrain, Gaza an elo den Iran: Konflikter, déi leider, muss ee soen, net nëmme regionale Charakter hunn. A si riskéieren och, aner Dimensiounen ze erreechen.

Déi gemeinsam brutal Attack vun den USA an Israel op den Iran leschte Samschden ass keng gréisser Iwwerraschung. Si huet sech u sech an deene leschte Wochen ugekënnegt, obwuel jo eng Rei Golfstaaten och de President Trump dervir gewarnt haten.

Natierlech stellt sech dann direkt d'Fro no der Legitimitéit vun deem Virgoen, ëmsou méi een och weess, datt entre-temps mindestens 500 Doudeger am Iran festgestallt goufen, dorënner virun allem mindestens 70 Meedercher aus enger Schoul. Dat ass extreem dramatesch.

Ech wëll awer direkt hei betounen, datt wéinst Leit wéi dem Ayatollah Ali Khamenei, deen zënter 1989 um Pouvoir ass, a senge Matstreider, déi joerzéngtelaang e Vollek mësshandelt an och ënnerdréckt hunn, keng Trauer brauch gedroe ginn. Et däerf een och net vergiessen, datt dat Land d'Ukrain hei am Fong geholl net ënnerstëtzt huet, au contraire, mee datt se op der Säit vun de Russe stoungen.

Eppes ass awer och kloer hei: Spéitstens no dëser Interventioun hunn d'USA awer och bewisen, datt dat internationaalt Vëlkerrecht net méi respektéiert ass. Et ass eng geféierlech Entwécklung, déi riskéiert, d'Weltuerdnung ze briechen an d'Recht vum Staarken ze institutionaliséieren. Och d'Schafe vun deem ominéise Board of Peace geet e bësselchen an déi Richtung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat sinn dann elo u sech d'Konsequenze vun dësem Krich? Kaum wäert et à court terme zu engem Wiessel vum Regimm am Iran kommen, och wann dat natierlech vu ville Plazen, an och vun eiser Säit aus, erwënscht wier. Den aktuelle Mullah-Regimm wäert mat Sécherheet mat alle Moyene versichen, um Rudder ze bleiwen, an den ieweschte Féierer wäert an deenen nächsten Deeg ersat ginn. Dovunner si mer mat Sécherheet iwwerzeegt. A soulaang d'Basidsch-Miliz an d'Arméi op der Säit vun der Regierung stinn, soulaang kann och dës Regierung nach iwwerliewen. A virun allem d'Revolutiounswiechter wäerten natierlech eng besonnesch Roll spillen.

En aneren Handicap ass, datt et u sech keng organiséiert Oppositioun an deem Land gëtt. An de Krich aus dem leschte Juni vun Israel an Amerika géint den Iran huet jo am Fong geholl och bewisen, datt sech näischt geännert huet. Wat war geschitt? Mee d'Iraner hu sech solidariséiert. A wann d'Aggressioun vu bausse kënnt, da spiert een, datt dat Land awer och kann zesummestoen. Souguer Häftlingen, politesch Häftlingen, an och Intellektueller hu sech dee Moment och zum Regimm bekannt, wat jo awer schonn eng aussergewéinlech Situatioun ass.

Jiddefalls wäert de Regimm selwer nëmme kënnen änneren, wann eng intern Entwécklung wäert derzou bäidroen. Déi ideal Léisung wier natierlech, wann d'iranescht Vollek selwer kéint bestëmmen, wat fir eng Staatsform et an Zukunft gäre wëll hunn.

An eppes muss een och hei soen: Ouni Hëllef vu bausse wäert dat ganz schwéier méiglech sinn. Een Haaptacteur sinn ouni Zweifel och d'USA. Ech wëll och drun erënneren, datt Europa och, wat oft vergiess gëtt, eng ganz wichteg Roll gespillt huet an der Vergaangenheet. Zum Beispill 2003, wou en Ofkommes mat dem Iran festgehale gi war iwwert d'Situatioun, datt den Iran selwer keng Atomwaff kéint besëtzen. Am Juli 2015 gouf dat Ofkommes guttgeheescht. Dat war de sougenannten Joint Comprehensive Plan of Action. Dat gouf deemools vum ganzen UNO-Sécherheetsrot gedroen. Mee wien huet et zerschloen? Dat war de President Trump am Joer 2018.

Ech sinn och der Meenung, an och am Numm vu menger Partei, datt d'Europäesch Unioun och soll hei vill méi eng grouss Roll spillen. Mir musse virun allem diplomatesch awierken. Ech mengen, dat ass eng Stäerkt vun der Europäescher Unioun, fir eis fir eng Deseskalatioun anzesetzen. D'Europäesch Unioun kann och hëllefen, Iwwergäng ze sécheren, a virun allem mat där Erfarung, déi mir hu mat demokrateschen Institutiounen. Eng Demokratie kann nëmme fonctionéieren, wa wierklech de Garant vun Institutiounen do ass. Mee leider – leider muss een dat och hei ënnersträichen – bréngt d'Europäesch Unioun et nach ëmmer net fäerdeg, an och an dësem Dossier, mat enger Stëmm ze schwätzen.

Ech wëll och ganz kloer ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei d'Solidaritéit vis-à-vis vun dem iranesche Vollek hei ausdréckt. Mir fuerderen awer och vum Iran, datt en esou séier wéi méiglech mat sengen Attacken ophält.

En aneren Aspekt vun dësem Konflikt ass natierlech de grousse Risiko vun engem Flächebrand. Och wann den Iran mat Sécherheet militäresch gekuckt keng Chance huet, sech géint d'USA oder géint Israel duerchzesetzen, solle mer awer net esou naiv sinn a mengen, datt et net och an deenen nächsten Deeg zu gewëssenen Attacke wäert kommen, souguer op europäeschem Buedem. A mir hunn dat erlieft elo an Zypern. Mir sollen also net mengen, datt dat sech net och nach kéint weider op europäeschem Feld ausbreeden.

Israel bombardéiert och weider de Libanon. Do gesäit een also, wéi u sech dee ganze Konflikt elo eng aner

Dimensioun wäert unhuelen. An de President Trump huet jo ugekënnegt, datt déi richteg Well, fir géint den Iran virzegoen, eréischt bevirsteet. Da kënne mer eis jo theoreetesch nach op munches astellen.

D'Fro stellt sech och, ob d'NATO-Staaten, besonnesch déi europäesch NATO-Staaten, sollen e gewëssene Secours hei leeschten. De Mark Rutte huet dat jo verlaangt. Och do muss een awer allerdéngs ganz virsiichteg sinn. Och do muss ee wëssen, wat dat an der Praxis ka bedeiten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss awer och hei ënnersträichen, datt eis Regierung ganz effikass, ganz effizient reagéiert huet, wat de Rapatriement vu plus ou moins 500 Lëtzebuerger Bierger a Residenten ugeet, déi de Moment an der Regioun sinn, fir déi esou séier wéi méiglech op Lëtzebuerg zréckzebréngen. An ech mengen, an enker Kooperatioun mat der Luxair ass dat jo och geschitt.

Sécher konnte mer net all d'Bierger ganz genee repertoriéieren. Dat ass net evident gewiescht. An trotzdeem muss een awer soen, datt hei ganz gutt a ganz séier reagéiert ginn ass. An ech hoffen, och am Numm vun der DP, datt esou vill wéi méiglech an esou séier wéi méiglech d'Leit ouni Schued op Lëtzebuerg zréckbruecht kënne ginn.

Ofschléissend vläicht: Deen neie Konflikt hei muss eis trotzdeem eeschthaft Suerge maachen. E wäert eis leider nach Deeg a Woche begleeden. Ech hoffe just, datt déi Waff, déi dëse Konflikt léise wäert, d'Waff vun der Diplomatie wäert sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Här President, virop: D'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung bei all hire Beméiungen, Lëtzebuerger Residenten, awer och d'Clientë vun eiser Luxair sécher a séier aus der Konfliktregioun erauszekréien. Dat, wat den Här Ausseminister eis gëschter an der Kommissioun, awer och haut gezielt huet, verdéngt an deem doten Zesummenhang eis voll Zoustëmmung.

Dir Dammen an Hären Deputéiert, ech huelen un, dass et Iech e bësse geet eweí mir: Et ass een hei hinan hiergerappt. Dëst Gefill dréckt mäi Kolleeg, den Amir Vesali, op eng besonnesch däitlech an emotional Aart a Weis an engem Artikel vu gëschter an der Zeitung aus. A wann Der deen nach net sollt gelies hunn, da kann ech Iech nëmme roden, dat nozehuelen. Am „Tageblatt" stoung gëschter och: „Wéi wäit geet den Trump?" Mee eigentlech misst d'Fro méi breet gestallt ginn: Wéi wäit däerf eng Groussmuecht goen? A wat bedeit dat fir déi international Uerdnung, wa si sech net dorunner hält?

Mir gesinn am Iran e Regimm, deen zanter Joerzéngten d'Mënscherechter mat Féiss trëppelt, eppes, wat mer scho méi dacks hei an der Chamber verurteelt hunn. Mir gesinn Oppressioun, politesch Verfollgung, Gewalt géint Fraen, géint Jonker, géint all déi, déi no Fräiheet striewen. An et ass legitimm, jo, et ass mënschlech, sech ze wënschen, datt d'iranesch Bevëlkerung endlech fräi lieft, ouni Angscht, ouni Repressioun, ouni reliéisen oder politeschen Zwang. Mee déi Fro, déi sech stellt, ass: Kann ee Fräiheet aleng mat Rakéite bréngen? Oder riskéiere mir net, datt ënnert dem Virwand vu vläicht enger gerechter Saach nach eng Kéier dat internationaalt Recht ausgehielegt gëtt?

D'UN-Charta ass net geschriwwe ginn aus Naivitéit. Si ass geschriwwe ginn aus der Erfarung vu Weltkricher, vu Chaos, vu Muechtpolitick ouni Reegelen. Wa grouss Staaten ufänken, no eegener Interpretatioun ze decidéieren, wéini si agräifen, wie si ausschalten a wéi si international Konflikter léisen, da gerode mir op e geféierleche Wee. Well da gëllt just nach d'Gesetz vum Dschungel.

Fir Lëtzebuerg ass dat hei vital. Mir liewen net vun eiser militärescher Muecht. Mir liewe vun der Stäerkt vum Recht, vun der Multilateralitéit a vun enger reegelbaséierter Weltuerdnung. A wann déi bréckelt, da gi mir all méi onsécher. Dat heescht net, datt mir d'Ae virun der Realitéit verschléissen. Den iranesche Regimm ass keng Demokratie. Hien huet d'Verantwortung fir Gewalt no bannen a fir Destabilisatioun no baussen an der ganzer Regioun.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | D'Leit am Iran hunn e Recht op Fräiheet an op Selbstbestëmmung. Déi Fräiheet muss vun hinne selwer gedroe ginn. Si kann ënnerstëtzt ginn duerch Diplomatie, duerch geziilte Sanktiounen, duerch international Drockmëttel, duerch d'Promouvéiere vun demokratesche Strukturen. Mee si däerf net instrumentaliséiert ginn, fir geopolitesch oder ekonomesch Interessien duerchzesetzen!

Ech gesinn hei och eng gewëssen Duebelmoral: Wann ee ka Geschäfter maache mat engem autoritäre Regimm, dann ass alles ok. Wann net, da fléien d'Bommen. An och hei soen d'USA entre-temps ganz kloer, et geet hinne guer net ëm en demokratesche Wandel am Iran. Dat ass anscheinend net d'Zil vun den Operatiounen.

Mir hunn an der Vergaangenheet awer gesinn, wat geschitt, wann Interventiounen ouni kloer Exitstrategie, ouni breet international Legitimatioun, ouni laangfristeg Pläng gemaach ginn. Denke mer mol un den Irak oder nach un den Afghanistan. D'Intentioune waren deelweis éierbar formuléiert. D'Resultater awer waren ze dacks Instabilitéit, Chaos an eng Bevëlkerung, déi tëscht de Fronten zerdréckt gouf.

Dofir musse mir zwou Wourechte gläichzäiteg aushalen. Éischtens: Et ass richteg, sech Fräiheet fir d'Iranerinnen an d'Iraner ze wënschen. An zweetens: Et ass geféierlech, wann dat internationaalt Recht violéiert gëtt. D'Mënscherechter, wéi mer wëssen, déi sinn universell. Mee och d'Reegele vum internationale Recht sinn universell. Wa mir dat eent verdeedegen, däerfe mir dat anert net opginn!

An do kënnt Europa an d'Spill. Mir däerfen net nëmmen Zuschauer sinn, déi mat Suerg op d'Entwécklung kucken. Europa muss eng eege Stëmm hunn. Eng Stëmm fir Diplomatie, fir Deseskalatioun, fir Verhandlungen. Eng Stëmm, déi kloer seet: E Regimechange duerch militäresch Muecht aleng féiert net automatesch zur Demokratie, an international Reegele mussen agehale ginn!

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Mir mussen och kloer sinn: D'Bevëlkerung am Iran däerf net de Präis bezuelen, weeder fir d'Repressioun vun hirem eegene Regimm nach fir geopolitesch Muechtspiller vun dobaussen. All Eskalatioun bedeit nei Flüchtlingsstréim, nei humanitär Krisen, nei Spannungen an enger Regioun, déi eigentlech scho genuch gelidden huet.

D'Fro „Wéi wäit geet den Trump?" ass am Fong eng Fro un eis alleguer. Wéi wäit loosse mir et kommen, datt international Reegele gebrach ginn? Wéi konsequent si mir, wann et drëms geet, Prinzippien ze verdeedegen, och wann et mol politesch onbequeem ass?

D'Chamber muss hei kloer Stellung huelen: fir d'Verdeedegung vun de Mënscherechter, jo, an och fir d'Verdeedegung vum internationale Recht. An dës zwou Positioune sinn net am Widdersproch, si gehéieren zesummen. An deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun, déi ënnerstëtzt gëtt vun de Kolleege vun déi Lénk a vun déi gréng.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant ses motions nos 1997, 4008, 4146 et 4719 adoptées à l'unanimité ;

– considérant les nombreuses graves violations des droits humains, dont l'oppression systématique du peuple iranien, le recours à la force fréquemment excessif et meurtrier ainsi que les arrestations massives, la torture, et des condamnations à mort arbitraires, commis par le régime iranien pendant des décennies ;

– constatant que les attaques des États-Unis et d'Israël contre l'Iran du 28 février 2026 constituent une violation flagrante du droit international ;

– considérant les risques considérables que la récente escalade militaire au Proche-Orient présente pour la paix de l'ensemble de la région et la sécurité mondiale ;

– déplorant toutes les victimes civiles des attaques mutuelles des États-Unis, d'Israël et de l'Iran ;

– exprimant sa solidarité avec le peuple iranien et les efforts démocratiques iraniens,

invite le Gouvernement à

– s'engager activement en faveur d'une désescalade du conflit et d'une cessation immédiate des hostilités entre les États-Unis, Israël et l'Iran au sein de l'ONU et de l'UE ;

– défendre fermement le droit international et l'état de droit au niveau international afin d'empêcher un nouvel effondrement des institutions multilatérales et de l'architecture sécuritaire mondiale ;

– plaider en faveur d'un positionnement européen uni et d'un renforcement du soutien à la population civile iranienne au niveau européen ;

– s'efforcer, avec des pays partenaires, d'instaurer des corridors humanitaires et de renforcer l'aide humanitaire destinée à la population civile iranienne ;

– mettre en avant la solidarité de la population luxembourgeoise avec le peuple iranien.

(s.) Yves Cruchten, Sam Tanson, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | A wann ech de politesche Vertrieder vun der DP a vun der CSV virdrun nogelauschtert hunn, da sinn ech iwwerzeegt, dass si se och wäerte matdroen.

Lëtzebuerg huet eng Traditioun als Bréckebauer, als Verfechter vum Multilateralismus. Loosst eis déi Roll weider spillen, net mat grousse Gesten, mee mat diplomatescher Konsequenz, net mat séiere Schlagzeilen, mee mat laangfristegem Engagement! D'Welt ass net schwaarzwäiss, mee eis Prinzippie verdroe keng Grotéin, wann et ëm Recht a Gerechtegkeet geet.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Här Premierminister dofir, haut an d'Chamber komm ze sinn, fir eis iwwert d'Situatioun am Mëttleren Osten ze

berichten, quitte dass mer och natierlech elo do net wëssen, wéi et weidergeet.

Wat mer wëssen, dat ass awer, an ech mengen, dat kann ee festhalen, dass mer an enger Situatioun sinn, an déi sech den Iran och selwer erabruecht huet. Den Iran ass säit 40 Joer a méi eng brutal Diktatur, déi d'Nopeschlänner bedréit, déi massiv Rakéite baut a bereet ass, déi op seng Noperen ze schéissen. Den Iran schafft un Atomwaffen, wat eng reell richteg grouss Gefor wier fir déi ganz Regioun. An den Iran drot andauernd an notamment eeben och, Israel säin Existenzrecht ewechzehuele mat Waffegewalt. An dat wier tatsächlech och méiglech eng Kéier, wann näischt géif geschéien. Zum Schluss huet den Iran elo déi leschte Méint 30.000 vu sengen eegene Leit, déi méi Fräiheet wollten an dofir op d'Strooss gaange sinn, brutal ëmbruecht, a warscheinlech déi lescht Joerzéngten nach vill, vill, vill, vill méi.

Kann een do d'Aen zoumaachen? Ech mengen net. An ech mengen och, dass een dann Israel zum Beispill ka verstoen, wa si soen: „Mir mussen eppes maachen, well eist Iwwerliewen ass gefäerdet. Mir wëllen eis verteidegen", dass d'Amerikaner dann natierlech do sinn, fir hinnen ze hëllefen. Ass dat dann e Broch vum Vëlkerrecht? Dat ka sinn. Ass dat elo eemoleg? Si mer elo an enger Welt, déi op eemol vill méi onstabill ass, wéi se vläicht war? Sécher net. Onstabill Phase sinn et der an de leschte Joerzéngte ganz oft ginn, Bréch vum Vëlkerrecht ganz vill. Ass eis Regierung, wéi den Här Premierminister virdru sot, ëmmer fir d'Vëlkerrecht? Jo, an awer heiansdo och net esou ganz. Ech mengen, d'Bombardementer 1999 op Belgrad, d'Interventioun a Libyen 2011 waren net – net! – vum Vëlkerrecht gedeckt. A mir hunn et awer matgemaach, oder op d'mannst ënnerstëtzt.

Et ass also net esou, dass een d'Welt einfach kann andeelen a „mir déi Gutt an déi aner déi Béis". Mir sinn och heiansdo derbäi. An dann ass et vläicht och heiansdo gerechtfertegt, well oft stinn effektiv am Widdersproch engersäits d'Anhale vu Mënscherechter, vun der Fräiheet, an anerersäits d'Anhale vum Vëlkerrecht. Do muss ee sech dann heiansdo entscheeden. Dat ass keng einfach Decisioun.

Mir hunn elo hei natierlech d'Fro: Wat geschitt elo? Wéi laang dauert dat? Aktuell hu mer immens prezis Schléi, déi iwwregens och weisen, wéi staark dat amerikanescht Militär ass, fir bannent kuerzer Zäit ganz geziilt Leit, déi awer wierklech warscheinlech immens staark geschützt sinn, ze treffen. Dat beweist hir enorm Kraaft, déi se hunn. Kollateralschied, wéi een dat esou schrecklech seet – et ass eng Schoul getraff ginn –, dat sinn natierlech ganz schlëmm Saachen. Dat dierf net virkommen.

Elo ass d'Fro eben: Wat geschitt? Wéi laang dauert et? Mir ginn dervun aus, dass e ganz, ganz groussen Deel vum iranesche Vollek déi Regierung, déi se elo hunn, dee Regimm, net méi wëll. Mee klappt dat, fir deen elo ze wiesselen? A wéi laang dauert et? D'Amerikaner hunn an der Vergaangenheet Feeler gemaach. Den Här Cruchten hat dat och ugeschwat. Den JD Vance huet awer hei ganz kloer gesot, dass se déi Feeler, déi se 2003 am Irak gemaach hunn, net wëlle widderhuelen.

(Interruption)

Kucke mer, ob et klappt. Wichteg ass elo ze deseskaléieren. Diplomatesch Verhandlungen, mee mat wiem? Wëllt Der elo mam iraneschen Terrorregimm verhandelen? Kléngt gutt. Eng europäesch Aussepolitick gemeinsam, do kann een dervu schwätzen hei, gëtt et awer net. All Land huet seng eegen Interessen. Souguer déi grouss Länner, Däitschland a Frankräich, hunn aner Interessen an der Welt. Wäert och deemnächst net kommen. An da bleift eis am Fong net vill aneschters iwwreg wéi nozekucken an ze hoffen, dass fir d'Bevëlkerung am Iran dat Bescht geschitt.

D'Zukunft gëtt effektiv vum iranesche Vollek bestëmmt. Dat wënsche mer eis. An an déi Richtung sollte mer och international drop aus sinn, och wa si gespléckt sinn.

Fir Lëtzebuerg gëllt, dass de Konflikt net an iergendenger Form heihinner importéiert gëtt – et ass net eisen direkt –, dass mer probéieren, déi negativ wirtschaftlech Konsequenzen dovunner esou wäit wéi méiglech ze reduzéieren, an dass mer hoffen, dass esou schnell wéi méiglech Fridde kënnt.

Mir sinn och frou, dass d'Lëtzebuerger ausgeflu ginn. Ob een elo doriwwer muss zéng Minutten hei schwätzen, wat, mengen ech, eng Evidenz ass a wat eis national Fluchgesellschaft an eis Beamte sécherlech ganz gutt maachen, an hei zéng Minutte schwätzen iwwer Wallissen, déi an e Bus passen? Ech mengen net.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dir sidd net am Fall!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech mengen, dass dat ... Et ass ...

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Dir sidd net am Fall, Här Keup!

M. Fred Keup (ADR) | Also, dat dote géif och en anere maachen.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et ass Iech egal, wéi mat allem.

M. Fred Keup (ADR) | Nee, nee! Nee, nee! Et ass net egal!

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Et ass gutt, dass d'Leit matkréien, dass et Iech egal ass!

M. Fred Keup (ADR) | Mee fir zéng Minutten dat hei esou duerzestellen, als wier een den Held vun der Natioun ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Claude Wiseler, Président | Sou! Kommt, mir kommen zur Saach zréck, Här Keup!

M. Fred Keup (ADR) | Voilà, dat gesot, wënschen ech dem iranesche Vollek hei elo dat Allerbescht, Fridden, eng sécher Zukunft, e Wandel a wa méiglech och e friddleche Wandel, deen net iergendwéi an enger laanger Krichssituatioun, engem Biergerkrich wäert endegen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Premier an dem Ausseminister fir hir Deklaratiounen de Mëtten. Ech denken, dass et essentiel ass, dass mer déi Debatt haut hei kënne féieren.

Wéi vill vu menge Virriedner hunn ech och verstanen a konnt matfille mat den Iraner, quitte dass ee sech guer net ka virstellen, wat déi Leit an deene leschte Wochen, Méint, Joren a Joerzéngten an hirem Land matgemaach hunn, dass se erliichtert waren iwwert dat, wat de Weekend geschitt ass, dass se gefeiert hunn, dass se gedanzt hunn an e Funken Hoffnung hunn. Ob dee berechtegt ass, do kann ech vläicht herno nach eppes driwwer soen, an ech mengen, do sinn och scho vill Zweifel haut gesot ginn. Dat ass vläicht eng aner Fro.

Ech kann dat absolutt verstoen. A meng ganz Solidaritéit, wéi och Dir dat scho virdru gesot hutt, Här Premierminister, gëllt dem iranesche Vollek. Ech wënschen hinnen näischt aneschters, wéi a Fräiheet an an enger Demokratie kënnen ze liewen, esou wéi mir hei, hir Meenung kënnen ze soen, dass d'Fraen déi selwecht Rechter hu wéi d'Männer an dass se net riskéieren, ëmbruecht ze ginn, wa se op d'Strooss ginn, fir hir Meenung ze soen.

Ech denken, dass een déi zwou Positioune ka vertrieden. Nawell fannen ech et bedenklech, wat hei geschitt ass. Mir sinn alt erëm eng Kéier an enger Situatioun, an dat eng ganz, ganz kuerz Zäit no deem, wat am Venezuela geschitt ass, wou den Amerikaner dat internationaalt Recht zimmlech egal ass, fir et elo mol e bësse salopp auszedrécken. D'Charta vun de Vereenten Natiounen ass u sech ganz kloer. Et sinn zwou verschidde Méiglechkeete virgesinn, fir esou eng Attack ze lancéieren.

Dir hutt dat elo esou an de Raum gestallt, Här Premierminister: „Si mer an där Situatioun?" Ech hunn dat e bësse bedauert. Den Ausseminister war e Méinden de Moien an der aussepolitescher Kommissioun. En huet méi kloer Wierder fonnt. An en huet u sech kloer gesot, dass mer hei net an enger Situatioun sinn, wou mer am Respekt vun där Charta sinn, dass mer eigentlech an enger Situatioun sinn, wou dat internationaalt Recht net respektéiert ginn ass.

An ech perséinlech hätt mer gewënscht, dat och de Mëtten nach eng Kéier kloer esou hei ze héieren. Ech weess, dass et net einfach ass. Ech weess, dass mer an enger komplexer Situatioun sinn. Ech weess, dass d'Amerikaner en traditionelle Partner sinn. An ech weess, dass jiddwereen heibanne sech wënscht, dass d'iranescht Vollek en anere Regimm kritt.

Nawell kënne mir, a grad als Lëtzebuerg, a grad och als klengt Land, et net hinhuelen, dass déi Weltuerdnung, déi mer eis jo net fir näischt iwwer Joerzéngten opgebaut hunn, déi mer eis opgebaut hunn no deenen zwee ganz, ganz schlëmme Weltkricher, déi mer am leschte Joerhonnert erlieft hunn op eisem Kontinent ..., dass mer doropshi gesot hunn: Wéi wëlle mer als Länner zesumme fonctionéieren? Ënner wéi enge Konditioune kënne mer en anert Land ugräifen? Wat ass gerechtfertegt? A wat geschitt, wa mer dat an anere Konditioune maachen?

An, Här Zeimet, mir ass et och egal, wann d'Chineesen dat elo hei uprangeren. Et ass mir egal, wann anerer dat uprangeren, mat deene mir och net d'accord sinn. Ech fannen, dass mer trotzdeem kënnen de Fanger an d'Wonn leeën a soen, dass dat heiten net geet. Well d'Konsequenz dovunner, wa mer dat zouloossen a wa mer alleguerten der Meenung sinn, dass dat egal ass, ass, dass grad Länner wéi Lëtzebuerg, kleng Länner, déi keng Moyenen hunn, sech ze verteidegen, absolutt tributaire dovunner sinn, wat d'Noperen, déi méi Waffen hunn, déi méi e staarkt Arsenal hunn, déi sech besser duerchsetze kënnen, kënne maachen. Duerfir, mir kënnen dat net toleréieren. Mir kënnen do net nokucken!

An ech wënsche mer wierklech ... An ech war wierklech och ... Wann een och d'Schlagzeilen an Däitschland gelies huet, wou ee gesäit ... An dat ware keng eidel Titelen, wou gesot gëtt: „Kanzler Merz verabschiedet sich vom Völkerrecht." Ech fannen dat dramatesch! An de Problem ass: Et ass richteg. Seng Aussoe weisen dorobber hin. Ech weess net, ob Der Echangë mat him doriwwer hat, wéi Der en deslescht

gesinn hutt, Här Premierminister. Mee ech fannen dat dramatesch.

Ech verstinn, dass dat fir Länner wéi Frankräich an Däitschland a Groussbritannien, déi hir eege staark Forcen hunn, vläicht net gradesou problematesch ass wéi fir Lëtzebuerg. Mee mir als Lëtzebuerg, mir mussen eis staarkmaache fir déi international Weltuerdnung, fir dee System, dee mer iwwer Joerzéngten opgebaut hunn.

Natierlech stellt sech elo d'Fro: Wéi geet et weider? Am Moment, mengen ech, weess kee Mënsch dat. Wann een d'Analysten doruechter liest, freet ee sech och, ob den amerikanesche President weess, wat e gäre wëll erreechen. Bon, ech mengen net, dass dat wierklech duerchduecht ass. Et wierkt wierklech net esou, wéi wann et duerchduecht wier, wat elo do soll geschéien.

De Risiko ass deen, dass déi ganz Situatioun elo total eskaléiert an der ganzer Regioun. Mir gesinn dat elo schonn. Mir hu Lëtzebuerger Residenten, déi op der Plaz sinn. Et sinn Dausenden Europäer op der Plaz, déi feststiechen. Déi kommen hoffentlech geschwënn zréck. An do hutt Der och eis voll Ënnerstëtzung natierlech, d'Regierung, bei Ären Efforten. Mee do sinn awer Milliounen aner Leit, déi an där Géigend liewen. Wat ass mat deenen? Wéi geet dat elo weider fir dës Leit? Am Moment gesäit et absolutt net dono aus, wéi wann déi Attacken iergendeppes Positives mat sech bruecht hätten. An dann natierlech d'Fro hannendru vum Regimmwiessel: Geschitt deen? Sinn do Beméiunge vun der Europäescher Unioun, zum Beispill, fir ze kucken, wat d'Europäesch Unioun ka maachen, fir eng Ënnerstëtzung an där Regioun unzebidden?

Mir selwer wäerten hei d'Konsequenze spieren, vu Präisser, déi an d'Luucht ginn, vun deenen Onstabilitéiten. An d'Energie, Dir hutt et gesot, Här Premierminister, ech sinn och do effektiv bei Iech, dass mer musse kucken, esou onofhängeg wéi méiglech ze ginn. Mee och mir wäerten hei déi Konsequenze spieren.

Duerfir, ech wënsche mer wierklech, an och do sinn ech wierklech bei Iech, dass d'Europäesch Unioun sech hei zesummerappt a probéiert, mat enger Stëmm ze schwätzen, de Wee vun der Diplomatie ageet an och kuckt, déi iranesch Populatioun ze ënnerstëtzen an ze kucken, dass an där ganzer Regioun erëm eng gewësse Stabilitéit hikënnt. Am Moment gesäit et leider net dono aus. Mir ënnerstëtze jiddwerfalls och d'Motioun vun der LSAP, déi e puer vun deene Prinzippien, iwwert déi ech elo geschwat hunn, och nach eng Kéier héichhält.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, d'Befreiung vum Iran huet ugefaangen. De Mullah-Regimm wäert hoffentlech déi dote Situatioun net iwwerliewen an d'Leit wäerten hir Fräiheet erëmfannen. Zumindest ass dat de Plang. Elo kann ee laang driwwer philosophéieren, ob et de richtege Wee war. Dat hunn ech jo och elo an de Kriticke vun deenen anere Parteien eraushéieren. Et muss een awer och esou realistesch sinn, dass an deene leschte 40 Joer souwuel Sanktioune wéi Verhandlungen an alles näischt bruecht hunn. A wann ee kuckt vu Januar bis elo, wéi vill Leit ëmbruecht gi sinn am Iran, war warscheinlech de Wee vun de Verhandlungen net méi zilféierend.

Jo, och mir Piraten hätte gär gehat, dass d'EU matagebonne gi wär an informéiert gi wär. Op där anerer Säit muss een awer och soen: Esou wéi d'EU am Moment sech zesummesetzt, wäre warscheinlech iwwer Ungarn d'Russen direkt informéiert gewiescht an den Iran hätt warscheinlech scho matkritt, ier déi aner Ausseministeren aus der EU et vläicht gewosst hätten, wat do géing geschéien.

Deementspriechend ass et am Moment leider esou, dass d'Amerikaner den Europäer op deene Positiounen net trauen, net wéinst Länner wéi Lëtzebuerg oder Däitschland oder Frankräich, mee well mer an der Europäescher Unioun eng gespalte Situatioun hunn, virun allem mat Ungarn, wou awer och nach aner Länner an deem Beräich derbäikomm sinn.

Jo, d'Lëtzebuerger, déi do ënne festhänken, dat ass fir mech net eleng eng Aufgab vun der nationaler Fluchgesellschaft. Ech hat gëschter Moien an der aussepolitescher Kommissioun dofir och gesot, dass et net den A400M wär, dee mer misste schécken, mee eisen MRTT-Programm. Mir hunn deemools hei an der Chamber extra fir esou Fäll dee Programm kritt, wou dann en Airbus A330 kéint d'Leit siche goen. D'Defenseministesch ass hei. A wann dat mat siwe Partnerlänner ass, dann huele mer eeben déi siwen Natioune mat. Dat ass jo nach kee Problem. Haaptsaach, de Fliger bréngt Leit mat. Ech mengen net, dass mer iergendee Fliger brauchen, deen exklusiv Lëtzebuerger matbréngt. Wa mir en MRTT-Programm hunn, kënne mir gären zu siwen Natiounen déi Leit erëm mat zréckbréngen.

A wann den Iran elo geschwächt ass, huet dat op där anerer Säit och nach de Virdeel, dass de Putin a Russland zum gläiche Moment och geschwächt ass, wat eis nei Verhandlungsdieren an der Ukrain wäert opmaachen. Well de Putin huet elo gemierkt: Och bei him kënnt d'Bedroung méi no an och hien ass net sécher. A virun allem wäerte seng Liwwerungen elo ausbleiwen.

Wat mer awer Suerge mécht, ass, wéi ech gëschter Owend um franséische Fernsee gesinn hunn, dass do de President Macron virun engem Atom-U-Boot steet an elo op eemol seet, Frankräich bräicht vill méi Atomrakéiten a misst säin Arsenal opbauen, en plus dat dann och nach vun aneren europäesche Länner, fir dass een och nach méi Atomrakéite kéint hunn. Ech sinn éischter der Meenung, dëse Planéit brauch manner Atomrakéiten. A virun allem wann ee weess, dass déi nächst franséisch Walen immens spannend wäerte ginn, wéi eng Borden do kënnen un d'Muecht kommen, mengen ech, wier et déi schlechtsten Iddi, als Reaktioun op déi dote Kris am Iran elo ze soen, dass Frankräich méi Atomrakéite brauch.

Jo, eis Sécherheet wäert sécherlech an d'Luucht goen, well den Iran kann alleguerte seng Proxies elo net méi finanzéieren. En ass elo mol beschäftegt, fir sech selwer iergendwéi ze retten. An dofir sinn dat och Verzweiflungsdoten, wann en e puer Dronen an der Regioun elo schéckt. Et muss ee soen, Stied wéi Dubai sinn immens gutt virbereet. Déi hu bal all d'Dronen ofgefaangen. Et sinn der zwou, dräi, déi duerchkomm sinn, mee déi Länner waren och virbereet. An déi hu sech och an deene leschte Joren opgestallt, dass se déi konnten offänken alleguerten an där Regioun.

An ech mengen, dat ass awer och e positiivt Zeechen. Wien hätt sech virun 10, 20 Joer geduecht, dass déi Länner elo awer Amerika an Israel bei dëser Operatioun bäistinn? Soss hätt een ëmmer geduecht, déi wären éischter op der Säit vum Iran. Dat huet sech awer am Noen Osten elo gedréint. An den Noen Osten ass vläicht guer net esou am Flächebrand, wéi dat elo heiansdo duergestallt gëtt, mee am Contraire, dass alleguerten déi aner Regimmer sech eens sinn, dass am Iran dem Mullah-Regimm säin Enn komm ass, wat virun allem fir déi Leit am Land wäert eng riseg Chance sinn, fir hir Fräiheet erëmzekréien.

An do kënnt d'Europäesch Unioun herno op de Plang, well ech gesinn net, dass d'Europäesch Unioun militäresch iergendzwousch agräife soll. Mee et ass un der Europäescher Unioun, fir dem Iran herno d'Chance ze ginn, sech erëm friddlech an demokratesch opzebauen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, fir d'éischt emol musse mer natierlech och eis Solidaritéit mam iranesche Vollek ausdrécken, wat u sech zanter 1953 net méi wierklech an enger Demokratie lieft, zanter dem Putsch géint de Mossadegh, wat den autoritäre Regimm vum Schah installéiert huet, wat dozou gefouert huet, datt et 1979 zur Islamescher Revolutioun – oder Konterrevolutioun, besser gesot – komm ass an zu där Situatioun, déi mer elo kennen.

Ech mengen, d'Lëtzebuerger Positioun, zemools déi vum Här Ausseminister, déi méi kloer ass, ass bestëmmt besser wéi déi vun eisen Nopeschlänner oder anere Länner an der Europäescher Unioun, zemools wat de Respekt vum Droit international ugeet. Dat ass kee Gimmick. Dat ass international Gesetzgeebung. Dat ass, derfir ze suergen, datt d'Welt net nach méi zu engem Dschungel verkënnt, wou nëmmen déi Klengst kënnen drënner verléieren. Et erënnert mech nach ëmmer un 2003, wou d'Amerikaner mat enger Allianz vu Wëllegen en illegale Krich gemaach hunn, mat de Konsequenzen, déi mer kennen, déi awer och katastrophal ware fir d'irakescht Vollek a fir déi ganz Géigend. Lëtzebuerg war net dobäi glécklecherweis. Mee glécklecherweis waren awer d'Fransousen an déi Däitsch ganz kloer dergéint. An hautzedaags leider, leider hunn déi zwee Nopeschlänner a mengen Aen eng relativ katastrophal Positioun. Ech bedaueren och d'Positioun vun der Madamm Kallas. Wann een et net fäerdegbréngt, an der EU – wat ech verstinn – eng gemeinsam Positioun ze hunn, ass et vläicht heiansdo besser, näischt méi ze soen.

Zweetens: d'Recht vun de Vëlker. Ech mengen, et ass relativ zynesch, wann ee seet, datt et u sech egal ass, aus wat fir engen Ursaachen de Regimm an den Iran militäresch ugegraff ginn, Haaptsaach, de Regimm gëtt gestierzt. Ech mengen, dat ass awer net onbedéngt e grousst Zeeche vun Empathie fir d'iranescht Vollek, well dat, wat wichteg ass … Natierlech, et huet een all Ursaach, fir sech ze freeën, datt dee Regimm gestierzt gëtt. Mee wat geschitt à long terme mat der iranescher Bevëlkerung? A wat fir enge Konditioune wäerte se liewen? Ech mengen, dat ass ganz wichteg.

Den Här Ausseminister huet gesot: „Méi schlëmm kann et net ginn." Leider, leider ass den Horror ouni Limitten op dëser Welt, an et kann nach méi schlëmm ginn. Ech erënneren drun: Also, d'Situatioun vun de Fraen ass nach méi schlëmm a Saudi-Arabien u sech wéi am Iran. Also, et geet nach méi schlëmm. An am Afghanistan ënnert den Taliban och nach. Also, et kann nach ëmmer méi schlëmm ginn. De Chaos kann och ganz schlëmm sinn am Iran. An ech mengen, et muss een alles maachen, fir datt dat net geschitt.

Mir mengen awer, datt et den USA an och der Regierung an den USA an der Regierung an Israel zurzäit relativ egal ass, ob den Iran demokratesch a souverän ka funktionéieren. Haaptsaach, den Iran bleift höreg den Amerikaner géinteniwwer oder den

amerikaneschen Interesse géinteniwwer oder den israeeleschen Interesse géinteniwwer. An dofir kënnt och oft den Numm vum Fils vum Schah mat an d'Spill, well dee kéint et esou wéi säi Papp maachen, nämlech fir anerer schaffen, awer net fir d'Vollek selwer.

An dat ass jo e bëssen d'Tragik vum iranesche Vollek: Nom Putsch géint de Mossadegh hate mer eeben de Regimm vum Schah, deen u sech fir friem Interesse geschafft huet, well et ass jo dorëms gaangen: De Mossadegh wollt jo de Pëtrol an de Gas nationaliséieren. Dat ass guer net gaangen. An de Schah ass dohinner agesat ginn. Dee krut méi Muechten, fir dat kënnen ze verhënneren. An duerno koum eeben d'Diktatur vun de Mullahen an den Interesse vun enger klerikaler Elitt.

Mir soen, datt dat, wat elo soll geschéien, dat ass, datt den Iran dem iranesche Vollek soll gehéieren an datt den neien Iran, déi nei Republick, déi do vläicht, hoffentlech, kéint entstoen, am Sënn vum iranesche Vollek schaffe wäert. Dat heescht och, datt dat Land eng absolutt Souveränitéit iwwer seng Ressourcë muss hunn an net méi zum Spillball soll ginn.

Potenzial huet den Iran, well et ass eng grouss Natioun. An do gëtt et och ganz vill fortschrëttlech Kräften. Déi muss een ënnerstëtzen. Well et ass jo schonn drun erënnert ginn: D'Iraner hunn de Courage, op d'Stroossen ze goen, fir fir Demokratie an och fir sozial Rechter ze kämpfen, well d'sozial Ongerechtegkeete waren nach ni esou grouss am Iran.

Mir mengen awer och, warscheinlech gëtt et do eng Angscht vu gewëssene Muechten, datt den Iran wierklech demokratesch a souverän kéint sinn. Well et soll een oppassen an net ze vill arrogant sinn: Et ass net, well déi grouss, iwwerwältegend Majoritéit vum iranesche Vollek géint d'Mullahen ass, fir d'Fräiheet ass a fir d'Gläichheet ass, datt se onbedéngt no der Päif vum Weste wäerten danzen. Da wäerte se no hirer eegener Päif danzen, an dat heescht net onbedéngt, datt dat no den Interesse vun den Amerikaner oder och vun den Israeelie wäert sinn. An ech mengen, intelligent Käpp zu Tel Aviv an zu Washington wëssen dat bestëmmt och.

Et gëtt och ekonomesch Grënn, firwat dee Krich gefouert gëtt. Et ass jo keng Naturkatastroph, e Krich. En huet Ursaachen. Ech mengen, et ass ëmmer komplizéiert, elo Geopolitick ze maachen. Ech hunn elo och net méi vill Zäit, fir dorobber anzegoen. Mee leider gesi mer, datt d'Amerikaner awer och versichen, u sech Alliéierter vun enger anerer opkommender Muecht, der Volleksrepublick China, e bësse méi kleng ze halen. A leider gëtt dann och deementspriechend Krich gefouert.

An do mengen ech net méi, datt se an deem Flipp si vu fréier vum Regimechange, wou se hunn nach misse soen: „Jo, mee mir wäerten eng Demokratie installéieren." Si soen dat scho kloer offen. Et ass net méi e Regimechange. Et ass eischter Regimeweakening vläicht oder Regimecontrolling. Ech weess net, wéi een dat soll alles nennen. A Venezuela gesi mer dat jo: Haaptsaach, d'Regierung schafft fir si, an Haaptsaach, si kënne sech approvisionéiere mat Pëtrol an anerer, wéi d'Chineesen zum Beispill, net – also eng Vasalliséierung. A mir mussen oppassen: Mir Europäer sinn och a Gefor, vasalliséiert ze ginn.

An nach ee Wuert. Ech mengen, mir kommen net derlaanscht. Et gëtt ekonomesch Interessen. Lëtzebuerg huet och ekonomesch Interessen. Lëtzebuerg huet eng Finanzplaz. An ech mengen, dat war schonn an der Press, an et wäert nach kommen, a vläicht net just an der Lëtzebuerger Press, datt trotzdeem iergendeng Kéier mir och mussen oppassen. Wann den Haaptgeldgeeber vum Mullah-Regimm, den Här Ali Ansari, och Holdingen hei anscheinend zu Lëtzebuerg huet a wann u sech d'Finanzplaz – also, ech mengen, Dir sidd schonn interrogéiert gi vu Journalisten, den Ausseminister weess dat – dozou déngt, fir och dee Regimm do ze ënnerstëtzen, da kann et net méi sinn, datt allkéiers d'Äntwert ass, wann esou Saache geschéien, vu verschiddene Lëtzebuerger Regierungen, fir ze soen: „Mir wëssen net" oder „Mir kënnen net". Dat ass inakzeptabel. Dat heescht, mir mussen och virun eiser eegener Dier kieren.

(Interruption par la présidence)

Dofir, Parole si gutt, Akte si besser a wéinstens e bëssen agéieren an deem Sënn. An ech mengen, dat wier am Sënn vu jidderengem an am Sënn vum iranesche Vollek. Ech mengen, datt elo …

M. Claude Wiseler, Président | Här Wagner, Dir misst zum Schluss kommen, wannechgelift.

M. David Wagner (déi Lénk) | … d'Méiglechkeet do ass, fir en demokratesche Staat opzebauen. A mir mussen déi Kräften dann ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss. Madamm Polfer, wat …?

Mme Lydie Polfer (DP) | Ganz kuerz e Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn elo de Fait personnel zwar net …

Mme Lydie Polfer (DP) | Ma da soen ech Iech en, wann Der mer d'Geleeënheet gitt.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, mee ganz kuerz, wannechgelift, well …

Mme Lydie Polfer (DP) | Ganz kuerz! Ganz kuerz.

M. Claude Wiseler, Président | … Är Fraktioun huet och largement d'Zäit iwwerschratt.

Mme Lydie Polfer (DP) | Den Här Wagner huet gesot, datt Däitschland a Frankräich géint den Irak-Krich waren. Ech wëll just soen: Mir waren d'Bande des quatre. Do hunn och nach Belgien a Lëtzebuerg derzougehéiert. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Polfer. Ech gesinn, datt soss keng weider Wuertmeldung dozou do ass. Dann ass d'Debatt zur Deklaratioun ofgeschloss.

Motion 1

Mir hunn eng Motioun, déi vum Här Cruchten deposéiert ginn ass zu dëser Deklaratioun. Wie wëllt zu dëser Motioun d'Wuert huelen? Den Här Graas, den Här Zeimet duerno an da kucke mer. Här Graas, fänkt Dir un, wannechgelift.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt dem Här Cruchten Merci soen, datt en déi Motioun hei deposéiert huet.

Effektiv, mir sinn de Moment an engem Debat hei, deen trotzdeem awer soll an engem Esprit de solidarité gefouert ginn. Et geet hei ëm Interessen net nëmme vu Lëtzebuerg. Et geet hei net nëmmen ëm Interesse vun Europa. Et geet hei ëm Interesse vun der Weltgemeinschaft. An dowéinst soll een u sech och en oppene Geescht hunn, fir u sech sou vill wéi méiglech Aktiounen ze ënnerstëtzen, déi derzou solle féieren, datt d'Deseskalatioun sou séier wéi méiglech soll festgestallt ginn, datt sou séier wéi méiglech soll Fridde kommen, datt sou séier wéi méiglech soll och dem iranesche Vollek eng Perspektiv gebuede ginn. Dat ass an dëser Motioun effektiv an deem Sënn hei enthalen.

Et geet och ëm d'internationaalt Vëlkerrecht. Ech mengen, dat ass och kloer virdrun aus deenen eenzele Positiounen och vun de Majoritéitsparteien, vun der Regierung erauskomm, datt dat fir eis e weesentlecht Element ass. Et geet och drëms, u sech e Corridor humanitaire ze schafen, fir datt och dat iranescht Vollek e Maximum un humanitärer Hëllef ka kréien, an, wéi gesot, ëm d'Solidaritéit mat dem iranesche Vollek, wat fir eis och eng ganz grouss Wichtegkeet huet. Dofir géing ech an deem Sënn mengen, datt et och der Chamber géing gutt zu Gesiicht stoen, wa mer dës Motioun géingen eestëmmeg, wa méiglech, ënnerstëtzen.

Dofir, Här Cruchten, hei spigele sech eng ganz Rei vun Iwwerleeungen erëm, déi och mir féieren. An ech géing duerfir menger Fraktioun recommandéieren, dës Motioun matzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mir schléissen eis den Iwwerleeunge vum Här Graas un, och wa mer den drëtte Considerant warscheinlech aneschters formuléiert hätten, amplaz vun enger „violation flagrante" vläicht vun engem „non-respect" geschwat hätten. Mee mir wëllen d'Haus awer net elo domadder ophalen, well mer an deenen Invitatiounen un de Gouvernement e gudde Resümmee vun deem erkennen, wat de Premier virdrunner hei erkläert huet. An deem Sënne kënne mer déi Motioun matdroen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also ech wäert se net matstëmmen. Ech gesinn nämlech och beim éischten Tiret net, mat wiem Der iwwerhaapt do wëllt déi „désescalade du conflit" an d'„cessation immédiate" verhandelen am Iran. Also mir Piraten sti ganz kloer derzou, dass de Mullah-Regimm net méi soll do sinn. An da gi mer net bei déi verhandelen a soen: „Elo maache mer hei eng Friddensoffer." An deementspriechend ass et fir eis net esou, dass mer elo dee Wee sollte goen.

Natierlech d'internationaalt Recht, all déi aner Punkten. Mee et ass awer net, dass een elo mam Iran soll soen: „Mir halen op. Mir ginn dee Schrëtt net weider." Well da wäerten d'Leit net fräi sinn. Da wäert dee Regimm erëm Iwwerhand kréien. An dës Missioun vun den USA an den Israeelien, ob ee se elo kritiséiert oder gutt fënnt, huet awer zum Zil, d'Leit ze befreien. An dat ass dat, wat an dëser Motioun leider feelt.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Madamm Tanson an dann den Här Keup.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, just kuerz. Ech wollt am Fong näischt soen, well ech se mat ënnerschriwwen hunn, mee den Här Goergen huet mech elo incitéiert, eppes ze soen. Dir musst de Saz ganz fäerdeg liesen, Här Goergen: „s'engager activement en faveur d'une désescalade […] au sein de l'ONU et de l'UE". Dat heescht, Lëtzebuerg, d'Regierung, gëtt invitéiert, sech bei der UNO an an der Europäescher Unioun fir eng Desescalade anzesetzen.

An ech denken awer, dass dat eppes ass, wat mer onbedéngt sollten ënnerstëtzen. Mir ënnerstëtze jo net e Conflit armé. Mir ënnerstëtzen net, dass weider solle Bommen doruechter fléien. Mir ënnerstëtzen,

dass soll gekuckt ginn no enger Léisung, déi natierlech am Sënn vun der iranescher Populatioun ass, wéi heibannen, mengen ech, jiddwereen ënnerstrach huet. An duerfir géing ech dat awer elo schued fannen, wa mer net alleguer zesummen hei dee Geste kéinte maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Keup an duerno den Här Wagner.

(Signal sonore d'un portable)

M. Fred Keup (ADR) | Elo geet den Alarm.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, kéint Der alleguer oppassen, datt Är Handyen oder wat och ëmmer ausgeschalt sinn?

(Brouhaha)

Här Keup, et ass un Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Ech sinn och liicht verwonnert elo, dass esou schnell dat heiten elo matgestëmmt gëtt, well et awer eng Motioun ass, wou ganz vill verschidde Saachen drastinn, déi mer wierklech och ganz komplizéiert schéngen ëmzesetzen an och onméiglech sinn, wou ech net wierklech verstinn, op wat ee bei all deem zesummen erauswëll.

Kloer, Solidaritéit mam Peuple iranien, wat dat och ëmmer elo praktesch vun dëser Motioun aus bedeit. „Aide humanitaire destinée à la population civile iranienne", ech weess net, wéi soll dat elo goen, wann dee Regimm nach en place ass, deen elo do ass? Ech hat dat a menger Ried virdru gesot: Wéi solle mer verhandelen? Et ass schéin, diplomatesch Léisungen elo ze sichen an ze verhandelen, mee wéi wëllt Der dann elo verhandele mam Mullah-Regimm, dee jo nach ëmmer un der Muecht ass?

Ech ginn och nach ze bedenken: Eng „cessation immédiate des hostilités", also en direkt Ophale vun allen Attacken, dat kléngt natierlech immens, immens gutt, kann awer de Risiko mat sech bréngen, dass dann de Mullah-Regimm komplett zréckschléit, profitéiert – „A, lo geschitt jo näischt méi!" – an da seng Bevëlkerung nach eng Kéier richteg ugeet a richteg nach eng Kéier drënnergeet, ënnert déi Leit, déi elo op d'Strooss waren, an nach méi grouss Massakeren uriicht.

Duerfir, all déi Saachen do sollt een am Kapp halen, an duerfir kënne mer dat heiten net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Wagner an duerno den Här Cruchten, wann Der wëllt. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech wollt urspréinglech och näischt soen, mee d'Positioune vun de Piraten an der ADR hu mech awer – ech sinn net deen Eenzegen – e bëssen erstaunt, well et ass jo relativ kloer, datt déi heite Motioun d'Regierung oprifft, Negociatiounen ze maachen, an datt mir och sollen intervenéieren innerhalb vun der EU an op UNO-Niveau, an natierlech mat alle Partien ze kucken, ob een eng Léisung fënnt. Well dat anert kéint jo awer och heeschen ... Well Dir sot: „Jo, mee et kann een net mam Mullah-Regimm negociéieren." Do gëtt et och souwisou Tensiounen innerhalb vun deem Regimm an do si se vläicht och sech net all eens.

Mee wat ass d'Alternativ? Ass et dann, no de Bombardementer Buedemtruppen dohinner ze schécken an den Iran? Wësst Der, wat den Iran ass? Also, dat gëtt ... Ech weess net, ob dat gutt wier fir déi, déi se schécken, a fir d'iranescht Vollek selwer. Well dat riskéiert dann, d'Äntwert ze sinn op guer keng diplomatesch Léisung an op guer keng diplomatesch Efforten.

Dofir, wannechgelift, deen Zynismus ... Et gëtt net einfach, et gëtt schwéier, mee trotzdeem musse mer alles dofir maachen, och als klengt Lëtzebuerg, fir an déi Richtung kënnen ze goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An dann huet den Auteur d'Wuert, den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President, och wann ech e bësse sprachlos sinn hei. Ech géif da mol fir d'éischt ufänken an dem Här Graas an och dem Här Zeimet Merci soe fir d'Ënnerstëtzung. Ech hat leider virdru verpasst, fir nach matzäit laanschtzekommen, fir Är Ënnerschréft am Viraus anzehuelen. Ech wéilt mech dofir bei Iech entschëllegen, mee ech sinn immens frou, dass Der déi Motioun hei matdrot, well ech mengen, dass hei näischt Komplizéiertes drasteet. Déi heiten ass, mengen ech, wierklech d'Essenz vun deem, wat souwuel d'Regierung wéi och d'Deputéiert hei am Plenum gesot hunn.

An da stellen ech awer elo hei eng nei Verbridderung fest tëscht de Piraten an der ADR, déi mech awer méi wéi verwonnert. Deen éischte Saz, dee se allen zwee hei elo kritiséiert hunn, dee verlaangt näischt aneres ... Wa mir soen, dass mer eis sollen asetzen, dass direkt mat den Hostilitéite soll opgehale ginn an dass mer an deenen internationale Plattformen, déi mer hunn, an der Europäescher Unioun an an der UNO, matenee schwätzen doriwwer, dann ass dat dat, wat all Premierminister an all Ausseminister, an och déi vun dëser Regierung, an deene leschte Joerzéngten an zënter dass et Lëtzebuerg gëtt an zënter dass et déi international Plattforme gëtt gemaach hunn.

Dat ass, mengen ech, awer d'Essenz vun deem, wat Lëtzebuerg ausmécht. An ech muss Iech soen: Wann Der aus deenen dote Grënn, déi Dir zwee elo hei genannt hutt, déi heite Motioun net matstëmmt, da kann ech mech just nach iwwer Iech wonneren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Ech gesi keng aner Wuertmeldung. Domat wär dann d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An ech géing also d'Motioun Nummer 1 vum Här Yves Cruchten zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 53 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen, 5 Abstentiounen. Dës Motioun ass also ugeholl mat 53 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nathalie Morgenthaler), Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori (par M. Georges Engel) ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

5. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard

An dann, éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach eng Demande fir den Depot vun zwou Motiounen. Déi éischt Motioun ass déi vun der Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard.

Exposé

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | „Les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI."

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat soen net just ech, dat seet de Regierungsprogramm.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Très bien!

Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteure | An doriwwer eraus ... Da freeën ech mech iwwer Är Zoustëmmung och zu dëser Motioun, Här Premierminister, wann ech elo schonn „Très bien!" héieren.

Doriwwer eraus seet de Regierungsprogramm, dass e Plan pluriannuel soll opgestallt ginn, en vue fir Constructioune vu Flüchtlingsstrukturen am Land ze bauen an och d'Renovatioun vun existéierende Strukture virzehuelen. Och erëm de Regierungsprogramm.

Dës zwee Punkte stinn och ganz genau esou an der Motioun, déi ech elo deposéieren, zesumme mat anere Punkten, an zwar Punkten, déi menger Meenung no eng Evidenz missten duerstellen: d'Anhale vun EU-Recommandatiounen, wat d'Norme vu Qualitéit ugeet, d'Kontroll vu Sécherheet, vu Salubritéit a vu Qualitéit, an dat onofhängeg an extern, well ech mengen, alleguerten déi, déi leschte Méindeg an de Strukture waren, déi hu gesinn, dass et eng ganz Rei Strukture gëtt, déi net deene Qualitéitsufuerderungen entspriechen, an ech mengen, vill vun eis si ganz erschreckt do erauskomm.

Doriwwer eraus fuerdere mer d'Garantie, dass d'Mënschen, Familljen net ouni Wunnperspektiv op d'Strooss gesat ginn, sou wéi dat leider allze oft an deene leschte Méint de Fall war.

Här President, dës Fuerderungen, déi ech elo wäert an der Motioun deposéieren, si keng absurd Fuerderungen. Se kommen zum Deel aus dem Regierungsprogramm, se entspriechen dem gesonde Mënscheverstand, mee virun allem entsprieche se engem Grondverständnis vu Mënschewürde a vun Dignitéit vun deene Leit, déi op Lëtzebuerg komm sinn, déi Schutz sichen. An ech mengen, mir dinn alleguerte gutt dorun, hinnen e besseren Accueil ze ginn, wéi dat aktuell de Fall ass.

Ech soen Iech Merci.

Motion

« relative à l'accueil des demandeur·e·s de protection internationale »

La Chambre des Députés,

considérant

– la saturation constante du réseau des structures d'hébergement pour demandeur·e·s de protection internationale, ainsi que les difficultés persistantes liées à la création de nouvelles structures ;

– les témoignages récurrents faisant état de situations d'insalubrité, d'insécurité et de conditions de vie problématiques au sein de certaines structures d'hébergement ;

– les difficultés rencontrées par les bénéficiaires de protection internationale pour sortir du réseau d'hébergement et accéder à un logement autonome ;

– l'impact significatif des conditions de vie et d'accueil sur la santé mentale et physique des résident·e·s des structures d'accueil, sachant qu'il s'agit souvent de personnes vulnérables en raison de leur parcours et de leur vécu ;

– que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit que « le Gouvernement demandera à l'Administration des bâtiments publics l'établissement d'un plan pluriannuel afin de construire de nouvelles structures pour le réseau d'hébergement de l'ONA et d'évaluer les besoins de rénovation des structures existantes » ;

– que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit également que « les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI »,

invite le Gouvernement à

– assurer des capacités d'accueil suffisantes et adaptées, afin de garantir un accueil digne à toute personne demandant une protection internationale au Luxembourg ;

– instaurer un mécanisme de solidarité entre les communes, sur base de critères clairs et transparents, afin d'assurer une répartition équitable des structures d'hébergement sur l'ensemble du territoire national ;

– élaborer et mettre en œuvre sans délai le plan pluriannuel prévu dans le programme gouvernemental 2023-2028, en vue de la construction des structures d'hébergement et de la rénovation des structures existantes ;

– respecter les normes et recommandations de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile concernant les conditions d'accueil ;

– mettre en place une instance de contrôle externe et indépendante, dotée d'un droit d'accès aux structures d'accueil, chargée d'évaluer régulièrement les conditions d'hébergement et dont les recommandations devront être mises en œuvre dans des délais précis ;

– garantir qu'aucune personne ne soit contrainte à quitter une structure d'hébergement sans solution de relogement adaptée, afin de prévenir toute situation de précarité ou de sans-abrisme.

(s.) Djuna Bernard, Meris Sehovic, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard.

6. Dépôt d'une motion par Mme Claire Delcourt

An dann hu mer nach eng Demande fir den Depot vun enger Motioun vun der Madamm Claire Delcourt. Madamm Delcourt.

Exposé

Mme Claire Delcourt (LSAP), auteure | Merci, Här President. Jo, mir si schonn am Theema dran. Ech gesinn, dass d'Madamm Bernard an ech op där selwechter Visitt waren d'lescht Woch mat der Kommissioun.

Mir hunn e puer Deeg duerno och e Bréif kritt vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, deen op gravéierend Mëssstänn hiweist a verschiddenen ONA-Strukturen, sief et Problemer mat der Salubritéit oder och dass déi Leit keen Zougang hunn zu natierlecher Luucht oder frëscher Loft, awer och Fäll vu Gewalt oder chroneschem Stress an esouguer Rationéierunge vum Iessen.

Mir hunn eis als Chamber explizitt zur Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant bekannt. Mir beruffen eis reegelméisseg op d'Convention européenne des droits de l'homme. An national hu mir och mam Aktiounsplang „Zesumme fir d'Rechter vum Kand" kloer Prioritéite gesat.

An dës Texter sinn net symbolesch, mee si si verbindlech. Si verflichten eis, bei all Entscheedung d'Wuel vum Kand an de Mëttelpunkt ze stellen. An trotzdeem musse mir feststellen, dass an eenzelne Strukture vum ONA dës Rechter wuel net voll respektéiert ginn.

Mir schwätzen hei net iwwer Confort, mee mir schwätzen iwwer Basisrechter: kierperlech Integritéit, Gesondheet, Sécherheet, genuch a gesond Ernärung. Wa Kanner, déi schonn duerch Flucht a Migratioun traumatiséiert sinn, hei ënner onwierdege Konditioune liewen, da riskéiere mir eng zousätzlech Traumatiséierung mat laangfristege psycheschen, physeschen a soziale Konsequenzen.

An dowéinst fuerdert dës Motioun am Fong d'Regierung op, datt all onwierdeg Wunn- oder Liewensbedéngungen an de concernéierte Strukturen ouni Delai behuewe ginn, datt d'Kanner an allen ONA-Strukture solle gläichwäerteg a konform zu de Kannerrechter behandelt ginn, datt d'Kanner mussen zu all Moment Zougang zu genuch a gesonder Ernärung a Gedrénks hunn an do keng Rationéierung vum Iesse soll stattfannen an och datt an all Struktur, déi Kanner ophëlt, elo oder an der Zukunft, e kloert Schutzkonzept fir d'Kand muss bestoen.

An dat sinn elementar Mindeststandarden, net méi, mee awer och net manner. Wa mir d'Rechter vum Kand eescht huelen, da musse mir handelen, wa se net respektéiert ginn. Mir géifen hei och en Zeeche setzen als Chamber, déi hir Verantwortung vis-à-vis vun deene Vulnerabelsten aus eiser Gesellschaft iwwerhëlt.

Ech soen Iech Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– rappelant la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant ;

– se référant à la Convention européenne des droits de l'homme ;

– tenant compte du plan d'action national « Zesumme fir d'Rechter vum Kand » ;

– faisant référence à la lettre de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaJu) du 25 février 2026, dans laquelle il est déploré que les droits de l'enfant ne soient toujours pas respectés dans certaines structures de l'Office national de l'accueil (ONA), notamment en raison de problèmes de salubrité, de violences, de stress chronique et de rationnement alimentaire ;

– considérant les observations effectuées par les membres de la Commission de la Famille de la Chambre des Députés lors des visites du 23 février 2026 dans trois structures d'hébergement gérées par l'ONA ;

– conscient qu'une prise en charge inadéquate peut constituer un traumatisme supplémentaire pour des enfants déjà fragilisés par leur parcours migratoire, et entraîner des conséquences graves sur le plan physique, psychique et social pouvant persister jusqu'à l'âge adulte, susceptibles de porter atteinte à leurs droits fondamentaux ainsi qu'à leur développement et leur épanouissement,

invite le Gouvernement à

– prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures nécessaires afin de mettre fin aux conditions d'hébergement indignes des enfants dans toute structure de l'ONA où de telles conditions ont été constatées, notamment en ce qui concerne la salubrité des locaux, l'accès à la lumière naturelle et à l'air sain, ainsi que la protection des enfants contre toute forme de violence et de stress chronique ;

– garantir que les enfants hébergés dans les structures de l'ONA bénéficient de conditions dignes et conformes aux droits de l'enfant, et ce de manière égale, indépendamment de la structure dans laquelle ils résident ;

– veiller à ce que l'alimentation des enfants ne fasse l'objet d'aucun rationnement et que ceux-ci aient accès à tout moment à une alimentation et à des boissons saines au sein des structures ;

– élaborer et à mettre en œuvre un concept de protection de l'enfance dans chaque structure de l'ONA accueillant actuellement des enfants ou susceptible d'en accueillir à l'avenir.

(s.) Claire Delcourt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt.

7. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer elo zur Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 318 vum Här Ricardo Marques un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Debatt iwwert d'psychesch Gesondheet vun de Jugendlechen nom Sträit tëschent zwee jonke Meedercher. Här Marques, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 318 du 3 mars 2026 de M. Ricardo Marques relative au débat sur la santé mentale juvénile à la suite de l'altercation entre deux jeunes filles mineures, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Ricardo Marques (CSV) | Merci, Här President. Déi lescht Woch koum et wärend engem Sträit tëscht zwou 14-järege Schülerinnen an engem Lycée an der Stad zu engem Messerugréff. Dësen Incident huet fir vill Reaktioune gesuergt, besonnesch well et tëscht ganz jonke Schülerinnen an engem Schoulëmfeld geschitt ass, wou d'Kanner sech eigentlech sécher solle fillen.

An engem Communiqué huet de Parquet drop higewisen, datt esou Situatioune kënnen entstoen, wa Problemer bei Jugendlecher net fréi genuch erkannt a virun allem begleet ginn. Dobäi gouf och op d'Notwendegkeet vun enger méi spezialiséierter Prise en charge higewisen, besonnesch wann et u passende Strukturen oder genuch Plaze feelt.

Gläichzäiteg weist dësen Tëschefall awer och, wéi wichteg eng gutt koordinéiert a systeemesch Approche ass. Verschidde Ministèren an Acteuren, besonnesch aus de Beräicher Educatioun,

Gesondheet, Justiz a sozial Begleedung, si betraff a bidden ënnerschiddlech Servicer un. Eng gutt Ofstëmmung tëscht dësen Offeren ass dofir zentral, fir Problemer fréi ze erkennen an déi betraffe Jonker séier an adequat ze begleeden.

An deem Kontext wollt ech der Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet follgend Froe stellen:

Wéi eng preventiv Mesüre ginn aktuell ëmgesat oder nach geplangt, fir Problemer bei Kanner a Jugendlecher esou fréi wéi méiglech ze erkennen?

Wéi gëtt d'Koordinatioun tëscht de verschiddene Ministèren, notamment tëscht Santé, Educatioun a Justiz organiséiert, fir eng kohärent Prise en charge ze garantéieren? A goufen an deem Kontext Lacunnen an der besteeënder Offer oder an de Kapazitéiten identifizéiert?

An da meng lescht Fro: Schafft d'Regierung aktuell un enger méi globaler Strategie oder un engem Aktiounsplang, fir d'Offer an der ambulanter Psychiatrie juvénile an a méi spezialiséierte Strukture kuerz-, mëttel- a laangfristeg auszebauen?

Ech soen elo scho Merci fir d'Äntwert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. An d'Wuert huet elo d'Ministesch fir Gesondheet.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. A merci och dem Deputéierte Ricardo Marques dofir, dësen Aktualitéitspunkt haut unzeschwätzen. Fir d'éischt emol eist déifste Matgefill deene betraffene Famille vun deenen zwee Meedercher. Deem enge Meedchen, dat notamment blesséiert ginn ass, eng gutt Besserung, an dat anert hoffe mer esou séier wéi méiglech gutt encadréiert ze kréien.

Dat Meedche war och encadréiert. Dat ass psychiatresch suivéiert ginn. Beim leschte Kontakt mat der Jugendpsychiatrie ass festgestallt ginn, datt eigentlech keen akute Problem do ass. Mee, wéi gesot, esou Appreciatioune kënne vun engem Dag op deen aneren änneren, jee nodeem wéi en Trigger do ass.

Doriwwer eraus hu mer nom Communiqué vum Parquet, dee weist, datt do e bëssen e klenge Ras-lebol an eng Onzefriddenheet besteet, direkt Kontakt opgeholl, souwuel mam Parquet wéi mat der Justizministesch wéi mam Educatiounsministère. A mir wäerten eis net méi spéit wéi muer zesummesetzen, fir dann eeben déi systeemesch, koordinéiert a besser organiséiert Koordinatioun hinzekréien.

Fir elo mol ze soen, datt an de leschte Joren net näischt geschitt ass, wëll ech drop hiweisen, datt souwuel am Ambulatoire wéi och am Stationnaire immens vill gemaach ginn ass. De Stationnaire ass an d'Luucht gesat ginn, souwuel an der Jugendpsychiatrie wéi an der Kannerpsychiatrie. An net méi spéit wéi den 23. Februar hu mer eng ambulant Struktur zu Wolz kënnen opmaachen, wou Jugendlecher moies géint 7.00, 8.00 Auer op eng Plaz kommen, de ganzen Dag do verbréngen, psychiatresch encadréiert ginn, och schoulesch encadréiert ginn an dann owes kënnen heemgoen.

Do, wou e Problem ass, ass eebe bei deenen, wou vläicht doheem den Ausléiser vun hire Problemer ass. Mir hunn de Moment keng Strukturen, wou Jugendlecher a Kanner kënnen encadréiert owes begleet ginn, och edukativ begleet ginn, bis da moies d'psychiatresch Behandlung erëm ugeet. An dat ass notamment ee vun de Punkten, wou mer wëllen usetzen, wou mer an deenen nächste Jore probéieren, eng, zwou Strukturen ze kréien, wou dann och Kanner kënnen net nëmmen net stationär, stationär an akut begleet ginn, mee wou se an engem ambulanten Ëmfeld kënnen och en Doheem kréien. Dat ass dat, wat mer muer wäerten diskutéieren.

Fir de preventive Wee: Ma mir hunn eng Kéier hei eng grouss Interpellatioun gehat iwwert d'Santé mentale. Natierlech fänke mer un, eng preventiv Schinn an de Schoulen en place ze setze mam Programm Premiers secours en santé mentale. Mir hunn d'SePASen an de Schoulen, wou natierlech vun de Jugendorganisatiounen ëmmer gesot gëtt: „Do wëlle mer net higoen. Déi hunn net nëmmen dat als Objet. Déi hunn och nach vill aner Missiounen." An duerfir probéiere mer och, eng Offre à bas seuil en place ze kréien. Do sinn déi éischt Diskussiounen, déi lafen. Dat heescht, Plazen a Stied a Gemengen, wou Jugendlecher ganz informell mol kënnen e Psycholog gesinn, fir iwwer hir Problemer ze schwätzen.

Doriwwer eraus wäerte mer déi ambulant Strukture stäerken. Mir wäerten am Stationnaire kucken, fir och déi zwou Schinnen ofzedecken. Mir hu Leit, déi stationär musse sinn, déi just eng psychiatresch Krankheet hunn, déi keng Gefor fir déi aner duerstellen, a mir hu Leit, déi psychiatresch mussen encadréiert ginn, déi eventuell eng Gefor fir sech a fir déi aner duerstellen. An duerfir brauche mer eeben déi Strukturen, déi ech virdrunner ugedeit hunn, wou Jugendlecher a Kanner kënne wunnen, encadréiert ginn an hir psychiatresch Behandlung kréien. An dat wäerte mer spéitstens muer an engem systeemeschen, wéi Dir gesot hutt, Encadrement zesumme mam Educatiounsminister, mat der Justizministesch a mat menge Servicer organiséieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 319 vum Här Dan Biancalana un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Jugendkriminalitéit an d'Placementstrukture fir Mannerjäreger. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 319 du 3 mars 2026 de M. Dan Biancalana relative à la criminalité juvénile et aux structures de placement pour mineurs, adressée à Mme la Ministre de la Justice

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, lescht Woch hate mer e Virfall vu Jugendgewalt, wou eng 14-järeg Schülerin eng aner Schülerin wärend engem Sträit mat engem Messer ugegraff huet. D'Schülerin gouf verletzt, mee Schlëmmeres konnt gottseidank verhënnert ginn.

Et huet sech awer och erausgestallt, dass d'Schülerin schonn am Virfeld an enger psychologescher respektiv psychiatrescher Betreiung war. A vu dass keng Plaz an der Unisec war, déi effektiv chronesch iwwerbelaascht ass, ass d'Schülerin an de CPL placéiert ginn. An et gouf och säitens dem Parquet en Hëllefsruff. De Procureur général d'État ass an engem längeren Interview dëse Weekend nach eng Kéier kloer drop agaangen, dass et net genuch Betreiungsstrukture gëtt fir Jugendlecher mat psychologeschen a psychiatreschen a soziale Problemer.

A säitens natierlech dem Ombudsman an och dem OKaJu gouf et e gemeinsame Communiqué, wou alt erëm drop higewise gouf, dass e Mineur an de CPL placéiert gouf a laut internationale Konventiounen dat jo net soll stattfannen an effektiv méi Alternative sollen ugebuede ginn. Et besteet also ganz kloer Handlungsbedarf, well engem Mineur seng Plaz ganz kloer net am Prisong ass a soll sinn.

Dofir effektiv och follgend Froen un d'Justizministesch:

Wéi gesitt Der déi Ausféierunge vum Parquet respektiv vun de Justizautoritéiten, méi an Entscheedungsprozesser agebonnen ze ginn, esou wéi se dat och ganz kloer kommunizéiert hu via d'Press?

Wat sinn déi temporär strukturell Léisungen, déi effektiv kënnen ausgeschaaft ginn, en attendant dass de Centre pénitentiaire pour mineurs gebaut gëtt? A wat sinn och deelweis envisagéiert Alternativen, déi kënne geschafe gi statt engem Placement an d'Unisec respektiv an de CPL? Mee wat sinn awer och Är Aschätzunge vun de Prioritéite vum Parquet an der Politique de placement vun engem Mineur am Kader vun deem Communiqué a vun deem Hëllefsruff, deen de Parquet gemaach huet?

A wat hält d'Madamm Minister vun der Fuerderung vum OKaJu, fir schnellstens e ronnen Dësch deementspriechend anzeberuffen am Kader vun der Jugendkriminalitéit, vun der Jugendgewalt an och vun de Placementer? Ënnerstëtzt Dir dat?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Madamm Justizministesch.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. An och merci dem Här Biancalana fir dës Fro. Bon, si iwwerschneit sech a ganz groussen Deeler mat där Fro, déi d'Madamm Deprez elo grad beäntwert huet. A si huet jo och Stellung geholl par rapport zu deem Communiqué vum Parquet an där doter ganz preziser Situatioun. Mir wäerten eis och net méi spéit wéi muer de Moie bei mir am Ministère gesinn, zesumme mam Claude Meisch an der Madamm Deprez, souwuel mam Parquet wéi mat de Jugendriichteren, fir eebe genau dat doten unzeschwätzen, fir ze kucken: Wat kënne mer nach maachen en attendant?

Ech mengen, dee Besoin oder dee Manktum, deen Der ugeschwat hutt, u Strukturen, dee gëtt et net eréischt säit gëschter. Deen ass schonn iwwer laang Jore bekannt. An d'Madamm Deprez huet jo och scho gesot, wat si elo schonn alles gemaach huet, fir dee Problem an de Gréff ze kréien. Muer wäerte mer sécher nach aner Saachen diskutéieren. Op alle Fall ass de Wëllen do ze agéieren.

Herno muss een natierlech kucken, well dat eent ass ... Dir sot: „De CPM kënnt." Jo, de Prisong fir Jugendlecher kënnt. Mee dorëms geet et jo hei net, well mir wëlle jo op där enger Säit Strukturen hu fir Jugendlecher, déi stroffälleg sinn, an op där anerer Säit eebe Strukturen hunn, wou Jonker gehollef kréien, déi e Problem mat mentaler Gesondheet hunn. An doriwwer schwätze mer muer och, well besonnesch och wa mer da fäerdeg si mam Jugendstrofrecht a mam neie Jugendschutzgesetz, da wäerten awer verschidde Saache sech nach anescht artikuléieren. Doweinst ass d'Fro, déi mer muer beschwätzen, effektiv: Wat kënne mer en attendant maachen a wat brauche mer dann och, une fois wann deen neie Kader dann en place ass?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 320 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Justizministesch iwwert de Klassement vu Lëtzebuerg am Weltantikorruptiounsindex vun 2025. Madamm Hartmann.

– Question n° 320 du 3 mars 2026 de Mme Carole Hartmann relative au classement du Luxembourg dans l'indice de perception de la corruption 2025 de Transparency International, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President.

Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Justizministesch, als eng vun de bedeitendste Finanzplaze vun der Welt, als zweetgréisste Standuert vun den Investissementsfongen dréit Lëtzebuerg eng besonnesch international Verantwortung. Eng esou global vernetzte Wirtschaft steet fir Dynamik, Innovatioun a Wuelstand. Si bréngt awer och eng héich Komplexitéit mat sech, besonnesch am Beräich vun der Wirtschaftskriminalitéit. Grad dowéinst sti mir och reegelméisseg ënner internationaler Evaluatioun, ënner anerem vun dem GAFI an och vum GRECO.

Virun e puer Wochen ass elo de Corruption Perceptions Index 2025 vun Transparency International verëffentlecht ginn. Lëtzebuerg erreecht hei 78 vun 100 Punkten a läit domat ëmmer nach op enger ganz respektabeler aachter Plaz am internationale Verglach.

Dësen Index, dee moosst keng konkreet Affären, mee d'Wouerhuele vun der Integritéit am ëffentleche Secteur, ënner anerem d'Onofhängegkeet vun der Justiz, d'Transparenz vu politeschen Entscheedungen, d'Effikassitéit vun Antikorruptiounsmechanismen an d'Kontroll vu potenziellen Interessenskonflikter.

Trotz villen Efforten, déi zu Lëtzebuerg gemaach ginn, hu mir an dësem Index elo konkreet dräi Punkte verluer a sinn am Ranking och liicht zréckgaangen.

An dësem Kader hunn ech follgend Froen un Iech, Madamm Minister:

Wéi ass Är Aschätzung zu dësem Corruption Perceptions Index?

Wéi ass eise Réckgang an dësem Index hei ze interpretéieren?

A wéi eng konkreet Mesüre goufen ëmgesat oder sinn aktuell um Wee oder geplangt, fir Transparenz, Integritéit a Vertrauen an eis Institutioune weider ze stäerken, och am Kontext vun eisen internationale Recommandatiounen, déi mer vum GAFI oder GRECO reegelméisseg kréien?

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Madamm Ministesch.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. A merci och der Madamm Hartmann fir dës Fro. Dir hutt de Corruption Perceptions Index ugeschwat, deen, wéi gesot, d'Perceptioun moosst vun der Ëffentlechkeet iwwert d'Korruptioun am ëffentleche Secteur, wou 0 korrupt ass an 100 ganz propper. Dir hutt eise Score vun dësem Joer ugeschwat, woubäi ee muss soen, datt deen ëmmer liicht geschwankt huet, liicht erop, liicht erof, wat also ganz normal ass, well mer jo och hei an enger Situatioun sinn, wou et ëm eng Perceptioun geet. Mir däerfen dat hei awer elo net vergläichen an deem Sënn mat all deenen Evaluatiounen, deene mer aktuell och ënnerleien, sief et de GRECO, also de Conseil de l'Europe, d'OECD oder, wéi gesot, iwwert d'Vereenten Natiounen. Dat heescht, et ass also ganz normal, datt do Schwankunge sinn.

Wat awer wichteg ze wëssen ass, ass, datt dëst Joer e ganz determinant Joer gëtt am Kampf géint d'Korruptioun, deen, wéi gesot, ganz wichteg ass, well mer eebe bei all deene Gremien och dëst Joer e Schrëtt weider wäerte misse maachen an dann och weider Evaluatiounen iwwer eis wäerte gemaach ginn.

Mir schaffen awer en attendant och schonn un enger Évaluation nationale des risques. Duerno wäert och eng Stratégie nationale des risques kommen. Zousätzlech wäert dozou och d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv kommen.

Dann hu mer d'OECD-Evaluatioun, wou, wéi gesot, wärend der Plenière am Juni 2026 zu Paräis e Rapport de suivi iwwer Lëtzebuerg wäert presentéiert an adoptéiert ginn. Mir hunn d'GRECO-Evaluatioun, wou et och ëm d'Korruptioun notamment am Gemengesecteur geet. Dat ass dee sechsten Zyklus, wou och de Rapport dëst Joer an der Plenière, am Juni dës Kéier, zu Stroossbuerg wäert presentéiert ginn an adoptéiert ginn. An dann hu mer natierlech nach déi Vereenten Natiounen, wou och Aarbechten amgaange sinn a wou mer och wäerten eng Visite sur place hunn, warscheinlech och am Laf vum Joer.

Dat heescht, mir wäerte genuch evaluéiert ginn dëst Joer, genuch Recommandatioune kréien. A mir schaffen, wéi gesot, drun, déi Evaluatiounen esou gutt wéi méiglech ze preparéieren an dann, le cas échéant, natierlech och d'Ëmsetzung dovunner ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Elo komme mer zur Fro Nummer 321 vum Här Dan Hardy un den Här Premierminister iwwert déi strateegesch Gas- a Pëtrolsreserve vu Lëtzebuerg am Hibléck op d'Kris am Noen Osten. Här Hardy, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 321 du 3 mars 2026 de M. Dan Hardy relative à l'état des réserves stratégiques de gaz et de pétrole du Luxembourg face à la crise au Moyen-Orient, adressée à M. le Premier ministre

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Et ass kee Geheimnis, datt Lëtzebuerg zu engem ganz groussen Deel vun Energieimporter ofhängeg ass. Wa sech de Konflikt am Noen a Mëttleren Osten awer weider zouspëtzt an et zu Liwwerenkpäss kënnt, stellt sech d'Fro vun der nationaler Versuergungssécherheet an domadder verbonne leider och mat méiglechen drastesche Präishaussë bei Gas- a bei Pëtrolsproduiten.

Dofir wollt ech der Regierung, respektiv dem Här Premierminister, follgend Froe stellen:

Wéi heich sinn de Moment eis strateegesch Pëtrol- a Gasreserven? A wéi laang kéinte mir als Land mat dëse Reserve fonctionéieren, am Fall wou et zu enger Ënnerbriechung vun den internationale Liwwerkette kënnt?

Zweetens: Huet d'Regierung Zenarien ausgeschafft, am Fall wou et duerch e Manktem u Gas- a Pëtrolsprodukter zu Präisexplosioune komme géif?

Hu mir als Land e konkreeten Noutfallplang, wéi mer déi national Versuergungssécherheet trotz internationaler Kris weider garantéiere kënnen?

Voilà, dat si meng dräi Froen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, am Fall vun esou Krise wéi deenen, déi elo amgaange sinn, a sollt et zu engem Enkpass bei der Energie kommen, gëtt et op EU- an internationalem Niveau kloer Virschréfte fir d'Länner. Déi Virschréfte ginn am Kader vun der Europäescher Unioun an der Internationaler Energieagence festgeluecht.

An deem Kontext gëtt et Reegele fir de Pëtrol. Lëtzebuerg muss do fir 93 Deeg Sécherheetsreserven a Pëtrolsprodukter hunn. An ofhängeg vum Typ vun der Kris kënnen déi Reserven dann am Noutfall entweeder um nationalen oder regionalen Territoire agesat ginn. Do ass also geplangt, an déi Reserve bestinn och. Dat ass also fir 93 Deeg.

An dann, wat d'Gasreserve betréfft, esou si fir de Moment d'ënnerierdesch Späicheren an Europa zu circa 30 % gefëllt. D'Gasfournisseuren, déi Gas u lëtzebuergesch Clientë liwweren, si per Gesetz obligéiert, all Joer zum 1. November den Equivalent vu 15 % vun hirem Verbrauch aus deene leschte fënnef Joer an auslännesche Späicheranlagen ze späicheren.

Aus geologeschen Ursaachen huet Lëtzebuerg keng esou Gasspäicheren hei, mee déi sinn dann op anere Plaze gespäichert. An an deem Kontext hu mir fir de Moment ronn 100 Milliioune Kubikmeeter Äerdgas u Reserven ugeluecht, soudatt fir Krisen, déi kommen, dat och virgesinn ass.

Iwwer Evolutioune vum Präis wëll d'Regierung net spekuléieren, mee wéi och an der Vergaangenheet gëtt gekuckt, wann dat géing gréisser Repercussioune kréien, fir de Bierger do entgéintzekommen. Mee an där Situatioun si mer haut net a mir wëllen net iwwer Präisser spekuléieren. Mee et ass evident, datt déi Kris hei, op d'mannst kuerzfristeg, wäert Repercussiounen op d'Energiepräisser hunn. Dat hunn ech jo virdrun a menger Interventioun de Mëtte gesot.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen elo zur Fro Nummer 322 vun der Madamm Françoise Kemp un den Här Premierminister iwwert de KI-Dësch. Madamm Kemp.

– Question n° 322 du 3 mars 2026 de Mme Françoise Kemp relative au KI-Dësch, adressée à M. le Premier ministre

Mme Françoise Kemp (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Kënschtlech Intelligenz kritt ëmmer méi eng grouss Bedeitung an der Aarbechtswelt. Doduerch kéinte sech net nëmme vill Aarbechtsplazen, mee och d'Inhalter an d'Organisatioun vun der Aarbecht fundamental verännere. Laut enger Etüd vum Statec kéinte ronn 90 % vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg op déi eng oder aner Manéier vun der KI beaflosst ginn.

D'lescht Woch war eng Entrevue tëschent der Regierung an de Gewerkschaften. Dofir géif ech gär follgend Froen un den Här Premierminister stellen:

Wéi soll dee KI-Dësch d'Entwécklung um Aarbechtsmaart encadréieren?

Wat versteet d'Regierung dorënner, d'KI-Transformatioun „positiv" unzegoen?

A wéi wëll se gläichzäiteg sécherstellen, datt d'Suerge vun de Salariéen eescht geholl ginn?

Wéi eng Roll sollen d'Weiderbildungen an d'Formatioun spillen, fir datt d'Salariéë mat där séierer Entwécklung vun der Kënschtlecher Intelligenz kënne mathalen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Kemp. Här Premierminister.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Ech soen der Madamm Kemp Merci fir hir Fro. Mee vill vun deene Froen, déi si gestallt huet, déi diskutéiere mer eréischt um AI-Dësch.

Firwat hu mer déi Initiativ geholl? Mee well et eng enorm disruptiv Technologie ass, déi d'ganz Gesellschaft an natierlech och d'Aarbechtswelt concernéiert. A wann ech soen, datt mir dat wëlle positiv begleeden, dann ass et, well ech mengen, datt mer bei der AI – wat ech jo och e bëssen zu enger vu menge perséinleche Prioritéite gemaach hunn, mee zesummen och mat enger Rei Kolleegen an der Regierung – mussen d'Leit, déi dat concernéiert, begleeden. A „begleeden" heescht net mat Ängschte

spillen, mee d'Opportunitéite weisen – mee och net naiv sinn.

A well et jiddweree betrëfft, hunn ech d'Initiativ geholl, fir dat an engem Format ze maachen, wou mer déi dräi Parteien, déi dat concernéiert, zesummebréngen, nämlech d'Leit, déi an de Betriber schaffen, d'Betriber selwer an de Staat, deen d'Ramebedingunge muss duerstellen.

Dir hutt op d'Wuert vun der Formatioun higewisen. Dat schéngt mer extreem wichteg ze sinn, dofir, mengen ech, musse mer och iwwert d'Formatioun schwätzen. An dorauser entsteet och d'Format, wat ech deem KI-Dësch an Tripartitt-Form wëll ginn. Mir wëllen do invitéieren: d'Gewerkschaften, d'Patronat, mee och d'Beruffschamberen, souwuel vum Salariat wéi vum Patronat, also d'Chambre des Salariés, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers, well si grad an der Formatioun schonn haut ënnerwee sinn an extreem gutt outilléiert sinn, fir do ze hëllefen.

Ech stelle mat Satisfaktioun fest, datt a Gespréicher, déi ech an deene leschten Deeg geféiert hunn, y compris um Weekend, mat de Presidente souwuel vun de Gewerkschaften am Privatsecteur wéi am ëffentleche Secteur wéi och mat de Patronatsvertrieder, se alleguerte gesot hunn, datt se et eng gutt Iddi géinge fannen. An dat ass also eng Form vu Sozialdialog op engem ganz spezifesche Sujet, deen eis alleguerte concernéiert, a mir wëllen déi Gespréicher och esou séier wéi méiglech ulafe loossen. Ech hoffen, datt mer dat scho vläicht d'nächst oder d'iwwernächst Woch kënne maachen an dann d'Leit och mathuelen op deem Wee vun der Kënschtlecher Intelligenz. Et ass wichteg, well ouni déi … Mir wëllen net, datt Lëtzebuerg deen Zuch verpasst. Au contraire, mir wëlle souguer eng Leadership-Roll doranner hunn. A wa mer dat kënnen an engem Dräierformat diskutéieren, dann ass dat och gutt fir d'sozial Kohäsioun hei zu Lëtzebuerg.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 323 vun der Madamm Sam Tanson un den Här Finanzminister iwwert d'Späre vun de Konte vum Internationale Strofgeriichtshaff. Madamm Tanson.

– Question n° 323 du 3 mars 2026 de Mme Sam Tanson relative à la fermeture des comptes de la Cour pénale internationale par la Banque et Caisse d'Épargne de l'État, adressée à M. le Ministre des Finances

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Här Finanzminister, ech war relativ interpelléiert, wéi ech vum „Wort" gefrot gi si fir eng Reaktioun op deen Artikel, dee se elo gëschter bruecht hunn, wou se duergeluecht hunn, dass d'Spuerkeess – eis Staatsbank, wann Der esou wëllt – d'Konte vum Internationale Geriichtshaff zougemaach huet, laut dem Artikel, no de Sanktiounen, déi d'amerikanesch Regierung net vis-à-vis vun der CPI gesprach hat, mee vis-à-vis vu verschiddene Magistrate vun der CPI.

An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun de Kolleege vun der LSAP hat d'Regierung déi Sanktiounen extreem kritesch gesinn a gesot, si géing alles kritesch gesinn, wat eigentlech géint den Internationale Geriichtshaff géing goen. An ech fannen dat awer schonn zimmlech kontradiktoresch mat deem, wat hei d'Spuerkeess gemaach huet, well se eigentlech an engem vorauseilende Gehorsam eng Sanktioun ëmgesat huet, déi éischtens net esou gesprach ginn ass an déi och net extraterritorialer Natur ass, mee déi sech reng op Amerika bezitt.

Duerfir hätt ech elo eng Rëtsch Froen un Iech, well Är Äntwert am „Wort" och net ganz kloer ass:

Wéini hat Der Kenntnis vun der Decisioun vun der Spuerkeess? De Premierminister huet gesot, en hätt et gewosst. Ech ginn dann dovunner aus, dass Dir et och wousst. Duerno oder am Virfeld?

Hutt Der Äre Beamte Consignë ginn? Laut dem Spuerkeess-Gesetz ass de Kommissär vun der Regierung zoustänneg fir all d'Servicer vun der Bank. War hien an déi Decisioun, déi awer wierklech grav ass an och gravéierend Konsequenzen huet, involvéiert?

Dir hutt och an Ärer Äntwert un d'„Wort" geschriwwen, ob d'Bank Bezéiungen oder net zu Clienten hätt, géing dem Bankgeheimnis ënnerleien. Da froen ech mech, wann een dat extrapoléiert: Wéi kéint d'Spuerkeess dann iwwerhaapt ënner Drock geroden, wa se déi Bankrelatioun mat der CPI oprechterhalen hätt?

Am „Wort"-Artikel gesäit een, wéi d'Regierungsmembere sech dës waarm Gromper dach awer zouspillen, ouni eppes ze ënnerhuelen. Wéi gesitt Der d'Kohärenz tëscht dem Näischtmaachen an der Positioun, datt d'Regierung d'CPI ënnerstëtzt an déi Sanktiounen och kritiséiert? Oder ass d'Kohärenz, fir et da provokativ auszedrécken, nach net Äre Ressort?

A falls Der mer elo sot, dat wier eng reng Compliancedecisioun vun der Bank an Dir hätt och näischt kënne maachen: Hutt Der da wëlles, Iech wéinstens op europäeschem Niveau fir dee Blockingstatut anzesetzen, deen et géing erlaben, hei géint déi Sanktiounen eppes ze ënnerhuelen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Finanzminister huet d'Wuert.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President. Och merci der Madamm Tanson fir hir Fro. Jo, dat ass eng wichteg Fro, well och den Internationale Strofgeriichtshaff en Deel vun dem internationale Rechtssystem ass. Dat brauch ech Iech heibannen net ze soen.

Dës Roll, an dat wëll ech awer kloer ënnersträichen, ass am Allgemengen awer lassgeléist vun der Manéier, ewéi d'Banken op der Finanzplaz hir Konte féieren. An dat zielt och a Bezuch op eis Staatsbank, nämlech d'Spuerkeess, well d'Relatioun tëschent engem Client an enger Bank, och wa se dem Staat zu 100 % gehéiert, ënnerläit dem Bankgeheimnis. An dat Bankgeheimnis spillt och vis-à-vis vu mir als Finanzminister an och vis-à-vis vun de Kolleegen, déi déi selwecht Funktioun virdrun haten.

An Dir hutt jo och an der Press gelies, dass den Internationale Strofgeriichtshaff seng Sue selwer ofgezunn huet – selwer ofgezunn huet! –, fir se op enger anerer Bank an Europa ze zentraliséieren. A Madamm Tanson, ech kann net ausschléissen, dass dat Ganzt einverneemlech geschitt ass.

Ob eng Geschäftsrelatioun mat engem Client bestoe bleift oder net, ënnerläit enger Risikobewäertung, déi all Bank konstant aktualiséiert. Dës Risikobewäertung gëtt gemaach par rapport zu Sanktiounen an och par rapport zu méigleche Sanktiounen. Dës Risikobewäertung ënnerläit dobäi der operativer Responsabilitéit vun der Bank, an déi de Minister, och wann et d'Staatsbank ass, sech net kann a wëll amëschen. An och wann amerikanesch Sanktiounen net direkt bindend sinn an Europa, muss eng Bank ëmmer d'Méiglechkeet vun enger Sanktioun an hir Risikobewäertung afléisse loossen.

Den Dollar ass eng vun deene wichtegsten, fir net ze soen déi wichtegst Wärung fir d'Banken, och zu Lëtzebuerg, an dat zielt och fir d'Spuerkeess. D'Spuerkeess muss kënnen Transaktiounen an US-Dollar maachen, sief et fir Bezuelunge vu private Clienten, sief et fir Bezuelunge vun Entreprisen – a mir hu ganz vill Betriber hei zu Lëtzebuerg, déi an den USA aktiv sinn –, sief et fir Transaktioune mat institutionellen – ech widderhuelen: institutionellen – Partner oder der Fongenindustrie. Do derniewent lafe vill Bezuelungen iwwer net europäesch Bezuelnetzwierker, fir nëmme Visa ze nennen. Fir all Geschäft an US-Dollar brauch een ëmmer eng amerikanesch Korrespondentebank. Et ass ondenkbar, dass eng Bank nach Geschäfter ouni esou eng Korrespondentebank maache kann. An d'Korrespondentebank hirersäits, an dësem Fall déi US-amerikanesch Korrespondentebank, suivéiert Sanktiounen an eventuell Sanktiounen och ganz genee.

Den Accès vun eise Banken op den US-Dollar bleift duerfir wichteg fir eis Bierger, fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft an och fir eis international aktiv Betriber. Mir stinn als Regierung weider hannert dem Internationale Geriichtshaff, mee mir kënnen eis net an d'Risikobewäertung an an dat operatiivt Dagesgeschäft, mat alle Konsequenzen, déi dat hätt, vun enger Bank amëschen, och wann et d'Lëtzebuerger Staatsbank ass.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech krut keng Äntwert op meng Froen, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister. Den Här Finanzminister … Ech mengen, Dir hutt all Moyene parlamentarescher Natur, fir nach Froen nozestellen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Da ginn ech se nach eng Kéier schréftlech eran.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass Iech fräi iwwerlooss. An ech si sécher, datt Der och dovunner wäert profitéieren.

Mee elo komme mer zur nächster Fro. Dat ass d'Fro Nummer 324 vum Här Marc Hansen un den Här Premierminister iwwert d'Ukënnegunge vum franséische President iwwert déi nei Doktrinn vun der Nuklearofschreckung vu Frankräich. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 324 du 3 mars 2026 de M. Marc Hansen relative aux annonces du Président de la République française sur la nouvelle doctrine de dissuasion nucléaire de la France, adressée à M. le Premier ministre

M. Marc Hansen (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, gëschter hu mer et alleguerte gesinn: De franséische President Emmanuel Macron huet op der Île Longue, op dem groussen Héichsécherheetsstëtzpunkt vun de Fransousen, déi nei Nukleardoktrinn presentéiert vun de Fransousen, eebe fir méi Sprengkäpp ze kréien an der nächster Zäit, där nuklearer, an och fir een Atom-U-Boot méi ze bauen.

An deem Kontext vun der Dissuasion nucléaire avancée ass och vill driwwer rieds gaang, fir de franséischen Nuklearprabbeli auszeweiten op en EU-Niveau. Do ass dann och mat verschiddene Regierungscheffen driwwer geschwat ginn an aacht Natiounen hunn och do eng strateegesch Allianz proposéiert kritt, wou der och schonn e puer dat akzeptéiert hunn.

Meng Froe sinn am Fong déi, Här Premierminister, ob dat eppes ass, wat mat Iech als Lëtzebuerger Premierminister diskutéiert ginn ass, ob mer do informéiert waren iwwert deen neie Volet vun der nuklearer Approche vun de Fransousen, respektiv fir deen EU-Schierm do ze maachen. Zweetens, wat

d'Lëtzebuerger Regierung am Fong dovunner hält a wéi se dat e bësse vu baussen esou kuckt. Dann, wéi mer dat gesi par rapport zu dem NATO-Schierm, ob deen eebe complementaire ka sinn, sou wéi de President Macron dat annoncéiert huet. An da sinn eis Noperen implizéiert, nämlech déi Däitsch an déi Belsch. Déi Belsch, mengen ech, hunn haut de Moien och gesot, dass se Interêt do hunn. A gouf et do scho vläicht mat deene Regierungscheffen Echangen, wéi si dat gesi respektiv wat dat eventuell fir Lëtzebuerg géif bedeiten?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hansen. Den Här Premierminister huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, mir hunn déi Deklaratioun vum franséische Staatspresident iwwert d'Ausweitung vum franséischen Nuklearprabbeli, wat en „dissuasion avancée" nennt, mat Interêt zur Kenntnis geholl. De franséische President hat eis bei sengem Besuch zu Lëtzebuerg am Oktober d'lescht Joer an de groussen Zich och iwwert déi Iddien informéiert. D'Gespréicher awer iwwert dat, wat e gëschter gesot huet, prezis op déi aacht Länner, déi ware strictement limitéiert op déi aacht Länner, ënnert deene Lëtzebuerg net ass. An duerfir gëtt et och eng kloer Ursaach.

Eis belsch an hollännesch Partner am Benelux, déi hu schonn haut Nuklearwaffen op hirem Territoire stationéiert. Lëtzebuerg huet dat ëmmer refuséiert an der Vergaangenheet, well dat och verlaangt, datt de Fluchhafen extra ekipéiert ass, fir esou Fligeren, déi ekipéiert si mat Nuklearwaffen, ze stationéieren. Do brauch een eng extra Zort Bunkeren, déi Lëtzebuerg net huet. An duerfir ass et à ce stade och net méiglech, esou Nuklearwaffen zu Lëtzebuerg ze stationéieren. Mir sinn et och net gefrot ginn a mir envisagéieren dat och net an nächster Zukunft.

Mir deelen d'Analys vum franséische President iwwert d'Sécherheetslag. Et ass en ligne mat deem, wat ech a menger Deklaratioun de Mëtten zur Situatioun am Moyen-Orient gesot hunn. D'Fro ass, ob mer aner Weeër kënne goen, notamment mat eise Satellittecapacitéiten, fir déi méi europäesch Dimensioun vun der Defense ze begleeden. Do si mer jo a Gespréicher mat eisen europäesche Partneren. Mee fir direkt elo bei Nuklearwaffe matzemaachen, do gesi mer net Lëtzebuerg derbäi sinn. Mee bei der europäescher Dimensioun ass et wichteg, datt mer déi uginn. A mir wäerten och den Dialog mat eise Partneren am Benelux an och mat Frankräich féieren.

Zu der Fro vun der NATO, déi den Här Hansen och opgegraff huet, begréisse mer et, datt déi nei franséisch Doctrine de dissuasion avancée complementaire ass zu dem Dispositif vun der NATO. Lëtzebuerg profitéiert vun der Sécherheet vun der NATO a vun der EU a vun eise Partneren. An duerfir, mengen ech, ass et onofhängeg dovunner, wou déi Waffe stationéiert sinn, wichteg, datt mer eise Bäitrag zur europäescher Sécherheetsarchitektur leeschten. An dat wäerte mer och maachen, sou wéi mer dat och bei e puer Geleeënheeten a leschter Zäit annoncéiert hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.

Mir kommen zur Fro Nummer 325 vum Här Maurice Bauer un den Här Finanzminister iwwert d'Finanzmissioun an Indien. Här Bauer, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 325 du 3 mars 2026 de M. Maurice Bauer relative à la mission financière en Inde, adressée à M. le Ministre des Finances

M. Maurice Bauer (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister war d'lescht Woch op enger Finanzmissioun an Indien, dëst zesumme mat Luxembourg for Finance. Dobäi gouf et Reunioune mat politeschen Acteuren, awer och mat Acteurë vun der Finanzplaz dohannen.

Indien ass, wéi mer wëssen, e Land mat immens groussem Potenzial. An déi Lëtzebuerger Finanzplaz ass historesch ëmmer staark mat Indie verbonne gewiescht, well viru Joerzéngte Lëtzebuerg an Indien d'Referenz war, notamment fir d'Emissioun vu GDRen, sougenannte Global Depository Receipts, engem Equivalent zu indeschen Aktien.

Rezent war et ëmmer méi schwéier fir eis Finanzplaz, an Indie Fouss ze faassen, well d'City vu London ëmmer ganz dominant war op dëser Finanzplaz. D'Zil vun eiser Finanzmissioun war et, wéi et am Communiqué ze liese steet, d'Relatiounen tëscht béide Finanzplazen ze verdéiwen. Ech zitéieren do de Finanzminister: „Cette mission est le symbole du fort potentiel dont disposent le Luxembourg et l'Inde pour approfondir leur coopération dans le domaine financier."

Dofir meng Froen un de Finanzminister: Firwat dës Rees grad elo? Wéi eng Relatiounen hu mir aktuell mat Indien? An drëttens: Wat sinn eventuell konkreet Resultater? Oder: Wat wäert d'Zukunft mat Indie bréngen?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauer. Här Finanzminister.

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President, och dem Här Bauer fir dës Fro. Ech war effektiv déi lescht Woch an Indien, wou ech ugefaangen hunn zu Bombay (veuillez lire: Mumbai), wou ech du gaange sinn an de Staat Gujarat bei GIFT City, an du sinn ech nach op Neu-Delhi gaang. Ech hat do Entrevuë mat der Finanzministesch, mam Gouverneur vun der Zentralbank, mat de Presidente vun de Bourssen, mat Privatbanquieren a mat dem indesche Staatsfong.

Indien ass e Staat mat 1,5 Milliarde Leit – 1,5 Milliarde Leit! Ech krut gesot, dass alljoers – nu haalt Iech gutt un! – 100.000 nei Millionäre bäikommen. 100.000 nei Millionäre pro Joer! D'Populatioun, déi ass dräimol méi wéi déi vun der Europäescher Unioun. An et ass och virun allem déi gréissten Demokratie op der Welt. E Land mat engem enorme Wirtschaftswuesstum: 7 % plus. An et ass haut schonn ënnert deene fënnef stäerksten Ekonomien. Et ass deemno eng grouss Natioun, och mat enger laanger Geschicht. An dat kann een net einfach ausblenden, och fir eis Finanzplaz.

An duerfir musse mer och an Zukunft – ech soen: musse mer an Zukunft – vill méi enk op alle Pläng zesummeschaffe mat Indien, well ech bedaueren, soen Iech ganz éierlech, dass mer bis haut keng eng indesch Bank hei ze Lëtzebuerg hunn. Jo, mir hunn 115 Banken aus 25 Länner, mee mir hu keng eng indesch Bank. Ech wëll net ze vill soen. Dat gesäit vläicht an Zukunft aneschters aus. Mee dat ass net normal. An duerfir musse mer doru weider schaffen.

Mir hunn awer – an duerfir ass deen Ekosystem och net net existéierend – virun allem e Kooperatiounsaccord zwëschent der Lëtzebuerger Bourse an der indescher Bourse, souwuel där vun Indie selwer, mee och där vu Bombay oder Mumbai, wéi dat op Neilëtzebuergesch heescht. An dës Kooperatioun, dat ass och gesot ginn, muss weider verdéift ginn.

Do hu mer grousst Potenzial, well d'Inder virun allem an zwou Saachen investéieren. Dat ass déi gréng Transitioun an dat ass och an Infrastrukturen an Indie selwer. Dat geet vu Stroossebrécken an alles doriwwer eraus. An ech hat do eng ganz concluant Entrevue mat dem indesche Staatsfong, fir en dann esou ze nennen, deen och vun der Finanzministesch presidéiert gëtt an – ech kann net ze vill soen – fir deen d'Lëtzebuerger Fongenindustrie an d'Strukturen, déi hei kënnen opgeluecht ginn, fir den europäesche Marché ze accedéieren, net oninteressant sinn.

Mir hunn op der Lëtzebuerger Bourse aktuell 95 sougenannte Masala Bonds gelëscht, an dat an engem Gesamtwäert vu 5 Milliarden Euro. Dobäi kommen nach eemol gréng Obligatiounen, also Obligations vertes, fir 300 Milliounen Euro. An et besteet och e gudden Austausch mat de Regulateuren, mat deene mer och eng Reunioun haten, dat heescht der Finanzopsiicht. An dësem Fall ass dat bei eis d'CSSF. Ech gesinn also do e gudde Potenzial.

Duerfir si mer och op GIFT City gaang. Firwat op GIFT City? Ma dat ass de Staat Gujarat. Do liewen net manner wéi 70 Millioune Leit. Dat ass also e Staat am indesche Staat. Ech hat do mat hirem Chefministerpresident eng Reunioun. A vun do kënnt och den aktuellen indesche Premier. An duerfir hunn déi zu GIFT City e Finanzzentrum, well se do wëllen Abu Dhabi oder Dubai a virun allem och Singapur noamen. An och do musse mer gutt Relatiounen hunn.

Ech mengen, do, wou Lëtzebuerg kann – dat war jo och Är konkreet Fro – eng weesentlech Roll spillen, dat ass, dass mir fir déi indesch Finanzdéngschtleeschter eigentlech d'Entréesdier fir den europäesche Marché sinn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Dat maache mer eigentlech souwuel mat den Amerikaner, dat maache mer mat de Chineesen, dat maache mer mat de Schwäizer, dat maache mer mat de Britten, dat maache mer mat de Brasilianer an nach vill anerer méi. An duerfir, soen ech, ass et e bësse bedauerlech, dass mer dat à ce stade nach net hu mat den indesche Finanzdéngschtleeschter.

An ech géif domadder ofschléissen: Dat, wat mech frappéiert huet, dat ass, dass déi eng kloer Strategie hunn. An déi setzen déi kloer Strategie och ëm. An dozou gehéiert, dass se kucken, d'Leit, deenen et net gutt geet, alleguerten an déi sougenannte breet Mëttelschicht ze kréien, well dat natierlech an enger grousser Demokratie vun 1,4 Milliarde Leit Stabilitéit an och sozial Kohäsioun bedeit.

Ech weess, Här President, dass ech 17 Joer an dem Parlament war. Ech soen awer ganz éierlech, an dat ass net nëmme fir Indien: Wa mer wëllen déi Relatioune verdéiwen – ob een dat elo wëllt oder net, dat ass jiddwerengem ideologesch a philosophesch iwwerlooss –, och am Interessi vun eiser Finanzplaz, dann ass dat de Finanzminister. Dat ass och d'Regierung. Mee fir mech, ech soen dat dann a mengem perséinlechen Numm, spillt do eng Chamber och eng net onweesentlech Roll.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut de Mëtten, der Fro Nummer 326 vum Här Cruchten, déi den Här Cruchten un den Här Premierminister geriicht huet iwwert d'Positioun vun der Regierung zur Situatioun vun den ukrainesche Flüchtlingen. Wann ech dat richteg verstanen hunn, ass et den Här Inneminister, deen am Numm vun der Regierung wäert op dës Fro äntwerten. Den Här Cruchten huet d'Wuert.

– Question n° 326 du 3 mars 2026 de M. Yves Cruchten relative à la position du Gouvernement concernant la situation des réfugiés ukrainiens, adressée à M. le Premier ministre

M. Yves Cruchten (LSAP) | Da muss ech Iech awer enttäuschen, Här President, well meng Fro, déi riicht sech un de Premierminister. Den Här Gloden hu mer an där doter Fro leider héieren. Ech géif gären den Här Premierminister zu där doter Fro eppes froen. Wann en haut net kann hei sinn, da kann ech och Versteesdemech elo derfir hunn, wann en aner méi wichteg Saachen huet. Mee da kritt e se eng aner Kéier gestallt.

M. Claude Wiseler, Président | Also, ech ginn dovunner aus, datt d'Froen un d'Regierung sinn an datt d'Regierung decidéiert, wien op Är Froen äntwert. A wann d'Regierung eng Äntwert gëtt, dann ass dat d'Äntwert vun deem engen a vun deem aneren. Mee ech hunn ...

(Interruptions)

Ok, Dir hutt ... Et ass, wéi Der wëllt. Wann Der duerno net zefridde sidd mat der Äntwert, kënnt Der jo nach eng aner Form wielen oder eng aner Zäit wielen, wou Der d'Fro nach eng Kéier stellt. A wann Der se net wëllt stellen, dann ass dat Iech och fräigestallt. Mee ech mengen, et wär gutt, wann Der se géingt stellen.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Nee, Här President. Ech mengen, mir maachen hei allkéiers den Ordre du jour. Da gëtt gekuckt, wéi ee Regierungsmember do ass, fir dass mer wëssen, wiem mer kënnen eng Fro stellen. Den Här Premierminister war jo och elo de ganze Mëtten hei. E war och ugemellt. Dofir hunn ech eng kloer Fro un de Premierminister. A si riicht sech och nëmmen un de Premierminister eleng.

M. Claude Wiseler, Président | Gutt, ech gesinn, datt de Premierminister momentan net hei ass, datt Der an deem Fall d'Fro net stellt. An da kucke mer, datt Der eng aner Geleeënheet kritt, fir déi Fro do un de Premierminister ze adresséieren. Domat wär dann d'Froestonn vun haut de Mëtten ofgeschloss.

8. 8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Verfassungsofännerung 8379 iwwert d'Verankerung vun der Ofdreiwung an der Verfassung. Ech wëll elo schonn drop hiweisen, datt laut Artikel 131 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass. De Vote par procuration – an dat ass dat Haaptsächlecht – ass net erlaabt an dësem Fall, fir datt dat och kloer ass. D'Conférence des Présidents huet decidéiert, d'Riedezäit nom Modell 2 festzeleeën, a si ass deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporter huet 15 Minutten, d'CSV 31, d'DP 24, d'LSAP 22, d'ADR 15, déi gréng, d'Piraten, déi Lénk hunn 10 Minutten an d'Regierung huet 15 Minutte fir ze äntwerten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Nathalie Morgenthaler, d'Madamm Carole Hartmann, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an dann duerno, huelen ech un, och nach eng Kéier, sou vill ech e verstanen hat, den Här Marc Baum am Numm vun déi Lénk an och nach d'Madamm Alexandra Schoos hannendrun, wann ech dat richteg verstanen hunn. De Rapporter vun der Verfassungsofännerung, den honorabelen Här Marc Baum, huet elo d'Wuert. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Institutions

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur-rapporteur | Merci, Här President. An deenen aacht Joer, an deenen ech bis elo Deputéierten an der Chamber war, ass et déi éischte Kéier, datt ech am Numm vun enger Kommissioun e Rapport zu engem legislativen Text maachen. An et ass kee Rapport vun engem einfache Gesetz, mee et ass de Rapport vun enger Verfassungserweiderung. A vu datt och d'Press, ech mengen, zu Recht dëse Vott vun haut als historesche Vott bezeechent, kann ech Iech just bestätegen, datt dat mech zudéifst beweegt.

Här President, de 7. Mee 2024 hunn ech d'Proposition de révision vun der Verfassung, déi d'Nummer 8379 krut, hei an der Chamber deposéiert. Si hat zum Zil, d'Recht op Schwangerschaftsofbroch a Verhütung an der Constitutioun ze verankeren. Den Artikel 15 vun eiser Verfassung sollt erweidert ginn ëm en drëtten Abschnitt, am Paragraf 3, mat follgendem Wuertlaut: „Le droit à l'interruption volontaire de grossesse ainsi que le droit à la contraception sont garantis. La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce l'accès libre et effectif à ces droits." Dësen Text huet sech inspiréiert un enger Propositioun, déi 2022 an der franséischer Assemblée nationale deposéiert a liicht verännert 2024 mat enger ganz grousser parteiiwwergräifender Majoritéit gestëmmt gouf.

Den 19. Juni 2024 gouf eisen Text eng éischte Kéier an der Institutiounekommissioun presentéiert. D'Membere vun där Kommissioun hu mech zum Rapporter ernannt an de Wonsch ausgedréckt, méiglechst vill Avisen zu dësem Text ze kréien. An dës Avise koumen och eran, aacht Stéck am Ganzen. Dräi vun institutionellen Acteuren: der konsultativer Mënscherechtskommissioun, der Salariatskummer an dem Staatsrot. A fënnef aus der Zivillgesellschaft: dem CID Fraen an Gender, dem Planning Familial, der Œuvre pour la protection de la vie naissante, dem Conseil national des femmes du Luxembourg an Amnesty International.

An der Sëtzung vum 15. September 2025 goufen dës Avisen eng éischte Kéier virgestallt an diskutéiert. D'Kommissioun huet decidéiert, alleguerten d'Avisen zu parlamentareschen Dokumenter ze maachen, am Geescht vun enger oppener a sachlecher gesellschaftlecher Debatt.

De 6. Oktober gouf an der Kommissioun en Amendement presentéiert an ugeholl, dat Ausdrock vun engem politesche Kompromëss vu sechs Parteie war. Am neien Text ass aus dem „Recht" op Ofdreiwung eng „Fräiheet" ginn an d'Contraceptioun ass erausgeholl ginn. Ech gi spéider dorobber an.

Den 19. Dezember huet de Staatsrot säin zweeten Avis ofginn. D'Kommissioun huet deen den 12. Januar dëst Joer analyséiert an den 9. Februar gouf de schréftleche Rapport, deen Dir elo virleien hutt, vun de Membere vun der Institutiounekommissioun mat enger Géigestëmm ugeholl.

Zu den Avisen: Vun deenen aacht Avisen, déi schréftlech erakoumen, hu sech der siwe ganz averstane gewise mat deem virgeschloenen Text. Esouwuel de CID Fraen an Gender, de Planning familial, de Conseil national des femmes du Luxembourg an Amnesty International ewéi och d'Mënscherechtskommissioun an d'Salariatskummer setze sech als Alleréischt mat der Fro auserneen: Brauch d'Recht op Schwangerschaftsofbroch, dat am Moment zu Lëtzebuerg duerch Gesetzer gereegelt ass, Verfassungsrang? A si beäntweren déi Fro eendeiteg mat Jo. An dëst aus follgende Grënn:

Éischtens: Si gesinn alleguerten eng wuessend Gefor fir d'Selbstbestëmmungsrechter vun der Fra uechtert d'Welt an an Europa. Zitéiert gi rezent Beispiller aus Polen, wou d'Verfassungsgeriicht viru fënnef Joer praktesch e komplett Verbuet vun Ofdreiwunge bewierkt huet. An natierlech d'Entwécklung an den USA, wou de Supreme Court 2022 eng bis dohinner gëllend Jurisprudenz vun 1973 revoquéiert huet. Den Avortement, sou d'Riichter, wier am Fong keng Kompetenz vum Federalstaat, mee vun den eenzelne Bundesstaaten. An domadder gouf de Schwangerschaftsofbroch a ganz villen US-Bundestaate quasi iwwer Nuecht staark ageschränkt oder souguer komplett verbueden, mat zum Deel dramatesche Konsequenze fir betraffe Persounen.

Zweetens betounen dës Avisen alleguer, datt d'Recht, als Fra selwer ze decidéieren, wéini ee Mamm wëllt ginn, als Deel vun de Mënscherechter ze betruechten ass. Si gesinn et als en Element vu Selbstbestëmmung, vun Dignitéit a vu Gläichbehandlung vun de Geschlechter a verweisen drop, datt dëst och eng Fro vun ëffentlecher Gesondheet ass.

Drëttens kommen d'Avisen zur Konklusioun, datt eng Verankerung an der Constitutioun e méi effikasse juristesche Schutz géint Menacë géint d'reproduktiv Rechter géif duerstelle wéi den Zäitgeescht vu knappe politesche Majoritéiten.

A véiertens gesinn d'Organisatiounen eng Verankerung vun der IVG an eisem Grondgesetz souwuel als wichtegt Signal fir d'Autonomie vun de Fraen an eisem Land wéi och als e staarkt Zeechen an engem internationale Kontext, deen ëmmer méi vu Chauvinismus a Fraefeindlechkeet markéiert ass.

Doriwwer eraus gräifen eenzel Avisen nach méi spezifesch Aspekter eraus. Sou gesäit den Nationale Fraerot dës Initiativ och am Kontext vum Kampf géint d'häuslech Gewalt. Zu där Gewalt zielen och d'Verhënnerung vu Verhütung, hire bewosste Sabotage an erzwonge Schwangerschaften.

D'Salariatskummer, d'Mënscherechtskommissioun an Amnesty weisen drop hin, datt et och haut nach objektiv Obstakelen zu Lëtzebuerg gëtt, déi de fräien Zougang zur IVG erschwéieren, Obstakelen, deene sech d'Chamber och weiderhi misst unhuelen. Weiderhi weise se drop hin, datt nach ëmmer weesentlech Donnéeë feelen, a si hiewen d'Bedeitung vun der sexueller an affektiver Erzéiung ervir an d'Noutwendegkeet, déi méi konsequent an de Schoulen auszeweiten.

De CID Fraen an Gender an och d'Mënscherechtskommissioun weisen drop hin, datt d'Fraerechter ëmmer méi dacks Attacken ausgesat ginn an ëmmer méi stereotypiséiert Vuë vun der gesellschaftlecher Roll vun der Fra ëm sech gräifen oder Renaissancen erliewen.

A villen Avise gëtt drop higewisen, datt d'Restriktioune beim Zougang zur IVG net zu manner Ofdreiwunge féieren, mee zu enger méi grousser gesondheetlecher Gefäerdung vun de Fraen an zu hirer sozialer Prekariséierung.

Verschidden Avisen hiewen déi inklusiv Formuléierung vum virgeschloenen Text positiv ervir, datt et also net eng Prerogativ ass vun engem bestëmmte Persounekrees, de Fraen, mee en allgemenge Rechtsprinzipp, dee sech fir all betraffe Persoun applizéiert.

Der Vollstännegkeet halber sief och nach op déi ëffentlech Stellungnam vun der Vereenegung vun de Gynekologen higewisen, deene besonnesch den Equiliber tëscht der Selbstbestëmmung vun der Fra an der Gewëssensfräiheet vun den Doktere wichteg ass. Dësen Equiliber gesinn d'Gynekologen och mat dëser Propositioun weiderhi garantéiert an hunn doweinst kee Problem mat der Verfassungsännerung.

Deen eenzege kriteschen Avis koum vun der Œuvre pour la protection de la vie naissante. Si äusseren eng fundamental Kritick um Fait, datt Fraen iwwerhaapt avortéieren a gesinn doranner e Widdersproch zum Droit à la vie. Si fäerten, datt duerch d'Constitutionaliséierung gesellschaftlechen Drock op d'Fraen entsteet, sech am Zweifel fir eng Ofdreiwung ze entscheeden, an och datt d'Zuel vun den Avortementer

doduerch klamme géing. Si mengen, datt dëst zu enger quasi automatescher Ophiewung vum legalen Delai, an deem däerf avortéiert ginn, géif féieren.

Si sinn des Weideren der Meenung, datt eng IVG d'office am Widdersproch zum hippokrateschen Eed vum Dokter géif stoen, a se fäerten, datt de Medezinner hir Gewëssensfräiheet menacéiert wier an datt d'Dokteren an Zukunft kéinte vum Staat gezwonge ginn, Avortementer virzehuelen. A si fannen et och net demokratesch, eng Verfassungsännerung ze maachen, déi net am Walprogramm vun de Majoritéitsparteien an och net am Koalitiounsaccord steet.

An hirem complementairen Avis nom Amendement vun der Kommissioun bleift d'Associatioun bei hirer Ofleenung a gesäit am Changement vun der Terminologie vu „Recht" zu „Fräiheet" e politescht Manöver, mee keng inhaltlech Ännerung. Par contre begréisse si ausdrécklech d'Stréiche vun der Verhütung, well esou Fuerderungen näischt an enger Verfassung ze sichen hätten. An enger änlecher grondleeënder Oppositioun sinn d'Aussoe vum Äerzbëschof vun der kathoulescher Kierch ze deiten.

Här President, de Staatsrot gräift a sengem Avis och den internationale Kontext op, notamment d'Urteel vun der amerikanescher Supreme Court aus den USA an d'Reaktioun vun der franséischer Assemblée nationale, déi d'Fräiheet ze avortéieren doropshin an hir Verfassung ageschriwwen huet.

De Staatsrot rappeléiert d'Gesetzeslag zu Lëtzebuerg, déi den Zougang zu enger IVG zanter 2014 ënner bestëmmte Bedéngunge garantéiert: Bis zur zwielefter Schwangerschaftswoch ass eng Ofdreiwung zu Lëtzebuerg gesetzlech erlaabt, no deem Delai ka se duerchgefouert ginn, wann d'Gesondheet vun der schwangerer Fra a Gefor ass.

De Staatsrot rappeléiert weider souwuel d'Gesetz vun 2025, dat den Délai de réflexion vun dräi Deeg suppriméiert huet, wéi och d'Resolutioun vum 28. Juni 2022, an där sech d'Chamber kloer fir de Prinzipp vun der Selbstbestëmmung bei enger IVG ausgeschwat hat an all Initiativ verurteelt huet, déi de Schwangerschaftsofbroch verbidden, kriminaliséieren oder limitéiere wëll. Dëst mat enger grousser Majoritéit vu 56 zu 4 Stëmmen.

Esoudatt de Staatsrot zur Konklusioun kënnt, datt, éischtens, dës Propositioun kee Paradigmewiessel bedeit, mee datt sech d'Chamber an der Kontinuitéit vun de leschte Jore befënnt, an datt, zweetens, duerch d'Constitutionaliséierung vum Recht op Ofdreiwung a Verhütung kee Gesetz misst geännert ginn. D'Reegele ginn net geännert, se ginn ofgeséchert.

De Staatsrot ënnersträicht, datt d'Verankerung vum Recht op Ofdreiwung an der Verfassung eng méi zolidd juristesch Protektioun géif garantéieren, well et aktuell am internationale Recht nëmmen ongenügend geschützt ass. Et ass zwar mam Recht op Privatsphär, mam Prinzipp vun der Netdiskriminatioun a mam Recht op Gläichstellung tëschent Fraen a Männer verbonnen, mee den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter léisst de Staaten e breeden Appreciatiounsspillraum bei der Reglementéierung vum Avortement.

D'Verankerung vum Recht op IVG a Verhütung an der Verfassung géif am Verglach zur aktueller Situatioun zwou zousätzlech Garantië bidden: Éischtens géif eng méi grouss Stabilitéit vun dëse Rechter garantéiert ginn, well eng Verfassungsännerung nëmme mat enger parlamentarescher Zweedrëttelmajoritéit geschéie kann, an zweetens géif d'Verankerung vum Recht op Ofdreiwung a Verhütung ënnert d'Garantië vum Artikel 37 vun eiser Verfassung falen. Dat bedeit, datt all zukünfteg Restriktioun vum Zougang zu enger Ofdreiwung éischtens per Gesetz geschéie misst, zweetens dat Gesetz selwer den essentielle Kär vum Ofdreiwungsrecht net touchéieren dierft an et drëttens nëmmen da gerechtfertegt wier, wann et an enger demokratescher Gesellschaft noutwendeg a proportional wier.

Här President, d'Diskussioun an der Institutiounekommissioun duerno huet Follgendes ervirbruecht: No de Lénken, de Gréngen, der LSAP an de Piraten, déi sech relativ fréi mat der Propositioun averstane gewisen hunn, ass och an de Koalitiounsparteien DP an CSV d'Asiicht an d'Noutwendegkeet vun der Aschreiwung vum IVG an d'Verfassung majoritär ginn. Diskutéiert goufen awer nach zwee Elementer:

Éischtens: d'Verhütung. D'Kritiker hu gemengt, datt d'Contraceptioun manner menacéiert wier an duerfir keng Necessitéit géif bestoen, hir Verfassungsrang ze ginn. D'Ënnerstëtzer hunn argumentéiert, datt d'reproduktiv Rechter net nëmmen den Avortement betreffen, mee scho virdrun usetzen an dass dëst e méi zesummenhängend Verständnis vun deene Rechter géing duerstellen. Vu datt awer keng breet Zoustëmmung ersiichtlech war, huet d'Kommissioun dëse Punkt net zréckbehalen.

Zweetens gouf et vill ëffentlech Konfusioun ëm dat Wuert „Droit" à l'interruption volontaire de grossesse, also d'„Recht" ofzedreiwen. Et gouf deelweis souguer esou duergestallt, wéi wann et sech hei ëm en absolutt Recht géif handelen, wat natierlech net de Fall war. Mee no Diskussioune gouf trotzdeem de Begréff „Fräiheet", „Liberté", zréckbehalen, wëssend, datt et a Verfassungsfroen am Kapitel vun den ëffentleche Fräiheete keen Ënnerscheed gëtt tëschent Rechter a Fräiheeten. Béid Begréffer fënnt een an deem Kapitel erëm an et gëtt tëschent hinnen och keng Hierarchie. Oder fir ee vun de Käpp vun eiser Constitutioun, de Paul-Henri Meyers, ze zitéieren: „Ob et ‚Fräiheet' oder ‚Recht' genannt gëtt, spillt keng Roll. Wann een eng Fräiheet huet, dann huet een och e Recht, well d'Verfassung ëmmer iwwer eng Fräiheet schwätzt."

Dës Interpretatioun, Här President, huet de Staatsrot dunn a sengem zweeten Avis complémentaire nach eng Kéier kloer bestätegt. De Conseil d'État rappeléiert, datt d'Kapitel 2 vun der Verfassung tëscht zwou Kategorien ënnerscheet. An der Sektioun 2 stinn d'Grondrechter, déi als intangibel gëllen. Dat sinn d'Artikelen 12, 13 a 14. An der Sektioun 3 ginn dogéint d'ëffentlech Fräiheete garantéiert. Dat si Rechter a Fräiheeten, deenen hir konkreet Ëmsetzung am Prinzipp duerch Gesetzer gereegelt gëtt. Dat sinn d'Artikele 15 bis 37. Dobäi muss all Aschränkung strikt den Artikel 37 vun der Verfassung respektéieren, also gesetzlech virgesi sinn, de weesentleche Kär vum Recht respektéieren an dem Prinzipp vun der Proportionalitéit entspriechen.

Well also d'Recht op Ofdreiwung als neien Artikel 15 Paragraf 3 Alinea 3 an d'Sektioun 3 ageschriwwe géif ginn, géif et juristesch als „ëffentlech Fräiheet" klasséiert ginn. An dat gëllt onofhängeg dovunner, ob am Text vum Begréff „Recht" oder „Fräiheet" geschwat gëtt. De Staatsrot ralliéiert sech do och dem franséische Conseil d'État, déi déi Diskussiounen a Frankräich och haten. An de Staatsrot betount, datt tëscht dësen zwou Bezeechnunge keng ënnerschiddlech juristesch Wierkung besteet. Duerfir ass d'Formuléierung, déi d'Kommissioun zréckbehalen huet: „La liberté d'avoir recours à l'interruption volontaire de grossesse est garantie. La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce cette liberté."

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach zwou Bemierkungen:

Éischtens wéilt ech alle Bedeelegten un där parlamentarescher Aarbecht e grousse Merci ausschwätze fir hir oppen, respektvoll a konstruktiv Aarbecht. D'Diskussioune goufe gefouert am Sënn ze rassembléieren, an net fir ze dividéieren. Ech si frou, datt mer ewech si vun den opgehetzten Diskussioune vun 1978 oder vun 2014.

Merci awer och de Mataarbechter/innen a menger Fraktioun, virewech dem Elise Bally, dem Ana Correia an dem Julie Oé, mee awer och deene villen Deputéierten aus ënnerschiddleche Parteien, mat deenen ech perséinlech Gespréicher féiere konnt.

Mee dee gréisste Merci geet awer an alleréischter Linn un déi, déi de Kampf fir Gläichberechtegung zanter Joren a Joerzéngte féieren. Dat hei ass hiren Text!

Am schréftleche Rapport hunn ech mech an de Considérations générales länger mat der Geschicht vun der IVG befaasst, der juristescher Entwécklung zu Lëtzebuerg an och mat dem aktuelle gesellschaftleche Kontext. D'Zil war et ze weisen, datt d'Selbstbestëmmungsrecht vun der Fra iwwert den eegene Kierper sech an enger historescher Entwécklungslinn befënnt, enger Entwécklung, déi zwar progressiv ass, mee net gradlinneg. Gesellschaftlech Fortschrëtter sinn ni vum Himmel gefall, mee waren ëmmer Resultat vu sozialen, gesellschaftlechen a politesche Kräfteverhältnisser an Ausenanersetzungen. A vill ze dacks ass et Réckschléi ginn. Déi Rechter sinn ëmmer nees a Fro gestallt ginn, menacéiert oder souguer réckgängeg gemaach ginn.

Dofir wëll ech ofschléisse mat engem Zitat aus dem Avis vum Nationale Fraerot: „Ce geste constitutionnel serait à la fois une protection contre les dérives autoritaires, un acte de fidélité aux engagements internationaux du Luxembourg et un message d'espoir adressé à toutes les femmes. Protéger l'autonomie reproductive, c'est protéger les droits humains."

Duerfir dësen Text, fir deen ech d'Éier hunn, Iech am Numm vun der Institutiounekommissioun ëm Är Zoustëmmung ze bieden.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum, fir dee schréftlechen a fir dee mëndleche Rapport.

An déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Morgenthaler. Madamm Morgenthaler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Nathalie Morgenthaler (CSV) | Merci, Här President. Wéi mer leschte September als CSV an engem Nationalrot iwwert dës Verfassungsännerung geschwat hunn, huet eng Damm sech d'Wuert gefrot, fir eis hir Geschicht ze zielen. Ech wéilt déi gären an hire Wierder hei erëmginn:

„Scho ganz jonk stoung fir mech fest, dass Kannerkréien e wichtegen Deel a mengem Liewensplang wär. Ofdreiwe war en No-Go, eng Meenung, déi ech och haart dobausse vertrueden hunn. Du gouf ech déi éischte Kéier Mamm, awer et war op eemol näischt méi esou, wéi et geplangt war: Mäin éischt Kand koum mat engem geeschtegen Handicap op d'Welt. Obwuel dat net ëmmer einfach war, hu mer eis séier ugepasst. An nodeems festgestallt war, dass säin Handicap, eng Laun vun der Natur, awer net geneetesch bedéngt war, stoung weidere Kanner, an domat trotz alledeem e bëssen Normalitéit, näischt méi am Wee.

Mee déi nächst Schwangerschafte waren net méi ze vergläiche mat der éischter. D'Prenataldiagnostik

sollt bestätegen, dass alles an der Rei war, awer beim Waarde sinn eis dausend Gedanken duerch de Kapp gaangen: ‚Wat maachen, wann elo awer ...? Packe mer dat zweemol? Kënne mer eis géint e Kand entscheeden, dat »just« esou ass wéi dat éischt?' Beim drëtte Kand koumen nach weider Froen dobäi: ‚Wat mudde mer eisem mëttelste Kand zou, wann erëm e Problem ass? Däerfe mer him dat undoen, dass et op nach méi verzichte muss?'

Schlussendlech hate mer Chance a mir kruten zwee gesond Kanner. Mee säitdeem ass mer bewosst ginn, wéi wichteg et ass, sech all déi Froen däerfen ze stellen an herno och fräi däerfen ze entscheeden: fir dat ongebuerent Kand oder dergéint. Et ass sécherlech keng einfach Decisioun. A keen aneren huet menger Meenung no d'Recht, bei esou Entscheedunge matzeschwätzen a scho guer net ze urteelen – well keen anere muss herno mat der Entscheedung liewen, egal wéi se ausfält."

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif alleguer, mir hunn et un dësem konkreete Beispill héieren: Mir féieren haut eng Debatt, déi net nëmmen eng juristesch oder politesch Debatt ass. Et ass eng Debatt, déi d'Liewe vu Fraen, vu Familljen an am Fong eis ganz Gesellschaft betrëfft. Et ass eng Debatt, déi d'Fro stellt, wéi mer als Gesellschaft Verantwortung iwwerhuelen, wéi mer schützen a wéi mer Fräiheeten definéieren.

Ech wëll et kloer direkt soen: Jo, ech ënnerstëtzen dës Verfassungsännerung. Net aus enger politescher Iwwerleeung eraus, mee aus Mënschlechkeet, Vernonft an Iwwerzeegung. Ofdreiwunge ware schonn ëmmer eng Realitéit. Si goufe schonn duerchgefouert, wou et nach ëffentlech tabuiséiert a juristesch kriminaliséiert war. Dës Fräiheet an der Verfassung opzehuelen, ass de Versuch, dëse legale Kader e Stéck weider ofzesécheren.

Den Asaz fir Selbstbestëmmung huet e laange Wee hanner sech. En eventuelle Verfassungsrang wär fir vill vun eis Fraen den Héichpunkt vun engem laange Kampf fir Selbstbestëmmung an ech wéilt all deene sëllege Virgängerinnen, déi sech bis haut fir dës Cause agesat hunn, net an de Réck falen.

Ech ënnerstëtzen dëse Schratt net, well ech d'Ofdreiwung als eppes Normales gesinn, mee well ech de Mënsch an d'Realitéit gesinn, wéi se sinn. D'Fro, ob a wéi d'Méiglechkeet vun der Ofdreiwung an eiser Verfassung verankert soll ginn, ass keng einfach Fro. Fir eis als CSV ass et op jidde Fall wichteg, dass mer dës Fro mat Respekt, mat Éierlechkeet a mat Besonnenheet behandelen, net mat Ideologie, mee mat Verantwortung. Mir gi keng moralesch Urteeler iwwert d'Fraen, déi ofdreiwen. Mir wëllen eng gutt Ënnerstëtzung, Begleedung, a mir schützen hiert d'Recht, dës Entscheedung selwer ze huelen.

Här President, léif alleguer, et gëtt zwou Approchen, fir dës Fro ze betruechten. Op där enger Säit stinn déi, déi soen: „D'Aschreiwung an d'Verfassung ass néideg, fir e fundamentaalt Recht vu Fraen op laang Siicht ze schützen." Op där anerer Säit stinn déi, virun allem Juristinnen a Juristen, déi soen: „D'Verfassung ass keen Instrument, fir all gesellschaftlech Fro ze reegelen." Si warnen dovir, d'Verfassung opzemaachen, well se fäerten, dass mer domat hire Charakter als stabillt Fundament schwächen.

Ech mengen, mir däerfen dës Argumenter net géinteneen ausspillen, well béid Säiten hunn e Punkt, e wichtege Punkt: D'Verfassung muss de Sockel vun enger Gesellschaft sinn, si däerf net liichtfankeg geännert ginn. Mee gläichzäiteg ass si och do, fir dat ze schützen, wat mer als grondleeënd Wäerter vun eiser Gesellschaft ugesinn.

D'Fro ass also net: Däerfe mer d'Verfassung änneren? D'Fro ass: Ass dëst Theema esou fundamental, dass et dëse Schutz verdéngt? Fir mech ass d'Äntwert ganz kloer: Jo! Net well d'Ofdreiwung eppes ass, wat mer normal fannen, mee well et eng esou schwéier, eng esou déifgräifend, eng esou existenziell Entscheedung ass.

Här President, fir eis als CSV ass et wichteg, eng Saach ganz kloer ze soen: D'Ofdreiwung däerf ni eppes Banales ginn! Si däerf ni eppes ginn, wat als Normalitéit ugesi gëtt. Si däerf ni eppes ginn, wat als einfach Léisung presentéiert gëtt. Well d'Ofdreiwung ass an der Reegel en déif aschneidend Erliefnis. Si ass ëmmer d'Resultat vun enger quokeleger Situatioun. Si däerf ni en einfachen Ersatz vun der Verhütung ginn, an dofir muss si eng Ausnam bleiwen.

Hanner all Ofdreiwung stécht eng Geschicht, eng Fra, e Partner oder eng Partnerin, eng Famill. Heiansdo Tréinen, heiansdo Angscht, heiansdo Scholdgefill. Et si komplex, déif mënschlech Situatiounen, déi net mat Paragrafen eleng geléist ginn.

Här President, wa mer also dovu schwätzen, dës Méiglechkeet an der Verfassung ze verankeren, da musse mer och kloer definéieren, wat mer domadder mengen. An hei kënnt eng juristesch Fro op, déi mer an de leschte Wochen a Méint vill diskutéiert hunn: Schwätze mer vun engem „Recht" oder schwätze mer vun enger „Fräiheet"?

Mir hunn e gutt Gesetz, dat d'Ofdreiwung reegelt. Dofir soen ech nach eng Kéier ganz kloer: Mir féieren hei keng Debatt pro oder kontra Ofdreiwung. Mir diskutéieren doriwwer, wat fir e Gewiicht mer der Méiglechkeet op Ofdreiwung ginn. Zementéiere mer dës Méiglechkeet a Bëton? Oder gi mer de Risiko an, dass Fraen nees kriminaliséiert ginn, wann iergendwann eng Kéier eng Regierung sollt kommen, déi aus wat fir enge Grënn och ëmmer eppes um Gesetz ännere géif?

Wéi séier et ka goen, gesi mer an den USA. Nodeems een Urteel gekippt gouf, gëtt et Staaten, wou Fraen net méi ofdreiwe kënnen, och net bei Vergewaltegung oder Gefor fir hiert eegent Liewen. A Polen, wou d'Gesetz massiv verschäerft gouf, si Frae gestuerwen, well d'Dokteren Angscht haten, eng Ofdreiwung duerchzeféieren. Dëst muss eis all eng Warnung sinn: Mir däerfen net waarden, bis extreem Kräften an eis Chamber erakommen, well dann ass et ze spéit!

D'Verankerung an der Verfassung bedeit: Mir als Chamber erkennen un, dass dat hei kee banaalt Gesetzestheema ass, mee e fundamentaalt Recht op Selbstbestëmmung. Mir wëllen, dass d'Selbstbestëmmung geschützt gëtt, an dat dauerhaft, onofhängeg dovunner, aus wat fir enger Richtung de politesche Wand bléist. Et geet dorëms, dass e Réckschrëtt méi schwéier gemaach gëtt, dass kee politesche Wandschlag an Zukunft d'Rechter vun de Frae kann a Fro stellen.

Fir et nach eng Kéier ganz kloer ze soen: Och wa mir d'Ofdreiwung elo an d'Verfassung schreiwen, ännert sech näischt un der aktueller rechtlecher Situatioun.

Zu Lëtzebuerg ass d'Ofdreiwung zënter 1978 gesetzlech gereegelt. D'Fristen, d'Konditiounen an d'Prozedure si kloer am Gesetz festgehalen. D'Fraen hunn e gereegelten Zougang zu medezinnescher Betreiung. Dokteren a Spideeler schaffen op Basis vun engem klore juristesche Kader. Wann d'Recht op d'Ofdreiwung an d'Verfassung opgeholl gëtt, da ginn dës Reegelen net geännert, et komme keng nei Fristen, keng nei Konditiounen a keng nei Prozeduren.

D'Verfassung ass net do, fir d'Detailer ze klären, dat wäert weiderhin am Gesetz geschéien. D'Verfassung ass awer do, fir Prinzippie festzeleeën. Si definéiert, wat eis als Gesellschaft weesentlech ass, net nëmmen haut, mee och muer.

Gesetzer kënnen duerch eng politesch Majoritéit geännert ginn. D'Verfassung ass do vill méi stabill. Si ass e Fundament. Wann e Recht do verankert ass, da gëtt et net dem Alldag vun der Politick iwwerlooss. D'Aschreiwung an d'Verfassung géif also net den Inhalt änneren, mee de Schutzniveau, net d'Praxis, mee d'Stabilitéit.

Här President, ech wëll ee Punkt ganz besonnesch ënnersträichen, an dat ass d'Berodung. D'Berodung ass essenziell. Eng Fra däerf ni eleng gelooss ginn. Si muss informéiert an ënnerstëtzt ginn. Si muss all d'Méiglechkeete kennen, och d'Méiglechkeet, hiert Kand ze behalen an Hëllef ze kréien. Well eng wierklech fräi Entscheedung ass nëmmen eng informéiert Entscheedung. An zu enger informéierter Entscheedung gehéiert am Virfeld och eng gutt Éducation sexuelle et affective an der Schoul, natierlech altersgerecht ugepasst.

Léif alleguer, mir mussen der Realitéit an d'A kucken: D'Haltung an eiser Gesellschaft huet sech mat der Zäit geännert. Wat fréier e kompletten Tabu war, ass haut eng Realitéit, iwwert déi mer schwätzen. An dat ass och gutt esou. Well d'Realitéit ignoréieren hëlleft kengem.

Mir liewen an engem Land, wou d'Frae scho säit Joren d'Recht hunn, iwwer hire Kierper an hiert Liewen ze entscheeden. Dat ass eng Entwécklung, déi net ouni Grond koum. Et war d'Erkenntnis, dass d'Liewen net ëmmer schwaarz oder wäiss ass, dass Nout, Drock, Krankheet oder Gewalt Mënschen an onméiglech Situatioune brénge kënnen. An an esou Amenter brauch d'Fra net Moralisatioun, mee Schutz, Ënnerstëtzung a Sécherheet.

Mir däerfen als Land net an eng Zäit zréckgoen, wou d'Fraen am Schiet entscheede mussen, wou Schimmt an Drock iwwer Mënsche geluecht ginn. D'Aschreiwung vun der Ofdreiwung an d'Verfassung heescht: Mir Frae spieren eis net just elo sécher, mee och an 10, 20, 50 Joer!

Här President, léif alleguer, fir eis als CSV geet et am Kär ëm eppes Fundamentales: Respekt! Respekt virun der Fra an enger Noutsituatioun, Respekt virun hirer Decisioun.

Ech weess, dass et bannent eiser eegener Partei an och an eiser Gesellschaft staark moralesch, reliéis oder eethesch Bedenke gëtt. An déi si legitimm. Och si verdénge Respekt. Mir hunn dofir och als Partei entscheet, an dëser Fro den Deputéierten d'Méiglechkeet ze ginn, no hirem Gewëssen ofzestëmmen.

Dës Debatt ass keng einfach Debatt. Si verlaangt net nëmmen eng juristesch Analys, mee och Empathie a Courage. Courage, fir unzeerkennen, dass an enger pluralistescher Gesellschaft net all Mënsch déi selwecht Iwwerzeegungen deelt an dass de Staat dofir e Kader schafe muss, deen d'Fräiheet vum Eenzelne schützt, ouni esou eng Entscheedung ze verharmlosen.

D'Verankerung an der Verfassung ass keen Ofschloss vun enger moralescher Debatt. Si ass e kloert Bekenntnis dozou, dass mir Fraen an Noutsituatiounen net eleng loossen an dass mer verhënneren, dass fundamental Fräiheeten dem politesche Wandel ausgesat ginn.

Mir kënnen ënnerschiddlech Iwwerzeegungen hunn, mee mir sollten eis all eens sinn, dass Respekt, Verantwortung a Schutz d'Grondlage vun eiser Gesellschaft sinn. Mir verankeren dës Fräiheet net fir

d'Géigewaart an d'Verfassung, mee fir all déi Fraen, déi muer op eise Courage ugewise sinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Déi nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt Debatten hei am Haus, déi entstinn aus politesche Programmer oder aus Koalitiounsaccorden. An et gëtt Debatten, déi eng méi déifgräifend rechtsstaatlech Dimensioun hunn. Déi vun haut gehéiert zu där zweeter Kategorie.

Mir diskutéieren net iwwer en Detail am Gesondheetsrecht. Mir diskutéieren iwwert d'Architektur vun eiser Demokratie an iwwert d'Fro, wéi mir als Gesetzgeeber mat Rechter a Fräiheeten ëmginn, déi d'Liewe vu Mënsche ganz konkreet an och perséinlech betreffen.

Mir liewen an enger Zäit, an där mir gesinn, dass och etabléiert Demokratien net immun si géint Réckschrëtter. D'Decisioun am Fall Dobbs géint Jackson Women's Health Organization huet an den USA e juristesche Kader gekippt, deen zanter bal 50 Joer Bestand hat. An Europa hu mir a Pole gesinn, wéi restriktiv Interpretatioune vu Verfassungsprinzippien zu reelle Konsequenze fir Frae gefouert hunn.

Dës Beispiller sinn net do, fir Angscht ze maachen. Si sinn do, fir eis un eng einfach Wourecht ze erënneren: Rechter a Fräiheete bleiwen nëmme bestoen, wou se strukturell geséchert ginn.

An duerfir schwätze mir haut iwwer eis Verfassung. D'Recht op Ofdreiwung ass hei zu Lëtzebuerg net aus enger Polarisatioun eraus entstanen. 1978, ënnert der Regierung vum Gaston Thorn, gouf decidéiert, datt eng Ofdreiwung ënner bestëmmte Konditiounen net méi strofbar ass. Ëmmer nach aktuell sinn d'Wierder vum Colette Flesch zum deemolegen Text, dee si bezeechent huet als: „extrêmement important pour l'émancipation de la femme, important pour la dignité de la femme, important pour mettre fin à l'hypocrisie existante que certains [...] ne voudraient que trop voir persister". Si huet et mat hirer gewinnter pertinenter a preziser Aart ganz richteg beschriwwen.

2014 gouf ënnert dem Premier Xavier Bettel d'Ofdreiwung aus dem Code pénal erausgeholl an d'Notioun vun der „situation de détresse" gestrach. A méi rezent hu mir d'Bedenkzäit vun dräi Deeg nach ofgeschaaft.

(M. André Bauler prend la présidence.)

De Gesetzeskader ronderëm d'Ofdreiwung huet deemno an all deene Jore staark evoluéiert. Domat gouf peu à peu d'kierperlech Selbstbestëmmung gestäerkt an den Zougang zu de reproduktive Rechter vun der Fra verbessert.

Bei där staarker gesetzlecher Verankerung vun der Ofdreiwung zu Lëtzebuerg kann d'Fro opgeworf ginn, firwat et dann nach eng Verfassungsännerung brauch.

Wann e Recht oder eng Fräiheet nëmmen um Niveau vum Gesetz verankert ass, da bleiwe se politesch reversibel. Wa se constitutionnel garantéiert sinn, gi se strukturell stabiliséiert.

D'Propositioun ass dofir haut déi, d'Méiglechkeet vun enger Ofdreiwung op Verfassungsniveau ze erhéijen, wou se net vun enger einfacher Majoritéit kann a Fro gestallt ginn. An enger Demokratie geet et net nëmmen ëm aktuell Rechter, mee och ëm Previsibilitéit an ëm Rechtssécherheet. D'Biergerinnen an d'Bierger mussen drop vertraue kënnen, dass fundamental Rechter a Fräiheeten net vun enger Legislaturperiod op déi aner a Fro gestallt ginn.

An deem Sënn hat ech och 2022 eng Resolutioun deposéiert, fir d'Regierung opzefuerderen, weiderhin a punkto Ofdreiwungen eng Pro-Choix-Politick ze féieren. Dës Resolutioun hat deemools hei an der Chamber eng ganz breet Zoustëmmung fonnt.

D'Initiativ vun der haiteger Verfassungsännerung kënnt vum Marc Baum an ech wëll och der Sensibilitéit vun déi Lénk op dëser Plaz felicitéieren. Et gëtt net ganz vill Texter a Propositiounen, déi aus der Oppositioun eraus hei gestëmmt ginn. Hei schwätze mer vun enger Proposition de révision vun der Verfassung an ech sinn der Meenung, dass Dir mat Ärer Propositioun an deem Moment, wou Dir se deposéiert hutt, en Nerv vun der Zäit getraff hutt an dass Der a mengen Aen och a ganz wäiten Deeler eng immens progressiv, eng demokratesch relevant an och eng konsensorientéiert Debatt lancéiert hutt. Merci dofir.

Är Propositioun war initial déi, e Recht op Ofdreiwung an d'Recht op Verhütung an d'Verfassung ze schreiwen. Wat d'Ofdreiwung selwer ugeet, ass am Laf vun den Diskussiounen d'Fro opkomm, ob mir hei vun engem „droit à l'avortement" oder enger „liberté d'avorter" solle schwätzen, esou wéi se och a Frankräich an d'Verfassung ageschriwwe gouf.

Aus Ärer Siicht ass et eng Necessitéit, e Recht explizitt an der Verfassung ze verankeren. Fir anerer ass et éischter eng semantesch Niewefro. Fir nach anerer stellt sech d'Fro vun der Kohärenz vun eiser Verfassung.

Ech wëll hei kuerz op eis majoritär Aschätzung als DP zu dëser Diskussioun agoen. En Droit am constitutionnelle Sënn kann, jee no Ausgestaltung, och positiv staatlech Leeschtungsobligatioune mat sech bréngen. Eng Liberté publique dogéint definéiert an éischter Linn e Schutzraum géint staatlech Iwwergréff. An dat ass genau dat, wat mir hei maachen: Mir definéieren eng Fräiheet, déi dem Staat Grenze setzt. Mir erklären net, wat de Staat soll maachen. Mir definéieren, wou en net däerf agräifen. Mir verankeren eng existent juristesch Realitéit am Kader vun de Libertés publiques.

D'Kapitel 2 Sektioun 3 vun eiser Verfassung enthält effektiv béides, Rechter a Fräiheeten. D'Ofdreiwung gehéiert dogmatesch an d'Kategorie vun de Fräiheeten. Si schützt d'kierperlech Autonomie an déi perséinlech Selbstbestëmmung vun der Fra. D'Decisioun fir de Begréff „Liberté" ass also keng Relativéierung vum Wäert, am Géigendeel. Mir soen domadder kloer: D'Decisioun iwwer eng Schwangerschaft ass keng staatlech Prerogativ, si läit am Schutzberäich vun der individueller Fräiheet. Bei enger esou sensibeler Fro war et fir eis wichteg, net ze polariséieren, mee eng Formulatioun ze fannen, déi juristesch kohärent ass an aner constitutionnel Prinzippie respektéiert.

D'Propositioun, vun engem „Droit" ze schwätzen, war eng legitimm Approche. Mir hunn eis – no intensiven a respektvollen Diskussiounen – gemeinsam fir d'Kategorie vun de „Libertés" entscheet. De Konsens, dee sech hei erausgeschielt huet, ass keng inhaltlech Ofschwächung. En ass e Resultat vun enger preziser constitutionneller Aarbecht. An ech wëll an dësem Kontext och alleguerten de Kolleegen, déi un dësem Austausch bedeelegt waren, Merci soe fir den oppenen a ganz konstruktiven Dialog.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Bei fundamentale Froen ass et e staarkt Zeechen, wann d'Parlament eng juristesch kohärent a breet drobar Léisung zesumme fënnt.

An der initialer Proposition de révision constitutionnelle war niewent dem Recht op Ofdreiwung och e Recht op Verhütung virgesinn. Ech sinn der Meenung, dass een déi zwou Saachen net einfach gläichsetze kann. Verhütung geschitt – oder eebe grad net – am intime Beräich. Si verlaangt eng konkreet a bewosst Handlung vun de betraffene Persounen. Dat ass eppes, wat de Staat net direkt ka garantéieren oder schützen, well et ëmmer un eng individuell Entscheedung an Handlung gebonnen ass.

De Staat kann a soll awer kloer Akzenter setzen: bei der Opklärung, bei der sexueller Bildung an an der Preventioun vun ongewollte Schwangerschaften. Dat ass dem Staat seng Verantwortung. Awer aus där Verantwortung en allgemengt Recht op Verhütung ofzeleeden, dat een dem Staat spéider kéint entgéinthalen, wann trotzdeem eng Schwangerschaft entsteet, geet eiser Meenung no ze wäit.

Aus dëse Grënn schwätze mir eis als DP dergéint aus, d'Verhütung als eegestännegt Recht an der Verfassung ze verankeren. Dat ass eng Ofweiung am Sënn vu verfassungsrechtlecher Kohärenz an op kee Fall eng Relativéierung vun der Wichtegkeet vun der Preventioun oder generell de Rechter vun de Fraen.

Et ass mir op dëser Plaz och wichteg, nach eng aner Saach kloer ze soen: Déi proposéiert Verfassungsännerung changéiert net de legale Regimm vun Ofdreiwungen. Si ännert net d'Fristen, si ännert net d'Konditiounen, si ännert net de gesetzlechen Encadrement vun Ofdreiwungen. Si verankert eng bestoend Fräiheet am Kader vun der Verfassung an domat och am Kader vun hire Limitatiounskrittären. D'Gewëssensfräiheet vun Doktere bleift respektéiert, de Proportionalitéitsprinzipp bleift applikabel. Dat ass haut schonn esou an dat bleift och esou bestoen.

Deen iwwert déi lescht 50 Joer opgebaute gesetzleche Kader bleift deemno a soll och an eisen Ae bestoe bleiwen. Dëse gëtt duerch d'Aschreiwung vun der Fräiheet ofzedreiwen awer stabiliséiert.

Eng Schwangerschaft ass keng abstrakt juristesch Saach. Si ass eng kierperlech an eng existenziell Realitéit. D'Decisioun, eng Schwangerschaft weiderzeféieren oder net, ass eng vun de Schwéiersten, déi eng Fra an hirem Liewe kann treffen. Genee well se esou schwéier ass, däerf se net ënner permanenter politescher Onsécherheet stoen. D'Dignitéit vun engem Mënsch besteet doran, datt him zougetraut gëtt, existenziell Entscheedunge selwer ze huelen, net infantiliséiert ze ginn, net reduzéiert ze ginn op eng biologesch Funktioun.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dat ass dat Mënschebild, op deem eis Demokratie opgebaut ass.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Dës Verfassungsännerung schéckt och e kloert Signal no baussen: Lëtzebuerg positionéiert sech als Rechtsstaat, deen d'Rechter vun de Fraen net nëmmen deklaréiert, mee se och institutionell ofséchert.

An natierlech, Här President: D'Ofsécherung vun engem Recht eleng geet net duer. E Recht ass nëmmen da wierksam, wierklech fräi auszeüben, wann d'Viraussetzungen dofir och an der Praxis bestinn, wann een iwwerhaapt d'Méiglechkeet huet, eng fräi Entscheedung ze treffen. Dës Viraussetzungen ze schafen, ass eng politesch Responsabilitéit.

Eng Ofdreiwung dierf net d'Konsequenz vun engem Manktem u reelle Wielméiglechkeeten oder Informatioune sinn, mee soll am Idealfall eng lescht Optioun sinn. Genee do soe mir als DP, datt sech Preventioun

an Opklärung nach verbessere mussen. Ganz am Sënn vun der Resolutioun, déi ech no den internationale Réckschrëtter am Beräich vun de reproduktive Rechter deposéiert hat, hu mir eis net nëmme fir eng Pro-Choix-Politick agesat, mee och dofir, den universellen Zougang zu Verhütungsmëttel ze verbesseren an d'Éducation affective et sexuelle weider auszebauen.

Preventioun, Opklärung an Accès zu Verhütungsmëttel si keng Alternativen zur Fräiheet op Ofdreiwung, mee eng noutwendeg Ergänzung dozou. Béides ass am Endeffekt den Ausdrock vu Gläichberechtegung a Respekt virun der kierperlecher Autonomie vun der Fra.

D'Aschreiwe vun der Ofdreiwung an d'Verfassung ass intensiv an eiser Fraktioun an och an eise Parteigremien diskutéiert ginn. Mir sinn zu engem ganz breede Konsens zugonschte vun der proposéierter Verfassungsännerung komm. Gläichzäiteg gëtt et verschidden eethesch a perséinlech Iwwerzeegungen, déi mir als Partei – an och ech als Parteipresidentin – respektéieren. Duerfir gëtt et keng Consigne de vote. Jiddereen handelt no sengem Gewëssen.

Mir stinn als Fraktioun zesummen, stäerken d'Verfassung, wéi mer dat an de leschte Joren ëmmer gemaach hunn a respektéieren dobäi all individuell Meenung.

Une voix | Très bien!

Mme Carole Hartmann (DP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dës Verfassungsännerung ass keng Victoire vun enger Säit iwwert déi aner. Si ass Ausdrock vu Vertrauen: Vertrauen an d'Maturitéit vun de Fraen, Vertrauen an d'Stabilitéit vun eisem Rechtsstaat, Vertrauen an d'Fäegkeet vun dësem Parlament, fundamental Fräiheeten nohalteg ofzesécheren. Mir huele kengem eppes ewech. Mir stabiliséieren eng Fräiheet, déi d'Dignitéit an d'Autodeterminatioun betrëfft.

Déi viséiert Verfassungsännerung garantéiert de Fraen, datt si Här a Meeschter iwwer hiren eegene Kierper bleiwen. Si schützt hir Dignitéit, si schützt hir Selbstbestëmmung, si schützt eng Fräiheet géint zukünfteg Onsécherheeten.

Ganz perséinlech hoffen ech, datt mir haut e breede Konsens fannen, e Konsens, dee weist, datt Lëtzebuerg e Rechtsstaat ass, deen d'Fräiheeten net relativéiert, mee se constitutionnel ofséchert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Hartmann. An als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Taina Bofferding agedroen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Léif alleguerten, haut wäerte mer wuel Geschicht schreiwen. Dat klengt Lëtzebuerg wäert fir ganz grouss Schlagzeile suergen. Zumindest wann de Vott esou ausgeet, wéi ech elo hoffen, da wäert Lëtzebuerg niewent Frankräich als dat Paradebeispill zitéiert ginn, dat d'Selbstbestëmmung vun de Fraen iwwer hiren eegene Kierper als fundamentaalt Grondrecht festschreift.

An diesbezüglech wëll ech fir d'éischt dem Deputéierte Marc Baum Merci soe fir déi Initiativ, well bei der Revisioun vun der Constitutioun viru Jore war dat effektiv nach kee grousst Theema. Do war d'Welt nach eng ganz aner. Mee d'Gesellschaft huet sech entre-temps weiderentwéckelt a mir gesinn, dass politesch Kräfte ganz beméit sinn, d'Auere carrement zréckzedréien.

Weltwäit sti Mënscherechter, ganz besonnesch Fraerechter, ënner Beschoss. Si ginn a Fro gestallt, si ginn attackéiert. Mir erliewen eng ganz beonrouegend Entwécklung. A verschiddene Länner ginn demokratesch Acquisen zréckgeschrauft. Gesetzer, déi de Fraen Autonomie, Gläichberechtegung, Sécherheet ginn, ginn einfach ofgeschaaft.

Firwat duerf eis dat net kal loossen? A wat ass de Problem, wann esou d'Fraerechter ofgebaut ginn? Et bedeit, dass sozial Ongerechtegkeete weider verstäerkt ginn. Et bedeit, datt d'Fraen net méi selwer iwwer hire Kierper kënnen entscheeden. An et bedeit, dass d'Gesondheetsversuergung kriminaliséiert gëtt, wéi elo am US-Bundesstaat Tennessee, wou e Projet agereecht ginn ass, fir dass Leit, déi en Avortement virhuelen, kënne mat der Doudesstrof bestrooft gi respektiv e Liewe laang an de Prisong kommen.

D'USA sinn awer keen Eenzelfall. Och hei an Europa gesi mer änlech Tendenzen. Polen, Ungarn, Malta si ganz restriktiv, wat hir Gesetzgeebung betrëfft. Mee an Europa gëtt et awer och nach déi aner, progressistesch Kräften. An ech begréissen hei ausdrécklech d'Biergerinitiativ „My Voice, My Choice", déi iwwer eng Millioun Ënnerschrëfte gesammelt hat, fir eeben esou op europäesch Fonge kënnen zréckzegräifen, fir déi kënnen ze schafen, fir dass déi Fraen, déi an Europa kee sécheren Accès hunn, hei Ënnerstëtzung kënne kréien.

D'EU-Kommissioun huet d'lescht Woch doriwwer ofgestëmmt. Si ginn elo net an déi Richtung, si stellen awer den Europäesche Sozialfong zur Verfügung. Och dat ass vläicht net grad dat, wat sech erwaart ginn ass, mee och dat ass awer trotzdeem eng kleng Victoire fir d'Fraen hei an Europa.

Mee all déi réckstänneg Entwécklungen – an dat wëll ech ganz kloer soen –, ben, dat ass keen Zoufall! Et ass en Deel vun enger breeder antidemokratescher, antiliberaler, reaktionärer, ultrakonservativer Beweegung, déi op Angscht a Réckschrëtt setzt an d'Kontroll iwwert de Kierper vun der Fra als Moyen notzt, fir esou kënne Muecht auszeüben. An dofir ass dee Vott haut esou wichteg. Et geet ëm de Prinzipp vun der Autonomie.

Oder fir et mat de Wierder vun der Presidentin vum Planning Familial aus engem rezenten Interview auszedrécken: „Et ass e staarke Message un d'Fraen. Hire Kierper gehéiert hinnen. Kannerkréien ass e Choix an eng fräiwëlleg Ofdreiwung e Recht. D'IVG an der Verfassung ze verankeren, hëlleft dobäi, den Tabustatus ze duerchbriechen."

A genau dat sinn d'Argumenter, firwat een eeben net just soll iwwer e Gesetz fueren, mee firwat et wichteg ass, dass mer d'Recht op Ofdreiwung an eiser Constitutioun festschreiwen. Dat mécht et nämlech méi schwéier, dat Recht duerch eng einfach parlamentaresch Majoritéit ze änneren oder carrement am schlëmmste Fall ofzeschafen. Mir schwätzen haut net iwwer eng abstrakt juristesch Fro, mir schwätzen haut iwwert d'Vertrauen: d'Vertrauen an eise Rechtsstaat, d'Vertrauen an d'Selbstbestëmmung an d'Vertrauen an d'Fraen an dësem Land.

Well am Endeffekt ass et eng Grondsazfro, an zwar: Wéi konsequent sti mer zum Prinzipp, dass all Mënsch, an dësem Fall d'Fraen, iwwer hiren eegene Kierper fräi decidéiere kënnen?

Mir wëssen: Gesetzer kënnen änneren, Majoritéite kënnen dréinen, gesellschaftlech Stëmmunge kënne kippen. Mee eng Constitutioun ass net do, fir d'Stëmmung vum Dag ze reflektéieren. Si ass do, fir fundamental Rechter ze schützen, och dann, wann et onbequeem gëtt. D'Recht op e Schwangerschaftsofbroch ass keng Banalitéit! Et ass en Ausdrock vun der kierperlecher Autonomie, vun der mënschlecher Dignitéit a vun der Gläichstellung. Wien de Fraen net d'Kontroll iwwert hir reproduktiv Rechter gëtt, ben, deen hëlt hir sozial, wirtschaftlech a politesch Fräiheet ewech.

Eng Verankerung an eiser Constitutioun bedeit och net, dass mer net nach weider Debatte kënne féieren, mee et bedeit awer ganz kloer, dass mer hei eng kloer Linn zéien: D'Selbstbestëmmung ass net verhandelbar, d'Gesondheet vun de Fraen ass net politescht Spillmaterial an d'Gläichstellung ass net relativ. Laang genuch hu Frae virgeworf kritt, si hätte keng Moral, si géifen aus puerem Egoismus ofdreiwen, a goufen als Mäerderinne vernannt. An emol net un dat Leed vun de Fraen ze denken, déi duerch eng Vergewaltegung schwanger gi sinn a keen Accès zu engem Ofbroch haten a carrement zur Mammeschaft gezwonge goufen!

Ewech vum fraefeindlechen, ultrakonservativen a klerikalen Denke behandele mer säit Joren d'Fro vun der IVG aus der Perspektiv vun der Santé publique. Santé publique heescht Gesondheetszougang fir jiddereen, net nëmme fir déi, déi et sech kënne leeschten. An d'Méiglechkeet, selwer ze decidéieren, ass och e weesentleche Schutz vun der mentaler Gesondheet.

Et gëtt Situatiounen, wou d'Liewe vun der Fra a Gefor ass, schwéier fetal Malformatiounen diagnostizéiert ginn oder wéi gesot eng Schwangerschaft eeben no enger Vergewaltegung entsteet. An esou Fäll ass eng Ofdreiwung net ideologesch, mee et ass am Endeffekt eng medezinnesch Noutwendegkeet. Wann e Staat den Zougang zu sécheren a legale Servicer garantéiert, dann ass dat keng ideologesch Positioun, mee et ass eng Fro vu verantwortlecher Gesondheetspolitick.

An nee, mir trivialiséieren och elo net den Avortement als en Instrument vun der Liewensplanung. An et ass eigentlech eng Frechheet, eis Fraen ze ënnerstellen, mir géifen elo een Avortement nom anere maachen, well d'Constitutioun eis dat elo zougestoe géif a well dat praktesch wär, soudass een eis virun eis selwer misst schützen!

Ech wëll et emol ganz kloer soen: Eng Ofdreiwung, dat ass keng Partie de plaisir! Et handelt sech net ëm eng Kamell, déi een erofschléckt, an dann ass alles vergiess. A souguer wann een eng Pëll hëlt, ass dat oft mat ganz ville kierperleche Beschwerde verbonnen. Do gëtt et verschidden Etappen, déi eng Fra dee Moment duerchlieft, mat ganz vill Péng, déi domat verbonnen ass. An et ass heiansdo esou schlëmm, dass eng Fra emol net an der Lag ass, schaffen ze goen. Et ass net, wéi wann ee sech emol eng Kéier en Nomëtteg fräihëlt a bei den Aendokter geet. En Avortement, dat ass schonn eng ganz aner Kategorie.

An dofir wëll ech op dëser Plaz och alleguerten deene Professionellen, deene Benevollen, déi d'Fraen an dëse Momenter ënnerstëtzen, se begleeden, beroden, se soignéieren, hinnen einfach zur Säit stinn, dofir Merci soen, dat eeben zesummen unzegoen.

Och wa mer d'Revisiounspropos komplett ënnerstëtzen, bedauere mer, am Géigesaz zu menge Virriednerinnen, dass d'Recht op Verhütung net zréckbehale ginn ass. Mir gesinn nämlech d'Recht op Schwangerschaftsofbroch net isoléiert. Eng verantwortlech Politick setzt fir eis vun allem och op Preventioun, Opklärung a sozial Ënnerstëtzung.

Fir eis ass d'Recht op Verhütung och eng Fro vun der sozialer Gerechtegkeet. Wie wéineg Ressourcen huet, duerf net manner Choix hunn. Fir eis ass d'Recht op Verhütung en zentrale Bestanddeel vun de reproduktive Rechter. An dofir hu mer jo och, wéi mer an der Regierung waren, derfir gesuergt, dass

d'Verhütungsmëttel praktesch integral rembourséiert gi sinn.

Wat nach net rembourséiert gëtt am Moment, dat sinn d'Kondomer. Och hei wär et wichteg, an déi do Richtung ze goen, zemools wa mer gesinn, dass mer eng jonk Generatioun hunn, déi net méi gewinnt ass, op Kondomer zréckzegräifen, mee dat ass eng aner Diskussioun, déi mer nach eng Kéier musse féieren.

9. Dépôt d'une proposition de loi par Mme Taina Bofferding

Exposé

Kolleeginnen a Kolleegen, mir, d'LSAP, wëllen haut nach e Schratt méi wäit goen. An zwar wëlle mer dat fundamentaalt Recht op Ofdreiwung hei zu Lëtzebuerg mat engem „délit d'entrave" schützen, also d'bewosst Verhënnere vun enger Ofdreiwung ënner Strof stellen.

Et geet drëms, dass keen, ob elo eng eenzel Persoun oder Familljememberen, eeben eng Fra drun hënnert, eng Ofdreiwung virzehuelen. Et kann net sinn, dass eng Fra, déi virun enger héchstperséinlecher Decisioun steet, méiglecherweis där schwieregster an hirem Liewen, bedrängt oder ageschüchtert gëtt, andeems etwa radikal Ofdreiwungsgéigner mat Plakater oder aneren Aktioune viru Berodungsstellen, viru Spideeler, viru Cabinete stinn – ben, Biller, wéi mer se nëmmen allze gutt aus dem Ausland kennen.

Bei der Gesetzesännerung zum Avortement d'lescht Joer hate mer schonn eng konkreet Propos agereecht. Eise Virschlag gouf awer leider an der Kommissioun net zréckbehale mam Argument, et wier eng kniwweleg Saach. Wat e bësse verwonnert, well Frankräich huet den Délit d'entrave scho säit 1993. D'Deputéiert Lydie Err, zu hirer Zäit LSAP, hat scho virun 20 Joer eng Proposition de loi agereecht, justement fir den Délit d'entrave virzeschloen, eng Proposition de loi, déi vun engem anere Lydie, dem Lydie Polfer, DP, 2010 och nach eng Kéier deposéiert gouf.

Mee, jamais deux sans trois, deposéieren ech dann haut am Numm vun der LSAP respektiv zesumme mam Paulette Lenert, dann nach eng Kéier eng Proposition de loi, fir den Délit d'entrave anzeféieren.

8711 – Proposition de loi modifiant le Code pénal aux fins d'introduire le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci.

10. 8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution (suite)

Discussion générale (suite)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Éier ech zum Schluss kommen, wëll ech nach eng Kéier ganz kloer ervirhiewen, dass fir eis den Dossier net ofgeschloss ass. Dir wësst, dass mer nach ëmmer der Meenung sinn, dass den Délai fir den Avortement op 14 Woche soll eropgesat ginn. Mir si fir d'Schafung vu Kompetenzzentren, mir maachen eis derfir staark, dass d'Berodung an déi ganz sexuell Educatioun solle weider ausgebaut ginn. Do ass nach vill Loft no uewen. Mir brauchen eng Datenerhiewung. Ausser dem Planning Familial hu mer am Moment guer keng Daten déi dote Sachlag. Ben, bref, eis Lëscht ass nach ganz grouss, eist Engagement geet weider, mee haut geet et emol drëms, dës wichteg Etapp ze huelen.

Haut maache mer, wéi gesot, net just e juristesche Schrëtt, mee e ganz kloert Bekenntnis fir d'Selbstbestëmmung, fir d'Sécherheet a fir d'Gläichstellung. D'Geschicht weist: Rechter, déi net verteidegt ginn, gi liquidéiert, si ginn einfach ofgeschaaft. De Fortschrëtt ass net automatesch, de Fortschrëtt erfuerdert Courage, en erfuerdert Engagement.

An d'Entscheedung, ob ee Kanner kritt oder net oder ob een am Endeffekt en Ofbroch virhëlt, ass eigentlech Privatsaach. Dat huet keng Institutioun ze interesséieren an do huet u sech och net de Staat sech anzemëschen.

Dofir, Kolleeginnen a Kolleegen, loosst eis kloer solidaresch si mat de Fraen an den USA an iwwerall op der Welt, déi am Endeffekt fir e Recht musse kämpfen, dat u sech eigentlech sollt selbstverständlech sinn! Fraerechter sinn net verhandelbar, Selbstbestëmmung ass net relativ an d'Egalitéit ass keng Optioun, si ass eng Verflichtung!

An der leschter Instanz läit d'Decisioun net bei de Politiker, net bei den Dokteren, net bei der Famill, mee bei der betraffener Persoun selwer. A si soll soen: „Mäi Bauch gehéiert mir!"

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Bofferding. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Alexandra Schoos agedroen. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut geet et net nëmmen ëm eng eenzel gesellschaftlech Fro. Haut geet et ëm e Prinzipp: Wéi eng Zort vu politeschen a bioeethesche Sujeten hiewe mir op den Niveau vun der Verfassung?

Wann d'Verfassung ufänkt, an engem moralesch sensibele Beräich eng ganz konkreet Léisung wëllen ze garantéieren, da stellt sech automatesch déi nächst Fro: Wou zéie mir d'Grenz? Kënnt als Nächst d'Fro vun der Euthanasie an der Verfassung oder vun anere bioeetheschen Entscheedungen? A virun allem: Wéi positionéiere mir eis an eiser Verfassung géintiwwer dem Schutz vum Liewen, och do, wou d'Liewen net fir sech selwer schwätze kann?

Eng Verfassung ass net eng Lëscht vu politeschen Ziler, si ass e Fundament.

Ech wëll dat direkt kloer soen: D'ADR schwätzt hei mat Respekt, well et geet ëm schwéier Liewenssituatiounen. Mee grad well et esou schwéier ass, muss d'Chamber och mat konstitutioneller Disziplinn schwätzen an handelen.

Dës Verfassungsännerung soll also elo d'Fräiheet vun dem fräiwëllege Schwangerschaftsofbroch verankeren. An d'Gesetz, wéi et et och elo scho mécht, leet d'Konditioune fest, wéi dës Fräiheet ausgeübt dierf ginn. De gewollte Message vun deene Leit, déi dës Verfassungsännerung ënnerstëtzen, ass kloer: méi Stabilitéit, méi Schutz duerch d'Verfassung, méi Selbstbestëmmung fir d'Fra.

D'ADR steet fir Fräiheet – mee Fräiheet a Verantwortung gehéiere fir eis zesummen. D'ADR steet och fir de Wäert vum Liewen a fir eng Politick, déi Fraen an Nout net eleng léisst. A genau hei läit den Ënnerscheed: eng Debatt iwwer Reegelen, Fristen, Prozeduren, medezinnesch Standarden, sozial Hëllef a Preventioun, dat ass Gesetzgeebung, dat ass Gesondheets- a Sozialpolitick an dat ass parlamentaresch Aarbecht am Alldag. Fir d'ADR ass et de falsche Wee, eng esou komplex, moralesch a medezinnesch sensibel Fro op Verfassungsniveau zwanghaft wëllen ze fixéieren.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Fir d'ADR ass ganz kloer: Eng Verfassung soll de Kader vum Rechtsstaat setzen a sécheren, d'Fundament also vun eise Rechter a Prinzippien a vum Fonctionnement vun eisem Staat. Si soll net zu enger Plattform ginn, wou mir déi grouss Gewëssensfroen esou formuléieren, datt se politesch ad acta geluecht ginn. Eng Verfassung ass e Fundament, kee Manifest. Si soll zesummenhalen an net eng Plattform fir Kulturfronte ginn.

Als ADR soe mir och ganz kloer: Dës Verfassungsännerung bedeit kee reelle praktesche Schutz virum Réckschrëtt. De Schlëssel bleift am Gesetz. Hei muss een de Leit dobaussen och ganz kloer soen – an de Projet seet et selwer –, datt d'Gesetz d'Konditioune bestëmmt. Dat heescht: Déi eigentlech Debatt ëm d'Zougänglechkeet an d'Konditioune vun der Ofdreiwung bleift weiderhin am Gesetz bestoen.

Wéi d'Propositioun eragereecht ginn ass, hunn ech dacks héieren a gouf och selwer domat um Radio konfrontéiert: „Mat där Verfassungsännerung schafe mir méi Sécherheet." An ech hunn et haut och schonn e puermol héieren.

Nee, de Projet schaaft eng konstitutionell Referenz. Mee e vollwäertege praktesche Schutz ergëtt sech doduerch net automatesch. Eng Politick kann och iwwer extreem enk Fristen, Prozeduren oder aner Hürden eppes formell bestoe loossen an et an der Praxis bal onméiglech maachen. Just effektiv eng gesetzlech Ofschafung vun der Fräiheet op Ofdreiwung wier verfassungsrechtlech net méi méiglech.

Mee dowéinst seet d'ADR: Et ass eng reng Aewëscherei a Symbolpolitick, wann ee behaapt, dëse Schratt géif automatesch eng grouss praktesch Sécherheet brëngen.

Wat ass d'Realitéit hei am Land bezüglech Schwangerschaftsofbréch beziehungsweise wéi eng Zuelen hu mir vum Planning Familial? An d'Madamm Bofferding hat et grad gesot: Mir hunn net vill Daten a Statistiken. De Planning Familial weist fir 2024 eng Realitéit, déi een net ignoréiere kann: Et gëtt eng héich Zuel un Demanden an den Altersduerchschnëtt vun de Fraen, déi Schwangerschaftsofbréch duerchféiere loossen, läit bei 28, 29 Joer, mat engem ganz klenge Prozentsaz u Mineuren. Dat bedeit: Et ass keng Randrealitéit an et betrëfft an der Majoritéit erwuesse Mënschen.

E Schwangerschaftsofbroch bleift eng déifgräifend Entscheedung mat moraleschem Gewiicht fir déi betraffe Fra, fir d'Famill, fir d'Gesellschaft. Wann een d'Zuele vun de planifizéierte Schwangerschaftsofbréch a Relatioun setzt zu de Gebuerten hei am Land, da beweegt sech d'Gréisstenuerdnung ronn bei engem Ofbroch op sechs bis siwe Gebuerten, jee nodeem wéi een d'Basis rechent. Domat wëll ech näischt dramatiséieren – dat ka jidderee fir sech selwer decidéieren –, mee ech wëll domadder weisen, dass de Schwangerschaftsofbroch gesellschaftlech relevant ass a politesch Verantwortung verlaangt – a sécher keng Symbolpolitick.

Ech wëll hei awer och ganz kloer op e weidere Punkt agoen, dee mir als erwuesse Fra an als Politikerin immens wichteg ass: d'Fräiheet an d'Verantwortung vun erwuessene Mënschen. Well ech wëll nach eng Kéier widderhuelen: Mir schwätzen am Duerchschnëtt vun 28-, 29-järege Fraen. Jo, selbstverständlech hunn Erwuessener d'Fräiheet, hir Sexualitéit fräi a selbstbestëmmt ze liewen. Mee an enger fräier a selbstbestëmmter Gesellschaft heescht dat och, sech bewosst ze sinn iwwert d'Konsequenzen an d'Responsabilitéit, déi mir droen duerch dës Fräiheeten.

An ech hunn et schonn d'lescht Joer a menger Ried gesot: D'Selbstbestëmmung iwwer mäi Kierper als

Fra fänkt net eréischt un, wann et ëm d'Ofdreiwung geet. Si fänkt méi fréi un: bei der Opklärung, bei der Preventioun a virun allem bei der Eegeverantwortung wärend dem Geschlechtsverkéier a bei Gespréicher mam Partner.

An do kommen ech direkt zum nächste Punkt. Et gëtt gesot, dass dës Verfassungsännerung och als Selbstbestëmmung vun der Fra iwwer hire Kierper, also als Grondrecht vun der Fra gëlle soll. Jo, Selbstbestëmmung ass essenziell. Mee Selbstbestëmmung ass net nëmmen en eidelt Wuert, vun deem mir mengen, dass et, wa mir et dacks genuch widderhuelen, Wierklechkeet gëtt. Selbstbestëmmung ass eng Fräiheet, e Recht, eng Verantwortung, eng Aufgab.

Als Mënsch musse mir eis en Ëmfeld schafen, wou mir net ënner Drock geroden, wou mir eis net aschüchtere loossen, wou mir eis net schumme mussen, wou mir hannert eisem fräie Wëlle stinn a wou mir eis och, egal ob Fra oder Mann, vun Ufank un eiser Verantwortung eis selwer awer och engem Ongebuerene géintiwwer bewosst sinn. Dat wënschen ech mir als Fra a Politikerin fir eng staark a resilient Gesellschaft.

D'ADR verurteelt keen, a sécher keng Fra, déi de Schratt vun der Ofdreiwung mécht. Dat ass eppes Perséinleches, eng Decisioun, déi all Fra an all Famill selwer iwwerlooss soll sinn.

D'ADR fuerdert awer, datt d'Politick handelt. Mir wëlle ganz konkreet méi Opklärung, méi Preventioun, méi Ënnerstëtzung, méi sozial a psychologesch Begleedung. An do schénge mer jo hei an deem Sall net eleng ze sinn. A mir brauchen definitiv Äntwerten op d'Fro, firwat hei zu Lëtzebuerg awer relativ vill Fraen am Erwuessenenalter ongewollt schwanger ginn. Well wier et net heibannen eist gemeinsaamt Zil, wa keng Fra méi misst e Schwangerschaftsofbroch duerchféieren, well se ongewollt schwanger ginn ass? An ech schwätzen hei natierlech just vu Schwangerschaften, déi ënner fräiem Wëllen zustane komm sinn.

Eng Politick an eng Gesellschaft, déi nëmmen de leschte Schratt an de Mëttelpunkt stellen, awer d'Verantwortung, déi vum Staat awer och déi vum Mënsch selwer, virdrun ignoréieren, maachen aus eise Fräiheeten e Sens unique a sécher keng verantwortlech a resilient Gesellschaft.

E weidere Punkt, deen eis als ADR wichteg ass, ass d'Roll an domadder d'Fräiheet an d'Recht vum Ongebuerenen. Dat kënne mir net ignoréieren. Ech soen dat mat all Respekt: Eng Schwangerschaft ass net just eng privat Detailfro wéi eng aner. Hei steet och d'Fro iwwer e Liewen, dat um Entstoen ass, am Raum, e Liewen, dat net fir sech selwer schwätze kann.

Ech wëll hei elo net driwwer debattéieren, ab wéini mir vu Liewe schwätzen an ab wéini net. Dat géing de Kader sprengen an dovun ofgesinn huet do jidderee seng ganz eege perséinlech Meenung, sief et eethesch, religéis oder medezinnesch. Et ass a mengen Aen och net d'Aufgab vun der Politick, esou eppes ze definéieren.

Mee als ADR soe mir ganz kloer: De Staat beziehungsweise d'Politick däerf dës Dimensioun net aus den Iwwerleeunge sträichen. Wéi och schonn am Ufank vu menger Ried erwäänt: Wat kënnt als nächst? An eeben: Wéi gesäit et aus mam Recht op Liewen?

Ech wëll hei och keng Poleemik schafen, mee ech fannen, et ass legitimm, d'Parteien un hir eege Grondsätz ze erënneren. Am CSV-Grondsazprogramm steet d'Iddi vun der onantastbarer Würd an d'Noutwendegkeet, eethesch Grenzen ze setzen. An et steet och do: Esou vill Eegeverantwortung wéi méiglech, esou vill Staat wéi néideg.

Wann een da jo awer eng constitutionnel Verankerung vun enger déifgräifend eethescher Fro wëll, ouni den entspriechende Géigespiller, also d'Recht op Liewen, stellen ech mir perséinlech d'Fro: Ass dat wierklech Subsidiaritéit a Gläichgewiicht? Oder ass et éischter Symbolpolitick, gedriwwe vum politesche Géigner? An ech beloossen et awer och heibäi. Ech wëll dës Iwwerleeung just mat op de Wee ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun. Dës Verfassungsännerung gëtt presentéiert als méi Sécherheet. Fir d'ADR bleift et virun allem Symbolpolitick an net déi praktesch Garantie, déi versprach gëtt. Wann d'Konditioune souwisou am Gesetz definéiert ginn, da stellt sech d'Fro, firwat ee fir genau dës Thematik d'Verfassung opmécht, mat all deem politeschen an eethesch-gesellschaftleche Sprengstoff, deen dat mat sech bréngt.

D'ADR seet Jo zu Respekt, Jo zu richteger an éierlecher Selbstbestëmmung vun all Mënsch, Jo zu realer Hëllef, Preventioun, Begleedung an enger Familljen- a Sozialpolitick, déi Fraen a Familljen net eleng léisst, mee se stäerkt.

Als ADR soe mir awer ganz kloer Nee dozou, eng déifgräifend eethesch a medezinnesch Fro an der Verfassung ze verankeren an ze soen, dat géif Sécherheet garantéieren. Eng Verfassung soll d'Land zesummenhalen, net eng Gewëssensfro fir ëmmer festhalen.

Selbstbestëmmung ouni Verantwortung ass keng Fräiheet. An eng Verfassungsännerung ouni reelle Schutz ass keng Sécherheet. Dowéinst wäert d'ADR-Fraktioun och unanime géint dës Verfassungsännerung stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Jo, Madamm Cahen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. Ech gesinn, d'Madamm Cahen wëll Iech eng Fro stellen. Sidd Der domadder d'accord?

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Si dierf se gär mol stellen. Ech kucken, ob ech äntwerte kann.

M. André Bauler, Président de séance | Dann dierft Dir, Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Ech hunn zwou kuerz Froen. Dat Éischt ass: Ech mengen, dat Wuert, dat Der am dackste gesot hutt, ass Symbolpolitick. Mee wär et net awer en Zeeche fir d'Fraen a fir d'Recht vun der Fra op hire Kierper, dat heite matzestëmmen? Dat wär meng éischt Fro.

An déi zweet Fro ass déi: Ech mengen, d'Madamm Morgenthaler an d'Madamm Hartmann hu ganz kloer gesot, dass et keng Consigne de vote gëtt an onse Fraktiounen. Wéi ass dat da bei Iech? Gëtt et eng Consigne de vote bei Iech? Well Dir hutt elo grad gesot, wéi d'ganz Fraktioun géing stëmmen. Gëtt et do eng Consigne de vote vun Iech als Parteipresidentin? Oder ass awer do och jiddweree fräi, ënner anerem Dir als Fra, hei awer esou ze stëmmen, wéi Der dat mat beschtem Wëssen a Gewësse géingt maachen?

Villmools merci.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Villmools merci, Madamm Cahen, fir déi zwou Froen. Ech fänken hannen un: Bei eis gëtt et keng Consigne de vote, well mir sinn eis awer och esou alleguer eens, ouni dass mer hei iergendeppes musse virschreiwen. Dat war vun Ufank un esou.

An ech mengen och net, dass Symbolpolitick dat Wuert war, dat ech am meeschte benotzt hunn, mee d'Selbstbestëmmung. A fir mech als Fra fänkt, wéi gesot, ...

(Interruption)

Ganz sécher, ech kann et herno nozielen, wann Der wëllt.

... fänkt eeben, wéi gesot, d'Selbstbestëmmung iwwer mäi Kierper virdrun un an net eréischt, wann ech iwwer Ofdreiwung muss nodenken.

Ech schwätzen awer hei just iwwert déi Fäll, wann et wierklech ënner fräiem Wëlle geschitt ass. Ech schwätzen hei net vu Vergewaltegung oder soss eppes!

(Interruption)

Natierlech, natierlech. Mee dat ass awer eppes aneres.

(Interruption)

Natierlech, dat ass traureg. Ech hoffen awer, dass déi Zuelen, déi mer hei iwwert d'Ofdreiwungen hunn, net zréckzeféiere sinn op Vergewaltegungen. Well soss hu mer e ganz anere Problem.

(Interruption)

An do begréissen ech jo – ech mengen, d'Madamm Hartmann hat dat och d'lescht Joer gesot an ech hat dat och mat menger Motioun wëlle bewierken –, dass mer do op jidde Fall Donnéeë kréien, an do läit och eis Aufgab als Politick, dass mer agräife mussen. An dat hat ech och haut nach eng Kéier a menger Ried gesot: Firwat ginn esou vill erwuesse Fraen – dat wëll ech hei nach eng Kéier rappeléieren, also am Duerchschnëtt 28, 29 Joer al Fraen – ongewollt schwanger? Dat ass déi Fro, déi ech mer stellen. An ech mengen, dat ass déi Fro, déi mir als Politiker stelle mussen.

Wat kënne mir veränneren an der Gesellschaft? Wéi kréie mir eis Gesellschaft erëm méi resilient? An ass et wierklech bei 28-, 29-järege Fraen d'Preventioun oder d'Verhütung, wou se net méi wëssen, wéi, wat, wou? Oder ass et, dass se gezwonge ginn? Ech weess et net, ech kann Iech et net soen. Mir hunn d'Donnéeën net.

(Interruption)

Gezwongen, Vergewaltegung, wéi och ëmmer.

(Interruption)

Net gezwongen zur Ofdreiwung, Madamm Bofferding, falls Der elo gemengt hätt, dass ech dat géing soen. Mee jo, do musse mer Äntwerte fannen.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Schoos. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Sam Tanson agedroen. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ben, fir d'éischt emol merci dem Marc Baum fir dës Propos, fir dës Initiativ an och, ech mengen, Dir hutt et selwer gesot, all deenen Engagéierten, déi sech ëmmer derfir agesat hunn, dass dat hei soll kommen. Mee merci, dass Dir de Schratt gemaach hutt, dass mer haut kënnen heiriwwer diskutéieren. An natierlech merci all deenen, déi awer ganz konstruktiv an där Institutiounskommissioun deen Text hei zesummen ausgeschafft hunn.

Et ass elo scho vill gesot ginn. Ech kéint natierlech elo op d'Situatioun vun deene betraffene Fraen agoen; op déi faméis Selbstbestëmmung, déi elo vill ugeklongen ass, an de Fait, wéini déi géing ufänken; de Fait, datt ech nach ni vun enger Fra héieren hunn, datt se sech dat einfach gemaach hätt, wa se déi Decisioun do huet missen huelen; de Fait, datt ganz vill Fraen extreem eleng sinn, wa se déi Decisioun do

mussen huelen, oder sech eleng gelooss spieren, och vun deene Männer, déi da vläicht eng Matresponsabilitéit hunn an deem Ganzen; de Fait och, dass Verhütungsmëttel kënne versoen; de Fait, dass ee ka vergewaltegt ginn; de Fait, datt am Liewen net ëmmer alles contrôlable ass. An ech hu scho Bedenken, wann ech hei eraushéiere bei menger Virriednerin, wéi wann dat alles op e schlecht, falscht Behuele vun deene betraffene Fraen zréckzeféiere wär.

Virdrun hate mer hei rieds, dunn huet d'Joëlle Welfring gesot: „Wa Männer géinge schwanger ginn, da géinge mer déi Diskussioun hei warscheinlech iwwerhaapt net musse féieren."

Une voix | Richteg!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech kéint och driwwer schwätzen, et ass schonn ugeklongen, iwwert déi Fraen, déi iwwer Joerhonnerten – an et ass elo iwwer Zuele rieds gaangen – hiert Liewen op d'Spill gesat hunn oder dru gestuerwe sinn, well se illegal ofgedriwwen hunn an iergendengem Hannerzëmmer ënner schreckleche Konditiounen. Mee u sech brauch ech dat net, well mir hunn déi Situatioun hei net.

Hei am Land muss keng Fra hiert Liewen op d'Spill setzen, wa se wëll ofdreiwen, well se dee Choix no laanger Reflexioun warscheinlech fir sech geholl huet. Quitte datt, an d'Madamm Bofferding huet et virdru gesot, et ëmmerhin e medezinneschen Agréff ass. Et ass ëmmer eppes, wat eng Inzidenz op de Kierper huet, mat alle potenzielle Risiken. Mee wéinstens gëtt et net méi an engem Hinterstübche vun enger Faiseuse d'anges gemaach, mee an engem medezinnesche Kader mat Medikamenter, mat sterillen Instrumenter, wann et da muss sinn, a mat engem méigleche Suivi.

An alles, wat mer u sech haut maachen, ass dëst: Mir garantéieren, datt och an Zukunft ons Duechteren, ons Enkelinnen, hir Duechteren an Enkelinnen dëst Recht kënnen hunn. Mir kënnen et natierlech net mat absolutter Sécherheet garantéieren, mee mir kënnen et mat deem héchste legislativen Instrument garantéieren, dat mer hunn: ons Verfassung.

An de leschte Woche sinn, och wann ech frou sinn iwwert dee relativ grousse Konsens hei, awer och zum Deel hefteg Wierder ze héiere gewiescht. Et ass rieds gaang vu rücksichtsloser Ideologie, vun Totalitarismus. Dobäi decidéiere mir haut net iwwer Moral, iwwer Ideologie. Mir verankeren e Recht, dat mir Fraen, ons Mammen a Groussmammen, sech haart erkämpft hunn, just e bësse méi staark. Mir hiewen dat Recht just op den Niveau uewendriwwer, dee vun onser Verfassung.

Dës Verfassungsännerung wäert keen eenzege Schwangerschaftsofbroch provozéieren. Si ännert net déi medezinnesch Realitéit, si hëlt keng Schutzflichte vum Staat ewech a si entzitt dem Gesetzgeeber och net seng Kompetenz. Si schaaft eppes an Zäite vu politescher Ongewëssheet, an dat ass Sécherheet. Sécherheet fir d'Fraen, datt si och an Zukunft, gradewéi meng Generatioun an déi no mir, selwer iwwer hire Kierper decidéiere kënnen. E gewéinlecht Gesetz ka mat enger einfacher Majoritéit geännert ginn. Eng Verfassung ass Ausdrock vun engem dauerhaften, vill méi breede Grondkonsens. Si schützt d'Rechter besser géint politesch Schwankungen.

An ech sinn net d'accord, dass mat där Verfassungsännerung, déi mer elo hei maachen, e Gesetz et esou kéint aushielegen, dass dat Recht oder déi Fräiheet – ech kommen nach drop – herno net kéint ausgeüübt ginn. Dee Kader, dee mer eis hei ginn, deen erméiglecht et net, et komplett auszehielegen. Et ass nach ëmmer de Gesetzgeeber, deen d'Konditioune fixéiert, mee d'Fräiheet ofzedreiwen, muss garantéiert bleiwen.

Et gouf gesot: Ass dat Ganzt néideg? Huet dës Dispositioun hir Plaz an der Verfassung? Jo, et ass néideg. De Principe de précaution verlaangt et. Mir hunn, et ass scho vill ugeklongen haut, international Beispiller gesinn, wou Rechter, fir déi laang gekämpft gouf, bannent kuerzer Zäit zréckgedrängt goufen. D'Geschicht weist ons: Näischt ass definitiv geséchert, wann et net staark verankert ass.

An nee, effektiv, dës Debatt ass net geschlechterneutral: Schwanger gi Fraen. Et si Fraen, déi d'kierperlech, gesondheetlech a sozial Konsequenze vun enger Schwangerschaft droen. All juristesch Reegelung iwwer Schwangerschaft ass dofir och ëmmer eng Fro, ween iwwert de Kierper vun enger Fra decidéiert, iwwer hir physesch Integritéit, hir mënschlech Dignitéit, hiert Selbstbestëmmungsrecht. A mir gesi leider, datt d'Rechter vu Fraen a verschiddene Länner vu verschiddene Regimmen zréckgeschrauft ginn.

Dofir mäin éischte Punkt: Mir ännere näischt, mir séchere just eppes of.

An der Debatt huet sech d'Fro gestallt, wéi mer et maachen: Nenne mer et „Droit" oder „Liberté", „Fräiheet" oder „Recht" op e Schwangerschaftsofbroch? Et liicht jo an, datt een e Recht e Recht nennt. Mee am Verfassungsrecht ass heiansdo näischt esou einfach, wéi et schéngt.

Dem Marc Baum seng Propos, e Recht virzegesinn an et an d'Sektioun vun de Grondfräiheeten ze schreiwen, wär kohärent, och wann ee sécherlech hätt kënnen iwwert d'Formulatioune vum Text debattéieren.

An erlaabt mer just eng kleng Klamer: Ech bedaueren äusserst, dass mer dat Recht op eng Contraceptioun net mat zréckbehalen hunn. Well ech hunn elo haut hei keen héieren, deen der Meenung ass, dass een net alles muss maachen, fir eng Ofdreiwung ze verhënneren. Or, déi bescht Aart a Weis, eng Ofdreiwung ze verhënneren, ass d'Contraceptioun. An duerfir verstinn ech net, dass dat direkt vum Dësch war.

An ech muss och soen, Madamm Hartmann, och elo déi Erläuterungen, firwat Der der Meenung wäert, dass et net seng Plaz an der Verfassung hätt, hu mer net ganz ageliicht. Mir hunn zum Beispill och en Droit à l'éducation an eiser Verfassung stoen. Och eppes, woufir ee muss anzwousch higoen – den Educatiounsminister war virdrun hei –, fir datt een dann do eng Educatioun kritt. A wann een zum Beispill net léiert, kann een awer net herno akloen, datt een dat Recht net konnt exercéieren. An effektiv, de Staat muss den Zougang zur Educatioun garantéieren, sou wéi en och mat där Propos vum Marc Baum hätt missen den Zougang zu der Contraceptioun garantéieren. Ech bedaueren, dass mer dat net zréckbehalen hunn.

Ech kommen awer elo nach eng Kéier zréck bei den „Droit" an d'„Liberté". An där Sektioun iwwert d'Grondfräiheeten, do fanne mer Garantien, déi mol als „Droit", mol als „Liberté" formuléiert sinn, ouni datt domat eng Hierarchie entsteet. De Grondproblem, wann ee sou wëll, läit bei der Aart a Weis, wéi ons Verfassung opgebaut ass a wéi hei d'Begréffer, wann ee sech déi Texter gutt duerchliest, zum Deel matenee vermëscht ginn.

Mee mir stinn domat net eleng. De Marc Baum huet et virdrun a sengem Rapport gesot: A Frankräich hate se déi selwecht Diskussioun. Do huet de Conseil d'État ganz kloer d'Decisioun geholl, dass den „Droit" déi selwecht Portée hätt wéi d'„Liberté" an där Debatt hei, anescht gesot, dass déi zwee Begréffer interchangeabel sinn, et also keen Ënnerscheed géing maachen, wat een dann elo géing benotzen.

An och eise Staatsrot confirméiert dat, mat der Prezisioun, dass an där Sektioun vun de Grondfräiheeten den Artikel 37, déi sougenannte Clause transversale, souwisou virgesäit, dass bei deenen, ob et elo „Droit" oder „Liberté" heescht, e Gesetz muss kommen, fir se anzeschränken.

An dat Gesetz, an do kommen ech eeben op dat, wat d'Madamm Schoos virdrun e puermol gesot huet, dat muss verhältnismëisseg sinn. Et muss noutwendeg an enger demokratescher Gesellschaft sinn. An et muss am allgemengen Interessi oder zum Schutz vun de Rechter vun anere geholl ginn. Vun dohier ass et net richteg, ze behaapten, dass ee mat där Verfassung, wéi mer se elo hoffentlech haut kréien, herno kann higoen an e Gesetz huelen, dat dat Recht am Fong null und nichtig mécht.

Et war och ni rieds am Marc Baum senger Propos, de Schwangerschaftsofbroch an d'Kapitel vun de Grondrechter anzeschreiwen, dat Kapitel, wou déi Clause transversale net d'office spillt. De Premierminister hat awer d'Positioun an de Kompromëssvirschlag vun der Majoritéit eeben domat justifizéiert, datt et dann e Grondrecht géif ginn, dat net kéint ageschränkt ginn. Ofgesinn dovun, datt een elo doriwwer kéint diskutéieren, zum Beispill bei der Meenungsfräiheet oder der Reliounsfräiheet, déi carrement op deenen zwou Plaze stinn – mee dat féiert ze wäit –, hat och déi urspréinglech Propos scho virgesinn, datt een d'Recht op Schwangerschaftsofbroch kéint aschränke per Gesetz.

An als Rappell: Et stoung vu vireran an deem Kapitel vun den ëffentleche Fräiheeten. Do stinn och d'Recht, eng Famill ze grënnen, d'Recht, gehéiert ze ginn, d'Recht op Respekt vum Privatliewen, d'Recht op Asyl, d'Recht op Aarbecht – alles Rechter, bei deene mer wëssen, datt se net absolutt sinn.

Letztendlech ass déi ganz Debatt awer net wichteg, och wa se intellektuell ganz sécherlech stimulant war. Et hätt wuel fir Onkloerheete bei der Interpretatioun vun der Verfassung kënne suergen. Déi Onkloerheeten huet de Staatsrot awer glécklecherweis aus der Welt geschaf. A falls der nach géingen existéieren, ech mengen, de Marc Baum an ech an de Paul-Henri Meyers an nach e puer anerer, mir si ganz gewëllt, an déi operluechten Nohëllefstonnen ze goen, déi eng grouss Dageszeitung eis suggeréiert huet.

Mäin zweete Punkt ass also deen: Mam Text, wéi en elo virläit, ass d'„Recht" op Schwangerschaftsofbroch geneesou ofgeséchert, wéi wann deen Term géing an der Verfassung stoen an net „Fräiheet". Mee, wéi ech virdru sot, ass et letztendlech net esou wichteg.

Well ech wëll nach eppes lassginn: Ech si wierklech extreem houfreg, haut kënnen hei an dësem Plenum ze stoen an, mat enger Ausnam, elo hei keng wierklech kritesch Téin ze héieren, wann et ëm dee Vott hei haut geet. An dobäi kann ech extreem gutt verstoen, datt ee sech aus eetheschen oder reliéise Grënn schwéierdeet mat dëser Debatt. Och wann ech muss soen, datt ech en enormt Onverständnes hat fir dem Kardinol Hollerich seng Aussoen zu dëser Reform, dës hätt totalitär Zich – grad an dëser Debatt.

Mee als zweet Land iwwerhaapt schreiwe mir haut d'Fräiheet vum Schwangerschaftsofbroch an eis Verfassung an. An ech soen dofir speziell deenen Deputéierte Merci, fir déi dat hei vläicht keng Evidenz ass, deenen, déi sech mat der Debatt schwéierdinn, aus wéi enge Grënn och ëmmer, mee déi nawell haut hei derfir stëmmen an domat méiglech maachen, datt déi néideg Majoritéit fir eng Verfassungsännerung zustane kënnt.

Ech hoffen och, datt dës Verfassungsännerung ni praktesch op d'Prouf gestallt gëtt. Mee besser

preventiv ofgeséchert, wéi spéider net kënne repariéieren. Mir kënnen net all Risiko verhënneren, mee mir kënnen d'Hürd fir de Réckschrëtt ganz héich setzen. Well Verfassunge ginn net nëmme geschaf, fir Selbstverständleches opzeschreiwen, si gi geschaf, fir Fräiheet a Recht do ze schützen, wou se verletzbar sinn. Dat ass dat, wat mer haut maachen.

An ech soen all deene Merci, déi haut hiren Accord ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Madamm Tanson. An als nächste Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen ageschriwwen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir d'éischt Felicitatiounen un de Marc Baum fir dësen Text. Wéi den Text erakomm ass, hat ech net geduecht, dass mer eng Kéier géingen e puer Méint duerno hei stoen an dass en hoffentlech Realitéit géing ginn. Ech begréissen den Text. Ech begréissen awer och – an dat soen ech éierlech –, dass den Term op „Fräiheet" geännert ginn ass, an dat no ville Gespréicher mat betraffene Leit, well deen Term awer och deene Leit méi no kënnt.

Et ass elo vill dervu geschwat ginn, dass een an der Situatioun vun enger Vergewaltegung oder aneren extreeme Situatiounen an d'Situatioun vun der Ofdreiwung kënnt. Et ass awer e bësse vergiess ginn, dass et och där Situatioune gëtt, wou Koppelen ënner sech driwwer schwätzen a ganz vill domat réngen, dee Schrëtt ze goen oder net. An do ass sécherlech de Begréff „Fräiheet" eppes, wat hinnen et och moralesch fir d'Zukunft a fir d'Gewësse méi einfach mécht.

Well och déi, mat deenen ech geschwat hunn, hu gesot, datt dat fir si keng einfach Entscheedung war. Et war een op den éischte Rendez-vouse beim Dokter. Et huet ee matkritt, wéi déi Kanner sech awer och entwéckelt hunn. An herno huet een dann eeben déi Entscheedung, aus wéi enge Grënn och ëmmer, an deene Fäll, déi ech genannt krut, gemeinsam geholl. An dat ass eeben déi Fräiheet, déi ee sech geholl huet, fir déi Entscheedung ze huelen. Dofir wäert ech och haut dës Verfassungsreform matstëmmen, well „Fräiheet" dee richtegen Term ass.

Et geet och ëm d'Selbstbestëmmung vun der Fra. Et ass e puermol ugeklongen: Et ass d'Fra, déi d'Kand wäert ausdroen. Et ass d'fräi Selbstbestëmmung vun der Fra, ze soen: „Jo, ech wëll dee Wee goen", oder: „Ech wëll dee Wee net goen." An doduerjer, dass mer et an d'Verfassung aschreiwen ... Ech weess, et gouf vill Artikelen, vill Meenungen, dat géif näischt bréngen. Fir mech bréngt et awer virun allem moralesch fir déi Betraffe ganz vill, well d'Verfassung dat héchst Organ ass, dat mer hunn. An et ass awer gutt, ze soen: „Souguer eis Verfassung erlaabt mir, dee Schrëtt ze goen", fir dass een da seet: „Ok, ech kann dee Schrëtt goen."

Jo, déi Entscheedung, dat gehéiert zu där anerer Säit vun der Medail, setzt ëmmer viraus, dass een en anert Liewe beent. An dat ass sécherlech eng Entscheedung, déi een déi nächst Jore wäert ëmmer erëm mat sech schleefen an déi engem och ze denke gëtt. An deementspriechend ass et eng Fräiheet, déi ee sech geholl huet.

Ech hoffen, dass et haut duerchkënnt. Lëtzebuerg géing domadder zu engem Virreider an engem ganz sensibele Sujet ginn. A mir géingen doduerjer och eis Fraerechter nach eng Kéier fir d'Zukunft stäerken.

An ech deelen net onbedéngt déi Analys, dass an noer Zukunft eng politesch Majoritéit zu Lëtzebuerg méiglech wär, hei an der Chamber, déi esou schlëmm wär, dass mer déi Gesetzer géinge réckgängeg maachen.

(Interruption par Mme Taina Bofferding)

Jo, Madamm Bofferding, mee Amerika huet en anere Walsystem. Also, ech hoffe fir mech, ...

(Interruption)

... dass mer net an déi Situatioun kommen. Wann ech awer déi véier grouss Parteie kucken, denken ech net, dass déi eng Kéier wäerten esou vill verléieren, ...

(Interruption)

... dass aner Kräfte géingen un d'Rudder kommen. Also, ech sinn do net ganz esou pessimistesch. Ech hoffen och, dass dat an eisem Land net wäert geschéien, well dann hu mer ganz aner Problemer wéi déi Diskussioun, déi mer haut féieren. Dofir wäert ech och haut dës Verfassungsreform matstëmmen.

Merci.

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Goergen. An als leschte Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum ageschriwwen. Dann hutt Dir nach eemol d'Wuert, Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur-rapporteur | Merci, Här President. Merci och alle Virriednerinnen a Virriedner. Ech sinn, wéi Der Iech warscheinlech virstelle kënnt, ganz frou doriwwer, datt sechs vu siwe Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, dës Erweiderung vun eiser Verfassung matstëmmen a mir domadder effektiv zum zweete Land op der Welt ginn, dat de Schutz vun der Selbstbestëmmung vu Fraen op den Niveau vun enger Constitutioun setzt.

Bei der Debatt, déi mer elo haten, mengen ech, muss een awer verschidde Saachen nach eng Kéier rappeléieren. Et geet am Fong net ëm d'Fro: Si mer fir oder géint Avortement? Et geet hei just ëm d'Fro, ob mer déi Rechter, déi mer aktuell hunn, wëllen nach méi zolidd stäerken an duerch déi zolidd Stäerkung affirméieren a mat där Affirmatioun och e kloert Zeeche setzen.

Duerfir ass déi ganz Diskussioun ... An et kéint ee philosophesch, och geschichtsphilosophesch diskutéieren iwwert d'Begréffer „Fräiheet" a „Recht" am Kontext vu Verfassungen, well all dat, wat klassesch iwwerdroe Begréffer vu „Fräiheet" waren, wéi d',Liberté de commerce", wéi d',Liberté d'expression", dat sinn der, déi am 19. Joerhonnert entstane sinn, wou am 19. Joerhonnert de Begréff vu „Fräiheet" eng immens grouss Valeur hat am opstriewende liberale Biergertum, wou am 20. Joerhonnert éischter de Begréff vum „Droit" méi staark ginn ass no den Erfarunge vun, ënner anerem, der Mëtt vum 20. Joerhonnert.

Mee ech mengen, datt et kloer ass, dat, wat mer ënnert dem Begréff „Recht" oder „Fräiheet" benotzen, dat, wat mer heimadder maachen, ass: Mir schützen – mir schützen! – d'Recht, d'Fräiheet vun de Fraen, iwwer hiren eegene Kierper an deene Limitten, déi d'Gesetzer definéieren, kënnen ze verfügen. Et ass eppes wéi eng Clause de non-régression, déi mer hei aféieren. An dat ass dat, wat, mengen ech, wierklech dee grousse Fortschrëtt ass.

Et wäert Iech och net wonneren, wann ech Iech soen, datt ech och enttäuscht doriwwer sinn, datt d'Contraceptioun net derzougehéiert, well et jo effektiv eng Vue vu reproduktive Rechter géif mat incluéieren, déi méi komplett wier, déi méi grouss wier. An ech fannen et schued, datt dat net zréckbehale ginn ass, well mat der Contraceptioun, wann een esou wëll, fänkt jo quasi och de reproduktiven Apparat un.

Ech si mer duerchaus bewosst, datt dat och an anere Länner elo net esou menacéiert ass. Mee ech wëll awer och drun erënneren, datt dat och nach net esou laang hier ass, datt an der zweeter Hallschent vum 20. Joerhonnert ganz grouss a staark politesch Couranten dat awer a Fro gestallt haten.

Duerfir mengen ech, datt dat duerchaus sënnvoll gewiescht wier. D'Kommissioun huet dat an hirer Majoritéit awer net esou zréckbehalen. An et ass mer an all deenen Debatten och ëmmer drëm gaangen, wierklech ze kucken, eis esou breet wéi méiglech opzestellen, well dat, wat mer maachen, ass eeben och en Zeechen, dat mer no bausse setzen.

Den Här Goergen huet grad gesot, datt déi Rechter net esou menacéiert wieren zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner.

Ech wëll awer virdrun, pardon, nach en anere Gedanke lassginn, deen, mengen ech, och keen heibanne gesot huet, mee et ass awer duerfir vläicht gutt, wann een et ausschwätzt: Dat hei ass keen Endpunkt vun enger Entwécklung vu Gläichberechtegung, vu Fraerechter, mee dat hei ass eng Etapp. Dat hei ass eng Etapp, wou mer dat, wat mer hunn, ofsécheren. A mir wëssen dat ganz genau, och en vue vum nächste Sonnden, dem 8. Mäerz, dem Dag vun de Fraen, wou et och e Fraemarsch gëtt, vun der JIF organiséiert, mat ganz konkreete Fuerderungen, déi ganz vill och d'Gesondheetswiese betreffen a wou si en nach méi egalitären Zougang zu gesondheetleche Prestatioune fuerderen.

An dat sinn alles Fuerderungen, mat deenen och mir eis an deenen nächste Méint a Joren an der Chamber musse befaassen. Et ass keen Endpunkt, mee et ass eng Etapp. A mer sollen de Vott vun haut gesinn als eng Zort Trampolin, fir eis deene Chantieren och resolutt unzehuelen.

Wat d'Menacen ugeet, do mengen ech, ass et awer esou, datt an deene leschten zéng Joer Saache geschitt sinn a verschiddene Länner, déi mer eis net hätte kënne virstelle virun zéng Joer. Et hätt ee sech net kënne virstellen, datt mer an Amerika eng Situatioun hunn, wou eppes, wat fir bal all Éiwegkeet ofgeséchert geschéngt huet duerch en Arrêt vun der Supreme Court vun 1973, géif vu Riichteren a Fro gestallt ginn nom amerikanesche System, wou mer wëssen, datt et keng strikt Trennung tëschent Justiz a Politick gëtt, a wou konservativ Riichtere vun enger éischter Trump-Administratioun dohinnergesat gi sinn, fir dat doten Urteel ze huelen.

A mir wëssen awer, datt och 2022 den Donald Trump net un der Muecht war, mee den Demokrat Joe Biden. An och den Joe Biden huet dat doten net ëmgedréint kritt. An elo, wou den Trump erëm un der Muecht ass, elo gesi mer nach eng Kéier eng Verschäerfung dovunner. Eng vun deenen éischte Mesüren, déi den Trump geholl huet, war, Bundesmëttelen, fir Avortement oder och nëmmen Opklärung iwwer Avortement ze ënnerstëtzen, ze sträichen.

An d'Fäll, wann ee se konkreet ukuckt, ginn einfach ënnert d'Haut. Et si Situatiounen, wou mannerjäreg Vergewaltegungsaffer net ofdreiwen däerfen. Dokteren, déi waarde mussen, bis akut Liewensgefor besteet, éier se iwwerhaapt operéieren däerfen, mat zum Deel déidlechem Ausgang fir déi betraffe Fraen. Eng Situatioun, déi sech a Polen och repetéiert huet, 2021, mat enger änlecher Virgeeënsweis, wou och do e politesch besatent Verfassungsgeriicht op eemol eppes gekippt huet, wat do war, mat déidlechem Ausgang fir betraffe Fraen.

A wann ee sech Italien ukuckt – dat ass jo och e Land, dat eis awer eigentlech relativ no ass –: Nom Regierungswiessel an ënnert dem Giorgia Meloni, dat sech selwer als Postfaschistin bezeechent, ass do d'Gesetz zwar net geännert ginn, mee duerch Reglementer ass

agefouert ginn, datt Ofdreiwungsgéigner elo an den Eethikkommissioune vun de staatleche Berodungsstelle sëtzen an Drock ausüben, Drock ausüben op déi betraffe Fraen, Drock ausüben op d'Dokteren.

A muss ech drun erënneren, datt mer, Här Goergen, nach virun engem Joer och an Däitschland eng Situatioun haten, wou eng Hetzcampagne vun der AfD géint eng unerkannten Droitprofessesch, déi et gewot huet, en Avis juridique ze schreiwen zu där Fro, gemaach ginn ass, datt se net Verfassungsriichterin sollt ginn, an déi op Lige baséierend Hetzcampagne sou staark ginn ass, datt lues a lues och ëmmer méi konservativ Politiker ëmgefall sinn an déi Fra net nominéiert ginn ass? Eppes, wat ee sech an Däitschland net hätt kënne virstellen nach virun e puer Joer!

An ech mengen, datt mer uechtert d'Welt gesinn, datt d'Fraerechter an der éischter Ligne de mire vu rietsen, integristeschen, chauvinisteschen a faschistoide Kräfte stinn. Dat ass beim Putin senger Agenda net anescht wéi beim Donald Trump oder bei reliéise Fundamentalisten. Et geet ëm Muechtausübung an Dominanz.

A wat ass méi Ausdrock vun Dominanz wéi d'Dominanz iwwert d'Entscheedung vun engem Mënsch, däerfen eng Famill ze grënnen oder net? A well dat alles esou ass, a well dat den internationale Kontext ass an déi Menacen ëmmer méi no, ëmmer méi palpabel och fir eist Land oder eis Länner an Europa ginn, kuckt haut de Mëtteg och d'Welt op eist klengt Land. Well a ganz ville Länner, déi eis nostinn, grondleeënd demokratesch Rechter a Fräiheeten ënner Beschoss stinn, ass dëse Vott haut hei an der Chamber en historeschen.

Bei dësem Vott geet et och drëm, op wéi enger Säit vun der Geschicht mer stinn. Et geet och drëm, ob mer wëllens a fäeg sinn, eis demokratesch Wäerter ze verdeedegen. Jo, hei geet et am Wuertsënn ëm d'Wehrhaftegkeet vun eiser Demokratie.

Kommt, mir hunn de Courage, Selbstbestëmmung, Dignitéit an Humanismus ze schützen! Kommt, mir loosse virublénken d'Fräiheetssonn!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. André Bauler, Président de séance | Merci, Här Baum.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premierminister.

(Interruption)

Pardon? A, den Här Keup. Wëllt Dir dem Här Baum eng Fro stellen oder ...?

(Interruption)

A, hien ass nach ageschriwwen. Ech gesinn, Dir kommt nach hannendrun. Pardon, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci awer, Här President. Jo, an aller Rou gëtt hei awer iwwer eppes diskutéiert, wat eng grouss Verfassungsreform oder -ännerung ass. An dës Ännerung ass eigentlech an eisen Aen, wéi d'Madamm Schoos och scho gesot huet, iwwerflësseg.

An Dir sot awer, déi Ännerung wier néideg, an Dir argumentéiert dat da mat enger Menace. Dir sot am Fong, dass Der Angscht hutt, dass dat kéint geännert ginn, an dass Der dofir wéilt déi heite Verfassungsreform maachen, fir dass an Zukunft keng Regierung zu Lëtzebuerg entstoe kéint, déi da wéilt d'Ofdreiwung ofschwächen oder verbidden. An dofir setzt Der et elo an d'Verfassung, well en normaalt Gesetz kënnt Der mat 50 % änneren an eng Verfassungsännerung kënnt Der just mat 66 % maachen.

Da stellt sech dann d'Fro: Wie kéint dann zu Lëtzebuerg déi ominéis Regierung sinn, déi an Zukunft wéilt d'Ofdreiwung aschränken oder verbidden an déi Iech esou Angscht mécht, dass Der elo dës Verfassungsännerung wëllt maachen?

(Interruption)

Dat si jo mir!

Une voix | A sou?

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass jo d'ADR.

(Brouhaha et interruption par M. Meris Sehovic)

Well deemools an der Kommissioun, wéi Der dat do virgestallt hutt, hutt Dir jo alleguer op mech gekuckt an Dir hutt do dervu geschwat, dass dat an Zukunft esou kéint kommen an dass mir jo do sinn.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

An da stellen ech mer d'Fro: Gitt Dir dovun aus, dass mir, d'ADR, an Zukunft 30, 40, 50 % kréien ...

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... fir esou eng Ännerung? Oder fir d'Ofdreiwung ze verbidden oder ofzeschwächen? Et ass vill Vertrauen, dat Der an eis hutt! Mee et ass jo am Fong dat, wat Der hei sot. An et ass genee dat doten, firwat Der – Dir argumentéiert jo och esou – hei dës Verfassungsännerung wëllt maachen.

Oder gitt Der dovun aus, dass d'CSV vläicht erëm e Schwenk zréck mécht un hir Wuerzelen an dass si wëllen d'Ofdreiwung ...

(Interruption)

... erëm zréckschrauwen? Bei der CSV steet jo nach den C am Numm. C ass „chrëschtlech". Chrëschtlech ass fir d'Liewen a géint d'Ofdreiwung. De Luc Frieden sot am Interview, bei der CSV stéing den C net méi fir d'Relioun, mee fir Wäerter. Ech hale fest: op jidde Fall net méi fir chrëschtlech Wäerter!

(Brouhaha)

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An den Här Frieden hat och 2024 an engem Interview gesot, dass een den Droit à l'avortement net misst an d'Verfassung schreiwen, dat wier eng Américanisation du débat.

Elo maache se et awer. An do kann ee sech Froe stellen, ouni hei elo wëlle grouss aus der Këscht ze sprangen. Mee hei kënnt eng Propositioun vu ganz lénks, vun zwee Lénken, déi wëllen hei dat an d'Verfassung schreiwen. A wat mécht d'CSV, déi nach kuerz virdru gesot huet, si wéilten dat net an der Verfassung hunn? Bumm, kippt se ëm!

An do stellen ech mer d'Fro: Wéi hält een nach u gewëssene Wäerter, u gewëssenen Aussoen, u gewëssene Wuerzele fest? Oder geet een einfach hin als CSV, a wann esou eppes vun de Lénken da kënnt, da seet een: „Ok", da fält een ëm? Da mécht een nach e klengen Trick, da seet een: „O, mee bei eis kënne se ofstëmmen, wéi se wëllen."

(Interruptions)

Mee dat hei wäert jo awer nëmme kënnen duerchgoen ...

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur-rapporteur | Vläicht leeë mir eis einfach besser u wéi Dir.

M. Fred Keup (ADR) | Dat hei wäert nëmme kënnen duerchgoe mat der CSV hirer Ënnerstëtzung. An dat wäert jo warscheinlech och elo geschéien. An dat, mengen ech, ass e Beweis derfir, dass eigentlech – an dat ass dat, wat och ganz vill Wieler mir déi lescht Zäit soten – d'CSV net méi eng konservativ Partei hei am Land ass, ...

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... soss hätt se einfach kënne soen, argumentéiere wéi den Här Frieden: „Dat do ass onnéideg, dat ass eng amerikanesch Debatt, dat brauche mir hei net."

(Interruption)

An Dir hutt dat natierlech do kënnen deenen opzwéngen. Dat ass krass!

Ech wëll Iech da ganz kuerz hei soen: Virun 1978 ... Et ass geschwat gi vu fréier an ech wëll Iech hei soen, vu wou d'CSV kënnt a wat d'Meenung an der CSV nach bis an d'1980er-Jore war. An do sinn eng Partie Leit, déi heibanne sëtzen, och Member ginn an der CSV. An do war eng Ried hei an der Chamber vum Jempi Glesener, deen e grousse Resistenzler war, deen zu Hinzert war, deen e richtege Patriot war. An deen huet hei gesot, an ech zitéieren dat elo einfach: „Et ass net nëmme mäi Recht, mee och meng Flicht, Iech meng Meenung derzou ze soen. Ech erënneren drun, dass am Krich d'Nazie versicht hunn, eis Lëtzebuerger Jugend ze vernichten, wat hinne Gott sei Dank an dank deene Lëtzebuerger Patrioten net gelongen ass. Duerch dëst Gesetz, d'Ofdreiwung, soll mat staatlecher Erlaabnis onschëllegt jonkt Liewen zerstéiert ginn. Also op eng aner Manéier gëtt dat Wierk vun deemools vun den Nazie weidergefouert.

(Exclamations et interruptions)

Wéi vill gutt ..."

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Et ass d'CSV. Ech zitéieren d'CSV – d'CSV!

Une voix | D'CSV!

Une autre voix | 1978!

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Zu enger Zäit war et do nach üblech, wou Leit vun Iech, vun der CSV, agetruede sinn ...

(Interruption diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst zum Schluss kommen, wannechgelift, Här Keup!

(Brouhaha général)

M. Fred Keup (ADR) | Ech kéint nach aner Zitater hei bréngen. Ech wollt dat eng Kéier hei ganz kloer soen. Dat ass d'CSV gewiescht bis d'80er-, deelweis nach bis an d'1990er-Joren.

Sou, zum Schluss: Well dat heiten eng Verfassungsreform ass a well mer prinzipiell derfir sinn, dass bei esou Punkten d'Bevëlkerung mat entscheet, an engem demokratesche Sënn, si mer derfir, dass een dat heiten engem Referendum ënnerstellt, wou d'Leit, d'Bierger hei am Land, decidéieren, ob et soll an d'Verfassung kommen oder net.

An duerfir ginn ech Iech an deem Sënn, Här President, eng Motioun.

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst, datt

– d'Demokratie gestäerkt gëtt, wann d'Bierger duerch e Referendum selwer iwwer Ännerungen un der Verfassung duerfen entscheeden;

– de Bierger hiert Vertrauen an d'Politick iwwert de Referendum nees gestäerkt gëtt;

– e Referendum eng breet ëffentlech Diskussioun mat sech bréngt, wat Transparenz schaaft an zu engem bessere Verständnes vun deem féiert, wat geännert gi soll a wat dat fir d'Bierger bedeit;

– Ännerungen un der Verfassung net just vun temporäre Majoritéiten an der Chamber sollen ofhängeg gemaach ginn;

– Verfassungsännerungen opgrond vu kuerzfristege politeschen an ideologeschen Interessen duerch e Referendum verhënnert ginn,

fuerdert d'Regierung op,

– e Referendum fir dës Ännerung, déi d'Fräiheet op Ofdreiwung an der Verfassung verankert, ze organiséieren an d'Bierger hei demokratesch an den Entscheedungsprozess matanzebannen.

(s.) Fred Keup.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss. An ech hätt just eng Rei Froen, déi eenzel Leit gär dem Här Keup stellen. Här Keup, sidd Der d'accord, drop ze äntweren?

(Assentiment)

Voilà. D'Madamm Tanson, d'Madamm Cahen an den Här Zeimet. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, et ass jo eigentlech extreem schued. Mir haten elo hei eng serein Debatt iwwer en extreem ...

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... wichtegen a sensible Sujet. Dass déi Debatt elo esou op en Enn geet – ech bedaueren dat wierklech zudéifst!

Mee wa mer da schonn op deem Punkt sinn, da froen ech Iech, Här Keup, well ech ka wierklech net novollzéien ... Also, zu dem zweeten Deel, ech mengen, do kënnen hei d'Kolleeginnen an d'Kolleegen op der rietser Säit bestëmmt ganz vill dorobber soen. Quitte dass ech wierklech fannen, dass dat Zitat, dat Der elo hei genannt hutt, total niewent der Plack ass! Dir hutt elo hei en Zitat ginn aus de 1970er-Joren, dat deemools och schonn total niewent der Plack war, mee ech froe mech, wat Der domat wëllt erreechen. Maacht Der Iech dat gär zu eegen, dat Zitat? Ass dat eppes, wat Dir och esou gesitt? Fannt Dir och, dass Ofdreiwung gläichzesetzen ass mat deem, wat d'Nazie gemaach hunn am Zweete Weltkrich? Dat wier meng éischt Fro.

Meng zweet Fro ass déi ..., bezunn op den éischten Deel vun Ärer Interventioun, wou ech wierklech mengen, Dir hat dat schonn an der Kommissioun gesot, dass Der Iech fir vill méi wichteg haalt wéi iergendeen aneren heibannen, well ech mengen net, dass iergendeen dat hei deposéiert huet, andeem en Iech am Sënn hat. Ech hu selwer gesot a menger Interventioun, dass ech wierklech géing hoffen, dass dat net géing hei passéieren, well ech net der Meenung sinn, dass Der jee wäert eng absolutt Majoritéit hei am Land kréien. Mee meng Fro ass awer déi: Wann Dir Iech dann ugesprach fillt, heescht dat, Dir géingt dann also d'Gesetz wëllen ofschafen iwwert den Avortement? Soss bräicht Der Iech jo net hei ugesprach ze fillen.

Also zwou Froen: Déi éischt ass déi: Identifizéiert Der Iech mat deem Zitat? Soss bräicht Der dat jo elo hei net ze bréngen. An dat Zweet ass: Sidd Dir dann der Meenung, dass Dir als ADR d'Gesetz iwwert den Avortement, wéi mer et hunn, géingt ofschafen?

M. Fred Keup (ADR) | Also, Madamm Tanson, mir, d'ADR an ech, hunn dat hei net ugefaang. Mir sinn net à l'origine vun deem soi-disant Kulturkampf, deen hei ganz gedige gefouert ginn ass a wou Der jo mengt, et arrangéiert jo och eng ganz Partie Leit. Wann awer hei e Punkt, deen dobausse ganz vill polariséiert a wou Leit ganz derfir sinn, mee och Leit ganz dergéint sinn, hei esou ganz gedigen erduerchgeet, ass dat och vläicht net grad dat, wéi et an der Chamber och ëmmer sollt sinn. Well et sollten och vläicht hei d'Meenungen erëmgespigelt gi vun der Gesellschaft dobaussen. Mir hu mat deem Kampf net ugefaangen.

Dat Zitat hunn ech einfach zitéiert, fir drun ze erënneren, dass et eng Kéier ... An dat maachen ech mir guer net zu eegen! Ech wëll just eng Kéier soen: Et ass eng Zäit ginn, do huet d'CSV fir esou Saache wéi déi do, esou Wäerter, déi mam Chrëschtentum zu dinn hunn, hei vehement gekämpft. An dat Zitat do war nach net dat Stäerkst. Ech hätt och nach anerer kënne bréngen.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen.

M. David Wagner (déi Lénk) | Géift Der et dann ofschafen? Géift Dir et ofschafen?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech hat nach eng Fro gestallt. Géingt Dir dann d'Gesetzesgeebung, wéi mer se haut hunn, ofschafen?

M. Claude Wiseler, Président | Sou!

M. Fred Keup (ADR) | Dir hutt ... Jo, dat ass d'Fro mat der Menace. Et ass ganz kloer: Wie soll dann ...? Dir maacht eng Verfassungsännerung, ...

(Brouhaha)

... well Der Angscht hutt, dass eng Partei heihinner kënnt ...

(Interruptions)

... an d'Ofdreiwung verhënnert. Déi, déi hei am stäerkste kritesch sinn ...

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo oder nee, Här Keup?

M. Fred Keup (ADR) | ... géintiwwer der Ofdreiwung an am meeschte fir d'Liewe sinn, dat sinn nun emol mir. Et ass jo keen aneren do!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat heescht, Dir géingt et ofschafen?

M. Fred Keup (ADR) | Dat hu mer net gesot. Dat steet och net an eisem Programm.

(Interruption)

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat heescht, Dir géingt et net ofschafen?

M. Fred Keup (ADR) | Et steet awer eppes vill méi Nuancéiertes do. Et steet dran, ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Fred Keup (ADR) | ... dass mer wëllen eng konkreet Politick maachen, fir d'Ofdreiwung esou wäit wéi méiglech hei am Land, soe mer mol, net gesetzlech onbedéngt ze verhënneren, mee esou ze verhënneren, dass een déi Leit ënnerstëtzt. An dat ass de Punkt!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Sou! Merci, Här Keup. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci. Also, wann Dir sot: „dat esou ze verhënneren, dass een d'Leit ënnerstëtzt", da sot Der alles a säi Contraire an engem Saz. Well wann ech d'Leit ënnerstëtzen, dann ënnerstëtzen ech se an hirem Choix, dee se fir sech maachen an dee se musse maachen.

An ech kann do nëmmen nach eng Kéier zréckkommen op dat, wat d'Madamm Bofferding gesot huet: Eng Ofdreiwung, dat ass eppes ganz Schwéieres fir eng Fra an dat ass net einfach esou eppes, wat een niewebäi mécht! Dofir wëll ech dat nach eng Kéier hei ganz kloer soen – och Iech!

Ech hunn awer zwou ganz einfach Froen – nieft deenen, déi d'Madamm Tanson gestallt huet, déi ech och hat. Mee éischtens emol: Sidd Dir der Meenung, dass Är Parteipresidentin net eloquent genuch ass, dass Der do hannendrun nach eng Kéier musst kommen, fir hei nach eng Kéier grouss opzetrompen an der Chamber bei där heiter Debatt? Well ech sinn do ganz bei der Madamm Tanson: Dat war jo awer elo eng serein Debatt, wou mer matenee geschwat hunn a wou och deen een oder anere Froe gestallt huet.

A meng zweet Fro – ech muss se awer eng Kéier stellen –: Oder maacht Der et just, fir nach e schéine Clip op Social Media kënnen ze posten?

Plusieurs voix | A!

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, Dir ...

(Interruption)

M. Fred Keup (ADR) | Nee, also, Madamm Cahen, mir sinn hei gewinnt, dass mer ganz oft heibanne vläicht ganz minoritär sinn – elo fënnef, vläicht stëmmt nach deen een aneren hei och géint dës Propositioun. Mir wëssen dat. A mir wëssen hei, dass da ganz oft hei déi grouss Verbrüderung stattfënnt an Dir alleguerten eng aner Meenung hutt. An da sidd Der alleguer zesumme ganz staark, wa mir just zu fënnef sinn. Dat wësse mir.

Plusieurs voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Dat wësse mir alleguerten.

(Interruptions)

Mir wëssen awer och, dass et dobaussen nach méi Leit gëtt, déi eis ënnerstëtzen, an dass do dat Verhältnis net méi esou ass, ...

Une voix | Dir vergläicht et ëmmer, wa gewielt gëtt!

M. Fred Keup (ADR) | ... wéi et hei vläicht ass: 5:55. Dat wëll ech awer och soen.

An et geet och net hei drëms opzetrompen. Et geet eng Kéier och drëm, hei kloer ze soen, wat hei gemaach gëtt a wéi iwwerflësseg dës geplangte Reform vun der Verfassung eigentlech ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Wann ech elo richteg verstan hunn, wëllt den Här Zeimet net Froe stellen, mee nach eng Kéier als Riedner d'Wuert huelen.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Absolutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. A vu datt d'CSV nach 20 Minutte vun hirer Riedezäit huet, ...

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | ... kritt den Här Zeimet d'Wuert.

(Hilarité et interruptions)

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President.

Plusieurs voix | De Mikro ass net un.

M. Fred Keup (ADR) | O, loosst en aus!

Une voix | O!

(Hilarité et brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Interruption)

De Mikro ass un. Dir kënnt.

Une voix | Elo geet et.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech stelle fest, datt hei zu menger Lénker eenzel Leit mengen, ech sollt net d'Wuert ergräifen.

(Interruption)

Mee ech mengen et awer, och wann Dir et net wëllt héieren. An Dir lauschtert elo mol no!

M. Fred Keup (ADR) | Dach, dach, dach!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dir lauschtert elo mol no!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, gären!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, Dir lauschtert elo mol no! Well esou, wéi Dir dat hei maacht, geet dat net. Sou geet dat net!

An et ass scho gesot ginn: Bis ewell war dat jo eng ganz serein Debatt, bis zu deem leschten Optrëtt.

(Interruptions et hilarité)

Et deet mer leed fir alleguerten déi, déi elo gemengt hunn, si wären éischter doheem. Mee mir haten nach Zäit a mir loossen dat esou net op eis sëtzen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Well fir d'CSV-Positiounen ze erklären, brauche mir sécherlech kee vun der ADR. Duerfir si mir grouss an al genuch, fir dat selwer ze maachen!

An elo verschidde Punkten, Här Keup:

Deen éischten ass elo mol deen, datt mer hei iwwer eng Constitutioun decidéieren. Mir maache Gesetzer. A mir mussen do och als Partei jidderee fir sech kucken. Mir maachen dat fir jiddereen, egal wéi eng Iwwerzeegungen een huet. An net jiddereen, deen op menger Bänk sëtzt, ass vun der Ofdreiwung iwwerzeegt an huet vläicht fir sech perséinlech e ganz anere Glawen an eng ganz aner Iwwerzeegung. Mee mir decidéieren hei fir alleguerten d'Fraen a fir alleguerten d'Leit am Land – net aleng no eiser Iwwerzeegung, mee am Interêt vum Land! Dat ass dat Éischt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat Zweet ass: Dir hutt jo un eis Geschicht erënnert an un d'Debaten, déi hei am Haus viru gutt 50 Joer gefouert goufen. Ech hunn dat och an de Memoirë vum Här Werner nogelies, nach gëschter. Dat waren ustrengend Debatten. A sécher, d'CSV hat deemools eng aner Positioun. An d'CSV war deemools géint dat Gesetz. Mee d'CSV ass 1979 an d'Regierung komm an d'CSV huet dat Gesetz net ofgestëmmt (veuillez lire: ofgeschaf). An d'CSV huet an deene Joren duerno all d'Liberaliséierungsschrëtt matgemaach – all! An däers si mir eis och bewosst, well mir sinn eng Partei, déi diskutéiert an déi evoluéiert.

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | A konservativ ze sinn, heescht och, zu senge Positiounen ze stoen, Här Keup, a Wäerter och ze liewen. An dofir brauche mer Iech sécherlech net, fir eis dat ze erklären!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Well mir liewen eis Wäerter a mir liewen eis Iwwerzeegungen. Mee dat heescht net, datt mer anere Leit eis Iwwerzeegungen an eise Glawe virschreiwen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | An da wëll ech Iech nach eppes soen, well Dir sidd jo esou verléift an d'80er-Joren.

(Hilarité et interruption par M. Fred Keup)

Ech muss Iech awer enttäuschen: D'80er-Joren, déi sinn eriwwer. An Är Presidentin, déi par rapport zu Iech nach eng zimmlech räsonabel Ried hei gehalen huet, déi huet jo gemengt, Dir wäert d'CSV, wéi se an den 80er-Jore war. Ech kann Iech soen: Ech si Member ginn an der CSV an den 80er-Joren, ganz genau am Joer 1988. An ech kann Iech soen: Wann d'CSV deemools esou gewiescht wär, wéi Dir haut sidd, da géif ech hei net stoen als Fraktiounspresident vun der CSV!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Premierminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, d'Regierung ass sech bewosst, datt Verfassungsännerungen aleng d'Kompetenz vun der Chamber sinn. Vu datt eng Verfassungsännerung, jo, e groussen Effet huet op d'ganzt Land, wollt ech Iech och soen, datt d'Regierung dës Verfassungsännerung wärend hirer ganzer Diskussioun enk suivéiert a positiv begleet huet.

Et geet hei ëm déi Grondrechter, déi eis alleguerten am Land solle verbannen. An duerfir ass et gutt, wa mer déi stäerken. D'Verfassung ass dat, wou e breeden Deel vun der Gesellschaft an e ganz groussen Deel vum Parlament – duerfir déi speziell Majoritéiten – sech muss dran erëmfannen. Et ass an deem Geescht a well mer der Meenung sinn, datt een ëmmer erëm muss d'Fräiheeten, déi iwwert d'Zäit evoluéieren, och an der Verfassung verankeren, datt mer dës Demarche, déi d'Chamber haut hei hëlt, positiv begleeden.

Déi zweet Remark wëll ech trotzdeem maachen, trotz all deem, wat virun elo fënnef Minutte geschitt ass. De Fait, datt hei Parteie vun der politescher Mëtt, datt hei Parteien am breede Konsensus zesummen zu engem Text komm sinn, ass gutt, fir datt mer eis Gesellschaft net splécken. E klengt Land ass staark, wann et zesummesteet. An duerfir huet een och eng Verfassung. An duerfir gëtt eng Verfassung mat enger breeder Majoritéit, enger konstitutionneller Majoritéit, ugeholl.

An datt mer wärend deem Debat, net nëmmen de Mëtten – mat Ausnam vun de leschte fënnef Minutten –, mee wärend deene Méint, wou dat diskutéiert ginn ass, op eng respektvoll Aart a Weis tëscht den eenzelne Gruppen an der Bevëlkerung, tëscht den eenzelne Parteie geschwat hunn, dat ass eppes, wat ech am Numm vun der Regierung extreem begréissen. An ech wollt dat hei och um Enn vum Debat am Numm vun der Regierung soen.

D'Regierung, wéi gesot, steet där Verfassungsreform hei positiv géintiwwer, och wa si sech selbstverständlech aus institutionelle Grënn net u Verfassungsreforme ka bedeelegen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Regierung Merci. Domat wären dann d'Diskussiounen zu dësem Sujet ofgeschloss.

Da kéime mer zu dem éischte Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 8379. Den Text steet am Document parlementaire 8379[12]. Konform zum Artikel 131 vun eiser Verfassung ass e Minimum vun zwee Drëttel vun de Stëmme vun de Membere vun der Chamber erfuerdert. An nach eng Kéier: De Vote par procuration ass hei net erlaabt.

Premier vote constitutionnel sur la proposition de révision de l'article 15 de la Constitution 8379

Ech maachen d'Ofstëmmung op. De Quorum ass erreecht. Kuckt nach eng Kéier, ob jiddwereen ofgestëmmt huet. Dat schéngt de Fall ze sinn. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 48, Nee: 6, Abstentiounen: 2. Dës Propositioun ass also mat 48 Jo-Stëmme géint 6 Nee-Stëmme bei 2 Abstentiounen am éischte Vote constitutionnel ugeholl ginn. Dat ass also elo esou decidéiert. Voilà.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et Lydie Polfer ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

M. Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : M. Gérard Schockmel ;

MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Se sont abstenus : MM. Jeff Boonen et Paul Galles.

11. Question élargie n° 71 de M. David Wagner au sujet de la mise en œuvre des projets de logements abordables

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass déi erweidert Fro Nummer 71 vum Här David Wagner iwwert d'Ëmsetzung vu Projete fir bezuelbare Wunnraum. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro. An d'Regierung huet 10 Minutten zur Verfügung. Här Wagner, et ass un Iech.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech mengen, déi Fro, déi ech wäert stellen, ass vläicht manner emotional belueden, mee ech leeën d'Dagesuerdnung net fest. Ech sinn awer ganz glécklech iwwert dat, wat elo grad geschitt ass.

Här President, ugangs Januar si mer iwwert d'Press gewuer ginn, dass zu Harel an der Stauséigemeng e Projet vun der SNHBM net wéi geplangt realiséiert soll ginn. Geplangt waren hei 67 Wunnenge fir de Verkaf mat Emphyteos, also ouni den Terrain. Säit 20 Joer soll dee Projet schonn an éischte Planunge gewiescht sinn, mee en ass eeben ni realiséiert ginn.

D'SNHBM hätt hei Bedenke gehat bei der Attraktivitéit vun dëser Verkafsformel an enger Regioun vum Land, wou den Terrainspräis e Stéck manner an d'Gewiicht fält wéi a Richtung Süden oder Zentrum vum

Land. D'Stauséigemeng an d'SNHBM hu sech dunn drop gëeenegt, dass 40 Lote vun der Gemeng solle verkaaft ginn um Privatmarché, wärend d'SNHBM Loten hält, fir 24 Appartementer an dräi Haiser fir d'Locatioun ze bauen.

U sech ass dat, wat an dëser Gemeng decidéiert ginn ass, keen Novum. Reegelméisseg gi mer gewuer, dass Gemenge Bauterrain verkafen. Eng Recherche am Internet ergëtt direkt vill Treffer vu Gemengen, wou genee dat selwecht geschitt: zu Wolz, zu Conter, zu Helperknapp, zu Sëll a sou virun. Och an der Stauséigemeng leeft den Ament den Appel à candidature fir ronn 30 Bauplazen zu Noutem. D'Gemeng verkeeft hei Lote fir 38.000 Euro den Ar.

Mir wëllen deementspriechend och elo hei net iergendeng Gemeng un de Pranger stellen, well et aus Gemengesiicht sécherlech och novollzéibar Grënn dofir ka ginn, esou virzegoen. A fir déi Leit, déi esou relativ bëlleg un en Terrain kommen, ass et am Endeffekt och egal, wat d'Beweeggrënn waren.

Geneesou wéineg geet et eis drëms, der SNHBM hei e Virworf ze maachen, wa se feststellt, dass de Verkaf mat Emphyteos komplizéiert kéint ginn, wuel wëssend, dass d'SNHBM an de leschte Joren deels e bësse Schwieregkeeten hat, hir Wunnenge mat dëser Formule ze verkafen – net aus eegenem Verschelden, mee doduerch dass héich Baupräisser, bleiwend héich Zënsen an d'Revenuen, déi net méi matkommen, e fatale Cocktail fir ëmmer méi Leit op der Sich no enger Wunneng gi sinn.

Villméi mécht d'Beispill vun dem Lotissement zu Harel e puer méi fundamental Problemer méi däitlech siichtbar respektiv werft wichteg Froen a puncto Ausriichtung vum abordabele Wunnengsbau op:

Éischtens: Ënnert dem Strëch steet de Constat, datt et eis zwar u Bauterrain an ëffentlecher Hand feelt, gläichzäiteg awer kontinuéierlech Bauterrain vu Gemenge verkaf gëtt. Eleng bei de puer Gemengen, déi ech virdrun opgezielt hunn – eng Selektioun also –, geet et ëm ronn 300 Wunnengen. Wéi ass dann dem Logementsminister seng Positioun zu dëser Entwécklung? Probéiert de Logementsministère hei entgéintzewierken, beispillsweis andeem aner Léisunge fonnt ginn, ouni dass en Terrain verkaf gëtt? Mir brauchen och Wunnenge fir Leit mat Handicap, Jugendwunnengen, fir Refugiéën, fir d'Kanner- a Jugendhëllef et cetera.

Zweetens: De Fonds spécial keeft reegelméisseg Bauterrainen uechtert d'Land. Dobäi fält op, dass och ganz ländlech Uertschaften derbäi sinn, wéi Pëtschent, Useldeng, Hiefenech oder Lenneng. Op deene Plazen ass et ganz schéin, mee d'Fro stellt sech awer: Sollen do Locatiounswunnengen hin? Wëllen déi Gemengen dat? A wann net, wie keeft do onbedéngt en Haus ouni den Terrain? Méi generell froe mir eis, wéi genee d'Stratégie d'acquisition vum Fonds spécial ausgesäit.

Drëttens: D'SNHBM ass eng privatrechtlech Entreprise mat honnertprozentegem ëffentlechem Kapital. Si kann net à perte schaffen a kritt och keng Compensation de service public vum Staat. Si kann also net ze laang op net verkaafte Wunnenge sëtzebleiwen a kann och, Stand haut, net ze vill staark integral op d'Locatioun setzen. Déi Diskussioun hate mer scho méi oft hei. Dofir meng Fro: Gëtt et Iwwerleeungen, der SNHBM an Zukunft méi Moyenen ze ginn, zum Beispill Kapitalerhéijungen, Compensations de service public, fir dass se an Zukunft méi staark an d'Locatioun ka goen, wuel wëssend, dass och d'Gemenge Lëtzebuerg, Esch, Déifferdeng oder Diddeleng – déi gréisser Gemengen – do kënne matdecidéieren?

An da véiertens: Generell ass an de leschte Joren e Problem bei der Vente abordable entstanen. Héich Zënsen ecartéiere vill Leit, déi eigentlech eligibel wieren, well se kee Prêt op der Bank kréien. Leit, déi e Prêt kréien, sinn net eligibel oder zéien et vir, wéi beim Beispill Harel, léiwer en Terrain matzekafen. Dofir meng Fro: Stellt sech d'Fro vun der Attraktivitéit vun der Vente mat der Emphyteos um Terrain méi generell a besonnesch a méi ländleche Géigenden? Bleiwen ëffentlech Promoteuren deels och op esou Wunnenge sëtze respektiv hu se Problemer beim Verkaf? Ass d'Méiglechkeet an esou Fäll ginn, esou Wunnengen dann an d'Locatioun ze ginn?

An da meng lescht Fro: Schwiereg gëtt et dann, wa Gemenge keng abordabel Locatioun wëllen, sou wéi et am Agangsbeispill Harel och soll de Fall sinn. Wann dat Schoul mécht, da kréie mer ëmmer méi eng Aart Logement à la carte, wou eng Gemeng no där anerer aus der Solidaritéit kann austrieden. Dat geet net laang gutt. Dofir déi méi prinzipiell Fro, ob de Logementsminister der Meenung ass, dass déi aktuell Reegelen a finanziell Ureizer an déi, déi elo mam neie Logement-abordables-Gesetz kommen, duerginn, fir weiderzekommen, oder ob net méi strikt Gesetzer musse kommen, beispillsweis minimal Prozentsätz fir abordabel Wunnenge pro Gemeng.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Dann huet de Logementsminister d'Wuert.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, merci och dem Deputéierten David Wagner fir déi Froen hei, déi, mengen ech, alleguerte pertinent sinn, wou mir awer eng differenzéiert Äntwert a virun allem eng pragmatesch Äntwert sollten drop fannen.

Mir wëssen och, wéi d'Gesetzgeebung ass, wat d'Zoustännegkeete vun de Gemenge sinn, wat hire Fräiraum ass. An dozou, zu hirer Autonomie, gehéiert eeben och fir e Besëtz, dee se dann eeben emol hunn a wou se kënnen driwwer decidéieren, wat se maachen, dee gegeebenefalls och ze verkafen, wa se dat wëlle maachen. A wann dat Bauterrain ass, da kënne se dat och maachen.

Ech gesinn an eenzelne Blécker hei am Sall, datt déi Fräiheet nach net jidderengem duergeet. Dir wollt se awer elo schonn aschränken, mee dat ass nun awer emol eng Realitéit.

Wann ech soen, mir sollten och pragmatesch drugoen: Mech huet dat geiergert, wat Iech, mengen ech, och geiergert huet, dat ass, datt zu Harel – Stauséigemeng – e Projet ugefaange gouf ze realiséieren, d'Infrastruktur läit do, mee d'Haiser an déi Appartementer sinn net realiséiert ginn, an dat elo schonn zanter Längerem. Duerfir hunn ech mech an den Auto gesat a sinn op Harel gefuer, hu mam Buergermeeschter a mat sengem Schäfferot geschwat. Ech hunn den Direkter vun der SNHBM matgeholl. A mäin Zil war, datt mer do elo bauen. An dat geschitt jo och elo. Dat war emol mäin alleréischt Zil.

Ech wëll och soen, ech mengen, datt, wann ee bei Gemenge kéim a géif soen: „Elo maacht Der dat doten esou, esou an esou", an dat awer net onbedéngt integréiert kéint ginn an eng Entwécklungsstrategie vun der Gemeng, och eng Strategie, wat d'Entwécklung vun hirer Populatioun ubelaangt, an dat, wat d'Gemeng packt, an déi Populatioun, déi se wëll ophuelen, an deen Effort, deen Dir och hei vun all Gemeng eigentlech aklot, fir och Logements abordables ze maachen, och an der Locatioun Wunnenge kënnen unzebidden, da musse mer awer kucken – Harel, Dir hutt d'Zuel vun de Wunnenge genannt –, da kéint et och emol ganz normal sinn, datt eng verantwortungsbewosst Gemengeféierung géif soen: „Dat doten, dat gëtt mer en Tickwäit ze vill."

A wann ech dann als Minister do sëtzen, da verstinn ech dat, well ech war och emol Buergermeeschter an ech hunn an änleche Fäll net grondsätzlech aneschters iwwerluecht. An haut als Minister, als Wunnengsbauminister, soen ech och, datt d'Mixitéit vu Quartieren, och d'Populatioun an de jeeweilegen Dierfer, och an engem Duerf wéi Harel, och kengem egal soll sinn. An duerfir sollte mer differenzéiert kucken a pragmatesch kucken.

An déi Léisung, déi derbäi erauskomm ass, déi war nun eeben emol, ze soen, mir kucken, datt mer en Deel Wunnenge bauen iwwert d'SNHBM, déi och an d'Locatioun wäerte goen, dat, wouvun och d'Gemeng seet: „Dat brauche mir an eiser Gemeng. Dat brauche mer och zu Harel. Dat brauche mer fir eis Populatioun. Dat brauche mer fir Mënschen, déi vläicht och dohinner schaffe kommen", ...

(Interruption)

... an datt en aneren Deel eeben aneschters commercialiséiert gëtt.

An Dir hutt d'Grënn hei genannt, well d'Attraktivitéit vum Modell, den Terrain iwwer Bail emphytéotique zur Verfügung ze stellen an eng relativ bescheide Redevance ze froen, ass natierlech a Ballungsgebitter, wou den Terrain e Multipel wäert ass vun deem, wat en eeben zu Harel wäert ass, vill méi attraktiv, wéi dat zu Harel oder generell am ländleche Raum de Fall ass.

Elo fält mer awer och net onbedéngt eppes an, wéi een de Prinzipp vum Bail emphytéotique am ländleche Raum méi interessant kéint maachen, well et kann een de Leit jo och net nach Suen zréckginn, wa se do op engem Terrain bauen, a vill Marge no ënnen ass jo awer och net. An duerfir si mer op déi dote Konklusioun komm.

Dir kritiséiert – dat kann ee maachen –, datt d'ëffentlech Hand dann awer ëmmer nees Terrainen opgëtt. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt zanter elo gutt zéng Joer de Staat do, wou en d'Verantwortung iwwerhëlt, dat net mécht. An dat hu mer och zu Harel net gemaach, well mir hunn als Staat an als staatlech Strukturen, wéi eng SNHBM, den Terrain un d'Gemeng verkaf. An d'Gemeng huet an hirer Autonomie dat gemaach, wat se elo gemaach huet, och wann ech dat kann novollzéien. Mee de Staat verkeeft keng Terrainen, virun allem net u Particulieren, wa se fir Wunnraum klasséiert sinn. A mir realiséieren do eis Projeten dorobber.

Jo, et ka sinn, datt d'Gemengen dat nach maachen. Dir hutt Beispiller opgezielt. Mee ech denken, datt dat relativ iwwerschaubar ass. De Staat, par contre, iwwerhëlt seng Responsabilitéit, weider Terrainen ze kafen, déi dann ëffentlech Terraine ginn, a se dann ze entwéckelen, wa se esou klasséiert sinn, wa mer se esou beieneen hunn, datt se kënnen entwéckelt ginn. 2025 waren dat 18,6 Hektar, déi fir déi doten Zwecker queesch uechtert d'Land kaf gi sinn. Ëmmerhin, wann ee kuckt, wéi déi Terraine klasséiert sinn, da géif dat bal 1.000 Wunnengen ausmaachen, déi dorobber kéinte gebaut ginn. Dir wësst, wat eis ëffentlech Promoteure momentan un Output hunn. Also eppes, wat vill doriwwer läit. Dat heescht, mir sinn och amgaangen, hei eng Reserv fir d'ëffentlech Hand unzeschafen.

Mir sinn och amgaangen ze kucken, iwwer eng Neioplag vum Plan sectoriel „Logement" weider Terrainen ze reservéieren, déi dann och duerno eng Kéier sollte fir Wunnraumentwécklung genotzt kënne ginn. Mir sinn och amgaangen, bei deenen Terrainen, déi

schonn als Zone d'habitation prioritaire klasséiert sinn am besteeënde Plan sectoriel „Logement", do méi aktiv drun erunzegoen, mat de concernéierte Gemengen an éischter Linn drun erunzegoen, fir d'Entwécklung an de Grapp ze huelen, awer och drun erunzegoen, fir ze kucken, ob een do d'Proprietären entweeder iwwerzeegt kritt, e Projet matzemaachen, oder d'Proprietären och vläicht iwwerzeegt kritt, Terrainen ze verkafen, fir datt duerno de Gros vun den Terrainen dach awer op d'mannst vun deene gedroe gëtt, déi déi Projeten do wëlle realiséieren.

Mir proposéieren och deene concernéierte Gemengen, do gemeinsam Konventiounen ze maache fir den Developpement vun deenen Arealer, fir ze kucken: Wéi plange mer zesummen, wéi déi Terrainen do erschloss kënne ginn? Wéi deele mer eis och d'Käschte fir dee Prozess, dee mer do kënne maachen, fir ze kucken, datt mer op deenen Terrainen do weiderkommen?

De Plan sectoriel aleng ass op jidde Fall net duergaangen. Dee verhënnert eigentlech just, datt näischt aneschters mat deenen Terraine geschitt, a reservéiert se duerno eng Kéier fir Wunnraum, duerch dee méi staarken Engagement och hei vum Staat zesumme mat de Gemengen, de Proposen, fir Terrainen opzekafen. Domadder assuréiere mer och, datt mer der Entwécklung vun deenen Terrainen e Stéckwäit méi no kommen.

Dir wësst och, datt mer e Gesetz hunn iwwert den Aménagement communal, wou mer den Artikel 29bis hunn, deen natierlech momentan net esou dréit, wéi en eigentlech sollt droen. E gesäit vir, datt e gewëssene Prozentsaz an neie PAPe jo och reservéiert gëtt, da souwuel den Terrain wéi awer och dat, wat drop kënnt, fir e Logement abordable. Entweeder gëtt den Terrain cedéiert an da baut d'ëffentlech Hand herno – dat kann eng Gemeng sinn, dat kann en ëffentleche Promoteur sinn – dorobber Logements abordables oder et gëtt direkt vum private Promoteur matgebaut an da geet et zum Gesteeungspräis iwwer un d'Gemeng oder och erëm eng Kéier un en ëffentleche Promoteur. Dat géif natierlech haut vill méi staark dréinen, wann de privaten Immobiliemarché méi géif dréinen, wa méi PAPe géifen entwéckelt ginn, realiséiert ginn. Momentan stockt deen Deel op jidde Fall ganz, ganz kloer. An do si mer och en Tickwäit leidtragend dovunner.

Ech wëll awer soen, datt mer dat largement kompenséieren iwwert deen Opkafprogramm vu Wunnengen um Plang, vu VEFA-Wunnengen, wou mer jo awer an deene leschten zwee Joer schonn en impressionante Chiffer u Signaturë gemaach hu vu Projeten, déi elo am Bau sinn. 2025: 362 Logementer. A wa mer elo kucken, wat nach alles an der Analys ass, an der leschter Phas eigentlech vun der Analys a vun der Negociatioun: nach emol 255 Wunnengen. A mir fueren och domadder weider. Domadder kréie mer jo och den Terrain mat an d'ëffentlech Hand a kënnen et duerno durablement och kontrolléieren.

Dir hutt nach d'Fro opgeworf iwwert de Rôle vun der SNHBM, ob mer do net eng weider Verschibung misste maachen. Déi lescht Regierung ass eigentlech higaangen an huet gesot, d'SNHBM, woubäi se virdru jo éischter d'Vocatioun hat, haaptsächlech fir de Verkaf ze bauen, abordabel ze verkafen, den Terrain wuel ze halen an de Steen zum Gesteeungspräis eigentlech um Marché unzebidde mat engem Réckkafrecht ..., datt gesot ginn ass, dat soll nach just zu 60 % an der Moyenne vun hire Wunnenge gemaach ginn a 40 % sollen och an d'Locatioun goen. Ech fannen dat eigentlech e gudde Kompromëss, deen op d'mannst an der Moyenne vun deem, wat realiséiert gëtt, soll ugestrieft ginn. Ob mer deen allkéiers an all eenzelnem Projet erëmfannen, dat ass dann nach eng aner Fro. Mee et ass op jidde Fall meng Virgab a mäi Wonsch, datt d'SNHBM do un hirer Politick näischt ännert.

Ech fannen nämlech och, datt mir grad an där Situatioun, wéi de Marché momentan ass, bei héije Präisser, bei héije Finanzéierungskäschten, wuel nach ëmmer eng grouss Verantwortung hu fir déi Familljen an déi Mënschen am Land, déi net abordabel kënne wunnen an net abordabel kënne lounen. Mee mir hunn der och mëttlerweil ganz vill, an dat geet bis an d'Mëttelschicht eran, déi do och Schwieregkeeten hunn ze kafen. An ech mengen, datt d'Politick och eng Verantwortung huet fir déi Leit, fir déi Mënschen a fir déi Familljen. An duerfir géif ech eigentlech elo dervunner ofroden, deen ee géint deen aneren do auszespillen, deen, deen abordabel wëll lounen, an deen, deen abordabel wëll kafen.

Mir sinn an enger Situatioun, wou jiddereen eigentlech gläichermoossen touchéiert ass. An dat, wat ech hei soen, geet jo net au détriment vun deenen, déi abordabel wëlle lounen, well mer hu vill, vill méi och an dësem Joer an am leschte Joer an abordabel Locatiounswunnengen investéiert, fir se ze realiséieren, wéi dat an deene Jore virdrun de Fall war. Mir brauche béides a mir brauche vu béidem méi.

Datt mer awer och virukommen, Här President – an da wëll ech och schonn ofschléissen –, weisen eigentlech och d'Chifferen an d'Depensë vun dem Fonds spécial: 2024 hate mer do nach Depensë vun 224 Milliounen Euro, 2025 hate mer Depensë vu 473 Milliounen Euro. Dat heescht, de Bagger rullt leider net am Privatsecteur, de Bagger rullt awer am Logement abordable, an dat an engem ganz impressionante Mooss, mat engem Plus vun 2024 op 2025 vun 111 %. An ech hoffen, datt mer an där doter Richtung och kënne weiderfueren. An dat ass sécherlech net aleng de Meritt vun der Regierung, mee dat sinn och Gemengen, dat sinn och Associatiounen, dat ass och natierlech de Privatsecteur, déi VEFA-Projeten ubidden, déi mer opkafen, déi dat dote Resultat ervirbruecht hunn. An an déi Richtung wëlle mer och ganz gären déi nächste Jore weiderschaffen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dir hutt zwar keng Zäit méi fir eng Zousazfro, mee Dir haalt se ganz, ganz kuerz, wannechgelift.

M. David Wagner (déi Lénk) | Ganz kuerz. Ech wëll och hei kee quälen.

Merci fir d'Äntwerten. Ech hat mech och am Virfeld mat engem Member vum Gemengerot vun der Stauséigemeng justement a Kontakt gesat, fir ze wëssen ... An ech verstinn, ech hu wierklech Verständnis fir déi Decisioun, déi se, mengen ech, souguer unanime geholl hunn, well et war warscheinlech déi beschten Decisioun, déi se konnten huelen an deem Kontext, datt se duerno dann awer och méi bëlleg wéi op anere Plaze verkaaft hunn.

Meng Fro ass awer, Dir sot elo grad: „Jo, de Staat verkeeft net privat, mee e kann zum Beispill u Gemenge weiderverkafen", an do stellt sech d'Fro, well et gëtt Gemengen, zemools méi kleng Gemengen, déi och net onbedéngt iwwer e Service architecte verfügen et cetera an déi dann duerno vläicht an eng Situatioun komme wéi déi heiten, wou se dann awer net méi deem kënnen nokommen, wat se urspréinglech wollten, ob de Staat oder de Ministère dann net awer do am Virfeld dat kann analyséieren, fir sécherzegoen, datt eng Gemeng duerno net an enger quokeleger Situatioun ass, wéi dat grad bei dëser Gemeng oder bei anere Gemengen de Fall war.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Minister.

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Ech probéieren och, kuerz ze sinn. Ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen, ech mengen, datt do elo eppes falsch verstane ginn ass, well et war net d'Gemeng, déi an enger quokeleger Situatioun war. D'Gemeng war eigentlech Demandeur, datt d'SNHBM do sollt bauen. An d'SNHBM huet gesot: „Wa mir no eisem übleche Modell do bauen, gi mir déi Wunnengen zu de jëtzege Konditiounen net lass."

Ech wëll hei eng Lanz brieche fir d'Stauséigemeng, well d'Stauséigemeng ass eng Gemeng, déi sech ganz staark am Wunnengsbau engagéiert ...

Une voix | Ganz richteg!

M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | ... an elo net nëmmen deen dote Projet jo zum Deel opkaf huet, fir en ze entwéckelen a weiderzeverkafen, mee dat och nach mat anere Projeten an hirer Gemeng gemaach huet an och nach wäert maachen.

An ech géif mer och Gemenge wënschen, déi sech vläicht um fräie Marché do nach méi staark géifen engagéieren, wéi se dat haut maachen, well mer wëssen, datt et dann och zu vernënftegen an och zu sozial ausgeriichte Konditioune géif geschéien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dëse Punkt dann ofgeschloss.

12. 8379 – Proposition de révision de l'article 15 de la Constitution (suite)

Zum Schluss vun der Debatt, déi mer virdrun iwwert de Changement vun der Constitutioun haten, hat d'ADR nach eng Motioun ofginn, déi ech vergiess hunn, zum Vott ze stellen nom Schluss vun där Debatt. Ech géing dat da wëllen elo nohuelen, well d'ADR e Recht huet, datt iwwer hir Motioun hei an dem Plenum ofgestëmmt gëtt oder driwwer diskutéiert gëtt. Dofir froen ech: Här Keup, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert dozou huelen?

Motion 1

M. Fred Keup (ADR) | Jo, gären, Här President, villmools merci. Ech mengen, wa mer esou eng Änneruung vun der Verfassung wëllen hei an der Chamber stëmmen, déi en plus néierens virgesi war an engem Walprogramm vun de Regierungsparteien, da wier et gutt, wann een och d'Populatioun méi breet géif matabezéien, dat am Sënn vun engem ganz demokratesche Prozess.

An duerfir si mer hei derfir, dass vum Vollek duerch e Referendum iwwert dat Ganzt ofgestëmmt soll ginn. Dat géif dann och derzou féieren, dass dobaussen d'Thematik méi breet diskutéiert gëtt, dass méi Leit sech och fir d'Politick interesséieren an dass et duerno ganz basisdemokratesch och d'Bierger hei am Land sinn, déi d'Decisioun huelen, ob déi Verfassungsännerung soll kommen oder net. A wéi dann ofgestëmmt gëtt, dat géife mer da respektéieren. Mee ech mengen, et wier wichteg, dass d'Vollek bei esou Punkte matentscheede kann, wat geschitt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Ech gesinn e puer Leit. Fir d'éischt fänke mer u mam Här Baum, dann den Här Goergen an d'Madamm Agostino. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk), auteur-rapporteur | Jo, merci, Här President. Als Alleréischt, nodeems mer

elo grad e Vott an éischter Lektür mat 48 Jo-Stëmme geholl hunn, also mat enger Fënnefsechstelmajoritéit, gëtt et eiser Verfassung no zwou Méiglechkeeten, wéi ee kann e Referendum maachen: Dat eent si 25.000 Ënnerschréften, dat anert ass d'Demande vu 15 Deputéierten. Dat, wat d'ADR hei freet, ass tout simplement irrecevable. Si fuerdert nämlech d'Regierung op, e Referendum ze maachen. Dat geet net! Den Artikel 131 vun eiser Verfassung gesäit genau d'Konditioune vir, a wéi engem Kontext Referenden zu Verfassungsfroe kënne gemaach ginn. Wann Der dat gemaach hätt, eng Resolutioun, woufir Der 15 Deputéiertenënnerschréfte gebraucht hätt, da wier se recevabel gewiescht an dann hätte mer kënnen iwwert de Fong schwätzen. Sou ass et, menger Meenung no, souguer verfassungswiddreg, wann een dat hei géif matstëmmen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. D'Prozedur ass effektiv fragwürdeg. Dir hutt se e bësse spéit eragereecht. Mee prinzipiell sinn ech der Meenung, dass een ëmmer e Referendum soll kënne maachen. Op wéi eng Aart a Weis Der et herno wëllt stattfanne loossen, ass déi aner Fro. Mir hu kruzial ënnerschiddlech Meenungen an dësem Theema, mee trotzdeem sinn ech awer der Meenung, dass och bei dësem Theema d'Leit hätte solle gefrot ginn, sou wéi bei ganz villen aneren Theemen och, wou leider de Courage vun der Politick net do ass, d'Leit ëm hir Meenung ze froen. Duerfir wäert ech dat haut matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Ech gesinn, et ass keng aner Wuertmeldung zu dësem Sujet do.

Da géing ech dës Motioun, d'Motioun vun dem Här Fred Keup, och zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 8, Nee: 52, Abstentioun: 0. Dës Motioun ass also mat 52 Nee-Stëmme géint 8 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 7 voix pour et 53 voix contre.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Diane Adehm), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par Mme Nancy Arendt), Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Stéphanie Weydert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

13. Motion de M. Fred Keup relative à l'élaboration d'une étude sur l'utilisation de la langue luxembourgeoise dans les crèches

(Motion déposée en séance publique n° 123 du 22 janvier 2026 – à consulter au compte rendu n° 50/2023-2028 en page 16)

An da komme mer zum nächste Punkt, zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Motioun vum Här Fred Keup, déi der Regierung den Optrag gëtt, eng Studie iwwert d'Förderung vun der Lëtzebuerger Sprooch a Crèchen ze maachen. Wéi üblech huet den Auteur 5 Minutten, all Fraktioun huet 5 Minutten, all Sensibilitéit huet 2 Minutten, d'Regierung huet 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Ricardo Marques, d'Madamm Barbara Agostino, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. Den Här Keup huet elo d'Wuert. Här Keup.

Exposé

M. Fred Keup (ADR), auteur | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, et geet hei ëm d'Lëtzebuergesch an de Crèchen an och méi allgemeng ëm d'Sproochen, déi an eise Crèchë geschwat ginn. Ech wëll do verschidde Constate maachen.

Deen éischten, dat ass, dass Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg eegenen Aussoen no festgestallt hunn, dass et grouss Ënnerscheeder gëtt tëschent de fréikandleche Betreiungsstrukturen am Land an datt een net genau weess, wou a wellechem Mooss wéi eng Sprooche méi oder manner gefërdert ginn. A si hunn och ofgeschloss domadder, dass ee mol misst eng Analys maachen, e Projet, wou d'Qualitéit vun de Crèchen zu Lëtzebuerg géif systematesch ënnersicht ginn, well et dat net gëtt. Ech zitéieren d'Fuerscher vun der Uni Lëtzebuerg.

Zweete Constat: Vill Elteren am Land beschwéiere sech, datt bei hirem Kand an der Crèche keen oder bal kee Lëtzebuergesch geschwat gëtt, an dat, obschonns d'Gesetz vun 2017 iwwert d'Kannerbetreiung ënner anerem festhält, datt d'Lëtzebuerger Sprooch an de Crèchë bei alldeeglechen an usuellen Aktivitéite soll benotzt ginn. An ech zitéieren och nach eng Kéier deen Artikel an der geschriwwener Press, wou och grad zu Diddeleng de Buergermeeschter vun Diddeleng, den Här Biancalana, gesot huet, dass an de privaten, konventionéierte Crèchë ganz oft kee Personal wier mat Lëtzebuergeschkenntnisser, dass dat d'Realitéit ass an dass et och net méiglech wier fir d'Gemengen, dat ze kontrolléieren.

An dann, drëtte Punkt, ass et esou: Mir hate mol den Här Meisch gefrot: „Jo, wéi vill Leit schaffen dann an de Crèchen am Land, déi konventionéiert sinn? A wéi vill vun deenen hunn déi néideg Lëtzebuergeschkenntnisser?" Offiziell ass et esou, dass an all Crèche eng Persoun mat engem Niveau C1 am Lëtzebuergesche soll 40 Stonne schaffen. Dat ass eisen Informatiounen no awer net de Fall. Duerfir hu mer den Här Minister gefrot. Dat si jo Crèchen, déi kréie Sue vum Staat an enger Konventioun, fir dat ëmzesetzen, wat mir hei am Gesetz decidéiert hunn. An den Här Meisch huet mer deemools geäntwert, dass de Ministère kee Kenntnisstand huet iwwert déi genee Zuel vu Leit, déi den Niveau C1 hunn an de Crèchen, wat jo ganz einfach festzestelle wier.

Et stellt een also fest, ënnert dem Strëch, dass d'Uni. lu seet, et misst eng richteg Analys gemaach ginn, et misst eng richteg Evaluatioun gemaach gi vum Terrain, déi et net gëtt. Et stellt een och fest, dass vill Crèchen net esou fonctionéieren, wéi se sollten. An net zulescht den Här Biancalana huet dat jo och gesot. Et gëtt also kloer e Problem, wat d'Sproochen a besonnesch d'Lëtzebuergescht ugeet. A mir stelle fest, dass d'Regierung, de Ministère, och net weess, wéi d'Sproochekenntnisser vum Personal an de Crèchë sinn, an och net weess, wéi vill der iwwerhaapt Lëtzebuergesch schwätzen, dat alles bezuelt vum Steierzueler.

Elo kann een natierlech d'Aen zoumaachen a soen: „O, iergendwéi klappt dat schonn an iergendwéi maache mer Kontrollen." Déi sinn eeben net do. Et gëtt och keng Analys. An duerfir maache mer hei déi Motioun, wou mer einfach fuerderen, dass d'Regierung déi Analys um Terrain vun der Sproochesituatioun an de Crèchë mécht.

Ech soen Iech Merci.

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass d'Barbara Agostino. Madamm Agostino.

Discussion générale

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Motioun fuerdert d'Regierung op, eng nei systematesch Etüd iwwert d'Qualitéit vun de Crèchen ze lancéieren, mat engem spezielle Fokus op d'Förderung vum Lëtzebuergeschen. Loosst mech direkt soen: D'Qualitéit an der fréikandlecher Bildung ass wichteg an d'Lëtzebuerger Sprooch ass wichteg. Dat stellt keen a Fro. Mee grad well et wichteg ass, musse mir op Basis vu Fakten diskutéieren an net den Androck vermëttelen, wéi wann näischt géif geschéien.

Zënter dem Gesetz vum 29. August 2017 hu mir e klore legale Kader fir d'Qualitéit an den Accueilstrukturen. D'Gesetz schreift kloer vir, datt d'Lëtzebuerger Sprooch an den alldeeglechen an usuellen Aktivitéite benotzt sollt ginn. Et definéiert d'Qualitéitskrittären, et verankert pedagogesch Prinzippien an et huet dozou geféiert, datt e ganze System vu Qualitéitssécherung opgebaut gouf.

Et gëtt en nationale Referenzkader fir d'nonformal Bildung. Et gëtt systematesch Weiderbildung fir d'Personal. Et gëtt pedagogescht Coaching. Et gëtt Evaluatioun. Dat ass keng Theorie, dat ass konkreet Praxis um Terrain.

An och bei de Sproochekompetenzen ass d'Gesetz kloer. An all Struktur muss mindestens eng Persoun mat C1 am Lëtzebuergeschen an eng Persoun mat C1 am Franséische present sinn. Vill Strukturen am Land ginn nach méi wäit a bauen op eng multilingual Kompetenz am Team. Dat ass d'Realitéit.

Mee kucke mir eis och d'Kontrollen un: 2019 goufen am Kader vum Agrement 81 Kontrolle sur place duerchgefouert. 2024 waren et der 714. Dat ass bal eng Vernengfachung bannent fënnef Joer. Vun deene 714 Kontrollen am Joer 2024 waren 348 administrativ Kontrollen, 205 Finanzkontrollen an 161 onugekënnegt Kontrollen op der Plaz. An dobäi bleift et net: Zousätzlech goufen 2024 nach 1.244 Visitte vun Agent-régionallen duerchgefouert, dat heescht iwwer 1.000 zousätzlech Presenzen um Terrain. Dat ass keng Theorie, mee eng massiv verstäerkt Kontroll a Begleedung.

Mir schwätzen also net vun engem System ouni Iwwerwaachung. Mir schwätze vun engem System, deen an de leschte Jore strukturell quantitativ a qualitativ staark ausgebaut gouf. D'Strukture ginn administrativ iwwerpréift, finanziell kontrolléiert, onugekënnegt besicht a kontinuéierlech begleet. An dobäi ginn och d'Norme vum nationale Referenzkader systematesch mat kontrolléiert.

An elo stelle mir eis d'Fro: Brauche mir wierklech nach eng nei Etüd? D'Etüd, op déi sech d'Motioun bezitt, weist Differenzen op. Si weist Entwécklungsfelder op. Mee si ass keng Alarmglack, déi e kompletten Neistart verlaangt. Si ënnersträicht d'Wichtegkeet vun enger permanenter Observatioun vun der Qualitéit. A genau dat maache mir awer schonn.

Wa mir elo eng nei separat Etüd bestellen, déi sech quasi exklusiv op d'Förderung vum Lëtzebuergesche konzentréiert, da riskéiere mir zwou Saachen: Mir duplizéieren d'Instrumenter, déi et scho gëtt, a mir vermëttelen e Signal vu Mësstraue géigeniwwer de Fachleit um Terrain.

Mir däerfen och net vergiessen: Lëtzebuerg ass e plurilinguaalt Land. Vill Kanner wuessen an engem multilinguale Kontext op. D'Förderung vum Lëtzebuergeschen ass wichteg, mee si muss an enger globaler, inklusiver Approche stattfannen. Et geet net drëm, eng Sprooch géint eng aner auszespillen, mee de Kanner e staarkt Fundament ze ginn.

Zousätzlech hu mir grad e Projet de loi deposéiert, deen d'Schafung vun enger Agence fir d'Qualitéit an der nonformaler Bildung virgesäit. Dat ass eng strukturell Reform, fir d'Qualitéitssécherung nach méi professionell, méi kohärent a méi transparent opzestellen.

Eng nei Etüd géif Zäit, Suen a Ressourcë bannen. Déi Ressourcë feelen dann eventuell an der direkter Ënnerstëtzung vun de Strukturen, an der Weiderbildung vum Personal oder an der pedagogescher Begleedung. Wa mir d'Qualitéit wëlle stäerken, da solle mir an d'Leit investéieren, net an eng zousätzlech Etüd.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet net dorëms, ob d'lëtzebuergesch Sprooch wichteg ass. Dat ass si. Et geet dorëms, ob mir e funktionéierende System ignoréieren a sou maachen, wéi wann näischt géif geschéien. D'Fakte weisen: Mir hunn e gesetzleche Kader, mir hu kloer Sproochreegelen, mir hu massiv verstäerkt Kontrolle vun 81 op 714 bannent fënnef Joer an iwwer 1.200 zousätzlech Visitten um Terrain an engem Joer. Aus dëse Grënn wäert eis Fraktioun dës Motioun net ënnerstëtzen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Agostino. An den nächste Riedner ass den Här Ricardo Marques. Här Marques.

M. Ricardo Marques (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech ka mech just de Wierder an där ganz detailléierter Analys vun der Kolleegin Barbara Agostino uschléissen. Mir hunn hei effektiv eng Motioun, déi d'Fro vun der Sproochförderung an de Crèchen a besonnesch d'Plaz vum Lëtzebuergeschen opwerft. Ech mengen, mir sinn eis heibannen all eens: Lëtzebuergesch ass a bleift eis Integratiounssprooch an et ass wichteg, datt d'Kanner schonn am fréien Alter domadder a Kontakt kommen.

Gläichzäiteg ass et wichteg, drun ze erënneren, datt dëst Zil schonn am gesetzlechen a pedagogesche Kader vun der Kannerbetreiung verankert ass. 2017 hu mir an der Chamber weider Mesüre gestëmmt, déi d'Sproocheförderung an de Betreiungsstrukturen nei strukturéiert hunn. Zënterhier gëtt an de Betreiungsstrukturen eng plurilingual Approche ëmgesat, an där d'Lëtzebuergescht eng méi zentral Roll spillt.

Dëse Kader ass och konkreet am Programm fir d'Éducation plurilingue fir Kanner vun ee bis véier Joer definéiert, deen an de Strukturen ëmgesat gëtt. En huet genee d'Zil, d'Kanner fréi mat de Sproochen aus hirem Alldag a Kontakt ze bréngen, a besonnesch och mam Lëtzebuergeschen.

Dofir si mer der Meenung, datt d'Instrumenter an de Kader am Fong schonn existéieren. Et geet also virun allem drëms, dës Approche konsequent ëmzesetzen an d'Strukturen dobäi ze begleeden. Aus deene Grënn recommandéieren ech menger Fraktioun, dës Motioun net ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Marques. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech mengen, et ass evident, dass d'Qualitéit an der Kannerbetreiung a besonnesch bei deene klenge Kanner iewescht Prioritéit muss hunn. Mee d'Qualitéit limitéiert sech jo awer wierklech net nëmmen op d'Lëtzebuerger Sprooch.

An et mécht mir vill méi Suergen, datt et all Joer ëm déi 200 Verwarnunge gëtt, well d'Bedreiwer vun de Crèchë sech net un d'Gesetzer halen, well se net genuch Personal hunn oder well et Problemer gëtt mat der Hygiène, Problemer wéinst dem Iessen, well et net genuch Plaze gëtt an esou virun.

A wann eng Etüd iwwert d'Qualitéit gemaach soll ginn, da wieren dat fir eis déi grouss Theemen. Bis elo konnt de Ministère och do mat de Kontrollen d'Saach net wierklech an de Griff kréien, och wann der méi gemaach goufen. Ech sinn elo gespaant, ob déi ugekënnegt Agence dann deem wäert Rechnung droen.

A wa mer schonn iwwert d'Sprooche schwätzen, dann och iwwert d'Förderung vun alle Sproochen, well da wëlle mer och wëssen, ob zum Beispill an de Strukture laanscht der däitscher Grenz och da wierklech impeccabel a genuch Franséisch geschwat gëtt.

Also fanne mer eng Etüd iwwert d'Qualitéit dréngend néideg, mee awer sécherlech net an där Form, wéi se hei gefuerdert gouf. Duerfir proposéieren ech och menge Kolleegen aus der LSAP-Fraktioun, dës Motioun net ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Jo, d'Qualitéit an eise Crèchen ass e Kärpilier vun der Aarbecht, déi do gemaach gëtt. An natierlech ass et och e Kärsouci vun de Verantwortlechen, fir dass d'Qualitéit assuréiert gëtt. An déi gëtt ofgepréift duerch déi bestoend Dispositiffen, an och um Niveau vun der Formatioun gëtt do Wäert drop geluecht.

Et géing mech hei interesséieren – d'Madamm Barbara Agostino huet scho ganz vill Zuele genannt –, och vläicht de Minister hei ze froen, awéiwäit d'Sproochefro och nach eng Kéier eng Roll spillt am Dispositif vun de Formatiounen, och fir do nach eng Kéier wierklech den Akzent drop ze setzen. Well ech mengen, et ass duerchaus eppes, wou ee muss eng ënnerstëtzend Hand ubidden.

Mir hunn de Programme plurilingue. Mir hunn och e Conseil scientifique fir de Programme plurilingue. Esou steet et zumindest um Site vum Ministère. Dorop ze fannen ass och e Bilan vun 2017 bis 2020. Et géing mech effektiv interesséieren, wéi de Bilan an deene Joren duerno ausgesäit. Dee war elo net esou einfach um Site ze fannen. Ech mengen, dass dat en Theema ass, wou een duerchaus och eng Kéier kann an enger Kommissioun doriwwer schwätzen an och einfach do eng Kéier de Point maachen. Dee Verglach ass, mengen ech, wichteg, och fir do nach eng Kéier ze kucken, wéi d'Entwécklung an der Zäit war.

Mee mir gesi ganz sécher kee Besoin hei, fir esou eng besoten Etüd an där doter spezifescher Spart ze maachen. Ech mengen, dass dat wierklech d'Liicht op eng falsch Problematik werft an dass een do wierklech duerchaus aner Outile kann hunn, fir de Suivi ze maache vum bestoende Programme plurilingue.

Dowéinst géing ech och deene Grénge recommandéieren, dës Motioun net matzestëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also fir eis muss ee fir d'éischt mol en Ënnerscheed maachen tëscht enger Gemengecrèche an dann deene privaten, profittorientéierte Crèchen, déi e Geschäftsmodell aus de Kanner maachen. Well do sinn ech ganz kloer der Meenung, dass d'Qualitéit vill besser misst gepréift ginn. A mat deem, wat een do vum Terrain héiert, ass et net esou, wéi elo d'Majoritéitsparteie gezielt hunn, dass do alles schéin a gutt ass, vun der Sprooch emol ofgesinn.

Ech ginn Iech och Recht, dass méi Lëtzebuergesch muss geschwat ginn, mee dat ass net meng Prioritéit. Meng Prioritéit ass, dass et de Kanner gutt geet, wa se an de Crèchë sinn. An dat kënne mer bei deene profittorientéierte Crèchen net ëmmer garantéieren. An duerfir gëtt et och esou vill Kontrollen an duerfir fannt Der esou vill schwaarz Schof.

An déi Etüd wär néideg, fir dass mer emol eng Kéier Transparenz erakréien. Well och do: Wann ee keng Angscht huet virun den Zuelen, déi erauskomme géingen, kann een déi Etüd jo roueg matstëmmen, well da géing jo dat, wat d'DP virdru gesot huet, alles schéi gutt erauskommen. Ech sinn net där Meenung. Wat ech vum Terrain héieren, ass genau de Contraire, virun allem bei deene privaten, profittorientéierte Crèchen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, mir hunn dat schonn e puermol gesot a systematesch, datt mir u sech en anere Modell favoriséieren, wat d'Crèchen ugeet. Mir sinn nämlech der Meenung, datt u sech och dee Service en éffentleche Service soll sinn. Leider si mer viru Joren an eng Richtung gaangen, iwwert d'Chèque-servicen an esou weider, déi u sech privat Crèchë mat Steiergelder awer subventionéiert a wou et natierlech eendeiteg méi komplizéiert ass, fir iwwert d'Kontroll ze kucken, wat do geschitt ass, quitte datt Dispositiffen en place hu misse gesat ginn. Mee d'Kontroll ze sécheren, ass vill méi komplizéiert an deem Fall.

An natierlech léisst sech d'Qualitéit vun de Crèchen net aleng duerch d'Lëtzebuergescht moossen, duerch d'Sproochen iwwerhaapt. A Lëtzebuergesch kann net déi eenzeg Sprooch sinn, déi do geschwat gëtt. An et muss ee sech iwwerhaapt virstellen, wat dat géif fir e Polylinguismus erfuerdere vum Personal, dat do schafft, fir all deem Rechnung ze droen. Mee et ginn natierlech Efforte gemaach. Mee et ass suboptimal,

wat d'Qualitéit ugeet. An en ëffentleche System wier warscheinlech besser kontrolléierbar.

Ech fannen et och spannend, datt d'ADR, déi a leschter Zäit jo an de leschte Joren ëmmer eng Lanz brécht fir déi total fräi Maartwirtschaft an ëmmer Krise baut, soubal ee seet, et misst een awer e bësse kontrolléieren ... Well de Maart, dee mécht dat jo ëmmer op eng perfekt Aart a Weis. Dat héieren ech ëmmer vun der ADR.

(Interruption)

An op eemol wëlle se awer intervenéieren. Dat ass e bësse witzeg.

Ech menge souwisou, déi meescht Kanner, déi duerno an dat, wat ee fréier d'Spillschoul genannt huet ... Et sinn der vill, déi eréischt do Lëtzebuergesch geléiert hunn. Well et geet jo der ADR haaptsächlech drëms, fir ze soen: „Oh là là, Lëtzebuergesch wäert verschwannen."

Mir haten eng Kéier eng Diskussioun doriwwer. Also ech sinn net an eng Crèche gaangen. Mir hunn doheem Franséisch geschwat an ech hu Lëtzebuergesch an der Spillschoul geléiert. Esou einfach geet dat. An ech mengen, et ass villen esou gaangen. Dat heescht, do ass en plus d'Fro e bësse falsch gestallt vun der ADR. Ech hu verstan, wourëms et geet. Mir wäerten dës Motioun net matstëmmen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Sinn elo nach aner Wuertmeldungen do?

Den Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Jo, merci, Här President. D'Chamber schéngt sech souwäit eens ze sinn, op d'mannst an der Majoritéit, wéi mat där doter Motioun ze verfueren ass.

Ech wëll vläicht zwou Saachen nach soen, déi mech gestéiert hunn un deem Argumentaire och hei vum Spriecher vun der ADR. Et gëtt d'Uni.lu zitéiert hei, datt se net géife wëssen, wéi genau dann d'Sproochesituatioun an d'Sproochepolitick an de Crèchë wär. Dat steet effektiv an deem Rapport dran. Mee allerdéngs war dat och net den Optrag vun deem Rapport. An duerfir hu se gesot, se kéinte sech dozou net exprimëieren. An et ass e bësse limitéiert allerdéngs aus dem Kontext gezu ginn, mee dat ass jo elo net wierklech iwwerraschend.

Dat anert, dat ass, datt mir net wëssen, an ech hunn dat op eng Question parlementaire am Laf vum leschte Joer geäntwert, wéi vill Mataarbechterinnen a Mataarbechter dann an de Crèchen insgesamt den C1 hunn. Mir kucke bei all Crèche, ob een den C1 huet, well dat ass nämlech dat, wat d'Gesetz virschreift. A wann dat de Fall ass, dann ass déi Crèche konform, wa se een C1-Mataarbechter am Lëtzebuergeschen huet an ee Mataarbechter vum Niveau C1 am Franséischen. Mir ginn natierlech net herno bei jiddereen, well dat misste mer jo maachen, bei all Agentin an all Agent do froen: „Wannechgelift, elo maacht emol e Sproochentest an da sot Der, wat Ären Niveau ass am Franséischen an am Lëtzebuergeschen!", an dann droe mer déi Donnéeën zesummen, fir op Är Fro kënnen ze äntwerten. Dat hu mer effektiv net gemaach, an dat ass och net den Esprit an och net den Text vum Gesetz.

Et ass virdru scho virun allem op ganz detailléiert Manéier vun der Madamm Barbara Agostino hei drop agaange ginn, wat d'Gesetz zanter 2017 freet vu Qualitéitsreegelen an och wat fir eng Qualitéitskontrollen en place sinn, datt mer zanter 2017 virun allem och Wäert drop leeën, iwwerhaapt emol drop Wäert leeën, datt een Agent do ass, deen och Lëtzebuergesch um Niveau C1 da ka schwätzen, datt mer awer gläichzäiteg och Wäert drop leeën, datt iwwerhaapt eng Förderung vun der Sproochekompetenz, vun der Kommunikatiounskompetenz bei deene klenge Kanner assuréiert gëtt, datt mer ee Référent pédagogique mussen nennen an all Struktur, deen da wierklech dat doten och an d'Hand hélt a kuckt, déi lokal Konzepter kënnen auszeschaffen an awer och datt se am Alldag ëmgesat ginn. Déi fléissen och an an déi Qualitéitsmanagementstrukturen a Kontrollstrukturen, déi mer hunn, nämlech de Concept d'action général, deen all Crèche muss hunn, wou och e Kapitel iwwert d'Sproochen natierlech dran ass, iwwert d'Förderung vun der Kommunikatiounskompetenz mat dran ass. An et ass och erëm genau dat, wat dann och am Kontext vun de Visitte vun den Agent régionalle wäert gekuckt ginn an och gekuckt gëtt.

An an deem Sënn, mengen ech, hu mer do en awer dach zimmlech enkmaschege Kontrollsystem, fir datt dat, wat mer zesummen – oder en Deel vun der Chamber, an ëmmerhin eng Majoritéit vun der Chamber – 2017 hei am Gesetz wollten, dann och um Terrain agehale gëtt.

A mir gi jo och méi wäit. Mat deene Gesetzesprojeten, déi schonn deposéiert sinn an déi mer hoffentlech och relativ schnell hei kënnen deposéieren, schafe mer nach eng Kéier eng Agence de qualité. Dat heescht, aus engem Service vum Ministère, deen dat dote soll suivéieren an d'Qualitéitsentwécklung soll ënnerstëtzen, maache mer och eng Verwaltung, déi, à l'image vum SCRIPT fir d'formal Bildung, dat och fir d'nonformal Bildung soll an d'Hand huelen.

An et ass och ee ganz wichtegen Acteur hei genannt ginn. Dat ass de Conseil scientifique, deen de ganze Programme plurilingue zanter 2017 bis haut suivéiert huet. An ech si gäre bereet, och do eng Kéier e Rapport, eng Synthèse, ze froe vun all hiren Observatiounen, vun deenen eenzelne Rapporten, déi effektiv ëmmer un de Ministère gaange sinn, mee déi mer awer vläicht a resüméierter Form och eng Kéier kéinten an der Kommissioun presentéieren, fir dann doriwwer eng Diskussioun kënnen ze féieren.

Ech weess, datt sécherlech deen een oder deen aneren heibannen, an ech selwer, sech géif wënschen, mer géife méi Educatricen an Educateure kënne rekrutéieren, déi perfekt Lëtzebuergesch schwätzen an an deem dote Secteur kéinten zum Asaz kommen. Ech weess awer och, datt dat sécherlech näischt ass, wat einfach opgrond vun engem fromme Wonsch wäert direkt geschéien, och net vun enger Decisioun, déi dës Chamber kann huelen, mee datt dat e laangen Otem wäert brauchen, fir datt méi Jonker, déi hei opgewuess sinn, déi lëtzebuergesch Mammesproochler sinn oder fréi Lëtzebuergesch geléiert hunn, dann och herno Lëtzebuergesch op engem Niveau kënnen assuréieren, datt se dat och mat de Kanner direkt am Alldag sollte wierklech pedagogesch sënnvoll kënnen asetzen. Mee duerfir hu mer jo och eng ganz Rei vun Initiative geholl, fir méi Educatricen a méi Educateuren hei zu Lëtzebuerg kënnen auszebilden.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldungen. Dann ass d'Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

An da géing ech d'Motioun vum Här Fred Keup zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 7, Neen: 53, keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 53 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Michel Lemaire, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par Mme Nathalie Morgenthaler), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Georges Mischo (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf (par M. Jeff Boonen), Charles Weiler (par Mme Octavie Modert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Marc Hansen, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana (par Mme Taina Bofferding), Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Ben Polidori), Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.49 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Sanctions contre Lukoil	3238	Marc Goergen	63
Hausse des marges des fournisseurs d'électricité	3240	Sven Clement	63
Situation et tendances du secteur postal	3241	Sven Clement	64
Application de la distance minimale entre cyclistes et véhicules	3301	Michel Lemaire	64
Contournement routier de Dippach	3302	Fred Keup, Michel Lemaire	65
Cadre légal pour la conduite autonome	3303	Marc Goergen	66
Langues utilisées dans les correspondances avec les administrations étatiques	3304	Marc Goergen	66
Indication des voies de droit et mention de l'Ombudsman dans les décisions communales et administratives	3305	Marc Goergen	66
Déclaration EUDR et charges administratives pour les agriculteurs	3306	Michel Lemaire	67
Concordance entre prix en rayon et prix en caisse	3307	Sven Clement	67
Soutien public à la revue queer.lu et contenu publié	3308	Fred Keup	68
Langues d'enseignement dans la formation d'éducateur	3309	Fred Keup	68
Stratégie de nation branding et valorisation de la langue luxembourgeoise	3310	Fred Keup, Alexandra Schoos, Tom Weidig	69
Placement de mineurs au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL)	3311	Dan Biancalana	69
Concessions de cabaretage	3312	Sven Clement, Marc Goergen	70
Sécurité du glyphosate	3313	Gusty Graas	71
Surproduction de pommes de terre	3314	André Bauler, Luc Emering	71
Refus des signatures digitales pour les contrats de conférenciers spécialisés	3315	Alexandra Schoos	71
Examen de promotion auprès des CFL	3316	Marc Goergen	72
Webinaire organisé par la « Belgian-Luxembourg Chamber of Commerce in Russia » (CCBLR)	3317	Franz Fayot	72
Contamination des céréales par le TFA	3318	Joëlle Welfring	73
Régime fiscal des impatriés	3319	André Bauler, Patrick Goldschmidt	74
Projet du Centre national pour collections publiques	3320	Dan Biancalana	74
Stratégie de lutte contre le trafic de stupéfiants	3321	Dan Biancalana	74
Réclamations liées aux services de taxi	3322	Yves Cruchten, Claire Delcourt	75
Insuffisance des mesures de protection des eaux	3323	Joëlle Welfring	76
Marché de l'électromobilité au Luxembourg	3324	Joëlle Welfring, Meris Sehovic	77
Possibilité de recours à un appel vidéo dans le cadre des interventions du 112	3325	Marc Goergen	78
Égalité entre les genres au Luxembourg	3326	Dan Hardy	78
Contrôle des activités liées à la CCBLR	3327	Sven Clement	78
Influence des investisseurs institutionnels et des sociétés sur le marché du logement au Luxembourg	3328	Sven Clement	79
Nouvelles procédures de l'Administration des contributions directes et sécurité juridique des contribuables	3329	Sven Clement	79
Présence de TFA dans les produits céréaliers	3330	Gusty Graas	80
Mise place des « return hubs » situés en dehors de l'Union européenne	3331	Yves Cruchten, Liz Braz	80
Activités de respect.lu et encadrement de l'utilisation des subventions publiques	3332	Dan Hardy	81
Transposition de la directive CSDDD et devoir de vigilance des entreprises	3333	Yves Cruchten	81
Accessibilité et cartographie des infrastructures culturelles au Luxembourg	3334	Georges Engel, Ben Polidori	81
Impact de la nouvelle taxe sur les ONG au Salvador et implications pour la coopération luxembourgeoise	3335	Yves Cruchten, Franz Fayot	82
Résultats des contrôles assurant la conformité des structures d'hébergement en matière de conditions d'accueil	3336	Djuna Bernard	82
Influence d'acteurs économiques et politiques étrangers sur la position luxembourgeoise dans le dossier CSDDD/« Omnibus I »	3337	Sam Tanson	83
Mise en place du système « Global Entry »	3338	Laurent Mosar	84
Intégration professionnelle des DPI, BPI et BPT et coordination des initiatives associatives	3339	Yves Cruchten, Francine Closener	84
Application nationale de la nouvelle directive européenne sur le permis de conduire et extension possible de la catégorie B à 4,25 tonnes	3340	Georges Engel	85
Recherche et encadrement du geoengineering au Luxembourg	3341	Dan Hardy, Alexandra Schoos	85
Logements non conformes et expulsions informelles dans la ville de Luxembourg	3342	Sven Clement	86
Capacité critique de la néonatologie au CHL	3343	Sven Clement	87
Objectifs européens de réduction du CO_2 des véhicules après 2035	3344	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	87
Publication d'une lettre ouverte sur les pesticides	3345	Gusty Graas	88
Accès des résidents français aux consultations de dermatologie au Luxembourg et impact sur le système de santé	3346	Alexandra Schoos	88
Licenciement d'une enseignante luxembourgeoise pour comportement radical non digne d'un agent de l'État	3347	Franz Fayot, Yves Cruchten	90
Déclarations du Président américain sur l'Union européenne et implications pour les relations transatlantiques	3348	Franz Fayot, Yves Cruchten	90
Menaces contre les magistrats, juges d'instruction et procureurs	3349	Dan Biancalana	91
Agressions et violences dans les transports publics	3350	Laurent Mosar, Maurice Bauer	91
Formation DAP Éducation	3356	Ricardo Marques	93
Annulation d'un conseil communal	3357	Marc Goergen	93
Campagne de signalisation autoroutière en langue luxembourgeoise	3358	Marc Goergen	93
Situation de la grippe au Luxembourg	3359	Mars Di Bartolomeo	94
Menaces commerciales américaines liées aux régulations européennes et impacts pour les entreprises luxembourgeoises	3361	Yves Cruchten, Georges Engel	94
Crise du secteur de la construction	3362	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	94

Violences gynécologiques	3363	Claire Delcourt, Mars Di Bartolomeo	95	Sanctions administratives des agents municipaux	3367	Marc Goergen	97
Publicité des hôpitaux et règles déontologiques du Collège médical	3364	Mars Di Bartolomeo	96	Rééducation après traitement oncologique	3368	Marc Goergen	97
Accord UE-Mercosur et protection de l'agriculture luxembourgeoise par la clause de sauvegarde	3365	Claire Delcourt	96	Plaques d'immatriculation personnalisées et reprise de véhicules de société	3369	Stéphanie Weydert	97
Recrutement de soldats volontaires non résidents dans l'armée	3366	Mars Di Bartolomeo, Liz Braz	96	Analyse du système des urgences dans nos hôpitaux et maisons médicales	3371	Mars Di Bartolomeo	98
				Accès des élèves de l'est du pays au LTA de Gilsdorf par les transports scolaires	3374	Stéphanie Weydert	99

Sanctions contre Lukoil | Question **3238** (25/11/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'USA hate weider Sanktioune géint Russland ausgeschwat an déi russesch Firma Lukoil op eng Sanktiounslëscht gesat. Lukoil huet och zu Lëtzebuerg Aktivitéiten a bedreift, ënnert anerem, eng Tankstell zu Rodange ënnert dem Markennumm. An hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3101 ginn d'Ministere keng Detailer dozou, ob Lëtzebuerg oder d'EU sech den US-Sanktiounen uschléissen. D'EU-Filiale vu Lukoil verkafen deemno weider hiren Ueleg a maache Suen domadder.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Wirtschaft, Aussenugeleeënheeten an Aussenhandel dës Fro stellen:

– Kann ausgeschloss ginn, dass iwwert d'Aktivitéite vu Lukoil zu Lëtzebuerg Suen an déi russesch Krichskeess iwwerwise ginn?

Réponse (23/12/2025) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den Import vu russeschem Réiueleg an och vu Pëtrolsprodukte vu russescher Hierkonft ass schonn zanter Juni 2022 verbueden. Ab dem 21. Januar 2026 gëllt dësen Import-Verbuet och fir Brennstoff, deen an engem Drëttland aus russeschem Réiueleg hiergestallt gouf.

Déi russesch Firma Lukoil steet aktuell net op enger EU-Sanktiounslëscht.

Filiale vu Lukoil, déi an der Europäescher Unioun etabléiert sinn, mussen awer, wéi all aneren EU-Betrib, déi gëllent EU-Reegelen anhalen, dorënner och all applikabel Sanktiounsregimmer.

D'Tankstellen, déi zu Lëtzebuerg ënnert dem Markennumm „Lukoil" operéieren, ginn net vum russesche Konzern selwer bedriwwen, mee vu private lëtzebuergesche Gesellschaften. Op Basis vun den aktuell verfügbaren Informatiounen huet d'Regierung keng Kenntnisser iwwer eventuell Finanzflëss, déi iwwert dës lokal Firmen direkt an d'russesch Staatskeess géife fléissen.

Hausse des marges des fournisseurs d'électricité | Question **3240** (25/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am rezente Rapport vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) iwwert d'Aktivitéiten an den Energiemäert fir d'Joer 2024 gëtt festgestallt, datt d'Bruttomarge vun de Stroumliwweranten am Segment vun de Residenzclienten tëscht 2023 an 2024 ëm 49,4 % geklommen ass. Wärend den duerchschnëttleche Beschafungskäschtepunkt op de Grousshandelsmäert ëm 18 % zeréckgaangen ass, ass d'Komponent „Energie a Versuergung" op der Rechnung vun de Stéit ëm 11 % gestigen. Den ILR stellt fest, datt d'Liwweranten ënner deenen ugehollenen Hypotheesen héich Gewënner aus der Kommerzialisatioun u Privatclienten zéien.

Weiderhi weist de Rapport a Bezuch op déi dynamesch Tariffer, déi zanter 2024 obligatoresch vun de Fournisseure mat méi wéi 15.000 Clienten ugebuede musse ginn, datt dës Produkter dacks mat enger héijer Marge kommerzialiséiert goufen. Den ILR analyséiert, datt dëst drop hindeit, datt d'Fournisseuren éischter eng legal Obligatioun erfëlle wollten, wéi en innovativen a kompetitive Produit unzebidden, potenziell, fir eng intern Substitutioun vun hire Clienten ewech vun de Standardprodukter ze verhënneren. Dës Entwécklunge stelle Froen zur wierksamer Konkurrenz an zur Transmissioun vun de Präisbaissen un den Endverbraucher.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi erkläert de Minister d'Tatsaach, datt d'Bruttomarge vun de Stroumliwweranten am Joer 2024 ëm bal 50 % geklommen ass, obwuel d'Grousshandelspräisser däitlech erofgaange sinn?

2. Deelt de Minister d'Analys vum ILR, datt déi héich Margë bei dynameschen Tariffer drop hindeiten, datt d'Fournisseuren dës Produkter bewosst onattraktiv gestalten, fir hir existent Clientsbasis net ze verléieren?

3. Wéi eng konkreet Moossname gedenkt de Minister ze ergräife fir sécherzestellen, datt d'Baisse vun de Grousshandelspräisser an Zukunft méi transparent a séier un d'Endverbraucher weidergeleet gëtt?

4. Ass de Minister der Meenung, datt de Stroummarché zu Lëtzebuerg, mat senger niddereger Wiesselquot vun 1,0 % bei der Zuel vun de Clienten, genuch kompetitiv ass, fir ongerechtfäerdegt Margen-Erhéijungen ze verhënneren?

5. Gëtt et Pläng, d'Konditioune fir d'Berechnung vun de Präisser bei den dynameschen Tariffer méi staark ze encadréieren, fir de Verbraucher eng reell a kompetitiv Alternativ ze bidden?

Réponse (06/01/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Et ass ze begréissen, datt den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a sengem järleche Rapport seng Analysen zu den Aspekter vun der Konkurrenzsituatioun um Stroummarché, zu deenen d'Entwécklung vum Marché de détail mat de Parts de marché, de Wiesseltauxe vun de Clienten an d'Marchéspräisser gehéieren, esou detailléiert duerstellt.

Wéi den ILR a sengem Rapport awer och festhält, ass seng Analys zu de Brutto-Margë vun de Fournisseuren ënnert Hypotheesen erstallt ginn. Dozou bemierkt den ILR, datt déi zeréckbehalen Hypotheesen, déi geholl goufen, fir de mëttlere Beschafungspräis ze bestëmmen, nëmmen eng Approximatioun duerstellen, an datt dëse geschate Präis net onbedéngt der Realitéit entsprécht. D'Bruttomargë vun de Stroumfournisseuren, sou wéi se vum ILR duergestallt sinn, baséieren op enger theoreetescher Berechnung vun de Grousshandelspräisser, déi net onbedéngt der effektiver Akafsstrategie vun de Fournisseuren entsprécht.

D'Stroumfournisseuren hunn an der Reegel eng Akafsstrategie, déi op méi laangfristegen Approchë berout, mat där probéiert gëtt d'Auswierkunge vu grousse Präisschwankungen esou kleng wéi méiglech ze halen, an domat och de Client virun dynamesche Präisännerungen ze schützen. Dat heescht och, datt déi reell Bruttomargë vun de Stroumfournisseuren net vun 2023 op 2024 ee Sprong vu 50 €/MWh gemaach hunn.

ad 2. Dat ofgeännert Gesetz vum 1. August 2007 iwwer d'Organisatioun vum Stroummarché setzt a verschiddene vu sengen Artikelen d'Ufuerderunge vun der europäescher Direktiv 2019/9441 ëm, fir dofir ze suergen, datt Stroumclienten, déi en intelligente Stroumzieler installéiert hunn a vun engem Fournisseur beliwwert ginn, dee méi wéi 200.000 Clienten huet, kënnen e Stroumkontrakt mat engem dynamesche Stroumpräis ofschléissen.

D'Gesetz vum 1. August 2007 huet de Fournisseuren, déi méi wéi 15.000 Clienten hunn, dës Obligatiounen operluecht. Heiduerch gëtt séchergestallt, datt aktuell op d'mannst zwee Fournisseuren um Lëtzebuerger Marché déi Obligatiounen hunn. Mee och déi aner Fournisseuren, déi um Lëtzebuerger Marché aktiv sinn an déi manner wéi 15.000 Clienten hunn, däerfe selbstverständlech hire Clienten esou Kontrakter ubidden.

Den ILR huet, sou wéi d'Gesetz et verlaangt, d'Offere vun den dynamesche Stroumkontrakter, déi et um Lëtzebuerger Stroummarché gëtt, an de Präisvergläichstool calculix.lu integréiert, fir de Verglach vun den Offere méiglechst einfach ze gestalten.

Den ILR huet ënnert anerem déi gesetzlech Aufgab, d'Entwécklunge vum Marché ze iwwerwaachen a Risiken ze evaluéieren, déi déi nei Produkter a Servicer am Zesummenhang mat Stroumkontrakter mat engem dynamesche Stroumpräis kéinte mat sech bréngen, an eventuell Mëssbrauchs-Praktiken ze geréieren, andeems se, wann néideg, bei der Konkurrenz-Autoritéit gemellt ginn.

Wéi den ILR a sengem Rapport schreift, ass e Produkt mat engem dynamesche Stroumpräis nëmmen da vu Virdeel, wann de Client fäeg ass, en Deel vu sengem Verbrauch op Zäiten ze verlageren, wou d'Maartpräisser niddreg sinn. D'Fäegkeet, säin eegene Verbrauch unzepassen, stellt dofir eng weesentlech Bedéngung duer fir den Ofschloss vun engem dynameschen Tariff.

Dës Produkter riichten sech also haaptsächlech u Clienten, déi iwwer eng gewësse Flexibilitéit verfügen, d'Entwécklung vun de Spotmaartpräisser verfollege kënnen a bereet sinn, hiert Verhalen entspriechend unzepassen.

Et soll och dorun erënnert ginn, datt d'Spotmaartpräisser an de Joren 2022, 2023 an 2024 eng nach ni gesinne Volatilitéit opgewisen hunn. D'Aféierung vun dynamesche Produkter ass domat an engem besonnesch volatillen a risikoräichen Ëmfeld geschitt. An esou engem Kontext war e virsiichtegen oder souguer konservativen Usaz bei der Produktgestaltung net ongewéinlech an huet derzou bäigedroen, d'Clienten ze schützen.

Déi rezent publizéiert Präisser fir dynamesch Stroumpräistariffer leien haut an engem Beräich, dee mat deenen an den Nopeschlänner vergläichbar ass. Zousätzlech si speziell Säiten op de Clientsportaler oder an de mobillen Applikatiounen entwéckelt ginn, déi de Clienten erlaben, zu all Moment op d'Spotmaartpräisser zouzegräifen, d'Präisentwécklung ze verfollegen an, souwäit méiglech, hiert Verbrauchsverhale proaktiv unzepassen.

All dës Moossname weisen, datt verschidde Fournisseuren dynamesch Produkter als eng Alternativ zu anere Produkter ugesinn, fir de Profiller a Besoine vun hire Clientë gerecht ze ginn.

ad 3. De Verbraucher huet all Dag d'Méiglechkeet, fir dee Stroumliwwerant ze wielen, deen de beschte Präis um Marché ubitt, a kann de Fournisseur innerhalb vun 3 Woche wiesselen. Um Site www.calculix.lu kënnen d'Offere vun de Fournisseure verglach ginn. E Client, dee méi zäitno vun den Tendenzen um Grousshandelsmarché wëll profitéieren, huet d'Méiglechkeet, ee Kontrakt mat engem dynamesche Stroumpräis unzefroen.

D'Fournisseuren hunn d'Baissë vun de Grousshandelspräisser iwwer déi leschte Méint un hir Clientë weiderginn. Déi Baissë sinn am Aklang mat den Akafsstrategië vun deene verschiddene Fournisseuren. Bei engem Fournisseur, dee méi laangfristeg am Viraus akeeft, dauert et och méi laang, bis déi Baissen sech ganz um Stroumpräis bemierkbar maachen. Dofir huet déi Approche d'Clientë vun esou engem Fournisseur och vun de Kaprioule vum Marché geschützt an Zäite vu ganz dynameschen an héije Maartpräisser.

ad 4. Wéi den ILR a sengem Rapport hiweist, ass de Lëtzebuerger Stroummarché zanter dem 1. Juli 2007 liberaliséiert an all Stroumoffere stinn um oppene Marché a Konkurrenz.

Den ILR weist a sengem Rôle och ëmmer dorop hin, datt d'Stroumclientë méi oft solle Präisvergläicher maachen an och net sollen zécken, fir de Fournisseur ze wiesselen, wat ouni Käschten an einfach ze maachen ass. Dem ILR seng Analys weist awer och, datt d'Wiesselquot sech tëschent 2023 an 2024 méi wéi verduebelt huet. Dëst kann als Hiweis gedeit ginn, datt d'Stroumclienten sech méi fir de Stroummarché interesséieren, a vu senge Méiglechkeete Gebrauch maachen.

ad 5. Sou wéi all d'Offere fir Stroumprodukter, sinn och d'Kontrakter mat dynameschen Tariffer d'Resultat vun engem oppenen a konkurrenzielle Marché, deen ëmsou méi dynamesch ass wat méi Acteuren eng Vilfalt vu Produkter ubidden. Et steet all Fournisseur, deen um Lëtzebuerger Stroummarché agéiert, zou entspriechend Produiten unzebidden an d'Konkurrenzsituatioun esou weider ze verbesseren.

Situation et tendances du secteur postal | Question **3241** (25/11/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den Institut luxembourgeois de régulation (ILR) huet kierzlech säi statistesche Bericht iwwer de Postsecteur fir d'Joer 2024 publizéiert. Aus dem Rapport geet ervir, datt de Maart zwar e Wuesstem vum Volume bei de Päck vu 5,3 % verzeechent, den Ëmsaz awer stagnéiert an de Gesamtëmsaz vum Secteur esouguer zeréckgaangen ass. De Maart ass duerch eng ëmmer méi intensiv Kompetitivitéit markéiert, wat dozou gefouert huet, datt den duerchschnëttlechen Ertrag pro Pak vun 11,46 Euro op 10,64 Euro gefall ass.

Besonnesch opfälleg ass déi dominant Roll vun der Sous-traitance an dësem Secteur. Laut dem ILR gi 85 % vum gesamte Postverkéier un Drëttubidder ausgelagert, an et goufen zéng nei Ubidder registréiert, déi ausschliisslech als Subunternehmer operéieren. POST Luxembourg, déi als Universaldéngschtleeschter de Gros vun de Sendunge beaarbecht a mat ronn 1.300 Mataarbechter de gréissten Employeur am Secteur ass, steet deemno an engem Spannungsfeld tëscht hiren ëffentlechen Obligatiounen an engem Präiskampf, deen dacks iwwer d'Lounkäschte gefouert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi analyséiert de Minister d'Positioun vu POST Luxembourg an dësem Ëmfeld, wou d'Volummen zwar klammen, d'Margen awer duerch de gefalenen Duerchschnëttserléis pro Pak ënner Drock geroden?

2. Gesäit de Minister am héijen Taux u Sous-traitance vu 85 % am Secteur e Risiko fir sozialen Dumping oder eng Prekariséierung vun den Aarbechtskonditiounen, an a wéi engem Mooss ass POST Luxembourg selwer vun dëser Praxis betraff oder ofhängeg?

3. Wéi gëtt séchergestallt, datt POST Luxembourg hir sozial Responsabilitéit als ëffentlech Entreprise ka wouerhuelen, wann eng grouss Zuel u Konkurrenten oder Subunternehmer potenziell mat nidderege Sozialstandarden operéieren, fir d'Präisser ze drécken?

4. Ass d'Finanzéierung vum „Service universel" laangfristeg geséchert, wann de lukrative Maart vun de Päck ëmmer méi kompetitiv gëtt an d'Recetten aus dem Bréifverkéier weiderhi strukturell zeréckginn?

5. Gëtt et Iwwerleeungen, bei ëffentlechen Ausschreiwungen am Logistikberäich méi streng sozial Krittären anzeféieren, fir eng fair Kompetitioun vis-à-vis vu POST Luxembourg ze garantéieren?

Réponse (08/01/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1. De Colismarché ass e kompetitive Marché, deen sech duerch eng grouss Unzuel vun Acteuren an niddereg Margë charakteriséiert. POST Lëtzebuerg ënnersträicht, datt si op eng héich Qualitéit an innovativ Servicer setzt a konsequent a Logistik- an Distributiounsinfrastrukturen investéiert.

ad 2. Lëtzebuerg huet e staarkt Aarbechtsrecht, wat vun all Betrib hei am Land muss applizéiert ginn. Grenziwwerschreidend Prestatairë sinn awer am Colismarché och eng Realitéit.

POST Lëtzebuerg weist drop hin, datt si bei der Pakdistributioun enk mat der Filial Inflow (fréier Michel Greco SA) zesummeschafft. Bei deenen zwee Acteure sinn d'Aarbechtskonditiounen iwwer Kollektivverträg gereegelt.

ad 3. POST Lëtzebuerg weist drop hin, datt si zanter Joren op eng staark Integratioun vun den Distributiounsreseaue vun de Bréiwer a vun de Päck setzt. Dëst an innovativ Konzepter ewéi d'Points POST, d'PackUp Statiounen an de Service „PackUp Home" hunn et POST Lëtzebuerg erlaabt, an enker Zesummenaarbecht mat Inflow, kompetitiv um Marché ze bleiwen.

ad 4. Bis Enn 2029 ass de Service universel duerch POST an hirer Qualitéit als „prestataire du service universel désigné" garantéiert.

Dat aktuellt Postgesetz (Loi modifiée du 26 décembre 2012 sur les services postaux) gesäit als Finanzéierungsméiglechkeet fir den Universaldéngscht d'Ariichtung vun engem „fonds pour le maintien du service postal universel" vir. Iwwert d'Aféierung vun esou engem Fong decidéiert den ILR, falls de Service universel net méi kéint ofgedeckt ginn.

Iwwer déi laangfristeg Finanzéierung an d'Garantië vum „Service universel" gëtt um europäeschen Niveau diskutéiert, wou an den nächste Joren d'Schafe vun engem neien europäesche Kader virgesinn ass.

ad 5. Et muss een hei kloer tëschent dem Postservice an dem allgemenge Logistikberäich ënnerscheeden. De Marché vun de Colise gëtt vu groussen internationalen Acteure vum E-Commerce dominéiert. Op deem Marché ginn Opträg an de seelenste Fäll iwwert de Wee vun ëffentleche Mäert ausgeschriwwen.

Wat de postaleschen Universaldéngscht ugeet, esou kann dësen nom aktuelle Postgesetz no de Reegele vum Gesetz iwwert d'ëffentlech Mäert ausgeschriwwe ginn.

Application de la distance minimale entre cyclistes et véhicules | Question **3301** (05/12/2025) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

Säit 2018 schreift de Code de la route Automobilisten, déi e Vëlo iwwerhuelen, e Mindestofstand vun 1,5 Meeter vir. Dat mam Zil, d'Sécherheet vun de Vëloen ze erhéijen an d'Zuel vun den Accidenter ze reduzéieren. Ëmgekéiert kënnt et awer grad am Fall vu Stau an zu Stousszäiten dacks vir, datt Vëlosfuerer probéiere laanscht d'Autoen ze schlängelen, fir sech zum Beispill bis un d'Spëtzt bei enger Rouder Luucht virzedrécken. De Mindestofstand gëtt dobäi net respektéiert.

Fir d'Chauffere vun de motoriséierte Gefierer bedeit dat Verhalen zousätzleche Stress, well et schwéier ass, den doudege Wénkel konstant ze iwwerblécken, besonnesch wann d'Verkéiersdynamik op eemol, z. B. wéinst enger Grénger Luucht, nees zouhëlt. An deem selwechte Sënn ginn d'Chauffere genéidegt, trotzdeem laanscht de Vëlo ze fueren, oder sech an all déi hannendrun auszebremsen (mat allen, mënschlech novollzéibare Reaktiounen, déi esou eng Decisioun mat sech bréngt). Ëmgekéiert sinn si hirersäits engem erhéichte Sécherheetsrisiko ausgesat, well en Ablack vun Opmierksamkeet wärend deem wuertwiertleche Geknéchels laanscht hir Gefierer, zum Beispill duerch en ongewollte Schlenk vum Giddong liicht eng Schréips oder souguer eng Téitsch verursaache kann, ouni, datt si een identifizéieren oder op Farerflucht duerch de Vëlo reagéiere kéinten.

Autoschauffere ginn duerch d'Securité routière reegelméisseg op méiglecht Feelverhalen an d'Konsequenze vu vermeintlech klengen Incivilitéiten higewisen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt Vëlosfuerer d'Ofstandsreegel, déi zu hirer Sécherheet opgestallt gouf, reegelméisseg verletzen? Wéi reagéiert si dorop?

2. Wéi dacks goufe säit der Aféierung vun der 1,5-Meeter-Reegel am Code de la route Kontrolle gemaach, fir geziilt Vëlosfuerer ze identifizéieren, déi am Fall vu méi luesem oder stoendem Verkéier méi no wéi 1,5 Meeter laanscht d'Autoe gefuer sinn? Wéi vill Geldstrofe goufen an deem Sënn verhaangen?

3. Gesäit d'Madamm Minister an Zukunft och geziilt Campagnë laanscht d'Vëlospiste vir, fir op gesetzlech Flichten, oder allgemeng Recommandatiounen, wéi z. B. den Helm opmierksam ze maachen? Falls net, firwat net?

4. Gesäit d'Madamm Minister vir, fir Vëlosverbänn, déi Sue vum Ministère kréien an Zukunft mat an d'Flicht ze huelen, fir hir Memberen ze sensibiliséieren? Falls net, firwat net?

Réponse (14/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen am Kader vum Ofstand tëschent Autoen a Vëloen am Stroosseverkéier.

ad 1. D'VëlosfuererInne verletzen d'Ofstandsreegel net, well se fir si net gëllt.

D'Ofstandsreegel, déi 2018 agefouert gouf, beschreift d'Situatioun wou e motoriséiert Gefier een/eng VëlosfuererInn iwwerhëlt. D'Iwwerhuele setzt, am Sënn vum Code de la route, viraus, dass béid Gefierer fräi fueren. Beim Iwwerhuele vun engem Vëlo mat engem motoriséierte Gefier muss een 1,5 m Plaz loossen. Sollt de/d'VëlosfuererInn allerdéngs, am fuerende Verkéier, en Auto iwwerhuelen, wat net sou heefeg virkënnt, sinn déi 1,5 m net virgeschriwwen. Dës Reegel gouf agefouert, fir de/déi vulnerabel(e) BenotzerInn am fuerende Verkéier ze schützen.

Wat de stoende Verkéier betrëfft, ass et säit 2001 erlaabt, fir op enger Kräizung bei Roude Luuchten oder Zebrasträifen, mat sengem Vëlo laanscht déi stoend Gefierer ze fueren, fir sou beispillsweis de sougenannte Vëlo-Sas (Waardeberäich fir Vëlosfuerer virun der Haltelinn) ze erreechen. De Manöver muss am Respekt vun der Sécherheet ausgefouert ginn, mee et ass kee speziellen Ofstand virgeschriwwen.

ad 2. Wéi schonns bei der éischter Fro beschriwwen, mécht ee/eng VëlosfuererInn sech am Sënn vun der Fro net strofbar.

Dofir gouf et an dësem Zesummenhang och keng Geldstrofen.

ad 3. Sensibiliséierung ass en zentrale Pilier vun der Verkéierssécherheet. De Ministère wäert och an Zukunft geziilt Informatiouns- a Preventiounscampagnë weiderféieren, déi sech un all Persounen am Stroosseverkéier riichten a sech un der Accidentologie, der Saison an de Besoine vun de jeeweilege Kategorië vu BenotzerInnen orientéieren.

Bei spezifesche Probleemer setzt de Ministère prioritär op punktuell Aktiounen op strateegesche Plazen, wéi Kräizungen oder bekannte Konfliktpunkten. Et geet dobäi net drëm, allgemeng Reegelen aus dem Code de la route zousätzlech iwwer permanent Schëlder unzeweisen. Eng systematesch Zousazbeschëlderung géif soss zu Iwwerbeschëlderung a verstäerkter Oflenkung féieren a wier domat – besonnesch op ofgegrenzte Vëlospisten, wou d'Konfliktpotential tëschent de BenotzerInnen am Reegelfall net héich ass – esouguer éischter kontraproduktiv.

Op ausgewielten a besonnesch sécherheetsrelevante Plaze mat héijem Konfliktpotential gouf et allerdéngs als néideg ugesinn, konkreet Rappelle vun der 1,5-m-Reegel opzestellen, och mat Bléck op auslännesch Autofuerer, well „d'Konsequenze vu vermeintlech klengen Incivilitéiten", wéi den honorabelen Deputéierten se beschreift, fir d'Persoun um Vëlo hei fatal kënne sinn.

Wat Verhalensreegele fir CyclistInnen a Recommandatiounen ugeet, déi virun allem dem eegene Schutz déngen, gëtt nieft spezifesche Vëloscampagnë besonnesch staark op den edukative Beräich an op d'Programmer vun eise Partner an de Schoulen zeréckgegraff.

ad 4. Déi Vëlosverbänn, déi vu mengem Ministère an aneren ëffentlechen Acteuren ee Subsid kréien, si selwer Demandeur, fir an d'Ausschaffe vu Sensibiliséierungscampagnen agebonnen ze ginn. Dëst wor nach am Abrëll 2025 de Fall bei der Campagne „La route pour tout le monde, les règles aussi". Doriwwer eraus organiséieren si och selwer wichteg Sensibiliséierungscampagnen, wéi zum Beispill all November zesumme mat der Sécurité routière an anere Partneren d'Campagne „Be visible – be safe". Hei gi Cyclistinnen a Cyclisten op d'Obligatioune vum Code de la route higewise betreffend den Equipement vum Vëlo a besonnesch d'Beliichtung dovun an der däischterer Joreszäit.

Contournement routier de Dippach | Question **3302** (05/12/2025) de **M. Fred Keup** | **M. Michel Lemaire** (ADR)

Säit Joerzéngte gëtt eng Ëmgeeungsstrooss fir d'Gemeng Dippech diskutéiert. Besonnesch den Duerchgangsverkéier gëtt ëmmer méi zur Belaaschtung fir déi verschidden Uertschaften. Déi Gemengeresponsabel ginn dovun aus, datt d'Situatioun sech mat der Fäerdegstellung vun der Ëmgeeungsstrooss vu Käerjeng nach weider verschlëmmere wäert.

Den aktuelle Koalitiounsvertrag schwätzt an allgemengen Termen dovun, Ëmgeeungsstroosse kohärent ze koordinéieren an do wou méiglech, ze beschleunegen. De Schäffe Luc Emering gëtt zu den Ursaachen, firwat d'Awunner well scho soulaang op Entlaaschtung waarden, ënner anerem mat folgende Wierder zitéiert: „Es entspreche der nationalen Verkehrsstrategie, den Verkehrsfluss immer komplizierter zu gestalten und die Leute zu nerven, die mit dem Auto fahren, sodass sie freiwillig gezwungen werden, auf den öffentlichen Transport umzusteigen."

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gefierer notzen duerchschnëttlech d'Haaptachsen zu Dippech? Kann d'Madamm Minister den Typ vu Gefier (Auto, Camion asw.) preziséieren?

2. Kann d'Madamm Minister en Iwwerbléck presentéieren, wéi eng Variante fir eng Ëmgeeungsstrooss am Laf vun de Jore gepréift goufen, wéi eng Etuden dozou gemaach goufen a wéi eng Conclusioune jeeweils gezu goufen?

3. Ënnerhëlt d'Madamm Minister aktuell aktiv Virbereedungsaarbechte fir de Bau vun enger Dippecher Ëmgeeungsstrooss? Falls jo, a wéi engem administrative Stadium sinn d'Aarbechten aktuell drun? Falls net, firwat net?

4. Am „Wort" gëtt och eng Tunnelvariant als Iddi genannt. Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, op dee Wee ze goen, an an deem Sënn och Erfarungswäerter fir aner Gemengen ze sammelen, déi säit Joerzéngten op eng Ëmgeeungsstrooss waarden?

5. Wéi steet d'Madamm Minister zu den Aussoe vum Dippecher Schäffen? Gehéiert et zu der Verkéierspolitick vun dëser Regierung, déi individuell Mobilitéit bewosst méi onattraktiv ze maachen an Ëmgeeungsstroosse bewosst ze verzögeren?

Réponse (16/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Déi honorabel Deputéiert stelle Froen zu enger Ëmgeeungsstrooss fir d'Gemeng Dippech.

Déi follgend Zuelen drécken den duerchschnëttlechen deegleche Verkéier (Kfz/24h Duerchschnëtt iwwert dat ganzt Joer, inklusiv Weekender, Feierdeeg a Vakanzen) aus. Si stame vun de permanenten an automatiséierten Zielstelle vun der Stroossebauverwaltung fir d'Joer 2025. Den Ënnerscheed tëscht dem Liichtverkéier an dem Schwéierverkéier (SV: Gefierer ≥ 3,5t, wéi zum Beispill Camionen, Busser asw.) gëtt bei dësen Zielstellen erfaasst.

N13 zu Dippech-Gare:

– 2.450 Gefierer/Dag (130 SV) Richtung Norden
– 2.500 Gefierer/Dag (140 SV) Richtung Süden
– Ronn 5.000 Gefierer/Dag (Schwéierverkéier ronn 5 %) a béid Richtungen
– Spëtzestonn: ronn 300 Gefierer Richtung Norden, 250 Richtung Süden
– Trafick iwwer déi lescht Jore stabel

N5 beim Rond-point zu Schuller:

– 5.800 Gefierer/Dag (360 SV) Richtung Westen
– 6.350 Gefierer/Dag (440 SV) Richtung Osten
– Ronn 12.200 Gefierer/Dag (Schwéierverkéier ronn 6 %) a béid Richtungen
– Spëtzestonn moies: 450 Gefierer Richtung Westen
– Spëtzestonn owes: 600 Gefierer Richtung Osten
– Observatioun: majoritäre Flux moies Richtung Stad, owes Richtung Frankräich/Belsch

N13 östlech an Dippech:

– 5.250 Gefierer/Dag (290 SV) Richtung Westen
– 5.900 Gefierer/Dag (300 SV) Richtung Osten
– Ronn 11.200 Gefierer/Dag (Schwéierverkéier ronn 6 %) a béid Richtungen
– Spëtzestonn moies: 650 Gefierer Richtung Osten
– Spëtzestonn owes: 500 Gefierer Richtung Westen
– Observatioun: majoritäre Flux moies Richtung Stad, owes Richtung Frankräich/Belsch
– Trafick iwwer déi lescht Jore stabel

Fir den Impakt vun der Ëmgeeungsstrooss Dippech-Gare kënnen ze confirméieren, huet d'Stroossebauverwaltung eng Zielung virun der Ouverture gemaach an huet weider Zielungen an Analyse virgesinn.

ad 2. bis 4. De Projet vun der Ëmgeeungsstrooss ronderëm Dippech ass – och wann nëmme schematesch duergestallt – am aktuellen nationale Mobilitéitsplang (PNM 2035) respektiv am Plan sectoriel transports (PST) festgehalen. Präzis Tracéen, detailléiert Variantevergläicher oder Ëmweltetüde goufen awer nach net duerchgefouert, dowéinst leien och keng Conclusiounen iwwert déi eenzel Variante vir.

D'Iwwerleeungen zur Ëmgeeungsstrooss Dippech sinn deemno nach an engem fréie Stadium.

Zil vun enger Ëmgeeungsstrooss ass et och net, den Trafick just an déi nächst Uertschaft ze réckelen. Deemno ass och d'Ëmgeeungsstrooss Käerjeng, déi vun den Hären Deputéierten am Kader vun dëser parlamentarescher Fro zitéiert ginn ass, ugepasst ginn (Stéchwuert „contournement de proximité"). Eng Rei vu Rond-pointen a Vitesslimitatiounen op dem „contournement de proximité" vu Käerjeng sollen den Transitverkéier decouragéieren, wärend groussraimeg de motoriséierten Trafick tëscht Péiteng an der Stad iwwer d'Collectrice an d'A4 geleet gëtt, déi tëscht Lankelz a Lalleng méi Kapazitéit soll kréien.

Aktuell lafen deemno och Etüde fir den Ausbau op 2 x 2 Spuere vun der N31 (Avenue de l'Europe) zu Péiteng a fir eng Optimiséierung vum Autobunnsofschnëtt A13–A4–A13. Dës Mesuren zilen dorop of, den Transitverkéier vun der N5 op dës gestäerkte Verkéiersachsen ëmzeleeden an d'N5 entspriechend ze

entlaaschten. Genausou lafe säitens Stad um Niveau vun der Helfenterbréck Iwwerleeungen, fir d'N5 fir den iwwerregionalen Trafick éischter manner attraktiv ze maachen ewéi méi attraktiv.

Et sief drun erënnert, dass ech am Dezember dat lescht Joer mat der Gemeng Dippech schonn eng Ëmgeeungsstrooss konnt aweien, an zwar déi vun Dippech-Gare. Och bei den Etüde vun enger Ëmgeeungsstrooss vun Dippech selwer, wäert den neie Prinzipp vum „contournement de proximité" applizéiert ginn. Dat heescht, et gëtt een Tracé gesicht, deen net just duerch eng zousätzlech Strooss nach méi Verkéier unzitt, mee deen och lokal dozou déngt, vun engem Quartier an deen aneren ze kommen, sou dass den Zentrum vun der contournéierter Uertschaft effektiv an unhalend ka verkéiersberouegt an entlaascht ginn.

Eng Tunnelvariant gouf viru Joren analyséiert, mee d'Iddi, fir d'N5 duerch een Tunnel ze ersetzen, ass aus villfältege Grënn verworf a vu staatlecher Säit net weider verfollegt ginn.

ad 5. Et ass sécherlech net d'Zil vun der Mobilitéitspolitick, de motoriséierten Individualverkéier (MIV) op deene méi laange Strecken, wou en eng wichteg Roll spillt, onattraktiv ze maachen. Den MIV bleift e wichtege Bestanddeel vun der alldeeglecher Mobilitéit, besonnesch am ländleche Raum an do, wou et nach keng vollwäerteg Alternativen am ëffentlechen Transport gëtt. Par contre ginn ëmmer méi Gemengen op de Wee, inneruerts Verkéiersberouegungen am Kader vun engem méi attraktiven a sécheren ëffentleche Raum ze amenagéieren. Dës Moossname kënnen am Uertskär oder an de Quartieren den MIV effektiv am Interêt vun den Awunner*innen hirer Liewensqualitéit punktuell entschleunegen.

Ëmgeeungsstroosse ginn och sécherlech net absichtlech verzögert. All Projet gëtt no objektive Critèrë bewäert, wéi zum Beispill dem Notzen (ganz allgemeng zum Beispill d'Liewensqualitéit vun Awunner*innen), der Verkéiersécherheet, de méiglechen Ëmweltimpakter souwéi de Käschten an de Prioritéiten am nationale Kontext.

D'Verkéierspolitick baséiert an dësem Kontext op enger pragmatescher Approche: do, wou Ëmgeeungsstroosse sënnvoll a verhältnisméisseg sinn, ginn se ëmgesat; do, wou aner Mesurë méi effikass sinn, ginn alternativ Léisungen ëmgesat.

D'Besoinen un Transportinfrastrukturen ginn awer kontinuéierlech am Kader vum nationale Mobilitéitsplang (PNM) evaluéiert, esou wéi dat och op Säit 4 vum aktuelle PNM festgehalen ass.

An dësem kontinuéierleche Prozess sinn och d'Iwwerleeungen zu méiglechen Ëmgeeungsstroossen integréiert.

Cadre légal pour la conduite autonome | Question **3303** (05/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Tesla huet offiziell d'europäesch Zoustëmmung fir säi komplett autonome Fuersystem (FSD) fir Ufank 2026 ugekënnegt, andeems se sech op vermeintlech Versprieche vun der hollännescher Autosregistréierungsautoritéit RDW beruffen. D'Autoritéit ass awer net averstanen a kritiséiert den ëffentlechen Opruff vun Tesla.

Aktuell ginn an Däitschland Testfaarten op präparéierte Strecken an awer och a reellen Trafficssituatiounen organiséiert an duerchgefouert.

Et ass e komplext Theema, besonnesch wann et och dorëms geet wéi vill ee vum Potential vun dëser Technik notze wëll. Zum Beispill stellt sech d'Fro ob e Fuerer muss dobäi sinn oder ob ee komplett autonoomt Fueren zouléisst, wéi et zum Beispill an den USA mat de Robotertaxien de Fall ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Situatioun zu Lëtzebuerg aus? Wéi steet d'Regierung zu der Léisung vum kompletten autonome Fueren an der Léisung vum superviséierten autonome Fueren?

2. Gëtt et en Echange mat Tesla a gëtt et éischt Versich, déi geplangt sinn?

3. Si Robotertaxien eng technesch Léisung, déi ee bis 2028 zu Lëtzebuerg plangt ze erlaben? A falls net, aus wéi engem Grond?

Réponse (08/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert d'Positioun vun der Regierung zum kompletten autonome Fueren.

ad 1. Zu Lëtzebuerg befënnt sech d'autonoomt Fueren aktuell an enger kontrolléierter Testphas. D'Regierung huet an de leschte Méint déi néideg Grondlage geschaf, fir automatiséiert Fuere progressiv a sécher ze erméiglechen, notamment duerch d'Adoptioun vun der nationaler Strategie „Automatiséiert Fueren 2028", d'Schafung vun engem interministerielle Koordinatiounscomité an d'Erlabnis vu wëssenschaftlechen Tester op ëffentleche Stroossen.

D'politesch Linn ass dobäi kloer: Lëtzebuerg wëll pionéierhaft virgoen, awer op eng graduell a verantwortungsvoll Manéier. D'Regierung setzt net op eng abrupt Aféierung vum komplett autonome Fueren, mee op eng Entwécklung, déi sech u konkreete „use-cases" an un héije Sécherheetsufuerderungen orientéiert.

Parallell dozou ass d'Ausaarbechtung vun engem gesetzleche Kader amgaang, dee geziilt d'Ëmsetzung vun de „use-cases" aus der Strategie erméigleche soll. Dëse Kader ziilt net dorop of, Gefierer komplett autonom an ouni iergendeng Supervisioun an de Verkéier ze bréngen, mee op eng kontrolléiert Aféierung mat kloer definéierte Verantwortungen an enger robuster technescher Validatioun.

ad 2. Tesla huet eng Demande agereecht, fir Tester mat sengem autonome „Full Self-Driving (FSD) (supervised)" System duerchzeféieren. Eng ministeriell Autorisatioun gouf hinnen accordéiert, déi et erlaabt, dës Tester zanter dem 15. Juli 2025 duerchzeféieren. D'Tester ginn, wéi bei allen aneren autoriséierte Projeten, ënner mënschlecher Iwwerwaachung realiséiert, mat engem „safety driver" u Bord, dee bei Bedarf zu all Moment kann agräifen.

ad 3. Robotertaxien sinn an der nationaler Strategie „Automatiséiert Fueren 2028" explizitt als „use-case" identifizéiert. Allerdéngs bedeit dat net, datt Robotertaxien direkt oder flächendeckend am ganze Land zougelooss ginn. D'Regierung setzt och hei op e graduellen Usaz. Eng éischt Ëmsetzung géif sech dofir op geographesch begrenzte Gebidder, kloer definéiert Strecken oder spezifesch Bedierfnisser beschränken.

An dësem Zesummenhang ass och ze ënnersträichen, datt eng gesetzlech Reform vum Taxissecteur virgesäit, spezifesch Lizenze fir wëssenschaftlech Tester anzeféieren. Dës erlaben et Robotertaxie schrëttweis ze integréieren an Erfarungen ze sammelen op där Basis d'Gesamtheet vum gesetzleche Kader no an no kann ugepasst ginn.

Langues utilisées dans les correspondances avec les administrations étatiques | Question **3304** (08/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Zu Lëtzebuerg gëtt d'Kommunikatioun tëscht Bierger:innen a Verwaltungen duerch d'Gesetz vum 24. Februar 1984 sur le régime des langues encadréiert. Den Artikel 4 vum Gesetz gesäit vir: „Lorsqu'une requête est rédigée en luxembourgeois, en français ou en allemand, l'administration doit se servir, dans la mesure du possible, pour sa réponse de la langue choisie par le requérant."

An der Praxis ass d'Situatioun awer net ëmmer kohärent: Verschidde Verwaltunge schreiwen zimmlech konsequent an där Sprooch zeréck, an där e Bierger si kontaktéiert huet. Aner Verwaltungen oder Gemenge kommunizéieren dogéint oft op Franséisch, och wann d'Demande vum Bierger explizitt op Däitsch oder op Lëtzebuergesch gemaach gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir ëffentlechen Déngscht dës Froe stellen:

1. Wéi eng Moossnamen existéieren, fir datt all Verwaltungen – Ministèren, Gemengen oder soss ëffentlech Verwaltungen – de Bierger:innen an der Sprooch vun hirer Wiel äntweren? Aneschters: Wéi gëtt séchergestallt, dass den Artikel 4 vum uewe genannte Gesetz respektéiert gëtt?

2. Firwat kommunizéiert een Deel vun de Ministèrë systematesch op Franséisch, och wann d'Bierger explizitt op Däitsch oder op Lëtzebuergesch kommunizéieren oder eng Sproochepräferenz uginn hunn?

3. Ass virgesinn, datt Bierger op myguichet.lu eng Sproochepräferenz kënnen uginn, déi dann zentral fir all Verwaltunge gëllt?

Réponse (20/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierten et ernimmt huet, gesäit d'Sproochegesetz vun 1984 vir, dass d'Administratiounen, esouwäit wéi méiglech, an där Sprooch (Lëtzebuergesch, Däitsch oder Franséisch) sollen äntweren, an där d'Requêtë formuléiert sinn. Déi jeeweileg Entitéite si responsabel fir dat ëmzesetzen. De Minister fir d'Fonction publique ass net zoustänneg fir ze kontrolléieren, ob dat gemaach gëtt.

Dëst gesot, ass et awer esou, dass den INAP, esouwuel fir d'Agente vum Staat, wéi och fir d'Agenten aus dem Gemengesecteur, Coursen ubitt fir eng gutt Kommunikatioun an e gudde Kontakt mam Bierger.

ad 2. Sou wéi an der éischter Fro schonn erkläert sinn déi jeeweileg Entitéite responsabel, fir d'Sproochegesetz ëmzesetzen. Duerfir kann de Minister fir d'Fonction publique net op déi allgemeng Kritick vum honorabelen Deputéierte Positioun bezéien.

ad 3. Falls eng Demarche op MyGuichet a verschiddene Sprooche besteet, kann de Bierger déi Sprooch auswielen, an där hien seng Demarche wëll maachen. Déi jeeweileg Verwaltung bleift ëmmer responsabel fir hir Demarchen, dat esouwuel a wéi enger Sprooch se ugebuede ginn, wéi och a wéi enger vun den administrative Sprooche se mam Bierger kommunizéiert.

Indication des voies de droit et mention de l'Ombudsman dans les décisions communales et administratives | Question **3305** (08/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Den Inneministère hat de Gemengen am Joer 2022 an der Circulaire N° 4062 matgedeelt, dass si

d'Bierger:inne bei Entscheedungen am Bréif mussen iwwert hir juristesch Méiglechkeeten opklären. D'Leit hunn d'Méiglechkeet, entweeder geriichtlech géint d'Entscheedung vun der Gemeng virzegoen oder den Ombudsman anzeschalten, fir hinnen ze hëllefen.

(Indication des voies de droit dans les décisions administratives refusant de faire droit à la demande de l'intéressé ou révoquant ou modifiant d'office une décision ayant créé ou reconnu des droits).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Kann den Inneminister bestätegen, dass all d'Gemengen an hire Bréiwer op den Ombudsman opmierksam maachen, esou wéi d'Circulaire et virschreift?
Falls nee, wéi vill Gemenge maachen et net a firwat net?

2. Ass et och an de Bréiwer bei de staatleche Verwaltungen esou, dass all Verwaltung an hire Bréiwer op den Ombudsman opmierksam mécht, esou wéi d'Circulaire et virgëtt?
Kann d'Regierung ausschléissen, dass verschidde Verwaltungen dëst net maachen a falls jo, wéi eng sinn dat a firwat?

Réponse (23/12/2025) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Den Ombudsman spillt eng zentral Roll an eisem demokratesche Rechtsstaat. Et ass eng onofhängeg Institutioun, déi d'Rechter vun de Biergerinnen a Bierger vis-à-vis vun der Verwaltung schützt an zur Transparenz an zur Qualitéit vun den administrative Prozesser bäidréit.

D'Regierung kann net ausschléissen, datt et an der Praxis Fäll gëtt, an deenen den Hiweis op eng méiglech Saisine vum Ombudsman net oder net konsequent an de Bréiwer vun alle Ministèren, staatleche Verwaltungen a Gemengen opgefouert gëtt.

Déclaration EUDR et charges administratives pour les agriculteurs | Question **3306** (08/12/2025) de **M. Michel Lemaire** (ADR)

D'Ëmsetzung vun der Sorgfaltserklärung am Kader vun der EU-Entbëschungsveruerdnung (EUDR) bréngt fir vill landwirtschaftlech Betriber bedeitend nei Dokumentatiouns- a Meldepflichte mat sech. Parallell dozou huet d'Regierung ugekënnegt, e „Bevollmächtegte" schafen ze wëllen, fir d'Betriber an dëse Prozeduren ze ënnerstëtzen. An der Gesamtbetruechtung stellt sech d'Fro, ob dës Entwécklungen tatsächlech am Sënn vun enger administrativer Entlaaschtung sinn oder éischter op eng weider Komplexitéit hindeiten.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsminister:

1. Wéi evaluéiert d'Regierung déi administrativ Ufuerderungen, déi duerch d'EUDR-Sorgfaltserklärung entstinn a wéi gëtt séchergestallt, datt dës Prozedure fir landwirtschaftlech Betriber an der Praxis ëmsetzbar a verhältnisméisseg bleiwen?

2. Wéi eng konkreet Funktioun a juristesch Roll soll de geplangte „Bevollmächtegten" iwwerhuelen a wéi wëll d'Regierung verhënneren, datt dësen neie Mechanismus net zu zousätzleche Käschten oder enger weiderer Bürokratiséierung féiert?

3. Ass d'Regierung bereet, sech op europäeschem Niveau fir Vereinfachungen an technesch Upassungen anzesetzen, falls sech erausstellt, datt d'EUDR an hirer aktueller Form fir déi landwirtschaftlech Betriber onverhältnisméisseg oder administrativ schwéier drobar ass?

Réponse (14/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. D'EUDR-Reglement ass zanter Juni 2023 a Kraaft, seng Uwendung („entrée en application") gouf awer 2024 op Enn 2025 verluecht. Nodeems d'EU-Kommissioun am Oktober eng Vereinfachung vum Reglement proposéiert huet, huet Lëtzebuerg sech bei de Verhandlungen op europäeschem Niveau fir méi wäitreechend administrativ Vereinfachungen, notamment fir Mikro- a kleng Betriber, agesat. Ausserdeem huet Lëtzebuerg sech zesumme mat anere Memberstaaten erfollegräich derfir agesat, datt d'Uwendung vum EUDR fir mëttel a grouss Betriber nach eng Kéier op Enn 2026, a fir Mikro- a kleng Betriber op Juni 2027 verréckelt gëtt. Domadder gëtt engersäits den administrativen Opwand fir Mikro- a kleng Betriber reduzéiert, an anerersäits kréien déi betraffen Acteuren déi néideg Zäit, fir sech op d'Ëmsetzung virzebereeden. Ausserdeem muss d'EUDR-Referenznummer just un den 1. Operateur en aval virugereecht ginn an net méi un all déi nogelagert Acteuren an der Liwwerketten.

D'Regierung vertrëtt d'Positioun, datt d'Ëmsetzung vum EUDR sou wéineg administrativen Opwand wéi méiglech fir d'Lëtzebuerger Betriber soll mat sech bréngen, ouni dobäi d'Bekämpfung vun der globaler Deforestatioun a Fro ze stellen. Am Kader vum modifizéierten EUDR-Reglement gouf déi nei Kategorie vu Mikro- a klenge Betriber agefouert, ënnert déi zu Lëtzebuerg quasi all d'Bauerebetriber a Bëschbesëtzer falen. Grad fir dës Betriber gesäit d'Reglement lo eng nach méi vereinfacht Prozedur vir, bei där amplaz vun enger Sorgfaltserklärung just nach eng einfach an op Schätzunge baséierend Deklaratioun muss agereecht ginn. Ausserdeem baséiert dës Deklaratioun gréisstendeels op Informatiounen, déi souwisou schonn duerch aner national an europäesch Legislatiounen erhuewe ginn a sou zousätzlech administrativ Laaschten op een absolutte Minimum limitéiert ginn.

De Suivi an d'Ëmsetzung vum EUDR ginn um nationale Plang vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit geleet, an enker Zesummenaarbecht mam Wirtschaftsministère, dem ILNAS, dem Landwirtschaftsministère, der ALVA, der ASTA an der Naturverwaltung.

ad 2. Am Kader vun der Ëmsetzung vum EUDR iwwerhëlt de geplangte Bevollmächtegten eng technesch-administrativ Funktioun. Fir landwirtschaftlech Betriber iwwerhëlt de Landwirtschaftsministère als Bevollmächtegten d'Soumissioun vun der vereinfachter EUDR-Deklaratioun am IT-System vun der Kommissioun fir de Beräich vun de Ranner an dem Soja. D'Betriber mussen dofir ausser hirer schréftlecher Zoustëmmung keng zousätzlech administrativ Prozeduren duerchlafen. Iwwert déi dofir néideg Informatioune verfüügt de Ministère gréisstendeels souwisou schonns, sou datt keen oder nëmmen e minimalen zousätzlechen Opwand fir d'Betriber entsteet.

ad 3. Wéi virdrun duergeluecht huet sech d'Regierung an de Verhandlungen op europäeschem Niveau aktiv an erfollegräich fir d'Interessie vun de Lëtzebuerger Betriber agesat. Den neien Text vum EUDR-Reglement ass och den 23. Dezember am Journal officiel vun der Europäescher Unioun veréffentlecht ginn.

Concordance entre prix en rayon et prix en caisse | Question **3307** (08/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent international Meedieberichter, ënner anerem eng ëmfangräich Enquête vum „The Guardian", hunn opgedeckt, datt grouss Händlerkette systematesch Problemer mat der Präisgenauegkeet hunn. Dobäi gouf festgestallt, datt de Präis um Rayon dacks méi niddereg ugewisen ass wéi deen, deen effektiv un der Keess gescannt an ofgerechent gëtt. Dës Praktike féieren dozou, datt Konsumenten, dacks ouni et ze mierken, ze vill bezuelen.

An engem Kontext, wou d'Kafkraaft och am Joer 2025 weiderhin en zentraalt Theema ass, ass d'Vertrauen an eng korrekt Präisauszeechnung essenziell. De Code de la consommation gëtt kloer vir, datt de Konsument net duerch falsch Informatiounen däerf an d'Ier gefouert ginn. Et stellt sech dowéinst d'Fro, wéi d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg iwwerwaacht gëtt fir sécherzestellen, datt d'Präisser um Regal mat deenen am Keessesystem iwwereneestëmmen a wéi d'Bilane vun de Kontrolle fir déi lescht Joren, inklusiv dem lafende Joer, ausgesinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz dës Froe stellen:

1. Wéi eng staatlech Verwaltung ass spezifesch dofir zoustänneg, d'Concordance tëscht dem affichéierte Präis am Rayon an dem effektive Scan-Präis an der Keess am Eenzelhandel ze kontrolléieren?

2. Wéi vill Kontrollen (Inspektiounen) goufen an de Joren 2023, 2024 an 2025 spezifesch an dësem Beräich duerchgefouert?

3. Bei wéi vill Betriber oder Geschäfter goufen an dësem Zäitraum (2023–2025) Verstéiss géint d'Präisindikatioun oder Differenzen tëscht Rayons- a Keesspräis festgestallt?

4. Gëtt et zu Lëtzebuerg eng gesetzlech toleréiert Feelerquot (Toleranzgrenz) bei Präisofweichunge bei enger Kontroll, oder gëllt de Prinzipp vun der Null-Toleranz?

5. Wéi héich waren d'Geldstrofen oder administrativ Sanktiounen, déi an de Joren 2023, 2024 an 2025 wéinst esou Verstéiss verhaang goufen?

6. Gëtt et spezifesch Handelssecteuren (z. B. Supermarchéen, Discount-Butteker, Kleedergeschäfter), déi bei de Kontrollen an de leschte Joren negativ opgefall sinn?

7. Wéi ginn d'Reklamatioune vu Konsumenten iwwer falsch Präisofrechnunge statistesch erfaasst an ausgewäert?

Réponse (22/12/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1. D'Direktioun fir de Konsumenteschutz aus dem Ministère fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau ass fir d'Kontrolléiere vum korrekten Ausschëldere vu Präisser zoustänneg. Dobäi gëtt och kontrolléiert ob de Präis an der Keess net méi héich ass, wéi deen, deen am Rayon ugewisen ass.

ad 2. an 3. An de Joren 2023 bis 2025 goufe ronn 1.000 Geschäfter aus dem Eenzelhandel kontrolléiert.

ad 4. Am Gesetz gëtt et keng Toleranzgrenz. De Präis an der Keess dierf net méi héich sinn, wéi deen, deen am Rayon ausgeschëldert ass.

Duerch eng efficace Sensibilisatioun bei de Betriber ass et dofir meeschtens och net noutwenneg mat penalen oder administrative Strofen duerchzegräifen.

ad 5. De Code de la consommation verlaangt Geldstrofe vun 250 € wann de Präis an der Keess méi héich ass wéi den affichéierte Präis am Rayon. D'Geldstrofe kënnen nëmme vun der Police operluecht ginn. D'Agente vun der Direktioun fir Konsumenteschutz, déi Officier de police judiciare sinn, kënnen hirersäits en Dossier opmaachen, deen un de Parquet weidergeleet gëtt. D'Ministesch fir Konsumenteschutz kann dem Betrib och eng Verwarnung schécken a mat enger Action en cessation viru Geriicht huelen.

ad 6. D'Visitte vun der DPC hunn an de Joren 2023 bis 2025 follgend Secteuren ofgedeckt:

– 2023: Beauté, Ästheetik an Hygiène (Coiffeursalonen, Schéinheets- an Tattoo-Instituter, Parfumerien ...), Bijouterien, Auerebutteker a Luxusmarken, Haushaltsapparater, souwéi Pneuen an Autosaccessoiren.
– 2024: Nei Geschäfter, Textilsecteur, Moto- a Motoaccessoiresbutteker, Campingsplazen an den Horeca-Secteur.
– 2025 hunn d'Kontrollen sech virun allem op traditionell Commercen, wéi Supermarchéen oder Geschäfter an de Stadzentre konzentréiert.

Dorauser ass ervirgaang, dass all Secteur seng eege Schwieregkeete mat verschiddene Reegelen huet, ma et kann net dorauser geschloss ginn, dass d'Präisser generell net affichéiert géifen oder an der Keess méi héich wiere wéi dat wat ausgeschëldert ass.

Generell ass ze bemierken, dass d'Personal – dat sech ëm d'Präisser am Buttek këmmert – sech de Reegelen an de Konsequenze vun engem falschen Affichage dacks net bewosst ass. Dofir setzt d'Direktioun fir Konsumenteschutz op eng permanent Sensibilisatioun vun de Betriber. An deem Sënn ginn déi nei Butteker systematesch sensibiliséiert a kréien och op pro-pc.public.lu de Guide fir de Professionellen zur Verfügung gestallt.

ad 7. D'Konsumente kënnen sech per Email oder Telefon bei der Direktioun fir Konsumenteschutz mellen. D'Agente vun der Direktioun ginn de Meldungen no a maachen dann och eng Visitt beim betraffene Buttek.

Soutien public à la revue queer.lu et contenu publié | Question **3308** (08/12/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

queer.lu publizéiert véiermol am Joer eng Zäitschréft iwwert LGBTQ+-Thematiken. Dës Publikatioune ginn ënnerstëtzt vum Staatsministère a vum Ministère fir Geschlechtergläichheet an Diversitéit, déi och explizitt an der Zäitschréft opgelëscht sinn.

An der Hierschteditioun vun dëser Zäitschréft goufen eng ganz Rei un Inhalter publizéiert, déi – och legal gesinn – problematesch sinn. Esou gëtt ë. a. dozou opgeruff, esouvill wéi méiglech Stickere bei lénke Kollektiver ze bestellen an domat den ëffentleche Raum zouzepechen. Op engem Beispill-Sticker, deen an der Zäitschréft ofgedréckt ass, steet: „Stierw (sic!) Finanzplaz". En onkontrolléiert Zoupeche vum ëffentleche Raum verstéisst géint d'Gemengereglementer, déi den Affichage am ëffentleche Raum reegelen. Des Weidere stellt sech d'Fro, wat fir een Zesummenhang tëscht LGBTQ an Haass op d'Finanzplaz besteet.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi eng finanziell Ënnerstëtzung kritt queer.lu pro Joer vum Staatsministère a vum Chancëgläichheetsministère?

2. Deelt d'Regierung d'Usiichte vu queer.lu, déi dozou opruffen, den ëffentleche Raum onkontrolléiert zouzepechen, ë. a. mat Messagen, ewéi „Stierw (sic!) Finanzplaz"?

3. Wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze verantworten, datt si eng Zäitschréft ënnerstëtzt, déi déi uewe genannten Inhalter publizéiert?

Réponse (14/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. queer.lu, ass ee Projet a Form vun enger Publikatioun vum Rainbow Center, déi souwuel als Printeditioun, wéi och online zur Verfügung steet. D'Originne vu queer.lu ginn zeréck bei d'Grënnung vum Rainbow Center am Joer 2023. Dëse gëtt geréiert vu Rosa Lëtzebuerg, eng ASBL, déi sech ëm d'Interessie vun LGBTIQ+-Communautéite këmmert, an déi 2023 eng Konventioun mam deemolege Ministère fir Famill, Integratioun an der Groussregioun (MIFA) ofgeschloss hat. Béid Projeten, dat heescht zum enge queer.lu als Online-Projet, zum aneren d'Kreatioun an d'Publikatioun vun engem trimesterielle Journal fir d'LGBTIQ+-Communautéiten zu Lëtzebuerg, sinn an der Annex vun der Konventioun 2023 opgelëscht. Déi zwee Projete sinn haut als Eenheet ze betruechten.

An der Folleg vum Regierungswiessel am November 2023 sinn d'Kompetenzen am Beräich LGBTIQ+ vum Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) iwwerholl ginn, an deemno huet de MEGA och all d'Konventioune vum MIFA iwwerholl, déi am Beräich LGBTIQ+ mat verschiddenen Acteuren aus der Zivillgesellschaft bestanen hunn. D'Konventioun zwëschent Rosa Lëtzebuerg an dem MEGA besteet säit dem 1. Januar 2024.[1]

Déi finanziell Ënnerstëtzung duerch de fréiere MIFA fir de Projet queer.lu war fir d'Joer 2023 ee Montant vun 10.657,87 EUR, an déi vum MEGA fir d'Joer 2024 vun 30.978,46 EUR. Fir d'Joer 2025 huet Rosa Lëtzebuerg 25.000 EUR beim MEGA fir dëse Projet ugefrot, mä den Decompte gouf nach net gemaach.

D'Weiderentwécklung vun der Publikatioun queer.lu gëtt dann am Kader vun enger dräijäreger Konventioun (2025–2028) tëschent dem Staat an der Associatioun Rosa Lëtzebuerg ASBL ënnerstëtzt. D'Konventioun gouf op Decisioun vum Premierminister nom positiven Avis vun der Kommissioun „Aide à la presse" ënnerschriwwen, sou wéi vum Gesetz vum 30. Juli 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel virgesinn. D'Finanzéierung ass zweckgebonnen, gëtt vum Staat järlech kontrolléiert an däerf net fir aner Aktivitéite benotzt ginn an all Form vun engem duebele Finanzement ass ënnersot.

D'finanziell Ënnerstëtzung bedréit 100.000 EUR pro Joer an deckt d'Aktivitéiten, déi am Artikel 1 vun der Konventioun definéiert sinn. Dës enthalen ë. a.:

– d'Redaktioun, de Layout an d'Diffusioun vun enger gedréckter Publikatioun, déi op d'mannst véiermol d'Joer erauskënnt, ergänzt duerch eng reegelméisseg aktualiséiert Online-Versioun;
– d'Weiderentwécklung vum Site queer.lu;
– d'Organisatioun vun edukativen, kulturellen a soziale Projeten am Interêt vun der LGBTIQ+-Communautéit an der Lutte géint Diskriminatioun;
– d'Kollaboratioun mat aneren Organisatiounen am Beräich vun de Mënscherechter;
– d'Respektéiere vun de journalistesch-eethesche Standarden an dem legale Kader vun der Meenungsfräiheet;
– e verantwortungsvolle Gebrauch vu Kënschtlecher Intelligenz, ausschliisslech als Ergänzung zu mënschlecher Aarbecht.

D'Ënnerstëtzung vun engem Biergermedium wéi queer.lu resultéiert aus enger meediepolitescher Orientatioun, déi de Pluralismus, d'Diversitéit vun de Meenungen an d'Fräiheet vun der künstlerescher a politescher Ausdrocksform schützt. Dëst ass am Präambel vun der Konventioun explizitt festgehalen, wou ë. a. betount gëtt:

– de Bäitrag vu Medias citoyens zum Recht op Informatioun a Meenungsfräiheet;
– hir Roll fir Pluralismus, Diversitéit a Representatioun vu soziale Gruppen;
– hiren Opschloss un Inklusioun, edukativ Missiounen a Kooperatioun am Mënscherechtsberäich.

D'Regierung wëll allgemeng hei nach eng Kéier d'Wichtegkeet vun der Meenungs- a Pressefräiheet rappeléieren.

ad 2. an 3. D'Formulatioun vun dëser Froestellung baséiert op der perséinlecher Interpretatioun, déi den Här Deputéierte vum klenge Comic vum Konschtkollektiv Richtung22, dee fir satiresch Inhalter bekannt ass, innerhalb vun der concernéierter Ausgab vu queer.lu mécht.

Langues d'enseignement dans la formation d'éducateur | Question **3309** (08/12/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Op der Sektioun fir Educateur am Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) zu Miersch ginn déi béid Haaptfächer Psychologie a Biologie op Franséisch ënnerriicht, wärend déi aner Fächer op Däitsch sinn. Laut Réckmeldungen aus der Schülerschaft féiert dat bei ville Schüler zu erhiefleche Léierschwieregkeeten, well déi genannt Fächer op Franséisch ënnerriicht ginn.

Op der anerer Säit ginn op der Sektioun fir Educateur am Enseignement général vum Lycée Bel-Val (LBV) sämtlech Fächer op Franséisch ënnerriicht.

Virun deem Hannergrond wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi steet den Här Minister zu dëser Ongerechtegkeet, dass déi eng Schüler nëmmen eng Sprooch musse kënnen, fir Educateur ze ginn (Franséisch), wärend déi aner Schüler zwou Sprooche musse kënnen, fir de selwechten Diplom ze kréien (Däitsch a Franséisch)?

2. Gëtt et am Ministère Iwwerleeungen, fir déi béid genannt Fächer an Zukunft optional op Däitsch unzebidden, fir deene Schüler, déi net sou gutt am Franséische sinn, entgéintzekommen?

Réponse (20/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Kader vun der Formatioun vum Educateur, souwuel där „traditioneller" am LTPES an am Lycée Bel-Val, wéi och an der zukünfteger frankophoner Offer an deem selwechte Lycée, ass et wichteg, eng Partie Elementer a puncto Sprooche curriculum/Sprooche regime kloer duerzestellen.

Keng vun deenen zwou Formatiounen ass monolingue. Souwuel zu Miersch wéi och um Belval sinn d'Schülerinnen an d'Schüler dru gehalen, op d'mannst zwou Sproochen ze kënnen, an hiren

[1] D'Konventioune vum MEGA ënnerscheeden sech an der Form vun de Konventioune mam deemolege Ministère vun der Famill, der Integratioun an der Groussregioun andeems de MEGA keng Projetslëschten an d'Konventiounen integréiert. Deementspriechend ass de Projet queer.lu och an de Konventioune fir 2024 an 2025 net explizitt opgelëscht. An de jeeweilegen Decomptë ginn d'Projeten an déi jeeweileg Depensen awer explizitt a getrennt opgefouert.

Diplom zertifizéiert dat och. Domat ass d'Premiss, „nëmmen eng Sprooch" am Kontext vun dëser Formatioun net korrekt. Op 2e an op 1re hu si an der Woch sechs Stonne Sproochenunterrecht. D'Fächer Däitsch, Franséisch an Englesch stinn hei zur Wiel, an zwou vun deene Sprooche kënnen an egal wat fir enger Konstellatioun gewielt ginn. Alle béid ginn och am Kader vum Examen de fin d'études gepréift.

D'Fro vun der Gerechtegkeet vis-à-vis vun de Schüler, déi eng „traditionell" 2e a 1re GED maachen, kann net den zentrale Punkt vun der Diskussioun sinn; et däerf een net vergiessen, datt eng GED frankophon u sech schonn eng Mesure d'équité ass. Dës Mesure soll kee Virdeel verschafen, mee déi ënnerschiddlech Ausgangsbedéngungen ausgläichen, ouni datt dobäi d'Ufuerderunge vun der Formatioun u sech erofgesat ginn.

De Régime linguistique spécifique, op deem dës Offer berout, gouf genee dofir an d'Liewe geruff, fir deene Kanner a Jonker, déi net d'Chance haten, hir ganz Scolaritéit zu Lëtzebuerg ze maachen, an dofir net déi néideg Kompetenzen am Däitschen an am Franséischen op engem héijen Niveau entwéckele konnten, trotzdeem eng Méiglechkeet ze ginn, fir ee Secondairesofschloss ze kréien. Esou kënne si weiderféierend Studien ugoen oder d'Beruffswelt integréieren, wuel wëssend, datt hir Choixe vis-à-vis vun deene Schüler, déi déi zwou Schoulsprooche kënnen, méi agegrenzt sinn.

ad 2. Déi ugeschwaten Thematik muss ganzheetlech gekuckt ginn. Dobäi géllt et, de ganze Kader vun der Formatioun am Bléck ze behalen, also de Curriculum, déi pedagogesch Ziler, an d'Ufuerderungen, déi spéider am Beruff oder an engem méigleche Studium gefrot sinn. Dofir ass de Ministère am Kader vun dëser Erweiderung vun der schoulescher Offer am Austausch mat de concernéierte Partner, d. h. den Direktiounen a Programmkommissiounen, fir iwwert déi zukünfteg Programmentwécklung ze schwätzen, an dozou gehéiert natierlech och weiderhin d'Fro vun de Langues véhiculaires vun den eenzelne Fächer.

Stratégie de nation branding et valorisation de la langue luxembourgeoise | Question **3310** (08/12/2025) de **M. Fred Keup** | **Mme Alexandra Schoos** | **M. Tom Weidig** (ADR)

Am rezenten „Inflight Autumn 2025"-Interview mam „Head of the Luxembourg Brand Image Promotion" liest een: „... it [d'Wuert ‚Luxembourg'] begins with ‚L' for Lëtzebuergesch – yes, we have our own language. And it's true that the Luxembourgish language, as a vehicle of authenticity, is an element we're putting much more emphasis on in our new strategy than a few years ago, when we communicated mainly for an international audience."

An deem Kontext hu mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung preziséieren, wat genau fir d'Lëtzebuerger Sprooch am Kader vun der neier Nation-Branding-Strategie gemaach wäert ginn?

2. Wéi gedenkt d'Regierung international kloer ze maachen, datt Lëtzebuergesch eng eege Sprooch ass?

3. Am Interview steet och, datt Lëtzebuerg d'nächst Joer en neit „Luxembourg House" kritt. Kann d'Regierung confirméieren, datt do alles, wat ugebuede gëtt, vu Lëtzebuerger Produzente kënnt? Wéi wäert dat neit „Luxembourg House" eist Land no baussen hi promouvéieren?

Réponse (07/01/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. an 2. D'Strategie vun der Initiativ „LuXembourg – Let's Make It Happen", déi schonn zanter Juni 2021 ëmgesat gëtt, huet als Zil d'Wäerter an d'Gesiichter vu Lëtzebuerg no bausse bekannt ze maachen. Si gesäit vir, eis Geschicht, eis Traditiounen, an eis Sprooch engem internationale Public, deen d'Zilgrupp vun der Initiativ ass, méi nozebréngen. An deem Kader huet d'Initiativ an de leschte Joer eng Rei Mesuren entwéckelt, déi d'Land promouvéieren, andeems se d'Lëtzebuerger Sprooch als Authentizitéitsvektor asetzen.

Zanter 2022 gëtt zum Beispill d'Lëtzebuerger Sprooch op alle Verpackunge vun der LuXembourg Collection, der Gamm vu Promotiounsartikele vu Lëtzebuerg op déi vill Ministèren an Ambassaden zougräifen, agesat. Déi meescht vun dësen Artikele si mat enger digitaler Storytelling-Säit verbonnen, déi an dräi Sproochen – dorënner Lëtzebuergesch – d'Geschicht vum Produit a sengem Produzent virstellt, fir datt iwwert den einfache Kaddo eraus, e „Stéck Lëtzebuerg" verschenkt gëtt.

Och d'Websäit lmih.lu ass an dräi Sproochen disponibel, dorënner Lëtzebuergesch.

A verschiddenen internationale Campagnen hélt d'Lëtzebuerger Sprooch eng wichteg Plaz an – als zitéiert oder geschwate Sprooch vun der Off-Stëmm oder als Stëmm vun de Protagonisten zum Beispill. Hei kann een zum Beispill „Luxembourg. Our Common Ground" (2023), „Faces of Luxembourg" (2024) oder „Oops, I stayed in Luxembourg" (2025) nennen, déi zesummen iwwert 3,9 Milliioune Vuë generéiert hunn.

D'Campagne „Luxembourg. 10 Years. 10 Letters.", déi am Juni 2026 am Kader vum 10. Anniversaire vun der „LuXembourg – Let's Make It Happen"-Initiativ wäert lancéiert ginn, ass aktuell an der Entwécklung. Hei gëtt all Buschtaf vum Wuert L-U-X-E-M-B-O-U-R-G mat engem Haaptatout vu Lëtzebuerg verbonnen, ugefaange mam Buschtaf L wéi „Lëtzebuergesch", wou d'Lëtzebuerger Sprooch an de Multilinguismus an de Vierdergrond gestallt ginn.

Um institutionellen Niveau setzt d'Regierung konsequent d'Mesurë 25 a 26 aus dem Aktiounsplang fir d'Lëtzebuerger Sprooch vum 14. Dezember 2022 ëm. An deem Kontext huet de Kulturminister zulescht den 18. November 2025 zu Bréissel d'Iwwersetzungen op Lëtzebuergesch vun de véier Basistexter vun der EU der Generalsekretärin vum EU-Rot, Thérèse Blanchet, iwwerreecht. Dëst ass d'Grondbedéngung, fir iwwerhaapt eng Visibilitéit vun eiser Sprooch op EU-Niveau aushandelen ze kënnen.

Bei der Unesco a beim Conseil de l'Europe gouf d'Ausstellung SPROOCH[EN] op prominenter Plaz gewisen. Bei der Unesco spillt Lëtzebuerg eng Virbildfunktioun am Beräich vun der Digitaliséierung vun de klenge Sproochen. Am Weltsproochenatlas vun der Unesco wäert d'Lëtzebuerger Sprooch an Zukunft méi visibel ginn.

Eng besonnesch wichteg Informatiounsquell wäert awer virun allem den offiziellen Internetportal vun der Lëtzebuerger Sprooch ginn, un deem intensiv geschafft gëtt, an deen an engem hallwe Joer online goe wäert. Hei wäerten all interesséiert Leit all méiglech Informatiounen iwwer d'Sprooch fannen. Donieft spillen d'Ausstellung vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch an eng digitaliséiert Versioun dovunner eng wichteg Roll, fir baussent eisem Land iwwer d'Lëtzebuergescht ze informéieren.

ad 3. All déi iwwer 100 Partner vum LuXembourg House si Lëtzebuerger Entreprisen, Produzenten, Wënzer, Handwierker a Kënschtler.

D'LuXembourg House ass eng Plattform fir d'Promotioun vu Lëtzebuerger Produiten a Savoir-faire, déi d'Kreativitéit an d'Diversitéit vum wirtschaftlechen, handwierklechen a kulturelle Schafen am Land weist. D'Produite mussen en direkten oder indirekte Bezuch zu Lëtzebuerg hunn – zum Beispill duerch hir Konzeptioun, de Savoir-faire oder déi kulturell an historesch Dimensioun – ouni onbedéngt komplett zu Lëtzebuerg hiergestallt ze sinn. Et handelt sech hei net ëm e Label, deen déi exakt geographesch Origine vun de Produite géif zertifizéieren, wéi de Label „Made in Luxembourg" dat mécht.

Dat neit LuXembourg House wäert Lëtzebuerg no bausse promouvéieren andeems et de Savoir-faire, d'Wäerter an d'Gesiichter vum Land sichtbar mécht, an als Vitrinn fir eng villfälteg Offer u Produite vu Lëtzebuerger Produzenten, Wënzer, Handwierker a Kënschtler. De Lëtzebuerger Oenotourismus wäert esou gestäerkt ginn, ënnert anerem duerch Raimlechkeete fir de Verkaf a punktuell Degustatioun vu Lëtzebuerger Wäiner a Cremanten, an Zesummenaarbecht mam Institut viti-vinicole an de Lëtzebuerger Wënzer.

Duerch en attraktiven Design, Fotoen a Storytelling, déi d'Produiten an d'Produzente vu Lëtzebuerg an de Mëttelpunkt stellen, gradewéi duerch eng verstäerkten digital Kommunikatioun, wäert d'LuXembourg House Visiteuren unzéien an d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg op internationalem Niveau stäerken.

Placement de mineurs au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) | Question **3311** (08/12/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Les 4 et 5 décembre 2025, le Parquet de Luxembourg a publié deux communiqués relatifs au placement de mineurs au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL). Dans le premier cas, deux jeunes ont été interpellés en flagrant délit de vol dans le tram, dans un contexte que le parquet qualifie d'augmentation marquée des vols liés à la présence de groupes organisés dans les lieux publics très fréquentés. Faute de place à l'Unité de sécurité (Unisec) du Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn, les deux mineurs ont été placés au CPL.

Dans le second cas, quatre autres mineurs ont été arrêtés pour tentative de vol aggravée à Bascharage. Trois d'entre eux ont été placés au CPL, un autre dans un foyer spécialisé. Le parquet souligne que ces jeunes, pour certains déjà passés par le CPL, sont bien connus par les services de police, circulent parfois sous de fausses identités et ne disposent pas de domicile fixe, ce qui complique leur suivi.

Ces événements récents mettent une fois de plus en lumière la problématique persistante de la détention des mineurs au sein d'un établissement pénitentiaire pour adultes, en contradiction avec les recommandations du Comité européen pour la prévention de la torture (CPT), appelant les autorités luxembourgeoises à cesser immédiatement cette pratique.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Est-ce qu'une procédure systématique d'évaluation du risque d'exploitation criminelle, y compris sous forme de traite des êtres humains, est mise en œuvre lorsqu'un mineur est interpellé par les forces de l'ordre ? Si oui, en quoi consiste cette procédure, quels en sont les critères, et quelles autorités en assurent la mise en œuvre ?

2) Dans les cas où une suspicion ou une confirmation d'exploitation criminelle est identifiée, quelles sont les mesures concrètes prises pour assurer la protection du

jeune concerné, et pour quelles raisons le placement dans un établissement pénitentiaire pour adultes peut malgré tout être ordonné ?

3) Combien d'enfants ont été placés au CPL plus d'une fois au cours des cinq dernières années ? Existe-t-il des statistiques sur le nombre de jeunes placés à l'Unisec après un premier passage par le CPL ? Ces données sont-elles régulièrement exploitées dans une optique d'évaluation des politiques publiques ?

4) Au vu de la saturation apparente de l'Unisec, le Gouvernement estime-t-il que cela reflète un manque de capacité structurelle ou plutôt une insuffisance dans le recours à des mesures alternatives à la privation de liberté ? Quelles mesures sont envisagées pour développer davantage de réponses éducatives et non privatives de liberté ?

Réponse (03/02/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) et 2) L'autorité judiciaire, qu'il s'agisse du parquet ou des magistrats du tribunal de la jeunesse, procède toujours à une analyse individualisée de chaque situation concernant un mineur. Chaque mineur présente des caractéristiques personnelles, psychologiques, sociales et familiales qui lui sont propres. Ses besoins, ses vulnérabilités, son parcours antérieur, son degré de maturité, son environnement et l'existence éventuelle d'influences externes néfastes doivent être pris en compte de manière approfondie. Les autorités judiciaires consacrent une attention particulière aux éléments susceptibles de mettre le mineur en danger, d'aggraver sa situation ou d'entraver sa réinsertion.

Tous les facteurs susceptibles d'exercer une influence négative sur le mineur sont alors évalués avec attention et des mesures sont prises pour atténuer ces risques.

La mission de protection de l'enfant oblige l'autorité judiciaire à mettre en place un encadrement suffisant pour éviter que des mineurs livrés à eux-mêmes, risquant d'être manipulés par des tiers ou présentant une énergie délinquante, échappent aux dispositifs mis en place pour les aider. La privation de liberté, lorsqu'elle est décidée, a pour finalité première d'assurer la mise en place d'une structure stable, pluridisciplinaire et spécialisée, capable de proposer au mineur un cadre éducatif renforcé, de nouveaux repères, une continuité de suivi, des valeurs essentielles, ainsi que des perspectives concrètes à court et moyen terme. Aussi, lorsqu'un magistrat spécialisé ordonne une mesure de placement dans un centre fermé, il s'agit toujours d'un choix réfléchi, considéré comme l'ultime recours après que toutes les autres mesures moins restrictives ont été examinées ou mises en œuvre sans succès.

Le but poursuivi est d'éviter que le mineur ne bascule dans une trajectoire durablement déviante, ou qu'il reste sous l'influence de groupes exploitant sa vulnérabilité.

Concernant plus spécifiquement la problématique des placements fermés, toutes les mesures utiles sont systématiquement envisagées afin d'assurer au mineur un accompagnement adapté.

Toutefois, il est notoire que l'Unité de sécurité ne dispose que de douze places, ce qui constitue une contrainte structurelle évidente.

Lorsqu'un mineur relève clairement d'un placement fermé, mais que la capacité de l'Unité de sécurité est atteinte, l'autorité judiciaire se trouve dans l'obligation de choisir entre deux solutions, toutes deux insatisfaisantes mais ne laissant aucune alternative immédiate.

La première consisterait à placer le mineur dans une structure ouverte. Or, l'expérience constante démontre que les mineurs relevant d'un placement fermé fuient souvent la structure ouverte dans les premières heures ou jours. Une telle fuite rend impossible la mise en place d'un projet éducatif, thérapeutique ou social, puisque le mineur ne demeure plus accessible aux services compétents. Cette solution, parfois présentée comme respectueuse de la liberté du mineur, s'avère en réalité délétère : elle le renvoie immédiatement à la rue, où il retombe très souvent dans des actes délinquants ou sous l'influence de réseaux criminels ou d'exploitation.

La seconde solution consiste à placer le mineur au Centre pénitentiaire pour majeurs. Lorsque cette mesure exceptionnelle est adoptée, elle l'est uniquement en dernier ressort et dans le but d'assurer une prise en charge structurée. Elle n'est généralement appliquée que dans des situations spécifiques, par exemple face à des mineurs extrêmement violents, radicalisés, dangereux pour les autres jeunes ou pour le personnel. Il est fondamental de préciser aussi que les mineurs y sont toujours détenus dans un bloc totalement séparé des détenus majeurs, sans aucun contact avec ceux-ci, et avec une prise en charge appropriée.

Afin d'éviter à l'avenir le recours à un placement en centre pénitentiaire, il est prévu, dans le cadre de l'introduction d'un droit pénal pour mineurs (projet de loi n° 7991), de créer un centre pénitentiaire pour mineurs dont les capacités seront plus élevées que celles de l'actuelle Unité de sécurité.

ad 3) Les chiffres globaux concernant les placements de mineurs au CPL, décidés par les différentes juridictions, au cours des cinq dernières années se présentent comme suit :

La différence entre le nombre des mesures de placements au CPL et le nombre de mineurs au CPL par année s'explique par la circonstance que certains mineurs ont dû être placés à plusieurs reprises au CPL. Au total, nous avons relevé, entre 2020 et 2025, 11 mineurs qui ont été placés au CPL à plus d'une reprise.

Concernant les mesures de placement à l'Unisec, par suite d'un placement au CPL, un total de 25 mesures a été identifié, dont 11 en 2025 :

ad 4) L'actuelle Unité de sécurité présente une capacité insuffisante, raison pour laquelle il est prévu, dans le cadre d'introduction d'un droit pénal pour mineurs (projet de loi n° 7991), de créer un centre pénitentiaire pour mineurs dont les capacités seront augmentées pour faire face aux besoins constatés dans la pratique.

Le Ministère de la Justice est également en train d'analyser la mise en place d'un centre pénitentiaire semi-ouvert pour mineurs.

Le projet de loi n° 7991 prévoit ainsi une gradation des mesures pouvant être prises à l'égard d'un mineur délinquant, avec en premier lieu des mesures alternatives à une sanction pénale, en second lieu des peines non privatives de liberté et, uniquement en tant que mesure de dernier recours, une peine privative de liberté à exécuter au futur centre pénitentiaire pour mineurs.

Le projet ancre clairement dans le texte de la loi le principe – déjà appliqué dans la pratique à l'heure actuelle – de prioriser, dans toute la mesure du possible, les mesures non privatives de liberté, tout en créant une structure adaptée aux besoins du terrain et présentant les capacités requises pour prendre en charge les cas où une mesure privative de liberté s'impose.

Concessions de cabaretage | Question **3312** (09/12/2025) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

An engem rezenten Artikel am „Luxemburger Wort" gouf op d'Problematik vun de Relatiounen tëscht de Groussbrauereien an de Lëtzebuerger Gastronomen higewisen. Nieft de kriddelege Vertragsbedéngunge gouf och d'Thematik vun de Schanklizenzen (Concession de cabaretage) thematiséiert. Et gëtt bericht, datt Lizenzen, déi u sech wéinst Netnotzung verfale missten, duerch strateegesch „Rochaden" tësche verschiddene Gebaier oder Betriber „um Liewe gehale ginn". Dëst Virgoen erméiglecht et grousse Brauereien, d'Kontroll iwwert d'Lizenzen ze behalen an domat de Marché ze dominéieren, wärend et fir onofhängeg Entrepreneure schwéier ass, u fräi Lizenzen ze kommen.

D'Gesetz gesäit vir, datt bestëmmte Lizenzen, wann se net genotzt ginn, no enger gewësser Zäit verfalen, ausser et gëtt eng Ausnamegeneemegung (Dispens) vun der Douane accordéiert. Laut dem Artikel ginn awer dacks Lizenzen, déi kuerz virum Verfall stinn, op lafend Betriber iwwerdroen, wärend d'Lizenz vum lafende Betrib op dat eidel Gebai gesat gëtt, fir d'Delaien ze verlängeren. Dës Praxis, an d'Zuel vun de „schlofende" Lizenzen, werfe Froen iwwert d'Transparenz an d'Accessibilitéit vum Horesca-Marché op.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Finanzen a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Transferte vu Schanklizenze vun engem Gebai op en anert goufen an de leschte 5 Joer (opgeschlësselt pro Joer) bei der Douane enregistréiert?

2. Wéi vill Schanklizenze sinn aktuell mat enger „Dispens" vun der Notzungspflicht beluecht, a wéi huet sech dës Zuel iwwer déi lescht 5 Joer entwéckelt?

3. Wéi vill Schanklizenze sinn an de leschte 5 Joer definitiv verfall, well se weeder genotzt goufen nach eng Dispens accordéiert kruten?

4. Huet de Ministère Kenntnis vun der am Artikel beschriwwener Praxis vu „Rochaden", wou Lizenzen nëmmen transferéiert ginn, fir de gesetzleche Verfall ze ëmgoen, a gedenkt de Minister Mesuren ze ergräifen, fir dës Praxis ze ënnerbannen?

5. Wéi vill Lizenzen, déi aktuell gëlteg sinn, sinn am Besëtz vu Brauereien oder Brauerei-Gruppen (direkt oder iwwer Duechtergesellschaften), a wéi héich ass dësen Undeel am Verglach zur Gesamtzuel vun de Lizenzen?

Réponse (13/01/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Tablo

ad 2. Tablo

ad 3. 53 Schanklizenze sinn an de leschte 5 Joer definitiv verfall.

Doran enthale si Lizenzen, fir déi eng Dispens accordéiert gouf, mä déi verfall sinn, well se net virum Auslafe vun der Dispens genotzt goufen.

ad 4. Den Transfert vun enger Lizenz vum Typ „privilège" op eng aner Adress, ewéi am Artikel beschriwwen, ass nom Gesetz nëmmen am ganz spezifesche Fall erlaabt, wou e Gebai mat esou engem Privileeg fir de Besoin vum ëffentlechen Interessi muss ofgerappt ginn.

ad 5. Insgesamt gëtt et, leschten Zuele vun der Douanesverwaltung no, 3.304 Schanklizenzen zu Lëtzebuerg.

Dovunner gehéieren 1.205 Schanklizenzen, also ronn 37 %, verschiddene Brauereien oder Brauerei-Gruppen.

Sécurité du glyphosate | Question **3313** (09/12/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Un article récemment paru dans le journal quotidien « Le Monde » (édition du 4 décembre 2025) révèle une controverse scientifique remontant à l'année 2000. Il s'agit d'une publication dans une revue scientifique, attribuée à trois chercheurs réputés et portant sur la sécurité du glyphosate, un herbicide largement utilisé. Or, il apparaît que ces trois chercheurs n'ont en réalité pas participé à la rédaction de l'article. Celui-ci aurait été rédigé par des cadres supérieurs de l'entreprise Monsanto, les chercheurs n'ayant fait qu'apposer leur signature.

Considérant que cette publication figure parmi les 0,1 % d'articles les plus cités au monde, il y a lieu de s'inquiéter de son influence sur de nombreux travaux et évaluations scientifiques. Elle a notamment été utilisée comme référence dans divers rapports d'expertise, y compris au niveau européen, malgré son absence d'indépendance scientifique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre a pris connaissance de l'article en question ?

2) Dans l'affirmative, le Gouvernement estime-t-il que cette révélation est susceptible de relancer la discussion sur l'évaluation du glyphosate au niveau européen ?

Réponse (20/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Oui.

ad 2) L'article publié par la revue « Regulatory Toxicology and Pharmacology » a été retiré en ce que les conclusions sur la cancérogénicité du glyphosate reposaient sur des résultats non publiés de Monsanto, qui n'ont pas démontré de potentiel tumorigène[2].

Le glyphosate lui-même est classé, selon l'avis du Comité d'évaluation des risques (Risk Assessment Committee (RAC), 2023), comme provoquant des lésions oculaires graves et comme étant toxique pour la vie aquatique. En 2023, le comité RAC a conclu que la classification du glyphosate comme cancérogène n'était pas justifiée[3].

En juin 2025, la Commission européenne a relancé le débat sur l'évaluation du glyphosate, à la suite de la publication de l'étude mondiale réalisée par l'Institut Ramazzini à Bologne, en Italie. La Commission a demandé à l'ECHA (European Chemicals Agency) et à l'EFSA (European Food Safety Authority) de faire réévaluer, selon les dispositions légales applicables, les effets cancérogènes du glyphosate[4].

Un nouvel avis du RAC devrait être fourni dans un délai de 15 mois à compter de la réception de toutes les données disponibles.

Le 10 décembre 2025, une entrevue entre l'ECHA, l'EFSA et des représentants de l'Institut Ramazzini a eu lieu à Bologne pour discuter des résultats et de la méthodologie de l'étude mondiale sur le glyphosate[5].

[2] https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0273230099913715?via%3Dihub

[3] https://echa.europa.eu/-/glyphosate-no-change-proposed-to-hazard-classification

[4] https://echa.europa.eu/documents/10162/17090/rac_mandate_art77_3c_glyphosate_en.pdf

[5] https://echa.europa.eu/fr/hot-topics/glyphosate

Surproduction de pommes de terre | Question **3314** (09/12/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Des rumeurs font état de destruction de plusieurs hectares de pommes de terre à travers nos Ardennes en raison de la surproduction de cette année.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer ou infirmer ces informations ?

2) En cas de confirmation, Madame la Ministre a-t-elle été informée du nombre de surfaces concernées ? De quelles variétés de pommes de terre s'agirait-il ?

3) Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas envisagé, sur proposition de Madame la Ministre, des alternatives à la destruction, notamment l'achat – même partiel – de ces produits aux agriculteurs afin de les acheminer vers des pays ou des personnes dans le besoin ?

4) Quels obstacles auraient pu empêcher une telle solution ?

Réponse (18/12/2025) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Je ne peux pas confirmer ces informations.

ad 2) /

ad 3) /

ad 4) /

Refus des signatures digitales pour les contrats de conférenciers spécialisés | Question **3315** (09/12/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Lëtzebuerger Verwaltung existéieren nach ëmmer inselkaartenaarteg Digitaliséierungsprozesser. Sou benotze bzw. akzeptéiere verschidde Servicer digital Ënnerschréften, wärend anerer weiderhi just handschréftlech Ënnerschréften zouloossen.

An deem Kontext ass eis zu Ouere komm, dass a leschter Zäit verschidde Patronen a Schoulen sech driwwer beschwéiert hunn, dass „conférencier spécialisé"-Kontrakter, déi am Kader vun der BTS-Formatioun ofgeschloss a vun de Bedeelegten digital ënnerschriwwe goufen, vum zoustännegen Héichschoulministère net akzeptéiert gi sinn. De Ministère géif drop bestoen, dass all d'Ënnerschréften handschréftlech ze leeschte sinn, obschonns d'Schoulen entspriechend digital Formulare benotzen, déi vum Ministère selwer bereetgestallt ginn.

Dës Contrainte géif zu widderhuelten Neiausstellunge vun den Dokumenter, zu organisatoresche Verzögerungen, zousätzlecher Aarbechtsbelaaschtung an zu enger wuessender Veronsécherung bei alle Bedeelegte féieren.

An deem Zesummenhang hu mir follgend Froen un d'Madamm Héichschoulminister:

1. Aus wéi engem Grond akzeptéiert de Ministère digital Ënnerschréften op „conférencier spécialisé"-Kontrakter aktuell net, obschonns d'Schoulen entspriechend digital Formulare benotzen, déi vum Ministère selwer bereetgestallt ginn?

2. Existéiert eng legal Basis, déi de Ministère zur Ofleenung vun digitalen Ënnerschréfte verflicht oder berechtegt? Wa jo, wéi eng? Awéiwäit steet déi entspriechend Bestëmmung am Aklang mat den nationalen an europäesche Reegelen zur elektronescher Ënnerschréft (eIDAS)?

3. Wéi eng Aarte vun digitalen Ënnerschréften (agescannt Ënnerschréft, qualifizéiert elektronesch Ënnerschréft asw.) ginn aktuell vum Ministère akzeptéiert bzw. ofgeleent?

4. Wéi vill „conférencier spécialisé"-Kontrakter goufen am lafenden an am vergaangene Joer opgrond vun der Aart/Form vun den Ënnerschréften zréckgewisen?

5. Wéi eng Moossname plangt de Ministère fir sécherzestellen,
– dass Schoulen a Betriber kloer, eenheetlech a fiabel Informatiounen zur Gültegkeet vun digitalen Ënnerschréfte kréien,
– an dass Kontrakter an Zukunft ouni onnéideg Verzögerungen ofgeschloss kënne ginn?

6. Ass eng vollstänneg Digitaliséierung an domat och d'Optioun vun enger elektronescher Ënnerschréft bei de „conférencier spécialisé"-Kontrakter geplangt, sou wéi dat an anere staatleche Beräicher Praxis ass? Wa jo, bis wéini? Wann nee, firwat net?

Réponse (18/12/2025) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Et sief virop vermierkt, dass de Ministère fir Fuerschung an Héichschoul de Moment amgaang ass, d'Digitaliséierung vu senge Prozesser a Prozedure weiderzedreiwen, an dat notamment op Basis vum Gesetz vum 4. Juni 2025 betreffend d'elektronesch Ënnerschréft op administrativen Dokumenter. De Fortgang vun deenen Aarbechten hänkt natierlech allkéiers vun der Komplexitéit vun der concernéierter Prozedur of.

Zurzäit ass d'Prozedur fir d'Gestioun vun de Kontrakter vun de Prestataires externes (Intervenants externes a Conférenciers spécialisés) an de BTS-Programmer nach net komplett digitaliséiert, an deem Sënn, dass déi Dokumenter, déi eng Ënnerschréft vun dräi Parteien droen, nach net kënne vun Ufank bis zum Schluss op dem elektronesche Wee transitéieren, kontrolléiert an traitéiert ginn.

Deemno ass à ce stade eng fully-digital Prozedur nach net méiglech, wat dozou féiert, dass am Prinzipp d'Ënnerschréften nach mussen handschréftlech op besote Kontrakter gesat ginn.

Dëst ass och am Aklang mat den Travaux parlementaires vum erwäänte Gesetz vum 4. Juni 2025 betreffend d'elektronesch Ënnerschréft op administrativen Dokumenter, wou am Rapport vun der Kommissioun festgehale ginn ass, dass am Prinzipp, falls et net méiglech ass, dass all déi concernéiert Parteie mat enger Signature électronique qualifiée kënnen ënnerschreiwen a falls eng Prozedur nach net vollstänneg digitaliséiert ass, ee Mix vun elektroneschen an handschréftlechen Ënnerschréften u sech, aus Grënn vun der Rechtssécherheet, ze vermeiden ass.

Deementspriechend ginn dann och d'Dokumenter vu staatlecher Säit, also vun den Direktiounen aus de Lycéeën, déi zoustänneg si fir d'Selektioun vun den externe Prestataires, an dem Ministère de Moment nach manuell ënnerschriwwen.

Bei de Prestataires externes, déi jo net permanent am Lycée sur place sinn, acceptéiert de Ministère aus Kulanzgrënn an aus Grënn vun der Simplification administrative och elektronesch oder gescannten Ënnerschréften op den uewe genannten Dokumenter.

ad 2. Hei sief op d'Äntwert op d'Fro 1 verwisen.

ad 3. Hei sief op d'Äntwert op d'Fro 1 verwisen.

ad 4. Wärend dem Studiejoer 2024/2025 hate 56 Persounen e Kontrakt als Conférencier spécialisé. Iwwert déi Period ass kee Kontrakt „zréckgewise" ginn. Fir dat lafend d'Studiejoer 2025/2026 sinn zu dësem Zäitpunkt 28 Conférencier-spécialisé-Kontrakter beim Ministère erakomm. A 5 Fäll ass de Maacher Lycée gebiede ginn, de Kontrakt mat enger handschréftlecher Ënnerschréft vun engem Direktiounsmember nozeschécken (cf. Äntwert op Fro 1). Deemno ass an deem Zäitraum keen Dokument wéinst dem Feele vun enger handschréftlecher Ënnerschréft vun engem Conférencier spécialisé „zréckgewise" ginn.

ad 5. An dësem Kontext sief op de Vademecum verwisen, deen um Internetsite vum Ministère accessibel ass a wou d'Lycéeën an déi extern Intervenanten all pertinent Informatioune fanne kënnen. Wann am Laf vun engem Studiejoer Neierungen an der Prozedur kommen, kritt all Lycée all wichteg Informatiounen och nach per E-mail matgedeeelt.

De Ministère schafft zudeem drun, an Zesummenaarbecht mam CTIE, d'Formulairen op de guichet.lu ze portéieren.

ad 6. Selbstverständlech ass eng vollstänneg Digitaliséierung vun dëser Prozedur geplangt an aktuell an der Ausaarbechtung. An dësem Kontext sief op d'Äntwert op d'Froen 1 a 5 verwisen.

Examen de promotion auprès des CFL | Question **3316** (09/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Bei den CFL kann d'Personal aus dem Cadre permanent ee Promotiounsexamen a senger jeeweileger Carrière maachen. D'Leit, déi den Exame packen, kënnen esou an hirer Karriär op der Bunn den Enddéngschtgrad erreechen. Dëse meritokratesche Mechanismus ass wichteg, fir d'Motivatioun beim Personal héichzehalen an d'Efforten an d'Leeschtung vun den CFL-Mataarbechter:innen unzeerkennen. Et ass, wéi beim Staat a bei de Gemengen, een Engagement vum CFL-Agent, fir ee Promotiounsexamen ze maachen an dofir eppes ze leeschten. Et ass awer och am Sënn vum Patron, dass d'Leit hiert Bescht ginn an dofir motivéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi vill Leit hunn, opgeschlësselt pro Joer, Direktioun a Karriär, tëschent 2022 an 2025 hire Promotiounsexamen op den CFL geschriwwen?
Wéi vill dovunner hunn e gepackt?

2. Wéi vill Kandidat:inne goufen, opgeschlësselt pro Joer, Direktioun a Carrière, tëschent 2022 an 2025 net zum Promotiounsexamen zougelooss?
Wat waren d'Grënn, dass net all Kandidat fir de Promotiounsexamen zougelooss gouf?

3. No wéi enge Krittäre ginn d'Promotiounsexamen ausgeschriwwen an no wéi enge Krittäre gi Kandidat:innen zougelooss oder refuséiert?

Réponse (07/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer de Promotiounsexame bei den CFL. Déi follgend Informatioune goufe bei den CFL ugefrot.

ad 1. Tabloen

ad 2. D'KandidatInne sinn an de Joren 2022 bis 2025 alleguer fir de Promotiounsexamen zougelooss ginn, wann si d'Konditioun vun der Anciennetéit geméiss der Reglementatioun erfëllt hunn.

An der interner Reglementatioun ass festgeluecht, dass een Delai vu minimum 6 Joer ab dem Datum vun der „confirmation du commissonnement" muss erfëllt sinn, also no insgesamt mindestens 8 Joer Anciennetéit CFL.

ad 3. D'Posten, fir déi e Promotiounsexamen verlaangt gëtt, sinn am Organigramm mat de jeeweilege Postebeschreiwungen am Niveau supérieur vun der entspriechender Karriär definéiert.

D'Exame ginn ausgeschriwwen, falls e Besoin besteet en vue vun der Besetzung vu Poste vum Niveau supérieur.

All KandidatInn gëtt fir den Examen zougelooss, wann en/si d'Konditioun vun der Anciennetéit geméiss der Reglementatioun erfëllt.

Wéi virdrun erwäänt, ass an der interner Reglementatioun festgeluecht, dass een Delai vu minimum 6 Joer ab dem Datum vun der „confirmation du commissonnement" muss erfëllt sinn, also no insgesamt mindestens 8 Joer Anciennetéit CFL.

Webinaire organisé par la « Belgian-Luxembourg Chamber of Commerce in Russia » (CCBLR) | Question **3317** (10/12/2025) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

Des informations récentes font état d'un webinaire organisé par la « Belgian-Luxembourg Chamber of Commerce in Russia » (CCBLR), établie notamment à Luxembourg, portant sur les « Canaux de paiement alternatifs et transactions numériques » avec la Russie. Selon les informations disponibles, ce séminaire en ligne vise à conseiller les entreprises sur les moyens de contourner les restrictions résultant des sanctions européennes contre la Russie, notamment la déconnexion de nombreuses banques russes du système SWIFT et la suspension d'opérations par les principaux systèmes de paiement.

L'invitation au webinaire mentionne explicitement des « solutions de contournement complexes pour les paiements transfrontaliers, incluant des intermédiaires, des services fintech, le routage par des pays tiers, des opérations basées sur des QR codes et des canaux de cryptomonnaies ».

Cependant, la déconnexion des banques russes du système SWIFT et les restrictions sur les systèmes de paiement constituent des éléments centraux du régime de sanctions de l'Union européenne contre Moscou, adopté en réponse à l'agression russe contre l'Ukraine. Tout conseil ou assistance visant à contourner ces sanctions constitue une violation du droit européen et luxembourgeois.

En outre, je constate que le statut d'accréditation de la CCBLR auprès de la Chambre de Commerce luxembourgeoise apparaît comme étant « on hold » (suspendu) sur le site officiel de la Chambre de Commerce. Néanmoins, l'organisation semble maintenir une adresse et une présence à Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Le Gouvernement considère-t-il que l'organisation d'un tel webinaire, visant explicitement à conseiller sur le contournement des sanctions européennes contre la Russie, est susceptible de constituer une infraction pénale ?

2) Quel est, à ce jour, le statut juridique de la CCBLR au Luxembourg ? Dispose-t-elle toujours d'une autorisation d'établissement valide sur le territoire luxembourgeois ?

3) Pour quels motifs son accréditation auprès de la Chambre de Commerce luxembourgeoise est-elle indiquée comme étant « on hold » sur le site officiel, et non révoquée ?

4) Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises ou envisage-t-il de prendre à l'égard de la CCBLR à la suite de l'organisation de ce webinaire ?

5) Le Gouvernement a-t-il pris contact avec les autorités belges, étant donné que la CCBLR se présente comme une chambre belgo-luxembourgeoise, afin de coordonner une éventuelle action à l'encontre de cette organisation ?

6) Plus largement, le Gouvernement a-t-il identifié d'autres entités établies au Luxembourg susceptibles d'être impliquées dans des activités de contournement des sanctions européennes contre la Russie ?

Réponse (19/01/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Le Gouvernement ne se prononce pas sur la qualification juridique de faits concrets. Celle-ci relève de la compétence des autorités judiciaires.

Il convient de rappeler que toutes les opérations économiques ne sont pas interdites par le régime de sanctions contre la Russie. Des paiements peuvent continuer à être effectués par des canaux non soumis à des mesures restrictives lorsqu'ils concernent des opérations autorisées et qu'ils s'inscrivent dans le respect du cadre juridique applicable. Il convient toutefois de rappeler que l'utilisation de tels canaux ne peut avoir pour objet ou pour effet de contourner les interdictions prévues par le règlement.

Le règlement prévoit par ailleurs des restrictions étendues en matière de fourniture de services, y compris de services de conseil, notamment lorsqu'ils sont destinés au Gouvernement de la Fédération de Russie ou à des entreprises établies en Russie.

ad 2) À ce jour, la CCBLR (CCBLR.COM), association sans but lucratif immatriculée sous le numéro F12665, fait l'objet d'une procédure de dissolution administrative sans liquidation ouverte le 1er octobre 2025 par le gestionnaire du Registre de commerce et des sociétés, en application de l'article 69 (1) de la loi modifiée du 7 août 2023 sur les associations sans but lucratif et les fondations.

À défaut de recours, la procédure sera clôturée dans un délai maximal de six mois, entraînant la perte de la personnalité juridique de l'association et sa radiation du Registre de commerce et des sociétés.

ad 3) Le Gouvernement ne peut se prononcer sur les motifs ayant conduit à l'indication du statut « on hold » sur le site de la Chambre de Commerce.

ad 4) Toute appréciation relative à d'éventuels manquements à des dispositions pénales relève exclusivement des autorités judiciaires.

ad 5) Des échanges techniques ont eu lieu avec les contreparties belges.

ad 6) Lorsque le Gouvernement, dans l'exercice de ses fonctions, a connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, il les porte à la connaissance du parquet conformément à l'article 23 du Code de procédure pénale. Il appartient ensuite exclusivement aux autorités judiciaires d'apprécier les suites à y donner.

Il est enfin rappelé que les procédures pénales sont couvertes par le secret de l'instruction.

Contamination des céréales par le TFA | Question **3318** (10/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Suite à la demande urgente de mise à l'ordre du jour pour le mois de juillet 2024 déposée par notre sensibilité politique, la problématique des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS), et plus particulièrement celle du trifluoroacétate (TFA), a été abordée pour la première fois au sein de la Chambre des Députés lors d'une réunion de la Commission de l'Environnement en octobre 2024. À cette occasion, Monsieur le Ministre a informé qu'un groupe de travail interministériel informel, réunissant des représentant·e·s du Ministère de l'Environnement, du Ministère de l'Agriculture et du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, ainsi que de leurs administrations respectives, a été instauré début octobre 2024. La mission du groupe était de mettre en place un état des lieux des connaissances disponibles et de formuler des recommandations concrètes en vue d'une stratégie nationale cohérente de lutte contre la pollution aux PFAS.

En réponse à ma question parlementaire n° 2656 de juillet 2025 à ce sujet, Monsieur le Ministre avait expliqué que les travaux du groupe de travail interministériel seraient en cours de finalisation et que les recommandations du groupe de travail seraient présentées au Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, ainsi qu'à la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale au cours du mois de novembre. Les ministres concernés présenteraient par la suite les suites à donner à ces recommandations.

Par ailleurs, notre groupe politique avait présenté une motion en faveur de l'élaboration d'un plan national anti-PFAS, qui visait précisément à anticiper et coordonner des actions ambitieuses pour protéger la santé humaine et l'environnement contre ces polluants éternels. Cette motion a été rejetée par la majorité au motif que les travaux du groupe interministériel étaient en cours et qu'il convenait d'attendre leurs résultats avant toute décision politique au niveau national.

Des nouvelles analyses, réalisées dans le cadre d'une campagne européenne coordonnée par le Pesticide Action Network (PAN Europe) et à laquelle le Mouvement écologique a participé, relèvent des concentrations élevées du TFA dans des produits céréaliers courants dans toute l'Europe. Selon ces résultats, la concentration moyenne de TFA dans les céréales est 100 fois supérieure aux valeurs précédemment constatées dans l'eau potable dans le cadre de la même campagne. Des produits commercialisés au Luxembourg sont également concernés.

L'étude souligne que l'alimentation constitue une voie d'exposition significative au TFA. Au vu des risques pour la santé humaine et l'environnement, PAN Europe et le Mouvement écologique demandent, au niveau national et européen, l'interdiction de pesticides PFAS, la révision à la baisse de l'apport quotidien acceptable pour le TFA par l'EFSA, afin de tenir compte des incertitudes toxicologiques actuelles et de mieux protéger les groupes vulnérables, notamment les enfants, la restriction des gaz fluorés dans le cadre de la réglementation européenne REACH ainsi qu'un soutien aux agriculteurs.trices pour la transition vers des méthodes de culture sans substances chimiques de synthèse, ainsi que pour la conversion à l'agriculture biologique.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et à Madame la Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de l'Alimentation :

1) Quelle est la position de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs concernant les concentrations élevées de TFA dans les produits alimentaires courants ?

2) Quelles mesures Madame la Ministre de la Protection des consommateurs entend-elle prendre pour garantir la sécurité des consommateurs.trices, en particulier les enfants, face à cette contamination ?

3) L'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) procède-t-elle à des analyses spécifiques pour détecter les PFAS, notamment le TFA, dans les denrées alimentaires commercialisées au Luxembourg ? Dans la négative, Madame la Ministre peut-elle confirmer si l'extension des capacités analytiques de l'ALVA pour inclure les PFAS est prévue, et selon quel calendrier ?

4) Quelle position le Luxembourg défend-il auprès de l'EFSA et de la Commission européenne concernant la révision à la baisse de l'apport quotidien acceptable en TFA et l'interdiction des pesticides contenant des PFAS ?

5) Dans le cas où le rapport du groupe de travail interministériel sur les PFAS aurait été finalisé, quelles sont les recommandations principales du groupe de travail quant à la protection des consommateurs.trices et par rapport au soutien nécessaire pour aider les agriculteurs.trices afin d'aboutir à un remplacement des pesticides PFAS avec des méthodes plus respectueuses de la santé humaine et de l'environnement ?

Réponse (20/01/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) La présence de TFA dans l'environnement provient de la dégradation des composés fluorés provenant principalement des utilisations industrielles telles que les réfrigérants (HCFCs, HFCs), certains agents gonflants, des polymères fluorés (octroyant des propriétés antiadhésives) formés par les processus industriels et de fabrication chimique, ainsi que les pesticides fluorés et certains produits pharmaceutiques.

Au vu des caractéristiques de l'acide trifluoroacétique, ou trifluoroacétate (TFA), qui est un acide perfluorocarboxylique à chaîne courte, très stable, difficile à dégrader et durable, dont sa bonne solubilité dans l'eau lui confère une grande mobilité dans le sol et une pénétration aisée dans les eaux souterraines il est raisonnable d'admettre que le TFA est désormais présent partout dans l'environnement.

En effet il a été détecté dans les eaux souterraines, les eaux de pluie, les rivières, les océans, les sols et les plantes, et donc il sera détecté également dans certains produits alimentaires courants. La position de la ministre est de constater cette contamination multifactorielle et de travailler, en conséquence, à une action intégrée afin de proposer des solutions pérennes, qui prennent en compte toutes les sources de TFA.

ad 2) Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture prend les mesures en fonction de l'évaluation de risque. En 2017, la dose journalière admissible (DJA) pour le TFA a été calculée par l'EFSA à 0,05 mg/kg de poids corporel (pc) par jour. Le BfR (Institut fédéral allemand d'évaluation des risques) partage l'évaluation de l'EFSA concernant la DJA (dose journalière admissible) et préconise d'utiliser également cette valeur comme dose aiguë de référence (ARfD). En vue de protéger le consommateur, l'Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) effectue des campagnes de contrôle et prend les mesures nécessaires en cas d'un dépassement sur base de l'évaluation des risques.

À la demande de la Commission européenne, l'EFSA est actuellement en train de réexaminer les valeurs toxicologiques de référence pour le TFA. Cette évaluation est menée en collaboration avec les États membres ainsi que l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), qui est responsable de la classification des propriétés chimiques du TFA. L'ALVA attend la publication du nouvel avis prévu pour juillet 2026 pour adapter son évaluation de risque si nécessaire.

ad 3) Les eaux minérales et eaux de sources sont contrôlées de manière récurrente par l'ALVA depuis des années. En 2024 et 2025, les eaux minérales naturelles et de sources luxembourgeoises ont été analysées en reprenant, entre autres, les PFAS. Sur les 57 échantillons, un seul présentait des traces en PFAS (0,002 µg/L pour la somme).

En 2025, 30 échantillons d'eaux minérales et d'eaux de sources ont été analysés sur la présence en TFA. Les valeurs se situent entre 0,025 µg/l (limite de détection) et 0,839 µg/l, avec une moyenne de 0,297 µg/l.

Concernant les PFAS dans les denrées alimentaires (autres que eaux minérales et eaux de sources), ces analyses sont réalisées depuis 2022 dans différentes matrices. Une publication dédiée au grand public concernant les PFAS dans les denrées alimentaires peut être consultée sur le portail de la sécurité alimentaire (ALVA) :

https://securite-alimentaire.public.lu/fr/danger/fr/contaminants-industriels/pfas.html

Ce lien contient également plus d'informations concernant l'acide trifluoroacétique (TFA).

Il y a également deux publications scientifiques de l'ALVA traitant des PFAS et des pesticides fluorés :

– Occurrence and trends of fluorinated pesticides in food commodities marketed in Luxembourg (2011-2024)

https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/41099794/

– Occurrence of PFAS in food and dietary exposure in Luxembourg (2022-2024)

En phase de publication

ad 4) Le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture suit l'évolution des travaux communautaires et préconise l'harmonisation des actions et des limites applicables par les États membres. En ce qui concerne les produits phytopharmaceutiques, un contributeur majeur de la formation de TFA a déjà été banni par le non-renouvellement de l'approbation du flufénacet au niveau européen. Cette substance active est un des pesticides fluorés ayant été le plus utilisé au Luxembourg.

ad 5) Le rapport est en cours de finalisation et proposera une série d'actions qui se déclinent autour des 4 axes suivants :

– Acquérir des connaissances supplémentaires sur les sources de pollution et le degré d'exposition
– Renforcer la surveillance et exploiter les données pour agir
– Réduire les risques liés à l'exposition aux PFAS et mettre en œuvre des mesures de réduction
– Informer et sensibiliser le public.

Les actions qui seront proposées par le rapport plaideront en faveur d'une réduction maximale des expositions afin de préserver au mieux la santé publique et la préservation du milieu naturel. Les validations des actions précises sont en cours de finalisation.

Régime fiscal des impatriés | Question **3319** (10/12/2025) de **M. André Bauler** | **M. Patrick Goldschmidt** (DP)

Le régime fiscal applicable aux salariés impatriés a pour objectif d'attirer au Grand-Duché de Luxembourg des travailleurs hautement qualifiés en leur offrant, sous certaines conditions, un traitement fiscal particulier.

Afin d'évaluer l'efficacité ainsi que l'impact de ce dispositif fiscal sur l'attractivité et la rétention de talents au Luxembourg, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Combien de personnes ont bénéficié du régime fiscal des impatriés entre 2011 et 2020, ventilées par année ?

2) Parmi ces bénéficiaires, combien sont restés résidents fiscaux au Luxembourg après la fin de la durée d'application de cinq années de ce régime ?

3) Combien de personnes bénéficient du nouveau régime depuis 2021 ?

4) Les personnes ayant bénéficié de l'ancien régime, dont la durée d'application n'était pas encore arrivée à terme, ont-elles vu la durée de ce régime prolongée à huit ans à la suite de l'introduction de la nouvelle législation ?

5) Le Ministère des Finances dispose-t-il d'éléments qui permettent de déterminer la durée moyenne de résidence au Luxembourg des personnes ayant bénéficié de ce régime depuis 2021 ?

6) Combien de personnes bénéficient actuellement du régime fiscal des impatriés ?

Réponse (26/01/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Le tableau ↑ ci-dessus reprend les bénéficiaires du régime fiscal des impatriés pour les années correspondantes de 2015 à 2020, indépendamment de leur année d'arrivée. Ainsi, à titre d'illustration, un contribuable qui arrive au Luxembourg en 2017 et bénéficie du régime jusqu'en 2019 est comptabilisé dans ce tableau en 2017, 2018 et 2019.

Le tableau ci-dessus se base sur des données exploitables à des fins statistiques dans la base de données centralisée à partir de 2015.

ad 2) Sur la période allant de 2015 à 2020, 1.363 nouveaux contribuables ont commencé à bénéficier du régime fiscal des impatriés, pour des durées plus ou moins longues.

Parmi ces 1.363 contribuables, 700 (environ 51 %) ont cessé de percevoir des revenus passibles de la retenue sur salaire ou pension au Luxembourg l'année suivant celle où leur régime a pris fin.

Il est à noter que parmi ces 700 personnes, certaines revenaient ultérieurement (parfois quelques années après leur départ) travailler au Luxembourg sans bénéficier du régime fiscal impatrié.

ad 3) Entre 2021 et 2024 inclus, 1.092 nouveaux contribuables ont commencé à bénéficier du régime fiscal des impatriés selon les modalités de l'article 115, numéro 13b de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.).

Ce chiffre n'inclut pas les contribuables arrivés en tant qu'impatrié antérieurement à l'année 2021, car il n'est pas possible de différencier, parmi eux, ceux qui ont conservé le régime fiscal des impatriés (limité à 5 ans) applicable avant 2021 de ceux qui bénéficient du régime fiscal applicable depuis 2021 (limité à 8 ans).

ad 4) La circulaire n° 95/2 L.I.R. du directeur de l'Administration des contributions directes du 14 décembre 2020 a abrogé, avec effet à partir de l'année d'imposition 2021, la circulaire du 27 janvier 2014 qui prévoyait l'ancien régime fiscal des impatriés.

Cette circulaire a précisé également que le régime fiscal des impatriés applicable avant 2021 continuait à s'appliquer dans les mêmes limites et conditions aux salariés qui sont entrés en service au Luxembourg au cours des années 2016 à 2020 et pour autant qu'ils ne bénéficient pas des dispositions de l'article 115, numéro 13b L.I.R.

Par conséquent, seuls les salariés entrés en service au Luxembourg à partir de 2016 et qui bénéficiaient des dispositions de l'article 115, numéro 13b L.I.R. pouvaient voir la durée de leur régime fiscal des impatriés étendue à huit ans, pour autant que les conditions y relatives aient été remplies.

ad 5) Les données disponibles et suffisamment complètes sont celles relatives à l'année d'imposition 2024.

Les dispositions de l'article 115, numéro 13b L.I.R. permettent une durée maximale de 8 ans suivant l'entrée en service au Luxembourg. La durée moyenne de résidence des contribuables au Luxembourg pourra être déterminée uniquement après l'expiration de la période de 8 ans.

Par ailleurs, l'administration calcule seulement par unité d'année d'imposition. L'établissement d'une moyenne de durée de résidence serait faussé, car l'année d'arrivée et l'année de départ compteraient comme deux années pleines.

En revanche, il résulte des données disponibles que parmi les 654 nouveaux contribuables ayant commencé à bénéficier du régime fiscal des impatriés pendant une ou plusieurs années durant la période allant de 2021 à 2023, 128 (environ 20 %) ne percevaient plus de revenus passibles de la retenue sur salaire ou pension au Luxembourg en 2024.

ad 6) Selon les dernières données exploitables relatives à l'année d'imposition 2024, 1.089 personnes bénéficiaient du régime fiscal des impatriés. Les données relatives à l'année 2025 ne sont pas encore disponibles.

Projet du Centre national pour collections publiques | Question **3320** (10/12/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le cadre du développement du projet Neischmelz, il a été retenu en 2005, par le Gouvernement et le Collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Dudelange, d'y implanter un projet d'envergure nationale en compensation de la perte d'emplois et de la cessation d'activités de la société ArcelorMittal.

Actuellement, la Ville de Dudelange accompagne étroitement le Fonds du logement (FDL), promoteur public, propriétaire et développeur du projet Neischmelz. Dans un premier temps, l'implantation de l'industrie du film avait été envisagée sur le site. Ce projet a toutefois été abandonné par le Gouvernement précédent en raison de coûts d'investissement jugés trop élevés. En 2022, dans la foulée du vote des deux lois portant sur l'assainissement et la construction de logements à Neischmelz, il a été annoncé d'y ancrer un nouveau projet national : le Centre national pour collections publiques.

Sur ladite friche industrielle, le Laminoir et/ou l'Aciérie, bâtiments disposant d'une protection nationale, pourraient héberger ce futur centre national par le biais d'une mise à disposition par le FDL à l'État.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

– Quel est le stade d'avancement et de planification du projet ?

– Quelles sont les principales difficultés techniques ou administratives rencontrées dans la réalisation du projet et quelle superficie est prévue pour le futur Centre national pour collections publiques ?

– Quel bâtiment a finalement été choisi pour accueillir le Centre national pour collections publiques ?

– Quand le Gouvernement entend-il déposer un projet de loi ?

– À combien s'élève, à ce stade, l'estimation des coûts liés au projet ?

– Selon les projections actuelles, à quelle échéance une implantation définitive du centre pourrait-elle être envisagée ?

Réponse (19/01/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Le préprogramme élaboré à la fin de l'année 2023 dans le cadre du projet d'implantation du Centre national des collections publiques (CNCP) sur l'ensemble du site « Neischmelz » à Dudelange (anciens bâtiments de l'aciérie et du laminoir) a mis en évidence un certain nombre d'interrogations, notamment au regard de l'envergure et de son financement. En effet, dès cette phase préliminaire, un coût estimatif s'élevant à plusieurs centaines de millions d'euros a été avancé. L'envergure budgétaire finale du projet risquant ainsi de dépasser un seuil jugé raisonnable, le Gouvernement a engagé des réflexions sur des solutions alternatives économiquement plus soutenables.

À cet égard, le site « Neischmelz » à Dudelange reste tout à fait approprié pour l'accueil d'une part importante des collections publiques. L'engagement du Gouvernement de proposer un projet d'envergure nationale à la Ville de Dudelange, tel qu'il avait été évoqué à la suite de l'abandon du projet cinématographique créatif initialement prévu, reste valable.

Les efforts du Gouvernement sur le site « Neischmelz » se concentrent essentiellement sur le bâtiment de l'ancienne aciérie et, le cas échéant, sur certaines parties de l'ancien laminoir. À l'état actuel du dossier, le Gouvernement n'est pas en mesure de se prononcer ni sur une estimation des coûts, ni sur un échéancier de réalisation.

Stratégie de lutte contre le trafic de stupéfiants | Question **3321** (10/12/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La Commission européenne a présenté une nouvelle stratégie de lutte contre le trafic de stupéfiants. Les discussions portent notamment sur la criminalité organisée liée à ce trafic, qui alimente également une recrudescence de la violence dans plusieurs villes européennes. Dans ce contexte, cette stratégie vise à combattre à la fois les conséquences sociales et médicales de la consommation de drogues, ainsi que les enjeux de sécurité qui y sont associés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la stratégie du Gouvernement en matière de drogues au Luxembourg, en cohérence avec la stratégie européenne dont les trois piliers clés sont la

prévention, le traitement/prise en charge et la sécurité/lutte contre le trafic, et quelles mesures concrètes sont prévues pour chacun de ces volets ?

2) Quelles en sont les implications pour le Luxembourg ?

Réponse (23/01/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Le Gouvernement a pris connaissance de la nouvelle stratégie de l'UE en matière de drogue et un nouveau plan d'action de l'UE contre le trafic de drogue et va considérer ces éléments dans la continuation de ses travaux en matière de lutte contre les stupéfiants.

La lutte efficace nécessite une approche coordonnée et pluridisciplinaire entre différents partenaires qui agissent chacun dans son champ de compétence respectif. Dans cet esprit de responsabilité partagée, les parties prenantes ont développé et poursuivent leurs mesures respectives – préventives, répressives, sanitaires et sociales – visant à appréhender la criminalité liée aux stupéfiants dans l'intérêt de l'ordre et de la santé public et de la cohésion sociale.

En parallèle, il s'agit de prendre en charge les personnes en grande détresse et dépendantes. Pour prévenir les urgences médicales et les hospitalisations, réduire la transmission de maladies infectieuses, favoriser la réinsertion sociale et limiter les situations d'errance ou de crise, un investissement dans l'élargissement des services de prévention et de prise en charge est nécessaire.

Le 8 mai 2025, le Gouvernement a présenté le plan d'action Drogendësch 2.0, qui est la suite du « Paquet de mesures sur la problématique de la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg » de 2021. Le « Drogendësch 2.0 », qui comprend 60 mesures interdisciplinaires, a été élaboré sur initiative du Ministre des Affaires intérieures, Léon Gloden, avec les ministères respectifs de la Justice, de la Santé et de la Sécurité sociale, et de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, ainsi qu'avec la Ville de Luxembourg, en étroite concertation avec les autorités policières et judiciaires.

Parmi les mesures ciblant spécifiquement le trafic de stupéfiants, la police a mis en place un renforcement significatif de la présence policière et des contrôles. À titre d'exemple : l'année écoulée ont eu lieu 27 contrôles d'envergure, dont 15 dans le domaine de la lutte contre les stupéfiants. Le recrutement de policiers, autant dans la carrière policière que civile, a également été continué.

Aussi, le Ministère des Affaires intérieures a élaboré le projet de loi 8584 relatif à l'introduction d'un système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation des véhicules et modifiant la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation du Service de renseignement de l'État (ANPR)[6] a comme finalité la prévention, la recherche, la constatation et la poursuite des infractions terroristes et des formes graves de criminalité, notamment le trafic de stupéfiants. Ce projet de loi est en cours de procédure.

Pour ce qui est de la stratégie nationale en matière de drogues et d'addictions élaborée par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale celle-ci est basée sur deux piliers : la réduction de la demande et la réduction de l'offre ainsi que sur plusieurs axes transversaux, à savoir : la réduction des risques, des dommages et des nuisances ; l'information, la recherche et l'évaluation ; les relations et la coopération internationales et la coordination.

Elle intègre ainsi tous les domaines clefs de l'actuelle stratégie de l'UE en matière de drogues qui, tout comme la stratégie nationale, continue à s'articuler autour d'une approche équilibrée et multidisciplinaire marquée du sceau de la responsabilité partagée face à une problématique vaste et complexe.

Les mesures concrètes qui sont déployées à court et moyen termes à l'échelle nationale s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale et de la stratégie l'UE en matière de drogue.

Le Ministère de la Justice, au même titre que les autorités judiciaires, a mis en œuvre des mesures concrètes visant à renforcer la lutte contre la criminalité organisée, notamment celle liée au trafic de stupéfiants. Tel que présenté lors de l'échange en commission jointe de la Chambre des Députés du 8 mai 2025, le recrutement supplémentaire de magistrats et de personnel administratif est en cours. Ainsi, environ 100 postes de magistrats supplémentaires sont créés entre 2024 et 2027. Afin de pouvoir recruter et former un nombre plus élevé d'attachés de justice, les conditions d'accès à la magistrature ont également été réformées. Cette réforme opérée par la loi du 2 avril 2025 a déjà porté ses premiers fruits. Au titre de l'année judiciaire 2025-2026, 42 candidats ont été nommés en qualité d'attachés de justice à titre provisoire, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport aux exercices précédents.

En outre, plusieurs textes législatifs ont été adoptés au cours de l'année 2025 afin de renforcer l'efficacité de la justice et d'améliorer, voire d'accélérer, les procédures pénales dans la lutte contre la criminalité grave. Il s'agit notamment des lois suivantes :

– La loi du 23 janvier 2025 portant modification du Code de procédure pénale, qui a introduit un certain nombre d'améliorations en termes d'efficacité de procédures au Code de procédure pénale. Par exemple, la loi confère le pouvoir aux agents de police judiciaire d'effectuer eux-mêmes et seuls des fouilles corporelles de personnes lorsqu'il existe à l'égard de celles-ci un ou plusieurs indices faisant présumer qu'elles ont commis, comme auteurs ou comme complices, un crime ou un délit.

– La loi du 19 décembre 2025 portant modification de l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale a adapté le dispositif légal national relatif aux mesures spéciales de surveillance, et plus précisément, il a modifié l'article 88-2, paragraphe 2, du Code de procédure pénale en vue de fournir aux autorités judiciaires les moyens adéquats afin de lutter efficacement contre la criminalité grave.

– La loi du 12 décembre 2025 portant modification du Code pénal et du Code de procédure pénale a introduit une extension de la procédure de l'instruction simplifiée, aussi appelée « mini-instruction », prévue à l'article 24-1 du Code de procédure pénale ainsi que d'autres adaptations ponctuelles de ce même code, en vue, chaque fois, d'augmenter l'arsenal légal de lutte contre la criminalité grave.

D'autres projets de loi sont actuellement en cours d'élaboration.

Toutes les mesures et davantage de détails sur le plan d'action Drogendësch 2.0 sont disponibles sur le portail du Gouvernement, ainsi que sur le site Internet de la Chambre des Députés[7].

Tous les acteurs impliqués dans le plan d'action sont chargés de la mise en œuvre des mesures et des actions dans leur champ de compétence respectif, au niveau gouvernemental et local. La drogue représente une menace tant sanitaire que sécuritaire pour le Luxembourg, mais revêt aussi un aspect transfrontalier. C'est pourquoi, la coopération internationale fait partie des mesures de lutte contre les stupéfiants, notamment deux nouveaux accords bilatéraux avec la France et l'Allemagne, négociés par le Ministère des Affaires intérieures dans le domaine de la coopération policière et douanière, afin de faciliter et élargir la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Le 21 juillet 2025, en marge du Conseil JAI, le Ministre Gloden a pris part à une réunion du partenariat public-privé de l'Alliance des ports européens, visant à lutter contre la criminalité organisée et le trafic de drogue.

Dans le cadre du projet Drogendësch 2.0, une réunion d'échange interministérielle a eu lieu en janvier 2026 relative à la sécurisation des hubs d'échanges (ports fluviaux, aéroport) face à la la menace que représente la criminalité organisée. L'Eurohub à Dudelange et le port de Mertert ont été identifiés comme les principales plateformes logistiques.

Compte tenu du fait qu'une part significative de la lutte contre le trafic de stupéfiants sur le territoire national concerne des trafiquants ne résidant pas au Grand-Duché, mais provenant majoritairement de la région frontalière française, un protocole d'accord transfrontalier a été signé le 13 mai 2025 entre les procureurs généraux du Luxembourg, de Metz et de Nancy. Ce protocole a pour objectif de renforcer la coopération judiciaire et la lutte contre la criminalité organisée, en particulier le trafic de stupéfiants, dans la région concernée. Il vise à mettre en œuvre l'article 7 de la Convention du 29 mai 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, laquelle a pour finalité de faciliter et d'améliorer l'entraide judiciaire en matière pénale en autorisant les échanges spontanés d'informations entre les parquets ainsi qu'entre les autres autorités judiciaires et policières.

Réclamations liées aux services de taxi | Question **3322** (10/12/2025) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

D'Taxigesetz vun 2016 huet ënner anerem eng national Ulafstell fir Reklamatioune vu Clientë geschaf. D'Informatiounen, déi iwwert dee Wee erakommen, gi vun dem Service fir Taxie vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten traitéiert.

An deem Kontext géinge mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Reklamatioune sinn déi lescht fënnef Joer (opgeschlësselt pro Joer) bei dem Service fir Taxien agereecht ginn a wat sinn d'Haaptgrënn fir dës Reklamatiounen?

2. Wéi vill vun dëse Reklamatiounen hunn zu formellen Enquêtë gefouert an, wann ubruecht, wat fir konkreet Moossname sinn aus dësen Enquêten ervirgaangen?

3. Huet de Ministère e System, fir dës Reklamatiounen ze analyséieren an nozegoen? Wa jo, wat fir Moossname goufen opgrond vun dësen Analyse geholl oder si geplangt, fir d'Qualitéit vun den Taxi-Servicer ze verbesseren?

Réponse (07/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

[6] « Ainsi, la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation sera introduite. Cet outil présente une grande utilité en facilitant la recherche d'auteurs identifiés d'infractions, de véhicules signalés ou volés, d'auteurs non identifiés d'infractions ou dans les cas de disparitions inquiétantes. »

[7] https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2025/05-mai/08-gloden-drogendesch.html https://www.chd.lu/fr/presentation-drogendesch-8-mai-2025

ad 1. Zënter dem Akraafttriede vum Gesetz vun 2016 iwwert d'Taxien ass de Service Taxis vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte mat der Gestioun vun de Reklamatioune betraut. De Service gouf zanterhier am Ganzen 2.846-mol kontaktéiert, sief et am Kader vu Reklamatiounen oder fir verschidden Nofroen.

Déi meescht Reklamatioune betreffen de Präis vun der Course. Weider heefeg Grënn sinn de Comportement vun de FuererInnen, souwéi allgemeng praktesch Froen, ënner anerem am Zesummenhang mat der Ausstellung vun enger Rechnung, notamment fir Versécherungszwecker.

Eng detailléiert Opschlësselung vun de Reklamatiounen a Kontakter pro Joer ass an der Tabell↑ hei ënnendrënner duergestallt.

ad 2. All Reklamatioun, déi agereecht gëtt, gëtt am Detail analyséiert. An dësem Kader ginn de BedreiwerInne vun der Firma souwéi déi/de betraffe(ne) FuererInn zu de Virwërf befrot. Op där Basis gëtt versicht, eng gëeegent an ausgeglache Léisung ze fannen, déi fir béid Säiten akzeptabel ass.

Am Fall wou festgestallt gëtt, dass der Cliente oder dem Client ze vill berechent gouf, gëtt e Remboursement vum ze vill verrechente Betrag ugestrieft. Dat ass an ongeféier 70 % vun de Reklamatiounen am Zesummenhang mam Präis de Fall, an d'Cliente oder de Client kritt deen entspriechende Montant vun der Bedreiwerfirma zeréckbezuelt.

Sollt eng friddlech Léisung (à l'amiable) net méiglech sinn, gëtt den Dossier un d'Taxiskommissioun weidergeleet. Dës ass befuugt, jee no Gravitéit vum Fall, disziplinaresch Moossnamen ze huelen, wéi beispillsweis eng temporär Suspensioun vun der FuererInnekaart oder vun der Lizenz.

Esou Fäll sinn allerdéngs seelen, well d'Majoritéit vun de Reklamatioune schonn an enger fréierer Etapp konnte gekläert a geléist ginn.

ad 3. De Ministère verfüügt iwwer kee punktuellen Analysesystem, mee et handelt sech ëm e kontinuéierlechen an dynamesche Suiviprozess. D'Reklamatioune ginn am Laf vun der Zäit ausgewäert an Theemen oder Problemer, déi reegelméisseg opfalen oder ëmmer nees optrieden, gi systematesch identifizéiert.

Dës Erkenntnisser fléissen an d'Formatioun an d'Sensibiliséierung vun den TaxifuererInnen a respektiv ginn, wann néideg, als geziilt Informatiounen un de Secteur weiderginn. Op dës Manéier kënnen d'BedreiwerInnen an d'FuererInnen op déi divers Problematiken opmierksam gemaach ginn, wat zu enger Verbesserung vum Service bäidréit.

Am selwechte Kontext ginn och d'Informatiounssäite vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten iwwert d'Taxiwiese kontinuéierlech iwwerpréift an ugepasst, fir der Entwécklung vum Secteur an de rezenten Erkenntnisser Rechnung ze droen.

De ganze Reklamatiounsprozess gëtt am Kader vum Projet de loi 8624 weider verbessert an nach méi kloer fir d'BenotzerInne vun Taxien a VLC (Voiture de location avec chauffeur) Servicer gemaach. An deem Kontext ass och eng Sensibilisatiounscampagne virgesinn, fir dem Client/der Cliente hir Rechter méi nozebréngen.

Insuffisance des mesures de protection des eaux | Question **3323** (10/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

La directive-cadre sur l'eau (DCE) a été adoptée par l'Union européenne en 2000 pour créer un cadre commun pour la gestion durable des ressources en eau. Elle vise à protéger les eaux de surface et les eaux souterraines et à améliorer leur état écologique d'ici 2027. La DCE cherche à concilier les besoins économiques, sociaux et écologiques en intégrant des mesures de protection et de gestion dans les plans de gestion des bassins hydrographiques.

Le troisième plan de gestion définit la stratégie de développement durable dans le domaine de la gestion et de la protection des eaux sur la période 2022-2017, en vue d'atteindre les objectifs environnementaux, et notamment le bon état des eaux de surfaces et des eaux souterraines.

Malgré les efforts entrepris au cours de dernières années, force est de constater que « la mise en œuvre des mesures du troisième plan de gestion n'avance actuellement pas assez rapidement pour atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'eau d'ici 2027 », tel qu'expliqué par l'AGE dans sa mise à jour du plan de gestion du 4e cycle.

En effet, selon un rapport récent de la Commission européenne, aucune des masses d'eau de surface luxembourgeoises n'est projetée d'atteindre un bon état écologique ou chimique d'ici 2027. Les principaux « polluants » qui causent la non-atteinte d'un bon état écologique des cours d'eau sont les nutriments (le phosphore total, l'ortho-phosphate, l'ammonium, les nitrates et les nitrites). Pour l'état chimique, les dépassements empêchant l'atteinte d'un bon état sont dus aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), au fluoranthène, aux polybromodiphényléthers (PBDE) et au mercure. Les masses d'eau souterraine quant à elles n'atteignent pas un bon état chimique non plus et ici aussi, il existe le risque de ne pas atteindre un bon état d'ici 2027. Ceci est principalement dû à la pollution agricole diffuse par les nutriments et les pesticides, les trois principaux polluants des masses d'eau souterraine étant les nitrates, un herbicide et ses métabolites (métolachore-ESA et métazachlore-ESA).

La DCE exige, sous peine de sanction financière, que toutes ses mesures soient mises en œuvre d'ici 2027. Dès lors que les possibilités de recourir à des dérogations seront nettement plus limitées après 2027, une accélération notable des mesures mises en œuvre s'impose, notamment en matière de réduction des polluants, de restauration hydromorphologique et de gestion des nutriments.

Dans sa mise à jour du plan de gestion pour le 4e cycle (2027-2033), l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) et le Ministère de l'Environnement (MECB) proposent la mise en place d'une feuille de route stratégique qui visera à accélérer la mise en œuvre des mesures d'ici 2027. Selon les informations fournies, elle définira les principales étapes, les délais, les responsabilités et les mesures supplémentaires pour atteindre les objectifs fixés, ainsi qu'un programme de surveillance des actions menées. La première étape de l'élaboration de cette feuille de route stratégique consistera à évaluer l'efficacité des stratégies actuelles de mise en œuvre des mesures existantes, suivi par la définition des mesures supplémentaires. Selon le document datant de janvier 2025, la publication de cette feuille de route stratégique était prévue pour l'automne 2025.

En réponse à ma question parlementaire n° 0457 du 12 mars 2024, Monsieur le Ministre de l'Environnement a expliqué qu'il était « prévu de proposer en automne 2024 au Gouvernement en conseil des éventuels amendements au règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine. Ces propositions se baseront notamment sur l'évaluation des procédures administratives et le rapport "Nitrates" pour les années 2020-2023. » Or, aucune adaptation du texte ne semble avoir été publiée par le Gouvernement.

Notons que la protection des ressources en eau a également été abordée dans le cadre du Landwirtschaftsdësch. Une des conclusions du Landwirtschaftsdësch de décembre 2024 était que « les collaborations réalisées avec les agriculteurs dans les zones de protection ont montré des résultats encourageants ». Dans ce contexte, il a été annoncé que les travaux de modification des règlements grand-ducaux « zones de protection des eaux potables » seraient en cours.

Les objectifs du Gouvernement concernant la gestion des eaux et plus concrètement le suivi du niveau des nitrates présents dans les eaux ont par ailleurs fait l'objet d'une réunion jointe de la Commission de l'Environnement et de la Commission de l'Agriculture en date du 26 septembre 2024 sur demande de notre sensibilité politique.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) De quelles informations Monsieur le Ministre dispose-t-il au sujet des conséquences financières ou juridiques concrètes en cas de non-respect des objectifs environnementaux des masses d'eau en 2027 ? Quels échanges ont eu lieu avec la Commission européenne à cet égard ?

2) Où en est l'élaboration de la feuille de route annoncée pour l'automne 2025, et pour quelles raisons n'a-t-elle pas été présentée endéans le délai annoncé ? Quels acteurs et forums ont jusqu'à présent participé aux discussions concernant cette feuille de route et des mesures supplémentaires ? Quelles sont les principales mesures supplémentaires considérées pour atteindre les objectifs fixés voire pour améliorer l'état de nos eaux ?

3) Où en sont les discussions au sujet de l'adaptation de la législation sur les nitrates ? Quelles modifications sont envisagées ? Quels acteurs et administrations ont été voire sont actuellement impliqués dans « consultées dans ce contexte » ? Quelle échéance est prévue pour ces adaptations ?

4) Où en sont les travaux de modification des règlements grand-ducaux « zones de protection eaux » ? Quelles modifications sont envisagées ? Quels acteurs et administrations ont été voire sont actuellement impliqués dans « consultées dans ce contexte » ? Quelle échéance est prévue pour ces adaptations ?

Réponse (13/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Des discussions bilatérales au niveau des experts sont en cours avec la Commission européenne dans le cadre des dialogues structurés que celle-ci mène avec les États membres. Ces dialogues s'inscrivent dans la stratégie européenne pour la résilience dans le domaine de l'eau[8] et visent à définir les priorités de mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau (DCE) en mettant l'accent sur la qualité et la quantité des ressources en eau. Du côté national, les experts du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, de l'Administration de la gestion de

[8] https://commission.europa.eu/topics/environment/water-resilience-strategy_fr

l'eau ainsi que d'autres ministères et administrations concernés participent à ces dialogues.

Étant donné que les discussions avec la Commission européenne sont toujours en cours, il est prématuré de se prononcer sur d'éventuelles conséquences liées au non-respect des objectifs environnementaux.

ad 2) La feuille de route sera intégrée dans le document portant sur les questions importantes en matière de gestion de l'eau qui se posent au Luxembourg en vue de l'atteinte du bon état des eaux tel que défini par la DCE. Ce document est élaboré dans le cadre de la mise à jour du plan de gestion pour le quatrième cycle de gestion de la DCE et sera soumis à une consultation du public.

La feuille de route fera donc partie de la consultation du public sur les enjeux majeurs en matière de gestion de l'eau qui sera ouverte en janvier 2026 pour tous les acteurs, citoyens et pays voisins, ainsi que pour les communes et syndicats de communes. Cette approche permet de donner un aperçu cohérent et global et offre à tous les acteurs intéressés la possibilité de formuler leurs observations quant au document soumis à la consultation du public.

Parallèlement, certaines mesures supplémentaires ont déjà été mises en place, comme par exemple une table ronde nationale sur la renaturation des cours d'eau (« Renaturéierungsdësch »). Cette table ronde vise à identifier des solutions pour accélérer la mise en œuvre des mesures hydromorphologiques définies dans le programme de mesures du plan de gestion DCE, notamment en vue de préserver durablement la biodiversité associée aux habitats aquatiques ainsi qu'en vue de renforcer la résilience du territoire luxembourgeois face aux inondations.

ad 3) Les travaux de modification de la législation sur les nitrates visent à rendre plus efficaces les mesures de protection des eaux de surface et des eaux souterraines et de réduire les lessivages d'azote et de phosphore. Une attention particulière est portée sur les modalités d'entreposage des fertilisants azotés et/ou phosphorés en apportant des précisions supplémentaires par rapport au règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2000 concernant l'utilisation de fertilisants azotés dans l'agriculture notamment, pour ce qui est des modalités d'épandage des fertilisants azotés et/ou phosphorés et de la gestion des besoins nutritionnels. Il est dans ce contexte prévu de mettre l'accent sur les régions avec des cours d'eau ou plans d'eau respectivement avec des eaux souterraines particulièrement impactées par les pertes d'azote et/ou de phosphore d'origine agricole.

Des échanges de vue ont débuté avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et ses administrations, le secteur agricole au sens large du terme, ainsi que les fournisseurs d'eau potable. Les premiers retours de positions de ces acteurs sont en cours d'analyse et seront intégrés, si jugés pertinents, dans la proposition de texte qui sera présentée au Conseil de Gouvernement au cours de cette année.

ad 4) Les travaux de modification du règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation humaine visent à rendre plus efficaces les mesures de protection des ressources en eau potable contre les risques de pollution provenant de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, les risques de lessivage de nitrates ainsi que les risques liés à différents types de constructions et d'infrastructures. Des propositions de modification du règlement grand-ducal de 2013 (par exemple : simplification par rapport aux régimes de dérogation actuels) ont été présentées aux acteurs et administrations concernés. Les retours de positions de ces acteurs sont en cours d'analyse et seront intégrés, si jugés pertinents, dans la proposition de texte qui sera présentée au Conseil de Gouvernement au cours de cette année.

Marché de l'électromobilité au Luxembourg | Question **3324** (10/12/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En date du 3 décembre 2025, IDEA, le « think tank » créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, a publié une étude consacrée au marché de l'électromobilité au Luxembourg. Il ressort de ce travail que, bien que le Luxembourg figure parmi les pays européens les plus performants en matière de ventes de véhicules électriques au niveau européen, la proportion de voitures électriques dans le parc automobile demeure inférieure (11,6 %) à l'objectif de 49 % fixé par le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC).

Sur cette toile de fond, IDEA souligne que, si le Luxembourg a mis en place une politique d'incitations financières destinée à encourager la conversion du parc thermique vers les motorisations électriques, ces mesures ne suffiraient pas à garantir l'atteinte des objectifs du PNEC. Selon les auteurs, un ensemble cohérent de leviers complémentaires, tels que le leasing social, l'imputation immédiate des primes à l'achat, l'instauration de zones à faibles émissions ou encore un renforcement progressif de la fiscalité écologique applicables aux véhicules thermiques, serait nécessaire pour stimuler le développement du secteur de l'électromobilité.

Dans ce contexte, le PNEC prévoit l'introduction d'un leasing social automobile (mesure n° 422) ainsi que l'analyse de l'opportunité de réviser le système d'immatriculation en vue d'une mise en œuvre éventuelle à partir de 2025 (mesure n° 420).

En réponse à notre question parlementaire, le Gouvernement a expliqué qu'une étude ayant l'objectif d'identifier le potentiel, les modalités et les opportunités de l'introduction d'un régime de leasing social automobile aurait été lancé au début de l'été 2025 et que les résultats seraient attendus pour la fin de l'année.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il présenter l'état d'avancement des travaux relatifs à l'introduction éventuelle d'un mécanisme de leasing social pour l'électromobilité ? Quel calendrier est prévu pour le développement de cette mesure ?

2) Quel est l'état d'avancement de l'analyse portant sur une éventuelle révision du système de taxe d'immatriculation vers un système dépendant des émissions de CO_2 du véhicule, tel que prévu dans le PNEC ?

3) IDEA estime que d'autres mesures dissuasives, largement répandues dans d'autres pays européens, mériteraient d'être débattues en vue d'accélérer la transition vers l'électromobilité. D'où les questions suivantes :
– Quelles réflexions le ministre mène-t-il quant au renforcement de la fiscalité écologique applicable aux véhicules thermiques ?
– Quelle est la position du ministre sur l'introduction éventuelle d'une taxe de mise en circulation au Luxembourg ?

Par ailleurs, IDEA estime qu'une « augmentation du prix de l'électricité de 50 % a pour conséquence de rendre les voitures électriques plus chers que leur pendant thermique, ce qui pourrait être un frein à la transition vers l'électromobilité ». Dans ce contexte, nous nous permettons de poser la question suivante :

4) Afin de soutenir davantage l'électromobilité, Monsieur le Ministre envisage-t-il soit de réintroduire la subvention étatique sur le prix du service de charge aux bornes publiques Chargy, soit d'adapter à la hausse les aides étatiques « Klimabonus Mobilitéit » ?

Réponse (16/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) L'étude pour évaluer l'introduction éventuelle d'un mécanisme de leasing social pour l'électromobilité est en phase de finalisation. Sur base de cette étude, le Gouvernement analysera les modalités de mise en œuvre concrètes et présentera ses conclusions aux parties prenantes concernées.

ad 2) La révision de la taxe d'immatriculation sur les véhicules routiers n'est actuellement pas envisagée.

ad 3)
– Le Gouvernement estime que les dispositions actuelles du régime de l'avantage en nature d'application pour les voitures de société, combinées aux aides financières du régime « Klimabonus Mobilitéit », constituent un levier important pour accélérer la mobilité électrique. S'y ajoute que les voitures électriques ne cessent de s'améliorer et de devenir plus abordables.

– Il est fait référence à la réponse à la deuxième question.

ad 4) Comme exposé dans la réponse à la question parlementaire n° 1197 du 16 septembre 2024, le Gouvernement avait mis en place, dans le but de renforcer le pouvoir d'achat et d'atténuer les effets de l'inflation durant la crise énergétique, une aide spécifique pour les années 2023 et 2024, destinée aux utilisateurs finaux des bornes de recharge accessibles au public. Cette aide visait à contenir l'augmentation des tarifs et à éviter que ceux-ci ne constituent un frein à la transition vers la mobilité électrique. Étant donné que les prix de l'électricité sur les marchés internationaux se sont stabilisés au cours de l'année 2024, cette aide financière n'a pas été prolongée au-delà de cette période.

Comme précisé dans la réponse à la question parlementaire n° 3072 du 20 octobre 2025, le paysage tarifaire des bornes de recharge accessibles au public est très diversifié et il n'est pas possible d'identifier un prix unique pour la recharge. Dès lors, il est recommandé aux utilisateurs de recourir à des comparateurs de prix de recharge afin d'identifier, pour une borne donnée, le tarif le plus adapté. À cette fin, Klima-Agence développe actuellement une solution adaptée au marché luxembourgeois (chargecheck.lu), qui sera présentée en janvier 2026.

Par ailleurs, le Ministère de l'Économie, en lançant des appels à projets à destination notamment des entreprises investissant dans des infrastructures de charge accessibles au public, accorde des aides à l'infrastructure sur la base de la loi modifiée du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures pour véhicules à carburants alternatifs. Ces aides couvrent

notamment les coûts d'installation des bornes de charge, le raccordement au réseau ainsi que, le cas échéant, le renforcement du réseau électrique.

En outre, depuis le 1er janvier 2026 et pour au moins trois ans, l'État prendra en charge une partie importante des frais de réseau d'électricité. Au total, 150 millions d'euros seront investis pour l'année 2026. Cette mesure ayant un impact favorable sur le prix de l'électricité s'applique à tous les clients, ménages et entreprises, et sans qu'aucune démarche ne soit à effectuer.

Ainsi, de manière générale il n'est pas envisagé d'introduire une nouvelle aide spécifique destinée aux utilisateurs finaux des bornes de recharge accessibles au public.

Enfin, les modalités de reconduction du régime d'aides financières « Klimabonus Mobilitéit » au-delà du 30 juin 2026 sont en cours d'élaboration.

Possibilité de recours à un appel vidéo dans le cadre des interventions du 112 | Question **3325** (10/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An den USA an an anere Länner existéiert d'Méiglechkeet, bei engem Noutruff kënnen op e Videouruff ze wiesselen, fir datt d'Rettungsdéngschter d'Situatioun op der Plaz visuell kënnen aschätzen. Dëst ka besonnesch a kriteschen Zoustänn hëllefen, fir Verletzungen ze beurteelen oder Brandgeforen ze erkennen, soudass den Operateur um 112 direkt déi richteg Decisioune kann huelen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Ass et aktuell technesch méiglech, datt den 112 an engem Noutfall op eng Videokommunikatioun wiesselt?

2. Ass d'Aféierung vun enger Video-Noutruff-Funktioun (z. B. per Link, App oder Webbrowser) beim 112 geplangt? Falls jo, bis wéini? Falls nee, firwat net?

Réponse (29/12/2025) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Am Kader vum „European accessibility act", deen ënner anerem och de sougenannte „barrièrefräien 112" virgesäit, huet de CGDIS d'Funktioun vun der Videokommunikatioun (Videocall) bei Noutriff viru Kuerzem bei hirem Central des secours d'urgence (CSU 112) ageriicht.

De Prinzipp ass deen, dass den Operateur vum CSU 112 dem Uruffer e Link per SMS ka schécken, iwwert deen dësen den Accès op d'Kamera an de Mikro vu sengem Smartphone fräischalte kann. Den Operateur kritt d'Biller an den Toun vun der Asazplaz doropshin op sengem Bildschierm ugewisen.

Dës Funktioun gëtt awer net d'office bei all Noutruff genotzt, mä nëmmen dann, wann d'Situatioun op der Asazplaz et verlaangt. De Videocall erlaabt et dem Operateur dee Moment, d'Situatioun op der Asazplaz, déi och mol méi komplex ka sinn, besser kënnen anzeschätzen.

Des Weidere kann den Operateur vum CSU 112 d'Videofunktioun och benotzen, fir den Uruffer bei der Éischter Hëllef ze guidéieren (z. B. bei enger sougenannter „Telefonreanimation" (T-CPR)), dëst bis d'Ambulanz op der Plaz ass.

ad 2. n. a.

Égalité entre les genres au Luxembourg | Question **3326** (10/12/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

Laut engem Artikel am „Lëtzebuerger Vollek" vum 9. Dezember 2025 („Gleichstellung ist kein Ranking – sondern eine Haltung") gëtt drop higewisen, datt Lëtzebuerg op der 9. Plaz am neien europäeschen Gender Equality Index läit.

Obwuel dës Zort vu Ranglëschten ëmmer gutt Indicateure sinn, spigelen si net ëmmer déi sozial Realitéit erëm. Kloer ass, datt d'Gläichheet tëscht de Geschlechter eng Astellung an e Wäert duerstellt, deen eng wichteg Plaz an der Lëtzebuerger Gesellschaft muss anhuelen.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt dës spezifesch Etüd e falscht Bild vun der sozialer Realitéit am Land presentéiere kéint? Wa jo, wéi eng Alternative gi fir eng qualitativ Bewäertung vun der Gläichheet tëscht de Geschlechter virgeschloen?

2. Wéi eng Initiative si geplangt, fir an der Lëtzebuerger Gesellschaft d'Bewosstsinn dofir ze stäerken, datt Gläichheet eng Astellung an e Wäert ass, a kee Konkurrenzdenken op Basis vun Zuelen?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

ad 1. Den Gender Equality Index ass duerchaus en nëtzlecht Instrument.

Den Gender Equality Index sammelt säit 2010 Daten zur Gläichstellung tëschent Fraen a Männer an de Länner vun der EU a gëtt säit 2013 publizéiert, säit 2019 op enger järlecher Basis. Et ass en Outil, fir Gläichstellung ze moossen. Den Index regroupéiert 37 Indicateuren an engem eenzege Wäert. Dëse Wäert gëtt e Bild vun der Gläichstellung souwéi de Verglach mat anere Länner. Des Weideren erlaabt den Index d'Evolutioun iwwert Zäit ze verfollegen. Et ass deemno duerchaus en Outil, dee benotzt ka ginn, fir Politicken ze definéieren an ze evaluéieren.

Zousätzlech zu dësem Outil huet de Ministère fir Gläichstellung an Diversitéit (MEGA) en eegent Instrument op d'Bee gesat, fir d'Entwécklung vun der Gläichstellung ze suivéieren.

Den Observatoire de l'égalité entre les genres ass en Outil, deen – wat d'Beräicher betrëfft – op dem Gender Equality Index baséiert ass. Den Observatoire berechent allerdéngs keen Index. Villméi ass et eng Zentralstell fir eng Panoplie vun Indicateuren an de Beräicher haislech Gewalt, Aarbecht, Prise de décision, Equiliber tëschent Beruffs- a Privatliewen, Educatioun, Akommes a Gesondheet. Den Observatoire ass disponibel fir de Public (www.observatoire-egalite.lu). Dës Indicateuren erlabe souwuel de quantitative wéi de qualitative Suivi vun der Gläichstellung tëschent de Geschlechter zu Lëtzebuerg.

Des Weideren huet de MEGA am Joer 2025 eng Ëmfro an engem representativen Deel vun der Gesellschaft gemaach, wou et ëm d'Perceptioun vun der Egalitéit an der Diversitéit an der Gesellschaft geet. Dës Ëmfro wäert et dem MEGA erlaben, déi néideg Mesuren ze huelen a méi geziilt ze kommunizéieren.

De MEGA huet 2025 3 Aktiounspläng ausgeschafft:

– Den nationalen Aktiounsplang fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer
– Den nationalen Aktiounsplang fir geschlechterbaséiert Gewalt
– Den nationalen Aktiounsplang fir d'Promotioun vun de Rechter vun LGBTIQ+-Persounen.

Ziler vun den Aktiounspläng sinn ënnert anerem Sensibiliséierung, Reduktioun vu Stereotyppen a Sexismus, Formatiounen, Datenerhiewung, Preventioun vu Gewalt a Schutz vum Affer, Schafung vum néidege gesetzleche Kader.

Dës Aktiounspläng sinn allen 3 zesumme mat anere Ministèrë souwéi am Echange mat der Zivillgesellschaft ausgeschafft ginn. De Suivi vun de Pläng gëtt an de jeeweilege Begleetcomités[9] gemaach, wou aner Ministèrë vertruede sinn. Sou gëtt assuréiert, dass d'Bewosstsi fir Gläichstellung transversal an der Regierung gestäerkt gëtt.

An den 3 Aktiounspläng sinn d'Mesurë mat Indicateure versinn, déi et erlabe wäerten de Suivi ze maachen. Zousätzlech huet de MEGA och bei der Ausschaffung vun Aktiounspläng vun anere Ministèrë contribuéiert.

ad 2. Dass Gläichstellung eng Astellung an e fundamentale gesellschaftleche Wäert ass, vermëttelt de MEGA duerch seng sëllech Sensibiliséierungsaktivitéiten, Konferenzen a Campagnen, déi sech un ënnerschiddlech Zilgruppe riichten. Als rezent Beispiller kënne genannt ginn: reegelméisseg Atelieren an de Schoulen aus dem megacatalogue.lu, den Event fir Schülerinnen a Schüler mat Atelieren zum Theema Gläichstellung an Diversitéit, de megalab.lu, thematesch Konferenze wéi „Perspectives de genre dans le secteur de la construction", „Girls in ICT", oder „Girls deploy your talents", a Campagnen, wéi ënnert anerem equalitymoves.lu fir méi Gläichstellung an Diversitéit am Sport.

Dem MEGA ass et besonnesch wichteg scho vu klengem Alter u Stereotyppen ze bekämpfen an de Schoulen, parallell dozou an der Gesellschaft, an der Aarbechtswelt an an der Politick de Wäert vun der Gläichstellung nohalteg ze förderen.

Haaptziler vun den dräi Aktiounspläng vum MEGA sinn ënnert anerem Sensibiliséierung, d'Reduktioun vu Stereotyppen a Sexismus, Formatiounen, Datenerhiewung, d'Preventioun vu Gewalt an de Schutz vum Affer, souwéi d'Schafung an d'Weiderentwécklung vum néidege gesetzleche Kader. Chiffréiert Indicateure sinn an den Aktiounspläng hannert all Mesure an erlaben de Suivi vun de Mesuren ze maachen.

De MEGA leet ausserdeem weiderhi vill Wäert op de reegelméissegen Echange mat der Zivillgesellschaft, fir Sensibiliséierungsaarbecht gemeinsam ze gestalten a weider Besoinen ze rezenséieren. Dësen Dialog dréit dozou bäi, d'Gläichstellung als kollektiv Verantwortung an als gemeinsame Wäert an der Gesellschaft ze verankeren.

Contrôle des activités liées à la CCBLR | Question **3327** (10/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent international Meedieberichter, dorënner en Artikel vu „Politico", hunn op e Webinar higewisen, dee vun der „Belgian-Luxembourg Chamber of Commerce in Russia and Belarus" (CCBLR) organiséiert gëtt. An dësem Webinar sollen Entreprisen iwwer „alternativ Bezuelkanäl" an „digital Transaktioune" berode ginn, explizitt mam Zil, Restriktiounen ze

[9] Règlement grand-ducal du 15 décembre 2016 portant 1. modification du règlement grand-ducal modifié du 31 mars 1996 portant création d'un Comité interministériel de l'égalité entre femmes et hommes et portant création des cellules de compétences en genre dans les ministères ; 2. modification du règlement grand-ducal du 24 novembre 2003 relatif au Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence ; 3. abrogation du règlement grand-ducal du 10 juillet 1974 relatif à l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes
Arrêté du Gouvernement en conseil du 15 avril 2024 portant création d'un comité interministériel pour la promotion des droits des personnes LGBTIQ+. Mémorial B, N1788 du 22 avril 2024
Arrêté gouvernemental du 20 juin 2025 portant la création d'un comité interministériel « Violences fondées sur le genre »

ëmgoen, déi duerch den Ausschloss vu russesche Banken aus dem SWIFT-System entstane sinn. De Berichter no gëtt an der Invitatioun op „komplex Ëmweeër" higewisen, dorënner Intermediairen a Krypto-Wärungen.

Laut dem Lëtzebuerger Handelsregëster (LBR) ass ënnert der Nummer F12665 eng „association sans but lucratif" (ASBL) mam Numm „CCBLR.COM" registréiert, mat Sëtz op der Adress 152, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Lëtzebuerg. Dës Vereenegung ass am LBR aktuell mat dem Statut „en procédure de dissolution administrative sans liquidation" vermierkt. Am Hibléck op déi strikt Ëmsetzung vun den EU-Sanktioune géint Russland stellt sech d'Fro no der Roll vun dëser Lëtzebuerger Struktur bei méigleche Contournemente vun de Sanktiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung iwwert d'Existenz vun dësem Webinar an den Aktivitéite vun der CCBLR informéiert?

2. Kann d'Regierung bestätegen, ob et eng direkt Verbindung tëscht den Organisateure vum genannte Webinar an der zu Lëtzebuerg registréierter ASBL „CCBLR.COM" gëtt?

3. Wéi ass et mat der geltender Gesetzgeebung ze vereinbaren, datt eng ASBL, déi laut LBR „en procédure de dissolution administrative sans liquidation" ass, weiderhin aktiv ka sinn an Evenementer organiséieren?

4. Huet dës ASBL an der Vergaangenheet oder aktuell staatlech Subsiden, finanziell Hëllefen oder logistesch Ënnerstëtzung vum Lëtzebuerger Staat kritt?

5. Wéi bewäert d'Regierung juristesch d'Ubidde vu Berodungsservicer, déi explizitt Léisunge fir d'Ëmgoe vu Finanzsanktiounen (wéi SWIFT-Spären) thematiséieren, an huet d'Cellule de renseignement financier (CRF) oder eng aner zoustänneg Autoritéit an dësem spezifesche Fall Ermëttlungen ageleet?

Réponse (19/01/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1. D'Regierung war net am Viraus iwwer d'Organisatioun vun dësem Webinar informéiert.

ad 2. Laut den Informatiounen, déi am Lëtzebuerger Business Regëster (LBR) agedroe sinn, bestinn Iwwerschneidunge vun de Persounen, déi un der Organisatioun vum Webinar bedeelegt waren, an deene Persounen, déi an der zu Lëtzebuerg registréierter ASBL „CCBLR.COM" implizéiert sinn.

ad 3. Eng ASBL, déi zu Lëtzebuerg enger Procédure de dissolution administrative sans liquidation ënnerläit, däerf bis zur Clôture vun der Prozedur weiderhin hiren normalen Aktivitéiten am Numm vun där ASBL nogoen. Eng Procédure de dissolution administrative sans liquidation gëtt géint eng ASBL opgemaach, wann d'ASBL als inaktiv erschéngt, well si legal Obligatiounen net erfëllt. Dës Prozedur gëtt no spéitstens 6 Méint clôturéiert an d'ASBL huet wärend dësem Zäitraum d'Méiglechkeet sech zum Gesetz ze konformëieren.

Et bleift nach ze klären, ob a falls jo op wéi eng Manéier d'lëtzebuergesch ASBL an d'Organisatioun vun dësem Evenement implizéiert war.

ad 4. D'Direction générale vun der Promotion du commerce extérieur et des investissements am Ministère de l'Économie huet vun 2010–2020 der CCBLR an der Belsch en duerchschnëttleche järleche Subsid vun 2.705 € ginn. Zënterhier huet d'CCBLR keng finanziell, logistesch oder aner Ënnerstëtzung vum Lëtzebuerger Staat kritt.

ad 5. D'Regierung äussert sech net iwwer d'juristesch Qualifikatioun vu konkreete Faiten. Déi läit an der Kompetenz vun de Justizautoritéiten.

Net all wirtschaftlech Aktivitéiten am Zesummenhang mat Russland si verbueden a gewëss Paiementer bleiwe méiglech. Gewëss Servicer sinn des Weidere verbueden, wann dës sech un d'Regierung vun der Russescher Federatioun oder u Firme riichten, déi a Russland etabléiert sinn.

Influence des investisseurs institutionnels et des sociétés sur le marché du logement au Luxembourg | Question **3328** (11/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezent Berichter, ënner anerem en Artikel aus „The Atlantic", ënnersträichen de wuessenden Afloss vu „private equity"-Firmen an institutionellen Investisseuren um Wunnengsmaart. An den USA kafen dës Gesellschafte massiv Wunnengen op, konkurréieren direkt mat Familljen a drécken d'Präisser an d'Luucht. Dës Investisseure konzentréieren sech dacks op méi gënschteg Haiser, sougenannt „starter homes", a wandelen dës a Mietobjeten ëm, wat d'Chance op Eegentum fir Privatpersounen drastesch reduzéiert. Zousätzlech weisen d'Erfarungen aus dem Ausland, datt juristesch Persounen als Proprietären éischter dozou tendéieren, d'Loyeren ze héijen an den Ënnerhalt ze vernoléissegen.

Och wann de Lëtzebuerger Maart seng eege Spezifissitéiten huet, ass d'Fro vun der „Finanzialiséierung" vum Wunnraum och heizuland relevant. Fir ze verhënneren, datt Wunnraum zu engem renge Spekulatiounsobjet fir grouss Kapitalgesellschaften degradéiert gëtt, an domat d'Wunnengskris sech weider verschäerft, ass eng präzis Analys vun de Besëtzverhältnisser noutwenneg. Verschidde Juridictiounen diskutéiere schonn iwwer Géigemoossnamen, wéi Restriktioune beim Akaf oder eng ugepasste Besteierung fir grouss Portefeuillen. An deem Kader wier et wichteg ze wëssen, wéi d'Situatioun sech aktuell zu Lëtzebuerg duerstellt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi vill Wunnengen (Haiser an Appartementer) sinn aktuell zu Lëtzebuerg am Besëtz vu juristesche Persounen (Societéiten, Investitiounsfongen, Real Estate Investment Trusts asw.), opgeschlësselt no Typ vun der Gesellschaft?

2. Wéi huet sech dësen Undeel am Verglach zum Besëtz vun natierleche Persounen iwwert déi lescht zéng Joer entwéckelt?

3. Wéi vill juristesch Persounen hunn de Moment e Portfolio vu méi wéi 10, méi wéi 50 respektiv méi wéi 100 Wunnunitéiten zu Lëtzebuerg?

4. Gëtt et geographesch Schwéierpunkten (Kantonen oder Gemengen), wou den Undeel u Wunnimmobilien am Besëtz vu Gesellschaften iwwerduerchschnëttlech héich ass?

5. Huet d'Regierung Kenntnis doriwwer, ob institutionell Investisseuren zu Lëtzebuerg vermeert Wunnimmobilien opkafen, déi virdrun am Besëtz vu Privatpersoune waren („Buy-to-Let")?

6. Plangt d'Regierung, analog zu Iwwerleeungen am Ausland, de Kaf vu Wunnimmobilien duerch grouss Investisseuren ze reglementéieren oder steierlech unzepassen, fir den Accès op Eegentum fir Privatpersounen ze schützen?

Réponse (14/01/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

A senger Publikatioun „Panorama du foncier constructible au Luxembourg : prix de vente, incidence foncière et structure de la propriété" vu Juli 2023 huet den Observatoire de l'habitat eng éischte Kéier d'Besëtzverhältnisser vun Immobilien zu Lëtzebuerg am Sënn vun Terrainen analyséiert an no Typologië vu Proprietäre klasséiert: Note 32: Panorama du foncier constructible au Luxembourg: prix de vente, incidence foncière et structure de la propriété – logement.lu – Ministère du Logement – Luxembourg ↑.

Dat gesot, ass d'Regierung amgaangen un engem nationale Regëster fir Gebaier a Wunnengen (RNBL) ze schaffen. Et handelt sech hei ëm ee Regëster, an deem all Wunneng enregistréiert ass an deen et erméigleche wäert, ee bessert Bild ze kréien iwwer d'Besëtzverhältnisser vu Wunnengen zu Lëtzebuerg a wéi déi sech iwwert d'Zäit ewech veränneren. Et sief an dësem Kontext op de Gesetzesprojet N° 8086 verwisen.

Et sief och drun erënnert, dass d'Regierung scho geziilt Moossnamen ergraff huet, fir Eegenheemkeefer ënnert d'Äerm ze gräifen. Dozou gehéiert ë. a. och d'Eropsetze vum Steierkreditt „Bëllegen Akt" op 40.000 Euro pro Persoun zanter dem 1. Januar 2024 an d'Eropsetze vun der Ofsetzbarkeet vun de Scholdzënsen op Immobiliekreditter.

Nouvelles procédures de l'Administration des contributions directes et sécurité juridique des contribuables | Question **3329** (11/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Rezenten Informatiounen no goufen intern Prozedure bei der Administration des contributions directes (ACD) ugepasst, déi potenziell Auswierkungen op d'Rechtssécherheet vun de Steierzueler hunn. An dësen neie Prozedure géif et heeschen, datt d'Bureauen d'Consigne kruten, PDF-Steiererklärungen net méi am Detail ze kontrolléieren, mee d'Donnéeën einfach per „copy-paste" an de System ze iwwerhuelen. Dëst féiert dozou, datt vill méi provisoresch Steierbescheeder (Bulletins provisoires) ausgestallt ginn, wat et der Verwaltung erlaabt, d'Dossieren iwwer eng Period vu fënnef Joer nozekontrolléieren. Dës Praxis riskéiert, datt Feeler an den Deklaratiounen net direkt erkannt ginn an d'Bierger eréischt Jore méi spéit mat héije Remboursementsfuerderunge konfrontéiert ginn.

Zousätzlech gouf festgestallt, datt op den neie PDF-Formulairen d'Feld fir d'Angab vun der Kontosnummer (IBAN) ewechgeholl gouf, ouni datt eng kloer Instruktioun kommunizéiert gouf, wéi dës Informatioun alternativ ze iwwermëttelen ass. Dës Situatioun schéngt besonnesch fir Steierzueler ouni LuxTrust-Zougang, wéi zum Beispill vill Frontalieren, eng administrativ Hürd duerzestellen a kéint zu engem „Hin an Hier" per Courrier féieren. Dëst kéint potenziell d'Liquiditéit vum Staat op Käschte vun de Bierger stäerken, well d'Remboursementer sech doduerch onnéideg verzögeren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, datt d'Agente vun der ACD d'Uweisung kruten, bei PDF-Deklaratioune keng detailléiert Kontrolle méi duerchzeféieren, mee d'Donnéeën ongepréift an de System ze iwwerhuelen?

2. Wéi schätzt de Minister de Risiko fir d'Steierzueler an, datt duerch dës verstäerkte Praxis vu provisoresche Steierbescheeder no e puer Joer onerwaart an héich Remboursementsfuerderungen op si duerkommen?

3. Aus wéi engem Grond gouf d'IBAN-Feld vun de PDF-Formulairen ewechgeholl a wéi gëtt séchergestallt, datt Steierzueler ouni LuxTrust-Zougang hir Bankverbindung einfach an ouni administrativen Opwand kënne matdeelen?

4. Kann de Minister garantéieren, datt dës prozedural Ännerungen net zu systematesche Verspéidunge bei de steierleche Remboursementer féieren an domat d'Liquiditéit vun de Stéit belaaschten?

Réponse (12/01/2026) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1. Dem Ministère ass keng Uweisung an deem Sënn bekannt. Dobäi ass ervirzehiewen, datt jeeglech Besteierung, déi iwwert den elektroneschen Assistent MyGuichet ofgewéckelt gëtt, verschidden intern Prozesser an Analysen duerchleeft. Een Agréff vun engem Beamte vun der Steierverwaltung bleift och hei méiglech, fir esou eventuell Diskrepanzen, déi eng gréisser Auswierkung fir de Steierzueler oder fir d'Steierrecetten hätten, ze vermeiden.

ad 2. D'Missioun vun der Steierverwaltung ass et, eng Besteierung no de Steiergesetzer sécherzestellen.

Schonn zënter 2008 huet e Steierbüro d'Méiglechkeet, op Basis vum Paragraph 100a vun der Abgabenordnung (AO), eng Besteierung eenzeg an eleng op Basis vun der ausgefëllter an agereechter Steiererklärung duerchzeféieren (och „imposition suivant déclaration" genannt).

Besteierunge vu Steiererklärungen, déi iwwert den Assistent MyGuichet erstallt ginn, ginn an der Reegel op Basis vun der Prozedur vun der „imposition suivant déclaration" vum Paragraph 100a AO duerchgefouert.

Ee Steierbescheed, deen op Basis vun där Prozedur ausgestallt gëtt, huet déi selwecht juristesch Konsequenzen a Reklamatiounsdelaien ewéi deen, deen no der ordinärer Prozedur ausgestallt gëtt. Dësen huet deemno och kee provisoresche Charakter. Allerdéngs huet de Steierbüro nom Paragraph 100a AO d'gesetzlech Méiglechkeet banne 5 Joer respektiv bis zum Enn vun der Verjärungsfrist, nach eng Kontroll vun der Steiererklärung ze maachen, déi déi initial Besteierung entweeder redresséiert oder bestätegt. Bei spéidere Remboursementsfuerderunge falen dobäi keng Zënsen un, wann déi fixéiert Steiere vum Steierzueler derno am Delai bezuelt ginn.

Fir weider Informatioune gëtt op d'Äntwert vum 14. Oktober 2025 op d'parlamentaresch Fro N° 2838 vum 8. September 2025 verwisen.

ad 3. Am Zesummenhang mam neie Service „Verification of Payee", deen opgrond vum Règlement (UE) 2024/886 du Parlement européen et du Conseil du 13 mars 2024 modifiant les règlements (UE) n° 260/2012 et (UE) 2021/1230 et les directives 98/26/CE et (UE) 2015/2366 en ce qui concerne les virements instantanés en euros agefouert ginn ass, brauch d'Steierverwaltung ee „relevé d'identité bancaire" (RIB) vum Steierzueler, fir datt de Remboursement ka gemaach ginn.

Duerfir ass eng separat Demarche um myguichet.lu kreéiert ginn: „Déclaration ou changement d'IBAN auprès de l'ACD". Dës Demarche erlaabt et dem Steierzueler, säi Bankkonto zesumme mat den néidege Pièce matzedeelen.

De Steierzueler kann, alternativ, der Steierverwaltung dës Informatiounen och:

– via Post un déi zoustänneg Recette,
– via Kontaktformulaire um Internetsite vun der Steierverwaltung,
– via elektronesche Mail un déi zoustänneg Recette,

zoukomme loossen.

Wann d'Steierverwaltung net déi néideg Informatiounen huet, ginn dës Informatiounen am Fall vun engem Remboursement automatesch gefrot.

ad 4. D'Schnellegkeet vum Remboursement un de Steierzueler hänkt dovun of, wéi schnell d'Steierverwaltung déi néideg Informatiounen an Dokumenter huet, fir de Remboursement kënnen ze maachen.

Présence de TFA dans les produits céréaliers | Question **3330** (11/12/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Une étude publiée récemment par PAN Europe, à laquelle le Luxembourg a contribué en fournissant plusieurs échantillons, a mis en évidence la présence de TFA (trifluoroacétique) dans divers produits céréaliers couramment consommés dans plusieurs pays européens. Selon les résultats présentés, des résidus de TFA ont également été détectés dans certains produits issus de céréales cultivées au Luxembourg.

Ces éléments, bien qu'ils ne permettent pas encore de tirer des conclusions définitives, invitent à examiner plus attentivement la question de la présence de TFA dans l'alimentation, ainsi que la manière dont ce composé est actuellement évalué et encadré au niveau national et européen.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Comment le Gouvernement apprécie-t-il l'évolution des discussions au niveau européen concernant la gestion et la surveillance des substances émergentes telles que le TFA dans la chaîne alimentaire ?

2) Le Gouvernement peut-il indiquer dans quelle mesure les travaux en cours au sein de l'Union européenne pourraient influencer le cadre de suivi et d'évaluation des résidus de TFA dans les denrées alimentaires ?

Réponse (19/01/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Le Gouvernement suit attentivement les travaux menés au niveau européen, notamment au sein des groupes de travail de la Commission européenne. À la demande de celle-ci, l'EFSA réexamine actuellement les valeurs toxicologiques de référence pour le TFA, en collaboration avec les États membres et l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), responsable de la classification des propriétés chimiques. La publication d'un nouvel avis est attendue pour juillet 2026, ce qui permettra d'adapter l'évaluation des risques si nécessaire.

Le Gouvernement suit ces évolutions et plaide pour une harmonisation des actions et des limites applicables par les États membres car ces seuils auront un impact direct sur l'apport quotidien en TFA.

Le Gouvernement est conscient que le TFA, en raison de ses caractéristiques (stabilité, solubilité, persistance), est désormais omniprésent dans l'environnement et détectable dans les eaux, sols, plantes et certains aliments. Pour répondre à ce défi, un groupe de travail interministériel[10] a été mis en place et propose des actions autour de quatre axes.

[10] Le groupe de travail interministériel « PFAS » a été constitué à la suite de l'initiative du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Il regroupe des représentants de ce ministère, du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale et du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, ainsi que des différentes administrations rattachées à ces ministères.

– Acquérir des connaissances supplémentaires sur les sources de pollution et le degré d'exposition
– Renforcer la surveillance et exploiter les données pour agir
– Réduire les risques liés à l'exposition aux PFAS et mettre en œuvre des mesures de réduction
– Informer et sensibiliser le public.

Ces actions visent à réduire au maximum l'exposition afin de préserver la santé publique et l'environnement. Les validations des mesures précises sont en cours de finalisation.

ad 2) Le Gouvernement suit les discussions menées au niveau européen concernant l'harmonisation, la régulation et l'évaluation de risque dans les matières liées aux substances perfluorées dans les denrées alimentaires.

En 2017, la dose journalière admissible (DJA) pour le TFA a été calculée par l'EFSA à 0,05 mg/kg de poids corporel (pc) par jour. Le BfR (Institut fédéral allemand d'évaluation des risques) partage l'évaluation de l'EFSA concernant la DJA (dose journalière admissible) et préconise d'utiliser également cette valeur comme dose aiguë de référence (ARfD). En vue de protéger le consommateur, l'ALVA effectue des campagnes de contrôle et prend les mesures nécessaires en cas d'un dépassement sur base de l'évaluation des risques.

À la demande de la Commission européenne, l'EFSA est actuellement en train de réexaminer les valeurs toxicologiques de référence pour le TFA. Cette évaluation est menée en collaboration avec les États membres ainsi que l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), qui est responsable de la classification des propriétés chimiques du TFA. L'ALVA attend la publication du nouvel avis prévu pour juillet 2026 pour adapter son évaluation de risque si nécessaire.

Ce réexamen est également susceptible d'impacter les normes pour l'eau destinée à la consommation humaine, les eaux minérales et les eaux des sources. En ce qui concerne l'eau destinée à la consommation humaine, il n'existe actuellement aucune limite de potabilité conformément à la loi du 23 décembre 2022 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La Direction de la santé a établi une valeur d'orientation provisoire de 12 µg/l, susceptible d'être revue à la baisse en fonction des connaissances disponibles.

Mise place des « return hubs » situés en dehors de l'Union européenne | Question **3331** (11/12/2025) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans le cadre de la refonte de la stratégie migratoire de l'Union européenne, les membres du Conseil « Justice et Affaires intérieures » ont décidé de mettre en place des « return hubs » situés en dehors de l'Union européenne, dans des États tiers considérés comme sûrs, afin d'y organiser le retour de certaines personnes en séjour irrégulier. Dans ce contexte, Monsieur le Ministre luxembourgeois des Affaires intérieures s'est déclaré satisfait de cette nouvelle orientation.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Comment Monsieur le Ministre des Affaires intérieures explique-t-il le revirement de position, considérant que les délégués du CSV avaient rejeté la proposition visant à externaliser (« outsourcing ») la procédure d'asile au congrès du PPE en mars 2024 ?

– Monsieur le Premier ministre et le Conseil de Gouvernement ont-ils été informés en amont de cette décision et y ont-ils donné leur accord ?

Réponse (06/01/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Le Conseil Justice et Affaires intérieures du 8 décembre 2025 n'a pas décidé de la mise en place de centres de retour. Le Conseil s'est borné à adopter son approche générale sur la proposition d'un règlement de l'UE visant à accélérer et à simplifier les procédures de retour des personnes en séjour irrégulier dans les États membres. L'accord conclu servira de base au Conseil pour entamer des négociations avec le Parlement européen en vue de parvenir à un accord sur un texte juridique final.

Les centres de retour visent uniquement les personnes en séjour irrégulier et faisant l'objet d'une décision de retour et non pas des demandeurs de protection internationale en cours de procédure. Les centres de retour n'ont donc aucun lien avec l'externalisation de l'asile. Partant, il n'y a aucun revirement politique. De surcroît, il s'agit d'un élément de ce règlement qui est encore en phase de négociation. L'objectif du texte est uniquement d'offrir la possibilité juridique de mettre en place de tels centres pour pouvoir faciliter l'exécution de décisions de retour.

Activités de respect.lu et encadrement de l'utilisation des subventions publiques | Question **3332** (11/12/2025) de **M. Dan Hardy** (ADR)

An engem rezenten RTL-Artikel „Misogyn Contenuen an de soziale Meedien: Wa Fraenhaass nees cool gëtt" (Link: Tradwives an aner Phenomeener: Misogyn Contenuen an de soziale Meedien: Wa Fraenhaass nees cool gëtt↑) iwwer „Online-Misogynie" huet d'Responsabel vun der Organisatioun respect.lu drop higewisen, datt jonk Männer op eng scho bal onvermeidlech Manéier duerch Algorithme „misogynnen Inhalter" ausgesat sinn. Si huet domadder eng Aart latent Radikaliséierung bei jonke Männer ugedeit.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Op wéi enger objektiver Basis ka respect.lu, a konkreet d'Responsabel vun där Organisatioun, en Inhalt op Social Media als „misogyn" bezeechnen?

2. Wéi kann de Familljeministère garantéieren, datt d'Subventiounen, déi u respect.lu bezuelt ginn, ausschliisslech fir d'Präventioun vu gewaltsamer Radikaliséierung benotzt ginn, a net fir aner Zwecker?

3. Ass den Här Minister sech bewosst, datt verschidden Aussoen, déi an dësem Kontext vun enger staatlech subventionéierter Organisatioun gemaach ginn, zur Stigmatiséierung vun enger ganzer Rei vu jonke Männer bäidroe kënnen?

Réponse (20/01/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De „Centre contre la radicalisation – respect.lu" leescht mat sengem Asaz géint d'Radikaliséierung an d'Gefor, déi vun extreemen Tendenze fir eis Gesellschaft an en harmonescht a respektvollt Zesummeliewen ausgeet, eng immens wichteg Aarbecht, besonnesch an dësen Zäiten.

Et besteet net de geréngsten Zweifel iwwer d'Erfarung an d'Expertis vun der Direktesch vu „respect.lu", fir qualifizéiert Aussoen iwwer hiren Aktivitéitsberäich ze maachen.

Fir weider Informatiounen iwwert d'Missioune vu respect.lu, verweisen ech op de Site www.respect.lu.

Fir weider Informatiounen iwwer d'Definitioune vu Misogynie a Sexismus, verweisen ech op de Site www.stopsexism.lu.

ad 2. Ewéi bei all Partner, deen eng Konventioun mam Familljeministère huet, sinn d'Aufgaben a Missiounen an dëser schrëftlech festgehal. Iwwer déi järlech Decomptë gëtt ganz genee kontrolléiert, fir wéi eng Zwecker déi iwwerwise Sue gebraucht goufen.

ad 3. Fraefeindlech Aussoen an Inhalter sinn an enger oppener, demokratescher Gesellschaft net ze toleréieren. Misogynie normaliséiert Entmënschlechung an ass en zentrale Mechanismus vu Radikaliséierungsprozesser. Wann ee Sexismus beim Numm nennt, huet dat näischt mat Stigmatiséierung ze dinn.

Am Géigendeel ass et d'Aufgab vu „respect.lu" matzewierken, dass grad jonk Männer net duerch misogynne Contenu radikaliséiert gi respektiv betraffe Persoune bei hirer Deradikalisatioun ze ënnerstëtzen an ze begleeden.

Transposition de la directive CSDDD et devoir de vigilance des entreprises | Question **3333** (11/12/2025) de **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Par la présente, je fais suite à la réponse à ma question parlementaire n° 3191.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer une loi supplémentaire au cadre législatif national qui devra être mise en place pour transposer en droit national les mesures prévues à la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD), afin de garantir que les entreprises au Luxembourg respectent le devoir de vigilance, particulièrement au niveau du travail des enfants et de la protection de l'environnement ?

2) Dans le cadre de la transposition de la CSDDD, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'instaurer quelques normes plus contraignantes, allant au-delà de la directive, pour garantir que les entreprises au Luxembourg respectent le devoir de vigilance, particulièrement au niveau du travail des enfants et de la protection de l'environnement ? Dans l'affirmative, quelles normes Monsieur le Ministre cible-t-il ?

Réponse (19/01/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Les mesures prévues par la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) prévoient la mise en place d'un devoir de vigilance horizontal, qui couvre le travail des enfants et la protection de l'environnement, sans qu'il n'y ait donc besoin, d'emblée, de prévoir des mesures complémentaires spécifiques pour couvrir ces secteurs. La transposition précisera le cadre de mise en œuvre, de contrôle et de sanctions prévu par la directive.

Par ailleurs, la directive précise désormais à son article 1er, paragraphe 2 nouveau, qu'elle « ne constitue pas un motif qui justifie une réduction du niveau de protection des droits de l'homme, des droits du travail et des droits sociaux, ou de la protection de l'environnement ou du climat prévu par le droit national des États membres ou par les conventions collectives applicables au moment de l'adoption de la présente directive ».

Et d'ajouter encore au même article 1er un paragraphe 4 stipulant que « La présente directive n'affecte pas le droit de l'Union ou le droit national se rapportant à des questions autres que celles énoncées au paragraphe 1. En particulier, les règles visées au paragraphe 1, point a), n'affectent pas le droit de l'Union ou le droit national concernant les droits de l'homme, les droits du travail ou les droits sociaux, ou la protection de l'environnement et le changement climatique, en dehors des obligations générales relatives au devoir de vigilance. »

Cela signifie notamment que les obligations prévues par d'autres règlements de l'Union européenne, en particulier le règlement (UE) 2024/3015 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l'Union, le règlement (UE) 2023/1115 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union de certains produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi que le règlement (UE) 2023/1542 relatif aux batteries et aux déchets de batteries, s'ajoutent au devoir de vigilance général consacré par la directive. Il en va de même des obligations prévues par les législations nationales, notamment la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, ainsi que par d'autres instruments internationaux sectoriels adoptés par le Luxembourg.

La priorité du Gouvernement est la transposition complète de la directive.

ad 2) Compte tenu des développements en rapport avec la question 1, il n'apparaît pas nécessaire à ce stade d'envisager des mesures spécifiques allant au-delà des exigences de la directive pour des secteurs couverts par l'obligation générale de devoir de vigilance mise en place par la directive, et couverts par ailleurs par des instruments juridiques communautaires sectoriels complémentaires ou des conventions internationales.

Accessibilité et cartographie des infrastructures culturelles au Luxembourg | Question **3334** (11/12/2025) de **M. Georges Engel** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

D'Ëmfro „Kulturellt Liewen zu Lëtzebuerg" weist, datt eng grouss Majoritéit vun de Bewunner d'Kultur an hirem Liewen als wichteg ugesäit. Gläichzäiteg verweisen d'Leit op Ongläichheeten tëscht de Regiounen a Kantone wat d'Proximitéit, d'Zougänglechkeet an d'Diversitéit vun de kulturellen Offeren ugeet. Op d'Erausfuerderunge vun hirer Regioun ugeschwat, gesi 37 % vun de Leit d'Haaptschwieregkeet doran, déi existéierend kulturell Aktivitéite bekannt ze maachen.

A senger Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2586, huet den Här Minister uginn, datt eng Ëmfro bei de Gemengeverwaltunge leeft, fir d'besteeënd kulturell Infrastruktur ze identifizéieren. D'Zil vun der Ëmfro ass et, eng interaktiv Kulturkaart als strateegescht Instrument fir d'Analys vum raimlechen Zougang zu Infrastrukturen an als Leedung fir zukünfteg Politicken opzebauen.

An deem Kontext géife mir dem Här Kulturminister follgend Froe stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand vun dëser Ëmfro? Wéini gëtt viraussiichtlech déi interaktiv Kulturkaart verëffentlecht?

2. Wéi eng Aarte vu kultureller Infrastruktur an Acteuren (ëffentlech, associativ, onofhängeg Strukturen, Biergerinitiativen, „tiers-lieux" etc.) sinn an dëser Ëmfro mat abegraff?

3. Wéi eng Aarbechte si säit dem 13.1.2025 am Kader vun der Moossnam Nr. 61 Créer un Fonds pour le développement culturel régional vum Kulturentwécklungsplang ënnerholl ginn?

4. Wat gedenkt d'Regierung ze maachen, fir d'Visibilitéit vun de bestoenden Offeren um lokalen Niveau ze verbesseren?

5. Gëtt et op Regierungssäit Iwwerleeungen, d'Fonctioun vum Sportskoordinator an de Gemengen och am Kulturberäich – also d'Fonctioun vum Kulturkoordinator – ze schafen?

Réponse (13/01/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. Aktuell sammelt de Kulturministère déi lescht Äntwerte vun dëser Ëmfro, esou dass d'Iwwerpréiwen an d'Analys vun den Donnéeën 2026 kann ugoen. Fir d'Kulturkaart wäerten dës Donnéeë vu weidere komplettéiert ginn, déi net am Kader vun der Gemengenëmfro erhuewe gi sinn. Vu dass fir dëse Projet weider Aarbechten néideg sinn, steet aktuell nach keen Datum fir d'Veröffentlechung vun der Kaart fest.

ad 2. An dëser Ëmfro ware spezifesch déi kulturell Infrastrukture viséiert, bei deenen d'Gemenge (Co-) Proprietaire an/oder (Co-)Gestionnaire sinn. Informatiounen zu follgenden Typpe vun Infrastrukture goufen erhuewen: Centre culturel/Salle polyvalente, Tiers-lieu culturel, Conservatoire, École de musique, Théâtre, Cinéma/Salle de cinéma, Musée, Lieu d'exposition, Galerie d'art, Bibliothèque, Centre de documentation, Archives, Château/Forteresse, Site archéologique, Jardin, autre.

ad 3. D'KEP-Fiche betreffend d'Recommandatioun Nr. 61 gëtt deemnächst aktualiséiert a wäert um Site vum Kulturentwécklungsplang publizéiert ginn: https://kep.public.lu/fr/mises-en-oeuvre-du-kep.html.

Aktuell ass de Kulturministère amgaangen en Aktiounsplang fir den Zougang zur Kultur auszeschaffen a schafft weiderhin un der Ëmsetzung vum jëtzege Kulturentwécklungsplang. Am Kader vun dëse Strategien iwwerleet de Kulturministère, wéi en d'Efforte vun de kulturellen Acteuren an der Regioun nach besser strukturéieren an ënnerstëtze kann.

ad 4. Beim uewe genannten Aktiounsplang fir den Zougang zur Kultur wäerten d'Visibilitéit vun der bestoender Offer an d'Zesummenaarbecht mat de Gemengen zwee wichteg Bestanddeeler sinn. Dem Kulturministère ass et wichteg, datt déi proposéiert Mesuren den Erwaardungen entspriechen an datt déi néideg Partner mat u Bord sinn. Dofir steet de Kulturministère an dësem Kontext am enken Austausch mam Syvicol a mam Inneministère. Den Aktiounsplang, mat senge konkreeten Aktiounen, wäert am Fréijoer 2026 virgestallt ginn.

ad 5. Aktuell hunn d'Gemenge schonn d'Méiglechkeet, op eegen Initiativ e Service culturel ze schafe resp. e Coordinateur culturel anzestellen oder ze designéieren. Am Kader vun enger méi enker Zesummenaarbecht mat de Gemenge ginn Iwwerleeunge gefouert, awéifern esou eng Funktioun op Regierungsniveau gefërdert an ënnerstëtzt kéint ginn.

Impact de la nouvelle taxe sur les ONG au Salvador et implications pour la coopération luxembourgeoise | Question **3335** (11/12/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Depuis mai 2025, suite à l'introduction d'une nouvelle loi, une taxe de 30 % est prélevée sur les donations étrangères aux ONG travaillant sur le territoire du Salvador, pays à projet de la coopération luxembourgeoise. La loi viserait à protéger la souveraineté nationale et à éviter toute ingérence extérieure dissimulée.

En février, Nayib Bukele a remporté un second mandat, malgré l'interdiction constitutionnelle de se représenter immédiatement. L'administration Bukele a porté atteinte à l'État de droit, notamment en nommant de nombreux juges à la Cour suprême et en approuvant des modifications législatives qui renforcent le contrôle du Gouvernement sur le pouvoir judiciaire. Depuis l'instauration du régime d'exception en 2022, les autorités recourent à des mesures soi-disant sécuritaires qui se traduisent par des dizaines de milliers d'arrestations arbitraires, la suspension durable de garanties comme la présomption d'innocence et l'accès à un juge indépendant, ainsi que des cas documentés de torture, de mauvais traitements et de décès en détention dans des prisons surpeuplées. Actuellement environ 2 % de la population salvadorienne est incarcérée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Quelle est la position gouvernementale face à cette mesure visant à éviter des ingérences extérieures ?

2) Quelles ONG et quels projets financés par la coopération luxembourgeoise sont impactés par cette nouvelle taxation au Salvador ? Quel est le montant cumulé des taxes qui ont été perçues par le Gouvernement du Salvador par cette voie ?

3) Quel est l'impact de cette nouvelle loi sur la coopération luxembourgeoise au Salvador ? Monsieur le Ministre envisage-t-il éventuellement d'arrêter certains projets dans le pays ? Le cas échéant, lesquels ?

4) Début novembre Monsieur le Ministre a effectué une visite de travail au Salvador. Lors de cette visite, Monsieur le Ministre a-t-il soulevé cette thématique auprès des autorités salvadoriennes ?

5) Selon le communiqué du 12/11/2025 relatif à la visite de travail de Monsieur le Ministre au Salvador, il aurait exprimé la volonté de « soutenir l'agenda de modernisation du Salvador, notamment à travers la stratégie Global Gateway ». Quelles initiatives Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre pour soutenir la « modernisation » du pays ?

Réponse (07/01/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) Le Luxembourg considère qu'un espace civique ouvert et une société civile forte sont essentiels à la démocratie. Toute régression dans ce domaine est préoccupante. Le Luxembourg, notamment à travers son ambassade au Costa Rica, co-accréditée au Salvador, suit de près la mise en œuvre des dispositions prévues par la loi précitée, en coordination avec les autres États membres de l'Union européenne. Le Gouvernement luxembourgeois reste pleinement engagé à maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les autorités salvadoriennes, afin de garantir que la mise en œuvre de cette loi ne compromette pas les activités de la coopération luxembourgeoise en faveur de la société civile.

ad 2) Actuellement trois projets financés par la coopération luxembourgeoise sont susceptibles d'être impactés par la nouvelle législation.

Un projet est mis en œuvre par le partenaire local « Collective Feminista » à travers l'accord-cadre que le Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur (MAE) a conclu avec l'ASTM (Action solidarité tiers monde). Un deuxième projet est mis en œuvre par l'ONG salvadorienne FUNDE (« Fundación Nacional para el Desarrollo ») et porte sur le renforcement de la société civile, de la participation des citoyens et de la transparence au Salvador. Un troisième projet, à portée régionale, est mis en œuvre par l'ONG IDEA (« International Institute for Democracy and Electoral Assistance »), et porte sur le renforcement de la résilience démocratique en Amérique centrale.

En date d'aujourd'hui, aucune taxe n'a été perçue au titre de cette loi sur aucun des trois projets précités.

ad 3) Le Gouvernement luxembourgeois, via son ambassade au Costa Rica et en étroite coordination avec les autres bailleurs externes appuyant la société civile salvadorienne surveille attentivement la situation et reste engagé dans un dialogue continu avec les autorités salvadoriennes afin de préserver la coopération et le rôle des acteurs de la société civile. Toute évolution susceptible d'affecter ses projets sera examinée avec la plus grande attention.

ad 4) La visite officielle du ministre au El Salvador a été effectuée dans le cadre d'un mandat confié par la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HRVP), Kaja Kallas. Ainsi, le ministre, pour le compte de l'UE, a soulevé cette thématique auprès des autorités salvadoriennes. Il a déploré l'adoption de ladite loi, qui va à l'encontre des engagements internationaux du Salvador et risque de restreindre l'espace des acteurs de la société civile. Il a également souligné que l'UE suit de près ces développements, qui peuvent avoir des implications sur sa coopération et sur la capacité de la société civile à opérer librement. Il a encouragé un engagement plus clair de la part du Salvador afin que les priorités nationales soient mises en œuvre tout en préservant le rôle essentiel des médias indépendants et d'une société civile engagée. Le ministre a par ailleurs rencontré un certain nombre de représentant(e)s de la société civile avant ses rendez-vous officiels, afin de recueillir leurs points de vue et connaître leur expérience pratique avec les mesures en question.

ad 5) La visite officielle du ministre au El Salvador a été effectuée dans le cadre d'un mandat confié par la HRVP Kallas. Les messages clés transmis aux autorités salvadoriennes reflétaient donc avant tout les priorités de l'UE, et non des positions exprimées par le Luxembourg à titre national.

Résultats des contrôles assurant la conformité des structures d'hébergement en matière de conditions d'accueil | Question **3336** (11/12/2025) de **Mme Djuna Bernard** (déi gréng)

Le « Guide sur les conditions d'accueil » publié par l'Agence européenne pour l'asile (AUEA, anciennement EASO) constitue un cadre de référence essentiel pour les États membres en matière d'accueil des demandeurs de protection internationale. Dans ma question parlementaire n° 3065 du 17 octobre 2025 concernant les conditions d'accueil dans les structures d'hébergement, j'ai demandé si les structures d'hébergement au Luxembourg étaient conformes aux normes de l'EUAA, à la suite d'une affirmation de Monsieur le Ministre, le 29 septembre, selon laquelle tel serait le cas. En réponse, Monsieur le Ministre a noté que les recommandations de l'AUEU ne sont ni obligatoires, ni légalement contraignantes. Monsieur le Ministre n'a pas été en mesure de fournir un tableau détaillé avec une liste des structures non conformes et des indicateurs non respectés, invoquant le fait que les normes de l'AUEA seraient encore en cours de finalisation.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre de la Famille a affirmé qu'il existe actuellement trois niveaux de contrôle visant à assurer la conformité des structures d'hébergement en matière de conditions d'accueil :

– des contrôles de qualité internes réalisés par la Section qualité de l'ONA, portant notamment sur l'analyse des incidents ou des réclamations signalés ;

– des inspections sur le terrain, effectuées par les gestionnaires de site de l'ONA, qui contrôlent divers aspects techniques, notamment l'état général des locaux, les équipements, le mobilier et les installations sanitaires ;
– des contrôles internes des prestataires eux-mêmes (audits internes), notamment pour les aspects relevant directement de leur responsabilité (comme la propreté dans le cadre d'un contrat de nettoyage, ou de la sécurité alimentaire dans le cadre des repas fournis).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Pour chacun des trois niveaux de contrôle évoqués, quels sont les indicateurs utilisés pour évaluer la conformité des structures et à quelle fréquence ces contrôles sont-ils réalisés ? Existe-t-il des critères partagés par les différents acteurs ?

2) Combien de non-conformités ont été identifiées au cours des douze derniers mois et quelles mesures correctives ont été mises en œuvre ?

3) Quel est le délai moyen pour corriger une non-conformité et existe-t-il un mécanisme systématique de suivi pour vérifier la mise en œuvre effective des corrections ?

4) Comment le ministère garantit-il l'indépendance des contrôles effectués en interne par le personnel de l'ONA ?

Réponse (20/01/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Dans le cadre des accords-cadres avec les principaux prestataires (restauration, nettoyage, gardiennage, etc.), un ensemble d'indicateurs de performance clés (KPIs – Key Performance Indicators) sont définis dans des accords de niveau de service (Service Level Agreements – SLA). Ces indicateurs reprennent les exigences essentielles des accords-cadres et offrent des critères partagés à toutes les instances de contrôle.

Le suivi des KPIs est assuré lors de réunions trimestrielles au début du contrat, puis semestrielles après la première année. Les non-conformités relevées dans le cadre des SLA peuvent entraîner des conséquences économiques pour les prestataires (sanctions financières) et, le cas échéant, des obligations de mise en conformité contractuelle.

Par ailleurs, la Section qualité et statistiques réalise des contrôles de la qualité des prestations ainsi que des structures d'hébergement selon une procédure précise et régulière. En outre, les gestionnaires de l'ONA sont constamment sur le terrain et interviennent dès qu'ils constatent des problèmes techniques ou sanitaires ou qu'ils reçoivent une notification de la Section qualité. Ils font alors les démarches nécessaires pour entamer les réparations immédiatement. Selon la structure, les travaux sont réalisés ou par des prestataires externes ou par le Service technique de l'ONA.

ad 2) En 2025, le Service technique de l'ONA a procédé à 5.000 interventions. Afin de pouvoir intervenir rapidement dans les différentes structures, le Service technique de l'ONA est réparti sur 2 sites : un à Hesperange, l'autre à Tandel. Parmi les 5.000 interventions, 3.550 ont été effectuées depuis le site de Hesperange et 1.450 depuis le site à Tandel. Les interventions concernaient en grande majorité les installations électriques, le mobilier, les installations sanitaires, l'électroménager ou encore les portes et les fenêtres.

L'ONA a mis en place des plateformes informatiques du type GMAOs (Gestion de la maintenance assistée par ordinateur) pour les accords-cadres de maintenance des installations techniques, et maintenance technique level 1 & 2, pour renseigner tous les éléments nécessitant une intervention qui ont été identifiés sur site ainsi que les délais de résolution.

ad 3) En principe, les non-conformités signalées aux prestataires sont corrigées dans les meilleurs délais. Les réunions de suivi régulières, ainsi que les plateformes informatiques d'échange avec les prestataires, permettent d'assurer un suivi de la mise en œuvre effective des actions correctives.

Pour de nombreuses non-conformités, des délais de mise en conformité sont contractuellement définis (par exemple pour l'installation du wi-fi ou pour des problèmes liés aux installations techniques). En ce qui concerne les réclamations, le délai moyen de réponse est de huit jours.

ad 4) L'indépendance des contrôles est garantie par une séparation fonctionnelle entre :

– le suivi opérationnel sur le terrain ;
– le support méthodologique de la Section qualité et statistiques ;
– le suivi contractuel assuré par la Section achats.

Par ailleurs, la Section qualité et statistiques et la Section achats ne sont pas rattachées aux divisions opérationnelles de l'ONA. Ils en résultent des analyses indépendantes de chaque signalement et la mise en place de méthodologies de contrôle à mettre en œuvre par les prestataires et le personnel du terrain afin d'assurer un suivi continu des prestations.

Influence d'acteurs économiques et politiques étrangers sur la position luxembourgeoise dans le dossier CSDDD/« Omnibus I » | Question **3337** (11/12/2025) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Un rapport récent de l'ONG SOMO décrit comment un groupe restreint de grandes entreprises, majoritairement basées aux États-Unis et actives notamment dans le secteur des combustibles fossiles, se serait organisé au sein d'une plateforme de lobbying appelée « Competitiveness Roundtable » afin de faire pression sur les institutions européennes et sur plusieurs capitales nationales pour affaiblir ou faire échouer la CSDDD. Selon ce rapport, cette initiative s'inscrit dans un contexte plus large de pressions diplomatiques américaines visant à remettre en cause des éléments clés de la directive, notamment au motif qu'ils pourraient affecter les exportations de combustibles fossiles et certains investisseurs américains.

Parallèlement, au sein du Parlement européen, la principale formation de centre droit s'est alliée à des groupes d'extrême droite pour réclamer des coupes plus radicales dans le paquet « Omnibus I », allant jusqu'à proposer de supprimer entièrement les obligations climatiques de la directive CSDDD, ce que des critiques à Bruxelles ont décrit comme un « agenda trumpiste sans règles ni obligations ». Ces développements alimentent les inquiétudes quant à une possible « trumpisation » des politiques européennes en matière de régulation des grandes entreprises, de standards sociaux et climatiques.

Il apparaît essentiel de clarifier comment la position luxembourgeoise au niveau du Conseil de l'Union européenne reste cohérente avec les objectifs européens en matière de climat, de droits humains et de conduite responsable des entreprises, malgré les pressions rapportées, y compris de la part d'acteurs économiques et politiques américains.

Je me permets dès lors de poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre :

1) Le Gouvernement, ses membres ou l'administration ont-ils eu des contacts formels ou informels avec :
– des entreprises ou plateformes d'entreprises mentionnées dans le rapport de l'ONG SOMO relatif à la « Competitiveness Roundtable »,
– des entreprises américaines actives notamment dans le secteur des combustibles fossiles,
– et/ou la représentation diplomatique des États-Unis, au sujet de la directive CSDDD et du paquet « Omnibus I » ?
Le cas échéant, le Gouvernement peut-il préciser le cadre de ces échanges ainsi que les messages ou revendications qui y ont été formulés, et indiquer s'il entend rendre public, dans le respect des règles en vigueur, un relevé de ces rencontres ?

2) Quelle est la position du Gouvernement face aux revendications d'acteurs économiques et politiques américains visant à affaiblir la CSDDD, notamment en ce qui concerne ses volets climatiques et en matière de droits humains dans les chaînes de valeur ? Comment le Gouvernement entend-il, lors des prochaines étapes, y compris l'adoption formelle et la transposition en droit national, défendre le maintien de normes élevées en matière de climat, de droits humains et de contrôle des grandes entreprises face aux pressions d'acteurs économiques et politiques américains ?

Réponse (19/01/2026) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) Dans le cadre de l'élaboration et du suivi des politiques européennes, y compris la directive relative au devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) ainsi que le paquet législatif dit « Omnibus I », des échanges ont lieu avec un large éventail de parties prenantes, conformément aux pratiques habituelles d'échange entre acteurs concernés.

De manière générale, les autorités luxembourgeoises peuvent être amenées à rencontrer des entreprises actives dans divers secteurs et à diverses occasions.

Le Gouvernement rappelle que toute prise de position du Luxembourg sur les dossiers européens s'inscrit exclusivement dans le cadre des négociations formelles au sein des institutions de l'Union européenne, en concertation avec les autres États membres, et dans le respect des objectifs de durabilité, de responsabilité des entreprises et de sécurité juridique.

ad 2) Les prises de position d'acteurs économiques et politiques américains s'expliquent par le fait que la CSDDD s'applique aussi aux entreprises non établies dans l'Union européenne, selon une logique comparable à celle applicable aux entreprises de l'UE, sur la base du chiffre d'affaires réalisé dans l'Union (au moins 1,5 milliard d'euros).

Les acteurs se heurtent au caractère extraterritorial de la CSDDD, les États-Unis ayant par ailleurs engagé une procédure de retrait de l'Accord de Paris. Ces entreprises devront néanmoins tenir compte des incidences négatives de leurs activités sur l'environnement dans le cadre de leur devoir de vigilance général prévu par la directive.

Pour autant, ces positions n'ont pas eu d'influence sur le Gouvernement luxembourgeois, et le texte final adopté est le résultat d'une dynamique et de compromis engagés non seulement entre États membres de l'UE, mais également avec la Commission européenne et le Parlement européen dans le cadre des Trilogues.

Par ailleurs, l'article 1er, paragraphe 2 nouveau, précise désormais que la directive « ne constitue pas un motif

qui justifie une réduction du niveau de protection des droits de l'homme, des droits du travail et des droits sociaux, ou de la protection de l'environnement ou du climat prévu par le droit national des États membres ou par les conventions collectives applicables au moment de l'adoption de la présente directive ».

En outre, le même article ajoute un paragraphe 4 disposant que « la présente directive n'affecte pas le droit de l'Union ou le droit national se rapportant à des questions autres que celles énoncées au paragraphe 1. En particulier, les règles visées au paragraphe 1, point a), n'affectent pas le droit de l'Union ou le droit national concernant les droits de l'homme, les droits du travail ou les droits sociaux, ou la protection de l'environnement et le changement climatique, en dehors des obligations générales relatives au devoir de vigilance. »

Cela signifie notamment que les obligations prévues par d'autres règlements de l'Union européenne s'ajoutent au devoir de vigilance général instauré par la directive et ne s'y substituent pas.

Il s'agit notamment du règlement (UE) 2024/3015 du Parlement européen et du Conseil relatif à l'interdiction des produits issus du travail forcé sur le marché de l'Union ; du règlement (UE) 2023/1115 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union de certains produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts ; ainsi que du règlement (UE) 2023/1542 relatif aux batteries et aux déchets de batteries.

À ces obligations européennes s'ajoutent également celles prévues par les législations nationales, comme notamment la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement, ainsi que par divers instruments internationaux sectoriels adoptés par le Luxembourg.

À ce stade, la priorité du Gouvernement est la transposition complète de la directive.

Mise en place du système « Global Entry » | Question **3338** (11/12/2025) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans le contexte des discussions en cours visant la mise en place d'un vol direct entre les États-Unis et le Luxembourg, la mise en place du système appelé « Global Entry » pour les passagers à destination des États-Unis constituerait un atout important. Ce système permet aux voyageurs à destination des États-Unis de s'acquitter des formalités d'entrée aux États-Unis avant le départ de leur vol. Ce service offert par les autorités américaines permet de gagner beaucoup de temps à l'arrivée en évitant longues les files d'attente à l'immigration. Plusieurs pays européens permettent l'utilisation de ce système au départ de leurs aéroports.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre partage-t-elle le constat que la mise en place du système Global Entry constitue un avantage pour mettre en place un vol direct entre le Luxembourg et les États-Unis ?

2) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner si la mise en place de ce système a fait partie des discussions avec l'ambassadrice des États-Unis au sujet de la mise en place d'un vol direct ?

3) Madame la Ministre peut-elle indiquer si des démarches ont déjà été réalisées auprès des autorités américaines sur la mise en place de ce système à l'Aéroport de Luxembourg ?

Réponse (15/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le système « Global Entry » est un système parmi une multitude de différents programmes permettant de simplifier l'entrée aux États-Unis des voyageurs(euses) internationaux(les) dits « dignes de confiance » (« trusted traveler program ») sur base d'un processus de sélection du Gouvernement américain reposant sur une évaluation préalable des risques au point de départ. « Global Entry » est un programme volontaire payant, géré par la CBP (« US Customs and Border Protection »), les services douaniers américains, dans certains aéroports déterminés. Actuellement, l'Aéroport de Dublin en Irlande est le seul aéroport situé dans l'Union européenne agréé pour participer au programme « Global Entry ».

La mise en place d'un tel système au Luxembourg imposerait des contraintes opérationnelles et capacitaires à l'aéroport, qui devrait dédier des espaces et des infrastructures permettant aux autorités américaines de procéder sur site aux entretiens préalables des voyageurs(euses). En conséquence, il revient à l'exploitant de l'aéroport d'évaluer au préalable les contraintes opérationnelles et capacitaires d'une telle offre de service.

En plus, afin de rendre les voyageurs(euses) luxembourgeois(es) éligibles pour ce programme, le Luxembourg devrait en amont conclure un certain nombre d'accords bilatéraux avec les États-Unis, impliquant un échange de données personnelles conséquent sur base desquelles les autorités américaines puissent analyser les applications. Chaque appliquant doit également passer un entretien avec des agents américains et livrer ses données biométriques. Par ailleurs, le programme est individualisé de manière à exclure l'application à un groupe, voire une famille. Actuellement, le coût d'adhésion est de 120 USD par personne et valide pour une durée de cinq ans.

Actuellement mes services sont en train de se concerter avec des acteurs dans le domaine de l'aviation, afin d'être en mesure de déterminer les implications d'un tel programme sur l'éventuelle mise en place d'un vol direct entre le Luxembourg et les États-Unis.

ad 2) Ce sujet a été évoqué lors d'un entretien avec Madame l'Ambassadrice.

ad 3) Une demande d'intention officielle pour la mise en place d'un tel système dépasse le seul domaine de compétence de la mobilité et nécessite d'abord une coordination interministérielle.

Intégration professionnelle des DPI, BPI et BPT et coordination des initiatives associatives | Question **3339** (11/12/2025) de **M. Yves Cruchten** | **Mme Francine Closener** (LSAP)

Lors d'une réunion du « Ronnen Dësch » à Bissen, plusieurs associations ont présenté des mesures visant à faciliter l'accès à l'emploi de personnes relevant notamment des catégories DPI, BPI et BPT. Ces initiatives reposent sur différentes approches d'intégration, telles que des cours de langue et des formations ciblées dans des secteurs spécifiques, par exemple l'Horeca.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, de la Solidarité, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Comment le suivi et la coordination des projets sont-ils assurés avec les acteurs publics compétents, notamment l'ADEM ? Le cas échéant, le Gouvernement organise-t-il des échanges structurés entre les porteurs de projets afin de favoriser les synergies et le partage de bonnes pratiques ?

2) Le ministre procède-t-il à une évaluation des projets portés par les associations et, le cas échéant, selon quelles modalités générales ; et comment les résultats, lorsqu'ils sont jugés très positifs, peuvent-ils conduire à une pérennisation, notamment par la conclusion d'une convention ?

3) Pour les années 2024 et 2025, combien de projets ont été examinés en vue d'un conventionnement, combien ont effectivement été retenus et, de manière globale, quels montants ont été mobilisés, en distinguant les financements provenant d'un ou de plusieurs ministères luxembourgeois et ceux issus de l'Union européenne ?

Réponse (16/01/2026) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Le comité de pilotage du Fonds « Asile, migration et intégration » (AMIF), réunissant le Ministère de la Famille, de la Solidarité, du Vivre ensemble et de l'Accueil (MFSVA), l'Office national de l'accueil (ONA), ainsi que la Direction générale de l'immigration du Ministère des Affaires intérieures, se réunit plusieurs fois par an afin de favoriser les échanges et la coopération autour des actions soutenues par le fonds.

En ce qui concerne le suivi et la coordination des projets AMIF, des procédures de travail sont formalisées dans le cadre de ces projets. Des visites de monitoring conjointes des projets financés par le fonds sont organisées par l'autorité de gestion (le MFSVA) et l'ONA auprès des porteurs de projets.

Une journée des porteurs de projets AMIF est organisée annuellement par l'autorité de gestion de l'AMIF. Cette journée a pour objectif de permettre à l'ensemble des porteurs de projets en cours de présenter leurs actions et de favoriser les échanges entre eux.

Lors de l'appel AMIF 2023, deux projets visant à renforcer l'employabilité des demandeurs de protection international (DPI), des bénéficiaires de protection temporaire (BPT) et des bénéficiaires de protection internationale (BPI) ont été sélectionnés. Par ailleurs, dans le cadre d'un appel du Fonds social européen plus (FSE+), un projet portant sur l'employabilité des DPI a été sélectionné par le Ministère du Travail.

Début 2024, les autorités de gestion respectives ont demandé aux porteurs de projets de se rencontrer afin de coordonner leurs actions et de partager leur travail auprès des bénéficiaires. À la suite de cette réunion, les porteurs de projets ont rédigé un document explicatif présentant le parcours d'employabilité des DPI, BPI et BPT, ainsi que l'intervention et la répartition des rôles de chaque association dans les différentes phases de ce parcours. Ce document a été présenté et diffusé auprès de l'ensemble des encadrants de l'ONA ainsi que des partenaires sociaux en contact avec le public cible. En outre, pour la période allant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, l'association Coopération Nord-Sud s'est également vu accorder un financement FSE+ afin de renforcer son action en matière d'employabilité des DPI.

Dans le cadre des projets financés par l'AMIF, les porteurs de projets collaborent avec les administrations compétentes. Ainsi, dans le cadre des projets liés à l'employabilité, des réunions de travail ont lieu avec différentes parties prenantes, notamment ADEMONIS, la Maison de l'orientation et le Service de la formation des adultes du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENEJ).

ad 2) Dans le cadre des projets financés par le Fonds AMIF, les procédures prévoient une visite de monitoring annuelle par projet. Les résultats observés lors des visites effectuées auprès des projets axés sur

l'employabilité au cours des deux premières années se sont révélés encourageants. À la suite d'un nouvel appel AMIF, les porteurs de projets ont ainsi soumis de nouvelles propositions afin de poursuivre leurs actions dans ce domaine pour une durée additionnelle de trois ans. Lors de l'évaluation des projets déposés dans le cadre d'un appel, l'accent est mis sur la capacité du projet à se développer suffisamment pour maintenir ses activités après la fin du financement accordé par le fonds.

ad 3) Dans le cadre du Fonds AMIF, 42 projets ont été examinés en vue d'un conventionnement pour les années 2024 et 2025. Les projets analysés comprennent ceux soumis lors des appels à projets de 2024 et 2025, ainsi que trois attributions directes. Seize projets ont été retenus, pour un montant total mobilisé de 10.484.812,96 €, dont 1.985.208,24 € financés par le MFSVA et 8.499.504,72 € par l'Union européenne.

Application nationale de la nouvelle directive européenne sur le permis de conduire et extension possible de la catégorie B à 4,25 tonnes | Question **3340** (11/12/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Déi rezent adoptéiert EU-Reform iwwert d'Führerschäin-Direktiv ziilt dorobber of, d'Reegelen tëschent de Memberstaaten ze harmoniséieren an ze moderniséieren. Zu den Neiegkeete gehéiert niewen der Verlängerung vun der Gültegkeet vum Führerschäin an enger Obligatioun bis 2030 en eenheetlechen digitale Führerschäin anzeféieren, och méi Flexibilitéit fir d'Memberstaate wat d'Kategorie B ugeet.

Méi genee, kënnen d'Memberstaaten d'Fuere vu Gefierer bis 4,25 Tonnen (wéi zum Beispill Camper) mat engem einfache Führerschäi vun der Kategorie B erlaben, soulaang verschidde Sécherheets- a Formatiounskrittären erfëllt sinn.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung wëlles, Gefierer bis zu 4,25 Tonnen an der Kategorie B zouzeloossen?

2. Wa jo, bis wéini soll dës Ännerung a Kraaft trieden?

3. Wa jo, wéi eng Sécherheets- a Formatiounsreegelen wëll d'Regierung aféieren, fir d'Sécherheet op de Stroossen an d'Kompetenz vun de Chauffeuren, ze garantéieren?

Réponse (09/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng Rei Froen iwwert d'Ëmsetzung vun der neier Führerschäinsdirektiv.

ad 1. Déi nei Führerschäinsdirektiv (Direktiv 2025/2005 an 2025/2006), op déi sech de Conseil an d'Europaparlament no laange Verhandlungen eenege konnten, gesäit effektiv d'Méiglechkeet vir, dass Personen, déi am Besëtz vun engem Führerschäi vun der Kategorie B sinn, no enger spezifescher Formatioun a ggf. och engem Exame Gefierer mat bis zu 4,25 Tonne Gesamtgewiicht fueren däerfen. Dës Direktiv bréngt eng ganz Rei vu Modifikatioune wat de Führerschäin ubelaangt mat sech. Dës mussen zesumme gekuckt ginn, fir, virun allem am Sënn vun der Verkéierssécherheet, e globaalt Konzept ze hu wat de Führerschäin an d'Ausbildung dofir ubelaangt.

ad 2. Den Delai fir d'Transpositioun vun der Direktiv ass am November 2028 an 2029 mussen dës Dispositiounen da spéitstens a Kraaft trieden.

ad 3. D'Aarbechte ronderëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv sinn am Gaangen. Wéi bei der éischter Fro scho geschriwwen, wäert gekuckt ginn e Gesamtkonzept och am Sënn vun der Verkéierssécherheet auszeschaffen.

Recherche et encadrement du geoengineering au Luxembourg | Question **3341** (11/12/2025) de **M. Dan Hardy** | **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Geoengineering-Programmer wéi „Carbon Dioxide Removal" (CDR) a „Solar Radiation Management" (SRM) gräifen déif an d'Klima- an d'Äerdsystemer an. Si ginn am Kader vum EU-Fuerschungsprogramm „Horizont Europa" wëssenschaftlech ënnersicht a gefërdert. Déi Verantwortlech mussen hir Projeten aktiv vis-à-vis vun der Ëffentlechkeet an de Meedie kommunizéieren.

An dësem Kontext hätte mir follgend Froen un den Här Ëmweltminister an d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi eng Fuerschungs- oder Pilotprojeten am Zesummenhang mat Geoengineering (besonnesch CDR an SRM) lafen aktuell zu Lëtzebuerg oder ënner Bedeelegung vu lëtzebuergeschen Institutiounen – souwuel am Kader vun „Horizont Europa" wéi och vun aneren EU-Programmer an op wéi eng Montante belafe sech déi betreffend Käschten?

2. A wéi enge Gremien (Programmausschëss, nationale Kontaktstellen asw.) wierkt Lëtzebuerg un der Ausriichtung vun „Horizont Europa" mat a wéi hélt d'Regierung Afloss op Ausschreiwungen a Förderprioritéiten am Beräich Geoengineering?

3. Wéi eng national Rechtsgrondlagen a Geneemegungspflichte gëllen aktuell fir Geoengineering-Fuerschung mat méiglechen Agréffer an Ëmwelt, Klima oder Atmosphär? Gesäit d'Regierung Lücken oder Onkloerheeten an der Gesetzgeebung? Wa jo, wéi eng? A berécksiichtegt si dobäi och d'Diskussiounen an d'Reegelungsusätz an aneren EU-Memberstaaten als Vergläichs- a Referenzmodell?

4. Deelt d'Regierung d'Usiicht vu weltwäite Governance- a Fachinstitutiounen, datt besonnesch SRM-Moossnamen erheeblech, grenziwwerschreidend Risike fir Klima, Biodiversitéit, Landwirtschaft, Waasserhaushalt, Gesondheet a gesellschaftlech Stabilitéit bierge kéinten? Wa jo, wéi eng Konsequenzen zitt si doraus fir d'Zouloossung an d'Duerchféierung vu Fuerschungsprojeten?

5. Wéi bewäert d'Regierung aus eethescher a vëlkerrechtlecher Siicht – ënner Bezuch op einschlägeg Konventioune wéi z. B. d'Biodiversitéitskonventioun – d'Entwécklung an déi méiglech Uwendung vu groussskalege Geoengineering-Projeten? Wéi eng Positioun vertrëtt Lëtzebuerg dozou an EU-Gremien an an internationale Foren?

6. Ass d'Regierung bereet, op lëtzebuergeschem Staatsgebitt groussskaleg Geoengineering-Fräilandexperimenter oder Reallaboen zouzeloossen? Wa jo, ënner wéi enge materielle Krittären a wéi enge verfarensrechtleche Garantien?

7. Wéi ass d'Haftung gereegelt bei eventuelle Schied fir Mënsch, Ëmwelt oder Sachgüter, déi duerch e Geoengineering-Projet mat lëtzebuergescher Bedeelegung verursaacht ginn:
– bei Projeten ausserhalb vu Lëtzebuerg an
– bei Projeten op lëtzebuergeschem Staatsgebitt?

Dréit de lëtzebuergesche Staat an esou Fäll eng (Mat-)Haftung oder politesch Verantwortung a wéi gëtt dës vis-à-vis vun den ausféierenden Institutiounen an EU-Institutiounen ofgeséchert?

8. Wéi eng Moossnamen ergräift d'Regierung, fir Parlament, Gemengen an d'Ëffentlechkeet iwwer lafend oder geplangte Geoengineering-Projete mat lëtzebuergescher Bedeelegung ze informéieren (z. B. ëffentlech zougänglech Projetslëschten, reegelméisseg Berichter un d'Chamber, Informatiounsveranstaltungen, oppen Daten zu Risikobewäertungen)?

Réponse (27/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1. Follgend Fuerschungs- oder Pilotprojeten am Zesummenhang mat Carbon Dioxyde Removal (CDR) lafen aktuell ënner Bedeelegung vu lëtzebuergeschen Institutiounen – souwuel am Kader vun „Horizont Europa" wéi och vun aneren EU-Programmer:

ad 2. De Ministère fir Fuerschung an Héichschoul a Luxinnovation representéiere Lëtzebuerg an de Programmcomitéë vun Horizont-Europa a fir de Beräich Geoengineering am Programmcomité „Cluster 5 – Climate, Energy and Mobility". Lëtzebuerg kann a ganz beschränktem Mooss Afloss huelen op Ausschreiwungen a Förderprioritéiten am Beräich Geoengineering a Consultatioun mat de Fuerschungsacteuren iwwert de Programme de travail.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit huet aktuell keng Fuerschungsprojete lafen an deene Geoengineering am Sënn vum IPCC (also SRM) soll analyséiert ginn, well de Ministère et net als Deel vun de Solutioune gesäit, fir de Klimawandel ze stoppen, a plangt dowéinst och keng esou Fuerschungsprojeten ze lancéieren.

ad 4. bis 6. D'Regierung ass iwwerzeegt, datt, fir d'Äerderwiermung effektiv an nohalteg ze stoppen, d'Emissioune vun Zäregasen esou schnell ewéi méiglech signifikativ musse reduzéiert ginn, fir bis spéitstens 2050 Klimaneutralitéit ze erreechen.

Vu dass net all Emissioune ganz gestoppt kënne ginn, ewéi zum Beispill bei der Produktioun vun Zement, brauch een negativ Emissiounen, fir dës onvermeidbar Emissiounen ze kompenséieren. Dës negativ Emissiounen, „Carbon Dioxide Removal" (CDR), gi vum Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) net als Geoengineering klasséiert, well se entweeder op Technike baséieren, fir de Kuelestoff opzefänken iert en an d'Atmosphär kënnt, oder direkt aus der Atmosphär erauszehuelen, oder op biologesche Prozesser aus der Natur baséieren, bei deenen de gréisstméigleche Schutz vun de Ressourcen, notamment der Biodiversitéit, de Waasserressourcen, der Landwirtschaft, der Gesondheet an der gesellschaftlecher Stabilitéit, muss garantéiert sinn.

An dësem Kontext huet d'Regierung och eng Strategie lancéiert ewéi déi verschidde Volete vum CDR kënnen hei zu Lëtzebuerg gestäerkt ginn, fir eist Land a Richtung vun der Klimaneutralitéit ze guidéieren, an dëst gëtt och wëssenschaftlech, notamment vun der Uni am Kader vun der Climate Nexus Strategie, ënnerstëtzt.

Wat de Volet vum Solar Radiation Managment (SRM) ugeet, also groussflächeg Manipulatioun vun ökologeschen a meteorologesche Systemer, weisen d'IPCC-Berichter, datt dës Approche net néideg ass, fir d'Zil vun der Begrenzung vun der globaler Erwiermung ze erreechen, wéi et am Paräisser Ofkommes festgeluecht gouf.

Den IPCC warnt, datt esou Agréffer d'Reefallmuster an d'Wiederzirkulatioun kéinten änneren. E puer Technologië géifen och d'Chimie vun der Stratosphär stéieren a kéinten zu enger erhéichter Expositioun

vun ultravioletter Stralung féieren. Dës Technologië si mat weesentlechen Onsécherheeten a potenziell grenziwwerschreidende Risike verbonnen. Dës betreffen ënner anerem méiglech Auswierkungen op Klima, Biodiversitéit, Waasserressourcen, Landwirtschaft, Gesondheet a gesellschaftlech Stabilitéit.

Zweifel bleiwen och iwwer hir Effektivitéit. SRM-Technike géifen net d'Accumulatioun vu Kuelendioxid an der Atmosphär an d'Versauere vun de Mierer verhënneren. De permanenten Ënnerhalt vun dësen Technike bréngt och Bedenke mat sech, well am Fall vun enger Ënnerbriechung de Planéit plëtzlech vun engem Temperatursprong getraff kéint ginn.

Schlussendlech stellt den IPCC Froen iwwer d'Gouvernance an d'Finanzéierung vun esou Technologien, déi iwwer honnert Joer erhale misste ginn.

Op dëser wëssenschaftlecher Basis ass d'Regierung net en faveur fir d'Asetze vun SRM, weeder a limitéierter, nach a groussflächeger Form. Si opposéiert sech awer net Fuerschungsprojeten zum Beispill zur Gouvernance vum SRM, an eméi een sou Technologien am internationale Kontext ka kontrolléieren a limitéieren.

Am Hibléck op den nach limitéierte wëssenschaftleche Kenntnisstand an de Manktem un Erfarungswäerter, trotz lafender Fuerschung, gëllt et, datt all Fuerschungs- oder Testprojeten an dësem Beräich streng encadréiert ginn, enger ëmfaassender Ëmwelt- a Gesondheetsimpakt-Evaluatioun ënnerleien an de Precautiounsprinzipp respektéieren. Gläichzäiteg ass et wichteg, datt d'Reduktioun vun den Zäregasemissiounen déi zentral a prioritär Strategie bleift, fir dem Klimawiessel nohalteg entgéintzewierken.

ad 7. an 8. De Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit huet aktuell keng Fuerschungsprojete lafen an deene Geoengineering am Sënn vum IPCC (also SRM) soll analyséiert ginn, well de Ministère et net als Deel vun de Solutioune gesäit, fir de Klimawandel ze stoppen, a plangt dowéinst och keng esou Fuerschungsprojeten ze lancéieren.

Logements non conformes et expulsions informelles dans la ville de Luxembourg | Question **3342** (11/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An engem Artikel vum „Tageblatt" vum 10. Dezember 2025 gëtt iwwert desolat Wunnzoustänn an der Stad Lëtzebuerg bericht, wou Locatairen am sougenannte „Café Lakert" zanter Méint ouni Stroum a Waasser liewen. Obwuel d'Locatairen hir Loyere bezuelt hunn, gouf de Stroum ofgeschalt, well de Bailleur (den Haaptlocataire, eng SARL) d'Rechnungen net beglach huet an net méi opzefannen ass. Dëst ass geschitt, obwuel de Minister fir Energie an der Vergaangenheet betount hat, dass vulnerabel Clienten net vum Netz geholl däerfe ginn. Well de Stroumvertrag awer iwwert eng Gesellschaft leeft, gräift dëse Schutzmechanismus fir déi betraffe physesch Persounen anscheinend net.

Weider geet aus dem Artikel ervir, dass e Geriichtsurteel vum Juli, dat d'Restauratioun vum Stroum ugeuerdent huet, net konnt ëmgesat ginn, well de Bailleur ënnergedaucht ass. D'Schäffin vun der Stad Lëtzebuerg gëtt an dësem Kontext zitéiert, dass all Joer ronn 100 Leit an der Stad op eng änlech Manéier aus hire Wunnenge verdriwwe ginn an dass déi stättesch Noutlogementer (800 Better) komplett besat sinn. Dëse Fall illustréiert eng systeemesch Problematik vu „Kaffiszëmmeren", komplexe Sous-locatiouns-Ketten an engem mangelhafte Schutz vu Locatairen a prekäre Situatiounen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz, fir Wunnengsbau a fir Energie dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vun illegale „Kaffiszëmmeren" oder net konforme Wunnengen iwwert Gastronomiebetriber goufen an de leschten zwee Joer vum Service de police administrative et du commerce oder anere staatlechen Instanze festgestallt?

2. Wéi positionéiert sech de Ministère fir Energie zu der Lück an der Gesetzgeebung, dass vulnerabel Persounen, déi an enger Sous-location wunnen, de Stroum ofgeschalt kréien, wann den Titulaire vum Kont (dacks eng moralesch Persoun oder de Bailleur) seng Rechnungen net bezilt, a wéi gedenkt d'Regierung dëst ze behiewen?

3. Wéi eng legal Méiglechkeeten hunn d'Autoritéiten, fir d'Versuergung mat liewenswichtege Ressourcen (Waasser, Stroum, Heizung) séier ze garantéieren, wann e Geriichtsurteel virläit, de Bailleur awer net erreechbar ass oder sech weigert, dem Uerder nozekommen?

4. Ass geplangt, d'Gesetzgeebung iwwert d'Sous-location ze verschäerfen, speziell, fir d'Zwëschescheilte vu kommerzielle Gesellschaften (wéi SARL) ze reguléieren, déi Wunnraum u vulnerabel Persoune weiderverlounen, fir sech der direkter Responsabilitéit als Bailleur ze entzéien?

5. Wéi gedenkt d'Regierung, ugesiichts der Ausso, dass d'Noutlogementer an der Stad Lëtzebuerg saturéiert sinn, kuerzfristeg Kapazitéiten ze schafen, fir Mënschen, déi akut duerch onbewunnbare Wunnraum op der Strooss landen, opzefänken?

6. Kann d'Ministesch fir Justiz confirméieren, ob et Pläng gëtt, fir d'Prozedure bei „insalubrité" oder Gefor a Verzug ze beschleunegen, fir dass Locatairen net, wéi an dësem Fall, méintlaang ënner mënschenonwierdege Bedéngungen an ouni Heizung am Wanter liewe mussen?

Réponse (13/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dem Wunnengsbauministère leien aktuell keng national konsolidéiert Statistike vir, déi explizitt Fäll vun „Kaffiszëmmeren" erfaassen. D'Feststellung an d'Kontroll vun der Konformitéit vu Wunnraim falen haaptsächlech an d'Kompetenz vun de Buergermeeschteren, am Kader vum Gesetz vum 20. Dezember 2019[11] an, jee no Sachverhalt, vun aneren zoustännege staatlechen Instanzen.

Allerdéngs huet am Kader vun enger explorativer Etüd, déi vum Observatoire de l'habitat gemaach gouf, fir besser déi sougenannt „informell" Kaffiszëmmeren a miwweléiert Zëmmere besser ze identifizéieren an ze analyséieren, eng Ekipp vum LISER verschidde Kaffis-Adressen an der Stad Lëtzebuerg identifizéiert, wou erkennbar ass, datt d'Etagen als Zëmmere verlount ginn.

Et gëtt betount, datt d'Etüd op indikative Methodologien (Feldaarbecht, Analys vun Annoncen) baséiert a keng juristesch Bewäertung vun der Legalitéit oder Illegalitéit vun de festgestallte Situatiounen ass. D'Regierung gesäit dës Aarbecht als wichtegt Erkenntnisinstrument, dat als Basis fir weider politesch a reglementaresch Reflexiounen dénge kann, besonnesch an Zesummenaarbecht mat de betraffene Gemengen.

[11] Loi du 20 décembre 2019 relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation

Dës Datesammlung baséiert op enger Kombinatioun aus Feldaarbecht, Identifikatioun vu Mietshaiser, déi ze verkafe sinn, an dem Sammele vun Annoncë fir Zëmmeren op Facebook. Duerch dës dräi Quelle goufe méi wéi 400 Adressen an der Stad Lëtzebuerg vun de Chercheuren identifizéiert, déi verschidde Wunnforme kombinéieren. D'Feldaarbecht huet sech op déi Haaptachse vun de follgende Quartiere konzentréiert: Beggen, Belair, Hollerech, Märel, Bouneweg Süd, Bouneweg Nord, Gare, Cents, Lampertsbierg, Houwald, Gaasperech, Gare, Neiduerf, Eech, Rollengergronn, Ville-haute, Briddel, Clausen, Gronn, Polvermillen, Dummeldeng, Weimerskirch.

Am Ganze sinn 41 Cafés-Adressen an dëse Quartiere fonnt ginn, wou d'Etagë kéinten als Zëmmere benotzt ginn. Zousätzlech goufen 29 Adressen, als „Café/Mietshaus" katalogiséiert, déi éischter no engem Prinzipp vun engem an Appartementer opgedeelte Gebai funktionéieren. Vun den 41 Cafés-Adresse leie 14 zu Bouneweg (Süd an Nord), 7 zu Märel, 5 am Quartier Gare, an de Rescht ass op déi aner Quartiere verdeelt, wou d'Feldaarbecht gemaach gouf.

ad 2. an 3. Den Artikel 2 Paragraf 8 vum ëmgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwer d'Organisatioun vum Stroummaart („Stroumgesetz") beschreift d'Reegelen, déi fir privat Clientë gëllen, déi hir Stroumrechnung net bezuelt hunn. Dës Bestëmmunge gëlle fir Persounen, déi selwer Endclient vun engem Stroumliwwerant („fournisseur") sinn, an dofir en eegene Liwwerungspunkt („point de fourniture") an en individuelle Kontrakt mat engem Stroumliwwerant hunn. E Sous-locataire, beispillsweis e Bewunner vun engem sougenannte Kaffiszëmmer, ass keen Endclient am Sënn vum Stroumgesetz. Endclient am Sënn vum Stroumgesetz ass an esou Fäll de Proprietaire respektiv de Locataire vum Gebai oder der Wunneng, déi vum Sous-locataire bewunnt ass. Wann Zëmmere vum Proprietaire oder vum Locataire weiderverlount ginn, ass deen eenzege Kontakt, deen dem Stroumliwwerant respektiv dem Netzbedreiwer bekannt ass, den Endclient, deen an dësem Fall de Proprietaire oder Locataire vum Gebai oder der Wunneng ass. Sous-locataire an deenen hir perséinlech Situatioun sinn de Stroumliwweranten net bekannt, am Géigesaz zu Coproprietairen oder Locatairë vu Méifamilljenhaiser, déi alleguer privat Stroumclientë mat engem eegene Stroumzieler, an domat engem eegene Liwwerungspunkt, sinn.

D'Stroumliwweranten applizéieren d'Prozedur vum Artikel 2 Paragraf 8 vum Stroumgesetz, egal ob et sech ëm Geschäfts- oder Privatclienten handelt, an déi gesäit vir, datt Endclienten, déi hir Stroumrechnung net bezuelen, schréftlech Rappelle geschéckt kréien, ier se ofgeschalt ginn. Déi privat Endclientë kréien och matgedeelt, dass si sech un den zoustännegen Office social kënne riichten, fir, am Fall wou si d'Critèrë vu bedürftege Privatpersounen erfëllen, kënne gehollef ze kréien. Dat ofgeännert Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Sozialhëllef gesäit vir, dass den Office social eng Prozedur ka lancéieren, fir Energiefraise vu Privatclienten ze iwwerhuelen, wa si déi gesetzlech Conditiounen erfëllen, fir Recht op Sozialhëllef ze hunn.

Bezilt de Bailleur seng Stroumrechnung net, verletzt hien seng mietrechtlech Flichten, an de Sous-locataire kann Usprech stellen op beispillsweis eng Mietreduktioun, Schuedenersatz oder, opgrond vun engem geriichtlechen Uerder, d'Reprise vun der Stroumversuergung.

ad 4. Elo scho muss sech all Bailleur un d'Gesetz vum 20. Dezember 2019 iwwer d'Salubritéit an d'Gesetz vum 21. September 2006 iwwer de Bail à usage d'habitation halen, egal ob de Bailleur eng Privatpersoun

oder eng kommerziell Gesellschaft ass. Eleng d'Tatsaach, dass eng kommerziell Gesellschaft an enger Locatioun tëschegeschalt gëtt, entbënnt déi Gesellschaft net vun hire gesetzleche Flichten.

Donieft erlaben déi aktuell Gesetzer et och elo schonn, mëssbräichlech Konstruktiounen ze sanktionéieren, wann doduerch d'Gesetz vum 20. Dezember 20219 iwwer d'Salubritéit an d'Gesetz vum 21. September 2006 iwwer de Bail à usage d'habitation ëmgaange ginn.

ad 5. D'Regierung ass sech bewosst, datt d'Strukturen am Beräich vum Noutlogement, virun allem an der Stad Lëtzebuerg, staark gefuerdert sinn. Kuerzfristeg gëtt op eng Optimiséierung vun den existente Kapazitéiten, eng verstäerkt Koordinatioun mat de Gemengen an den Associatioune souwéi – wou néideg – op temporär Léisungen zeréckgegraff.

ad 6. En interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee beim Departement vum Wunnengsbau ugesidelt ass, ass amgaang déi aktuell Reglementatioun iwwer d'Salubritéit ze iwwerschaffe mam Zil, der Regierung Mëtt 2026 nei Texter virzeleeën.

Capacité critique de la néonatologie au CHL | Question **3343** (11/12/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

De Service national de néonatologie am Centre hospitalier de Luxembourg (CHL) ass déi eenzeg Struktur hei am Land, déi Fréigebuerten ab der 24. Schwangerschaftswoch medezinnesch versuerge kann. Schonn am Juli 2021 gouf an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro confirméiert, datt déi 16 verfügbar Intensiv-Better net ëmmer duerginn a virgesi wier, d'Kapazitéit ëm 6 zousätzlech Better ze erweideren. Aktuell Berichter weisen awer drop hin, datt d'Situatioun nach ëmmer ugespaant ass, mat engem Taux d'occupation vun dacks iwwer 90 Prozent, wat reegelméisseg zu Transferten an d'Ausland féiert.

Dës Situatioun ass besonnesch bedenklech am Kontext vun der demographescher Entwécklung vu Lëtzebuerg. D'Zuel u Residenten ass an de leschte Jore staark gewuess, an och wann d'Gebuertstauxe variéieren, bleift de Besoin un enger performanter perinataler Infrastruktur héich. Et stellt sech d'Fro, ob déi aktuell Kapazitéiten – déi zanter Joren op 16 Better stagnéieren – iwwerhaapt nach mat der realer Bevëlkerungsentwécklung an de projezéierte Gebuertenzuelen am Aklang stinn. Wann d'Infrastruktur net proportional zur Bevëlkerung mat wiisst, riskéiert de systeemesche Mangel u Plazen zum Dauerzoustand ze ginn, mat schwéiere Konsequenze fir déi betraffe Familljen, déi dacks net zäitno aus dem Ausland kënne rapatriéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand vun deem 2021 ugekënnegte Projet, fir d'Kapazitéit vun der Neonatologie am CHL ëm 6 Better opzestocken, a firwat ass dës Erweiderung bis haut nach net effektiv ëmgesat ginn?

2. Ass de Ministère der Opfaassung, datt déi aktuell Zuel vu 16 Intensiv-Better (Niveau 3) ugesiichts vum konstante Bevëlkerungswuesstem an de leschte Joren nach dem reelle Bedarf vum Land entsprécht?

3. Gëtt et eng Etüd oder Projektioun, déi de Besoin un Neonatologie-Better a Relatioun zur demographescher Entwécklung fir déi nächst 10 Joer analyséiert?

4. Wéi vill Transferten (in utero a post-partum) hu missen zanter 2022 wéinst Manktem u Plaz an d'Ausland (z. B. Tréier, Nanzeg, Léck) realiséiert ginn?

5. Wéi oft koum et an de leschte 24 Méint vir, datt Kanner, déi am Ausland op d'Welt koumen, net konnten an de CHL rapatriéiert ginn, obwuel hire medezinneschen Zoustand et erlaabt hätt, well keng Better fräi waren?

6. Wéi vill Better vum Niveau 3 (intensiv Neonatologie) si konkreet an de Pläng vum „Nouveau Bâtiment Centre" (CHL) a vum „Südspidol" virgesinn, a representéiert dëst eng Netto-Erhéijung par rapport zur aktueller Kapazitéit?

Réponse (29/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. E Projet d'extension vun der KannerKlinik, ënnerdeelt an 2 Bauphasen, deen d'Ëmsetzung vu 6 zousätzleche Better an der intensiver Neonatologie erméiglecht hätt, war 2023 vum Ministère geneemegt ginn. D'Phas 2 vum Projet, an där d'Erweiderung vun de Kapazitéite vum Service de néonatologie intensive virgesi war, konnt schlussendlech, wéi eng Étude de faisabilité um Terrain op Basis vun de Constate vun der éischter Phas erginn hat, net wéi ugangs virgesinn ëmgesat ginn, ënnert anerem well verschidden Unitéite fir d'Dauer vun den Aarbechten hätte misse verluecht ginn. Dëst huet en Iwwerschaffe vun den initiale Pläng duerch den Exploitant néideg gemaach. Dësen iwwerschafften Dossier läit dem Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet nach net vir.

ad 2. Ugesiichts vum Bevëlkerungswuesstem an den ze erwaardende Besoinen huet de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet dem Centre hospitalier du Luxembourg (CHL) am Kader vun dem an der éischter Fro ugeschwate Bauprojet eng ministeriell Autorisatioun fir d'Exploitatioun vun 22 Intensiv-Better fir d'intensiv Neonatologie ausgestallt.

Nodeems den 2021 ugekënnegte Projet net konnt ëmgesat ginn, waart de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet op d'Erareeche vun engem adaptéierte Projet duerch den CHL.

ad 3. D'Projektioune fir déi nächst 10 Joer, baséierend op enger kombinéierter Analys vu verschiddene Facteuren, dorënner d'demographesch Entwécklung, de medezinnesche Progrès an d'Aktivitéitsdonnéeë vum Service, erginn e geschätzte Besoin vu knapp 20 Better fir intensiv Neonatologie am Joer 2040.

D'Spidolsgesetz (Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et la planification hospitalière) an der Annex II gesäit eng maximal Kapazitéit vu 25 Better fir dëse Service vir, wat Flexibilitéit erméiglecht am Fall vun enger eventueller Erhéijung vum Besoin iwwer d'Projektiounen eraus.

ad 4. Zanter 2023 hunn sech d'Transferten in utero an auslännesch Spideeler wéinst engem Manktem u Plaz an der Neonatologie intensive follgendermoosse präsentéiert:

– 2023: 28 Transferten in utero;
– 2024: 24 Transferten in utero;
– 2025 (bis den 23. Dezember) 14 Transferten in utero.

D'Donnéeë betreffend d'Transferte post-partum sinn net disponibel.

ad 5. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet verfüügt net iwwer dës Informatioun.

An der Praxis ginn d'Rapatriementer op Lëtzebuerg duerchgefouert, soubal de medezinneschen Zoustand vum Kand an d'logistesch Kapazitéiten et erlaben. An e puer Situatiounen – besonnesch bei Neigebuerenen, déi staark virzäiteg op d'Welt koumen oder komplex Pathologien hunn – kann et medezinnesch ubruecht sinn, datt d'Kand temporär am Ausland bleift, fir eng kontinuéierlech an optimal Versuergung ze garantéieren.

ad 6. D'Spidolsgesetz ënnerscheet tëschent enger Maternité vum Niveau 1, mat engem Service d'obstétrique fir d'Prise en charge vu Fraen a neigebuerene Puppelcher am Kader vun normale Schwangerschaften, an enger Maternité vum Niveau 2, mat engem Service d'obstétrique an engem Service de néonatologie intensive fir d'Prise en charge vun normale souwéi pathologeschen oder Héich-Risiko-Schwangerschaften an neigebuerene Puppelcher, déi speziell neonatal Fleeg brauchen. Dëst ass de Fall vun der Maternité vum CHL. D'Maternité vum Centre hospitalier du Nord (CHdN), Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) an den Hôpitaux Robert Schuman (HRS) sinn dogéint Maternitéë vum Niveau 1.

Eng Maternité vum Niveau 1 ka laut Spidolsgesetz, wann se méi wéi 1.500 Accouchementer pro Joer realiséiert, de Suivi vu pathologesche Schwangerschaften assuréieren, souwéi d'Prise en charge an enger Unité de néonatologie (non intensive) vun neigebuerene Puppelcher, déi speziell neonatal net intensiv Fleeg brauchen.

De Projet vum „Nouveau Bâtiment Centre" als Akutspidol fir Erwuessener gesäit keng Better fir intensiv Neonatologie vir, déi Deel ass vun der KannerKlinik an am Projet vun der neier KannerKlinik vum CHL integréiert ass.

Am Plang vum „Südspidol" vum Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM) si keng Better fir intensiv Neonatologie virgesinn, déi wéi am Spidolsgesetz definéiert, e sougenannte Service national ass, an deemno vun engem eenzelne Spidol exploitéiert gëtt.

De CHEM plangt fir seng zukünfteg Maternité am Südspidol, dem Krittär ze entsprieche fir d'Mise en place vun enger Unité de néonatologie (non intensive).

Objectifs européens de réduction du CO_2 des véhicules après 2035 | Question **3344** (15/12/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

Rezent huet den EVP-Fraktiounschef am Europaparlament, Manfred Weber, ugekënnegt, d'EU-Kommissioun géif de sougenannte „Verbrenner-Aus" ab 2035 substanziell ëmänneren. Amplaz vun engem Zil vun 100 Prozent Reduktioun vum CO_2-Ausstouss bei neien Immatrikulatioune sollen Autoshiersteller nëmmen nach eng Reduktioun vun 90 Prozent bei hirer Flott ustriewen. Och fir 2040 soll et keen 100-Prozent-Zil méi ginn. Dëst géif dozou féieren, datt och no 2035 nei Gefierer mat Verbrennungsmotor kënnen op de Marché kommen, soubal d'Autosflott vun engem Hiersteller als Ganzt déi nei CO_2-Ziler respektéiert.

An hirer Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2459, hunn d'Madamm Ministesch an den Här Minister sech follgendermoossen zum „Verbrenner-Aus" geäussert: „[...] Dofir geet et beim geplangten Enn vun den thermesche Motoren net ëm Ideologie, mee ëm eng néideg, wëssenschaftlech begrënnten Decisioun am Déngscht vum Klima an eiser Gesellschaft. Mir wäerten dofir och weiderhin déi Engagementer ënnerstëtzen, déi um europäeschen Niveau geholl goufen. Mir lauschteren natierlech och op d'Erwaardunge vun de Bierger*innen an den Acteuren um Marché."

An deem Kontext géinge mir der Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung déi annoncéiert Intentioun vun der EU-Kommissioun, fir de Verbrenner-Aus ab 2035 falen ze loossen an amplaz vun engem

100-Prozent-Zil nëmmen nach eng 90-Prozent-Reduktioun vum CO_2-Aus fir nei Gefierer virzegesinn?

2. Wäert sech d'Regierung trotz dëse geplangten Ännerunge vun der EU-Kommissioun am EU-Conseil weiderhi fir en de-facto-Verbrenner-Aus asetzen?

3. Wéi schätzt d'Regierung d'Risike vun enger weiderer Onkloerheet fir d'Planungssécherheet vun de Konsumenten, vun de Betriber an der Automobill- an Zouliwwererindustrie, mä och fir d'Planung vun der nationaler Mobilitéitsinfrastruktur an, a wéi wëll si dës Onkloerheet am nationale Kader kompenséieren?

4. Am Fall wou de Verbrenner-Aus net wéi urspréngglech geplangt ëmgesat gëtt, gesäit d'Regierung een Upassungsbedarf bei nationale Klima- a Mobilitéitspoliticken? Wa jo, wéi eng konkreet Piste gi momentan analyséiert?

5. Wéi eng Auswierkungen hätt déi eventuell Ännerung vum „Verbrenner-Aus" op d'Ziler an d'Moossnamen, déi am nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) virgesi sinn, a gesäit d'Regierung an deem Kontext de Besoin, dëse Plang unzepassen?

Réponse (16/01/2026) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Regierung huet zesumme mat aneren EU-Memberstaaten eréi z. B. Frankräich a Spuenien am Virfeld vun der Virstellung vum „automotive package" vun der Europäescher Kommissioun fir e Festhale vum EU-Reglement plädéiert an an engems gefrot, fir der europäescher Autosindustrie méi ze hëllefen, fir bis 2035 op null CO_2-Emissiounen ze kommen. Déi europäesch Automobillhiersteller an Zouliwwererbetriber brauchen e kloren a stabele reglementaresche Kader, fir déi Transitioun kënnen ze packen.

ad 2. Der Regierung hir Positioun ännert sech net par rapport zu hirer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2996 vum 7. Oktober 2025. An engems muss elo déi legislativ Propos vun der Kommissioun, déi eng begrenzte Flexibiliséierung virschléit, am Detail analyséiert ginn.

ad 3. Wéi et schonn an der Äntwert op déi éischt Fro steet, ass d'Planungssécherheet fir d'Clienten a fir d'Entreprisen an der Automobillindustrie e wichtege Facteur. Hei zu Lëtzebuerg wäert d'Regierung op alle Fall d'Dekarboniséierung vum Transport, sief et duerch Hëllefe fir d'Gefierer oder fir déi néideg Infrastruktur, weider ënnerstëtzen an nach ausbauen.

ad 4. Et ass am Moment ze fréi, fir op dës Fro ze äntweren. De Ministerconseil an d'EU-Parlament wäerten an den nächste Méint iwwer d'Propos vun der Kommissioun diskutéieren an decidéieren.

Esou wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2996 ënnerstrach, ënnerstëtzt Lëtzebuerg am Allgemengen d'Bäibehale vun de klimatesche Moossnamen op europäeschem Niveau, déi aktuell am Autossecteur gëllen an als essenziell ugesi ginn, fir d'Klimaziler vun der Europäescher Unioun ze erreechen.

ad 5. Am nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) sti Mesuren, déi bis 2030 gëllen. An der nächster Versioun vum PNEC, déi 2027 preparéiert gëtt, wäert analyséiert ginn ob Ännerunge musse gemaach ginn.

Publication d'une lettre ouverte sur les pesticides | Question **3345** (15/12/2025) de **M. Gusty Graas** (DP)

Dans la presse écrite (« Le Monde », édition du 8 décembre 2025), il a été rapporté que près de 2.300 médecins, chercheurs et professionnels de santé ont récemment publié une lettre ouverte pour alerter sur le risque de dérégulation des pesticides en Europe. Ils dénoncent en particulier une proposition de la Commission européenne visant à autoriser certains pesticides sur le marché unique sans limite dans le temps, ce qui pourrait réduire le contrôle des agences sanitaires sur leurs effets sanitaires et environnementaux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture ainsi qu'à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quelle est la position du Gouvernement sur la proposition de la Commission européenne visant à autoriser les pesticides sans limite de durée sur le marché unique ?

2) Quelle est la position du Gouvernement sur les alertes formulées dans la lettre ouverte par les médecins, chercheurs et professionnels de santé ?

Réponse (16/01/2026) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Une analyse de la Commission européenne du système d'autorisation des produits phytopharmaceutiques et de l'approbation des substances actives a mis en évidence la complexité de la procédure qui est à la source de retards importants pour la mise sur le marché de substances actives plus durables et innovantes.

En effet, les États membres sont une partie prenante active dans l'évaluation des produits phytopharmaceutiques et des substances actives et doivent consacrer des ressources importantes à l'approbation initiale mais aussi au renouvellement systématique des approbations existantes de substances actives. Le renouvellement de l'approbation d'une substance active entraîne la nécessité de réévaluer les autorisations des produits phytopharmaceutiques concernés. La procédure de renouvellement respectivement de réévaluation est très chronophage.

En conséquence, les approbations de nouvelles substances actives et les premières autorisations de produits phytopharmaceutiques contenant de nouvelles substances actives sont retardées. Ces retards empêchent la transition vers ces nouvelles substances actives et des produits phytopharmaceutiques plus durables.

Par conséquent, la Commission européenne a soumis une proposition de simplification de la procédure d'autorisation qui permet aux États membres de promouvoir l'évaluation des demandes relatives à de nouvelles substances actives et à de nouveaux produits considérés plus durables.

Ainsi la Commission européenne propose de rendre l'approbation des substances actives bien déterminées illimitée dans le temps.

Les substances actives candidates à la substitution ou qui présentent des propriétés préoccupantes pour la santé humaine ou animale ou pour l'environnement ne pourront en aucun cas bénéficier de cette approbation illimitée.

Néanmoins, afin de maintenir un niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement, il sera toujours possible, même pour les substances qui ne sont pas préoccupantes, de fixer des délais pour les autorisations si cela est jugé approprié à la lumière des résultats de l'évaluation des risques. En outre, la Commission, compte tenu des demandes des États membres, peut identifier les substances actives qui devront être soumis à une procédure de renouvellement complète ou à une réévaluation ciblée. En outre, la possibilité de procéder à des réexamens ad hoc déjà prévue à l'article 21 du règlement (CE) n° 1107/2009 est maintenue.

Une telle approche conduira à une utilisation plus efficace des ressources, car les États membres et l'Autorité européenne de sécurité des aliments pourraient consacrer les ressources disponibles aux substances actives pour lesquelles une réévaluation est justifiée et à l'évaluation des demandes d'approbation de nouvelles substances actives plus durables.

La proposition de la Commission ayant été publiée le 16 décembre, le Gouvernement a mandaté ses experts d'évaluer cette proposition et son impact sur la santé, l'environnement et l'agriculture au Luxembourg. Lors de cette évaluation, il sera tenu compte des éléments de la lettre ouverte par les médecins, chercheurs et professionnels de santé.

Accès des résidents français aux consultations de dermatologie au Luxembourg et impact sur le système de santé | Question **3346** (15/12/2025) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Den 11. Dezember 2025 ass op rtl.lu e Bäitrag mam Titel „Franséisch Residentë kënne vun 2026 un zu Lëtzebuerg bei den Dermatolog" publizéiert ginn.

An dësem Artikel gëtt erklärt, datt wéinst engem manifeste Manktem un Dermatologen a Frankräich franséisch Residentë vun 2026 un d'Méiglechkeet kréien, zu Lëtzebuerg Spezialiste fir Hautkrankheeten opzesichen.

Allerdéngs ass et kee Geheimnis, datt och hei am Land d'Waardezäite fir e Rendez-vous beim Dermatolog sech heefeg op e puer Méint, bis zu engem hallwe Joer, belafe kënnen.

Parallell zu dëser Ukënnegung ass een och gewuer ginn, datt néng zousätzlech Studieplaze fir Lëtzebuerger Medezinnsstudenten op der Université de Reims Champagne-Ardenne geschaf ginn – Studieplazen, déi vu Lëtzebuerg finanzéiert ginn.

An dësem Kontext, a well de Protocole additionnel à la convention cadre territoriale de coopération transfrontalière franco-luxembourgeoise dans le domaine de la santé du 19 octobre 2021, relatif aux consultations de dermatologie au Luxembourg (hors cancérologie et hors esthétique) pour les patients des territoires des CPTS de Thionville Est (57), Moselle trois vallées (57), et du Pays Haut (54) zu dësem Zäitpunkt nach net ëffentlech ass, wëll ech der Madamm Gesondheetsminister déi follgend Froe stellen:

1. Kann d'Regierung déi genee Zuel vun Dermatologen, déi zu Lëtzebuerg Vollzäit schaffen, matdeelen – ënnerdeelt no Spidol- a Privatsecteur?

2. Wéi laang sinn aktuell déi duerchschnëttlech Waardezäite fir e Rendez-vous bei engem Hautspezialist?

3. Wéi en Impakt wäert den Accord mat Frankräich op dës Waardezäiten hei am Land hunn?

4. Wéi eng Konsequenz huet dat fir Lëtzebuerger Residenten a Grenzgänger? Ginn déi bei Rendez-vouse prioritär behandelt?

5. Den Accord bezitt sech explizitt net op d'Cancérologie. Heescht dat konkreet, datt e Patient, bei deem am Kader vun enger reng preventiver oder enger Routine-Ënnersichung eng Form vun Hautkriibs festgestallt gëtt, oder bei deem e Kriibsverdachtsfall virläit, u franséisch Dermatologen zréckverwise

gëtt? Oder heescht dat, datt Patienten, bei deenen a Frankräich Hautkriibs diagnostizéiert gouf, net op Lëtzebuerg komme kënnen, fir sech hei behandelen ze loossen?

6. Am Fall vun enger chirurgescher Interventioun: Fënnt dës Operatioun zu Lëtzebuerg statt oder muss se a Frankräich duerchgefouert ginn? Wéi gëtt d'„continuation des soins" assuréiert?

7. Wéi funktionéiert an dësem Zesummenhang den Austausch an d'Weiderleedung vum Patientendossier tëschent de lëtzebuergeschen a franséischen Doktere respektiv Spideeler?

8. Wéi ass d'Reglementéierung fir déi franséisch Residenten, déi aktuell net bei der CNS verséchert sinn a vun 2026 un eng dermatologesch Consultatioun zu Lëtzebuerg kréien? Wéi gi bei hinnen d'Käschten ofgerechent?

9. Ass ugeduecht, dës Consultatiounsméiglechkeet bei Lëtzebuerger Dokteren ze erweideren: A. op déi zwee aner Nopeschlänner? B. op aner spezialiséiert medezinnesch Beräicher?

10. Ass d'Unzuel u franséische Residenten, déi dëse Service an Usproch huele kënnen, limitéiert bzw. huet Lëtzebuerg sech dozou verflicht, eng gewëssen Unzuel u Patienten opzehuelen?

11. Gëtt et en Zesummenhang tëschent der Decisioun, franséische Residenten den Zougang zu Dermatologen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren, an den néng neie Studieplazen zu Reims Champagne-Ardenne?

Réponse (15/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Zënter 2015 ass d'Unzuel vun den Dermatologen, Allergologen a Venerologen, déi zu Lëtzebuerg praktizéieren[12], ëm 50,0 % geklommen a läit am Joer 2024 bei 63 Dokteren (42 am Joer 2015). Dovun hunn der 42,9 % fir 2024 en Agrement mat engem Spidol ënnerschriwwen. Am Joer 2015 louch dëse Prozentsaz bei 47,6 %. Déi konsolidéiert Donnéeë fir 2025 leien nach net vir.

Eng Persoun gëtt als praktizéierenden Dokter gezielt, wann se fir dee Beruff eng Autorisation d'exercer vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet ausgestallt krut an och effektiv liberal, bei engem Employeur aus dem Gesondheetssecteur oder bei engem Employeur aus engem anere Secteur zu Lëtzebuerg als Dokter praktizéiert.

Den zousätzleche Protokoll, deen den 11. Dezember tëschent Lëtzebuerg a Frankräich ënnerschriwwe gouf, fir e Pilotprojet an der Dermatologie anzefléieren, huet keen neit Recht am Zougang zu den Dermatologen, déi zu Lëtzebuerg praktizéieren, geschafen.

Dat Recht ass nämlech schonn an der europäescher Reglementatioun verankert, virun allem an der Richtlinn 2011/24/UE vum Europäesche Parlament an dem Rot vum 9. Mäerz 2011 iwwer d'Ausübung vun de Patienterechter an der grenziwwerschreidender Gesondheetsversuergung[13].

Dës Richtlinn, déi 2014 an déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung ëmgesat gouf[14], hat ënner anerem als Zil d'Mobilitéit vun de Patienten an déi fräi Prestatioun vu Gesondheetsleeschtungen an der EU ze stäerken. D'Richtlinn baséiert och op der europäescher Jurisprudenz an dëse Beräicher.

Esou gesäit dës Richtlinn vir, datt eng Persoun sech kann an en anert Land behandele loossen, also och eng Consultatioun bei engem Dermatolog an engem anere Land an Usproch huelen, an e Remboursement fir déi Leeschtung kréien. Dëst gëllt natierlech och fir eng Persoun, déi am lëtzebuergesche System affiliéiert ass, an an engem anere Land bei en Dokter geet.

De Pilotprojet, dee vum 1. Januar bis den 31. Dezember 2026 leeft, betrëfft net den Zougang selwer zu engem Dermatolog, mee d'Prise en charge vun der franséischer Krankeversécherung fir déi Consultatiounen.

Dëse Pilotprojet gouf vun de franséischen Autoritéite proposéiert, fir datt d'Assuréë vun der franséischer Krankeversécherung, déi an den 3 definéierte Communautés professionnelles territoriales de santé wunnen („CPTS Thionville Est", „CPTS Moselle trois vallées" a „CPTS du Pays Haut"), eng besser Prise en charge an der Dermatologie hunn, wann si am Kader vum Pilotprojet zu Lëtzebuerg eng Consultatioun kréien. Doduerch soll d'Präventioun a virun allem eng méi fréizäiteg Entdeckung vun Hauterkrankunge fir déi Assuréen erméiglecht ginn.

D'Patienten, déi am Kader vun dësem Pilotprojet bei en Dermatolog op Lëtzebuerg kommen, kréie kee Virrang zu anere Patienten. Dëst géif och géint den Egalitéitsprinzipp verstoussen.

Och huet Lëtzebuerg keng Verflichtung an dësem Pilotprojet, fir eng bestëmmt Unzuel u Patienten opzehuelen, wat iwweregens weeder dem legale Kader nach engem politesche Wëlle géif entspriechen. Hei gräifen eenzeg an aleng déi bevir genannte Prinzippien a Rechter vun de Patienten.

Et gëtt och keen Zesummenhang mat engem anere Projet, Protokoll oder Konventioun, deen op der CIG vum 11. Dezember 2025 ënnerschriwwe gouf.

Am Pilotprojet gëtt eenzeg an aleng d'Prise en charge an hir Konditioune vun der franséischer Krankeversécherung spezifesch definéiert. Déi franséisch Gesetzgeebung an der Krankeversécherung gesäit nämlech vir, datt d'Prise en charge kann ugepasst ginn, wann eng Konventioun mat deem Land ënnerschriwwe gëtt, wou déi Gesondheetsleeschtung prestéiert gëtt.

Konkreet bedeit dëst, dat déi Tariffer an der lëtzebuergescher Nomenclature als Basis fir d'Prise en charge fir d'Assuréen am franséische System geholl ginn.

D'Konditiounen, déi esouwuel am zousätzleche Protokoll vum 11. Dezember 2025, ewéi och am lokalen Exekutiounsprotokoll definéiert ginn – dësen ass am zousätzleche Protokoll virgesinn –, betreffen also eenzeg de Remboursement vun de Leeschtungen (Akten), déi en Dermatolog op Basis vun der lëtzebuergescher Nomenclature a Rechnung stellt.

Fir de Pilotprojet ass virgesinn, datt just déi Assuréen, déi an engem vun den 3 definéierte Communautés professionnelles territoriales de santé wunnen, ënnert déi spezifesch Bestëmmunge vum Pilotprojet falen an eng Autorisatioun fir déi ugepasst Prise en charge bei engem Dermatolog zu Lëtzebuerg kënne kréien, wann et a Frankräich net méiglech ass, eng Consultatioun innerhalb vun engem medezinnesch vertrietbaren Zäitraum ze kréien. Dës Autorisatioun vun der franséischer Krankeversécherung erlaabt dann de Remboursement op Basis vun de Tariffer, déi an der lëtzebuergescher Nomenclature virgesi sinn.

Konkreet stellen d'Dermatologen also ewéi soss och e Mémoire d'honoraires aus mat den Akten aus der lëtzebuergescher Nomenclature, deen de Patient bezilt an duerno vun der franséischer Krankeversécherung remboursëiert kritt.

Falls keng esou Autorisatioun virläit, gräifen déi normal Reegele vun der franséischer Krankeversécherung fir de Remboursement, wann e Patient zu Lëtzebuerg bei engem Dermatolog eng Consultatioun hat.

De Pilotprojet betrëfft net nëmmen d'Consultatioun selwer (Akten „C8" an „C40" aus der Nomenclature)[15], mee gëtt och applizéiert fir eng Rei Akten, déi den Dermatolog selwer am Cabinet däerf maachen (ambulatoire) an déi an der Nomenclature virgesi sinn, z. B. betreffend d'Zerstéierung vu guttaartegen oder och béisaartegen Tumeuren.

D'Lëscht vun deenen Akten, déi am Kader vum Pilotprojet berücksichtegt gi fir de spezifesche Remboursement, ass am lokalen Exekutiounsprotokoll virgesinn an eenzeg op déi lëtzebuergesch Nomenclature baséiert. Och ginn déi applikabel Tariffer vun deenen Akte geholl, déi automatesch mam Index ugepasst ginn.

Dës Lëscht vun den Akte gouf vun den Doktere vun der franséischer Krankekeess mat der Société luxembourgeoise de dermato-vénéréologie (SLDV) opgestallt.

D'Prise en charge vun deene méi komplexen oder stationäre Behandlunge leeft net iwwer de Pilotprojet, mee iwwer déi üblech Reegelen. Esou muss z. B. fir eng stationär a geplangt Behandlung am Ausland, ewéi eng Operatioun, am Virfeld eng Autorisatioun vun der franséischer Krankekeess virleien, fir datt eng Prise en charge ka stattfannen.

Wat déi aktuell d'Waardezäite bei den Dermatologen ubelaangt, huet de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet keng Donnéeën. Déi Infoen, déi awer zur Verfügung stinn, deiten drop hin, datt et Ënnerscheeder gëtt tëschent den Dermatologen, vun e puer Méint fir e Rendez-vous bis keng nei Patiente méi ophuelen.

Allerdéngs wäert de méiglechen Impakt vum Pilotprojet op d'Waardezäite gemeinsam mat der SLDV suivéiert ginn, op Basis vun de Feedbacke vun den Dermatologe selwer iwwer d'SLDV.

Des Weideren ass och festgehale ginn, dat de Pilotprojet zesumme vun de franséischen a lëtzebuergeschen Autoritéite mat der SLDV suivéiert gëtt. Dëst war esouwuel dem Ministère ewéi der SLDV wichteg.

Dobäi ass ze präziséieren, datt d'SLDV un der Ausschaffung vun dësem Pilotprojet bedeelegt war, wat fir de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet och eng Konditioun war, fir de Projet, dee vun de franséischen Autoritéite gefrot gouf, ze diskutéieren.

D'Kontinuitéit vun der Fleeg („continuité des soins"), bzw. d'Koordinatioun tëschent de Prestatairen, gëtt iwwer déi besteeënd Prozeduren a Kanäl assuréiert. Esou kënnen déi verschidden Dokteren an aner Prestatairen déi néideg Informatiounen innerhalb vum besteeënde legalen an deontologesche Kader austauschen. Och kann den Dermatolog e Rapport op Ufro hi maachen, deen och an der lëtzebuergescher Nomenclature virgesinn ass (Akt „R1").

Aktuell si keng weider esou Pilotprojeten (fir aner Beräicher) virgesinn, weeder mat Frankräich nach mat der Belsch oder Däitschland.

---

[12] Den Term „praktizéieren" entsprécht am dësem Kontext der Methodologie, déi am leschten thematesche Bericht vum Gesondheetsobservatoire presentéiert gouf, mam Titel „Les professionnels de la santé au Luxembourg: un modèle d'évaluation quantitative".

[13] Directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers : https://eur-lex.europa.eu/eli/dir/2011/24/oj?locale=fr

[14] Informatiounen zur Ëmsetzung vun der Richtlinn 2011/24/UE an déi lëtzebuergesch Gesetzgeebung: https://mediateursante.public.lu/fr/legislation/soinstransfront.html

[15] Akt C8: Consultation du médecin spécialiste en dermato-vénéréologie; Akt C40: Consultation majorée du médecin spécialiste en dermatologie (an Applikatioun vun de Konditiounen an der lëtzebuergescher Nomenklatur)

Falls esou Ufroe vun deene Länner an der Zukunft géife kommen, géif de Ministère mat der Associatioun vun den Dokteren an Zänndoktere bzw. mat de betraffenen Doktergesellschaften (ewéi an dësem Fall d'SLDV) Kontakt ophuele fir ze kucken, ob esou e Pilotprojet méiglech wär an ënnert ewéi enge Konditiounen, ewéi dat bei dësem Pilotprojet och schonn de Fall war.

Dobäi ass ervirzehiewen, datt d'Assuréen, déi an engem aneren EU-Land affiliéiert sinn, elo schonn d'Recht hunn, op Lëtzebuerg bei en Dokter ze kommen, gradeweí en Assuré an der lëtzebuergescher Krankeversécherung eng Consultatioun bei engem Dokter am Ausland ka maachen.

Licenciement d'une enseignante luxembourgeoise pour comportement radical non digne d'un agent de l'État | Question **3347** (15/12/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Des informations relayées par le collectif Luxembourg4Palestine font état du licenciement d'une enseignante luxembourgeoise pour comportement radical non digne d'un agent de l'État. Ainsi, il est allégué que l'enseignante aurait été accusée d'antisémitisme pour avoir critiqué les actions de l'État d'Israël à Gaza et remis en cause le droit d'exister de l'État hébreu à travers la republication de contenu sur Instagram, à partir d'un compte ne révélant ni sa profession ni son identité complète.

Ces allégations, si elles s'avéraient exactes, soulèveraient des questions importantes concernant la liberté d'expression des agents de l'État, les limites de leur devoir de réserve et les garanties procédurales dont ils bénéficient dans le cadre de mesures disciplinaires.

Ainsi se pose la question de la compatibilité de la liberté d'expression politique avec l'article 10 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, qui dispose :

« Le fonctionnaire doit, dans l'exercice comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ces fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public. »

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Le Gouvernement peut-il confirmer qu'une enseignante a fait l'objet d'une procédure de licenciement à la suite de republications sur son compte de réseau social exprimant son soutien à la cause palestinienne ?

2) Le Gouvernement estime-t-il que la publication de contenus critiques à l'égard de l'État d'Israël soit incompatible avec l'exercice des fonctions d'un agent de l'État, en particulier avec les dispositions de l'article 10 de la loi du 16 avril 1979 ?

3) Le Gouvernement considère-t-il que l'expression d'une critique des actions de l'État d'Israël ou du soutien à la cause palestinienne constitue, en soi, une forme d'antisémitisme incompatible avec l'exercice de fonctions dans l'enseignement public ?

4) Quelle est la position du Gouvernement concernant la liberté d'expression des agents de l'État en dehors de leurs fonctions et, le cas échéant, ses limites ?

5) Dans quelle mesure les publications d'un agent de l'État peuvent-elles être utilisées dans le cadre d'une procédure disciplinaire ?

6) Les ministres peuvent-ils confirmer que des agents du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ont partagé des captures d'écran des publications en question avec le média RTL, avant l'issue de la procédure de recours ? Dans l'affirmative, estiment-ils que de telles démarches sont compatibles avec le principe de présomption d'innocence ainsi qu'avec les obligations de l'employeur public ?

Réponse (20/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Serge Wilmes,** Ministre de la Fonction publique

ad 1) Le Gouvernement peut confirmer qu'aucun agent de l'État ne se voit sanctionner ou licencier en raison de son soutien d'une cause politique telle que la cause palestinienne.

Le Gouvernement réaffirme que les agents de l'État, y compris ceux exerçant des fonctions dans l'enseignement public, bénéficient du droit fondamental de la liberté d'expression, telle que garantie notamment par le droit national et le droit international.

ad 2) Le soutien d'une cause politique, humanitaire ou internationale, y compris la cause palestinienne, ainsi que la publication de contenus critiques à l'égard des actions ou de la politique de l'État d'Israël, ne sont pas, en tant que tels, incompatibles avec les devoirs statutaires qui découlent des dispositions de l'article 10 de la loi du 16 avril 1979.

Cependant l'agent est tenu aux obligations qui découlent de l'article 10, paragraphe 1er, du statut général des fonctionnaires de l'État qui prévoit ce qui suit : « Le fonctionnaire doit, dans l'exercice comme en dehors de l'exercice de ses fonctions, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la dignité de ces fonctions ou à sa capacité de les exercer, donner lieu à scandale ou compromettre les intérêts du service public.

Il est tenu de se comporter avec dignité et civilité tant dans ses rapports de service avec ses supérieurs, collègues et subordonnés que dans ses rapports avec les usagers de son service qu'il doit traiter avec compréhension, prévenance et sans aucune discrimination. »

Partant, ne sont pas compatibles avec les obligations statutaires applicables à tous les agents de l'État, l'expression d'une opinion dans un espace public, y compris en dehors de l'exercice des fonctions, qui révèle le caractère suivant :

– la publication ou la republication de messages pouvant être qualifiées d'incitations à la haine ou à la violence à l'encontre d'un groupe de personnes, notamment sur base de leur religion, de leur origine ou de leur nationalité ;
– la glorification ou la légitimation d'actes terroristes ou d'organisations reconnues comme telles ;
– l'instrumentalisation d'une figure historique responsable d'un génocide à des fins de délégitimation de l'État d'Israël ;
– l'appel à la commission d'infractions pénales, telles que des actes de destruction de biens privés.

ad 3) Il est évident que l'expression d'une critique politique d'un État étranger ou le soutien à une population civile touchée par un conflit armé ne saurait, en soi, être assimilée à une forme d'antisémitisme.

ad 4) La liberté d'expression au sens de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme est certes un droit fondamental, mais qui n'est pas absolu et qui peut être soumis à des restrictions légales.

Ainsi, un agent de l'État est tenu au devoir de réserve et de loyauté, construit sur la conception que les fonctions sont assurées par des personnes dont il faut préserver l'image d'impartialité et de neutralité en raison de la confiance qu'elles doivent inspirer au public.

À ce titre, tout agent public doit faire preuve de réserve et de mesure dans l'expression écrite et orale de ses opinions personnelles dans un espace public, même en dehors de ses fonctions.

ad 5) Une publication étant par essence publique, rien ne s'oppose à ce qu'elle soit prise en compte dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

ad 6) Le Gouvernement se doit de rappeler qu'il n'est pas en mesure de commenter autrement des procédures en cours.

Déclarations du Président américain sur l'Union européenne et implications pour les relations transatlantiques | Question **3348** (15/12/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Récemment, le Président des États-Unis a fortement critiqué les dirigeants européens dans une interview avec « Politico ». Il a dénoncé l'Europe comme un groupe de nations « en déclin » dirigé par des personnes « faibles », rabaissant les alliés traditionnels des États-Unis pour leur soi-disant incapacité à contrôler les migrations et à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En outre, le Président Trump a annoncé vouloir soutenir les candidats politiques européens partageant sa propre vision du continent.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Comment le Gouvernement évalue-t-il l'impact potentiel des déclarations du Président américain sur les relations entre les États-Unis et l'Union européenne, et plus particulièrement sur le Luxembourg ?

2) Le Gouvernement a-t-il eu des échanges diplomatiques avec l'administration américaine ou des partenaires européens à ce sujet ?

3) Le Gouvernement considère-t-il ces déclarations comme une détérioration durable du partenariat transatlantique ?

4) Le Gouvernement luxembourgeois juge-t-il acceptable que le Président des États-Unis intervienne explicitement dans les processus démocratiques européens ?

5) Quels mécanismes diplomatiques ou européens pourraient être mobilisés pour protester ou réagir à cette ingérence ?

6) Une telle volonté d'influencer les élections européennes pourrait-elle être considérée comme une tentative de déstabilisation politique ? Comment le Luxembourg compte-t-il y répondre ?

7) Comment le Gouvernement luxembourgeois répond-il aux affirmations selon lesquelles les dirigeants européens seraient « incapables » de mettre fin à la guerre en Ukraine ?

8) Le Luxembourg estime-t-il que ces déclarations affaiblissent la crédibilité du soutien occidental à l'Ukraine ?

9) Quelles mesures le Luxembourg considère-t-il nécessaires pour renforcer la coopération transatlantique en matière de sécurité, malgré ces tensions ?

Réponse (19/01/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

L'Union européenne et le Gouvernement du Luxembourg sont conscients des défis qui se posent pour le continent européen. Le Gouvernement luxembourgeois se coordonne étroitement avec ses partenaires européens sur tous les sujets d'importance, dont les relations transatlantiques. Les relations US-UE passent par une phase de transformations significatives tout en restant essentielles. D'une part, l'Europe, tant l'Union européenne que les Alliés européens au sein de l'Alliance atlantique, prendra de nouvelles responsabilités dans le partenariat transatlantique et de nouvelles opportunités et nouveaux types de coopération pourront se créer entre les deux rives de l'Atlantique. D'autre part, le Luxembourg soutient l'engagement de l'UE en tant qu'acteur global et partenaire fiable au niveau multilatéral, qui passe aussi par la diversification des partenariats de l'UE.

Dans le cadre de son engagement envers des relations transatlantiques fortes, le Luxembourg, tout comme les autres pays européens, maintient également des échanges avec l'administration américaine, fondés sur une coopération sur les sujets d'intérêt mutuel, selon les principes et valeurs qui sont les nôtres. Des relations fortes peuvent se caractériser par des échanges de vues francs entre alliés et partenaires. Il revient aux électeurs européens de faire leur choix souverain dans le cadre de nos systèmes démocratiques et électoraux établis.

Le Luxembourg reste également engagé envers une paix juste et durable en Ukraine et apporte du soutien concret à l'Ukraine en coopération avec ses partenaires européens, dans le cadre de différentes initiatives européennes et internationales. L'Ukraine a besoin de tous les appuis possibles pour parvenir à une position où elle peut accepter des conditions pour une paix juste et durable.

Le rôle des États-Unis est crucial à cet effet et leur engagement apprécié. Les pourparlers intenses entre les responsables ukrainiens, européens et américains témoignent de la solidité du soutien occidental. La coopération transatlantique est surtout renforcée par la mise en œuvre de nos engagements en matière d'effort de défense ainsi que par un dialogue continu et franc.

Menaces contre les magistrats, juges d'instruction et procureurs | Question **3349** (16/12/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans plusieurs pays européens, dont la Belgique et la France, les magistrats, juges d'instruction et procureurs sont de plus en plus souvent ciblés par des menaces, parfois émanant d'organisations criminelles ou liées à une polarisation politique croissante. Ces actes d'intimidation sapent non seulement l'autorité de l'État de droit, mais mettent également en péril la sécurité personnelle de ces fonctionnaires essentiels et, par conséquent, les conditions nécessaires à l'exercice serein et indépendant de la justice.

Des cas récents en Belgique, notamment les menaces de mort contre le procureur du Roi de Bruxelles ou l'obligation pour une juge à Anvers de vivre plusieurs mois dans une maison sécurisée, illustrent la gravité de la situation.

Ces événements soulignent une tendance préoccupante, à savoir l'exposition croissante des autorités judiciaires à des risques de menaces physiques. Ils amènent à s'interroger sur la capacité des institutions publiques à garantir leur protection effective, dans un contexte de polarisation, de montée de la violence organisée et de multiplication des menaces ciblées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance de cas récents de menaces ou d'intimidation visant des magistrats, juges d'instruction ou procureurs au Luxembourg ?
Dans l'affirmative, combien de cas ont été recensés au cours des cinq dernières années, et quelles en étaient les caractéristiques principales ?
Ces cas ont-ils donné lieu à des mesures de protection spécifiques, voire à des poursuites judiciaires ?

2) Existe-t-il actuellement un protocole national définissant les modalités de réaction en cas de menace envers un membre du pouvoir judiciaire, et si oui, quelles autorités en assurent la mise en œuvre ? Une coordination formalisée entre le Ministère de la Justice, le Ministère des Affaires intérieures et les instances judiciaires est-elle prévue dans ces situations ?

Réponse (14/01/2026) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La question de la sécurité des magistrats, juges d'instruction, procureurs, enquêteurs ainsi que, plus largement, des acteurs intervenant dans les dossiers sensibles mérite d'être abordée avec sérieux et responsabilité.

Il est exact que, dans le cadre de certaines affaires particulièrement sensibles, notamment celles liées à la criminalité organisée ou à des formes graves de délinquance, des magistrats et des fonctionnaires de police – notamment ceux exerçant des fonctions particulièrement exposées ou traitant des dossiers relevant de la criminalité organisée – ont pu faire l'objet de menaces, de tentatives d'intimidation ou de pressions diverses.

L'ensemble des informations relatives à ces menaces, actes d'intimidation ou pressions de diverse nature est centralisé et traité par une unité spécialisée de la police. Cette dernière procède à une analyse systématique et approfondie afin d'en apprécier la crédibilité, la nature et le niveau de risque encouru.

Les résultats de cette analyse sont portés à la connaissance des autorités judiciaires compétentes, en vue de l'adoption éventuelle de mesures judiciaires appropriées et proportionnées.

Partant, lorsque l'évaluation du risque le justifie, des mesures de protection ou des précautions spécifiques sont prises par les services judiciaires (point de contact spécialisé au parquet) en coordination étroite avec les policiers compétents (unité spécialisée en matière de protection des victimes et des témoins), tant à l'égard des personnes concernées de façon générale que dans l'exercice de leurs fonctions quotidiennes.

Ces mesures consistent parfois en des recommandations de conduite ou en des dispositifs de protection adaptés, élaborés au cas par cas, en fonction de l'analyse concrète de la situation. Il est évident que les modalités précises de ces mesures, tout comme les stratégies mises en œuvre par les services chargés de la protection des personnes, ne peuvent être rendues publiques, afin de ne pas compromettre leur efficacité ni la sécurité des intéressés.

De manière générale, il peut être confirmé que des menaces à l'encontre de magistrats ont déjà existé, mais il n'est pas opportun au regard des impératifs de sécurité d'en fixer un nombre précis ou d'en dresser une typologie détaillée.

Il convient également de souligner que certaines personnes occupant des fonctions dirigeantes au sein du parquet peuvent être confrontées de manière récurrente à des courriers abusifs, à des formes de harcèlement, voire à des menaces explicites. Ces situations sont examinées avec toute l'attention requise et peuvent, le cas échéant, donner lieu à des enquêtes ou à des mesures appropriées.

ad 2) La question de l'existence d'un protocole national définissant les modalités de réaction en cas de menace envers un membre du pouvoir judiciaire s'inscrit pleinement dans le cadre des travaux actuellement en cours. Un avant-projet de loi relatif à la protection des victimes, des témoins ainsi que d'autres personnes exposées, telles que les enquêteurs et les magistrats, est en cours d'élaboration. Ce futur cadre légal vise précisément à renforcer, clarifier et harmoniser les dispositifs de protection existants.

Dans l'attente de ce texte, et pour des raisons évidentes de sécurité, aucune information détaillée ne peut être communiquée quant aux mécanismes opérationnels, aux protocoles internes ou aux stratégies mises en place par les services spécialisés.

En conclusion, si l'existence de menaces à l'égard de magistrats ne peut être niée dans certains contextes spécifiques, la réponse des services compétents concernés s'inscrit dans une logique de vigilance constante, d'adaptation au cas par cas et de préparation d'un cadre légal renforcé, tout en respectant les impératifs de confidentialité indispensables à la protection des personnes concernées.

Agressions et violences dans les transports publics | Question **3350** (17/12/2025) de **M. Laurent Mosar** | **M. Maurice Bauer** (CSV)

Depuis plusieurs mois, de nombreux signalements émanant tant des usagers que des travailleurs des transports publics font état d'une dégradation préoccupante du climat de sécurité dans les transports en commun, et plus particulièrement dans le réseau de tramways. Cette situation se traduit par une augmentation des agressions verbales et physiques, des menaces, des faits de harcèlement ainsi que par des comportements violents ou intimidants à l'encontre des passagers et du personnel.

Des témoignages concordants évoquent notamment la présence de personnes circulant armées de couteaux, qu'elles n'hésitent pas à exhiber devant d'autres voyageurs, créant ainsi un climat de peur et d'insécurité manifeste. Par ailleurs, les chauffeurs et agents des sociétés de transport sont de plus en plus fréquemment confrontés à des insultes, des menaces et parfois à des violences, souvent de la part de personnes sous l'influence de l'alcool ou de stupéfiants. Ces faits, au-delà de leur gravité intrinsèque, affectent profondément les conditions de travail du personnel et le sentiment de sécurité des usagers.

Cette évolution est d'autant plus inquiétante que les transports publics constituent un pilier essentiel de la mobilité quotidienne. L'insécurité croissante risque non seulement de dissuader une partie de la population d'y recourir, mais également d'aggraver la pénurie de personnel dans le secteur.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité, à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement peut-il fournir des données récentes et détaillées relatives à l'évolution des

agressions, menaces, faits de harcèlement et violences constatés dans les transports publics au cours des dernières années, en distinguant spécifiquement le réseau de tramways ?

2) Combien d'arrestations ont été effectuées au cours des trois dernières années pour des faits de menaces, agressions ou violences dans les transports publics, en particulier dans les trams, et combien de ces arrestations ont donné lieu à des poursuites, à des condamnations ou à des classements sans suite ?

3) Quelles mesures concrètes sont actuellement mises en œuvre pour renforcer la prévention et la sécurité dans les transports publics, notamment en matière de présence policière, de patrouilles ciblées, de contrôles renforcés et de coopération avec les sociétés de transport ? Quelles mesures supplémentaires sont envisagées pour résoudre ces problèmes ?

4) Au regard de la situation actuelle, les mesures adoptées et encore prévues sont-elles suffisantes ?

Réponse (19/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert sur les agressions et violences dans les transports publics.

ad 1) Les données statistiques suivantes sont réparties par type d'agressions :

Tableau 1↑ : nombre d'agressions dont ont été victimes les agents des transports publics entre 2023 et 2025 (jusqu'au 28/12/2025).

Tableau 2↑ : nombre d'agressions dont ont été victimes des tierces personnes dans les transports publics entre 2023 et 2025 (jusqu'au 28/12/2025).

Ces tableaux renseignent sur l'évolution des agressions, menaces, faits de harcèlement et violences constatés dans les transports publics au cours des dernières années. Ces données sont extraites de la base de données WEBAppCIS, alimentée par les agents des transports publics et dont la gestion est animée par les CFL.

ad 2) À titre préliminaire et comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 2266 du 29 avril 2025 de l'honorable Député Laurent Mosar, il convient de préciser que seules les catégories « bus » et « train » sont utilisées pour référencer les lieux des agressions dans les transports publics. Le tramway ne constitue pas une catégorie spécifique et s'intègre dans les catégories mentionnées ci-avant.

La police ne dispose pas de statistiques concernant les arrestations survenues spécifiquement dans les transports publics et une recherche automatisée selon le lieu de l'infraction, comme le tram ou les autres transports publics, n'est pas possible. Cependant, une recherche manuelle a permis d'identifier en 2023 une affaire en lien avec des agressions ou violences dans les transports publics ayant entraîné un placement en cellule de détention et en 2025 une arrestation en flagrant délit a été constatée en relation avec des agressions ou violences dans les transports publics.

En ce qui concerne les poursuites, condamnations ou classements sans suite, ces réponses relèvent des autorités judiciaires.

En l'état actuel du droit, il n'existe pas d'incriminations spécifiques visant les violences ou menaces commises dans les transports publics en tant que telles. Par ailleurs, le lieu de commission de l'infraction ne constitue ni un élément constitutif ni une circonstance aggravante des infractions pénales pertinentes. Dès lors, ce renseignement n'est pas enregistré en tant que tel dans la base de données JU-CHA, ce qui exclut la possibilité d'effectuer une recherche ciblée sur ce critère.

Il peut néanmoins être indiqué que des faits de cette nature sont régulièrement portés à la connaissance des autorités judiciaires. Lorsque l'identification des auteurs a été possible, des poursuites pénales sont engagées sur la base des qualifications prévues par le droit pénal commun. En revanche, compte tenu de l'absence de catégorisation spécifique et des limites précitées, il n'est pas possible de fournir des données chiffrées ni des informations plus détaillées à ce sujet.

ad 3) Au-delà des mesures opérationnelles mises en œuvre par les exploitants, des travaux sont menés au niveau institutionnel afin de renforcer le cadre général applicable à la sécurité dans les transports publics.

Dans le cadre de ses missions, l'Administration des transports publics contribue aux travaux visant à renforcer le cadre légal et institutionnel applicable à la sécurité dans les transports publics.

Le projet de loi relatif à la sécurité, la sûreté, l'ordre et la vidéosurveillance dans les transports publics et modifiant 1° le Code pénal ; 2° la loi du 5 février 2021 sur les transports publics a été déposé afin de renforcer le cadre juridique existant. Il vise notamment à :

– préciser les comportements pouvant faire l'objet de sanctions,
– prévoir des sanctions administratives adaptées,
– clarifier les compétences des agents agréés en matière de constatation des infractions.

Ces dispositions ont pour objectif de renforcer la sécurité juridique des acteurs concernés et de limiter l'exposition du personnel de conduite aux situations conflictuelles.

La sécurité dans les transports publics constitue également une priorité majeure pour les CFL, tant pour la protection des voyageurs que pour celle du personnel.

Afin de répondre efficacement aux enjeux en matière de sûreté, un Plan d'action « Sûreté » a été élaboré par les CFL.

Celui-ci regroupe un ensemble de mesures concrètes visant à renforcer la prévention, la vigilance sur le terrain et le sentiment de sécurité. Ce plan d'action est transposable aux acteurs du ferroviaire et du routier.

Par ailleurs, Luxtram SA a mandaté une société de sécurité privée afin de renforcer les dispositifs de sûreté sur le réseau de tramway.

Ce dispositif prévoit notamment :

– la présence d'agents de sécurité aux terminus du tram pendant les heures creuses ;
– la présence d'agents de sécurité à bord des rames pendant les heures de service, selon une planification ciblée.

Dans le cadre de la coordination du transport public routier, l'Administration des transports publics contribue au renforcement de la coopération avec les forces de l'ordre, notamment en ce qui concerne :

– l'échange d'informations relatives aux incidents,
– la coordination des interventions,
– la mise en œuvre d'actions ponctuelles.

Une attention particulière est portée à la coopération transfrontalière sur les lignes concernées du réseau RGTR, dans le respect des compétences respectives des autorités concernées.

Au-delà des contrôles, la prévention et la sensibilisation jouent un rôle essentiel. Plusieurs initiatives ont été lancées par les CFL dans le cadre du Plan d'action « Sûreté » :

– participation active à la Journée nationale du respect dans les transports publics du 3 mai 2025,
– mise en œuvre de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir le respect des règles et à réduire les comportements perturbateurs,
– renforcement de la formation du personnel à travers des ateliers gestion de conflits et d'agressions, des tables rondes, d'autres actions internes,
– déploiement du programme « Training trëfft Praxis », offrant un accompagnement sur le terrain par des experts en gestion de conflits et d'agressions.

En complément des actions de prévention et de sensibilisation, le rôle des contrôleurs du RGTR continue d'évoluer afin de :

– contribuer à une présence visible,
– participer à la prévention des comportements inappropriés,
– veiller au respect des règles applicables,
– assurer la remontée d'informations utiles.

Ils interviennent en complémentarité avec les forces de l'ordre.

Dans une logique de structuration et d'amélioration continue des processus, des outils transversaux de signalement et d'analyse ont également été développés pour l'ensemble du secteur des transports publics (CFL, RGTR, TICE, AVL, Luxtram).

Un Constat incident sûreté (CIS) a été mis en place sous la forme d'une application web, développée en coopération entre l'Administration des transports publics et les CFL, permettant un signalement centralisé des incidents de sûreté.

Conscient de la problématique, le programme gouvernemental prévoit d'évaluer et, le cas échéant, d'étendre l'incrimination d'outrage à agent « aux agents du secteur des transports publics, comme les agents d'accompagnement des trains et les chefs de surveillance de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) ».

Cette orientation se concrétisera par une disposition légale future visant à étendre le champ d'application de l'article 269 du Code pénal aux personnes participant à une mission de transport public afin de renforcer la sécurité de ces agents contre les actes de violence, de menace ou de résistance dont ils peuvent faire l'objet dans l'exercice de leurs fonctions, et de garantir ainsi un cadre de travail plus sûr, conforme à l'importance de leur mission de service public.

ad 4) Au niveau des CFL, les mesures actuellement en place constituent une base solide. Pour l'année 2026, deux projets majeurs sont encore prévus :

– renforcer la sûreté par une meilleure couverture des zones sensibles et une réactivité accrue des agents de sécurité en optimisant les interventions de la société de gardiennage,
– optimiser la coordination des actions des différents intervenants en cas d'incident de sûreté et renforcer la coopération avec la Police grand-ducale, via son Centre d'intervention national (CIN).

En parallèle, plusieurs mesures complémentaires sont mises en œuvre de manière continue afin de renforcer la sûreté.

Il convient également de souligner que les résultats récents de l'enquête de satisfaction menée auprès de la clientèle des CFL confirment une amélioration continue du sentiment de sûreté, tant dans les trains que dans les gares.

Formation DAP Éducation | Question **3356** (17/12/2025) de **M. Ricardo Marques** (CSV)

Den DAP Educatioun ass eng beruffspraktesch Ausbildung am soziopedagogeschen Encadrement, déi op d'Aarbecht mat Kanner (a jee no Struktur och mat Jugendlechen) virbereet. Déi initial Formatioun dauert 3 Joer an am Kär dovu sti fënnef Stagë vu jee 6 Wochen, fir d'Realitéit um Terrain kennenzeléieren. An der Formation adulte brauch een e Léiervertrag an enger Betreiungsstruktur. Dobäi geet een 2 Deeg d'Woch op den Terrain a verbréngt 3 Deeg am Ausbildungsbetrib.

An enger Zäit, wou d'Betreiungsstrukturen an d'Personalressourcen am Secteur staark gefuerdert a belaascht sinn, ass et wichteg, datt d'Formatiounen, déi direkt op dës Beruffer virbereeden, transparent, kohärent a qualitativ ofgeséchert ëmgesat ginn, besonnesch wat d'Stagen/Léierplazen, d'Betreiung um Terrain an d'Ursaache vun Ofbréch ugeet.

An deem Kontext wollt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Kann de Minister no Regioun an no Typ vu Struktur opweisen, wéi vill Plazen aktuell fir den DAP Educatioun besat sinn?

2. Wéi gesäit de Bilan vun de leschten 3 Joer aus (Erfollegsquot, Widderhuelungen, Ofbréch, Kënnegung vum Léiervertrag)?

3. Wat ass de Feedback vun de Strukturen, déi Stagiairen/Léierleit, Regionaldirektiounen ophuelen?

4. Wéi oft (Zuele pro Joer) kënnt et vir, datt een de Léiervertrag ofbrécht oder datt eng Struktur d'Zesummenaarbecht ofbrécht? Wat sinn déi heefegst Ursaachen?

5. Wéi ginn Zäit, Responsabilitéiten, Opsiicht an Evaluatioun am Binôme definéiert?

6. Kréien d'Tuteuren um Terrain eng Formatioun oder Guideline, a gëtt et eng Unerkennung oder Kompensatioun fir dës Roll?

Réponse (20/01/2026) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. De Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend huet keng Informatiounen, déi d'Unzuel vu Schülerinnen a Schüler no Typ vun der Struktur weist.

ad 2. 2022 hate 507 Schüler d'Formatioun ugefaangen an dovun hunn der 226 (44,5 %) am Summer 2025 hiren Ofschloss gemaach. 36 Schüler (7,1 %) hunn de Projet intégré final net gepackt a mussen deen am Januar 2026 nach eng Kéier maachen. Aner 153 Schüler (30,1 %) sinn nach amgaang an hu mindestens ee Joer vun der Formatioun widderholl. 92 Schüler (18,14 %) hunn d'Formatioun ofgebrach a sech anescht orientéiert.

Am Oktober 2025 ware 718 Leit an deenen dräi Joer vun der Formation initiale ageschriwwen an 195 an der Formation adulte.

ad 3. Et gëtt kee systematesche Feedback vun de Strukturen, déi Stagiairen ophuelen.

ad 4. D'Majoritéit vun de Schüler (78,6 %) sinn an der Formation initiale ageschriwwen, déi als Formation plein temps ugebuede gëtt. Déi Schüler sinn net ënner Léiervertrag, mee hu fënnef Stagë vu véier bis sechs Wochen iwwer déi dräi Ausbildungsjore verdeelt. Pro Stage ginn ëmmer all d'Klasse vun engem Ausbildungsjoer an d'Strukturen a do ginn allkéiers maximal 1–2 Convention-de-stagë geléist.

Déi aner 21,4 % sinn Apprentien an der Formation adulte, déi e Léiervertrag an enger Struktur hunn. Am Schouljoer 2024/2025 goufe 44 Kontrakter opgeléist, dëst aus ganz ënnerschiddleche Grënn.

An deene meeschte Fäll ass d'Opléisung vum Ausbildungskontrakt eestëmmeg, esou datt d'Strukturen an den Apprenti sech eens sinn, datt eng weider Zesummenaarbecht net passend ass. Eng Rei Kontrakter ginn awer och schonn an der Proufzäit opgeléist.

ad 5. Souwuel wärend engem Stage wéi och am Apprentissage muss de Schüler oder Apprenti vun engem Tuteur encadréiert ginn. Dësen Tuteur ass den Uspriechpartner am Alldag a kuckt mam Schüler oder Apprenti, wéi säin Aarbechtsplang ausgesäit, fir datt genuch Méiglechkeete bestinn, un de virgeschriwwene Fachkompetenzen ze schaffen.

Den Tuteur ass och fir d'Evaluatioun vun dëse Fachkompetenzen um Enn vun engem Stage oder um Enn vun all Semester vum Module patronal am Apprentissage zoustänneg.

ad 6. All Tuteur soll am Virfeld eng Formation du tuteur maachen, déi vum House of Training an Zesummenaarbecht mam Service de la formation professionnelle ugebuede gëtt. Dës Formatioun gëtt als Weiderbildung unerkannt a kann zu deenen aacht Stonne pro Joer gerechent ginn, déi fir d'Personal am Beräich vun de Kannerbetreiungsstrukture virgesi sinn.

Ausserdeem gëtt et fir all Stage souwéi fir all Module patronal e Référentiel d'évaluation an e Programm mat Erklärungen zu der Begleedung vum Schüler oder Apprenti. Am Carnet de stage souwéi och am Carnet d'apprentissage fannen d'Tuteuren doriwwer eraus och allkéiers detailléiert Erklärungen.

All Struktur, déi e Schüler fir e Stage am Kader vun der Beruffsausbildung ophëlt, kritt dofir eng Indemnitéit ausbezuelt, déi am Artikel 5 vum Gesetz vum 31. Juli 1995 iwwer d'Aarbecht an d'Beruffsausbildung (Loi du 31 juillet 1995 relative à l'emploi et à la formation professionnelle) definéiert ass.

Annulation d'un conseil communal | Question **3357** (17/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'„Wort" beriicht an engem Artikel vum 15. Dezember, dass zu Dippech dëse Mount eng Gemengerotssitzung kuerzfristeg vum Schäfferot ofgesot gouf:

„Die Ratssitzung von Dippach wurde am Montagmorgen um 10.02 Uhr offiziell abgesagt. Die Gemeinderäte hätten sich eigentlich um 12.00 Uhr versammeln sollen."

Den Artikel 12 vum Gemengegesetz gesäit vir, dass de Gemengerot normalerweis vum Schäfferot aberuff gëtt:

„Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins une fois tous les trois mois.

Il est convoqué par le Collège des bourgmestre et échevins ou, en cas d'urgence, par le bourgmestre seul. Sur la demande écrite et motivée de la majorité des membres du conseil ou du Ministre de l'Intérieur, le Collège des bourgmestre et échevins est tenu de convoquer le conseil, avec l'ordre du jour proposé, dans un délai maximum de quinze jours."

Wat kuerzfristeg Ännerunge vum Ordre du jour betrëfft, esou steet am Artikel 13 vum Gesetz:

„Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence. L'urgence est déclarée par la majorité des membres présents. Leurs noms sont inscrits au procès-verbal. Tout objet d'intérêt communal qu'un membre du conseil communal demande au bourgmestre de faire figurer à l'ordre du jour du conseil doit y être porté par le Collège des bourgmestre et échevins pour autant que la demande motivée a été faite par écrit et trois jours au moins avant la date de la réunion du conseil."

D'Gesetz erlaabt et net, dass eng Gemengerotssitzung am Viraus vun eenzelne Schäfferotsmembere kann annuléiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Muss ee Gemengerot, deen aberuff gouf, seng Sitzung ofhalen oder dierf d'Sitzung virdrun, ouni Vott, annuléiert ginn?

2. Muss de Schäfferot an enger Sitzung zesummekommen an zesummen de Beschloss huelen, fir eng Gemengerotssitzung ze annuléieren?

3. Wéi eng Reegele muss ee Gemengerot respektéieren, fir eng Gemengerotssitzung ze annuléieren?

4. Am Kader vum Artikel 13, wéi bannent ass den Ordre du jour nom Opstelle vum Schäfferot? Kann den Ordre du jour just iwwert ee Vott am Gemengerot geännert ginn?

Réponse (07/01/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. De Schäfferot huet d'Kompetenz, fir de Gemengerot ze convoquéieren an déi Kompetenz beinhalt och déi, fir d'Convocatioun zréckzezéien, soulaang wéi d'Gemengerotssëtzung net vum President vum Gemengerot opgemaach ginn ass. Vun deem Moment un huet de Gemengerot selwer d'Maîtrise iwwert d'Sëtzung an iwwert den Ordre du jour[16]. De Gemengerot decidéiert an deene Fäll majoritär.

ad 2. D'Artikele 50, 51 an 52 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesi vir, dass de Schäfferot sou oft zesumme kënnt wéi et néideg ass, fir seng Affairen ze evakuéieren, dass seng Reuniounen am Gemengenhaus oder op all aner Plaz à huis clos stattfannen an dass seng Decisioune majoritär geholl ginn. De Schäfferot ass deemno een Organ dat seng Decisioune just a kollegialer Form kann huelen.

ad 3. Ech verweisen op d'Äntwert op d'Fro 1.

ad 4. Den Ordre du jour, deen de Schäfferot determinéiert huet, ass fix. Just am Fall vun enger Urgence, déi vun der Majoritéit vun de Conseillere muss deklaréiert ginn, ass et méiglech, fir ee Punkt op den Ordre du jour bäizesetzen.

Ech verweisen och nach op d'Äntwert op d'Fro 1, well vun deem Moment u wou d'Sëtzung vum President opgemaach ginn ass, kann de Gemengerot majoritär decidéieren, fir een oder méi Punkte vum Ordre du jour erofzehuelen.

Campagne de signalisation autoroutière en langue luxembourgeoise | Question **3358** (17/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Op den Autobunne wäerte Schëlder opgestallt ginn, wou d'Autofuerer mat lëtzebuergesche Sätz wéi „Wëllkomm zu Lëtzebuerg" an „Äddi a bis geschwënn" ugeschwat solle ginn. D'„Tageblatt" kommentéiert an engem Artikel vum 11. Dezember d'Campagne esou:

[16] Robert Wilkin, Précis du droit communal, Bruylant 1959, n° 47, p. 61 : « Contremandement de la convocation. – La réunion du conseil n'a lieu que si le collège le décide. Aussi le collège peut-il, jusqu'au moment où la séance se tient, contremander la réunion. »

„Mit den neuen Schildern wähnt sich der Luxemburg-Reisende jetzt in einem Krankenhausflur, der gerade wegen Renovierungsarbeiten geschlossen ist. Ein Trost bleibt: Man ist schnell wieder draußen. Äddi a Merci fir de Besuch."

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kultur a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gouf dës Campagne selwer intern an engem Ministère erstallt?

2. Falls nee:
– Gouf d'Campagne ëffentlech ausgeschriwwen?
– Ënnert wéi enge(r) Referenznummer(e) gouf dëse Projet ausgeschriwwen?
– Wéi vill Firmen hunn sech gemellt a wie krut den Optrag?

3. Wat ass de Gesamtkäschtepunkt vun der Campagne gewiescht?
Wéi vill hunn d'Konzeptioun an den Design vun dëser Campagne kascht?

Réponse (14/01/2026) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Op Initiativ vum Kulturministère huet d'Stroossebauverwaltung mat Ënnerstëtzung vun der Promotion de l'image de marque vum Wirtschaftsministère de Projet komplett staatsintern ëmgesat.

ad 2. an 3. Déi reng Materialkäschte vun de Schëlder an de Kadere mat de Fundamenter belafe sech op 33.433,71 €. D'Schëlder goufen intern vun der Stroossebauverwaltung opgestallt.

Der Stroossebauverwaltung gëllt e grousse Merci fir hiren Asaz fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

Situation de la grippe au Luxembourg | Question **3359** (17/12/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

D'Zuel vun de Grippefäll huet sech zu Lëtzebuerg innerhalb vun der Woch vum 1. bis 7. Dezember méi wéi verduebelt. An aneren europäesche Länner gëtt och eng staark Erhéijung vun de Fäll an d'Optauche vun enger neier Variant „K" gemellt.

An deem Kontext géing ech der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet gär follgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Gripp zanter Ufank Dezember bei eis entwéckelt?

2. Kann een elo scho vun enger intensiver Gripp schwätzen?

3. Wéi ass zurzäit den Impfstatus, besonnesch bei deene méi vulnerabele Leit?

4. Si genuch Impfstoffer disponibel?

5. Ass eng Impfung elo nach ze empfeelen?

6. Wéi ass zurzäit d'Belaaschtung vun eise Spideeler?

7. Wéi ass d'Situatioun an eisen Alters- a Fleegeheemer?

Réponse (05/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Gesondheetsdirektioun publizéiert all Woch an der Press d'Evolutioun vun den dräi Haaptinfektiounskrankheete vun den Otemweeër, d'Gripp, de Covid-19 an d'RSV Infektiounen. Aktuell si mir kloer an der järlecher Infektiounswell vun der Gripp ukomm, déi awer bis elo net méi schwéier wéi soss ausfält, mee sech just ëm ongeféier eng Woch méi fréi entwéckelt.

ad 2. Nee, fir vun enger intensiver Gripp ze schwätzen ass et nach ze fréi.

ad 3. D'Gesondheetsdirektioun huet keng detailléiert Informatiounen iwwert den Impfstatus well mir zu Lëtzebuerg keng Obligatioun hunn, fir seng Impfungen ze mellen. Doriwwer eraus wéisste mer och wann d'Impfungen zentral erfaasst géife ginn, net onbedéngt wéi eng Persoun vulnerabel ass, ausser fir de Krittär „Alter iwwert 65 Joer". Mir wëssen awer, dass bis den 12. Dezember schonns 103.611 Dose vun Impfstoff vun de Grosisten an d'Apdikten ausgeliwwert gi sinn. Dëst ass méi wéi déi virlescht Joren.

ad 4. Aktuell fänkt europawäit de Standard-Impfstoff géint Gripp u knapp ze ginn. Et bleift awer nach genuch héich-dosiérten Impfstoff fir eeler Leit disponibel, deen zu Lëtzebuerg recommandéiert ass fir Leit vu 65 Joer un.

ad 5. Wéi an de wéchentleche Communiquéë vum Ministère schonns erwäänt, kann een sech nach ëmmer impfe loossen, well de Pic vun der Epidemie nach net erreecht ass. Dëst betrëfft prioritär Leit vu 65 Joer un.

ad 6. D'Gesondheetsdirektioun huet Informatiounen, dass d'Fäll vun Otemweeinfektiounen an den Urgencë vun de Spideeler an d'Luucht ginn, déi elo ongeféier 10 % vun de Consultatiounen ausmaachen, ouni dass et awer zu enger aussergewéinlecher Zuel vun Hospitalisatioune kënnt. Dëst ass och well am Moment nach déi meeschte Grippefäll bei de Kanner a Jugendlecher sinn, déi manner Risiko fir Komplikatiounen hu wéi déi eeler Bevëlkerung.

ad 7. Aktuell gi ganz wéineg Fäll vu Gripp bei Leit iwwert 80 Joer gemellt, wat déi typesch Populatioun vun den Alters- a Fleegeheimer ass. Dëst ass warscheinlech och d'Resultat vun den effiziente Grippeimpfcampagnen an dësen Institutiounen.

Menaces commerciales américaines liées aux régulations européennes et impacts pour les entreprises luxembourgeoises | Question **3361** (18/12/2025) de **M. Yves Cruchten** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Mardi 16 décembre, le représentant américain au commerce, Jamieson Greer, a, sur le réseau social X, publiquement évoqué la possibilité d'imposer des restrictions à l'accès au marché américain pour certaines entreprises européennes en réponse aux régulations européennes visant les géants technologiques américains.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Energie et du Tourisme, ainsi qu'à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Des menaces ou préoccupations ont-elles été formulées à l'égard d'entreprises luxembourgeoises lors des contacts récents avec l'ambassadrice des États-Unis au Luxembourg ? Le cas échéant, quelle était la position luxembourgeoise défendue ?

2) Quelle est l'évaluation du Gouvernement quant à l'exposition des entreprises luxembourgeoises ou établies au Luxembourg ayant des activités aux États-Unis à d'éventuelles mesures américaines ?

3) Le Gouvernement confirme-t-il soutenir pleinement l'application des règles européennes par la Commission européenne et les autorités compétentes, y compris en cas de menaces de rétorsion commerciale ?

4) Comment le Gouvernement concilie-t-il cette position avec la préservation des intérêts économiques luxembourgeois aux États-Unis, et quelles démarches mène-t-il à cet égard au niveau européen ?

5) Les entreprises luxembourgeoises ayant des activités aux États-Unis ont-elles fait part au Gouvernement d'inquiétudes concernant d'éventuelles mesures de rétorsion ? Dans l'affirmative, quels secteurs sont concernés et quelles préoccupations sont remontées ?

Réponse (16/01/2026) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Non, aucune menace ou préoccupation n'a été formulée à l'égard d'entreprises luxembourgeoises lors des contacts du Gouvernement avec S.E. Madame l'Ambassadrice des États-Unis d'Amérique au Luxembourg.

ad 2) Le Gouvernement n'est pas au courant d'éventuelles mesures.

ad 3) Oui.

ad 4) Le Gouvernement veille à ce que les intérêts luxembourgeois soient intégrés dans la position commune de l'Union européenne, laquelle s'attache à garantir la mise en œuvre des règles du marché intérieur et des relations commerciales, tout en poursuivant un dialogue ouvert et en travaillant à une convergence des positions avec les États-Unis.

ad 5) Non. Les entreprises luxembourgeoises n'ont pas fait part au Gouvernement d'inquiétudes concernant d'éventuelles mesures de rétorsion.

Crise du secteur de la construction | Question **3362** (18/12/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Angesichts der angespannten Lage im Bausektor, sind in den letzten Jahren zahlreiche Baufirmen in Konkurs gegangen oder haben ihre Aktivität aufgegeben.

Die Baubranche hat dadurch zahlreiche Mitarbeiter verloren, beziehungsweise viele Arbeiter ihre Arbeit. In den Firmen rundum den Bausektor sieht die Lage nicht besser aus.

Deshalb möchten wir der Regierung folgende Fragen stellen:

1. Wie viele Baubetriebe haben in den letzten fünf Jahren ihre Aktivität einstellen müssen?

2. Wie viele Firmen rund um den Bausektor haben ihre Aktivität eingestellt?

3. Wie viele Mitarbeiter waren von diesen Schließungen beziehungsweise dem Abbau betroffen?

4. Wie viele Mitarbeiter konnten kurzfristig eine neue Arbeit finden?

5. Wie viele sind derzeit beim Arbeitsamt eingeschrieben?

6. Wie viele haben das Land verlassen?

Réponse (03/02/2026) de **M. Marc Spautz,** Ministre du Travail | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Von Januar 2021 bis September 2025 meldeten 712 Bauunternehmen Insolvenz an.

ad 2. Von Januar 2021 bis September 2025 meldeten insgesamt 5.065 Unternehmen Insolvenz an. Welche

davon in Zusammenhang mit dem Baugewerbe stehen ist nicht bekannt, da hiervon keine einheitliche Definition existiert.

ad 3. Von Januar 2021 bis September 2025 haben 4.521 Personen, die bei Bauunternehmen beschäftigt waren, ihren Arbeitsplatz durch eine Insolvenz ihres Arbeitgebers verloren.

ad 5. Zum 30.11.2025 waren 1.290 arbeitslose, verfügbare und in Luxemburg ansässige Personen bei der „Agence pour le développement de l'emploi" (ADEM) eingeschrieben, die eine Beschäftigung im Baugewerbe suchen.

ad 4. und 6. Situation des salariés 3, 6 et 9 mois après la faillite de leur entreprise ⬆

Violences gynécologiques | Question **3363** (18/12/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Am Kader vum Roses Revolution Day, deen all Joer op de Manktem u Respekt an op d'Existenz vu Gewalt an der Gebuertshëllef opmierksam mécht, an am Liicht vun de rezente Stellungnamen an Uleies vun der Association luxembourgeoise des sages-femmes (ALSF), déi sech fir eng sécher, respektvoll a gewaltfräi Begleedung vu Fraen an der ganzer perinataler Phas asetzt, bleiwen nach gewëssen Erausfuerderungen an der Gebuertshëllef zu Lëtzebuerg.

Och wann et zu Lëtzebuerg scho Recommandatioune vum Conseil scientifique am Beräich vun der gynekologescher an obstetrikalescher Gewalt gëtt, weisen d'Réckmeldunge vum Terrain drop hin, datt d'Ëmsetzung vun dëse Recommandatiounen an d'strukturell Upassung vum Gesondheetssystem nach net genuch fortgeschratt sinn.

Besonnesch d'Fuerderungen no enger kontinuéierlecher Betreiung duerch eng selwecht Hiewan oder e klengt Hiewanenteam, souwéi no enger konsequenter 1-zu-1-Begleedung wärend der Gebuert, ginn als wichteg Elementer fir d'Preventioun vu Gewalt, d'Stäerkung vun der Autonomie vun de Fraen an d'Verbesserung vun der Qualitéit vun der Gebuertshëllef ervirgehuewen.

An deem Kontext géife mir der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg offiziell Zuele respektiv eng systematesch Erfaassung iwwert Virgäng oder Situatioune vu gynekologescher an obstetrikalescher Gewalt? Wa jo, wéi verbreet ass dëse Phenomeen?

2. Falls keng systematesch Erfaassung stattfënnt: Wat sinn d'Ursaachen, a plangt de Ministère eng entspriechend Dokumentatioun fir Transparenz a Qualitéitskontroll anzeféieren?

3. Wéi eng Schrëtt huet de Ministère virgesinn, fir d'Recommandatioune vun der WHO fir eng „positiv Gebuertserfarung" ëmzesetzen, besonnesch wat d'kontinuéierlech Betreiung duerch déi selwecht Hiewan oder e klengt stabillt Team ugeet?

4. Ass de Ministère bereet, déi néideg Personalressourcen a strukturell Upassunge virzegesinn, fir eng 1-zu-1-Betreiung an de Gebuertssäll ze garantéieren, esou wéi et vun der ALSF gefuerdert gëtt?

5. Gëtt et Progrèsen an den Iwwerleeungen oder konkreet Fortschrëtter bei de Projeten, déi alternativ Gebuertsmodeller (Gebuertshaus, ausserklinesch Gebuert) oder d'Stäerkung vun der ambulanter Betreiung duerch eng Hiewan virgesinn?

6. Wéi eng offiziell Beschwerdeweeër stinn de Fraen zur Verfügung, déi sech respektlos behandelt oder gewaltvoll behandelt fillen?

7. Wéi eng Formatiounen, Kontinuitéiten oder Leitlinne sinn am Spidols- a Gesondheetssecteur virgesinn, fir Gewalt an der Gebuertshëllef – physesch, verbal oder psychologesch – ze verhënneren a Respekt an d'informéiert Zoustëmmung ze garantéieren?

Réponse (19/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. an 2. Fir d'Äntwerten zu dëse Froe verweisen ech op d'Äntwerten zu der parlamentarescher Fro N° 3265.

Zu Lëtzebuerg gëtt et kee Registréierungssystem, deen d'Erfaassung vu Situatioune vu gynekologescher an obstetrikalescher Gewalt erméiglecht a soumat och keng offiziell Statistiken. Eng vergläichbar Situatioun ass an anere Länner ze gesinn, wou et och keng spezifesch Instrumenter fir eng systematesch Collecte an dësem Beräich gëtt. Sou gëtt et zum Beispill a Frankräich en nationaalt Portal fir sexistesch a sexuell Gewalt, wat awer net spezifesch op gynekologesch an obstretikalesch Gewalt cibléiert. Och an der Belsch an an Däitschland gëtt et keng Plattform oder en offizielle Regëster fir dës Situatiounen.

Dëst ass ënner anerem dorop zeréckzeféieren, datt et bis haut keng universell unerkannt a juristesch Definitioun vu gynekologescher an obstetrikalescher Gewalt gëtt. D'Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) benotzt de Begréff net explizitt, mee beschreift obstetrikalesch Gewalt als all Forme vu Mëssbrauch, respektlosem Verhalen oder onpassender Behandlung bei der Gebuert, déi d'Dignitéit vu Frae verletzen[17].

Zu Lëtzebuerg stellen d'Recommandatioune vum Conseil scientifique du domaine de la santé aus dem Joer 2021 e wichtege Referenzkader duer. Si orientéieren sech un der Istanbuler Konventioun an u weideren international unerkannten Approchen a weisen drop hin, datt gynekologesch an obstetrikalesch Gewalt eng Villfalt vu medezinneschen a relationale Situatioune betreffe kann.

Wéinst der Heterogenitéit vun de Situatiounen an hirer staarker subjektiver Komponent ass eng zouverlässeg Quantifizéierung vun dëse Phenomeener aktuell net méiglech.

Et leie vereenzelt indirekt Indicateuren aus dem PERINAT-Regëster vir, dorënner de Taux vun Episiotomie (Dammschnëtt). Laut dem leschte Bericht „Surveillance de la santé périnatale au Luxembourg 2020-2022", op deen och an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3265 referenzéiert gëtt, louch dësen Taux 2022 bei 9,6 % a weist zanter Joren eng kloer Réckgangstendenz (cf. Tableau ⬆ Évolution de l'épisiotomie 2014 à 2023). Aner Aspekter, wéi de Kontext oder de Consentement vun der Patientin betreffend den duerchgefouerten Akt, ginn iwwer dëse Regëster net erfaasst.

D'Transparenz an d'Qualitéitskontroll baséieren dofir virun allem op de bestoende Systemer fir d'Iwwerwaachung vu medezinnesche Praktiken, op beruffleche Recommandatiounen an op den allgemenge Mechanisme fir d'Sécherung vun der Qualitéit an der Gesondheetsversuergung. ⬆

ad 3. D'Recommandatioune vun der Weltgesondheetsorganisatioun (WHO) fir eng positiv Gebuertserfarung fléissen an déi national Recommandatioune vum Conseil scientifique du domaine de la santé an a ginn an de Referenzkadere berécksiichtegt, déi der Organisatioun vun der perinataler Versuergung zugronn leien.

Zanter 2019 goufen d'Responsabilitéite vun den Hiewanen zu Lëtzebuerg erweidert, fir eng méi ëmfaassend Begleedung iwwer d'prekonzeptionell, d'pränatal, d'perinatal an d'postnatal Phasen ewech ze erméiglechen. De rechtleche Kader an d'Nomenclature vun den Akte goufen ugepasst an d'Weiderbildung gouf agefouert.

D'konkreet Ëmsetzung vu bestëmmte Recommandatiounen, wéi d'Kontinuitéit vum Suivi duerch déi selwecht Hiewan oder duerch e klengt, stabillt Team, hänkt allerdéngs vun den Organisatiounsmodeller vun der Fleeg an de verfügbare mënschleche Ressourcen of, souwuel am Spidolskontext wéi och am extrahospitalièrë Secteur.

ad 4. Betreiung bei der Gebuert ass vun Natur aus individualiséiert, mat dem Zil, d'Iwwerwaachung an d'Betreiung op d'spezifesch Bedierfnesser vun all Fra an dem Neigebuerenen unzepassen, am Aklang mam Gebuertsplang, de geäusserten Erwaardungen, der Privatsphär an der Sécherheet vun der Betreiung. De Conseil scientifique du domaine de la santé huet am Joer 2023 Recommandatiounen iwwer d'Iwwerwaachung vun normalen, niddereg-risikoräiche Schwangerschaften erausginn, souwuel an de Spideeler wéi och ausserhalb dovun. Dës Recommandatioune bidden e Kader fir d'Ënnerstëtzung vu Betreiungsarrangementer, déi d'Wiel vun de Frae respektéieren an dobäi héichwäerteg, sécher Betreiung garantéieren.

Déi spezifesch Arrangementer fir d'Organisatioun vun der Betreiung, dorënner déi, déi op d'Stäerkung vun der Kontinuitéit vun der Ënnerstëtzung am Gebuertssall ausgeriicht sinn, falen an dëse generelle Kader an hänke vun de verfügbare mënschleche Ressourcen, de Modeller vun der Betreiungsorganisatioun an de Choixen of, déi vun de verschiddene betraffenen Acteuren, souwuel an de Spideeler wéi och ausserhalb vun de Spideeler, getraff ginn. Et soll bemierkt ginn, datt d'mënschlech Ressourcen, déi an de Gebuertsstatiounen disponibel sinn, mat der Aktivitéit verbonne sinn, wéi se an de Standarde vum FHL an dem CNS definéiert ass.

Schlussendlech wäert d'Förderung vum Hiewaneberuff besonnesch duerch d'Aféierung vun engem Bachelor-Studium an den Hiewan-Wëssenschaften am September 2025, op mëttelfristeg Siicht d'Qualitéit an d'Humaniséierung vun der Gebuertsversuergung ënnerstëtzen, andeems net nëmme medezinnesch Fäegkeeten, mee och psychologesch a sozial Aspekter, déi fir d'Wuelbefanne vun de Fraen a Kanner essentiel sinn, integréiert ginn.

ad 5. D'Regierung huet de Conseil scientifique beoptraagt eng Recommandatioun fir Gebuerten, déi ausserhalb vun engem Spidol stattfannen, opzestellen. Dës Recommandatioun[18] gëtt ee strikte Kader vir mat konkreete Critèren, déi am Kader vun den Diskussioune ronderëm d'Spidolsgesetz consideréiert ginn.

ad 6. E spezifescht Gesetz zu gynekologescher oder obstetrikalescher Gewalt existéiert zu Lëtzebuerg net. Verschidde besteeënd gesetzlech Kadere kënnen awer mobiliséiert ginn, a verschidde Recoursméiglechkeete stinn de Persounen zur Verfügung, déi sech als Opfer vu respektloser oder abusiver Fleeg aschätzen.

Doriwwer eraus stellt d'geännert Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwer d'Rechter a Verpflichtunge vum Patient[19] e Referenzkader an der Bezéiung tëscht Patient a medezinneschem Personal duer. Am Gesetz si besonnesch d'Prinzippie vum géigesäitege Respekt, der Dignitéit a Loyalitéit, souwéi d'Recht vum Patient op

[17] https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2024/761478/IPOL_STU%282024%29761478_EN.pdf

[18] recommandation-filieres-des-naissances-version-longue-validee-cs.pdf ⬈

[19] Loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et o... – Legilux ⬈

kloer Informatioun, Dialog an aktiv Participatioun u senger Versuergung, verankert. D'Gesetz stäerkt och d'Berücksichtegung vum Wëlle vum Patient, a gesäit d'Méiglechkeet vir, eng Vertrauenspersoun oder e Begleeder ze benennen, souwéi och d'Generaliséierung an d'Accessibilitéit vum Patientendossier.

D'Prozeduren, fir Mëssstänn ze mellen oder Reklamatioune bei respektloser oder abusiver Betreiung eranzereechen, si fir all betraffe Persoun zougänglech.

D'Spidolsgesetz (Loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière) fuerdert, dass an de Spideeler Reklamatiounsprozeduren existéieren. Des Weideren, och ausserhalb vum Spidolsberäich, kënne Patienten sech zudeem un de Service national d'information et de médiation (National Health Mediation and Information Service – Guichet.lu – Luxembourg) wenden. Weiderhi kann een sech och, notamment, fir Reklamatiounen oder Kloen iwwer berufflech Praktiken, un de Collège médical an d'Gesondheetsdirektioun riichten. Am Fall vu sexueller oder kierperlecher Gewalt kann och d'Unité médico-légale de documentation des violences (UMEDO) vum LNS kontaktéiert ginn.

Et ass och wichteg ze erënneren, datt d'Bekämpfung vun all Forme vun Diskriminatioun a sexueller Gewalt zu de Regierungsschwéierpunkten zielt, besonnesch duerch den nationalen Aktiounsplang am Beräich vun emotionaler a sexueller Gesondheet.

ad 7. Wéi uewen ernimmt, sinn d'Leitlinne vum Conseil scientifique du domaine de la santé zu gynekologescher an obstetrikalescher Gewalt online zougänglech a stinn dem Gesondheetspersonal zur Verfügung[20]. Si déngen als Referenzkader, fir Gewalt an der Betreiung ze verhënneren, respektvoll Praktiken ze förderen an de Respekt vun der informéierter Zoustëmmung an der Betreiungsrelatioun ze stäerken.

Zousätzlech gëtt all Joer eng Konferenz zu der perinataler Gesondheet organiséiert, zesumme vum Luxembourg Institute of Health an der Gesondheetsdirektioun, a Kooperatioun mat de Spideeler a mat nationale wéi och internationalen Experten. D'Editioun 2023 huet speziell d'Theema obstetrikalesch Gewalt behandelt, an huet domat zur Sensibiliséierung a Formatioun vun de Gesondheetsspezialiste bäigedroen.

Schlussendlech integréiert och d'Grondlagenausbildung vun den Hiewanen dëse Sujet. Den neie Bachelor enthält zousätzlech Moduller zum medezinnesche Programm, fir d'Berücksichtegung vun de relationellen, eetheschen a psychosozialen Aspekter vun der Versuergung ze stäerken, déi essentiel sinn, fir Gewalt ze verhënneren an d'Rechter vun de Fraen ze respektéieren.

Publicité des hôpitaux et règles déontologiques du Collège médical | Question **3364** (18/12/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

An der parlamentarescher Ufro N° 3135 vum Ënnerzeechneten, war déi massiv Reklamm un all méiglech Meedie vum Kierchbierger Spidol fir hir nei „Antenn" ugesprach ginn.

Op d'Fro wat d'Madamm Ministesch gedenkt ze ënnerhuelen, fir datt et net zu enger „surenchère" kënnt an ob d'Madamm Ministesch net gedenkt an dësem Sënn Deontologiesreegelen opzestellen, hat d'Madamm Ministesch follgendermoosse geäntwert:

„Well et sech hei ëm Deontologiesreegelen handelt, déi an de Kompetenzberäich vum Collège médical falen, kann dës Fro net um Niveau vum Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet beäntwert ginn."

Well awer rezent Gespréicher tëscht Ministère a Collège médical iwwer den Deontologiekodex gelaf sinn an dëse Kodex deemnächst soll finaliséiert ginn, wëll ech vun der Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet wëssen, ob dat net eng gutt Geleeënheet wär, fir de Problem vun exzessive Publicitéiten unzegoen.

Réponse (19/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De Collège médical huet sech eng Charte ginn, déi d'Informatioun an d'Publicitéit betrëfft (Charte du Collège médical sur l'information et la publicité des professions de médecins, médecins-dentistes, pharmaciens et psychothérapeutes).

Laut dëser Charte soll d'Kommunikatioun informativ a professionell sinn, awer keng kommerziell Publicitéit duerstellen. De Collège médical huet als Missioun ze analyséiere wéi den Deontologieskodex an dës Charte zu der Publicitéit steet, op déi den honorabelen Deputéierten hiweist.

Et bleift awer nach ze präziséieren, dass den Deontologieskodex als solche just den Dokteschberuff reegelt, net awer d'Kommunikatioun, déi d'Spideeler bedreiwen.

Accord UE-Mercosur et protection de l'agriculture luxembourgeoise par la clause de sauvegarde | Question **3365** (18/12/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Am Kader vum geplangten Handelsaccord tëscht der Europäescher Unioun an de Mercosur-Staaten (Brasilien, Argentinien, Uruguay a Paraguay) huet d'Europäescht Parlament rezent enger sougenannter Schutzklausel zougestëmmt, déi et der Europäescher Kommissioun erméigleche soll, bei Stéierungen um Agrarmaart mat temporäre Schutzmoossnamen oder Douanestaxe fir sensibel landwirtschaftlech Produkter anzegräifen.

Dës Klausel soll besonnesch d'europäesch Landwirtschaft virun engem staarken Drock duerch bëlleg Importer schützen an eng séier Reaktioun bei Präisverfall oder staark steigenden Importvolummen erlaben. Gläichzäiteg besteet nach ëmmer Onkloerheet iwwert d'politesch Positioun vun de Memberstaaten, dorënner och Lëtzebuerg, souwéi iwwert d'konkreet Ëmsetzung vun dëse Schutzinstrumenter.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Premierminister, souwéi dem Här Minister fir auswäerteg Ugeleeënheeten an Aussenhandel follgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Reegele vun der virgesinnener Schutzklausel am EU-Mercosur-Accord am Hibléck op de Schutz vun der lëtzebuergescher an europäescher Landwirtschaft?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi geplangte Schwellewäerter an Ausléisekrittäre genuch sinn, fir effektiv a fristgerecht op Maartstéierungen am Agrarsecteur ze reagéieren?

3. Wéi eng Positioun huet Lëtzebuerg an de Verhandlunge mam Conseil an an de Gespréicher op europäeschem Niveau a Bezuch op d'Aféierung an d'Applikatioun vun dëser Schutzklausel ageholl?

4. Wéi wëll d'Regierung sécherstellen, datt d'Interesse vun de lëtzebuergesche landwirtschaftleche Betriber – besonnesch an de sensibele Secteuren – am Fall vun enger Ënnerschréft vum Accord adequat berücksichtegt a geschützt ginn?

5. Gesäit d'Regierung weider national oder europäesch Begleetmoossname vir, fir negativ Auswierkunge vum EU-Mercosur-Accord op d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg ofzefiederen?

Réponse (19/01/2026) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Regierung begréisst de finale Kompromëssstext vum Conseil an Europäesche Parlament, well en d'Aktivatioun vun der bestoender Schutzklausel am Accord méi präzis reegelt. De Kompromëss geet iwwer déi urspréinglech Propositioun vun der Europäescher Kommissioun eraus andeems en d'Schwellewäerter fir d'Aktivatioun vun der Schutzklausel nach eng Kéier erofsetzt an domat de Schutz vum Agrarsecteur stäerkt.

ad 2. Déi festgeluechte Schwellewäerter an Ausléisekrittäre missten erlaben op Maartstéierungen ze reagéieren a bidden zousätzlech Garantien, fir dem Landwirtschaftssecteur entgéintzekommen. Dësen Text muss awer nach formell vun de Colegislateuren approuvéiert ginn, wéi dat gemäß der ordinärer legislativer Prozedur virgesinn ass.

ad 3. Lëtzebuerg huet sech vun Ufank u fir d'Aféierung vun engem Reglement ausgeschwat, dat d'Schutzklausel am EU-Mercosur-Accord konkretiséiert an domat e wierksame Schutz fir d'europäesch Landwirtschaft garantéiert. Am Kader vun de Verhandlungen op europäeschem Niveau ënnerstëtzt Lëtzebuerg de Kompromësstext.

ad 4. D'Regierung huet déi ergänzend Moossname vun der Europäescher Kommissioun – ënnert déi och d'Reglement zu der Schutzklausel fält – vun Ufank un ënnerstëtzt, a sech aktiv fir verschidde vun dëse Begleetmoossnamen agesat.

Weiderhi wäert d'Regierung verstäerkt Importkontrollen op de landwirtschaftleche Produkter a Liewensmëttel aus dem Mercosur maache fir sécherzestellen, dass keng onerlaabt Réckstänn vun an der EU verbuedene Substanze präsent sinn.

Da wäert d'Regierung och bei der Europäescher Kommissioun intervenéieren, fir déi néideg Auditen an de Mercosur-Länner ze verstäerken.

ad 5. D'Regierung bleift engagéiert, fir déi weider Begleetmoossnamen, déi d'Europäesch Kommissioun Ufank September 2025 annoncéiert huet, ze ënnerstëtzen an domat sensibel Aspekter vum Accord zousätzlech ze encadréieren.

Recrutement de soldats volontaires non résidents dans l'armée | Question **3366** (18/12/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans un communiqué du 17 décembre 2025 relatif au paquet de mesures « Recrutement et attractivité de l'armée », le Gouvernement indique qu'il envisage d'adapter les conditions d'admission à la carrière de soldat volontaire, notamment (i) en permettant le recrutement de ressortissants UE non résidents et (ii) en introduisant la possibilité d'une dispense en langue française ou allemande, tout en précisant que la connaissance de la langue luxembourgeoise resterait obligatoire.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

1) Quel est l'objectif opérationnel poursuivi par l'ouverture du recrutement spécifiquement aux ressortissants

[20] https://conseil-scientifique.public.lu/dam-assets/publications/sant%C3%A9-de-la-femme/violences-gynecologiques-et-obstetricales-valide.pdf

de l'UE non résidents maitrisant la langue luxembourgeoise ?

2) Le dispositif vise-t-il uniquement les frontaliers de la Grande Région ou tout ressortissant de l'UE non résident ?

3) Les recrutés non résidents pourront-ils obtenir la nationalité luxembourgeoise par naturalisation et, le cas échéant, selon quelles modalités ?

Réponse (19/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice

ad 1) L'objectif est d'augmenter le vivier de candidat.e.s potentiel.le.s au service volontaire de l'Armée luxembourgeoise.

ad 2) Même si le dispositif devrait principalement susciter l'intérêt de candidat.e.s. issu.e.s de la Grande Région, une restriction géographique n'est actuellement pas prévue. Ainsi, des candidat.e.s ayant eu par exemple des attaches avec le Luxembourg dans le passé pourraient être intéressé.e.s. Il convient de souligner qu'un niveau minimal A2 en langue luxembourgeoise est requis pour l'accès au service volontaire de l'Armée luxembourgeoise.

ad 3) Il est envisagé que l'éligibilité à la nationalité luxembourgeoise s'ouvrirait à leur égard après 4 années de bons et loyaux services comme soldat.e volontaire, contre une année pour les ressortissant.e.s UE remplissant une condition de résidence de trois ans dont la dernière en continu.

Sanctions administratives des agents municipaux | Question **3367** (19/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Mam Gesetz vum 27. Juli 2022 kruten d'Gemengebeamte méi Kompetenzen, fir verschidden Inzivilitéite kënnen ze sanktionéieren. Am Artikel 4 (1) vum Gesetz ass festgehalen:

„Les membres du cadre policier de la Police grand-ducale, les gardes champêtres prévus à l'article 22 dans le cadre de leurs compétences, ainsi que les agents municipaux prévus à l'article 99 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 constatent par écrit les infractions qui peuvent faire l'objet de sanctions administratives et dont ils sont les témoins directs."

Verschidde Gemengen hunn de Gemengebeamten dës Méiglechkeete schonn ageraumt a kënnen esou d'Police bei hirer Aarbecht entlaaschten. Dës Aarbecht ass awer och mat ville Konfliktsituatioune verbonnen, op déi d'Beamt:inne musse virbereet ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. A wéi ville Gemenge goufen d'Infraktiounen, déi am Gesetz vun 2022 festgehale sinn, agefouert?

2. Wéi vill Gardes champêtres a wéi vill Agents municipaux dierfen haut Sanctions administratives ausschreiwen, opgelëscht no Gemeng?

3. Wéi eng Formatioune goufen opgestallt, fir d'Beamt:innen an hiren neien Aufgaben aus- oder weiderzebilden?

4. Existéiere spezifesch, eenheetlech Formatiounen, fir den Ëmgang a Konflikt- oder Gewaltsituatiounen ze bewältegen? Falls jo, wéi eng?

Réponse (16/01/2026) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

ad 1. 25 Gemengen hunn d'Sanctions administratives agefouert.

ad 2. Den Artikel 4 vum Gesetz vum 27. Juli 2022 iwwer d'Sanctions administratives gesäit vir, dass all d'Garde-champêtres am Kader vun hire Kompetenzen an all d'Agents municipaux kënnen Infraktioune feststellen, déi zu enger administrativer Strof kënne féieren. Den Inneministère huet keng statistesch Donnéeën iwwer d'Zuel vu Garde-champêtres an Agents municipaux, déi tatsächlech sou Infraktioune constatéieren.

ad 3. Fir der Opwäertung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux duerch d'Gesetz vum 27. Juli 2022 iwwer d'Sanctions administratives Rechnung ze droen, goufe follgend Formatiounen an der Grondausbildung vun deene Beamten agefouert:

– La recherche et la constatation des infractions et les dispositions pénales y afférentes (12 h) ;
– Prévention de la délinquance, la sensibilisation de la population à la sécurité, la législation de la sécurité routière (12 h) ;
– Élaboration de rapports de service (6 h) ;
– Législation en matière de la protection de la nature (3 h) ;
– Communication et gestion de conflits (12 h) ;
– Gestes de premiers secours (15 h).

Agents municipaux, déi net méi am Service provisoire sinn, kënnen dës Formatiounen als Formation continue suivéieren.

ad 4. Aus der Äntwert op d'Fro N° 3 geet ervir, dass d'Agents municipaux wärend hirem Service provisoire eng spezifesch Formatioun suivéieren iwwer Kommunikatioun a Gestion de conflits. Doriwwer eraus kann all Agent municipal an all Garde-champêtre och all Formatioun an deenen Domäne suivéieren, déi den Institut national d'administration publique all Joer am Kader vun der Formation continue vum Gemengepersonal ubitt.

Rééducation après traitement oncologique | Question **3368** (19/12/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3032 betreffend d'Reeducatioun vu Kriibspatienten hat d'Gesondheetsministesch follgend Informatioune geliwwert:

„Tëschent dem 1. Januar 2023 an dem 20. Oktober 2025 huet de CRCC insgesamt 93 Demanden ëmorientéiert oder refuséiert. Dat entsprécht knapp 12 % vun den Demanden an der Period. [...]

Wann de CRCC sech an der Onméiglechkeet gesäit, engem Patient eng adequat Rehabilitatioun unzebidden, gëtt déi Persoun systematesch ëmorientéiert. [...] Fir eng Rehabilitatioun an der Geriatrie gëtt zum Beispill an den Hôpital intercommunal Steinfort (HIS) oder an d'Spideeler ëmorientéiert, an anere Fäll gehéiert de Rehazenter zu deenen Etablissementer, an déi am heefegsten ëmorientéiert gëtt."

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Opgrond vu wéi enge Krittäre goufen d'Leit refuséiert?

2. Bidden d'Strukturen am Hôpital intercommunal Steinfort an am Rehazenter déi nämmlecht Prestatiounen an der nämmlechter Qualitéit un, wéi am Centre de réhabilitation Château de Colpach?

3. Wéi vill Patient:inne goufen an deene leschte Joren an auslännesch Etablissementer geschéckt?

Réponse (19/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De CRCC ass en „établissement hospitalier spécialisé en réhabilitation physique et postoncologique". D'postonkolgesch Rehabilitatioun ass an der Annex 2 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 definéiert an ass en nationale Service. Am Kader vun der postonkologescher Rehabilitatioun hëlt den CRCC onkologesch Patienten op, déi vun enger stationärer Rehabilitatioun vu maximal 30 Deeg an/oder vun enger Rehabilitatioun am „hôpital de jour" vu maximal 10 Deeg profitéiere kënnen. Dëst setzt viraus, dass de Gesondheetszoustand vun de Patienten et zouléisst sech an eng aktiv Rehabilitatioun ze engagéieren, déi hinnen erlaabt innerhalb vun der Maximaldauer, déi am Artikel 82 Alinea 6 vun de Statute vun der Gesondheetskeess (CNS) virgesinn ass, e gesondheetleche Benefice aus der Rehabilitatioun ze zéien.

Fir dëst ze determinéieren, bezitt sech de CRCC op medezinnesch Krittären, déi sech op d'Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF) baseieren. De CIF ass e Referenzkader vun der Weltgesondheetsorganisatioun an evaluéiert dem Patient seng Capacitéiten a seng Restriktiounen a sengem Liewensëmfeld. E completéiert d'Classification internationale des maladies (CIM).

Bei der Majoritéit vun den 805 Ufroen, déi de CRCC an de Joren 2023 bis 2025 fir eng Rehabilitatioun no enger Kriibsbehandlung kritt huet, konnt esou, op Basis vum medezinneschen Dossier a wann néideg duerch eng Consultatioun, eng individualiséiert Rehabilitatioun ugebueden a realiséiert ginn.

10 % vun den Ufroe goufe refuséiert mat der Recommandatioun vun enger Alternativ. Bal d'Hallschent dovun (46 %) huet Patiente mat engem geriatresche Profill betraff, bei deenen eng Rééducation gériatrique wéi si am Hôpital intercommunal Steinfort (HIS), am Centre hospitalier Emile Mayrisch (CHEM), an den Hôpitaux Robert Schuman (HRS) oder am Centre hospitalier du Nord (CHdN) ugebuede gëtt an déi bis zu 2 Méint däerf daueren, besser indiquéiert ass. En ze schwaachen oder ze fragille Gesondheetszoustand vum Patient, deen eng aktiv Readaptatioun, wéi se am CRCC ugebuede gëtt, net erméiglecht, souwéi kognitiv Problemer vum Patient, fir déi den CRCC net ausgeluecht a qualifizéiert ass, ware mat respektiv 12 % an 13 % déi zwou aner Haaptursaache fir eng Reorientatioun. Gréisser Häerzproblemer, Ofhängegkeet vu Substanzen an neurologesch Problemer gehéieren zu de weideren Ursaachen, fir déi eng Prise en charge am CRCC net induzéiert war.

ad 2. Den HIS, de CRCC an de Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation (Rehazenter) bidde jeeweils ënnerschiddlech Prestatiounen un.

Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 ernimmt, bitt den HIS d'„rééducation gériatrique" un an d'postonkologesch Rehabilitatioun, als nationale Service, ass ausschliisslech an engem Établissement hospitalier spécialisé en réhabilitation physique et postoncologique erlaabt, fir deen de CRCC eng Autorisatioun huet.

De Rehazenter exploitéiert, geméiss dem Artikel 5 Paragraph 3 vum Spidolsgesetz den nationale Service vun der Rééducation fonctionnelle a gëllt dobäi als Établissement hospitalier spécialisé en rééducation fonctionnelle.

ad 3. Dës Fro kann net beäntwert ginn, well et net méiglech ass tëschent der postonkologescher Rehabilitatioun no der Kriibsbehandlung an der Kriibsbehandlung selwer ze differenzéieren.

Plaques d'immatriculation personnalisées et reprise de véhicules de société | Question **3369** (19/12/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Mir ass zougedroe ginn, datt Bierger, déi zënter Joren eng personaliséiert Immatrikulatiounsplack op hirem Auto haten, dës elo net méi kënnen iwwerschreiwen. Konkreet geet et ëm Persounen, déi am Kader vun hirem professionelle Liewen eng Gesellschaft gegrënnt hunn an d'Gesellschaft en Auto kaf huet mat enger personaliséierter Immatrikulatiounsplack. No der Opléisung vun der Gesellschaft ass et awer anscheinend esou, datt déi betraffe Persounen, déi zäitgläich eenzegen Associé vun der Gesellschaft sinn, wuel den Auto kënnen iwwerhuelen, awer net d'Immatrikulatiounsplacke vum Auto. D'SNCA seet, datt et net méi méiglech ass, eng personaliséiert Plack vun der Gesellschaft op d'Privatpersoun ze iwwerschreiwen an datt een elo muss 1 Joer waarden, fir dës personaliséiert Plack nees zréckzefroen.

Fäll wéi deen, deen ech geschëldert hunn, gëtt et vill. Besonnesch 4-stelleg Placke sinn immens beléift an esou huet d'Persoun oft keng Chance méi hir personaliséiert Plack zréckzekréien.

Fir physesch Persounen, déi an der spezifescher Situatioun vun engem Stierffall sinn, gouf e Regime geschaf, deen d'Reservatioun wärend engem Joer fir den Ierwe garantéiert an eng Iwwerschreiwung vun der Plack un d'Ierwe soumat erméiglecht.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten:

1. Ass der Madamm Ministesch dës Situatioun bekannt?

2. Fënnt d'Madamm Ministesch déi Situatioun fir ubruecht?

3. Wéi ass d'Situatioun bei Leasing-Autoen, déi iwwer enger Persoun hire Patron lafen, awer sou den Notzer vum Gefier och eng personaliséiert Immatrikulatiounsplack huet?

4. Firwat gouf just e spezifesche Regime fir Stierffäll geschaf, fir personaliséiert Placken ze iwwerschreiwen awer net am Fall vun der Rechtsnofolleg vun enger juristescher Persoun?

5. Ass d'Madamm Ministesch gewëllt, d'Gesetzgebung unzepassen, fir et de Leit ze erméiglechen, hiert Nummereschëld och bei Firmenautoen a ggf. bei Leasing-Autoen ze halen?

Réponse (14/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

D'honorabel Deputéiert stellt Froen iwwert d'Iwwerschreiwung vun de personaliséierten Immatrikulatiounsplacken am Kader vun enger Reprise vun engem Gefier vun enger Gesellschaft.

ad 1. Jo, et ass dem Ministère bekannt, datt et an der Praxis zu Situatioune komme kann, an deenen eng personaliséiert Immatrikulatiounsplack, déi op eng juristesch Persoun attribuéiert war, no der Opléisung vun där juristescher Persoun net op eng physesch Persoun iwwerdroe ka ginn, och wann dës Persoun virdrun eenzegen Associé war an d'Gefier iwwerhëlt. Dës Konstellatiounen trieden allerdéngs nëmme seelen op. Et ass dobäi ervirzehiewen, datt Plackennummere mat véier Zifferen och scho virun 2023 net iwwerdroe konnte ginn, mee iwwer eng Waardelëscht zougedeelt goufen. D'Ännerungen, déi mam Gesetz[21] an dem Règlement grand-ducal[22] vum 21. September 2023 agetruede sinn an déi den Transfert vu personaliséierte Plackennummeren net méi erlaben, hunn un dësem Grondsaz fir véierstelleg Nummeren näischt geännert.

ad 2. D'Reglementatioun vun den Immatrikulatiounsplacke stellt de Prinzipp, datt d'Immatrikulatiounsplack un den Titulaire vum Gefier gebonne bleift. Eng juristesch Persoun an eng physesch Persoun stellen dobäi zwee ënnerschiddlech Rechtssubjekter duer. Dës Differenzéierung déngt der Rechtssécherheet, enger kohärenter Verwaltung vun den Immatrikulatiounsplacken an enger Minimiséierung vu Mëssbrauch, och wann dës Reegelen a vereenzelte Fäll kënnen als streng empfonnt ginn.

ad 3. An dëse Fäll gëllen déi selwecht Reegele wéi fir all aner Gefierer. Entscheedend ass, wéi eng Persoun als Titulaire um „certificat d'immatriculation" agedroen ass. Am Fall vu Leasing-Gesellschaften ass et dacks esou, datt de Client final, also den/d'Notzer-Inn vum Gefier, och als Titulaire vum Certificatageschriwwe gëtt. Zousätzlech besteet d'Méiglechkeet, eng Immatrikulatiounsplack aus der „série courante" zesumme mam Gefier op en aneren Titulaire ze iwwerdroen. Dës Méiglechkeet gëllt allerdéngs net fir personaliséiert Immatrikulatiounsplacken. Am Endeffekt ass et also déi Persoun, op där hiren Numm d'Gefier ugemellt ass, déi och Titulaire vun der Plackennummer muss sinn, dëst ka souwuel den Employeur wéi och d'Leasingsfirma oder den/d'NotzerInn vum Gefier sinn.

ad 4. De spezifesche Regime am Fall vun engem Stierffall baséiert op Iwwerleeungen am Zesummenhang mat der Successioun un den Ierwen.

An dësem Kontext ass ervirzehiewen, datt d'Immatrikulatiounsplack net als solches Géigestand vun der Successioun ass, mee nëmmen zesumme mam Gefier iwwerdroe ka ginn.

Den/d'IerwIn kann also nëmmen dann de Maintien vun der Plackennummer ufroen, wann hien/si dat betraffent Gefier effektiv ierft an dëst Gefier mat där Immatrikulatiounsplack op säin Numm umellt.

D'Opléisung vun enger Gesellschaft féiert dogéint net zu enger Successioun am selwechte juristesche Sënn wéi bei engem Stierffall. Aus deem Grond gouf kee vergläichbare Regime fir dëse Fall virgesinn.

ad 5. Dës Fäll aus der Praxis ginn zur Kenntnis geholl. Zum aktuellen Zäitpunkt ass keng konkreet Ännerung vun de reglementareschen Texter virgesinn. D'Thematik kann awer spéiderhin am Kader vun enger méi globaler Iwwerleeung iwwer de Regime vun de personaliséierten Immatrikulatiounsplacke weider analyséiert ginn.

Analyse du système des urgences dans nos hôpitaux et maisons médicales | Question **3371** (19/12/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le Gouvernement avait annoncé dans son programme de coalition pour les années 2023-2028 une analyse du système des urgences dans nos hôpitaux et maisons médicales.

Il s'était proposé d'afficher les temps d'attente en temps réel sur le portail Internet santé.lu.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'état d'avancement de l'analyse du système des urgences ?

2) Quels en sont, le cas échéant, les résultats et les actions en vue de réduire les délais d'attente excessifs ?

3) Qu'en est-il de l'affichage des délais d'attente en temps réel ?

Réponse (19/01/2026) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'analyse du système des urgences hospitalières est en cours depuis 2023 et s'est poursuivie activement en 2024 et 2025 au sein du groupe de travail national « Urgences », qui associe l'ensemble des parties prenantes concernées.

En 2024, ces travaux ont permis d'approfondir les constats réalisés en 2023, notamment à travers :

– des visites de terrain des services d'urgence hospitaliers ;
– l'analyse de l'organisation des infrastructures et des filières de soins ;
– l'examen des indicateurs d'activité et de processus figurant dans le règlement grand-ducal modifié du 25 janvier 2019 ;
– l'évaluation de la garde parallèle CHL/HRS 24h/24 ;
– l'étude des interactions entre les services d'urgence hospitaliers et les services préhospitaliers du CGDIS.

Une révision des indicateurs de processus des services d'urgence a été engagée afin d'améliorer le pilotage des services d'urgence et le suivi des délais de prise en charge. Cette révision vise notamment à harmoniser les classifications utilisées, à préciser les délais de prise en charge médicale et à affiner le suivi de certains paramètres clés du fonctionnement des services d'urgence.

La majorité de ces indicateurs a fait l'objet d'une première collecte de données en 2025 et pourra alimenter la carte sanitaire de l'Observatoire national de la santé, offrant ainsi une vision plus précise et objectivée du fonctionnement du système hospitalier d'urgence.

ad 2) Les travaux ont conduit en 2025 à l'élaboration d'un projet de règlement, adopté le 22 décembre 2025, portant modification du règlement grand-ducal modifié du 25 janvier 2019 déterminant les exigences et les normes auxquelles doivent répondre les services hospitaliers d'urgence des hôpitaux et le service hospitalier national d'urgence pédiatrique. Les modifications y apportées se basent sur les analyses de la Direction de la santé, sur les données collectées auprès de la FHL et des établissements hospitaliers et visent à optimiser la prise en charge des patients dans les services d'urgence.

L'adaptation du règlement grand-ducal prévoit un renforcement et une meilleure structuration des filières de prise en charge au sein des services d'urgence, afin d'optimiser l'organisation des parcours de soins et de fluidifier la prise en charge des patients.

Ainsi, la filière gériatrique est élargie à tout patient nécessitant une prise en charge gériatrique, avec l'obligation pour chaque établissement de disposer d'une organisation et d'espaces dédiés permettant une prise en charge rapide, adaptée et efficace.

Une filière de prise en charge rapide (« fast track ») peut être mise en place par chaque service d'urgence afin d'assurer la gestion accélérée des cas de faible gravité et d'éviter l'encombrement du circuit principal.

Ces mesures s'inscrivent également dans une approche plus large visant à orienter les patients vers le niveau de soins le plus approprié. Dans ce contexte, une campagne nationale de sensibilisation aux soins primaires, intitulée « I love my Hausdokter », a été menée en 2025 afin d'encourager le grand public à se tourner, en amont, vers les soins primaires, lorsque la situation médicale le permet, et de contribuer ainsi à une utilisation plus appropriée des services d'urgence.

ad 3) La création d'un dispositif, qu'il s'agisse d'un système d'affichage en temps réel des délais d'attente aux urgences pour les prises en charge de moindre gravité ou d'une ligne téléphonique dédiée, a été discutée à plusieurs reprises au sein du groupe national « Urgences » et du comité « gardes et astreintes ».

[21] https://legilux.public.lu/filestore/eli/etat/leg/loi/2023/09/21/a679/jo/fr/pdfa/eli-etat-leg-loi-2023-09-21-a679-jo-fr-pdfa.pdf
[22] https://legilux.public.lu/filestore/eli/etat/leg/rgd/2023/09/21/a681/jo/fr/pdfa/eli-etat-leg-rgd-2023-09-21-a681-jo-fr-pdfa.pdf

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

La mise en place d'un tel dispositif ne peut être envisagée sans un travail préparatoire conséquent. Celui-ci implique plusieurs dimensions essentielles :

– Harmonisation des indicateurs : définir un socle commun de critères de mesure afin [d'avoir] des délais d'attente calculés de manière uniforme et comparable ;
– Fiabilisation des données : garantir la qualité des données collectées grâce à des mécanismes de contrôle et de validation ;
– Intégration dans les systèmes d'information hospitaliers : assurer une interconnexion fluide avec les logiciels de gestion des flux patients et des urgences pour permettre une actualisation en temps réel.

Des interrogations demeurent quant à la faisabilité, aux responsabilités médico-légales et au rôle des personnes chargées de répondre aux appels dans le cas d'une ligne téléphonique.

Au-delà des aspects techniques, l'affichage des délais d'attente doit être envisagé comme un processus progressif. Cela implique :

– une coordination entre les établissements afin d'assurer une information homogène et comparable ;
– une adaptation des pratiques internes pour que les équipes médicales et administratives puissent alimenter et exploiter ces données sans surcharge de travail ;
– une garantie de fiabilité et d'utilité pour les patients, qui doivent pouvoir se baser sur ces informations pour mieux anticiper leur parcours de soins.

Les deux groupes de travail concernés continueront leur analyse et les discussions y relatives dans une démarche structurée afin de mettre en place, le cas échéant, un dispositif transparent et offrant les garanties de sécurité nécessaires.

Accès des élèves de l'est du pays au LTA de Gilsdorf par les transports scolaires | Question **3374** (22/12/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Mir ass zougedroe ginn, datt Schüler, déi aus dem Oste vum Land an d'Akerbauschoul (LTA) op Gilsdref fueren, net déi beschte Verbindungen am ëffentlechen Transport zur Verfügung hunn. Besonnesch déi Schüler, déi aus dem Raum Fluessweiler a Jonglënster kommen, hu kee Schülerbus zur Verfügung an déi ëffentlech Buslinn bis bei den LTA ass oft iwwerfëllt an den Trajet beschwéierlech. Wann et och net ëmmer sënnvoll ass, eng direkt Busverbindung an den LTA aus all Eck vum Land en place ze setzen, sollten et op d'mannst Sammelplaze ginn, ab deenen ee Schülerbus bis op Gilsdref an den LTA fiert.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend:

1. Wéi vill Schüler aus dem Oste vum Land ginn an den LTA an d'Schoul?

2. Wéi eng Verbindunge mat Schülerbusse gëtt et aktuell aus dem Oste bei den LTA?

3. Gëtt et Sammelplazen am Osten, ab deenen ee Schülerbus an den LTA fiert?

4. Falls jo, gedenkt d'Regierung, weider Sammelplaze mat direkter Busverbindung an den LTA ze schafen?

5. Falls jo, gëtt de Raum Fluessweiler/Jonglënster och domat ofgedeckt?

Réponse (27/01/2026) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Vun insgesamt 642 SchülerInnen, déi am Lycée technique agricole ageschriwwe sinn, kommen der 82 aus der Regioun Osten. Dovu sinn der 44 aus dem Kanton Iechternach verdeelt op 18 Uertschaften, 27 aus dem Kanton Gréiwemaacher verdeelt op 16 Uertschaften an 11 aus dem Kanton Réimech verdeelt op 7 Uertschaften.

ad 2. Aktuell huet just Beefort (11 SchülerInnen) mat der Linn K07 eng direkt Verbindung an dëse Lycée, aner Schoulbuslinnen (K04, K05) aus dem Oste bleiwe beim Arrêt „Rue J. Merten" stoen, an da mussen d'SchülerInnen ronn 400 m zu Fouss goen. Jonglënster (3 SchülerInnen) huet eng direkt Verbindung mat der regulärer Linn 250.

ad 3. Prinzipiell funktionéiert de Schülerreseau net mat Sammelplazen. Et gëtt awer Arrête wou d'SchülerInnen tëscht den eenzelne Linnen ëmklamme kënnen, an dësem Fall ass dat zu Jonglënster den Arrêt „Op der Gare" an um Park&Ride. Vu dësen Arrêten aus fiert d'Linn 250 iwwer Hiefenech, d'Fiels, Miedernach, Steeën an Dikrech bis op Ettelbréck. D'SchülerInne kënnen direkt um Arrêt „Beim Waasserbaseng" erausklammen, dësen ass extra zu deem Zweck nieft dem Lycée op der N14 amenagéiert ginn.

ad 4. Opgrond vun der uewe genannter Verdeelung vun de SchülerInnen, sinn aktuell nieft Jonglënster keng aner Sammelplaze virgesinn.

ad 5. Jonglënster ass haut schonn direkt un de Lycée technique agricole ugebonn, vu Fluessweiler aus kann een d'Linn 350, déi vu Gréiwemaacher op Jonglënster fiert, huelen an dann zu Jonglënster op d'Linn 250 ëmklammen.

↑ Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: _____

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Societéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799